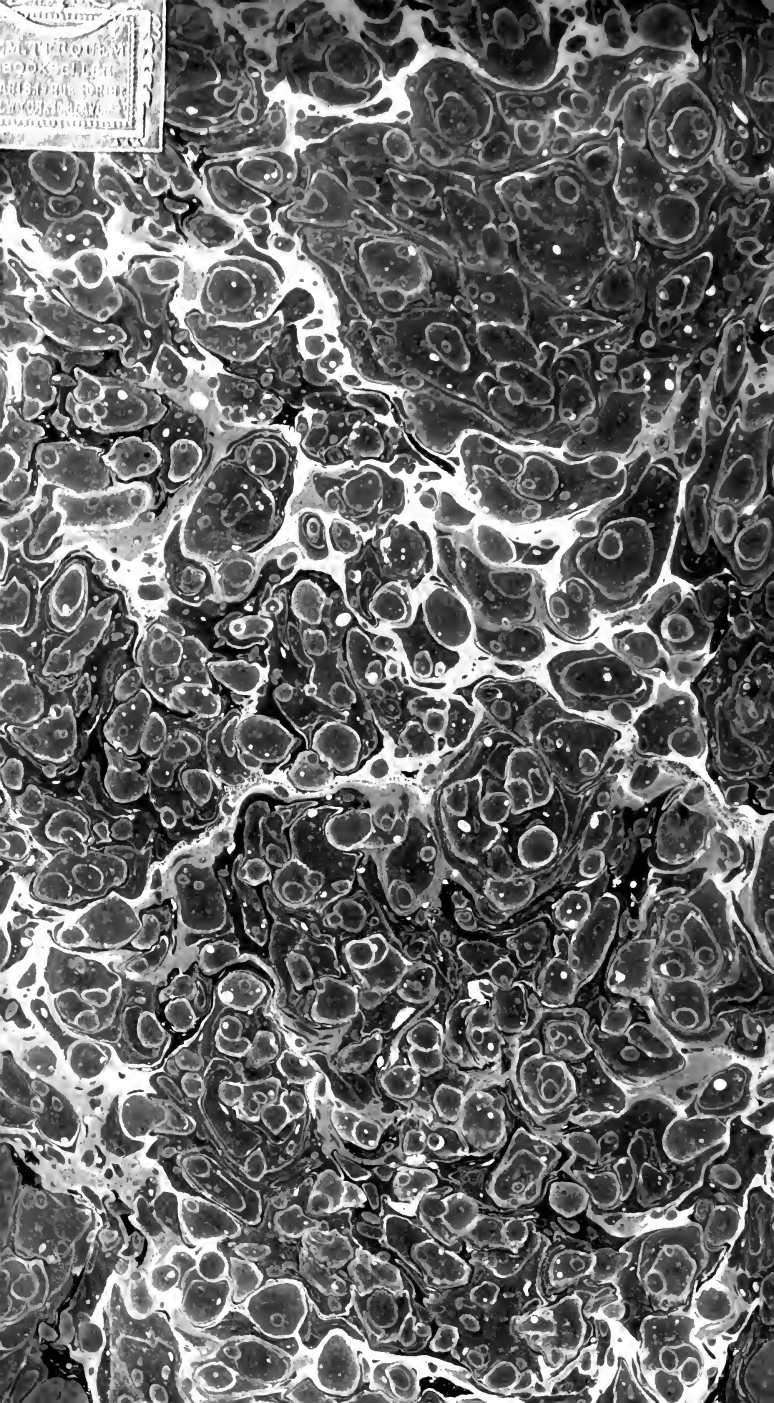
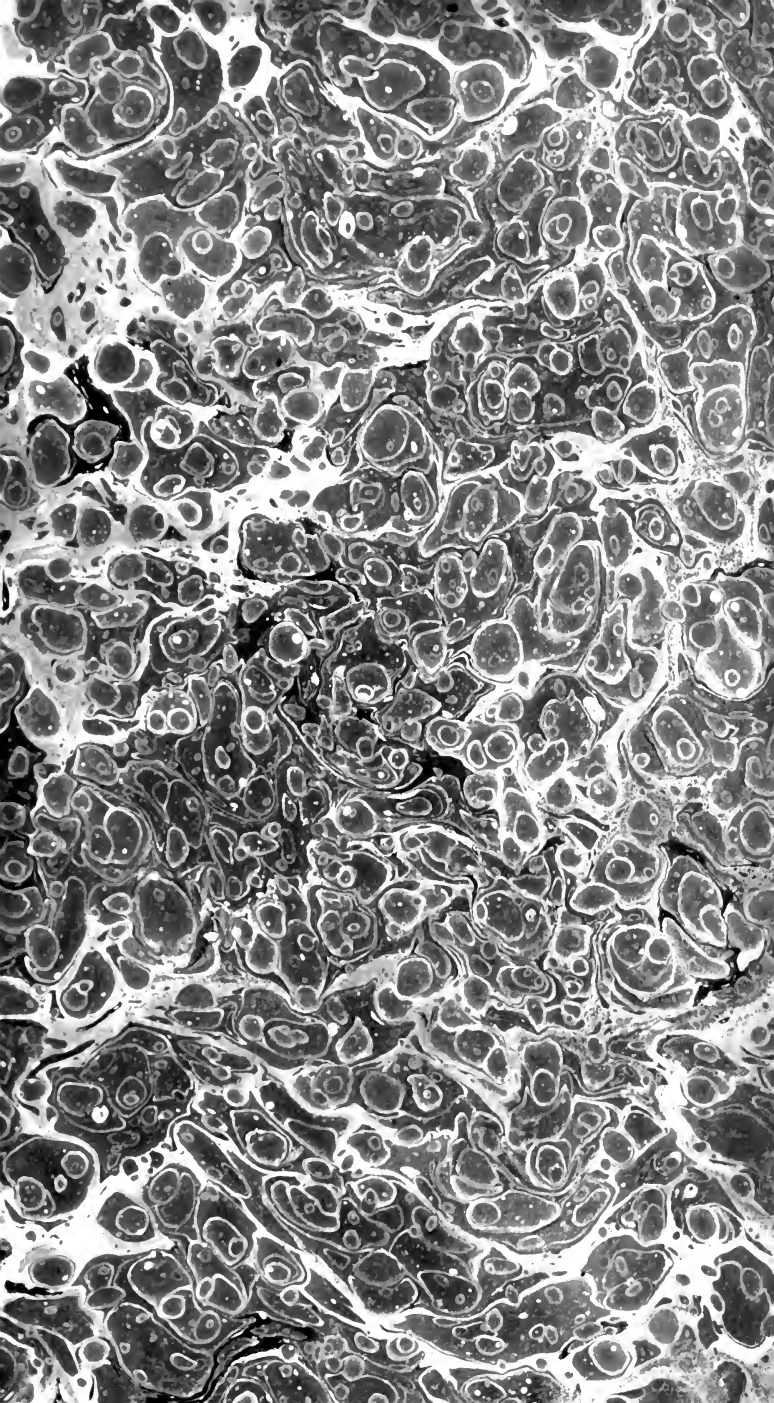
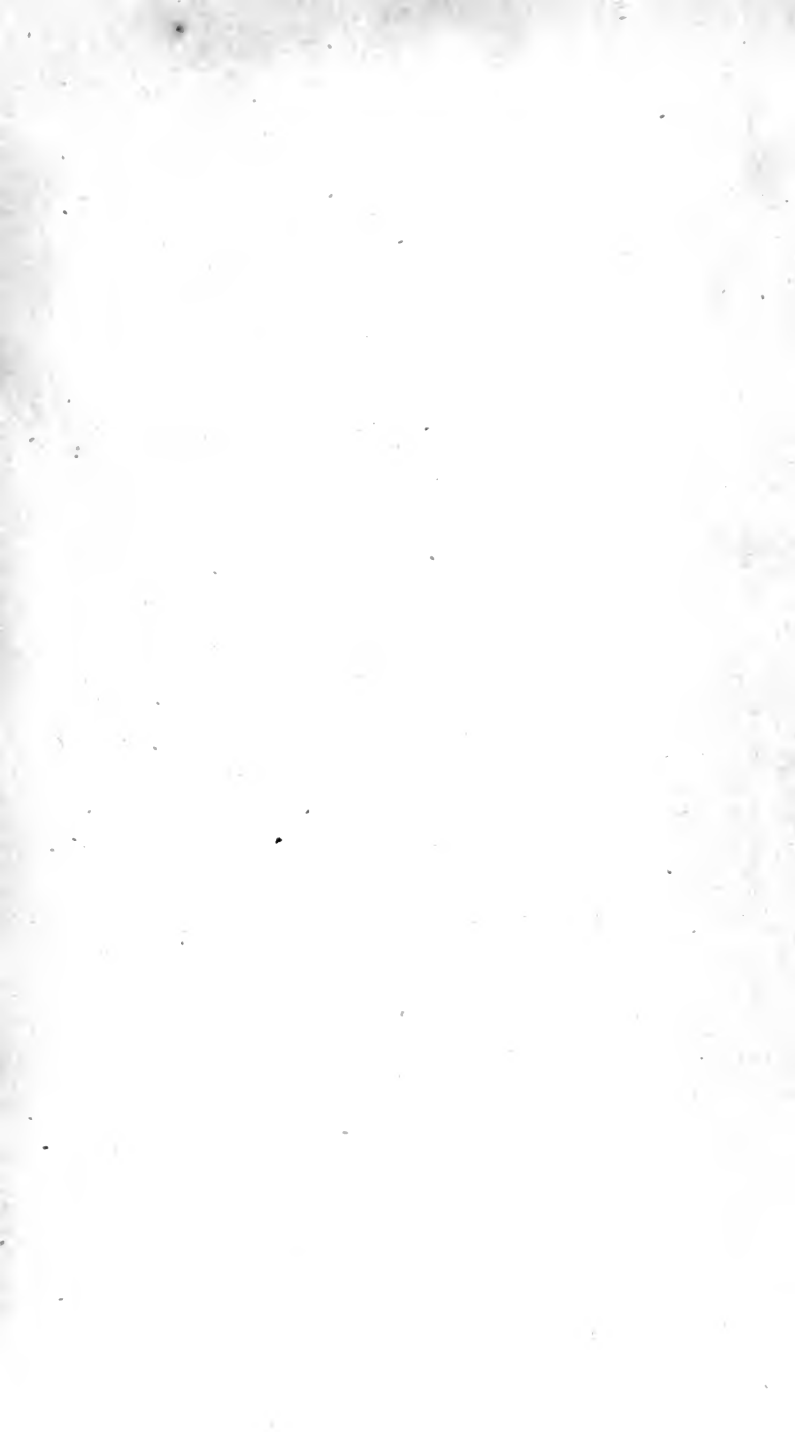




THE UNIVERSITY OF CHICAGO
BOOKSellers
1100 EAST 58th STREET
CHICAGO, ILL.
1911







OEUVRES
DE BOSSUET.

TOME VII.

Se Trouvent

A VERSAILLES,

LEBEL, Éditeur, imprimeur du Roi et de l'Évêché,
rue Satory, n.º 122.

A PARIS,

CHEZ

LE NORMANT, imprimeur-libraire, rue de Seine, n.º 8;
PILLET, imprimeur-libraire, rue Christine, n.º 5;
BRUNOT-LABBE, libraire, quai des Augustins, n.º 33;
BLAISE, libraire, quai des Augustins, n.º 61;
LE CLÈRE, libraire, quai des Augustins, n.º 51;
BOSSANGE ET MASSON, imprimeurs-libraires, rue
de Tournon;
RENOUARD, libraire, rue Saint-André-des-Arts;
TREUTTEL ET VURTS, libraires, rue de Bourbon;
FOUCAULT, libraire, quai des Augustins, n.º 17;
AUDOT, libraire, rue des Mathurins-Saint-Jacques,
n.º 18.

ET A BRUXELLES,

LE CHARLIER, libraire.

OEUVRES DE BOSSUET,

ÉVÊQUE DE MEAUX,

REVUES SUR LES MANUSCRITS ORIGINAUX,
ET LES ÉDITIONS LES PLUS CORRECTES.

~~~~~  
TOME VII.  
~~~~~



118727

26 | 9 | 11

A VERSAILLES,
DE L'IMPRIMERIE DE J. A. LEBEL,
IMPRIMEUR DU ROI.

1815.

0511811

1

PQ
1725
A2
1815
t.7

STATUTS

ET

ORDONNANCES SYNODALES.

REVISTA

DE LA UNIVERSIDAD DE CHILE

STATUTS

ET

ORDONNANCES SYNODALES.

JACQUES-BÉNIGNE, par la permission divine, Evêque de Meaux, etc., aux curés de notre diocèse, vicaires et prêtres approuvés pour les confessions, salut.

Les curés ne doivent s'éloigner de leurs paroisses qu'avec la permission des évêques, et pour des raisons que les mêmes évêques aient jugées légitimes, ni d'autres prêtres s'ingérer à suppléer à l'absence des curés sans approbation particulière pour l'exercice de ses fonctions sacrées. C'est une loi établie par le saint concile de Trente; c'est un des statuts synodaux de ce diocèse, faits dans l'esprit de ce concile. Et quoique nous en ayons prescrit l'exécution de vive voix dans quelques synodes, nous avons toutefois appris avec douleur que quelques curés ne laissent pas de s'absenter de leurs paroisses sans notre participation, au grand dommage des ames qui leur ont été confiées, se déchargeant de tout le soin qu'ils doivent en avoir, ou sur leurs vicaires, lesquels ne suffisent pas pour acquitter seuls toute la charge pastorale, ou sur d'autres prêtres simplement approuvés pour ouïr les confessions. A quoi désirant apporter les remèdes né-

cessaires, et mettre les choses dans l'ordre établi par les saints canons, nous avons jugé nécessaire de renouveler un règlement si utile, et même de le devoir marquer d'une manière plus expresse et plus authentique.

A ces causes, nous défendons aux curés de notre diocèse de s'absenter de leurs paroisses plus d'une semaine, sinon pour des causes approuvées de nous ou de notre vicaire général, et après en avoir obtenu la permission. Défendons à tous prêtres, quoiqu'approuvés pour les confessions, de desservir sans une approbation spéciale dans les paroisses dont les curés en auront été absens plus de sept jours continus et entiers. Déclarons que ledit temps expiré, nous révoquons toute approbation et pouvoir que ces prêtres pourroient avoir pour les mêmes paroisses, à l'égard même des confessions, et qu'il ne leur sera loisible d'y administrer les sacremens, sinon le baptême aux enfans; et aux autres fidèles, en cas de péril de mort, les sacremens de pénitence, d'eucharistie et d'extrême-onction.

Donné à Meaux en notre palais épiscopal, et publié dans notre synode tenu par nous le 24.^e jour de septembre 1688.

ORDONNANCES SYNODALES

DE L'AN 1691.

JACQUES-BÉNIGNE, par la permission divine, Evêque de Meaux, au clergé et au peuple de notre diocèse, salut et bénédiction.

Après que pendant dix ans que nous exerçons notre ministère, nous nous sommes rendus attentifs aux besoins du troupeau qui nous est commis d'en-haut, nous serions infidèles envers Dieu, insensibles à notre devoir et au salut de nos frères sur lesquels nous devons veiller, si nous ne profitons de nos expériences pour déraciner les abus que nous voyons croître au milieu de nous, ou qui ne manqueraient pas de s'y élever, si nous n'avions soin de les prévenir. A ces causes, et pour répondre aux bons exemples que nous ont laissé nos prédécesseurs dont la mémoire est en bénédiction, et arracher autant qu'il est en nous l'ivraie d'une terre qu'ils ont si bien cultivée; après avoir invoqué celui qui éclaire les aveugles, et qui soutient les foibles, nous avons ordonné et ordonnons, statué et statuons ce qui s'ensuit.

I.

Pour ne point ôter les bornes que nos pères ont posées; nous confirmons et renouvelons les règle-

mens établis par les statuts synodaux de ce diocèse , et les ordonnances synodales de notre prédécesseur d'heureuse mémoire. Voulons qu'ils aient leur effet , et soient observés et exécutés selon leur forme et teneur.

II.

Nous confirmons pareillement notre ordonnance publiée dans notre synode le 14 septembre 1688 , portant défense aux curés de s'absenter de leurs paroisses plus d'une semaine , sinon pour des causes approuvées de nous ou de nos vicaires généraux : et après en avoir obtenu la permission que nous voulons être donnée par écrit , pour éviter les inconvéniens de ce qui s'accorde, sans en laisser de témoignage : et afin que lesdits curés ne puissent pas se reposer sur les soins de leurs vicaires ou autres prêtres, et tirer de ce secours un prétexte de leur absence : afin aussi que nous soyons plutôt avertis de la négligence des pasteurs et du besoin des peuples, nous défendons à tous prêtres, quoiqu'approuvés pour les confessions, de desservir sans une approbation spéciale dans les paroisses dont les curés en auront été absens plus de sept jours continus. Déclarons que ledit temps expiré, nous révoquons toute approbation et pouvoir que ces prêtres pourroient avoir pour desservir ces paroisses, à l'égard même des confessions, et qu'il ne leur sera loisible d'y administrer les sacremens, sinon le baptême aux enfans; et aux autres fidèles, en cas de péril de mort, les sacremens de pénitence, d'eucharistie et

d'extrême-onction; et d'y dire la messe basse les dimanches et fêtes commandées, en cas que lesdits sept jours expirans, il ne restât pas auxdits vicaires assez de temps pour avoir recours à nous : sans approuver les absences desdits curés durant plusieurs jours, et notamment celles d'une semaine, lesquelles, selon les canons, doivent être rares, et pour causes graves dont nous chargeons leur conscience : déclarant en outre, que nous procéderons contre ceux qui contreviendront à ce que dessus, comme contre des infracteurs du devoir de la résidence et des constitutions canoniques.

III.

Confirmons aussi l'ordonnance que nous avons publiée dans notre dernier synode, conformément à l'article III de nos statuts synodaux, portant injonction à tous curés, vicaires et bénéficiers de porter la soutane dans le lieu de leur résidence, sous peine de suspense encourue par le fait, à nous réservée, et à nos vicaires généraux, afin que leurs habits mêmes soient un continuel avertissement de la retenue à laquelle ils sont obligés par leur état, et que les peuples s'accoutumant à les regarder avec un œil respectueux comme des personnes distinguées du reste des hommes et séparées par un choix particulier pour le service de Dieu, se rendent aussi plus dociles à profiter de leurs avertissemens.

IV.

Pour cette même raison, il est convenable qu'ils s'abstiennent de toutes les choses qui les mêlent trop

avec le siècle, comme sont les spectacles et les jeux publics, où la révérence de l'ordre sacerdotal est ravilie : pourquoi nous leur défendons, et à tous autres ecclésiastiques de ce diocèse, les jeux publics de courte et de longue paume, et de la boule, à peine d'être procédé contre eux par toutes voies dues et raisonnables, à la requête de notre promoteur, les conjurant et les exhortant, et néanmoins leur enjoignant par l'autorité et le devoir de notre charge, de vivre de telle manière qu'ils fassent respecter Dieu en leurs personnes.

V.

Défendons, comme nous l'avons défendu par notre dite ordonnance, aux curés d'établir dans leurs paroisses aucun maître ou maîtresse d'école sans notre permission ou celle de nos vicaires généraux, conformément à l'article xxxiii de nos statuts synodaux. Déclarons nul et de nul effet ce qui sera fait au contraire. Nous leur défendons pareillement de faire assigner leurs paroissiens pour leurs droits curiaux devant les juges laïques, à peine de suspense encourue *ipso facto*, à nous réservée, et à nos vicaires généraux, à la réserve du cas de décret ou d'une succession abandonnée.

VI.

Les curés n'admettront point aux sacremens les maris et les femmes séparés les uns des autres, sans l'autorité de l'Eglise ou de la justice. Ils les exhorteront par toutes les voies possibles à la réconciliation,

et en cas de refus opiniâtre , ils nous en donneront avis.

VII.

Ils auront soin d'avertir de temps en temps dans leurs prênes , qu'il est défendu , sous peine d'excommunication réservée à nous et à nos vicaires généraux , de mettre les enfans coucher avec la mère ou la nourrisse avant l'an et jour , à cause du péril évident où ils sont d'être étouffés ; et ils ne permettront point aux pères et mères de faire coucher avec eux leurs enfans dans un âge avancé , ni même de les laisser coucher en même lit , principalement lorsqu'ils sont de différent sexe , afin que toute bienséance et honnêteté soit gardée.

VIII.

C'est une institution divine et apostolique d'assembler toutes les semaines le peuple fidèle au jour que le Seigneur a choisi pour lui offrir en commun le sacrifice , et ouïr sa sainte parole de la bouche du pasteur établi de Dieu pour la prêcher. Cette coutume et observance a été en vigueur dans l'ancien peuple , et doit être d'autant plus suivie et embrassée du peuple nouveau , que nous avons à célébrer ensemble de plus grands mystères , et à rendre grâces à Dieu de plus grands bienfaits. Ces assemblées légitimes et réglées du peuple fidèle font une partie des plus essentielles du culte divin , et on ne peut les négliger sans péril manifeste de son salut. C'est pourquoi l'apôtre saint Paul défend expressément de s'en retirer , et réproûve la mauvaise cou-

tume de ceux qui les abandonnent : *Non deserentes collectionem nostram sicut consuetudinis est quibusdam* (1). En exécution de cette sentence apostolique, le saint concile de Trente ordonne aux évêques d'admonester le peuple fidèle, qu'il ait à assister fréquemment à la messe paroissiale, et du moins aux jours de dimanche et aux grandes fêtes (2). L'intention de l'Eglise n'est pas que nous parlions à des sourds, ni que nos admonitions soient méprisées : au contraire, le saint concile nous donne pouvoir de nous faire rendre en ce point, comme dans les autres marqués dans cet important décret, l'obéissance qui nous est due, même par censures ecclésiastiques. Le même concile nous ordonne encore d'admonester soigneusement le peuple, que chacun est tenu d'assister à la paroisse, pour y entendre la parole de Dieu et l'instruction pastorale (3), en quoi ce saint concile n'a fait qu'accomplir ce qui étoit établi par la tradition de tous les siècles. Nos saints prédécesseurs ont été fidèles à exécuter ces ordonnances salutaires, puisqu'encore aujourd'hui dans tous les prônes qu'ils ont dressés, on met au rang des excommuniés ceux qui s'absentent de la messe paroissiale durant trois dimanches consécutifs, sans excuse légitime : ce qui montre l'importance de la chose, et qui aussi est conforme aux décrets des conciles et des papes depuis les premiers siècles jusqu'aux derniers. Nous laissons à considérer devant Dieu à ceux qui s'absentent de ces saintes assemblées, non point trois dimanches consécutifs, mais

(1) *Heb. x. 25.* — (2) *Sess. xxii. de observ. etc.* — (3) *Sess. xxiv. c. 4.*

presque toute leur vie, s'ils ont pour autoriser une telle négligence une excuse qu'ils puissent porter devant le redoutable tribunal de Dieu. Et néanmoins, pour les réveiller d'un si dangereux assoupissement, touchés de leur péril et de leur besoin, et du zèle du culte divin dont nous devons conserver la sainteté; afin aussi de pourvoir à la sanctification du saint dimanche dans toute son étendue, et autant que le demande un devoir si essentiel à la piété : à l'exemple et par les préceptes de saint Paul, ensemble de l'autorité de toute l'Eglise et du saint concile de Trente, et de celle du Saint-Esprit qui nous a établis évêques pour régir l'Eglise de Dieu : nous admonestons les fidèles, commis à notre garde, d'assister soigneusement et fréquemment et du moins de trois dimanches l'un, comme ils y sont obligés, à la messe paroissiale, à la prière commune, au sacrifice et à l'instruction de celui qui est établi par sa charge leur intercesseur, et qui doit rendre compte de leurs ames : et de la même autorité nous improuvons et condamnons la négligence de ces déserteurs de nos assemblées, leur dénonçant en outre que s'ils endurent leurs cœurs, et n'écoutent pas aujourd'hui notre voix paternelle, nous procéderons contre eux selon la rigueur des canons, et tâcherons du moins de délivrer notre ame si nous ne pouvons pas sauver la leur.

IX.

Afin de remédier aux contestations qui naissent à l'occasion des places d'église, nous déclarons qu'elles ne sont pas héréditaires : et en conséquence,

ordonnons qu'après la mort de ceux qui les occupent, ou un an après qu'ils auront quitté la paroisse, elles seront annoncées aux prônes, et le dimanche suivant seront publiées et adjugées au plus offrant et dernier enchérisseur. Voulons néanmoins que les enfans majeurs ou mariés de ceux dont les places sont vacantes, soient préférés à tous autres; le tout sans préjudice des bancs et places qui appartiennent aux seigneurs.

X.

Faisons très-expresses inhibitions aux merciers, boulangers et autres, d'étaler leurs marchandises les jours de fêtes et patrons des églises dans les cimetières, et sous les portiques des églises. Exhortons les curés et supérieurs des communautés, à ne souffrir pas qu'on profane la sainteté de ces lieux; et les seigneur, magistrats et juges à faire leur charge, comme ils y sont obligés par les lois ecclésiastiques et séculières, à peine d'être responsables devant Dieu et devant les hommes d'un si grand abus.

XI.

Comme nous voyons tous les jours le grand fruit des conférences ecclésiastiques qui se font dans notre diocèse, et que nous sommes instruits d'ailleurs des bénédictions que Dieu verse sur l'assemblée des prêtres unis pour traiter ensemble des devoirs de leur ministère, nous voulons que les présidens ou directeurs des conférences y lisent les noms de ceux qui doivent y assister; qu'ils demandent, en notre

nom et de notre autorité, raison des absences; et qu'incontinent après les deux premiers mois, ils nous marquent celles des particuliers, afin que nous excitons leur diligence; ce qu'ils réitéreront vers la fin des conférences au mois de novembre, afin que nous connoissions comment on aura profité de nos avertissemens, et que si on manque à se corriger d'une si blâmable négligence, nous y pourvoyons selon Dieu par des remèdes plus efficaces.

XII.

Nous ordonnons aux curés, suivant les décrets des saints conciles, de faire au moins tous les dimanches et jours de fêtes solennelles des instructions populaires et intelligibles : les exhortons à éviter toute prolixité inutile, pour ne pas ennuyer et rebuter ceux qu'ils doivent consoler et instruire. Déclarons que nous sommes résolus de n'accorder ni provisions de bénéfices curés, ni *visa*, qu'à ceux qui seront capables d'instruire par eux-mêmes; enjoignant à cet effet à tous ceux qui se présenteront devant nous pour en obtenir, de nous apporter de bons témoignages de leur capacité à cet égard, sans préjudice de l'examen et épreuve que nous en ferons par nous-mêmes ou par nos vicaires généraux. Voulons qu'à l'avenir ceux qui seront pourvus de bénéfices à charge d'ames, sans avoir exercé aucunes fonctions dans ce diocèse, se retirent pendant quelque temps dans notre séminaire, ou chez un de nos curés qui leur sera par nous désigné, afin d'y apprendre les rits et usages du diocèse, et de nous donner des preuves de leur capacité dans

l'administration des sacremens, et dans la prédication de la parole.

XIII.

Pour éviter les malheurs et les périls manifestes de damnation où tombent les troupeaux par l'incapacité et par les mauvais exemples de leurs pasteurs, nous nous croyons obligés d'admonester ceux qui ont à nous présenter des curés ou des vicaires perpétuels, de penser sérieusement dans cette présentation, non à satisfaire à des amitiés et à des obligations humaines, ce qui leur est si sévèrement défendu par les saints canons, et ce qui pourroit leur faire encourir même le crime de simonie, mais au besoin pressant des peuples, dont le salut à cet égard est mis en quelque sorte entre leurs mains. Ainsi nous leur dénonçons, que selon tout droit divin et humain, et en particulier selon les décrets du saint concile de Trente (1), ils sont tenus et obligés de nous présenter ceux qu'ils croient en leur conscience les plus dignes et les plus propres à cet important ministère, à peine de répondre à Dieu et à son terrible jugement, non-seulement des péchés et des scandales qui arriveront par un mauvais choix, et de la damnation éternelle qui s'en suivra de plusieurs de leurs frères, mais encore de tous les degrés de grâce et d'instruction que perdront les peuples, faute d'avoir, comme ils ont droit de l'attendre, de plus dignes et de plus capables pasteurs. Nous les admonestons pareillement de ne nous présenter personne où ils ne reconnoissent et

(1) *Sess. xxiv. de ref. cap. 18.*

ne croient une sincère volonté de desservir et garder la cure ou vicairie perpétuelle à laquelle ils sont présentés, de peur de participer à tous les infâmes trafics que pratiquent ceux qui ne les acceptent que pour les quitter, et négocier honteusement du salut des ames. Enfin, nous les exhortons et admonestons d'entrer dans une occasion si importante, comme ils y sont obligés, dans l'esprit non-seulement des saints canons, mais encore des statuts de ce diocèse, d'où ils ont reçu le droit qu'ils exercent; leur déclarant au surplus, qu'en une matière si grave, ils ne peuvent commettre de fautes légères, et qu'il n'y va de rien moins pour eux que de la malédiction de Dieu et de la damnation de leur ame. Nous déclarons aussi à tous nos curés qui résignent leurs bénéfices, qui sont d'autant plus obligés d'avoir ces règles en vue, qu'ils sont plus étroitement chargés du salut de leur troupeau, à quoi nous les admonestons et leur ordonnons d'être encore plus circonspects dans la maladie et dans les approches de la mort, où ils peuvent plus facilement être trompés, de peur de porter devant Dieu non-seulement leurs péchés, mais encore ceux des autres.

XIV.

Afin que les curés et vicaires soient suffisamment instruits des dogmes de la foi et de la morale chrétienne, et qu'ils deviennent, selon le précepte de saint Paul, des ouvriers irrépréhensibles, traitant et distribuant droitement et comme il faut la parole de vérité, nous les exhortons instamment de lire exactement et assidument la sainte Ecriture, tant

du vieux que du nouveau Testament, les Explications et les Homélie des Pères, principalement celles de saint Jean-Chrysostôme sur saint Matthieu et sur saint Paul, les Morales de saint Grégoire avec son Livre pastoral, le concile et le catéchisme de Trente, les Confessions de saint Augustin, avec ses livres de la Doctrine chrétienne, des Mœurs de l'Eglise catholique, et de l'Instruction des simples, ou *De catechizandis rudibus*, avec quelque théologien, et quelques livres de piété, chacun selon son génie et ses moyens. Ils pourront lire pour la morale, outre le Décret de Gratien et les Décrétales, saint Thomas, saint Antonin, Sylvius, Azor ou Tolet, la Théologie morale de Grenoble, les Conférences de Luçon, et les Résolutions des cas de consciences de M. de Sainte-Beuve; s'étudiant à les résoudre selon les principes de l'Écriture et l'esprit de la tradition et des canons, et non par l'autorité et selon l'esprit de plusieurs modernes qui ont trop donné aux subtilités et raisonnemens humains.

XV.

Comme nous sommes obligés par notre charge de conserver le dépôt de la doctrine et de la morale chrétienne, nous défendons, conformément aux décrets des saints conciles, à tout prédicateur ecclésiastique ou régulier; exempt et non exempt, de prêcher dans notre diocèse, soit dans les églises paroissiales, soit dans celles des communautés religieuses, exemptes et non exemptes, sans se présenter devant nous ou nos vicaires généraux, pour obtenir

obtenir notre bénédiction et notre agrément ; le tout à peine de suspense *ipso facto*. Défendons aux curés et autres supérieurs de le leur permettre, sans néanmoins vouloir déroger à l'exception marquée dans l'article VII de nos statuts synodaux.

XVI.

Enjoignons aux curés d'avertir les pères qu'il ne leur est point permis de baptiser, ou comme on appelle, ondoyer dans leurs maisons leurs enfans qui se trouvent en danger de mort, s'il y a d'autres personnes, hommes ou femmes capables de leur administrer ce sacrement. Renouvelons l'art. XXVI de nos statuts synodaux touchant le délai du baptême, et ordonnons en outre que lorsque la nécessité pressante aura obligé d'ondoyer ou baptiser à la maison un enfant, on suppléera en l'église dans les vingt-quatre heures les onctions et autres cérémonies, à l'exception des exorcismes que nous croyons plus nécessaires après le renouvellement parfait de l'enfant dans le baptême.

XVII.

Durant le temps du carême, les curés, comme le porte notre Rituel, avertiront dans leurs prônes leurs paroissiens de l'étroite obligation que le concile de Latran a imposée à tous les fidèles de recevoir le saint sacrement de l'eucharistie à leur paroisse dans le temps de Pâque, et de se confesser une fois l'année à leur propre prêtre. Ils leur liront en langue vulgaire, les dimanches de la Passion et des Rameaux, le canon *Omnis utriusque sexús* de ce concile.

En conséquence, nous déclarons que la confession annuelle commandée par ce concile, dont le temps a été déterminé par l'usage à la quinzaine de Pâque, doit être fait au curé ou autre prêtre approuvé desservant dans la paroisse. Défendons à tous prêtres, tant séculiers que réguliers, qui confessent hors des paroisses, d'entendre la confession annuelle d'aucun fidèle, sans la permission par écrit de son curé ou la nôtre. Enjoignons aux curés de déclarer à leurs paroissiens qu'ils leur accorderont facilement, comme nous leur ordonnons de le faire, la permission de se confesser à quelque autre prêtre séculier ou régulier approuvé de nous; pourvoyant ainsi en toute charité, et dans la vue de Dieu aux besoins de leurs paroissiens sans contrainte, mais avec une sincère volonté, comme dit saint Pierre (1).

XVIII.

Nous leur ordonnons pareillement de se rendre faciles aux malades qui voudront se choisir un confesseur parmi ceux qui sont approuvés. Exhortons néanmoins les malades de s'adresser préférentiellement à leurs pasteurs, étant bien convenable qu'ils reçoivent les derniers sacremens de ceux qui leur ont administré celui de la régénération, et veillent pour le bien de leur ame, comme en devant rendre compte au jugement de Dieu. Nous voulons que les confesseurs tant séculiers que réguliers, qui seront appelés par lesdits malades, en donnent avis au curé, et qu'ils prennent avec

(1) *I. Petr.* v. 2.

lui toutes les mesures que la charité et la sollicitude pastorale peuvent exiger en ces précieux momens d'où dépend l'éternité, sous peine de suspension de leurs fonctions.

XIX.

Pour remédier à l'insensibilité que certaines personnes ont pour leur salut, jusqu'à se priver volontairement des sacremens et de la communion pascalle, nous ordonnons aux curés de les avertir de leur devoir en particulier, même en présence de deux ou trois témoins ecclésiastiques séculiers, dont ils feront un procès-verbal signé d'eux et desdits témoins; et en général dans leurs prônes sans les nommer, après la quinzaine de Pâque; et après trois délais compétens de dimanche en dimanche, dans lesquels ils réitéreront les mêmes monitions en esprit de douceur et de charité, ils nous enverront chaque année leurs noms et les raisons qu'ils pourroient avoir ou prétexter de n'obéir pas, afin que nous procédions contre les personnes obstinées, selon toute la rigueur du droit. Et néanmoins sans attendre que nous venions aux derniers remèdes que l'Eglise n'applique jamais sans trembler et sans gémir, les curés ne les recevront ni aux fiançailles ni aux sacremens de mariage, ni à être parrains ou marraines, ni à présenter le pain bénit, ni à être d'aucune confrérie; et en cas, ce qui n'avienne, qu'ils viennent à mourir sans se reconnoître, après une information sommaire de l'état où ils seront morts, s'ils peuvent le découvrir, ils leur refuseront la sépulture ecclésiastique, confor-

mément à l'ordonnance synodale de notre prédécesseur, du 6 septembre 1674, et laisseront leur mémoire en exécration aux fidèles, comme celle de Caïn et de Juda.

XX.

Les curés, vicaires, et autres confesseurs tant réguliers que séculiers, ne passeront point les bornes de leurs pouvoirs. Les approbations données nommément pour une seule paroisse ou un seul monastère, ne pourront servir pour un autre, conformément à l'ordonnance synodale de notre prédécesseur, du 4 septembre 1669; et ceux qui seront approuvés généralement pour le diocèse, ne pourront confesser les religieuses de quelque ordre et de quelque institut qu'elles soient, soi-disant exemptes ou non exemptes, sans une permission spéciale obtenue par écrit de nous ou de nos vicaires généraux, conformément aux constitutions du pape Grégoire XV, et autres souverains pontifes; aux réglemens du clergé, conciles provinciaux, pratique constante des églises, et en particulier de celles de France et de la métropolitaine, sous peine de suspense et d'interdiction. Déclarons les confessions faites sciemment au préjudice de cette ordonnance, nulles et de nul effet.

XXI.

Nous déclarons que les curés ou vicaires, après avoir quitté leur bénéfice ou leur emploi; les religieux, après avoir quitté le diocèse par obéissance de leurs supérieurs, ne pourront plus confesser,

qu'ils n'aient obtenu une nouvelle permission par écrit.

XXII.

Nous révoquons toutes les approbations pour confesser, qui pourroient avoir été données verbalement, et déclarons qu'à l'avenir nous ne prétendons point en donner autrement que par écrit.

XXIII.

Défendons très-expressément à tous confesseurs, tant séculiers que réguliers, exempts ou non exempts, d'absoudre des cas à nous réservés, hors le péril de mort, sans notre permission par écrit. Faisons pareilles défenses de lever les excommunications, suspensions, interdits annexés de droit ou de notre autorité à la contravention de nos statuts, de changer les vœux ou d'en dispenser, d'absoudre des irrégularités publiques ou secrètes, hors le cas des pouvoirs obtenus de la pénitencerie de Rome et autres émanés de l'autorité du saint Siège. Déclarons que dans toutes les permissions d'absoudre des cas réservés, que nous ou nos vicaires généraux donneront, le quatorzième sera toujours excepté, s'il n'est nommément exprimé dans lesdites permissions, quand le crime n'auroit pas encore été consommé, le réservant spécialement à nous et à nos vicaires généraux.

XXIV.

Afin que l'ordre et la discipline soient exactement gardés, nous renouvelons la défense que nous avons déjà faite à tous les curés de confesser ceux qui ne

sont pas de leur paroisse, sans avoir obtenu la licence du curé du lieu, ou notre permission, à moins que ce ne soit des personnes qui de bonne foi, par dévotion, ou par la nécessité de leurs affaires, se trouveront en voyage : et pour remédier aux inconvéniens qui peuvent naître d'un règlement si salutaire, nous permettons à ceux ou à celles à qui la licence de se confesser hors la paroisse seroit refusée, ou qui, pour des raisons particulières, n'osent quelquefois la demander, de se pourvoir non-seulement par-devant nous ou nos vicaires généraux, mais encore par-devant les doyens ruraux qui pourvoient à leurs besoins, et pourront même les confesser s'il est nécessaire.

XXV.

Pour obvier aux dérèglemens de certaines personnes qui, pour éviter la juste censure de leurs péchés scandaleux, ou persévérer plus facilement dans l'habitude ou occasion prochaine de péché, vont se confesser frauduleusement hors le diocèse à des confesseurs séculiers ou réguliers non approuvés par nous ou nos vicaires généraux, nous déclarons ces confessions nulles et invalides.

XXVI.

Nous défendons, conformément à l'article iv de nos statuts synodaux, à tous ecclésiastiques constitués dans les ordres sacrés, sous peine de suspense encourue *ipso facto*, dont nous nous réservons l'absolution et à nos vicaires généraux, de retenir en leur maison aucune servante qui n'ait atteint l'âge

de cinquante ans accomplis, sous quelque prétexte que ce soit, même celui du service de leurs mères ou de leurs sœurs, qui pourroient demeurer avec eux. Nous leur ordonnons de se défaire de celles qui ne seront pas de cet âge, et d'ailleurs de bonnes mœurs et d'une vie sans reproche, au commencement de janvier prochain pour toute préfixion et délai. Ordonnons à notre promoteur de veiller à l'exécution du présent article.

XXVII.

Nous ne voyons qu'à regret dans les maisons des curés, leurs nièces encore jeunes, tant à cause des personnes qu'elles y attirent, que pour autres inconveniens : mais nous les y pouvons tolérer si elles sont humbles, pieuses, modestes, dans un habit simple, de bonne édification, sans aucun scandale, appliquées aux œuvres de piété, et dignes enfin d'être élevées dans la maison de l'église sous la conduite d'un curé.

XXVIII.

Pour les personnes plus proches, et encore plus hors de soupçon que les canons leur permettent d'avoir dans leur maison, nous leur permettons pareillement de les y garder, à condition qu'elles ne causeront aucune sorte de scandale : et pour les fréquentations familières des personnes de différent sexe, quoique dans des maisons honnêtes et sans reproche, nous leur enjoignons de les éviter dès qu'elles causent le moindre scandale, de peur que le nom de Dieu ne soit blasphémé : leur déclá-

rant que sur ce sujet, sans vouloir autoriser d'injustes soupçons, ou des rapports calomnieux, nous aurons toujours les yeux ouverts, et toujours l'oreille attentive aux plaintes des peuples, afin que la vie des prêtres qui doivent être l'exemple et la lumière du monde, soit irréprochable, et que le célibat des ecclésiastiques qui fait l'honneur de notre ordre, ne lui tourne point à opprobre.

XXIX.

Comme il arrive que des gens inconnus viennent quelquefois s'établir avec des concubines, qu'ils supposent être leur femme, nous ordonnons aux curés de leur faire représenter en ce cas un certificat de leur mariage signé du curé qui les auroit mariés, et légalisé par l'évêque diocésain ou ses vicaires généraux; sinon de nous en donner incessamment avis, et aux officiers des lieux, pour y procéder selon l'exigence du cas, et éloigner le crime et le scandale de la maison de Dieu.

XXX.

Les curés avertiront pareillement les officiers des lieux, lorsqu'il se rencontrera dans leur paroisse quelques femmes de mauvaise vie, et n'oublieront rien pour les faire éloigner. Si au mépris de Dieu et au scandale de la paroisse, il y avoit un concubinage notoire, soit que les personnes soient libres, soit qu'elles soient mariées, de quelque qualité et condition qu'elles soient, nous leur ordonnons de les avertir en particulier, avec force et avec courage, et néanmoins avec prudence et charité; et en

cas qu'ils persévèrent dans cet horrible scandale, après trois monitions à eux faites en particulier, même en présence de deux ou trois témoins, si besoin est, selon la règle de l'Évangile, et avec délais compétens, ils nous en donneront avis, afin non-seulement que nous excitions la vigilance du magistrat, mais encore que nous tâchions de notre côté, en procédant selon la rigueur du droit, à arracher la proie au démon, et à ôter le scandale du milieu de nous.

XXXI.

Comme les mariages doivent être libres et exempts de toute contrainte, nous déclarons que, conformément à l'esprit de l'Église, et même aux arrêts et jugemens séculiers, que nous ne souffrirons pas qu'ils soient célébrés dans les prisons, et que nous ne dispenserons pas de la publication des bans les filles ou veuves, qui pour faciliter leur mariage auront prostitué leur honneur, n'étant pas juste que l'Église accorde ses grâces à celles qui n'ont point eu honte de la scandaliser. Ordonnons aux curés de donner avis, à nous ou à nos vicaires généraux du scandale que ces personnes auront causé, afin que selon le précepte de l'apôtre, et selon l'esprit et le décret du saint concile de Trente (1), on leur prescrive une pénitence proportionnée à la qualité de leur faute, et que ceux qui ont été excités au désordre par leur exemple, soient rappelés à la vie réglée par le témoignage de leur amendement.

(1) *Sess. XIV. c. 8. Sess. XXIV. de ref. c. 8.*

XXXII.

Nous défendons à tout prêtre, tant séculier que régulier, à peine de suspense *ipso facto*, de publier des indulgences fausses, surannées, ou autres même véritables, sans notre *visa* et mandement pour les publier. Ordonnons que toutes bulles d'indulgence nous seront présentées, ou à nos vicaires généraux avant la fête de Pâque, pour être vues et approuvées, dont on tiendra bon et fidèle registre.

XXXIII.

De crainte de contrevenir au précepte de l'apôtre, et d'imposer témérairement les mains contre la défense expresse, nous voulons que ceux qui souhaiteront être reçus au séminaire pour se préparer aux ordres, nous apportent un témoignage authentique de vie et de mœurs des curés des lieux où ils font leur résidence. Nous en chargeons la conscience desdits curés, et leur ordonnons de nous envoyer, ou à nos vicaires généraux, leur attestation cachetée, où ils nous marqueront sincèrement et selon Dieu ce qu'ils savent, et ce qu'on peut espérer de ceux qui se présentent. Ordonnons pareillement que chaque ordinand nous présentera une attestation de trois publications faites à la paroisse de sa promotion future aux sacrés ordres de sous-diaconat, de diaconat et de prêtrise.

XXXIV.

Enjoignons aux curés qui seront chargés de faire les publications de la promotion future aux ordres, ou celles des titres, d'intimer au peuple, que sous

peine d'excommunication, il ait à révéler ce qu'il sait tant de la vérité du titre que des mœurs, de la conduite, de la piété, de la continence, de l'âge et de la naissance légitime de l'ordinand : et en cas qu'il ne s'y trouve point d'opposition ni d'empêchement canonique, ils dresseront leur certificat, et l'enverront cacheté, comme ci-dessus.

XXXV.

Afin que ces ordonnances et réglemens salutaires tant du clergé que du peuple soient bien connus, après la publication qui en sera faite en notre présence dans notre synode, nous ordonnons que ceux où la conscience du peuple est intéressée, et notamment le huitième que nous estimons le plus important, soit lu et publié au prône par trois dimanches consécutifs, avec les exhortations les plus vives et les plus pressantes, que le Saint-Esprit mettra dans le cœur et dans la bouche des curés, dont nous leur avons fourni les principaux motifs dans notre second catéchisme, où il est parlé de la messe paroissiale.

Et seront les présentes ordonnances, aussi bien que celles des synodes précédens, enregistrées en notre officialité, et exécutées selon leur forme et teneur, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, et sans préjudice d'icelles, d'autant qu'il s'agit de discipline ecclésiastique, consacrée, autorisée et ordonnée par les saints canons, pour la gloire de Dieu, l'honneur de l'Eglise et l'édification publique.

Donné à Meaux en notre palais épiscopal, le seizième août mil six cent quatre-vingt-onze.

ORDONNANCES SYNODALES

DE L'AN 1698.

JACQUES-BÉNIGNE BOSSUET, par la permission divine, Evêque de Meaux, etc., aux doyens ruraux de notre diocèse, et à tous curés, vicaires, salut et bénédiction en notre Seigneur.

Désirant pourvoir autant qu'en nous est dans le présent synode, aux besoins les plus pressans de ce diocèse; ensemble rendre nos assemblées synodales les plus utiles qu'il nous sera possible, avons statué et admonesté, statuons et admonestons comme s'ensuit.

I.

Pour commencer par ce qui regarde le service divin, après diverses admonitions inutiles qui ont été faites en synode ou autrement, sur l'observance des fêtes depuis le temps de la Madeleine jusqu'à la Toussaint, nous avons trouvé à propos, à l'exemple de plusieurs diocèses, et notamment de ceux du voisinage, de relâcher l'obligation de l'observance des fêtes dans le temps susdit, en faveur du travail nécessaire de la campagne, et pour les villages seulement, à la réserve des dimanches dont l'observance est fondée sur le droit divin et des fêtes plus solennelles, comme sont l'Assomption et la Nativité de la sainte Vierge, parmi lesquelles nous com-

prenons celles de patron. Pour les villes, nous entendons que l'observance desdites fêtes demeurera en pleine vigueur, en dispensant seulement ceux qui auront à travailler à la campagne, et non autres.

II.

N'entendons rien relâcher sous ce prétexte de la célébrité et la solennité du service divin, auquel nous exhortons les peuples de se rendre assidus autant qu'ils pourront, et notamment à la messe qui se dira à l'heure que les curés trouveront la plus convenable pour la commodité du travail, dont les peuples seront avertis : il ne sera rien changé dans les villes ni dans les paroisses où il y aura plusieurs messes, le tout jusqu'à ce que nous y ayons plus particulièrement pourvu.

III.

On ne laissera pas d'annoncer lesdites fêtes à l'ordinaire, pour n'en point laisser perdre la mémoire, au grand dommage de la piété et du culte des saints.

IV.

Nous ordonnons que pour la dernière fois, seront admonestés aux prônes du premier dimanche de l'avent et suivans jusqu'à Noël, ceux qui ont manqué au devoir de la communion pascale : leur seront dénoncés les sévères jugemens de Dieu et les rigoureuses censures de l'Eglise; et s'ils ne satisfont à leur devoir à la fête de Noël, nous ordonnons aux curés de nous en donner avis après ce terme,

afin que nous leur envoyions incessamment les noms des plus contumaces, pour être lus au prône durant le carême, avec prières pour fléchir leurs cœurs endurcis : après quoi, s'ils n'obéissent au commandement de l'Eglise à Pâque suivant, dès-lors nous les déclarons avoir encouru la peine portée par le canon *Omnis utriusque sexus*, du grand concile de Latran ; et sera cet article publié au prône au temps ci-dessus marqué.

V.

Nous exhortons et enjoignons aux curés d'avertir leurs paroissiens publiquement et dans les prênes, de la pieuse coutume et ordonnance de ce diocèse, de faire leur confession annuelle dès le commencement du carême, sans attendre au dimanche des Rameaux et Semaine sainte, ni à la semaine de Pâque, à peine d'être renvoyés à la discrétion des curés, et pour ne point précipiter une action si nécessaire.

VI.

Les curés admonesteront les fidèles du péril des danses, les empêcheront le plus qu'ils pourront, les jours de fêtes et dimanches, et avec une attention plus particulière durant l'avent et le carême, et aux fêtes solennelles : admonesteront pareillement les joueurs de violon et autres instrumens qui servent aux danses, du péril extrême de leur profession ; et néanmoins pour la dureté des cœurs et sans approuver leur état, nous relâchons l'obligation du cas réservé à nous, en faveur de ceux qui,

dans un âge avancé, n'ont point d'autre métier pour gagner leur vie, en promettant de ne point permettre celui-là à leurs enfans.

VII.

Nous nous réservons le cas de ceux qui joueront durant le service divin, sans approuver lesdits jeux et danses dans les autres heures des jours de dimanche et fête.

VIII.

Nous censurons très-grièvement les curés qui manqueront à dire les premières vêpres des dimanches et des fêtes, sous quelque prétexte que ce soit.

IX.

Nous renouvelons les statuts et ordonnances faites par nos prédécesseurs d'heureuse mémoire et par nous, contre ceux qui ne portent pas la soutane et l'habit ecclésiastique conformément à iceux : renouvelons semblablement ceux qui regardent l'âge des servantes : déclarons toutes les peines y portées bien encourues par les contrevenans : leur enjoignons d'y pourvoir, sans préjudice des autres peines portées par les canons.

X.

Nous comprenons dans lesdits statuts et ordonnances sur l'âge des servantes, celles qu'on aura reçues dans sa maison avant l'âge porté par lesdits statuts, encore qu'elles l'aient acquis depuis.

XI.

Nous ne recevrons pas les excuses de ceux qui auront des servantes dans l'âge inférieur, sous prétexte qu'elles seront avec leurs mères ou leurs sœurs : nous réservant même d'éloigner les plus proches parentes, si elles sont immodestes, querelleuses ou mondaines et de mauvais exemple, afin que la maison des ministres de Jésus - Christ soit sainte, et que leur célibat soit à édification, et non à opprobre à l'Eglise.

XII.

Nous défendons à tous ecclésiastiques de faire coutume d'user du tabac en poudre, notamment et en tout cas dans les églises, pour exterminer cette indécence scandaleuse de la maison de Dieu.

XIII.

Nous renouvelons pareillement les ordonnances rendues sur la reddition des comptes, poursuites des reliquats, renouvellement des hypothèques, emplois des deniers et autres choses concernant le bien des fabriques ; déclarant à tous les curés qui auront laissé passer trois ans sans faire sur ce sujet les diligences requises, et nous en faire apparoir, qu'après cette admonition, nous les rendrons responsables de la perte des églises.

XIV.

Enjoignons pareillement auxdits curés de faire toutes les poursuites et diligences nécessaires pour
les

les réparations des églises, livres, ornemens, par qui il appartiendra, et de nous en donner avis, à peine d'être sévèrement censurés.

XV.

Quant à ceux qui négligent de faire, selon leur devoir très-pressant, les prônes, catéchismes et autres instructions pastorales, ou selon une perverse coutume, s'en croient dispensés pour tout le reste de l'année, quand ils les font au temps de l'avent et du carême, les noms en seront donnés par notre ordre à notre promoteur, à qui nous enjoignons de faire contr'eux toutes les poursuites nécessaires, et de nous en rendre compte, sans préjudice d'autres moyens que nous trouverons à propos de pratiquer de notre autorité.

XVI.

Nous déclarons que nous dénoncerons en plein synode ceux qui manqueront aux choses susdites et autres de même importance, ce qui tiendra lieu d'une admonition canonique : à l'effet de quoi nous ordonnons qu'il sera fait un registre en bonne forme, où seront écrites et registrées lesdites dénonciations et admonitions.

XVII.

Nous ferons une pareille dénonciation en plein synode de ceux qui s'adonneront au jeu et à la crapule, ou feront entr'eux des sociétés et fréries qui scandalisent les peuples, ou qui font coutume de ne se point trouver aux conférences, à moins que

pour cause d'infirmité ils en aient obtenu de nous ou de nos vicaires généraux une permission par écrit.

XVIII.

Nous déclarons que les présentes admonitions et ordonnances auront force de statuts, sans préjudice d'autres réglemens.

Fait et publié en synode le seize d'octobre mil six cent quatre-vingt-dix-huit.

† J. BÉNIGNE, Évêque de Meaux.

Par le commandement de mondit Seigneur,

ROYER.



PIÈCES

CONCERNANT

L'ÉTAT DE L'ABBAYE DE JOUARRE,

POUR

MESSIRE JACQUES-BÉNIGNE BOSSUET,

ÉVÊQUE DE MEAUX,

CONTRE

Révérènde dame HENRIETTE DE LORRAINE, abbesse
de Jouarre.



FONDATION

DU MONASTÈRE DE JOUARRE.

PREMIÈRE PIÈCE.

SAINTE Théodéchilde a été la première abbesse de Jouarre. Il n'y a nulle mention de privilège dans sa vie imprimée par les PP. Bénédictins (1). Il est encore parlé de cette fondation dans les pièces suivantes.

DEUXIÈME PIÈCE, DE L'AN DC. L.

Tirée de la Vie de saint Agile, abbé de Rebais (2).

HORUM fratrum major natu Ado nomine, semet cum propriis voluptatibus ac copiis abdicavit, verum etiam in proprio solo intra Jorani saltus arva, ope fratris venerabilis videlicet Audoeni, super annum Maternam monasterium ædificavit, cui Jotrum nomen imposuit, atque ex rebus propriis fecundissimè ditavit : in quo etiam monasticè, secundum B. Columbani instituta, unà cum catervâ præclaræ religionis, superno regi Christo militavit.

TROISIÈME PIÈCE, DU MÊME TEMPS.

Tirée de la vie de saint Faron, évêque de Meaux, écrite sous le règne de Charles-le-Chauve, par Hildegar, aussi évêque de Meaux (3).

QUORUM major natu, Ado nomine, semet cum suis voluptatibus abdicavit, postque intra Jotri saltum monasterium ex beati regulâ Columbani construxit.

(1) *Act. Ord. S. Bened. auct. D. Joh. Mabillon. sæc. 2. p. 486.*—

(2) *Ibid. p. 321.* — (3) *Ibid. p. 612.*

REMARQUES SUR LA FONDATION.

IL est constant que c'est là tout ce qu'on a de la fondation de Jouarre; il n'y paroît aucun privilège, et loin que cette fondation ait été royale dans son origine, on voit qu'Ado, un particulier, a fondé ce monastère dans ses terres, et l'a doté de ses propres biens : *In proprio solo, atque ex rebus propriis.*

Quand cette fondation seroit royale, elle ne le seroit pas à plus juste titre que celle des monastères de Sainte-Croix de Poitiers, et de Chelles, où deux grandes reines, sainte Radégonde et sainte Bathilde ont pris l'habit de religieuses, après les avoir fondés avec une magnificence royale; et néanmoins ces deux abbayes sont soumises à l'ordinaire dès leur origine. Celle de Jouarre ne doit pas se croire plus privilégiée que ces deux-là; ni que saint Faron lui ait accordé plus de privilège qu'au monastère de sa sœur sainte Fare, à qui il est bien constant qu'il n'en a jamais donné aucun, et qui en effet est toujours demeuré soumis, et l'est encore.

Quant aux privilèges du saint Siége, outre qu'il n'en est fait aucune mention, comme on a vu dans l'histoire de cette fondation, on sait d'ailleurs que les papes n'en accorderoient alors qu'à regret, même aux monastères d'hommes; et on ne croit pas qu'on en trouve aucun exemple pour les monastères de filles. Ainsi, il est déjà très-constant que le monastère de Jouarre est soumis dans son origine, comme il le devoit être naturellement, suivant les règles de l'Eglise et la pratique ordinaire de ces temps.

LA DÉPENDANCE.

DU MONASTÈRE DE JOUARRE.

*Sous Honoré II, qui siégeoit depuis l'an 1125
jusqu'à 1129.*

QUATRIÈME PIÈCE,

Tirée du Cartulaire de Meaux, d'où elle a été compulsée, parties présentes; et imprimée dans le Recueil des épîtres d'Innocent III, de M. Baluze, l'an 1682, tom. II, pag. 296.

*Epistola Honorii II, de subjectione monasteriorum
Resbacensis et Jotrensis.*

HONORIUS episcopus servus servorum Dei, venerabili fratri Burcardo Meldensi episcopo ⁽¹⁾ ejusque successoribus canonicè promovendis in perpetuum. In eminenti apostolicæ Sedis speculâ disponente Domino constituti, ex injuncto nobis officio fratres nostros episcopos debemus diligere; et ecclesiis sibi à Deo commissis suam debemus ⁽²⁾ justitiam conservare. Proinde, carissime in christo frater Burcarde episcope Meldensis ecclesiæ, cujus à Deo tibi cura commissæ est, salubriter nostrâ sollicitudine providentes statuimus, ut omnes tam clerici quàm laici in villâ Resbacensi et Jotrensi commorantes, Meldensi ecclesiæ jure parochiali subiaceant, et ea quæ de eis ad jus parochiale pertinent, tibi tuisque successoribus et illibata serventur. Decernimus etiam ut abbas Resbacensis, et Jotrensis abbatissa canonicam tibi tuisque successoribus obedientiam persolvant. Benedictio quoque eorum, sicut per tuos antecessores hactenùs celebrata

⁽¹⁾ Ce n'étoit donc pas un privilège pour la personne, mais un droit du siège.

⁽²⁾ C'est donc justice et droit, et non privilège.

constiterit, sic per te, tuosque successores deinceps exhibeatur. Promotiones etiam monachorum ad ecclesiasticos ordines per Meldensem administrantur episcopum, si videlicet gratis eas sine pravitate voluerit exhibere, et gratiam apostolicæ sedis habuerit. Si quis autem, quod absit, huic nostro decreto sciens contra ire tentaverit, honoris et officii sui periculum patiat, nisi præsumptionem suam dignâ satisfactione correxerit. Datum Laterani, xvii Kal. Maii.

Ces mots, *jure parochiali*, et *canonicam obedientiam*, emportent la pleine soumission, et il est constant par cette pièce, que les monastères de Jouarre et de Rebais avec leurs paroisses, étoient dans une dépendance absolue.

*Sous Innocent II, qui siégeoit en 1130 jusqu'à
1143.*

CINQUIÈME PIÈCE.

Imprimée par M. Petit, tom. II, p. 673, du Pénitentiel de Théodore de Cantorbéri. On s'en est servi pour favoriser l'exemption de Jouarre; mais elle prouve le contraire.

Ex compositione ab Hugone Antissiodorensi episcopo et Gaufrido Cathalaunensi factâ, ex præcepto Innocentii II, inter ecclesiam Meldensem et Farensis monasterium.

Ex Cartulario Farensis monasterii.

DELIBERAVIMUS quòd sacerdos Farensis monasterii populum rector de manu Meldensis episcopi curam totius parochiæ tam clericorum quàm laicorum suscipiet, chrisma quoque et aquam reconciliationis ecclesiarum, si violatæ fuerint, ab ecclesia Meldensi requiret. Sanè

sacerdos ille, si quâ culpâ (1) fuerit notatus, primâ vice mandabit episcopus abbatissæ ut consilio clericorum suorum corrigat eum : si autem postea crebuerit eadem infamia atque succreverit, tunc episcopus per abbatisam statuet diem, quo veniens episcopus in capitulum sanctæ Faræ, per se sacerdotem illum judicabit, et si ei visum fuerit, deponet. Porrò si culpa sacerdotis per pœnitentiam et per pecuniam debeat puniri, episcopus imponet sacerdoti pœnitentiam, sed Farensis ecclesia retinebit pecuniam. Sic de omnibus parochianis statutum est, ut si quælibet eorum culpa mulctatur per pecuniam, semper ecclesia Farensis habebit eam; sed parochianos suos ducet sacerdos ad episcopum propter suorum criminum pœnitentiam. Tandem si sacerdos ille venerit ad synodum Meldensem, an non venerit, statuere supersedimus, quoniam audivimus sacerdotes Jotrensem et Resbacensem qui (2) similiter curam de manu episcopi suscipiunt, nunquam sedisse nec etiam ad synodum venisse, et hoc ecclesias illas ex antiquissimâ consuetudine tenuisse, etc.

*Sous Alexandre III, qui siégeoit depuis 1160
jusqu'à 1181.*

SIXIÈME PIÈCE, DE L'AN M. C. LXIII.

Tirée du Cartulaire de Meaux, compulsée et imprimée par
M. Baluze, tom. II des épîtres d'Innocent III, pag. 296.

*Epistola Alexandri III, quâ confirmat superiores
Honorii II litteras.*

ALEXANDER episcopus, servus servorum Dei, venerabili

(1) Cet endroit fait voir quelle sorte de juridiction pouvoient avoir les abbesses sur les ecclésiastiques; elle n'étoit qu'économique, temporelle, et en choses légères; mais c'est sur ce fondement que quelques-unes ont tâché de l'étendre.

(2) Cet endroit est remarquable, parce qu'il fait voir que le curé

fratri Stephano Meldensi episcopo, ejusque successoribus canonicè substituendis in perpetuum. In eminenti apostolicæ Sedis speculâ, etc., *ut in illâ Honorii, usque* : Proindè, carissime in Christo frater Stephane, Meldensi ecclesiæ, cujus à Deo tibi cura commissa est, salubriter providentes, ad exemplar sanctæ recordationis patris et prædecessoris nostri Honorii Papæ, statuimus, ut omnes tam clerici quàm laici in villa Resbacensi et Jotrensi commanentes, Meldensi ecclesiæ jure parochiali subjaçant, etc. *ut in illâ Honorii, usque* : Si quis autem contrà hanc nostræ constitutionis paginam venire præsumperit, secundò tertiove communitus, nisi temeritatem suam congruâ satisfactione correxerit, potestatis honorisque sui dignitate careat, et à sacratissimo corpore ac sanguine Dei ac Domini nostri JESU-CHRISTI alienus fiat, atque in extremo examine districtæ ultioni subjaçant. Conservantibus autem hæc sit pax Domini nostri JESU-CHRISTI; quatenus et hic fructum bonæ actionis percipiant, et apud supremum judicem gaudia æternæ pacis inveniant. Amen. Data Turonis, anno M. C. LXIII.

Cette constitution d'Alexandre III est la répétition et confirmation de celle d'Honoré II, et on y peut faire les mêmes remarques.

Les évêques obtenoient alors de semblables concessions des papes, parce que les monastères commençoient à être inquiets et à se vouloir rendre indépendans, comme il est constant par l'histoire.

de Jouarre prenoit de l'évêque de Meaux, *curam animarum*, aussi bien que celui de Faremonstier, qui est constamment pleinement soumis comme tous les autres curés; et on verra que ce droit n'a point été ôté à l'évêque, même par la sentence arbitrale.

*Sous Lucé III, qui tint le siège depuis 1181
jusqu'à 1186.*

SEPTIÈME PIÈCE, DE L'AN M. C. LXXXIII.

Tirée du Cartulaire de Meaux, compulsée et imprimée tom. II du
Pénitentiel de Théodore, p. 715.

*Epistola Willelmi, Remorum archiepiscopi, de honore et
reverentiâ et de omni jure quod Eustathia abbatissa
ecclesiæ Jotrensis promisit semper se exhibituram epis-
copo Meldensi.*

WILLELMUS, Dei gratiâ Remorum archiepiscopus, sanctæ Romanæ ecclesiæ titulo sanctæ Sabinæ cardinalis, apostolicæ Sedis legatus, universis fidelibus tam futuris quàm præsentibus, ad quos litteræ istæ pervenerint, in Domino salutem. Noverit universitas vestra, quod cùm inter venerabilem fratrem nostrum Simonem Meldensem episcopum et ecclesiam Jotrensem super benedictione abbatissæ, et aliis consuetudinibus quæstio verteretur; tandem inter eos nobis mediantibus compositio facta est in hunc modum : Eustathia abbatissa, assensu (1) capituli sui, in præsentia nostrâ publicè Meldis recognovit Meldensem episcopum esse suum (2), et villæ Jotrensis episcopum; et electam Jotrensem non debere benedici, nisi ab eo : nec etiam clericos Jotrenses ordinari, nisi per ipsum. Promisit etiam se Meldensi episcopo exhibituram (3)

(1) On a voulu dire que l'abbesse de Jouarre s'étoit trouvée par hasard à Meaux; mais ces mots font voir qu'elle y étoit venue exprès du consentement de son chapitre, avec un légitime pouvoir.

(2) La contestation n'étoit pas sur le territoire, mais sur la sujétion; et c'est en cela que l'abbesse reconnoît l'évêque de Meaux pour son évêque.

(3) Les mots suivans renferment toute la juridiction, et il paroît que l'évêque en étoit en possession; ce que les paroles suivantes marquent encore mieux.

omnem honorem et reverentiam et omne jus, et omne debitum, quod prædecessores sui antecessoribus ipsius episcopis (1) exhibuerunt; et insuper processiones, primam videlicet post episcopi consecrationem et cæteras quoties episcopus à Romanâ Sede redierit. Huic igitur compositioni per nos factæ testimonium perhibuimus: sigilli nostri munus apposuimus. Actum anno ab incarnatione Domini (2) M. C. LXXXIII. Datum per manum Lambini Cancellarii nostri.

*Contestation sous Innocent III, qui siègea depuis
1198 jusqu'à 1216.*

HUITIÈME PIÈCE, DE L'AN M. CC. III.

Tirée du même Cartulaire, compulsée et imprimée tom. II du Pénitentiel de Théodore, pag. 713, et par M. Baluze, tom. II des épîtres d'Innocent III, p. 290.

Sententia ab Innocentio III lata contra presbyterum de Jotro, qui audito episcopi mandato in vocem appellationis proruperat.

INNOCENTIUS episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Parisiensi episcopo, et dilecto filio abbati Latinia-censi, salutem et apostolicam benedictionem. Conquerente venerabili fratre nostro Meldensi (3) episcopo, nostris est auribus intimatum, quod Hugo presbyter sancti Petri Jotrensis, licet à (4) prædecessore suo curam

(1) On a vu par les constitutions d'Honoré II et Alexandre III, qu'on leur rendoit une pleine obéissance.

(2) Remarquez que jusqu'à 1183, il n'y avoit point de privilège.

(3) C'étoit Anseau, qui tint le siège depuis 1200 jusqu'à 1208.

(4) On voit par-là que le curé de Jouarre recevoit son institution et la cure des ames, *curam animarum*, de l'évêque de Meaux, et lui demouroit soumis; ce qui venoit de plus haut et de toute antiquité, puisqu'il paroît par la pièce cinq ci-dessus, que le droit de l'évêque lui avoit été conservé de tout temps.

susceperit animarum, et ei teneatur super hoc respondere, monitus ab eo ad præsentiam ejus venire contempsit, et audito ejus mandato statim in vocem appellationis prorupit; quod (1) multis jam annis elapsis non fuit per se vel per alium persecutus. Quocirca discretioni vestræ per apostolica scripta mandamus; quatenus eundem presbyterum, ut super hoc ipsi episcopo debitam satisfactionem impendat, et deinceps mandatis illius obediat, ut tenetur per censuram ecclesiasticam, appellatione remotâ, cogatis: testes autem qui nominati fuerint, si se gratiâ, odio vel terrore subtraxerint, per districtiorem ecclesiasticam (2) appellatione postpositâ compellatis veritati testimonium perhibere, nullis litteris veritati et justitiæ præjudicium facientibus, si quæ apparuerint à Sede apostolicâ impetratæ. Quod si non ambo ex his exequendis potueritis interesse, tu, frater episcope, ea nihilominus exequeris. Datum Lateran. x. Kalend. Junii, pontificatûs nostri anno quinto.

C'est ici la première commission d'Innocent III, adressée à Odon de Sulli, évêque de Paris, et à l'abbé de Lagni, contre le curé de Jouarre; et on en va voir une semblable adressée aux mêmes, et de même date contre l'abbesse, le clergé et le peuple.

(1) Remarquez le mauvais droit de ce curé rebelle qui avoit abandonné son appel.

(2) Le pape ordonne qu'on procède nonobstant appel, comme dans une chose qui ne reçoit point de difficulté.

Sous le même Innocent III.

NEUVIÈME PIÈCE, DE MÊME DATE.

Tirée du même Cartulaire, compulsée et imprimée tom. II du Pénitentiel de Théodore, pag. 714, et par M. Baluze, tom. II des épîtres d'Innocent III, pag. 290.

Sententia ab Innocentio III lata pro auctoritate episcopi adversus abbatissam, clericum et populum Jotreum, sublato appellationis diffugio.

INNOCENTIUS episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Parisiensi episcopo, et dilecto filio abbati Latiniacensi, salutem et apostolicam benedictionem. Sicut venerabilis frater noster Meldensis episcopus in nostrâ præsentia constitutus suâ nobis conquestione monstravit, quòd abbatissa Jotrensis obedientiam (1) quam debet impendere cum clericis etiam et hominibus ejusdem villæ ipsi Meldensi episcopo suo renuit obedire. Ne igitur, si eorum inobedientia remaneat incorrecta, eis incentivum pariat delinquendi; discretioni vestræ per apostolica scripta mandamus, quatenus abbatissam, clericos et laicos suprâ dictos, ut super hoc memorato episcopo debitam (2) satisfactionem impendant; ac deinceps eidem sicut episcopo suo, prout tenentur, obedientiam exhibeant et honorem, per distractionem ecclesiasticam sublato appellationis diffugio justitiâ mediante cogatis: testes autem qui nominati fuerint, si se gratiâ, odio vel timore subtraxerint, per distractionem ecclesiasti-

(1) L'évêque énonce que l'abbesse lui devoit une pleine obéissance, et la vérité de l'énoncé est démontrée par toutes les pièces précédentes.

(2) Jusqu'ici l'évêque jouit de tout son droit, et on punit les désobéissans.

cam (1) appellatione postpositâ compellatis veritati testimonium perhibere, nullis litteris veritati et justitiæ præjudicium facientibus, si quæ apparuerint à Sede apostolicâ impetratæ. Quòd si non ambo his exequendis potueritis interesse, tu, frater episcopo, ea nihilominus exequaris. Datum Lateran. x calend. Junii, pontificatûs nostri anno quinto.

FAITS RÉSULTANS DES PIÈCES PRÉCÉDENTES,

1. Que l'exemption de Jouarre n'a pas la faveur de celles qui sont *ab origine*, dès le temps de la fondation des abbayes.

2. Que loin d'être millénaire, elle n'étoit pas en 1183: par la pièce VII.

3. Qu'elle ne pouvoit avoir que quinze ans au plus à l'exaltation d'Innocent III, n'y en ayant pas davantage depuis 1183 jusqu'à 1198 où ce pape fut élu.

4. Que sous ce pape, l'évêque étoit maintenu en pleine juridiction, du moins jusqu'à la cinquième année de son pontificat, qui étoit l'an 1203, sans qu'il parût aucune exemption.

5. Qu'on ne sauroit dire quand, ni comment elle est née.

(1) Remarquez encore qu'on doit procéder contre les religieuses, comme contre le curé, nonobstant appel.

Sous le même Innocent III.

DIXIÈME PIÈCE, DE L'AN M. CC. IV.

Tirée du même Cartulaire, compulsée et imprimée par M. Baluze, tom. II des épîtres d'Innocent III, pag. 291, et produite dans le Factum de Jouarre.

Dilectis filiis Longipontis Suessionensis et sancti Justi Belvacensis diocesis abbatibus, et magistro G. archidiacono Suessionensi.

IN nostrâ præsentia constitutus dilectus filius venerabilis fratris nostri Meldensis episcopi procurator proposuit coram nobis, quòd cum Jotrense monasterium (1) à suæ foundationis tempore fuerit ecclesiæ Meldensi subjectum, ita quòd Meldensis episcopus tam in benedictione et (2) obedientia abbatissæ, quàm consecratione altarium et ecclesiarum, velatione virginum, clericorum ordinatione, procurationibus, pœnitentiis imponendis pro majoribus criminibus, ac aliis in monasterio ipso et villâ Jotrensi, episcopalem jurisdictionem (3) consueverit exercere, abbatissâ quæ monasterio modo præest, debitam ei obedientiam et reverentiam, et procurationes quæ ipsi et prædecessoribus ejus fuerunt exhibitæ denegans, presbyterum etiam, clericos et laicos villæ Jotrensis ab ejus obedientia revocavit: cumque propter hæc idem episcopus suam ad nos querimoniam destinasset, venerabili fratri nostro Parisiensi

(1) L'évêque énonce que le monastère de Jouarre est soumis dès son origine; et la vérité de l'énoncé se démontre par toutes les pièces précédentes.

(2) Remarquez la profession de l'obéissance de l'abbesse à sa bénédiction; ce qui est conforme à la pièce VII ci-dessus.

(3) Remarquez encore que l'évêque étoit en pleine possession de toute la juridiction, tant sur le monastère que sur le clergé et le peuple; ce qui est confirmé par toutes les pièces précédentes.

episcopo et dilecto filio abbati Latiniacensi causam (1) commisimus terminandam. Coram quibus cum restitutionis beneficium super abbatissæ obedientiâ et jurisdictione quam prædecessores ejus in monasterio et villâ Jotrensi exercuerant, postulasset; procurator monasterii et hominum villæ prædictæ multa proposuit contra eum, quæ quoniam judices reputarunt (2) frivola sicut erant, procurator ipse ad nostram audientiam appellavit. Judices verò appellationi frustratorix nullatenus deferentes, præsertim cum per litteras nostras sublatum fuisset partibus (3) diffugium appellandi, in abbatissam (4) excommunicationis, et tam clerum quàm populum villæ Jotrensis interdicti sententias protulerunt, et mandaverunt postmodum utramque sententiam per vicinas ecclesias publicari. Sed nec abbatissa se (5) pro excommunicatâ habuit, nec clerus et populus interdicti sententiam servarunt. Verùm quoniam eos citare cœperunt (6), aliqui vicinorum per nuntios ad Sedem apostolicam destinatos ad venerabilem fratrem nostrum Cathalaunensem episcopum tunc elec-

(1) Ces commissions d'Innocent III sont rapportées ci-dessus, pièces VIII et IX.

(2) On voit par cet énoncé, que les juges délégués jugèrent frivole l'appellation des religieuses et de la ville de Jouarre, et tout ce qu'on alléguoit pour la soutenir.

(3) Les délégués avoient raison de procéder nonobstant appel, selon les termes de leur commission, dans les pièces VIII et IX.

(4) L'abbesse est excommuniée, et le clergé et le bourg interdit par les délégués, selon les termes de leur commission, aux mêmes pièces VIII et IX.

(5) On voit par-là l'attentat manifeste du monastère et du bourg de Jouarre, qui ne désérèrent point à l'excommunication et à l'interdit, quoique le pape eût ordonné qu'on procéderoit nonobstant appel.

(6) Les religieuses sentoient en leur conscience leur cause si mauvaise, qu'elles n'osoient paroître à Rome par elles-mêmes, et ce furent leurs voisins qui y eurent recours pour elles : *aliqui vicinorum.*

tum, et dilectum filium abbatem Trium-Fontium sub certâ formâ (1) litteras impetrarunt : qui, licet pars monasterii (2) nullam exceptionum probaverit quas proposuerat coram nobis, prædictam sententiam relaxarunt, certum terminum partibus præfigentes quo se nostro conspectui præsentarent. Petebat igitur procurator episcopi pro episcopo memorato ante omnia beneficium sibi restitutionis impendi, cum non deberet causam ingredi spoliatus, et canonicè tam abbatissam quàm clericos et laicos Jotrensis villæ puniri, quia latam in se sententiam non servarant. Cæterùm procurator partis alterius proposuit ex adverso, quod cum monasterium Jotrense (3) plenâ gaudeat libertate, ac in villâ Jotrensi tam spirituales quàm temporales jurisdictionem habeat abbatissa, sicut prædecessorum nostrorum privilegia monasterio concessa Jotrensi plenius manifestant, prædictus episcopus (4) non ignarus eorum monasterium et villam Jotrensem per litteras ad prædictos judices impetratas

(1) C'est ici la commission d'où le chapitre *ex parte*, a été tiré, et dont il sera parlé dans la pièce xiv, ce qui paroît par l'adresse et par le contenu de ce chapitre, conforme de mot à mot à ce qui en est rapporté ici.

(2) Cet endroit fait voir encore combien étoit juste la sentence des premiers délégués, qui étoient l'évêque de Paris et l'abbé de Lagny, contre les religieuses de Jouarre, puisque ces religieuses ayant proposé contre eux diverses exceptions devant le pape, il est constant par cet endroit qu'elles n'en avoient prouvé aucune, en sorte qu'elles n'avoient raison en rien.

(3) Les religieuses énonçoient deux choses : la première, leur pleine exemption ; la seconde, leur pleine juridiction spirituelle et temporelle sur le bourg de Jouarre, mais ce dernier est faux manifestement, comme on le verra ci-dessous par leurs propres pièces. On pourroit juger par-là de la vérité de leur première allégation, quand elle ne seroit pas contraire à toutes les pièces précédentes.

(4) On fait accroire à l'évêque qu'il n'ignoroit pas les privilèges de Jouarre, bien qu'on n'en voie auparavant aucune mention ; mais au contraire la pleine dépendance de ce monastère.

graviter molestavit. Coram quibus per procuratorem proprium pars eadem constituta (1), non contestando litem, sed excipiendo potius contra eos, libertatem suam et jus Sedis apostolicæ (2) allegavit, adjiciens quòd cùm venerabilis frater noster (3) Hostiensis episcopus, tunc apostolicæ Sedis legatus, ipsius privilegia cognovisset, electam à monialibus benedixerat abbatissam, et professionem ab eâ pro nobis et Ecclesiâ romanâ receperat, et solitum etiam juramentum. Verùm cùm judices delegati et assessores eorum postulas ab abbatissa, et... (4) inducias ad exhibenda libertatis privilegia denegassent, procurator earum ad Sedem apostolicam appellavit; excipiens contra judices delegatos, quòd cùm prædictus

(1) On voit ici que les religieuses n'usoient que de chicane et de vains subterfuges, en proposant des exceptions contre l'évêque de Paris et l'abbé de Lagny, sans en pouvoir prouver aucune, comme il paroît par la remarque suivante.

(2) On voit bien que ces religieuses allèguent dès-lors comme à présent leurs prétendus privilèges, sans les produire devant les juges et avec la partie, parce que la fausseté ou la nullité en auroient été trop facilement reconnues.

(3) Les religieuses tirent avantage de ce que le cardinal évêque d'Ostie avoit béni leur abbesse, et avoit reçu la profession de son obéissance pour l'église de Rome, ce qu'il n'auroit point fait, disent-elles, si ce légat n'avoit connu leur privilège et leur exemption. Mais il n'y a rien à conclure de cette action du légat, qui est une entreprise manifeste, puisqu'il paroît, par les XIV et XV.^e pièces, qu'encore en 1209 et jusqu'à 1220, les papes mêmes reconnoissoient que la bénédiction de l'abbesse appartenoit à l'évêque de Meaux. On voit ici, comme ailleurs, que tout ce qui est favorable aux religieuses se fait par voie de fait et sans règle; on voit des allégations de privilège qu'on suppose que d'autres ont vu, mais jamais le privilège même, qui est pourtant ce qu'il faudroit voir.

(4) Les religieuses de Jouarre fuient et chicanent toujours : si elles avoient eu un privilège aussi authentique qu'elles le prétendent, elles n'auroient pas demandé du temps pour le produire, et elles l'auroient produit d'abord; Jouarre n'est pas si éloigné de Paris ou des environs, où l'évêque de Paris et l'abbé de Lagny procédoient.

Parisiensis episcopus adversus dilectum filium abbatem sanctæ Genovefæ movisset similem quæstionem, erat ei de jure suspectus, cum vix credibile videretur quod aliam sententiam promulgaret quam vellet in simili pro se ferri. Præterea cum sine conjudice suo interloqui voluisset, licet pars abbattissæ illum peteret expectari, ex hoc quod notam surreptionis incurrerat apud ipsas et suum induxerat in suspicione collegam, quem asseruit quicquid vellet ipse facturum : insuper cum de privilegiis apostolicæ Sedis nullam facerent mentionem, et per privilegia ipsa suam defenderet monasterium libertatem, non cogebatur ad prædictas litteras respondere. Cæterum judices nec appellationi ad nos interpositæ, nec propositis exceptionibus deferentes, excommunicationis in abbattissam, et in clerum et populum interdicti sententias protulerunt. Nuntiis ergo Jotrensis ecclesiæ in nostrâ præsentia constitutis, nobisque (1) privilegium apostolicum ostendentibus, per quod (2) constabat Jotrense monasterium ad Romanam Ecclesiam specialiter pertinere, quia pro parte alterâ non comparebat sufficiens responsalis, licet diutiùs fuerit expectatus, quamvis nuntius quidam simplex prædicti Parisiensis et conjudicis sui nobis litteras præsentasset, privilegium ecclesiæ Jotrensi concessum duximus innovandum, ita tamen

(1) Voici tout l'énoncé et tout le dispositif du chapitre *Ex parte*, comme il paroît par les termes de ce chapitre ci-après, pièce XIV, ce qui marque qu'il est antérieur à la pièce que nous rapportons à présent, et on verra de quelle conséquence est cette date.

(2) Comme c'est ici l'énoncé du chapitre *Ex parte*, on renvoie aux remarques qu'on fera sur ce chapitre ci-après, pièce XIV ; on remarquera seulement ici que les religieuses qui se contentent d'alléguer leur privilège avec la partie, ne le produisent que dans un temps où il n'y avoit point de légitime contradicteur : *Pro parte alterâ non comparebat sufficiens responsalis*, ou comme porte le chapitre même *Ex parte* : *nullus apparuit idoneus responsalis, qui partem defensaret adversam.*

quòd per innovationem ipsius nihil accresceret juris ipsi ultra id quod ei antecessorum nostrorum privilegia fuerit acquisitum, cùm per hoc non novum jus ipsi concedere, sed antiquum vellemus potiùs conservare. Quia verò de prædictis exceptionibus nobis non poterat fieri plena fides, prædictis Cathalaunensis episcopo et abbati Trium - Fontium dedimus in mandatis, ut si pars Jotrensæ ecclesiæ illis vel aliis probandis instaret circa sententias memoratas, partibus convocatis, audirent quæ proponerentur utrinque; et si constaret sententias ipsas post appellationem ad nos legitimè interpositam fuisse prolatas, denuntiarent eas sublato appellationis obstaculo non tenere: quòd si aliàs minùs rationabiliter essent latae, ipsas exigente justitiâ revocarent, alioquin cùm propter contumaciam tantùm promulgatae fuissent, tam ab abbatisa quàm ab aliis à quibus exigenda viderent, juratoriam reciperent cautionem, quod super iis ad mandatum apostolicum juri starent, et sic relaxarent sententias memoratas, ad majorem cautelam facientes idipsum, si abbatisa fugiens strepitum quæstionum, ab exceptionum suarum probatione cessaret. Ad hæc (1), cùm nollemus ut de privilegiis romanorum pontificum alii de facili judicarent; eisdem dedimus in mandatis, ut si de jure suo vellet Meldensis episcopus experiri, præfigerent partibus terminum competentem, quo per se vel procuratores idoneos nostro se conspectui præsentarent. Unde cùm abbatisa strepitum judiciorum evitans, exceptiones probare propositas nolisset, judices juxta mandatum apostolicum procedentes, prædictas sententias relaxarunt. Cùm ergo propter hoc mandaverimus partes ad nostram præsentiam destinari, quia judicari de privilegiis Sedis

(1) On voit par toute la suite que la cause pour le fond étoit encore indéciè, puisque le pape charge les commissaires de citer pour cela les parties devant lui, et de mettre l'affaire en état, ce qui est important, comme on va voir.

apostolicæ per alios nolebamus, et per privilegia, non possessio, sed proprietas potiùs demonstraretur, procurator monasterii asserebat quod super proprietate venerat tractaturus, nec tenebatur super restitutionis articulo respondere⁽¹⁾. Præterea idem episcopus mercato quodam confirmato Jotrensi monasterio per Sedem apostolicam illud temerè spoliarat, cùm sub pœnâ excommunicationis inhibuit ne quis illud prout solitum fuerat frequentaret; sic quod Jotrensi ecclesiæ non modica damna intulerat et jacturas. Idem etiam episcopus à quibusdam Jotrensis ecclesiæ non modica, quos absolvere propriâ temeritate præsumpserit, exegit, in monasterii præjudicium, juramentum, quod durante interdicto Jotrum de cætero non redirent. Nos igitur attendentes, quòd etsi de privilegiis antecessorum nostrorum non mandaverimus, sed quodammodo inhibuerimus per alios judicari, volentes nobis eorum iudicium reservare: quia tamen adjecimus ut si prædictus episcopus de jure suo vellet forsitan experiri, præfigeretur partibus terminus quo se nostro conspectui præsentarent, et non tantùm ad proprietatem, sed etiam ad possessionem se habeat verbum juris, discretioni vestræ per apostolica scripta mandamus, quatenus cùm his tam super episcopi spoliatione quàm impedimento fori coram nobis fuerit contestata, quæ super præmissis proposita fuerint audiatis, et recipiatis appellatione remotâ tam instrumenta quàm testes, depositiones publicetis et examinatis legitimè, ac si partes consensissent, ad sententiam procedatis; alioquin causam sufficienter instructam ad nos remittere procuretis, statuentes terminum competentem partibus quo recepturæ sententiam per se vel responsales idoneos nostro se conspectui repræsentent. Testes autem qui fuerint nominati, si se gratiâ,

(1) Il paroît par cet endroit, qu'outre le différend pour le spirituel, il y avoit des droits temporels à débattre entre l'évêque et le monastère.

odio et timore subtraxerint, per censuram ecclesiasticam, appellatione cessante, cogatis veritati testimonium perhibere, nullis litteris obstantibus præter assensum partium à Sede apostolicâ impetratis. Quòd si non omnes iis exequendis potueritis interesse, duo vestrum ea nihilominus exequantur. Datum Anagninæ, xi kal. januar., pontificatùs nostri anno sexto.

Moyens de fait et de droit résultans de cette pièce.

1. QUE l'évêque étoit en pleine possession de la juridiction, et que les religieuses ne faisoient que fuir et chicaner, n'osant même d'abord par elles-mêmes avoir recours au saint Siège.

2. Qu'elles allèguent des privilèges devant les juges délégués, sans oser les produire avec la partie, mais les montrant seulement lorsqu'il n'y avoit aucun légitime contradicteur.

3. Que le privilège qu'on ne montre point encore à présent, n'a jamais été vu comme il faut, ni dans aucun jugement contradictoire.

4. Que la date du chapitre *Ex parte*, qui contient la commission adressée à l'évêque de Châlons et à l'abbé de Trois-Fontaines, doit être entre la commission à l'évêque de Paris et à l'abbé de Lagny, et celle-ci qui est adressée aux abbés de Longpont et de saint Just.

5. Qu'il demeure démontré par-là, que si cette commission aux abbés de Longpont et de saint Just, laisse l'affaire de l'exemption indécise dans son fond, à plus forte raison est-elle indécise par le chapitre *Ex parte*, qui la précédoit : ce qui montre que ce chapitre n'a point été, comme on l'a prétendu, la

décision ni un jugement définitif de la cause, par où est clairement renversé le principal fondement des religieuses, ce qui sera confirmé par toutes les pièces suivantes.

Sous le même Innocent III.

ONZIÈME PIÈCE, DE L'AN M. CC. VI.

Tirée du même Cartulaire, et imprimée par M. Baluze, tom. II des épîtres d'Innocent III, pag. 292, et produite au Factum de Jouarre.

Dilectis filiis decano sancti Thomæ Crispiacensis Silvanectensis diœcesis, Germundo canonico Suessionensi, et magistro Gerardo de sancto Dionysio canonico Noviomensi.

OLIM inter procuratores venerabilis fratris nostri Meldensis episcopi, et dilectæ in Christo filiæ abbatissæ Jotrensis, lite in auditorio nostro legitimè contestatâ tam super obedientiâ quam dictus episcopus ab eâdem abbatissâ conquerebatur sibi esse subtractam in consecratione altarium, dedicatione ecclesiarum, velatione virginum, ordinatione clericorum, exhibitione procurationum, et pœnitentiis pro majoribus criminibus imponendis, ac aliis quæ in monasterio et villâ Jotrensi Meldensis episcopus consueverat exercere, quàm impedimento fori, super quo abbatissa conquerebatur per ipsum episcopum illatas sibi et monasterio suo graves injurias et jacturas; nos examinationem hujus negotii dilectis filiis Longipontis et sancti Justi abbatibus, et magistro G. archidiacono Suessionensi duximus committendam, qui auditis confessionibus, receptis testibus, et allegationibus intellectis, causam ipsam sufficîenter instructam cum quorumdam instrumentorum rescriptis ad nostrum remiserunt examen, præfigentes partibus terminum competentem quo recepturæ sententiam nostro se conspectui præsentarent. Partibus igitur in nostrâ præsentîâ constitutis, postquam de meritis causæ

fuius sufficienter instructi, de fratrum nostrorum consilio restitutionem obedientiæ super præscriptis capitulis, salvâ quæstione proprietatis, adjudicavimus episcopo faciendam (1), illis duntaxat exceptis super quibus in clero et populo villæ Jotrensis asserebat obedientiam sibi fuisse subtractam; super quibus ab impeditioe episcopi quoad iudicium possessorium absolvimus abbatissam, eundem episcopum nihilominus absolventes super impedimento fori de quo eum ad restitutionem damnorum impetierat abbatissa. Quocirca discretioni vestræ per apostolica scripta mandamus, quatenus prælibatam sententiam per censuram ecclesiasticam facientes firmiter observari, postquam idem episcopus fuerit restitutus, audiatis (2) quæ super jure proprietatis proposita fuerint coram vobis, et causam sufficienter examinatum ad audientiam nostram fideliter remittatis, per nostræ diffinitionis sententiam terminandam. Si verò præfatus episcopus infra mensem post factam sibi restitutionem nollet coram vobis super petitorio respondere, vos eum de contumaciâ punientes, abbatissam in possessionem libertatis super præscriptis capitulis reducat. Testes autem qui fuerint nominati, etc. nullis litteris, etc. Quod si non omnes, etc. duo vestrum sublato eujuslibet contradictionis et appellationis obstaculo ea nihilominus exequantur. Datum Romæ apud sanctum Petrum, V. kal. februarii, pontificatus nostri anno octavo.

(1) Il ne paroît pas ici bien clairement en quoi la possession avoit été adjugée à l'évêque; mais on verra ci-après par la sentence du cardinal Romain, pièce XVI, qu'il demeura en possession du droit de visite; ce qui emporte la pleine supériorité.

(2) L'état de la cause se voit ici parfaitement. Par la sentence du pape la possession est adjugée à l'évêque en beaucoup de choses, et entr'autres, comme on vient de voir, dans le droit de visite: et le fond restoit à instruire, par conséquent indéci: même au chapitre *Ex parte*, qui a précédé cette commission, comme il a été dit ci-dessus.

Sous le même Innocent III.

DOUZIÈME PIÈCE, DE L'AN M. CC. VI.

Tirée du même Cartulaire, et imprimée par M. Baluze, tom. II des épîtres d'Innocent III, p. 292, et produite au Factum de Jouarre.

Dilectis filiis sancti Justi Belvacensis diœcesis, et Longipontis abbatibus, et G. archidiacono Suessionensi.

SIGNIFICAVIT nobis venerabilis frater noster Meldensis episcopus, quòd cùm causam quæ inter ipsum ex unâ parte, et abbatissam, clerum et populum Jotrenses Meldensis diœcesis ex alterâ, super obedientiâ, procurationibus, et aliis quæ in monasterio ejusdem loci et villâ Jotrensi idem episcopus sibi diœcesano jure competere asserèbat, sub certâ formâ vobis duxerimus committendam, vos interlocutoriam protulistis, quod dictus episcopus contra clerum et populum per litteras illas agere non valebat. Quare idem episcopus vobis dari in mandatis à nobis humiliter postulabat, ut eum tam contra abbatissam quàm dictos clerum et populum audientes, in causâ prædictâ juxta prioris mandati nostri tenorem procedere ratione præviâ curaretis. Cùmque dilectus filius magister P. procurator cleri et populi Jotrensis se opponeret ex adverso, dilectum filium A. subdiaconum et capellanum nostrum ipsis dedimus auditorem. In cujus præsentia idem magister proponere procuravit, quod cùm idem episcopus contra abbatissam, clerum et populum Jotrensem litteras apostolicas impetrasset de libertatibus vel privilegiis quæ ipsis à Sede apostolicâ sunt indulta, quarum episcopus ipse non erat ignarus, nullâ penitus habitâ mentione, auctoritate illarum litterarum agere voluit contra eos, et propter contumaciam fecit in ipsos, post appellationem ad nos legitimè interpositam, excommunicationis et interdicti sententias promulgari;

quas postmodum venerabilis frater noster Cathalaunensis episcopus, et dilectus filius Trium-Fontium abbas auctoritate apostolicâ relaxantes, partibus certum terminum quo se nostro conspectui præsentarent, de mandato Sedis apostolicæ præfixerunt. Cùmque procuratores utriusque partis termino constituto fuissent in nostrâ præsentia constituti, procurator ipsius episcopi contra abbatissam intendens, nihil penitus contra clerum et populum proponere procuravit; unde ad suseitandam contra clerum et populum quam semel omiserat quæstionem, admitti iterum non debebat. Quia verò de præmissis nobis non potuit fieri plena fides, vobis de communi partium assensu per apostolica scripta mandamus, quatenus tam in abbatissam quàm clerum et populum Jotrensem juxta commissionis vobis factæ tenorem ratione præviâ procedatis. Datum Romæ apud sanctum Petrum, nonis martii, pontificatûs nostri anno octavo.

Cette pièce dont les religieuses se servent, n'est bonne qu'à faire voir qu'après le chapitre *Ex parte*, et toutes les pièces précédentes, la question de la juridiction pour le fond étoit encore indécise entre l'évêque d'un côté, et le monastère, le clergé et le peuple de l'autre, puisque le pape ordonne encore à ses délégués de procéder contre l'abbesse, le clergé et le peuple à la requête de l'évêque.

TREIZIÈME PIÈCE,

Tirée du corps du Droit canonique : le chapitre *Ex parte, de privilegiis.*

Innocentius III, Cathalaunensi electo, et abbati Trium-Fontium.

(1) Innovatio privilegiorum novum jus non tribuit, sed antiquum conservat.

Ex parte abbatissæ ac sororum Jotrensis ecclesiæ nostris fuit auribus intimatum, quòd venerabilis frater noster Meldensis episcopus commissionis occasione cujusdam, ad venerabilem fratrem nostrum Parisiensem episcopum et dilectum filium abbatem de Latiniaco à nobis obtentæ, in qua nulla mentio habebatur de ipsarum privilegiis, quæ illas et earum ecclesiam, clerum et populum Jotrensem ad apostolicam Sedem nullo mediante spectare declarant (2), quorum ipse non erat ignarus, eas incœpit graviter molestare, obedientiam ab ipsis ac clero et populo villæ Jotrensis, qui secundùm privilegia Sedis apostolicæ gaudent consimili libertate, subjectionem omnimodam impendendam sibi requirens. *Et infra*: Verùm cum judices et assessores eorum ipsas valde gravarent, ad appellationis beneficium convolarunt. *Et infra*: Sed judices ipsi appellationi minimè (3) deferentes, nec fragilitati sexûs compatientes earum, in abbatissam et conventum excommunicationis, in clerum et populum villæ

(1) C'est le sommaire de ce chapitre qui fait voir quel en est l'esprit, et pourquoi il est inséré dans le corps du Droit.

(2) L'évêque n'avoit garde d'avoir connoissance des privilèges de Jouarre, dont on n'avoit vu jusqu'alors nulle mention, et que les religieuses n'avoient osé montrer en sa présence, comme il a déjà été dit sur la pièce x, remarques.

(3) Parce qu'il étoit dit dans leur commission, pièces viii et ix, qu'ils procéderaient, *appellatione postpositâ, et sublato appellationis diffugio.*

Jotrensis interdicti sententias protulerunt. Sanè cùm nuntii Jotrensis ecclesiæ prædicta et alia multa in nostrâ præsentia retulissent, quibus eas et suos contra libertatem eis concessam gravatos dicebant, privilegium nobis apostolicum ostenderunt per quod ecclesiam Jotrensem constabat ad Romanam Ecclesiam specialiter pertinere. Nos autem eos diutius detinentes propter appellationem prædictam, quia tandem nullus apparuit idoneus responsalis (1) qui partem defensaret adversam, licet postmodum quidam simplex nuntius super hoc prædictorum Parisiensis episcopi et Latiniacensis abbatis litteras præsentasset, privilegium apostolicæ Sedis ecclesiæ Jotrensi (2) concessum duximus innovandum : ita tamen ut per innovationem ipsius, eidem ecclesiæ nihil juris plus accrescat quàm per privilegia prædecessorum nostrorum obtinuit : cùm per hoc (3), novum ei non concedere, sed antiquum jus conservare velimus.

FAITS RÉSULTANS DE CE CHAPITRE.

1. QUE ce chapitre n'est pas inséré dans le Droit pour confirmer le privilège de Jouarre, mais seulement pour faire voir qu'en renouvelant un privilège, on ne donne aucun nouveau droit, ce qui aussi est marqué par le sommaire, et paroît clairement par la fin du chapitre.

(1) L'évêque étoit occupé alors à la poursuite de son droit devant l'évêque de Paris et l'abbé de Lagny, comme il paroît pièce x. Dans l'édition de M. Pithou, ce chapitre est daté de 1213. Si cela est, le siège de Meaux étoit vacant par la retraite volontaire de Godefroi de Tressi dans l'abbaye de Saint-Victor de Paris, ce qui arriva cette même année.

(2) Il paroît donc que ce privilège n'auroit pas été confirmé s'il y avoit eu un légitime contradicteur.

(3) Voilà manifestement pourquoi ce chapitre est inséré dans le Droit, et la raison du sommaire qu'on a mis à la tête.

2. Que le dessein d'Innocent III, dans ce chapitre, n'étoit pas de juger la question du privilège, puisque son intention est, sans préjuger, de laisser les choses en l'état où elles étoient.

3. Qu'en effet, en 1225, où le cardinal Romain rendit sa sentence, l'évêque étoit encore en possession du droit de visite qui emporte toute la juridiction, comme il paroîtra ci-après, pièce XIV.

4. Que lorsque ce privilège fut montré au pape, il n'y avoit point de légitime contradicteur, ni personne de la part de l'évêque; ce qui fait qu'on peut aisément avoir surpris le pape en lui montrant un privilège, ou faux, ou nul. *Nullus apparuit idoneus responsalis, qui partem defensaret adversam.*

5. Que si l'évêque eût été présent et qu'il eût contredit le privilège, le pape ne l'auroit pas confirmé; ce qui est conforme au chapitre *Cum olim : de Privil.* où le pape parle ainsi : *Cum olim essemus apud Perusium constituti, et tu, fili abbas, privilegium Lucii papæ nobis præsentans postulaveris innovari; propter contradictionem episcopi Eugubini asserentis hoc in suum præjudicium redundare, non fuit effectui mancipatum.* On voit clairement par ce chapitre, qui est d'Innocent III aussi bien que le chapitre *Ex parte*, que la seule opposition de l'évêque empêcha le pape de confirmer le privilège d'une abbaye, et que c'étoit-là l'esprit des papes, et en particulier celui d'Innocent III, et c'est pourquoi il dit clairement qu'il ne confirme ce privilège qu'à cause qu'il ne parut point d'opposition de la part de l'évêque.

6. Que ce prétendu privilège est énoncé fort

confusément, sans dire ni précisément ce qu'il contient, ni de quelle date il est, ni même quel pape en est l'auteur.

7. Que le pape énonce seulement : *ecclesiam Jotrensem , ad Romanam ecclesiam , etc.* , sans parler ni du clergé ni du peuple, au lieu que les religieuses avoient énoncé , *ipsas et earum ecclesiam , clerum et populum Jotrensem , etc.* , ce qui montre que le pape ne s'étoit pas mis beaucoup en peine de vérifier ce qu'on lui avoit exposé.

8. Qu'il ne faut point s'étonner s'il a si peu pris garde à ce privilège, puisque, quel qu'il fût, il déclaroit qu'en le renouvelant il ne donnoit pas un nouveau droit, et ne faisoit tort à personne.

9. Que les religieuses disent bien à la vérité que leur privilège est si notoire, que l'évêque même ne l'ignoroit pas; mais que cette allégation ne se trouve établie par aucune pièce précédente; tout au contraire de celle de l'évêque, qui n'a rien exposé au pape sur son droit et sa possession qui ne soit justifié par pièces.

10. Que ni le pape ni elles n'ont énoncé qu'elles eussent une juridiction active sur le clergé et sur le peuple de Jouarre, mais seulement que ce clergé et ce peuple étoient immédiats au saint Siège, ce qui justifie clairement que la juridiction active des religieuses est une entreprise contre leur titre.

MOYENS DE DROIT RÉSULTANS DE CES FAITS.

IL résulte de ces faits et de ceux qu'on a établis par les pièces précédentes :

1. Que ce chapitre ne décide rien pour l'exemp-

tion, puisqu'il paroît que long-temps après, l'affaire étoit encore à instruire, et que ce chapitre fait seulement partie de l'instruction.

2. Que ce chapitre porte son contredit avec soi, puisqu'il paroît par les termes dont il est conçu, que le privilège qui y est énoncé n'a été confirmé qu'en l'absence de l'évêque, et ne l'auroit pas été s'il eût été présent pour s'y opposer.

3. Que c'est encore un autre contredit dans les termes de ce chapitre, de ce que le pape dit expressément que cette confirmation laisse tout en son entier.

4. Que ce chapitre demeure en sa pleine vigueur, quant à la maxime qu'on y a établie, qui est qu'en renouvelant ou confirmant un privilège, le pape ne donne aucun nouveau droit.

5. Que c'est donc à tort qu'on s'est récrié avec tant de véhémence à l'audience, comme si on alloit abolir le Droit, au grand scandale des Allemands et autres étrangers parmi lesquels il est reçu, puisqu'on voit que le droit que les papes ont ici voulu établir subsiste en son entier.

6. Que quand il seroit véritable qu'on jugeroit contre ce chapitre, il n'y auroit pas plus à se récrier pour celui-ci que pour cent autres des Décrétales qu'on ne suit pas, ou parce qu'elles ne conviennent pas à nos mœurs, ou parce qu'on y a dérogé par un nouveau droit. Dans la seule session xxiv du concile de Trente, chap. 1, 2, 3, 4, on a dérogé à une infinité de Décrétales qui validoient les mariages clandestins, etc. Ce même concile a réduit presque à rien trente Décrétales sur les empêchemens, *ex*

cognitione

cognatione spirituali, ex publica honestate, ex affinitate per fornicationem, etc., tous ces décrets du concile sont reçus parmi nous, et personne ne s'écrie qu'on ait anéanti le droit. Il y a pareillement trente Décrétales, *de rescriptis, de præbendis, de concessione præbendæ*, qui contiennent des mandats, *ad vacatura, ad obtinendam præbendam, etc.*, qui sont abolies par un meilleur droit; quand donc le privilège de Jouarre seroit canonisé dans le droit, ce qui n'est pas, il n'y auroit point à s'étonner que le concile de Vienne dans la Clémentine *Attendentes*, et le concile de Trente, *Sess. xxv. de Reform. cap. xi*, y eût dérogé.

7. Il y a bien plus à s'étonner qu'on osât préférer ce chapitre aux décrets des deux conciles œcuméniques, celui de Vienne et celui de Trente, reçus par l'ordonnance de Blois.

Sous Innocent III, en 1209, et Honoré III, en 1220.

QUATORZIÈME ET QUINZIÈME PIÈCES.

Ces deux pièces regardent la bénédiction de l'abbesse de Jouarre.

La première, qui est une épître d'Innocent III à l'évêque de Meaux, imprimée par M. Baluze, *tom. II, lib. xi. Epist. 56, p. 160*, contient ces faits.

1.^o Que l'évêque de Meaux à qui le bref étoit adressé, n'étoit pas consacré: ce qui paroît même par l'adresse: *Dilecto filio Meldensi episcopo electo*. Il n'étoit donc qu'élu, et s'il eût été sacré, le pape l'auroit honoré du titre de frère.

2.^o Que l'abbesse de Jouarre n'avoit pu être bénié,

parce que l'évêque de Meaux qui devoit faire cette fonction n'étoit pas sacré.

3.^o Que le pape lui ordonne de bénir cette abbesse quinze jours après son sacre, sinon qu'il a donné la charge de le faire à l'évêque de Troyes, un des évêques voisins.

Cette lettre est de l'an onzième du pontificat d'Innocent III, qui est l'an 1209; ce qui montre qu'encore en ce temps, le droit de bénir l'abbesse étoit conservé au propre évêque, ce qui emportoit la profession de l'obéissance.

Encore onze ans après, et dans la quatrième année d'Honoré III, successeur d'Innocent III, qui étoit l'an 1220 de notre Seigneur, ce pape ayant commis un autre évêque pour bénir l'abbesse, l'évêque de Meaux s'en plaignit, comme étant dépouillé injustement de son droit, et il reçut du pape un acte de non préjudice, qui se trouve tout entier dans le Cartulaire de Meaux, d'où il a été tiré et imprimé par M. Baluze, *tom. II, pag. 293*; ainsi le droit de l'évêque et sa possession étoit encore en son entier en 1220.

Tout cela fait voir clairement que ce fut une entreprise manifeste au légat qui bénit l'abbesse de Jouarre au préjudice du droit de l'évêque, comme il a été observé, pièce x, remarque. Ce légat qui favorisoit l'abbesse, vit bien que s'il la laissoit bénir à l'évêque de Meaux, la profession d'obéissance inséparable de cette action étoit une reconnoissance de la soumission du monastère; c'est pourquoi pour l'en exempter et la rendre autant qu'il pouvoit immédiatement soumise au saint Siège, il ôta la bé-

nédiction à l'évêque, encore qu'on voie à présent qu'elle lui appartenoit légitimement. Ainsi les religieuses n'avancent que par surprise et par faveur, contre la règle et le droit.

Sentence du cardinal Romain.

SEIZIÈME PIÈCE, DE L'AN M. CC. XXV.

Compositio facta inter episcopum Meldensem et ecclesiam Jotrensem.

ROMANUS miseratione divinâ sancti Angeli diaconus cardinalis, apostolicæ Sedis legatus, omnibus ad quos præsens scriptum pervenerit, in Domino salutem et sinceræ dilectionis affectum. Noverit universitas vestra, quòd subortâ inter venerabilem patrem Petrum episcopum Meldensem ex parte unâ, et dilectos in Christo abbatissam et conventum, clerum et populum Jotrensem ex alterâ, super subjectione ipsius monasterii et eorundem cleri et populi, materiâ quæstionis, idem episcopus proposuit in jure libellum hujusmodi contra eos. PETIT Meldensis episcopus ab abbatissa et conventu Jotrensi, quòd sibi obediant tanquam suo episcopo in visitationibus faciendis, in corrigendis excessibus, in cognitionibus causarum tam civilium quàm spiritualium ac criminalium quarum cognitio ad episcopum diœcesanum pertinet tanquam ad judicem ecclesiasticum, et in decisionibus earundem, et in iis quæ ad cognitionem et decisionem pertinent, videlicet in veniendo ad citationes, recipiendo dierum assignationes, et in aliis quæ ad cognitionem et decisionem pertinent, et in observatione mandatorum suorum et statutorum suorum legitimorum, et processionibus faciendis episcopo Meldensi, quando post consecrationem suam primò accedit ad ecclesiam earum, et in omnibus aliis ad jus episcopale pertinentibus. Petit etiam quòd abbatissa in omnibus prædictis

obedientiam ei promittat, his exceptis in quorum possessione est idem episcopus et ⁽¹⁾ quorum possessio fuit ei adjudicata auctoritate domini papæ, videlicet in consecratione altarium, in dedicatione ecclesiarum, velatione virginum, ordinatione clericorum, ⁽²⁾ exhibitione procuratorum, et pœnitentiis pro majoribus criminibus injungendis; de quibus ad præsens non agit, cum sit in possessione eorundem. Petit etiam idem episcopus ut non impediatur ipsum uti de cætero jurisdictione omnimodâ, quam potest exercere in suis subditis episcopus diœcesanus, in clero et populo Jotrensi. Petit à clero Jotrensi episcopus Meldensis, quòd sibi obediat tanquam suo episcopo in visitationibus faciendis, in corrigendis excessibus, in cognitionibus causarum tam civilium quàm spiritualium ac criminalium quarum cognitio ad episcopum diœcesanum tanquam ad judicem ecclesiasticum pertinet, et in decisionibus earundem, et in his quæ ad cognitionem et decisionem pertinent, videlicet in veniendo ad citationes, recipiendo dierum assignationes, et in aliis quæ ad cognitionem et decisionem pertinent et ad executionem eorum faciendam, et in observatione mandatorum et statutorum suorum legitimorum, et in omnibus aliis ad jus episcopale pertinentibus, hoc excepto in cujus possessione est idem episcopus, videlicet in ordinatione eorum. Petit episcopus Meldensis à populo Jotrensi, quòd sibi obediant tanquam suo episcopo in corrigendis excessibus omnibus quorum correctio ad episcopum diœcesanum tanquam ad judicem ecclesiasticum pertinet, in cogni-

(1) On verra dans les remarques suivantes, que les religieuses demeuroident d'accord que l'évêque étoit en possession de toutes les choses énoncées ici : c'est-à-dire, de la consécration des autels, de la dédicace des églises, de la cérémonie de voiler les vierges, du droit de visite, et de la pénitence publique; à la réserve de ce dernier cas, qui pouvoit n'être pas arrivé.

(2) Remarquez le droit de visite parmi les choses dont la possession étoit adjugée à l'évêque.

tionibus causarum tam civilium quàm spiritualium ac criminalium quarum cognitio ad episcopum diœcesanum, tanquam ad judicem ecclesiasticum, pertinet, et in decisionibus earundem, et in his quæ ad cognitionem et decisionem pertinent earundem, videlicet in veniendo ad citationes, recipiendo dierum assignationes, et in aliis quæ ad cognitionem et decisionem pertinent, et ut sententias excommunicationis et interdicti ab ipso latas in ipsos observent, et ut obediant ei in omnibus aliis ad jus episcopale pertinentibus. Quicquid autem idem episcopus ab abbatissâ et conventu et clero et populo Jotrensi petit, petit salvo jure addendi, minuendi, mutandi. Istis autem petitionibus procurator abbatissæ et conventûs, cleri et populi Jotrensis in hunc modum respondit. DICUNT abbatissa et conventus monasterium Jotrense exemptum esse et subesse immediatè domino papæ in omnibus, et proprietatem totius jurisdictionis ecclesiasticæ in monasterio Jotrensi, nullo mediante, ad dominum papam pertinere, et usum esse monasterium longissimo tempore hâc libertate, sicut probabimus, si necesse fuerit, (1) per privilegia et testes et instrumenta. Et ideo dicunt abbatissa et conventus, quòd non tenentur obedire episcopo Meldensi (2) in visitationibus faciendis, nec in aliâ re pro visitatione faciendâ, in excessibus corrigendis, in causarum civilium vel spiritualium vel criminalium cognitionibus, nec in decisionibus earundem, nec tenentur venire ad citationes ipsius, nec recipere dierum assignationes, nec mandata vel statuta observare, nec ei processionem facere, quando primò accedit post consecrationem suam ad ecclesiam Jotrensem, nec aliàs ei in aliquibus ad episcopale jus pertinentibus obedire.

(1) Remarquez que les religieuses en faisant l'énonciation de leurs titres, ne disent point qu'elles aient des lettres-patentes.

(2) Elles nient que l'évêque ait droit de visite; mais sans lui en contester la possession, comme on va voir.

Item non tenetur ei abbatissa super præmissis vel aliquo præmissorum, vel aliquâ re in mundo obedientiam repromittere. Quod autem dicit episcopus se ipsum esse in possessione quantum (1) ad pœnitentias pro majoribus criminibus imponendas, negant abbatissa et conventus ipsum esse in possessione. Aliorum verò articulorum in quorum possessione dicit se esse idem episcopus, dicunt ipsum nullum jus habere in proprietate (2). Dicunt etiam abbatissa et conventus omnimodam justitiam ecclesiasticam et forensem in clero et populo Jotrensi pertinere ad abbatissam. Dicit clerus Jotrensis quòd non tenetur obedire episcopo Meldensi in visitationibus faciendis et in corrigendis excessibus et cognitionibus causarum tam civilium quàm spiritualium ac criminalium quarum cognitio ad episcopum diœcesanum, tanquam ad judicem ecclesiasticum, dicitur pertinere, nec in decisionibus earumdem, nec venire ad citationes ipsius, nec assignationes dierum accipere, nec mandata ejus observare, nec ei in aliquo obedire. Dicit populus Jotrensis omnimodam justitiam ecclesiasticam et forensem in populo Jotrensi pertinere ad abbatissam Jotrensem. Et ideo respondet per se idem quod clerus respondet per se, et quòd in nullo tenetur obedire Meldensi episcopo. Hæc omnia respondent abbatissa et conventus, clerus et populus Jotrensis; salvis privilegiis domini papæ, et salvo jure ecclesiæ Romanæ, et salvo jure addendi, minuendi, corrigendi et mutandi. Cùmque super iis fuisset coram judicibus à Sede apostolicâ delegatis diutius litiga-

(1) Remarquez que les religieuses ne contestent à l'évêque la possession que de ce qui regardoit la pénitence publique : tout le reste dont il est parlé ci-dessus n'est pas contesté, et par conséquent il est clair que l'évêque étoit demeuré en possession de la visite ; ce que la suite fera encore mieux paroître.

(2) Les religieuses énoncent que toute la juridiction temporelle et spirituelle appartient à l'abbesse ; mais la fausseté de cet énoncé paroît dans la suite.

tum, tandem utraque pars tam super iis de quibus actum extiterat, quàm etiam super omnibus aliis quæ quoquo modo poterant ratione proprietatis vel possessionis ad jus episcopale lege diœcesanâ vel jure communi, seu alio quocumque jure spectare (1), commiserunt se judicio, diffinitioni, seu ordinationi nostris sub iis formis. Omnibus præsentibus litteras inspecturis (2) Petrus Dei gratiâ Meldensis episcopus salutem in Domino. Noverit universitas vestra quòd cum inter nos ex una parte, et abbatisam et conventum, clerum et populum Jotrensem ex altera, super subjectione ipsius monasterii et eorundem cleri et populi, tam ex petitorio judicio quàm possessorio quæstio verteretur, quod monasterium cum eisdem clero et populo nobis dicebamus pleno jure subjectum, necnon et omni jure subjectionis ad nos et successores nostros tanquam loci diœcesanos lege diœcesanâ spectare, et posse in ipso monasterio, clero et populo Jotrensi liberè procuracionem recipere, visitacionem, correctionem, et omnia jura episcopalia exercere, quòd eadem abbatissa et conventus negantes, ipsum monasterium, clerum et populum Jotrensem asserebant ad jus et proprietatem ecclesiæ Romanæ nullo medio pertinere, super præmissis et omnibus aliis quæ possint ad jus episcopale spectare, de consensu decani et archidiaconorum et capituli nostri (3) commisimus nos judicio, diffinitioni, seu ordinationi venerabilis (patris) Romani sancti Angeli diaconi cardinalis, apostolicæ Sedis legati, in ipsum tanquam in legatum et judicem consentiendo,

(1) Il paroît ici et dans la suite, qu'il ne juge que par compromis.

(2) C'étoit Pierre de Cuissi.

(3) L'évêque se soumet volontairement au jugement du légat. Les religieuses parlent de même. D'où il s'ensuit que le cardinal n'agit pas comme légat en vertu de la délégation du pape, mais par compromis et par le consentement volontaire des parties, ce qui est décisif dans une cause où il s'agit d'un droit public.

promittentes nos iudicium, diffinitionem, seu ordinationem ipsius in perpetuum servare et nullo tempore contravenire : renuntiando omnibus iudiciis, commissionibus, processibus, et actis quæ nobis competebant vel competere possent in causa ista. In cuius rei testimonium, ad maiorem præmissorum omnium firmitatem, præsentibus litteris exinde confectas sigillo nostro duximus roborandas. Actum Meldis, anno Domini M. CC. vicesimo quinto, mense octobri. Omnibus præsentibus litteris inspecturis, Decanus Briensis et Meldensis archidiaconi, totumque Meldensis ecclesiæ (capitulum) salutem in Domino. Noverit universitas vestra nos litteras venerabilis patris Petri episcopi nostri sigillo sigillatas inspexisse formam huiusmodi continentis. Petrus Dei gratiâ Meldensis episcopus, etc., *ut superius continentur*. Nos igitur præscriptarum litterarum tenore diligenter inspecto, factum dicti episcopi nostri in hac parte approbavimus et ratum habuimus nostrum super præmissis omnibus impartientes assensum. In huius itaque rei evidentiam sigilla nostra præsentibus duximus litteris appendenda. Actum Meldis, anno Domini M. CC. vicesimo quinto, mense octobri. Omnibus præsentibus litteris inspecturis, abbatissa et conventus, clerus et populus Jotrensis, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quòd cum inter nos ex unâ parte, et venerabilem patrem Petrum episcopum Meldensem ex alterâ, super subiectione nostrâ tam petitorio iudicio quàm possessorio quæstio vertetur, cum idem episcopus assereret Jotrense monasterium et nos pleno iure sibi subesse, necnon et omni iure successionis ad ipsum et successores ipsius tanquam loci diocesanos lege diocesanâ spectare, et posse in ipso monasterio et nobis liberè procuracionem recipere, visitationem, correctionem, et omnia iura episcopalia exercere, quod nos negantes, dictum monasterium Jotrense asserabamus ad ius et proprietatem ecclesiæ Romanæ

nullo medio pertinere, super præmissis et omnibus aliis quæ possent ad jus episcopale spectare, commisimus nos iudicio, diffinitioni, seu ordinationi venerabilis patris Romani sancti Angeli diaconi cardinalis, apostolicæ Sedis legati, in ipsum tanquam in legatum et iudicem consentiendo, promittentes nos iudicium, diffinitionem, seu ordinationem ipsius in perpetuum servare et nullo tempore contravenire; renuntiando omnibus iudiciis, commissionibus, processibus, et actis quæ nobis competeant vel competere possent in causâ istâ. In cuius rei testimonium, ad maiorem præmissorum omnium firmitatem, præsentis litteras exinde confectas nos abbatisa et conventus sigillis nostris duximus roborandas. Nos verò clerus et populus, quia sigillum proprium non habemus, eisdem sigillis abbatisæ et conventus fidem volumus omnimodam adhiberi. Actum Meldis anno Domini m. cc. xxv, mense octobri. Nos autem rationibus utriusque partis diligenter auditis, inspectis Jotrensium monasterii (1) privilegiis, habito etiam super hoc cum viris prudentibus diligenti tractatu, pronuntiamus, diffinimus, et ordinamus quòd abbatisa et conventus monasterii Jotrensium (2) chrisma, oleum sanctum (3), consecrationes altarium seu basilicarum (4), benedictiones

(1) Le cardinal, non plus que les religieuses, n'énonce dans le vu des pièces que les privilèges : nouvelle preuve qu'on n'a point produit de lettres-patentes.

(2) Sous le chrême, la confirmation qui appartient au caractère pontifical, est réservée à l'évêque aussi bien que l'ordination l'est dans la suite; mais les religieuses n'ont jamais appelé l'évêque pour donner ce sacrement, et ont entrepris de le faire administrer par d'autres.

(3) Les religieuses ont elles-mêmes produit des actes où il paroît que, loin d'appeler l'évêque, elles ont fait entreprendre des bénédictions et des consécrations de leur cloître et de leur église par d'autres évêques.

(4) Il est inoui qu'on ait parlé à l'évêque de la réception des filles, loin de l'inviter à les bénir.

monialium, et (1) ordinationes clericorum qui ad ordines fuerint promovendi à dicto Meldensi episcopo et successoribus suis suscipiant et non ab aliis, siquidem catholicus fuerit et gratiam atque communionem apostolicæ Sedis habuerit, et ea gratis et sine difficultate voluerit exhibere. Alioquin liceat eis quemcumque voluerint catholicum adire antistitem, qui eis licenter exhibeat postulata. Quando verò episcopum Meldensem ab eisdem abbatissâ et conventu propter hæc exequenda contigerit evocari, dictus episcopus exhibeatur honestè, cùm nullus teneatur secundum Apostolum suis stipendiis militare. Cæterùm abbatissa à quocumque maluerit episcopo absque professione et promissione cujuslibet obedientiæ liberè consecratur. In omnibus autem aliis dictum monasterium Jotrense, cum universo clero et populo villæ et parochiæ Jotrensis sibi subjectis pronuntiamus, diffinimus et ordinamus ab omni jure et jurisdictione episcopali et omnimodâ subjectione Meldensis ecclesiæ omnino (2) liberum et exemptum, ita quòd in eisdem monasterio, clero et populo prædictis seu personis aliquibus monasterii, villæ et parochiæ Jotrensis dictus episcopus, ecclesia Meldensis, seu quæcumque alia Meldensis ecclesiæ persona, nec procurationem eidem episcopo aliquando à Sede apostolicâ (3) adjudicatam, nec aliud quodcumque præter præ-

(1) Quand les évêques de Meaux ont fait les ordres à Jouarre, on en a tiré un acte de non préjudice au mépris de l'ordre épiscopal, et la pièce en a été lue à l'audience.

(2) Le cardinal n'accorde au clergé et au peuple que la liberté et l'exemption; ce qui est bien éloigné de la juridiction active spirituelle que prétendoient les religieuses ci-dessus. Le prétendu privilège présenté à Innocent III, ne contenoit rien davantage; mais l'abbesse et les religieuses ont usurpé la juridiction active qu'on ne leur a jamais donnée.

(3) Il est clair par ces paroles, que le droit de procuration et de visite qui comprend toute juridiction, avoit été adjugé à l'évêque par le pape, et qu'il en étoit en possession au temps de cette sentence.

missa sibi valeat aliquatenus vindicare ; salvis duobus modiis quos habet episcopus in granchia (1) de Troci, quæ est ecclesiæ Jotrensis, et cera Thesaurarii Meldensis. Sanè ordinamus quòd dicti abbatissa et conventus decem et octo modios bladi decimalis ad mensuram Meldensem, duas partes hibernagii, et tertiam partem avenæ, annuatim episcopo memorato suisque successoribus in perpetuum persolvent apud (2) Malleum, infra Purificationem beatæ Mariæ. Et si decima ejusdem villæ ad dicti bladi persolutionem non sufficeret, residuum infra dictum terminum apud Troci solvetur in decima quam ibi habet ecclesia Jotrensis ; ita quòd si bladum hujusmodi aliquibus decimis Meldensis diœcesis abbatissa et conventus Jotrensis justo modo poterint adipisci, episcopus contractui suum impertiri teneatur assensum, et ipsum bladum taliter acquisitum accipiens, illo solo debeat esse contentus, ita quod tantundem sibi valeat quantum valebit in locis superius annotatis. In decimis sanè quæ sunt de feudo episcopali non tenebitur suum præstare consensum, si ipse vellet eas redimere. In his enim ipse episcopus præferetur. Hanc autem ordinationem (3) partes ratam habuerunt, et expressè consenserunt in ipsam. Nos verò volentes ipsius ordinationis notitiam ad posterum pervenire, ut futuris temporibus inviolabiliter observetur, præsentem paginam exinde confectam sigillo nostro duximus roborandam. Actum Meldis, anno Domini M. CC. XXV. mense novembri, pontificatûs Domini Honorii papæ III anno decimo.

Romanus miseratione divinâ sancti Angeli diaconus cardinalis, apostolicæ Sedis legatus, omnibus præsentibus

(1) On ne fera ici aucune remarque sur les droits temporels qui sont conservés à l'évêque, parce que c'est une affaire à part.

(2) Mai, village du diocèse de Meaux.

(3) Le cardinal déclare qu'il a prononcé du consentement des parties.

litteras inspecturis , salutem in Domino. Noverit universitas vestra , quòd nos inter venerabilem patrem episcopum Meldensem et abbatissam et conventum , clerum et populum Jotrensem , ordinationem quamdam deliberatione providâ fecimus , eamque in scriptis redactam et à partibus ⁽¹⁾ approbatam nostri ⁽²⁾ sigilli duximus munimine roborandam. Verùm antequam protulissemus eamdem , retinuimus nobis expressè de auctoritate nostrâ et communi partium assensu liberam potestatem declarandi et interpretandi si quid in eâdem ordinatione repertum fuerit dubium vel obscurum. Actum Parisiis , anno Domini M. CC. XXV , II nonas novembris.

FAITS RÉSULTANS DE CETTE PIÈCE.

1. Que le cardinal a autorisé un privilège non confirmé par le roi et sans ses lettres-patentes.

2. Que , quoique légat , il agit sans pouvoir du pape , et qu'il n'a d'autorité que du consentement des parties dans une affaire de droit public.

3. Que la sentence n'est point autorisée par la puissance publique , et n'oblige que ceux qui ont consenti , sans que l'obligation passe aux successeurs.

4. Que les religieuses ayant exigé d'un évêque de dures conditions , n'ont pas exécuté le peu qu'elles lui avoient promis.

5. Que contre leur propre titre , soit qu'on le prenne dans cette sentence , soit qu'on le prenne

(1) Nouvelle déclaration qu'il prononce du consentement des parties.

(2) On voit la sentence bien soigneusement rédigée , scellée , rapportée dans toute son intégrité ; rien n'y manque : on auroit rapporté de même l'homologation , s'il y en avoit.

dans l'énoncé du chapitre *Ex parte*, elles ont usurpé sur le pape même la juridiction active réservée à son siège, et que personne ne leur avoit accordée.

6.^o Qu'on prive l'évêque de la possession de la visite que le pape lui avoit adjudgée, quoique les religieuses n'eussent jamais été ni pu être en possession de leur prétendu privilège, qui, en le supposant véritable, ne pouvoit avoir tout au plus que vingt ou vingt-cinq ans, comme il paroît par la pièce VII.

7.^o Qu'on le dépouille pareillement du droit de bénir l'abbesse, où les papes Innocent III et Honoré III l'avoient maintenu, pièces XIII et XIV.

MOYENS D'ABUS ET DE DROIT RÉSULTANS DE
CES FAITS.

DE ces faits, six moyens d'abus et de droit indubitables.

I.^{er} MOYEN.—Que le cardinal a jugé sans que toutes les parties fussent appelées, puisqu'il ne paroît ici que l'évêque et le chapitre, au lieu qu'il falloit encore appeler le métropolitain et le primat, qui avoient pareil intérêt que l'évêque à la juridiction. En effet, il paroît par le chapitre, *Cum à nobis : de arbitris*, qui est de Grégoire IX, et beaucoup après cette sentence, que le métropolitain prétendoit encore ses droits, et que la difficulté fut terminée par une sentence arbitrale dont le contenu ne se trouve point dans ce chapitre, que les religieuses ne rapportent pas, et dont on ne sait rien du tout. Pour le primat, il n'en a jamais été parlé.

II.^e MOYEN.—Que le privilège de Jouarre est

destitué de lettres-patentes; ce qui est essentiel par l'article 71 de nos libertés, que *nul monastère, église, collège ou autre corps ecclésiastique ne peut être exempt de son ordinaire, pour se dire dépendre immédiatement du saint Siège, sans licence et permission du roi*. La maxime a été constante dès l'origine de la monarchie, comme il paroît par la première et seconde formule de Marculphe, livre 1.^{er}, où la première est le formulaire du privilège de l'évêque, et la seconde est le formulaire du consentement du roi.

Il ne faut point dire qu'on doit présumer qu'il y a eu des lettres patentes par la règle *In antiquis, etc.*; car 1.^o il n'y a pas à présumer qu'il y en ait eu, puisqu'on voit qu'il n'y en a pas; 2.^o s'il étoit dit qu'il y en eût, on présumerait tout au plus par cette règle qu'elles seroient en bonne forme; mais il faudroit donc qu'on en parlât, autrement il n'y a rien à présumer sur ce qui n'est pas; 3.^o cette maxime n'a lieu que dans les choses favorables où l'on peut s'aider de présomptions, mais non pas dans les exemptions qui sont d'un droit étroit et odieux.

III.^e MOYEN. -- Qu'une sentence arbitrale de cette nature étoit sujette à homologation ou ratification du supérieur; autrement ce n'est qu'un acte particulier destitué de toute autorité publique, par conséquent nul pour les successeurs dans une matière où il s'agit d'un droit public comme celui de l'épiscopat.

IV.^e MOYEN. -- Que l'abbaye de Jouarre ne peut s'aider de sa possession pour soutenir sa juridiction

active, puisque c'est une possession de mauvaise foi contre son propre titre, c'est-à-dire, contre le prétendu privilège énoncé au chapitre *Ex parte*, et contre la sentence arbitrale où l'on ne fait nulle mention de juridiction active : de sorte qu'il est constant que les abbesses de Jouarre ont usurpé ce droit sur le pape même qui se l'étoit réservé.

V.^e MOYEN. — Sentence non exécutée par les religieuses mêmes qui n'ont jamais appelé l'évêque pour confirmer, pour bénir et consacrer les églises, ni pour bénir les religieuses, et au contraire, ont entrepris de faire faire toutes ces fonctions par d'autres évêques; ce qui montre encore que leur possession est une entreprise contre leur titre.

VI.^e MOYEN. — Les religieuses n'ont pas même exécuté la sentence au sujet de leur exemption et dépendance immédiate. La dépendance immédiate ne dit pas seulement ne pas reconnoître l'évêque, mais encore reconnoître le pape et être gouverné par son autorité. Or, on ne montre dans tout ce procès aucun acte de juridiction exercée par le pape, ni par lui-même, ni par ses délégués; de sorte que les religieuses n'ont aucune possession que celle de n'avoir eu aucun supérieur, qui est une possession vicieuse et réprouvée par les chapitres *Cum non liceat*, et *Cum ex officio : de præscrip.*

VII.^e MOYEN. — Il résulte de tout cela que le monastère de Jouarre n'a dans le fond aucun privilège ni exemption.

Le privilège doit être représenté par les chapitres, *Repetimus et Porrò : de privilegiis.*

Quand un privilège se perd par quelque malheur, le droit a pourvu au moyen de le rétablir en produisant des témoins qui assurent de l'avoir vu de telle et telle teneur : *Talem dicti privilegii fuisse tenorem. Ext. Cum olim : de privilegiis*. Il n'y a rien de tout cela dans ce procès : nulle plainte du privilège perdu, nulle preuve de ce qu'il contenoit; l'énoncé d'Innocent III est de nul effet, comme on a vu; celui du cardinal Romain n'est pas meilleur ni de plus grand poids. Il est constant que l'évêque étoit toujours demeuré en possession du droit de visite, qui emporte l'entière juridiction, et qu'il y étoit encore lorsque la sentence fut prononcée. Il n'est pas moins certain que le droit de bénir l'abbesse, dont la sentence le dépouille, n'avoit reçu aucune atteinte jusqu'à l'an 1209 et 1220, comme il paroît par les papes Innocent III et Honoré III.

Ainsi deux choses étoient constantes : l'une que le privilège étoit tout nouveau et ne pouvoit pas avoir plus de vingt-cinq ans; l'autre que les religieuses n'en avoient jamais joui, et que l'évêque étoit demeuré en pleine possession. Par conséquent dans le fond il n'y avoit rien de plus caduc que ce privilège. La sentence du légat étoit si foible, que le cardinal fut contraint d'en mettre le fort dans le consentement des parties, et qu'on n'osa même pas en demander la ratification au pape ni à aucune puissance publique. On voit par toutes les pièces, que les religieuses ne se soutenoient que par la faveur des légats. Premièrement par celle du cardinal d'Ostie, qui tâcha de dépouiller les évêques

ques du droit de bénir l'abbesse par une entreprise contraire aux décrets d'Innocent III et Honoré III, et secondement du cardinal Romain qui pouvoit tout en France, et qui faisoit son affaire propre de celle des exemptions en général, et des religieuses de Jouarre en particulier, comme il seroit aisé de le faire voir. L'évêque fut obligé de céder à une si grande autorité et à la politique qui régnoit alors, où l'on ne songeoit qu'à étendre les exemptions. De cette sorte, le plus nouveau, le moins établi et le plus foible de tous les privilèges est devenu le plus outré qu'on vît jamais ; mais aussi se détruit-il par son propre excès.

Voilà les moyens de droit qui résultent des faits constans dans ce procès contre le privilège de Jouarre. Quoiqu'ils soient certains dans les règles, ce n'est pas le fort de la cause de M. l'évêque de Meaux, et il a pour lui les conciles œcuméniques de Vienne et de Trente ; ce dernier expressément reçu en ce chef par l'ordonnance de Blois, et l'un et l'autre dérogent en termes formels à tout ce qui a précédé contre le droit de l'évêque.

Sur le Cartulaire de Meaux.

C'EST un livre constamment d'environ quatre cents ans, qui a été originairement dans les archives du chapitre de Meaux, qui s'est égaré dans un procès, et qui après avoir passé par les plus curieuses bibliothèques, a été mis par les mains fidèles de M. d'Herouval et de M. Joly, chantre de Notre-Dame de Paris, dans la bibliothèque de cette église

métropolitaine de Meaux. Il a été manié de tous les savans sans avoir reçu aucune atteinte; tout le monde a puisé dedans, et l'avocat même de madame de Jouarre a loué les pièces imprimées par M. Baluze, que ce savant auteur n'a puisées que de là. Il ne doit être suspect à personne, puisqu'il contient également ce qui est pour et ce qui est contre l'évêque de Meaux, comme la sentence arbitrale; et enfin il est consacré par la foi publique.

~~~~~

---

## CHANGEMENT DE DISCIPLINE ET MODÉRATION DES EXEMPTIONS

PAR LES CONCILES DE VIENNE ET DE TRENTE.

*Décret du concile œcuménique de Vienne dans la  
Clémentine, Attendentes: De statu monachorum.*

SACRO approbante concilio duximus statuendum : ut singula monialium monasteria per ordinarios ; exempta videlicet , quæ ita Sedi apostolicæ quod nulli alii subjecta nascuntur , apostolicâ ; non exempta verò , ordinariâ auctoritate ; exempta alia per alios quibus subsunt , annis singulis debeant visitari,.... privilegiis , statutis et consuetudinibus quibuslibet in contrarium minimè valituris.

*Le même traduit en français.*

NOUS avons trouvé bon d'ordonner , avec l'approbation du saint concile , que les monastères des religieuses , chacun en particulier , fussent visités tous les ans par les ordinaires ; à savoir , ceux qui sont exempts et tellement soumis au saint Siège , qu'ils ne reconnoissent d'autre supérieur , avec l'autorité apostolique ; ceux qui ne sont pas exempts , par l'autorité ordinaire ; et les autres exempts , par ceux auxquels ils sont soumis.... sans qu'aucuns privilèges , statuts et coutumes à ce contraires puissent l'empêcher.

*Décret du concile de Trente , session xxv,  
de reformatione , chapitre ix.*

MONASTERIA sanctimonialium , sanctæ Sedi apostolicæ subjecta , etiam sub nomine capitulorum sancti Petri ,

vel sancti Joannis , vel aliàs quomodocumque nuncupentur , ab episcopis tanquam dictæ Sedis delegatis gubernentur , non obstantibus quibuscumque. Quæ verò à deputatis in capitulis generalibus vel ab aliis regularibus reguntur , sub eorum curâ et custodiâ relinquuntur.

*Le même traduit en français.*

QUE les monastères des religieuses , soumis immédiatement au saint Siège , même au nom des chapitres de saint Pierre ou de saint Jean , ou de quelque autre manière que ce soit , soient gouvernés par les évêques , comme délégués du même saint Siège ; nonobstant toutes choses à ce contraires. Quant à ceux qui sont régis par les députés des chapitres généraux ou autres réguliers , ils demeureront sujets à leurs soins et à leur conduite.

## REMARQUES.

### §. I.

ON voit ici trois sortes de monastères : les uns exempts , qui sont soumis à des supérieurs et à un gouvernement réglé , comme ceux qui dépendent de Cîteaux ou de quelque autre congrégation ; les autres exempts , qui n'ont point de semblable gouvernement et ne sont point en congrégation , comme le monastère de Jouarre prétendoit être ; et enfin les autres non exempts. Les premiers , qui sont en congrégation et soumis à un gouvernement réglé , sont laissés en leur état ; les autres , exempts ou non exempts , sont soumis à l'ordinaire , auquel , pour gouverner ceux qui sont supposés exempts , l'autorité du pape est transmise , comme il paroît par les termes de ces conciles.

On voit aussi par les décrets des mêmes conciles ,

qu'ils n'exigent des évêques aucune sommation ni diligence précédente pour rentrer dans le droit de visiter et gouverner ces monastères : mais qu'ils y rentrent pleinement, dès qu'ils trouvent ces monastères sans aucuns supérieurs réglés : *Per ordinarios..... debeant visitari*, dit le concile de Vienne ! *Ab episcopis..... gubernentur*, dit celui de Trente.

Par-là il paroît encore que l'esprit des conciles est que ces monastères soient soumis à un gouvernement et à des supérieurs réglés, tels que sont ou les évêques ou les supérieurs d'une congrégation canoniquement établie ; tout le reste est contraire à l'esprit de ces conciles et de l'Eglise. :

On voit encore par tout cela que la discipline établie par le concile de Trente n'étoit pas nouvelle, puisqu'il ne fait que reprendre et exécuter ce qui avoit été réglé dans le concile de Vienne.

On voit enfin qu'on ne peut plus alléguer ni privilège ni possession, ni accord ou transaction, ni sentence pour soutenir ces privilèges, puisque deux conciles œcuméniques ont prononcé qu'on n'y auroit aucun égard : *Privilegiis, statutis, et consuetudinibus quibuslibet in contrarium minimè valituris*, comme dit le concile de Vienne, ou comme dit celui de Trente : *non obstantibus quibuscumque*.

Les motifs de ces décrets de Vienne et de Trente ont été :

1.<sup>o</sup> Les désordres des monastères à qui leur prétendue exemption ne servoit qu'à les rendre indépendans de toute puissance ecclésiastique, et à y établir l'impunité.

2.<sup>o</sup> Les clameurs de toute la chrétienté contre ces déréglemens.

3.<sup>o</sup> La décharge de la conscience du pape, qui ne pouvoit de si loin et parmi tant d'affaires, ni s'occuper du gouvernement de ces monastères, ni s'en reposer mieux que sur les évêques qui en étoient chargés naturellement.

4.<sup>o</sup> Pour éviter les procès sur les prétendues exemptions, les conciles et les papes n'y ayant pu trouver de meilleur remède que celui de transmettre aux évêques, en tant que besoin seroit, l'autorité apostolique, pour la joindre avec celle qui leur appartenoit par leur caractère.

## §. II.

On ne peut pas douter que ces décrets des conciles de Vienne et de Trente ne soient approuvés et confirmés par les papes.

Clément V a prononcé lui-même dans le concile de Vienne où il étoit en personne, la Clémentine *Attendentes*.

Pie IV a expressément confirmé le concile de Trente par sa bulle *Benedictus Deus*. Le même pape a aussi nommément révoqué tous privilèges émanés du saint Siège, en tant qu'ils seroient contraires aux décrets du même concile, par sa bulle *In principis Apostolorum Sede*. Les autres papes ont fait plusieurs décrets semblables.

## §. III.

Ainsi on ne peut pas objecter que ces décrets du concile ne sont pas reçus dans le royaume; car

1.<sup>o</sup> on n'a pas besoin d'acceptation particulière des choses où l'on ne fait que rentrer dans le droit commun.

2.<sup>o</sup> Il suffiroit pour faire casser les privilèges , en tant que contraires au concile de Trente , que le pape eût approuvé ce concile où ils ont été révoqués, comme on a vu, *non obstantibus quibuscumque*.

3.<sup>o</sup> Les papes ont bien plus fait, puisqu'ils les ont révoqués eux-mêmes comme on vient de dire.

4.<sup>o</sup> Les choses de pure grâce, et qui dérogent au droit commun , n'ont besoin pour être éteintes, que de la soustraction de la puissance qui les donne; ainsi la révocation a son effet dès qu'elle est faite, sans qu'il soit besoin du consentement ni de l'acceptation de personne.

5.<sup>o</sup> Cette révocation est une espèce d'abdication de la part du pape de tous les droits que ces privilèges pouvoient lui avoir acquis sur ces monastères; et en effet, dans le fait il n'y fait rien, et n'en prend aucun soin, parce qu'il s'en est déchargé sur la conscience des évêques, qui dès-là en demeurent chargés.

6.<sup>o</sup> Et néanmoins il est certain pour comble de droit, que ce décret du concile est expressément accepté par l'ordonnance de Blois, comme on va voir.

#### Article xxvii de l'ordonnance de Blois.

Tous monastères qui ne sont sous chapitres généraux, et qui se prétendent sujets immédiatement au saint Siège apostolique, seront tenus dans un an se réduire à quelque congrégation de leur ordre en ce royaume, en laquelle seront dressés statuts, et commis visitateurs pour faire

exécuter, garder et observer ce qui aura été arrêté pour la discipline régulière; et en cas de refus ou délai, y sera pourvu par l'évêque.

### REMARQUES.

Les parties ont prétendu que cette ordonnance n'étoit que comminatoire, et qu'avant que de réduire les monastères qui se prétendent exempts à leur obéissance, les évêques étoient tenus à faire des diligences pour les obliger à se mettre en congrégation. On trouvera dans la suite un mémoire exprès pour détruire cette prétention, et on dira seulement ici en abrégé :

1.<sup>o</sup> Que le dessein de l'ordonnance est d'entrer dans l'esprit du concile, qui, comme on a vu, n'a exigé des évêques aucune diligence; mais leur ordonne de gouverner les monastères même exempts, dès qu'ils ne les trouvent pas-soumis à un gouvernement réglé.

2.<sup>o</sup> Les termes de l'ordonnance, *il y sera pourvu par l'évêque*, sont relatifs à ce qui a été dit auparavant, *qu'il seroit dressé des statuts et commis des visiteurs* par les congrégations auxquelles les monastères se seroient réduits; c'est-à-dire, que de plein droit l'évêque feroit ces choses; ce qui revient à ce que dit le concile, *que ces monastères seront gouvernés par les évêques*.

3.<sup>o</sup> L'esprit du concile et de l'ordonnance étoit d'en revenir le plus près qu'il se pouvoit du droit commun, dont le changement avoit été cause de tous les inconvéniens qu'on avoit vu arriver.

4.<sup>o</sup> Obliger les évêques à faire des diligences pour



réduire les monastères en congrégations indépendantes, c'eût été, loin d'établir leur autorité, comme on en avoit le dessein, leur faire faire des actes et des diligences contre eux-mêmes.

5.<sup>o</sup> C'eût été faire regarder comme une peine le retour à la juridiction ordinaire, qui au contraire étoit le bien qu'on leur vouloit procurer.

6.<sup>o</sup> Aussi dit-on dans l'ordonnance, que les monastères *seront tenus* de se mettre en congrégation, et non que les évêques les y contraindront.

7.<sup>o</sup> Les termes de l'ordonnance, *en cas de refus ou délai*, font voir que l'intention est de remettre les monastères sous les évêques, faute de se mettre en congrégation, non-seulement s'ils le refusent en étant requis, mais encore s'ils diffèrent en quelque manière que ce soit.

8.<sup>o</sup> L'intention de l'ordonnance, comme celle du concile, n'étoit pas d'obliger à des procédures qui tirent les affaires en longueur, mais d'apporter un prompt remède à un mal pressant.



---

## BREFS APOSTOLIQUES,

Par lesquels les sieurs Boust et Vinot, et ensuite M. l'archevêque de Paris sont commis visiteurs du monastère de Jouarre.

*Bref adressé aux sieurs Boust et Vinot, docteurs de Sorbonne.*

INNOCENTIUS PP. XI. ad futuram rei memoriam. Pro spero felicique monasterii monialium de Jouarre<sup>(1)</sup>, Sedi apostolicæ, ut asseritur, immediatè subjecti, ordinis sancti Benedicti, Meldensis diœcesis, regimini et gubernio quantum nobis ex alto conceditur, providere, et regularem disciplinam ubi benedicente Domino viget, firmius constabiliri, sicubi verò exciderit, opportunis rationibus restitui<sup>(2)</sup>, piisque carissimi in Christo filii nostri Ludovici Francorum regis christianissimi votis in idipsum laudabiliter tendentibus favorabiliter annuere cupientes, ac de dilectorum filiorum Guidonis Boust professoris in collegio Sorbonæ, et Francisci Vinot ex collegio Navarræ, doctorum facultatis theologiæ Parisiensis, probitate, integritate, prudentiâ, doctrinâ, caritate et religionis zelo plurimum confisi, et eorum singulares personas à quibusvis excommunicationis, suspensionis et interdicti, aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris et pœnis à jure vel ab homine quâvis occasione vel causâ latis, si quibus quomodolibet innodati existunt, ad effectum præsentium duntaxat consequendum, harum serie absolventes et

(1) On n'énonce pas absolument que le monastère soit exempt; mais qu'on dit qu'il l'est, *ut asseritur*.

(2) Ce n'est pas le pape qui pourvoit d'office à la visite de ce monastère; c'est le Roi, et non pas les religieuses, qui demande des visiteurs.

absolutos fore censentes, supplicationibus memorati Ludovici regis nomine nobis super hoc humiliter porrectis paternâ benignitate inclinati : eosdem Guidonem et Franciscum in visitatores apostolicos supradicti monasterii Monialium *de Jouarre*, cum facultatibus necessariis et opportunis, ut monasterium ipsum (1) tam in capite quàm in membris, ad præscriptum sacrorum canonum et (2) concilii Tridentini ac apostolicarum et ordinis prædicti constitutionum, auctoritate nostrâ apostolicâ visitent, corrigant atque reforment, eâdem auctoritate tenore præsentium constituimus et deputamus. Decernentes easdem præsentis litteras firmas, validas et efficaces existere et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere, ac illis ad quos et quas spectat et spectabit in futurum plênissimè suffragari, et ab eis respectivè inviolabiliter observari, sique in præmissis per quoscumque iudices ordinarios et delegatos, etiam causarum palatii apostolici auditores, judicari et definiri debere, ac irritum et inane, si secus super his à quocumque, quâvis auctoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari (3); non obstantibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis, ac quatenus opus sit monasterii et ordinis prædictorum etiam juramento, confirmatione apostolicâ, vel quâvis firmitate aliâ roboratis, statutis et consuetudinibus, et privilegiis quoque, litteris et indultis, et litteris apostolicis, aut contrariis præmissorum quomodolibet concessis, confirmatis et innovatis; quibus omnibus et singulis illarum tenore, præsentibus pro plênè et sufficienter expressis, et ad verbum insertis habentes, illis alias in suo robore permansuris ad præmissarum effectum, hâc vice duntaxat, specialiter et expressè

(1) Le monastère devoit être réformé dans le chef et dans les membres.

(2) Le pape, loin de déroger au concile de Trente, en ordonne l'exécution.

(3) Notez encore que le pape ne déroge pas au concile de Trente.

derogamus, cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud S. Mariam Majorem, sub annulo Piscatoris, die XXIII octobris M. D. C. LXXIX. Pontificatûs nostri anno quarto. *Et infra*, F. LUCIUS.

*Bref adressé à M. l'archevêque de Paris.*

INNOCENTIUS PP. XI venerabili fratri archiepiscopo Parisiensi, salutem et apostolicam benedictionem. Laudabilia fraternitatis tuæ in Ecclesiam Dei studia cum singulari prudentiâ, caritate, pastorali vigiliâ, dexteritate et religionis zelo, ac in nos et hanc sanctam Sedem fide et devotione conjuncta nos adducunt, ut ea quæ nobis maximè cordi sunt, tibi libenter committamus, firmâ spe et fiduciâ in Domino freti; te expectationi et desiderio de te nostris cumulâtè responsurum. Cùm itaque sicut (1) carissimi in Christo filii Ludovici Francorum regis christianissimi nomine nobis nuper expositum fuit in monasterio monialium *de Jouarre*, Sedi apostolicæ, ut asseritur, immediâtè subjecto, ordinis sancti Benedicti, Meldensis diœcesis, (2) aliquid inordinatum reperiatur, quod idem Ludovicus rex operâ tuâ (3) ad rectam monasticæ disciplinæ normam revocari plurimùm desiderat. Nos ipsius Ludovici regis piis votis hâc in re, quantum cum Domino possumus, favorabiliter annuere, ac regularem in dicto monasterio observantiam, ubi benedicente Domino viget, firmiùs constabiliri, sicubi verò exciderit, opportunis rationibus restitui cupientes; supplicationibus memorati Ludovici regis nomine nobis super hoc humiliter pœrecitis benignè inclinati, ac deputationem duorum visitatorum ejusdem monasterii, à nobis per quasdam nostras

(1) Le bref demandé au nom du roi.

(2) Il y avoit quelque désordre au monastère de Jouarre dont le roi désiroit la réformation.

(3) Ce désordre regardoit le spirituel et la règle de la discipline monastique.

in simili formâ breves litteras die xxiii octobris proximè præteriti expeditas, quarum tenorem præsentibus haberi volumus pro expresse factum, harum serie (1) revocantes, te supradicti monasterii monalium *de Jouarre*, superiorem et visitatorem apostolicum cum facultate monasterium ipsum per te ipsum vel (2) alium, seu alios viros idoneos, vitæ probitate, morum gravitate, prudentiâ, caritate et religionis zelo, aliisque ad id requisitis qualitatibus præditos à te deputandos, tam (3) in capite quàm in membris, ad præscriptum sacrorum canonum et (4) concilii Tridentini decretorum ac apostolicarum et ordinis prædicti constitutionum, auctoritate nostrâ apostolicâ visitandi, corrigendi, atque reformandi, ac cum aliis facultatibus necessariis et opportunis eâdem auctoritate tenore præsentium constituimus et deputamus. Decernentes easdem præsentis litteras firmas, validas et efficaces existere et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere, ac tibi et aliis ad quos et quas spectat et spectabit in futurum plenissimè suffragari, et ab eis respectivè inviolabiliter observari; sicque in præmissis per quoscumque iudices ordinarios et delegatos etiam causarum palatii apostolici auditores, judicari et definiri debere, ac irritum et inane, si secus super his à quoquam quâvis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari; (5) non obstantibus præmissis constitutionibus et ordinationibus apostolicis, necnon quatenus opus sit, monasterii et ordinis prædictorum etiam

(1) Le pape révoque le bref ci-dessus où les sieurs Boust et Vinot étoient commis visiteurs.

(2) Le pape donne pouvoir à M. l'archevêque de Paris de subdéléguer.

(3) On exprime que le monastère de Jouarre avoit besoin de réforme, tant dans le chef que dans les membres.

(4) Le pape ordonne l'exécution du concile de Trente.

(5) Le pape ne déroge pas au concile de Trente.

juramento, confirmatione apostolicâ, vel quâvis firmitate aliâ roboratis, statutis et consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis et litteris apostolicis in contrarium præmissorum quomodolibet concessis, confirmatis et innovatis : quibus omnibus et singulis illarum tenore præsentibus pro plenè et sufficienter expressis et insertis habentes, illis aliàs in suo robore permansûris ad præmissorum effectum, hâc vice duntaxat, specialiter et expressè derogamus, cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ, apud sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris, die VII februarii, M. DC. LXXX, pontificatûs nostri anno quarto. *Et infrâ signatum*, J. F. LUCIUS. *Et ai dos est écrit* : Venerabili fratri Francisco archiepiscopo Parisiensi.

## ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT

### SUR LE DERNIER BREF.

#### *Extrait des registres du Conseil d'Etat.*

Vu par le Roi, étant en son conseil, le bref de notre saint père le Pape, du septième février dernier, par lequel sa Sainteté a commis le sieur archevêque de Paris pour visiter et réformer le monastère des religieuses de Jouarre, ordre de saint Benoît, au diocèse de Meaux, avec pouvoir de subdéléguer un ou plusieurs commissaires; et voulant qu'il ait son effet, sa Majesté étant en son conseil, a ordonné et ordonne que ledit bref sera exécuté. Ce faisant, que par ledit sieur archevêque de Paris, ou ses subdélégés, il sera incessamment procédé à la visite et réforme dudit monastère des religieuses de Jouarre, et les ordonnances et réglemens qui seront faits par ledit sieur archevêque, ou ses subdélégés, pour raison de ce, exécutés nonobstant oppositions ou appellations, et sans préjudice d'icelles. Fait au conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu

à Saint-Germain-en-Laye, le vingt-septième d'avril mil six cent quatre-vingt. *Ainsi signé*, COLBERT. Et scellé.

## REMARQUES.

ON a fait dans le mémoire suivant des remarques particulières sur ce bref et sur l'arrêt. On observera seulement ici,

1.<sup>o</sup> Qu'il y avoit à Jouarre du désordre dans le spirituel, assez grand pour venir aux oreilles du roi, et pour être porté par le roi à celles du pape; et il paroît que ce monastère avoit besoin de réforme dans le chef et dans les membres.

2.<sup>o</sup> Le roi avoit fait visiter le monastère par M. de Saillant, prêtre de l'Oratoire, à présent évêque de Poitiers; et ainsi sa majesté étoit bien informée du mal de ce monastère qu'elle se crut obligée d'exposer au pape.

3.<sup>o</sup> Les religieuses protestèrent contre le bref adressé aux sieurs Boust et Vinot, lorsqu'ils firent leur visite à l'abbaye de Jouarre; à ce que, dirent-elles, l'exécution dudit bref ne pût nuire ni préjudicier à leurs immunités et exemptions, comme relevantes et dépendantes immédiatement de sa sainteté: ce qui paroît par l'acte de protestation passé par-devant Royer, notaire apostolique à Meaux, en date du 27 juin 1679; lequel est signé de celles qui sont aujourd'hui les premières de l'abbaye.

4.<sup>o</sup> Les sieurs Boust et Vinot ayant fait une seconde visite, sa Majesté confirmée dans la connoissance qu'elle avoit des besoins de ce monastère, les expose de nouveau au pape, et demande pour visiteur M. l'archevêque de Paris.

5.<sup>o</sup> Ce prélat ne voulut point se charger de cette commission ; ni il n'a accepté le bref, ni il ne l'a intimé au monastère de Jouarre, ni il n'a subdélégué comme il en avoit le pouvoir, ni il n'a fait aucune visite, ni aucun acte juridique en vertu de ce bref. On a lu à l'audience quelques lettres de compliment du même prélat, qui ont bien fait voir qu'il ne songeoit à aucune fonction ; de sorte que ce bref est demeuré entièrement sans exécution.

6.<sup>o</sup> Dix ans après le bref obtenu, l'abbesse et les religieuses, envers qui il n'a jamais eu d'exécution, s'avisent de vouloir s'en servir, et cela lorsque l'évêque fait sa charge : de sorte que tout l'effet de ce bref est de laisser les religieuses dans l'indépendance si l'évêque ne disoit mot, et de l'empêcher lorsqu'il feroit son devoir.

7.<sup>o</sup> Ce bref est si peu connu des abbesses et religieuses et si peu en leur pouvoir, que lorsqu'elles ont voulu s'en servir dans le procès, elles ont été obligées de le tirer par un compulsoire des registres du secrétariat de l'archevêché de Paris.

8.<sup>o</sup> Ce n'étoit donc point un bref qui eût eu la moindre exécution, puisqu'en ce cas le premier pas qu'il eût fallu faire, eût été de l'intimer aux religieuses. M. l'archevêque de Paris ne songeoit pas plus à s'en servir, puisqu'on le tire de lui par un compulsoire, et qu'il n'agit pas pour le faire valoir, n'ayant en aucune sorte paru dans la cause, et n'ayant fait aucune action pour revendiquer la juridiction.

9.<sup>o</sup> Selon toutes les maximes du droit, ce bref est suranné



suranné, et entièrement devenu caduc par la mort du pape déléguant avant toute exécution.

10.<sup>o</sup> L'arrêt du conseil n'a non plus été exécuté, ni même signifié.

11.<sup>o</sup> Ces brefs ne dérogent pas aux décrets des conciles de Vienne et de Trente, qui par conséquent demeurent en leur entier.

12.<sup>o</sup> Si l'évêque eût fait son devoir, le roi n'auroit pas songé à impétrer un tel bref contre l'esprit des conciles et de l'ordonnance, qui veulent que les monastères aient un gouvernement réglé.



---

---

# MÉMOIRE

POUR

MESSIRE JACQUES-BÉNIGNE BOSSUET,

ÉVÊQUE DE MEAUX,

CONTRE

Dame HENRIETTE DE LORRAINE, abbesse de Jouarre.

---

---

SUR L'ARTICLE XXVII

DE L'ORDONNANCE DE BLOIS,

ET SUR LE BREF DE L'ARCHEVÊQUE DE PARIS.

*Article XXVII de l'ordonnance de Blois.*

Tous monastères qui ne sont sous chapitres généraux, et qui se prétendent sujets immédiatement au saint Siège apostolique, seront tenus dans un an, se réduire à quelque congrégation de leur ordre en ce royaume, en laquelle seront dressés statuts et commis visitateurs, pour faire exécuter, garder et observer ce qui aura été observé pour la discipline régulière; et en cas de refus ou délai, y sera pourvu par l'évêque.

MADAME l'abbesse de Jouarre prétend que M. l'évêque de Meaux ne peut se prévaloir contre elle de cette ordonnance, parce qu'il ne l'a point sommée de s'agrèger.

Il répond que la sommation seroit nécessaire pour

la constituer en demeure, si l'ordonnance n'avoit point déclaré ce qui se doit faire, au cas que les monastères négligent de se réduire en congrégation dans un an; mais elle a dit : *Et en cas de refus ou délai, y sera pourvu par l'évêque.* S'il se présente donc un monastère qui ait différé plus d'un an à s'agréger, l'ordonnance ne porte pas qu'il sera sommé de le faire; elle veut en ce cas, que l'évêque y pourvoie. Dans le commencement de l'article, elle oblige les monastères à faire diligence de s'agréger dans un an; l'obligation leur en est imposée par ces mots, *seront tenus* : ce n'est pas l'évêque qui est chargé de poursuivre leur agrégation, ce sont les monastères auxquels il est enjoint d'y procéder.

Madame l'abbesse de Jouarre n'allègue point de causes canoniques pour excuser son monastère de ce qu'il n'y a point satisfait. Les abbesses qui l'ont précédée avoient bonne connoissance de l'ordonnance de Blois, qui avoit été publiée dans tous les bailliages du royaume dès l'an 1580. Cette loi les a interpellées de jour à autre de s'unir à quelque congrégation de leur ordre; cependant elles ont négligé de le faire pendant plus de cent ans; et après ce long temps, lorsque M. l'évêque de Meaux se présente pour exercer sa charge, madame l'abbesse de Jouarre soutient qu'elle n'est point en demeure de s'agréger, sous prétexte que les prédécesseurs de M. l'évêque de Meaux ne l'en ont point sommée. Ils n'y étoient point obligés : le terme d'un an limité aux monastères pour se réduire en congrégation, est purement et simplement une grâce à l'égard des monastères de religieuses, parce que le

concile de Trente ne le leur a point accordé. Il a distingué les monastères d'hommes, de ceux des filles : ceux-là ont eu un an pour s'agrèger, et ceux-ci n'ont eu aucun temps ; le concile en a remis tout le gouvernement aux évêques comme délégués du saint Siège (1). En voici le décret.

*Concilii Tridentini, sessione xxv, de Regularibus, caput ix.*

Monasteria sanctimonialium sanctæ Sedi apostolicæ immediate subjecta, etiam sub nomine capitulorum sancti Petri vel sancti Joannis, vel aliàs quomodocumque nuncupentur, ab episcopis, tanquam dictæ Sedis delegatis GUBERNENTUR, non obstantibus quibuscumque. Quæ verò à deputatis in capitulis generalibus, vel ab aliis regularibus reguntur, sub eorum curâ et custodiâ relinquuntur.

S'IL est porté dans le chapitre VIII qu'en cas de négligence de la part des monastères de s'agrèger, le métropolitain convoquera ceux de sa province pour en former une congrégation, madame l'abbesse de Jouarre n'en sauroit tirer avantage pour deux raisons : l'une, que cette convocation par le métropolitain n'a point été acceptée par l'ordonnance, ni reçue dans notre usage ; et l'autre, qu'elle ne regarde que les monastères d'hommes, parce que ceux des religieuses obligées à garder la clôture ne peuvent être convoqués, et que le concile règle dans le chapitre neuvième ci-dessus, qu'ils seront gouvernés par les évêques.

Il n'y a donc aucun moyen pour établir qu'il fût

(1) *Sess. xxv de Regul. cap. 8.*

nécessaire de sommer l'abbaye de Jouarre de s'agréger; elle en a été suffisamment interpellée par l'ordonnance. L'exception de cette sommation est d'autant moins recevable, que les choses ne sont plus entières lorsque madame l'abbesse de Jouarre la propose. Il y a une procédure commencée contre elle; l'évêque est rentré dans l'exercice de sa juridiction.

L'arrêt rendu le 10 janvier 1679 au profit de M. l'évêque de Luçon contre l'abbaye de la Grenetière, a nettement jugé qu'il n'étoit pas besoin de sommation pour soumettre les monastères qui se prétendoient exempts, à la visite du diocésain. Les religieux, prieur et couvent de la Grenetière se prétendant exempts de l'ordinaire, avoient refusé de recevoir M. l'évêque de Luçon pour visiter leur monastère; l'official de Luçon avoit décrété un ajournement personnel contre le prieur claustral et le sacriste. Ils en appelèrent comme d'abus, et pendant l'appel obtinrent du visiteur général de la congrégation des Bénédictins exempts de France, un décret par lequel leur communauté étoit unie à sa congrégation. M. l'évêque de Luçon étoit appelant comme d'abus de ce décret. Sur ces appellations comme d'abus respectives, l'arrêt prononce *qu'il n'y a abus dans la procédure faite contre les religieux; et sur l'appel comme d'abus de l'évêque, qu'il a été mal, nullement et abusivement procédé. Ce faisant, enjoint aux religieux de subir la juridiction et visite de l'évêque de Luçon, et les condamne aux dépens.*

Ces sommations ne furent point aussi jugées nécessaires lors de l'arrêt du 6 mars 1653 pour l'abbaye

de la Règle. Il déclare l'abbesse et religieuses sujettes à la visite et à toute autre juridiction et supériorité appartenantes à l'évêque de Limoges, sans avoir égard à l'intervention du syndic de l'ordre de Cluny, auquel elles s'étoient agrégées pendant le procès.

Un autre arrêt donné le 3 août 1679 a maintenu M. l'évêque d'Autun au droit de la juridiction épiscopale, sur le monastère, abbesse et religieuses de Saint-Andoche.

Madame l'abbesse de Jouarre n'est pas mieux fondée à soutenir que, quand il est dit dans l'ordonnance, qu'en cas que les monastères refusent ou diffèrent de s'agréger dans l'an, *il y sera pourvu par l'évêque*, ces termes, dit-elle, *il y sera pourvu par l'évêque*, ne signifient point que les monastères retourneront sous la juridiction de l'évêque; ils expriment seulement que l'évêque pourra les contraindre par son autorité, de s'unir à une congrégation pour se réformer. Cette explication ne s'accorde ni avec le pouvoir de l'évêque, ni avec les paroles et le sens de l'ordonnance; elle ne s'accorde pas avec le pouvoir de l'évêque, d'autant que, les monastères ayant laissé passer le temps qui leur est prescrit par l'ordonnance pour s'agréger, il n'est plus en la puissance de l'évêque de les y contraindre : la raison est qu'ils ne peuvent faire l'agrégation sans avoir préalablement obtenu des lettres-patentes pour être relevés du laps de temps porté par l'ordonnance, ils ne peuvent plus être agrégés sans avoir préalablement obtenu d'autres lettres qui leur permettent de s'unir à une congrégation, nonobstant

la déclaration du mois de juin 1671, enregistrée en parlement, qui défend à tous les parlemens de souffrir aucune union nouvelle de monastères à ces congrégations réformées, sans une permission préalable du roi. Or, il n'est point encore au pouvoir de l'évêque de donner cette permission; et ainsi ce n'a point été l'intention de l'ordonnance de le charger de procédures qui ne dépendoient aucunement de lui.

Si l'on réfléchit sur les paroles et sur le sens de l'ordonnance, on verra qu'elle a voulu que les monastères qui auroient négligé durant un an de s'agréger, fussent remis sous la juridiction de l'évêque. Car, pourquoi est-ce qu'elle leur a enjoint de se réduire à une congrégation de l'ordre? Elle déclare dans la seconde partie de l'article, que c'est afin *qu'il soit dressé des statuts dans la congrégation, et qu'il y soit commis des visiteurs, pour faire exécuter ce qui aura été arrêté pour la discipline régulière*; et prévoyant (dans la dernière partie de l'article) qu'il y auroit beaucoup de monastères qui ne voudroient souffrir ni statuts nouveaux de discipline régulière, ni visiteurs qui les fissent observer, elle a ajouté *qu'en cas de refus ou délai, il sera pourvu par l'évêque*: c'est-à-dire, que l'évêque pourvoira à la réformation du monastère, comme la congrégation auroit pu faire s'il s'y étoit uni. Il pourvoira à la discipline régulière en la même forme que les visiteurs de la congrégation auroient fait.

C'est ainsi que les conciles dont l'ordonnance est tirée la doivent faire expliquer. C'est ce que disent

les autres ordonnances qui l'ont précédée ou suivie , et c'est ce que les arrêts ont jugé. Le décret du concile de Trente ci-dessus imprimé, porte que les monastères de religieuses , soumis immédiatement au saint Siège , soient gouvernés par les évêques , *ab episcopis gubernentur* : et de prétendre qu'il n'est point reçu pour ce regard dans le royaume, c'est ce qui ne peut se soutenir. Cet article ne blesse point les libertés de l'Eglise gallicane ; il ne fait que renouveler le décret du concile général de Vienne , célébré dans le royaume à la poursuite de nos rois. La décision de ce concile rapportée dans la Clémentine *Attendentes : de statu Monachorum* , est conçue en ces termes : *Sacro approbante concilio, duximus statuendum, ut singula monialium monasteria per ordinarios : exempta videlicet, quæ ita Sedi apostolicæ quod nulli alii subjecta noscuntur, apostolicâ ; non exempta verò, ordinariâ auctoritate ; exempta alia per alios quibus subsunt, annis singulis debeant visitari : privilegiis, statutis, consuetudinibus in contrarium minimè valituris.* Ces derniers monastères sont ceux qui sont gouvernés par chapitres généraux en congrégation.

Voilà les réglemens faits par les deux conciles, dont l'ordonnance de Blois est tirée. Si l'on oppose qu'ils ne donnent pouvoir aux évêques de visiter les monastères de religieuses, qu'en qualité de délégués du saint Siège, on répond que cette délégation n'est point en usage dans le royaume. Les évêques ne sont pas de simples vicaires du saint Siège, ils sont fondés dans une autorité ordinaire ; et les arrêts ont jugé qu'ils ne pouvoient en ce cas, et



autres semblables, procéder comme délégués du saint Siége sans commettre abus, parce que ce seroit renverser les degrés de la juridiction ecclésiastique établis par le concordat.

L'ordonnance d'Orléans sert aussi pour interpréter celle de Blois. Elle veut, en l'article xi, que tous abbés et abbesses non étant chefs d'ordre, soient sujets à l'archevêque ou évêque diocésain, sans qu'ils puissent s'aider d'aucun privilège d'exemption.

On convient que l'ordonnance de 1629 n'est pas reçue dans l'usage pour avoir force de loi; mais comme elle a été composée sur les mémoires des Etats de 1614, et sur ceux de l'assemblée des notables de 1625, et qu'elle a été délibérée dans le conseil du roi, les réglemens qu'elle contient sont de grande autorité. Le roi y enjoint, par l'article iv, à tous prélats, tant réguliers que séculiers, de procéder dans six mois à la réformation des abbayes, prieurés et autres maisons de leurs diocèses, tant de religieux que de religieuses, non étant en congrégation réformée, y faire garder la règle monastique et clôture, conformément à l'ordonnance de Blois, nonobstant toutes réserves au saint Siége.

L'assemblée générale du clergé tenue en 1645, fit un réglement de discipline par lequel, exécutant les conciles et les ordonnances, elle arrêta, en l'article xxv, que tous monastères immédiatement soumis au saint Siége, qui ne seroient pas réduits en congrégation réformée dans le délai porté par le concile de Trente et par l'ordonnance de Blois, demeureroient sujets à la juridiction de l'évêque diocésain.

Enfin, les arrêts rendus pour les abbayes de la Grenetière, de la Règle et de Saint-Andoche, ci-dessus allégués, ont jugé que les religieux et les religieuses qui ne s'étoient point mis en congrégation, devoient subir la juridiction et visite de leur évêque; de sorte que toutes les lois civiles et ecclésiastiques concourent pour faire voir que quand l'ordonnance de Blois a voulu qu'en cas de refus ou délai par les monastères de s'agréger, il y fût pourvu par l'évêque, son intention a été que les monastères retournassent sous la juridiction des évêques.

Madame l'abbesse de Jouarre insiste que les évêques de Meaux ne se sont point présentés pour visiter son monastère depuis l'ordonnance de Blois, et ainsi que le pouvoir en est dévolu, par leur négligence, au métropolitain, du métropolitain au primat, et du primat au pape, lequel s'étant trouvé ressaisi de la juridiction, a pu députer par un bref M. l'archevêque de Paris pour visiteur de son abbaye.

M. l'évêque de Meaux répond que l'ordonnance n'a point préfini de temps dans lequel les évêques fussent tenus de visiter les monastères qui ne se seroient point agrégés. Elle a bien enjoint aux monastères de se réduire en congrégation dans un an; mais elle n'a pas déclaré, qu'en cas de refus ou délai, les évêques fussent tenus d'y pourvoir dans l'année suivante; elle a seulement statué qu'ils y pourvoiroient, sans leur imposer la nécessité de le faire dans un certain temps. C'est une circonstance qui montre que ce n'est point un cas sujet à dévolution, parce que la dévolution n'a lieu de l'inférieur

au supérieur, pour cause de négligence, que dans les cas où l'inférieur est obligé par la loi de faire un acte dans un certain temps : comme en matière de collations, l'évêque est tenu de pourvoir dans les six mois de la vacance, sinon le droit en est dévolu au métropolitain. Les électeurs doivent élire à une dignité dans les trois mois de la vacance, sinon leur pouvoir est dévolu au supérieur, auquel la confirmation de l'élection appartient : et de vouloir établir cette dévolution, ce seroit remettre les monastères sous la supériorité immédiate du pape, qui y a renoncé dans les conciles de Vienne et de Trente ; ce seroit faire chose directement contraire à l'ordonnance, qui a voulu que les monastères eussent un supérieur dans le royaume.

*Bref d'Innocent XI à M. l'archevêque de Paris.*

Pour le bref par lequel le pape a député M. l'archevêque de Paris, visiteur et réformateur de l'abbaye de Jouarre, il est important d'observer que le roi, avant de le solliciter, envoya visiter la communauté de Jouarre par un prêtre de l'Oratoire, à présent évêque. Madame l'abbesse de Jouarre ne rapporte point son procès-verbal, pour faire voir la régularité qu'elle observoit et faisoit observer dans sa maison. Le roi en ayant été informé, donna ordre à son ambassadeur à Rome d'obtenir un premier bref, par lequel les sieurs Boust et Vinot, docteurs en théologie, furent députés visiteurs apostoliques de l'abbaye de Jouarre. Ils y firent leur visite en vertu de ce bref ; mais ce second procès-verbal ne paroît point encore.

L'idée qu'on en peut concevoir est, que l'autorité de ces docteurs ne fut pas jugée suffisante pour faire ce qui concernoit au bien de l'abbaye ; c'est ce qui obligea le roi d'obtenir, le 6 février 1680, un second bref qui révoqua le premier, et députa M. l'archevêque de Paris commissaire apostolique pour visiter et réformer cette abbaye.

Le second bref expédié sur la réquisition du roi est fondé : *Cum aliquid reperiatur inordinatum in dicto monasterio* ; et dans la suite sont ces termes qui expliquent cet *inordinatum* : *Quod idem Ludovicus rex ad rectam disciplinæ monasticæ normam revocari plurimum desiderat.*

Les moyens pour montrer que ce bref ne sert de rien pour la décision de la cause, sont : 1.<sup>o</sup> Qu'il n'a été accordé qu'au roi seul. Il n'a point été concédé à madame l'abbesse de Jouarre, ni aux religieuses de son monastère. Elle n'est point saisie de l'original : et comme ce n'est pas une pièce qui lui appartienne, elle n'en a qu'une copie compulsée dans son sac ; de sorte que quand elle l'allègue, c'est l'exception d'un tiers dont elle se défend ; il n'y a que M. le procureur général qui le peut opposer à M. l'évêque de Meaux.

2.<sup>o</sup> M. l'archevêque de Paris n'a point jugé à propos d'exécuter ce bref depuis dix ans qu'il est expédié. Il n'y a point de procès-verbal par lequel il en ait accepté l'exécution ; il n'a point subdélégué suivant la faculté qu'il en avoit ; il n'a point envoyé de mandement de visite à l'abbaye de Jouarre ; il n'est point intervenant en la cause pour le soutenir. On dit seulement qu'il a écrit des lettres à

madame l'abbesse de Jouarre pour lui permettre de sortir. Ces lettres qui n'ont point été communiquées ni reconnues, ont été lues dans la réplique; mais ce sont plutôt des complimens et des honnêtetés que des permissions de sortir données à une religieuse. M. l'archevêque de Paris n'y prend point la qualité de commissaire apostolique; et ce n'est point par des lettres que l'exécution d'un bref s'accepte, il faut un acte juridique.

3.<sup>o</sup> Si un arrêt du conseil d'Etat en a permis l'exécution, il n'a pas été rendu sur la requête de madame l'abbesse de Jouarre pour qu'elle puisse s'en servir; c'est un arrêt donné sans réquisition d'aucune partie, et sans que M. l'évêque de Meaux ait été oui: le roi n'y a point fait défenses à tous juges de connoître des contestations qui naîtroient sur l'exécution de ce bref: il n'en a point réservé la connoissance à sa personne; et ainsi la cour a la liberté entière d'y prononcer.

4.<sup>o</sup> Ce bref n'a été accordé que sur le fondement que l'abbaye de Jouarre étoit exempte de l'ordinaire et sujette au pape, *ut asseritur*; cependant elle ne l'est point; c'est donc un bref nul et obreptice.

5.<sup>o</sup> Ce bref ne déroge point aux conciles de Vienne et de Trente, qui soumettent aux ordinaires tous les monastères de religieuses dépendans immédiatement du pape. L'arrêt du conseil d'Etat ne déroge point aussi aux ordonnances d'Orléans et de Blois, qui remettent tous les monastères non étant en congrégation sous la juridiction des évêques; et ainsi le pouvoir que les conciles et l'ordonnance attribuent à M. l'évêque de Meaux, ne lui étant

ôté ni par ce bref, ni par cet arrêt, il peut s'en servir.

6.<sup>o</sup> Il étoit nécessaire de faire confirmer ce bref par lettres-patentes, et de les faire registrer; c'est ce qui n'a point été fait.

7.<sup>o</sup> Ce bref est caduc, pour avoir été négligé et abandonné durant dix années; *pro derelicto habitum*. Ce n'est qu'une commission de justice adressée à un juge extraordinaire, laquelle n'ayant point été exécutée dans l'an, elle est finie par le laps de ce long temps sans exécution, et l'on ne sauroit la faire revivre pour empêcher que ce juge ordinaire n'exerce ses fonctions.

8.<sup>o</sup> Cette commission est expirée par la mort du pape Innocent XI, car les rescrits de justice finissent par la mort du déléguant, lorsque les choses sont encore entières au temps de son décès; c'est ce qui est décidé, *cap. Relatum : cap. Gratium : De officio et potestate. Si delegans ante litis contestationem decessit, non est à iudicibus quos delegaverat ex delegatione hujusmodi procedendum.*

Quand on dit que les concessions faites par les papes à nos rois sont perpétuelles et irrévocables, cela est vrai pour les indults et autres rescrits de grâce qu'ils leur accordent; mais pour les rescrits de justice, qui ne contiennent qu'une députation de commissaire, ils ne sont point exceptés de la loi qui les fait expirer.

La circonstance que celui-ci a été confirmé par un arrêt du conseil d'Etat, ne l'a point perpétué au-delà de la mort du pape contre la disposition de droit; parce que cet arrêt n'est point un acte du

commissaire député pour l'exécuter; il ne contient qu'une permission de mettre le rescrit à exécution, et c'est ce qui n'a point été fait.

Il faut encore considérer que ce bref donne à M. l'archevêque de Paris une juridiction immédiate, et en première instance dans le diocèse de son suffragant, hors les cas marqués par le droit; et que si M. l'archevêque de Paris avoit fait une visite dans ce monastère dont il y eût appel, il le faudroit relever en cour de Rome, et non pas au primat, d'autant qu'il n'y auroit pas procédé comme archevêque de Paris, mais en qualité de commissaire du pape : c'est ce qui renversoit l'ordre et les degrés de la juridiction ecclésiastique établis par le concordat.

*Arrêt de 1631.*

MADAME l'abbesse de Jouarre prétend que quand ce bref lui seroit inutile, son exemption ne pourroit pas être contestée; d'autant qu'elle a été confirmée depuis l'ordonnance de Blois par un arrêt du 26 mai 1631, sur les conclusions de feu M. l'avocat général Talon. Mais cet arrêt n'a point été rendu avec les prédécesseurs de M. l'évêque de Meaux; il ne s'y agissoit ni de visite, ni de correction de mœurs. Un curé avoit fait assigner l'abbesse de Jouarre devant l'official de Meaux pour se désister d'un droit de dîmes; il y avoit eu une sentence qui avoit débouté l'abbesse de son déclinatoire. Elle en étoit appelante comme d'abus, et sur son appel il intervint arrêt, sans que l'évêque ni ses officiers fussent parties entre le curé et l'abbesse seulement, par lequel

il fut dit qu'il y avoit abus dans la sentence, et la cause renvoyée devant l'abbé de sainte Geneviève, comme conservateur des privilèges apostoliques.

Si cet arrêt a été l'effet d'une conclusion, c'est ce que M. l'évêque de Meaux n'examinera point : il remarquera seulement qu'il ne déclare point l'abbesse exempte de la visite de l'ordinaire; que si les moyens sur lesquels l'abbesse fonde son exemption y ont été allégués, il n'y a point été parlé de ceux que l'évêque tire des conciles de Vienne et de Trente, et de l'ordonnance; et pour le plaider de feu M. l'avocat général Talon, ce n'est point son ouvrage : la minute qui est au greffe n'est point paraphée de lui; il n'y a eu qu'un commis au greffe qui y ait eu part, et les conclusions en sont fondées sur des lettres-patentes confirmatives de l'exemption de Jouarre, registrées, qui ne paroissent point.

#### *Le bref d'Hière.*

LA prétention que le bref qui a député le sieur abbé Chamillard, visiteur de l'abbaye d'Hière, est un exemple pour faire confirmer celui donné pour l'abbaye de Jouarre, n'est pas mieux fondée, car ces deux brefs ne sont pas semblables. Celui-là a été concédé sur la requête de l'abbesse et des religieuses d'Hière : celui de Jouarre a été expédié sans la participation de l'abbesse et des religieuses, et sur la seule réquisition du roi. Celui-là est confirmé par lettres enregistrées en la cour : celui-ci n'est autorisé ni par lettres-patentes, ni par arrêt d'enregistrement. Celui-là a été accepté en forme judiciaire par le commissaire que le pape a député; celui-ci ne

l'a



l'a point été. L'ordinaire ne réclame point contre celui-là, il en aggrée l'exécution : M. l'évêque de Meaux soutient que celui-ci ne peut être exécuté.

*Réponse aux actes de possession concernant  
l'exemption.*

C'EST une circonstance importante pour faire voir l'abus de cette possession, que depuis que le monastère de Jouarre se prétend soumis immédiatement au saint Siège, le pape ne l'a point visité ni fait visiter par aucun subdélégué. Il n'y a point eu de commissaire apostolique nommé pour donner aux abbesses et aux religieuses de Jouarre les permissions dont elles ont eu besoin pour sortir, ni pour accorder aux séculiers celles d'entrer dans le monastère; pour approuver les confesseurs ordinaires et extraordinaires de l'abbesse et des religieuses; pour recevoir les plaintes de la communauté, procéder à sa réformation, et faire tous les réglemens nécessaires afin d'entretenir la discipline monastique. L'abbesse et les religieuses ont vécu dans l'indépendance, sans qu'aucun supérieur ait veillé sur leur conduite. Voilà la possession en laquelle madame l'abbesse de Jouarre demande d'être maintenue.

Elle a dit en sa réplique que les précédentes abbesses avoient député des vicaires pour visiter les religieuses; et pour le justifier, elle a communiqué un vicariat du 17 juin 1518. Mais une abbesse ne peut pas se choisir un visiteur sans la permission de son supérieur, et ce vicariat n'a point été exécuté. Il n'y a point eu de procès-verbal de visite, ni de comptes représentés pour voir comment le tempo-

rel de l'abbaye est administré; de sorte qu'il est constant dans le fond qu'il n'y a pas eu depuis quatre cent cinquante années un seul acte de supériorité, juridiction, visite ou correction exercé sur les abbesses et religieuses de Jouarre : quelque nécessité qu'il y ait eu d'y faire la visite, il ne s'y en est point fait, sinon celles qui ont donné lieu en ce dernier temps aux deux brefs dont il a été parlé ci-dessus.

Les prédécesseurs de M. l'évêque de Meaux n'ont osé se présenter pour visiter ce monastère, par respect des noms de Charlotte de Bourbon, de Louise de Bourbon, de Jeanne de Bourbon, de Madeleine d'Orléans, de Marguerite de la Trimouille, de Jeanne de Lorraine et autres princesses qui en ont été consécutivement abbesses depuis deux cents ans; la crainte du procès qu'il leur eût fallu soutenir contre des personnes de ce rang, les a retenus dans le silence. Mais ce défaut ne fait pas que les évêques de Meaux en aient perdu le droit. Il n'y a point d'archevêque ni d'autre supérieur qui l'ait prescrit contre eux, et ce monastère a été incapable de prescrire de son chef l'exemption; le droit de visite est imprescriptible par l'inférieur contre son supérieur. *Cap. Cum non liceat : de Præscriptionibus.*

Et venant aux actes particuliers de sa prétendue possession, il paroît qu'elle n'en a point depuis la sentence arbitrale du cardinal Romain de l'an 1225 jusqu'en 1457; ce sont d'abord deux cent trente années de vide qui se rencontrent sans aucun acte de possession, et il est arrivé pendant le cours de ces deux cent trente années, que le concile géné-

ral de Vienne a été célébré dans le royaume, à la réquisition du roi Philippe-le-Bel, en l'an 1311, et que par ce concile, dont le texte est rapporté dans la Clémentine *Attendentes : De statu Monachorum*, toutes les religieuses exemptes ont été soumises à la visite des ordinaires, *non obstantibus exemptionibus et privilegiis quibuscumque* : ce sont les termes du concile qui emportent une révocation des exemptions, et qui font voir que si madame l'abbesse de Jouarre avoit des actes de possession de son exemption postérieurs à ce concile général, ils ne pourroient passer que pour une usurpation contre le droit public, ce seroient des abus et des entreprises contre la loi.

En effet, les premières pièces communiquées par madame l'abbesse de Jouarre, sont : un acte de 1457 par lequel Jean, évêque de Meaux, déclare qu'encore qu'il confère les ordres et le sacrement de confirmation dans l'abbaye de Jouarre à ses diocésains, ou aux sujets de la juridiction spirituelle de l'abbesse, les privilèges de l'abbaye n'en recevront aucun préjudice : un procès-verbal de la bénédiction du cloître de l'abbaye de Jouarre en 1552 par l'évêque de Philadelphie, et un autre procès-verbal de la consécration de l'église de Jouarre en 1588, par l'évêque de Digne.

Ces trois pièces prouvent que les abbesses se prévalant de l'autorité de leur naissance, usurpoient des droits qui ne leur appartenoient point par leurs propres titres, parce que la sentence du cardinal Romain réservoir expressément à l'évêque de Meaux la consécration des autels, l'ordination des clercs de

Jouarre, la bénédiction des religieuses et les autres actes qui dépendent du caractère épiscopal. Cependant les abbesses de Jouarre se mettent en possession de faire faire ces mêmes actes par d'autres évêques qu'elles choisissent sans le consentement de celui de Meaux, contre leurs propres titres.

C'est dans le même esprit qu'elles se sont qualifiées de nul diocèse, *nullius diæcesis*, par plusieurs de leurs bulles de provision, afin de faire croire qu'elles n'avoient pas seulement une exemption personnelle, mais qu'elles en avoient une réelle; que leur territoire étoit exempt; et néanmoins leur sentence arbitrale du cardinal Romain déclare qu'elles sont *diæcesis Meldensis*.

Madame l'abbesse de Jouarre tire un grand avantage de ce que toutes les bulles des précédentes abbesses les qualifient depuis un temps immémorial sujettes immédiatement au saint Siège; de ce que ces bulles ont été fulminées avec cette même qualité, et qu'il y en a même eu plusieurs exécutées par les officiaux de l'évêché de Meaux.

Lorsque les officiers de cour de Rome souffrent ces énonciations en des bulles d'abbayes de religieuses, ce n'est pas pour exempter de la visite des évêques les monastères qui ne sont point en congrégation, c'est pour engager les évêques à y procéder non pas comme évêques, mais en qualité de délégués du saint Siège, suivant l'esprit du concile de Trente; c'est pour avoir le prétexte de dire que la juridiction appartient toujours à la cour de Rome en première instance sur les religieuses, et que si les évêques l'exercent, ce n'est que comme simples

vicaires du pape. Or cette manière de procéder ne s'accorde pas avec les anciens canons, qui désirent que les évêques étant successeurs des apôtres, exercent de leur chef leur juridiction dans leurs diocèses ; et lorsque quelques-uns ont voulu procéder comme vicaires du saint Siège, les arrêts ont jugé leurs procédures abusives, par la raison que quand l'ordonnance de Blois a accepté le décret du concile qui soumet aux ordinaires les monastères non en congrégation, elle n'a pas dit qu'il y seroit pourvu par l'évêque, en qualité de délégué du saint Siège, elle a simplement dit qu'il y seroit pourvu par l'évêque : et si l'on en usoit autrement, ce seroit renverser les degrés de la juridiction ecclésiastique établis par le concordat, d'autant que l'appel de l'évêque n'iroit plus au métropolitain, ni du métropolitain au primat : il faudroit le porter directement en cour de Rome, attendu que l'évêque n'auroit visité et fait ses ordonnances que comme vicaire du saint Siège.

Si quelque official de Meaux a fulminé des bulles avec déclaration qu'il n'entendoit point préjudicier aux privilèges de l'abbaye de Jouarre, c'est une procédure dont l'on ne sauroit argumenter contre l'évêque, parce qu'il n'a pas été au pouvoir d'un official d'aliéner une juridiction dont il n'étoit que dépositaire. Il faut en revenir à l'examen du droit prétendu par le monastère, et observer qu'il y a plusieurs de ces bulles, et entr'autres celles de Jeanne de Bourbon de l'an 1586, de Jeanne de Lorraine de 1611, et celles de madame l'abbesse de Jouarre de l'an 1655, par lesquelles les papes donnant la faculté aux abbesses de se faire bénir par un autre

que par le diocésain, il déclare que c'est sans préjudicier aux droits de l'évêque de Meaux. *Quodque per hoc venerabili fratri nostro episcopo Meldensi : cui dictum monasterium ordinario jure subesse dignoscitur , nullum in posterum præjudicium generetur.*

La bulle accordée par Clément VII en 1525 à l'abbaye de Jouarre pour confirmer son exemption, est une pièce pareillement inutile : elle n'autorise que *privilegia et alia indulta vobis et vestro monasterio ritè concessa* : elle ne spécifie aucun de ces privilèges ni sa teneur : c'est une confirmation en termes vagues et généraux, sans ouïr ni appeler les parties intéressées; qui n'approuve que les privilèges concédés dans les formes, *ritè concessa*, sans attribuer aucun droit.

Pour les présentations de diverses cures adressées aux évêques de Meaux, par lesquelles les abbesses de Jouarre se sont qualifiées sujettes immédiatement au saint Siège, madame l'abbesse n'en sauroit tirer avantage. Ce sont des actes demeurés en sa possession, dans lesquels les abbesses ont mis ce que bon leur a semblé; les provisions que les évêques de Meaux ont expédiées sur les présentations des abbesses, ne contiennent point de clause semblable. C'est de ces provisions qu'on pourroit argumenter contre les évêques, et non pas de ces présentations qui ne sont point de leur fait, et qui ne sont peut-être pas seulement venues à leur connoissance.

Enfin madame l'abbesse de Jouarre a remontré dans sa réplique, que cette cause étoit de la dernière conséquence pour Rome : parce que si elle perdoit sa cause, on ne manqueroit pas de s'y

plaindre de ce que le parlement auroit cassé la décrétale, *Ex parte : De privilegiis*, qui avoit confirmé l'exemption de son monastère.

M. l'évêque de Meaux n'examinera point en cet endroit la teneur de cette décrétale, parce qu'il l'a fait ci-devant où elle est transcrite. Il remarquera seulement, que quand cette décrétale auroit accordé à l'abbaye de Jouarre une exemption revêtue de toutes les formes requises pour sa validité, Rome ne se pourroit plaindre de ce que le monastère de Jouarre auroit maintenant été assujetti à la juridiction de l'ordinaire; parce que les papes auroient depuis dérogé à son exemption par les conciles de Vienne et de Trente, et par plusieurs bulles qui ont soumis aux évêques tous les monastères de religieuses, non étant en congrégation.

Il ne faut point qu'elle allègue le concile de Constance, pour dire que son exemption étant antérieure à la mort de Grégoire XI elle y a été approuvée. Ce concile a révoqué les exemptions concédées par les papes, depuis la mort de Grégoire XI pendant le schisme d'Avignon. Et à l'égard de celles qui étoient plus anciennes, il n'est point vrai qu'il les ait confirmées. Il ne les a ni autorisées ni infirmées : il a seulement déclaré qu'il n'entendoit point y faire préjudice : *Cæteris autem exemptionibus ante obitum dicti Gregorii habitis vel concessis, nullum volumus per hoc præjudicium generari*; c'est-à-dire, qu'il les laisse en l'état qu'elles étoient, sans décider sur leur validité ou invalidité. Mais le concile de Trente est depuis survenu, ensemble les ordonnances d'Orléans et de Blois, qui ont résolu en fa-

veur des évêques toutes les difficultés qui pouvoient être formées sur ce sujet.

*Réponse de M. l'évêque de Meaux à la sentence arbitrale du cardinal Romain, et à la possession prétendue de la juridiction épiscopale sur le clergé et sur le peuple de Jouarre.*

LA sentence arbitrale donnée au mois de novembre 1225 par le cardinal Romain, légat du pape, contient quatre chefs différens : par le premier elle ordonne que l'abbesse et le couvent du monastère de Jouarre prendront le chrême et les saintes huiles de l'évêque de Meaux ; qu'il appartiendra à l'évêque de faire les consécration des autels, les bénédictions des religieuses, et les ordinations des clercs ; et néanmoins, que l'abbesse pourra se faire bénir par tel évêque que bon lui semblera.

Par le second, elle déclare le monastère de Jouarre, le clergé et le peuple de la ville et paroisse de Jouarre, exempts de la juridiction épiscopale de l'évêque de Meaux ; en sorte que l'évêque ne pourra leur demander le droit de procuration qui lui avoit été adjugé par le pape, ni aucun autre droit quel qu'il soit.

Par le troisième, il est dit que le monastère de Jouarre, le clergé et le peuple sont affranchis de tous droits envers l'église de Meaux, sans préjudice de deux muids de grain que l'évêque de Meaux a droit de prendre sur la grange de Trocy, appartenante à l'abbaye de Jouarre, et de la cire due au trésorier de l'église de Meaux.

Et par le dernier, la sentence ordonne en outre,



que l'abbesse et le couvent paieront par chacun an à l'évêque de Meaux, dix-huit muids de blé sur les dîmes de la paroisse de May; les deux tiers hivernage, et le tiers avoine; et qu'au cas que les dîmes de May ne soient pas suffisantes pour payer cette quantité de grain, ce qui s'en déferoit sera pris sur la dîme de Trocy appartenante à l'abbaye. Pourront néanmoins l'abbesse et le couvent acquérir d'autres dîmes pour les bailler à l'évêque en récompense de cette redevance, et l'évêque sera tenu de les accepter, pourvu que ce ne soient pas dîmes que l'évêque voulût racheter dans son fief.

M. l'évêque de Meaux a incidemment appelé comme d'abus de cette sentence, en ce qu'elle déclare le monastère, le clergé et le peuple de Jouarre, exempts de sa juridiction, et immédiatement sujets au pape. Ses moyens sont,

1.<sup>o</sup> Qu'elle est contraire au concile général de Chalcedoine, qui a soumis tous les moines à la juridiction de l'évêque : *Monachos autem qui sunt in unaquaque regione et civitate, episcopo subjectos esse* (1). Elle est contraire aux conciles nationaux tenus en France, à Agde en 506, et à Orléans en 511. *Abbatess pro humilitate religionis in episcoporum potestate consistant, et si quid extra regulam fecerint, ab episcopis corrigantur*. Et elle blesse la police universelle de l'Eglise, qui veut que les curés soient sujets à la juridiction de l'évêque, pour lui répondre de l'administration de la parole de Dieu, et des sacremens au peuple.

(1) *Conc. Chalced. Canone 4.*

Madame l'abbesse de Jouarre a prétendu qu'il y avoit d'autres canons qui avoient autorisé les exemptions; et pour le montrer, elle a cité le concile de Carthage tenu en 525. Mais à quoi bon recourir à ce concile d'Afrique, puisqu'il y en a de plus anciens qui ont réglé la difficulté dans le royaume? Pourquoi l'alléguer, puisqu'il n'y est point parlé de monastères sujets immédiatement au saint Siège, et que sa décision ne dit rien autre chose, sinon que : *Erunt igitur omnia omnino monasteria, sicut semper fuerunt, à conditione clericorum modis omnibus libera, sibi tantum et Deo placentia* : Si ces mots *libera à conditione clericorum* ont besoin d'explication, il n'y a qu'à consulter le glossaire du sieur du Cange, sur le mot *conditio*, l'on verra que ce terme signifie *obnoxio, tributum, pensio*; et qu'entre plusieurs preuves que cet auteur en rapporte, il se sert du texte d'un autre concile tenu à Carthage en 535 sous Réparat, évêque, où il est dit : *Neque ecclesiasticis eos conditionibus aut angariis subdens*. Le terme *angariis* qui signifie des corvées, explique l'autre, et fait voir que les religieux n'étoient lors affranchis que de droits temporels.

2.<sup>o</sup> Cette sentence arbitrale est contraire aux anciennes ordonnances du royaume, savoir aux capitulaires de Charlemagne<sup>(1)</sup>, portant confirmation des anciens conciles, qui ont déclaré que l'élection des abbesses seroit confirmée par l'évêque auquel le monastère étoit sujet, qui ont expressément au-

(1) *Lib. 5. art. 384. Lib. 6. art. 139.*

torisé le décret du concile d'Orléans pour la puissance des évêques sur les religieux et religieuses, et qui sont remplis de textes pour justifier qu'il appartient aux évêques de corriger les abbés et les abbeses.

3.<sup>o</sup> Cette sentence est contraire aux constitutions d'Honoré II et d'Alexandre III, qui avoient déclaré l'abbesse de Jouarre, le clergé et le peuple, sujets à la juridiction de l'évêque de Meaux; le cardinal Romain y a excédé son pouvoir, parce qu'il y a infirmé le jugement de deux papes, auquel il ne pouvoit déroger sans un mandement spécial.

4.<sup>o</sup> Cette sentence a été rendue sans que les parties intéressées y aient été appelées. L'archevêque de Sens, alors métropolitain de Meaux, y avoit intérêt, parce que l'appel de l'évêque de Meaux ressortissoit devant lui. Le primat de Lyon y avoit aussi intérêt, parce que l'appel du métropolitain de Sens se relève devant lui. Ils n'y ont pourtant point été appelés ni l'un ni l'autre : la sentence les a privés de leur juridiction métropolitaine et primatiale sans les entendre. C'est un moyen d'abus auquel madame l'abbesse de Jouarre a répondu, qu'il paroissoit par le chapitre *Cum à nobis : de arbitris*, qu'il y avoit eu un accommodement fait entre l'archevêque de Sens et l'abbesse, lequel avoit été homologué; mais cet accommodement n'est point représenté, et l'on ne sait point quelles en sont les conditions. Si l'exemption a subsisté ou a été détruite, il n'en est rien dit dans ce chapitre. C'est une pièce que les agens de madame l'abbesse suppriment.

5.<sup>o</sup> Cette sentence est contraire aux anciennes coutumes de l'Eglise gallicane, selon lesquelles aucun monastère ne se peut prétendre exempt de la juridiction de l'ordinaire, si son exemption n'a été confirmée par lettres-patentes. C'est une ancienne police du royaume, justifiée par toutes les plus anciennes exemptions qui se trouvent approuvées par lettres du roi, dont la formule est rapportée par Marculphe; c'est la seconde de ses formules, et c'est ce qui est porté par l'article 71 des libertés de l'Eglise gallicane, compilées par le sieur Pithou. Cependant l'abbaye de Jouarre n'a jamais eu aucunes lettres du roi pour autoriser sa prétendue exemption, et pour déroger aux ordonnances, qui veulent que tous monastères soient sujets à la juridiction de l'évêque.

Voilà cinq moyens sur lesquels M. l'évêque de Meaux a fondé son appel comme d'abus. Il les soutient suffisans pour faire dire qu'il y a abus dans cette sentence arbitrale, en ce qu'elle déclare le monastère, le clergé et le peuple de Jouarre, exempts de sa juridiction. C'est une circonstance importante, qu'ils n'ont rien de commun avec les deux redevances en grains, que l'abbaye de Jouarre est condamnée par la même sentence de payer à l'évêché de Meaux; et ainsi elle peut être abusive au chef de l'exemption, et ne l'être pas au chef de ces deux redevances.

S'il y a de l'abus dans le chef de la sentence qui prononce sur l'exemption, ce n'est pas une conséquence qu'il y en ait dans celui qui juge que les deux rentes en grain sont dues. Le décret du concile de Trente qui soumet aux évêques les monastères non étant

en congrégation, n'est pas en usage, en ce qu'il ordonne que les évêques n'y exerceront leur juridiction ordinaire qu'en qualité de délégués du saint Siège; mais il est approuvé par l'ordonnance pour le surplus de la disposition. Les bulles contenant les facultés des légats à *latere* qui viennent en France, sont abusives, en ce qu'elles sont contraires aux libertés de l'Eglise gallicane, et le parlement les modifie pour ce regard; mais il en ordonne l'exécution pour les articles qui ne blessent point la discipline du royaume. C'est ce qui fait voir qu'une bulle ou une sentence peuvent être abusives dans un chef, et être légitimes dans l'autre, lorsque les différens chefs sont indépendans l'un de l'autre, et roulent sur différens fondemens. Il y en a plusieurs exemples dans les arrêts de la cour.

A l'égard de la prétention que la redevance de dix-huit muids de grain a été accordée pour récompense de l'exemption, et qu'il en faut par conséquent décharger l'abbaye de Jouarre, attendu que c'est une simonie, M. l'évêque de Meaux renonceroit à cette redevance, s'il la croyoit fondée sur une convention simoniaque; mais ce fait ne lui paroissant point, il ne peut ni ne doit le faire, parce que ce seroit aliéner le domaine de son évêché au préjudice de ses successeurs.

La simonie est un crime dont une abbesse, un évêque et un cardinal ne doivent pas être jugés coupables sur de simples présomptions, plus de 450 années après leur mort. Ce n'est point par des interprétations, ni en suppléant des clauses à un acte, que des personnes constituées en de si

grandes dignités en peuvent être chargées; le fait ne peut leur en être imputé qu'en trouvant dans une pièce une convention précise sur un droit spirituel qui ait été cédé pour un temporel. Or il n'y a rien de semblable dans la sentence arbitrale du cardinal Romain; car les parties n'y conviennent d'aucune chose : c'est lui seul qui ordonne, et il n'ordonne pas que l'abbesse et son monastère seront exempts moyennant la redevance de dix-huit muids de grain : il n'y dit pas que cette redevance sera payée à l'évêque pour récompense de l'exemption, sa sentence porte seulement que l'abbesse et le couvent paieront par chacun an les dix-huit muids de blé à l'évêque, sans en spécifier la cause; parce qu'il n'y a point de loi qui désire, et ce n'est point l'usage qu'un arbitre ou un juge expliquent les raisons de leur jugement dans le dispositif.

De dire que c'est une nouvelle charge qui a été imposée à l'abbaye, parce que quand la sentence prononce pour les deux muids sur la grange de Trocy, elle porte : *Salvis duobus modis, quos habet episcopus in grangia de Trocy*; et quand elle prononce pour les dix-huit muids sur les dîmes de May, elle dit : *Sanè ordinamus, quod abbatissa et conventus persolvent*; c'est ce qui ne résulte point de cette prononciation, qui a distingué ces deux redevances, parce qu'elles étoient assignées sur différentes dîmes : l'une sur les dîmes de Trocy, et l'autre sur les dîmes de May; et s'il y avoit quelque doute, il y auroit bien plus lieu de croire que les dîmes de May étoient contestées entre l'évêque et l'abbesse, et que pour terminer la contestation, la

redevance de dix-huit muids a été établie, que de soutenir qu'elle ait été réglée pour une récompense criminelle, dont il n'est fait aucune mention dans l'acte.

Les parties n'étoient pas seulement en différend pour l'exemption, la sentence justifie qu'elles avoient compromis, tant sur l'exemption que sur toutes les autres choses contestées entre eux : *Tam super iis de quibus actum extiterat, quàm etiam super omnibus aliis quæ quoquo modo poterant, ratione proprietatis vel possessionis, ad jus episcopale, lege diœcesanâ, vel jure communi, seu alio quocumque jure, spectare.* C'est cette clause qui a donné lieu au cardinal Romain de statuer sur la redevance des deux muids, sur la cire du trésorier, et ensuite sur la rente des dix-huit muids.

Et pour montrer que ces dix-huit muids n'ont point été accordés pour indemniser l'évêque de la perte de sa juridiction épiscopale, c'est que s'ils lui avoient été accordés pour indemnité, le chapitre de Meaux y auroit eu part, pour récompense de ce qu'il auroit été privé de sa juridiction pendant la vacance du siège; les archidiares de Meaux y auroient aussi eu part, pour les dédommager de leurs droits de visite, sur le chapitre et sur le curé de Jouarre. Le chapitre de Meaux et ses archidiares étoient parties dans le compromis; ils sont établis dans les qualités de la sentence pour défendre leurs intérêts; cependant ils n'ont aucune part dans cette redevance, ni pendant que le siège est rempli, ni durant la vacance du siège; c'est un témoignage certain, que cette redevance n'a point été causée

pour indemnité de l'exemption. Pour le confirmer il n'y a qu'à faire réflexion sur ce qui s'est pratiqué, pour désintéresser l'archevêché de Sens de ce qu'on en avoit distrait les évêchés de Chartres, Meaux et Orléans, pour ériger l'archevêché de Paris. Le pape a uni, du consentement du roi, l'abbaye du Mont - Saint - Martin à l'archevêché de Sens, à la charge que vacation arrivant de l'archevêché de Sens, les fruits de ladite abbaye appartiendront, pour la première année de chaque vacance au chapitre de Sens, sur iceux prise la somme de mille livres, payable à l'archidiacre de Sens pour ses droits.

Cette union de l'abbaye du Mont-Saint-Martin sous ces conditions, a été confirmée par lettres-patentes registrées en la cour le 17 mai 1672, et la même chose s'est observée lorsque l'évêché d'Albi a été exempté de la juridiction de son métropolitain de Bourges. Le chapitre de Bourges a obtenu qu'à chaque vacance il jouiroit pendant la première année, des quinze mille livres de rente que l'évêché d'Albi a données de récompense à l'archevêché de Bourges. Ce sont autant d'exemples qui persuadent que si les dix-huit muids de grain avoient été ordonnés pour désintéresser l'évêché de Meaux, le chapitre de Meaux et l'archidiacre y auroient eu part; et que n'y en ayant point eu, il est certain que cette redevance n'a point été assignée pour récompense de l'exemption.

Aussi, lorsque cette redevance de dix-huit muids de grain a été contestée en justice, le monastère de Jouarre a perpétuellement été condamné de la  
payer



payer. M. l'évêque de Meaux a levé au greffe un arrêt du 22 janvier 1486, confirmatif d'une sentence des requêtes du palais, qui en avoit ordonné le paiement; et en 1565 le procès pour le paiement de cette redevance ayant été renouvelé, l'abbesse le fit évoquer au parlement de Rouen, où elle fut condamnée, par arrêt contradictoire, de la payer; et il est fait mention dans le vu de l'arrêt, de la sentence arbitrale de 1225, en ces termes : *Extrait d'une sentence donnée à Meaux par Romain, cardinal légat en France, en l'an 1225, entre les religieuses, abbesse, et convent de Jouarre d'une part, et l'évêque de Meaux, qui pour lors étoit d'autre part.*

Le vu de cet arrêt forme une circonstance décisive, parce que si cette sentence avoit été simoniaque, les juges qui l'examinèrent en 1565 s'en seroient aperçus, et la trouvant infectée de simonie, ils auroient déchargé le monastère du paiement de cette redevance, au lieu de le condamner à en acquitter les arrérages. Il ne faut pas dire que l'exemption n'étant point alors contestée, la redevance devoit être continuée; car soit que l'exemption fût contestée ou ne le fût pas, la redevance n'étoit point due; il n'y a point de juges qui eussent voulu l'autoriser, s'ils l'eussent estimée simoniaque.

Madame l'abbesse de Jouarre, qui sait que cette redevance est fondée sur des causes légitimes, n'est point demanderesse en requête pour en être déchargée, ni en requête civile pour faire rétracter les arrêts de 1486 et de 1565, qui l'ont condamnée de la payer.

Que si cette sentence arbitrale est insérée dans le cartulaire de l'église de Meaux , c'est un argument qu'il n'y a point de simonie : parce que s'il y en avoit eu , ceux qui ont pris soin de le composer , ne l'y auroient point mise : ils l'auroient supprimée , et auroient porté les évêques à purger leur église d'un bien si mal acquis ; mais la rente de dix-huit muids de grain leur ayant paru légitime , ils ont jugé à propos d'en conserver cette preuve à la postérité.

L'acquiescement des parties à la sentence arbitrale , ne marque point aussi de simonie : il ne contient aucune convention , et si M. l'évêque de Meaux ne rapporte pas des titres antérieurs à cette sentence , pour montrer que la redevance , ou les dîmes de May , sur lesquelles elle est assignée , lui appartenoient avant l'année 1225 , le temps de plus de quatre cent soixante années , qui se sont écoulées depuis , l'en dispense. Il n'est point permis , après le laps de tant de siècles , d'ajouter à ladite sentence une cause de cette redevance , qui n'y est point écrite. S'il y avoit quelque doute , le respect dû à la mémoire d'un cardinal légat , recommandé dans l'histoire pour les grands services qu'il a rendus à l'Eglise , la devoit plutôt faire interpréter en bonne qu'en mauvaise part.

*Réponse à la collation de la cure.*

M. l'évêque de Meaux convient que madame l'abbesse de Jouarre est en possession de conférer de plein droit la cure de Jouarre ; mais il soutient que c'est une usurpation , et un abus intolérable. C'est

une usurpation, parce que le titre même que madame l'abbesse de Jouarre a tiré du cartulaire de Faremontier, pour montrer que le curé de Jouarre étoit exempt d'aller au synode, porte que les curés des paroisses de Rebais et de Jouarre recevoient la charge des ames de la main de l'évêque; c'est une des pièces que M. l'évêque de Meaux a fait imprimer : *Quoniam audivimus sacerdotes Jotrensem et Resbacensem, qui similiter curam de manu episcopi suscipiunt, nunquam ad synodum venisse ex antiquâ consuetudine.*

Pour autoriser cette usurpation, madame l'abbesse de Jouarre a cité la glose sur le chapitre, *Dilecta : De majoritate et obedientia*, où il est parlé d'une abbesse qui confère des bénéfices; mais il n'y est pas dit, que ce fût des églises paroissiales ou autres bénéfices ayant charge d'ames; c'étoient des bénéfices tels que les chapelles et les canonicats que madame l'abbesse de Jouarre confère de plein droit dans son abbaye, et que M. l'évêque de Meaux ne lui conteste point. C'est ce qui sert de réponse à la multitude des exemples qui ont été allégués, pour faire voir qu'il y a plusieurs seigneurs laïques qui confèrent des bénéfices, et qu'il est fait mention dans la règle, *De mensibus et alternativa*, de femmes qui étoient collatrices. Tout cela s'entend de bénéfices sans charge d'ames et sans juridiction spirituelle.

Si du Moulin a dit sur la règle, *De infirmis*, num. 420, qu'il y avoit des laïques et des religieuses proche Etampes qui conféroient des cures de plein droit, il faut tomber d'accord, suivant son senti-

ment, que leur collation ne pouvoit être donnée qu'à la charge de prendre par le pourvu l'institution autorisable de l'évêque : c'est ce qu'il a parfaitement expliqué dans ses notes sur le Commentaire des règles du droit civil par *Decius* ; où examinant la règle qui exclut les femmes de toutes les charges, *Decius* traite la question de savoir si une abbesse peut avoir la collation de quelques bénéfices. Sur quoi du Moulin répète (1) : *Beneficiorum etiam curatorum parochialium, ut quandoque vidi, tamen institutio autorisabilis necessariò semper spectabit ad episcopum à quo separari non potest, ut notatur per Philippum Francum in capite unico, de Capellis monachorum, De verborum significat. In Sexto. In tantum, quod etiam ubi hujusmodi beneficia curata conferuntur à rege jure regalæ, ut in Scotiâ, tamen institutio autorisabilis debet spectare ad episcopum.*

La tradition de la charge des âmes dépend tellement de l'évêque, que si un archidiacre se trouve en possession immémoriale de la donner, le pape Alexandre III a décidé, *Cap. Cum satis : de officio archidiaconi*, que c'étoit un abus : *Mandamus ut nemini sine licentiâ et mandato episcopi curam præsumas committere animarum.* Quoique les prêtres reçoivent dans leur ordination la puissance d'absoudre, l'Eglise ne leur donne pas toutefois des sujets sur lesquels ils puissent exercer cette juridiction : elle ne leur permet pas de confesser et d'annoncer la parole de Dieu au peuple. Ils ont besoin d'une

(1) *In cap. Coll. 2.*

approbation et d'une mission de l'évêque; et pour l'obtenir, ils sont obligés de subir un autre examen que celui de l'ordination, nonobstant tous privilèges et coutumes contraires. C'est la discipline du royaume autorisée par l'arrêt d'Agen et par ceux du parlement.

On ne sauroit voir sans étonnement qu'une fille incapable non-seulement des ordres sacrés, mais de la simple cléricature, veuille se maintenir sans aucune bulle ni concession de l'évêque, en la possession de conférer de plein droit en son nom la cure de Jouarre, et de mettre en des provisions : *Curam animarum, administrationem sacramentorum, et verbi divini, contulimus*. Il est difficile de concevoir comment elle peut donner à un prêtre des pouvoirs qu'elle n'a pas.

Quelque privilégiée que soit la régale, le roi n'y confère point les cures; et il a voulu par sa déclaration de 1682, que ceux qui seroient à l'avenir pourvus en régale de doyennés, pénitenceries, théologiques, et autres bénéfices ayant charge d'ames, ou juridiction spirituelle, fussent tenus de se présenter aux vicaires généraux des chapitres, le siège vacant, pour en obtenir l'approbation et mission canonique.

#### *Réponse à la possession de la juridiction épiscopale.*

1.<sup>o</sup> CETTE prétendue juridiction est une usurpation manifeste contre les propres titres de madame l'abbesse de Jouarre. Elle n'a ni concession des évêques, ni bulles des papes, qui lui en permettent l'exercice. Elle a observé qu'elle étoit qualifiée par le chapitre

*Dilecta : De excessibus prælatorum : caput et patrona clericorum Jotrensis ecclesie* ; et que ce terme *caput*, étoit expliqué par les canonistes d'une juridiction épiscopale. Mais elle n'a point dit le nom de ces canonistes ; et quelque recherche qu'on en ait faite , l'on n'en a point trouvé qui lui aient donné cette signification. Il ne veut rien dire autre chose , sinon qu'elle est la mère de famille dans l'abbaye de Jouarre. Il n'est point question dans ce chapitre d'aucune juridiction spirituelle qui lui appartienne : il s'y agit simplement de savoir si les chanoines de Jouarre auront un sceau particulier. L'abbesse soutient qu'ils ne sont que membres de son monastère ; et le pape députe des commissaires pour leur faire défense de fabriquer un sceau. C'est toute la décision de ce texte , dans lequel , ni dans la glose , il n'est point dit que l'abbesse ait aucune juridiction.

Madame l'abbesse de Jouarre a encore cité le chapitre , *Dilecta : De majorit. et obed.* , où il est parlé d'une juridiction prétendue par l'abbesse de Quedeluburg en Allemagne. C'est un exemple qui ne peut pas lui servir de titre , et qui n'a pas même de rapport à sa prétention ; car cette abbesse n'avoit point d'officialité. Il est dit dans le texte qu'elle ne pouvoit excommunier les clercs de sa juridiction : *Eadem abbatissa eos excommunicare non potest* : son pouvoir ne s'étendoit point sur un curé et sur un peuple ; il étoit réduit à suspendre ses clercs en cas de désobéissance , de leurs bénéfices et de l'entrée du chœur. C'étoit une abbesse qui en usoit comme une mère de famille qui exerce une juridiction correc-

tionnelle sur des clercs qui étoient ses aumôniers, qu'elle privoit pour un temps de leurs distributions et de l'entrée du chœur. Sur quoi les canonistes remarquent qu'elle ne pouvoit pas les suspendre de la fonction de leurs ordres, et qu'il faut extrêmement distinguer la suspension des bénéfices qu'elle conféroit, de la suspension des ordres qu'elle ne leur avoit pas donnés.

Madame l'abbesse de Jouarre a encore fondé sa juridiction sur l'exemple de madame l'abbesse de Fontevrauld, qui peut visiter les convents de son ordre, choisir les confesseurs et excommunier les religieux et les religieuses. Mais que lui servent ces exemples, puisqu'elle n'a pas les mêmes privilèges ni les mêmes prétentions ? Car madame l'abbesse de Fontevrauld ne confère point de cures de plein droit, n'a point d'officialité, et n'exerce point de juridiction épiscopale sur un clergé et sur un peuple : c'est une générale d'ordre ; la puissance est bornée aux religieux et aux religieuses qui ont fait profession dans son ordre, qui est fondée en bulles et en lettres-patentes registrées au grand conseil ; et madame l'abbesse de Jouarre n'a ni bulles ni lettres-patentes.

Mais outre qu'elle n'a ni bulles ni lettres-patentes, il est constant que le cardinal Romain qui l'a déclarée sujette immédiatement au pape, et exempte de l'ordinaire, n'a point ordonné par sa sentence qu'elle auroit juridiction sur le clergé et sur le peuple. La décrétale, *Ex parte : de privilegiis* où les abbesses ont exposé au pape qu'elles dépendoient immédiatement du saint Siège, ne fait point

mention qu'elles eussent juridiction sur un clergé et sur un peuple; de sorte qu'il est non-seulement vrai de dire qu'elle n'a point de titre pour établir sa juridiction; mais la juridiction qu'elle prétend est contraire à ses propres titres : c'est une usurpation manifeste.

2.<sup>o</sup> Il y a incapacité de droit divin en la personne d'une fille, pour acquérir une juridiction *quasi* épiscopale. Il n'en est pas de la juridiction ecclésiastique, comme des hautes, moyennes et basses justices annexées à une terre. Les femmes sont capables, selon la plupart des coutumes, de posséder les terres ayant dignité, la justice qui en dépend leur appartient; elles peuvent commettre des officiers pour l'exercer. Il n'en est pas de même de la juridiction épiscopale, qui ne peut résider qu'en la personne de ceux qui en ont les ordres sacrés. Les évêques ont besoin d'une consécration particulière pour l'exercer par eux-mêmes et par leurs vicaires; et l'on prétendra que les femmes qui ne sont pas seulement capables d'allumer les cierges dans l'église, qui n'y ont leur place qu'à l'extrémité de la nef, pourront monter jusques au sanctuaire, en chasser l'évêque, et y prendre sa place? Qu'une abbesse sera le pasteur d'un peuple, le prédicateur et le confesseur, contre le précepte de l'apôtre, qui lui enjoint de se taire dans l'église : *Mulier in silentio discat cum omni subjectione : docere autem mulieri non permitto, neque dominari in virum, sed esse in silentio.*

On dit que madame l'abbesse de Jouarre exerce cette juridiction par des vicaires : mais comment



leur peut-elle communiquer un pouvoir dont elle est incapable et dont elle n'a point de titre ? Elle exerce les principaux actes de cette juridiction en son nom, puisqu'elle confère la cure en son nom, pourvoit un official, un promoteur et un greffier, commet des vicaires généraux, érige en son nom des titres de chapelles, et fait en son nom des réglemens généraux de discipline ; ce sont autant de nouveautés monstrueuses contre lesquelles M. l'évêque de Meaux peut employer le chapitre, *Nova : de pœnitentiis. Nova quædam nuper, de quibus miramur non modicum, nostris sunt auribus intimata, quòd abbatissæ videlicet in Burgen. et Palentin. diocesisibus constitutæ, moniales proprias benedicunt ipsorumque consessiones criminalium audiunt, et legentes Evangelium præsumunt publicè prædicare. Cùm igitur id absonum sit pariter et absurdum, nec à nobis aliquatenus sustinendum ; discretioni vestræ per apostolica præcepta mandamus, quatenus ne id de cætero fiat, auctoritate curetis apostolica firmiter inhibere. Quia, licet beatissima Virgo Maria dignior et excellentior fuerit apostolis universis, non tamen illi, sed istis Dominus claves regni cœlorum commisit.*

3.<sup>o</sup> Il n'y a point de lettres-patentes qui aient permis l'érection d'un siège d'officialité à Jouarre ; et ainsi, comment soutenir une juridiction aussi extraordinaire contre le droit public, sans aucune concession de la part de l'Eglise, ni aucune confirmation de la part du roi ?

4.<sup>o</sup> La sentence du cardinal Romain étant abusive, tous les actes de possession qui s'en sont ensuivis, le sont pareillement.

Après avoir expliqué ces moyens de droit, il est important avant que de finir, d'observer que l'usurpation de cette juridiction a augmenté de jour en jour; car les abbesses n'ont commencé à faire tenir des synodes qu'en 1637, le plus ancien qui soit rapporté n'est que de cette année.

Elles ont aussi commencé en 1642, à faire délivrer des monitoires par leur official.

Elles ont commencé en 1629 à faire des mandemens pour la publication des jubilés, et pour ordonner des prières de quarante heures; ce sont-là les principaux actes de la juridiction épiscopale dont elles n'avoient point d'exercice avant les temps ci-dessus marqués, depuis lesquels elles n'ont pu en acquérir la prescription sans titre et contre le droit commun.

Il n'y a point de sentences rendues en l'officialité de Jouarre qui aient déposé des prêtres de leurs fonctions, qui les aient privés du titre de leurs bénéfices, ou déclarés irréguliers, et imposé les autres grandes peines canoniques; il n'y a que des corrections légères; et si les abbesses sont en possession d'une officialité, ce n'est pas à dire qu'elles soient en possession de la juridiction épiscopale: les archidiacres de Chartres et de plusieurs autres diocèses, ont été maintenus au droit d'avoir un official, promoteur et greffier, pour connoître des cas légers, à la charge de l'appel à l'évêque, et cependant ils n'ont pas juridiction épiscopale.

C'est une des raisons pour lesquelles madame l'abbesse de Jouarre ne sauroit pas appliquer à sa cause la disposition du concile de Trente, où toutes les cures sont soumises à la juridiction des évê-

ques, à la réserve de celles où les abbés généraux d'ordre ont leur siège principal, et les monastères ou maisons, *in quibus abbates aut alii regularium superiores jurisdictionem episcopalem et temporalem in parochos et parochianos exercent* (1). L'exception contenue dans ce chapitre ne comprend point les abbesses, elle ne parle que des abbés; et ainsi il ne faut pas étendre sa disposition contre le droit commun hors son cas.

Elle oppose deux sentences, l'une rendue par le bailli de Meaux le 9 septembre 1496, l'autre donnée par le même bailli le 12 août 1502. A l'égard de la première, c'est un abus manifeste, parce qu'elle *casse et annulle, et met du tout au néant une sentence d'excommunication* prononcée par le doyen rural de la Ferté-Aucol; c'est ce que le juge royal ne peut faire, d'autant qu'il n'est point le supérieur du juge ecclésiastique, pour mettre au néant une excommunication; et cette sentence n'ayant point été rendue avec les prédécesseurs de M. l'évêque de Meaux, elle ne peut être tirée à conséquence contre lui.

L'autre sentence prononce un défaut contre le procureur et l'avocat de l'évêque, qui ont dit *ne savoir ou vouloir aucune chose dire ou proposer pour empêcher le défaut*: c'est qu'ils n'avoient point charge d'occuper; sur quoi le juge a donné défaut, et pour le profit, maintenu les religieuses en leurs possessions; c'est une sentence par défaut qui n'a jamais été signifiée, et dont par conséquent il n'est point permis d'argumenter.

(1) *Sess. xxv, de regular. cap. 11.*

Les prérogatives de la juridiction épiscopale prétendue par madame l'abbesse de Jouarre, ne sont pas moins extraordinaires que la juridiction même. Les jugemens qui s'y rendent sont en dernier ressort; il est sans exemple qu'il y en ait jamais eu aucun appel interjeté ni à Rome, ni à l'évêque de Meaux.

Elle a communiqué un registre de collations et présentations commençant en 1550, et finissant en 1593; il n'y a pas un seul témoin qui ait signé la minute des provisions; et le registre des causes de l'officialité commençant en 1509, n'est signé ni paraphé d'aucun juge ni greffier, en sorte que l'on n'auroit pas su que ce fût un registre de causes, si le greffier de cette officialité n'avoit mis un certificat au pied, depuis la plaidoirie commencée, pour faire savoir la qualité du livre.

Pour les corrections qui se font dans cette officialité, quelque curieuses qu'elles soient, M. l'évêque de Meaux n'en parlera point. Il remarquera seulement que madame l'abbesse de Jouarre ne doit pas se prévaloir de la sentence du bailli de Meaux, par laquelle il renvoya, le 29 septembre 1546, maître Jacques Bruslefer, devant l'official de Jouarre: c'est un jugement donné sans que l'évêque y ait été ouï ni appelé; il ne sert qu'à faire voir que depuis ce renvoi, ce prêtre demeura dans l'impunité, son procès ne lui fut point instruit. Il en est de même d'un arrêt du 3 décembre 1648, par lequel Nicolas de Vert, chanoine, fut renvoyé en l'officialité de Jouarre. C'est un arrêt rendu sur un sommaire, sans que l'évêque y ait pareillement été ouï ni appelé, et sans conclusions de M. le procureur géné-

ral. Il faut ajouter que depuis ce renvoi, il n'y a eu aucune sentence de correction contre cet ecclésiastique.

Madame l'abbesse de Jouarre a remarqué dans sa réplique qu'elle avoit plusieurs arrêts du conseil et du grand conseil, qui la maintenoient en diverses prérogatives appartenant à sa dignité d'abbesse. M. l'évêque de Meaux représente de son côté, que ces arrêts ordonnent seulement que les comptes de la maladrerie de Jouarre seront rendus à l'abbesse; que l'abbesse pourra faire célébrer les messes conventuelles et offices par d'autres prêtres que par les chanoines de Jouarre : il ne s'agit point de juridiction, et ainsi ce sont pièces inutiles pour la cause.

Reste à observer que la transaction rapportée, à l'insu de M. l'évêque de Meaux, par madame l'abbesse de Jouarre, et passée le 21 février 1682, avec madame l'abbesse de Faremontier, ne peut pas être déclarée commune avec madame l'abbesse de Jouarre, parce que la condition du monastère de Faremontier et de celui de Jouarre est différente; celui-là étoit agrégé par lettres-patentes registrées au grand conseil, à l'ordre de Cluny; celui-ci n'est uni à aucune congrégation, ni en état de s'y unir : celui-là n'avoit pas besoin de réforme; on convient que celui-ci en a grand besoin, et pour y procéder, il est nécessaire que l'autorité de l'évêque ne soit pas restreinte par des privilèges, qu'il ait la liberté de choisir des personnes capables d'y travailler sous lui, et ne soit pas réduit à se servir de ceux qui lui seroient présentés.

M. NOUET le jeune, *avocat.*

---

## SOMMAIRE DE LA CAUSE.

---

### PROCÉDURE.

---

CE qui a donné lieu à la contestation, est une information de l'official de Meaux à la requête du promoteur, contre madame l'abbesse de Jouarre, pour raison de ses fréquentes sorties sans permission; suivie d'un décret pour être ouïe, qui a été converti en ajournement personnel sur le refus de subir l'interrogatoire, avec défenses de sortir sans permission sous les peines de droit.

Pour éluder cette procédure, madame l'abbesse de Jouarre a formé sa demande en complainte contre les officiers de l'officialité, qu'elle a portée aux requêtes du palais en vertu de son *committimus*, et y a obtenu sentence du 2 juillet, qui casse le décret de l'official ou vice-gérent, avec défenses de passer outre, et permet d'emprisonner en cas de contravention.

M. l'évêque de Meaux a pris le fait et cause pour ses officiers, et obtenu arrêt qui le reçoit appelant; fait défense d'exécuter la sentence, et ordonne que la procédure commencée à l'officialité sera continuée.

Il a ensuite donné requête à fin d'évocation du principal, qui est la demande en complainte de

madame l'abbesse de Jouarre; et après y avoir fourni des défenses, la cause a été mise au rôle.

Depuis, M. l'évêque de Meaux en plaidant a appelé comme d'abus d'une sentence du cardinal Romain, en ce qu'elle déclare le monastère, le clergé et le peuple de Jouarre, exempts de sa juridiction : et il y a eu arrêt à l'audience qu'on plaideroit sur le tout.

Question unique à juger, si en infirmant la sentence des requêtes du palais, M. l'évêque de Meaux sera maintenu en toute juridiction sur lesdits monastère, clergé et peuple.

Quant à la sentence des requêtes du palais, on voit bien qu'elle est insoutenable : en la forme, messieurs des requêtes ne sont point juges compétens des sentences émanées des officialités; au fond, s'agissant de discipline, ils n'auroient pu surseoir l'exécution de la procédure. Il en faut donc venir au fond.

## DEUX MOYENS DU FOND.

1.<sup>o</sup> *Que le monastère de Jouarre n'a aucun titre ni privilège; 2.<sup>o</sup> que quand il en auroit eu, ils sont révoqués.*

ON ne prétend pas déduire ces moyens tout au long; on l'a fait dans les mémoires précédens; mais seulement les remettre devant les yeux de messieurs, et faire voir qu'on peut tout trancher par un arrêt.

## PREMIER MOYEN.

*Que le monastère de Jouarre n'a aucun privilège.*

LA maxime est constante, que toute exemption doit avoir le concours des deux puissances; il y faut donc également un privilège et des lettres-patentes : et dans le fait, il est constant que le monastère de Jouarre ne produit ni l'un ni l'autre.

Déjà pour lettres-patentes, ni on n'en produit, ni on ne produit aucune pièce où elles soient énoncées. L'arrêt de 1631 parle des lettres-patentes; mais la partie adverse est demeurée d'accord en plaidant, que ce n'étoit pas des lettres-patentes pour confirmer le privilège; et en effet on les représenteroit encore si elles avoient été alors.

Il n'est point question de présumer ce qui n'est ni produit ni énoncé nulle part, surtout dans une matière de droit étroit, et encore d'un droit odieux, où il faut des preuves constantes, et non pas des présomptions.

Voilà donc déjà la question jugée par le seul défaut de lettres-patentes.

Mais il n'y a non plus de privilège : le chapitre, *Ex parte*, n'est pas un privilège, il ne contient qu'une simple énonciation d'un privilège; mais en confusion, sans même en dire la date, ni de quel pape il est, sans légitime contradicteur : *Quia tandem nullus apparuit idoneus responsalis, qui partem defensaret adversam*; et avec expresse déclaration du pape, qu'il laissoit les parties au même état où elles étoient avant l'énonciation et le renouvellement



lement de ce privilège : *Ita ut non plus juris accrescat.*

La sentence du cardinal Romain n'est pas un privilège, ni n'équipolle à un privilège. Ce cardinal n'avoit pas le pouvoir d'affranchir un monastère ni de valider un privilège qu'Innocent III avoit laissé indécis; il ne l'énonce qu'en termes généraux, *inspectis privilegiis* : ainsi on ne sait encore ce que c'est. La sentence ne lui donne point d'autorité, 1.<sup>o</sup> parce qu'elle est abusive; 2.<sup>o</sup> ce n'est qu'un acte particulier dans une affaire de droit public; 3.<sup>o</sup> elle est demeurée sans exécution.

Abusive, 1.<sup>o</sup> en ce que ce cardinal a autorisé un privilège sans lettres-patentes; 2.<sup>o</sup> on a vu les privilèges des religieuses, *inspectis privilegiis*; on n'énonce nulles pièces de la part de l'évêque, il y en avoit cependant qu'on a imprimées; ainsi l'évêque a été mal défendu. 3.<sup>o</sup> Toutes les parties n'ont pas été appelées, et on n'y fait nulle mention du métropolitain ni du primat, qui avoient pareil intérêt que l'évêque à la juridiction dont on exempte le monastère.

Cette sentence est un acte purement particulier. Ce cardinal n'avoit point de pouvoir du pape pour cela; il n'agit pas comme légat, mais en vertu du pouvoir donné par les parties: pouvoir insuffisant en matière de droit public, dont les parties ne pouvoient disposer.

Il ne sert de rien que le cardinal ait prononcé du consentement des parties; car au contraire c'est ce qui fait voir que la sentence n'a force que de transaction entre particuliers. On ne pouvoit remédier

à ce défaut que par une homologation. Il n'y en a point, et n'y en eut jamais : donc la sentence demeure destituée de toute puissance publique dans une matière purement de droit public : ce qui emporte dans le principe la nullité la plus essentielle, et dans l'exécution le plus grand abus.

Cette sentence n'a jamais été exécutée par les religieuses : elles n'ont jamais appelé l'évêque à donner la confirmation, à consacrer les églises, à bénir les filles, au mépris de l'évêque et de la sentence qui les y obligeoit.

La sentence n'a pas même été exécutée par les religieuses en ce qui regarde l'exemption ; car l'exemption dit deux choses : ne pas reconnoître l'évêque, et être soumises au gouvernement du pape. Ce dernier chef a été sans exécution, puisque depuis la sentence on ne produit aucun acte de juridiction que le pape ait exercée par lui-même ni par ses délégués ou subdélégués : ainsi nulle exécution, de la part des religieuses, de l'article principal de leur sentence. Ce qu'elles ont fidèlement exécuté, c'est de n'avoir point de supérieur qui les gouvernât ; ce qui est le comble de l'abus.

Il résulte de ce que dessus un autre abus dans leur prétendu privilège. L'exemption, dit saint Bernard (1), est une injustice où l'on dépouille l'évêque, le métropolitain, le primat de ce qui leur appartient par le droit divin, par les conciles œcuméniques et par leur caractère ; on ne peut couvrir cette injustice qu'en prenant leur consentement, ou du moins en les appelant, comme il a

(1) *S. Bern. de Consil. lib. 3. c. 4.*

toujours été fait. Mais on les a méprisés dans ce privilège : il est donc nul et abusif. Tout cela est clair et fondé sur des maximes constantes.

*Si le monastère de Jouarre a une légitime possession.*

IL est constant que non par toutes les maximes.  
 1.<sup>o</sup> Parce que sa possession est sans titre dans une matière où il en faut un nécessairement ; 2.<sup>o</sup> parce qu'on a vu que les convent et religieuses ne sont en aucune possession d'être gouvernées par le pape, mais seulement de n'avoir aucun supérieur, qui est une possession manifestement abusive et réprouvée par les chapitres du Droit : *Cum non liceat* ; et *Cum ex officio* : *De præscript.*

Les actes de possession qu'on produit, sont :  
 1.<sup>o</sup> des consentemens des évêques, dont il est constant par le droit que la négligence ne peut préjudicier à leur caractère ni à leurs successeurs ;  
 2.<sup>o</sup> des sentences rendues dans un temps où le privilège n'étoit pas contesté, et sans que le droit de l'évêque soit défendu par un légitime contradicteur ;  
 3.<sup>o</sup> l'arrêt de 1631, où ni l'évêque ni ses officiers n'étoient en cause ; où il ne s'agissoit pas de l'exemption, mais d'une sentence donnée en matière décimale par l'official de Meaux, et où il est dit seulement qu'il y a abus.

Ajoutons que si on a égard à cette possession, il faudra autoriser les abbesses à violer la clôture, en sortant et faisant sortir les religieuses sans permission ; ce qui est de tous les abus celui qui est le plus réprouvé par les canons ; et encore autoriser

le monastère dans l'usage d'être acéphale et sans supérieur légitime, en sorte que leur possession n'est qu'entreprise et usurpation : *corruptela, non consuetudo*, comme parlent les canons.

SECOND MOYEN.

*Quand les religieuses auroient un privilège,  
il est révoqué.*

C'EST ici le moyen décisif qui ne consiste qu'en deux mots.

L'article VII de l'ordonnance d'Orléans soumet absolument et indistinctement tout monastère exempt et non exempt aux archevêques et évêques.

L'ordonnance de Blois, en entrant dans l'esprit du concile de Trente (1), ne soumet aux évêques que les monastères exempts qui ne seront point en congrégation, et leur donne un an pour s'y mettre.

Le terme échu, l'évêque rentre pleinement dans son droit sans formalité ni procédure. C'est à quoi on en vouloit venir pour ramener les choses en leur état naturel, et mettre fin aux scandales causés par les exemptions, qui faisoient crier toute la chrétienté depuis trois cents ans.

Le concile de Trente avoit dit : *Monasteria... ab episcopis... gubernentur*. C'est ce que l'ordonnance exprime : *Il y sera pourvu par l'évêque*; c'est-à-dire, qu'il sera pourvu à *faire statuts et commettre visitateurs*, aux termes de l'ordonnance.

Le concile de Trente et l'ordonnance n'ont fait

(1) *Sess. xxv. De Ref. cap. 9.*

que rappeler la discipline déjà ordonnée au concile œcuménique de Vienne en 1312, dans la Clémentine, *Attendentes : De statu monachorum. Ut monasteria monialium per ordinarios ; exempta quidem , apostolicè , non exempta verò , ordinariè auctoritate debeant visitari.* C'est le décret d'un concile œcuménique confirmé par un autre concile œcuménique , qui est celui de Trente , constamment reçu en ce point par l'ordonnance , à l'exception de la clause : *Tanquam sanctæ Sedis... delegatis* , qui ne convient pas à nos mœurs.

On ne peut donc plus alléguer ni le chapitre *Ex parte* , ni la sentence du cardinal Romain , ni la possession des religieuses , ni la négligence des évêques , puisque deux conciles œcuméniques ont prononcé , *non obstantibus quibuscumque.*

Dans le fait , en exécution de ces deux conciles , le pape qui les a reçus et approuvés , s'est actuellement démis du gouvernement de ces monastères ; il n'y pourvoit en aucune sorte , et s'en tient absolument déchargé sur les évêques : donc , ou par abdication , ou par abandonnement des papes , les évêques sont tenus à faire leur charge.

*Si l'on peut donner du temps aux monastères pour se mettre en congrégation.*

IL est bien certain que non , pour deux raisons décisives ; 1.<sup>o</sup> le terme donné par l'ordonnance est expiré , il faudroit des lettres du roi pour être restitué contre le laps du temps. On n'en produit point ; on n'en a pas même demandé depuis le temps

que dure cette cause ; parce qu'on sait que le roi n'en veut point donner , ni rien changer en l'état où l'affaire est à présent ; 2.<sup>o</sup> il n'y a point de lieu à l'agrégation , au préjudice de l'évêque , qui est rentré dans son droit et l'exerce actuellement. Ainsi jugé par l'arrêt de la Grenetière , au profit de M. l'évêque de Luçon , le 10 janvier 1679 , lu à l'audience , et communiqué aux parties qui n'y ont rien répliqué ; 3.<sup>o</sup> quand il y auroit des lettres-patentes , elles réserveroient le droit de l'évêque , et ce ne seroit qu'un nouveau procès. Il vaut donc mieux trancher à présent la question en l'état où elle est.

*Le bref de M. l'archevêque de Paris et celui d'Hière.*

On dit que le monastère de Jouarre est actuellement sous la supériorité de M. l'archevêque de Paris , par un bref que le roi même a impétré , et dont il a ordonné l'exécution par un arrêt du conseil : ce qui n'a rien d'abusif , puisque le roi et la cour ont bien reçu un pareil bref en faveur du monastère d'Hière.

Mais la réponse est aisée : le bref de M. l'archevêque de Paris est demeuré sans exécution , ni intimation au monastère de Jouarre , pour faire connoître , non-seulement à l'abbesse , mais encore aux religieuses , le supérieur auquel elles devoient avoir recours. Il n'y a ni subdélégation , ni visite , ni citation , ni aucun acte juridique de la part de M. l'archevêque de Paris. Des lettres de compliment ou en termes généraux ne sont pas une ac-

ception ni une exécution légitime : le bref est suranné ; le déléguant, qui est le pape, est mort avant que le délégué ait rien exécuté ; par conséquent la commission nulle par le droit. Il n'y a point de lettres-patentes, et on n'en a point demandé depuis dix ans, parce qu'on sait que le roi n'en veut point donner ; et maintenant il n'y a plus de lieu à ces lettres contre le droit acquis à l'évêque, qui fait actuellement sa charge ; droit auquel le roi ne veut point déroger.

C'est ce qui montre la différence du monastère d'Hière, où l'évêque ne réclamoit point le monastère, et ne faisoit rien.

Le bref d'Hière étoit soutenu de lettres, et celui-ci non.

Le bref d'Hière est obtenu par les religieuses, et c'est leur propre pièce : celui-ci n'est pas au pouvoir des religieuses de Jouarre, mais en celui de M. l'archevêque de Paris, qui ne s'en sert point ; qui ne revendique point sa juridiction ; qui laisse ce bref inutile dans son secrétariat, d'où il l'a fallu compulser ; qui trouve plus digne de lui de demeurer le supérieur naturel du monastère de Jouarre par son titre de métropolitain que par une commission empruntée.

#### *Sur la juridiction active.*

Si l'abbesse de Jouarre est soumise, comme elle ne le peut éviter par les deux moyens précédens, sa juridiction active tombe avec son exemption ; étant contradictoire qu'une personne soumise exerce une juridiction indépendante.

D'ailleurs, il est bien constant par les propres titres des religieuses, c'est-à-dire, par le privilège énoncé dans le chapitre, *Ex parte*, et par la sentence arbitrale, qu'il n'y est attribué à l'abbesse aucune juridiction sur le clergé et le peuple. Il est bien dit dans la sentence du cardinal Romain, que ce peuple et ce clergé sont soumis immédiatement au pape; mais le pape n'a pas transmis son autorité à l'abbesse. Sa sentence ne lui attribue ni le droit de s'ériger un tribunal et une officialité, ni celui d'instituer et destituer des prêtres; de leur conférer le droit d'administrer les sacremens, et de prêcher la parole de Dieu, ni d'exercer comme elle fait, toutes les fonctions pastorales. Elle a usurpé tout cela par entreprise.

De là il résulte clairement, que l'abbesse n'a pu prescrire cette juridiction active, ni s'aider de sa prétendue possession, parce qu'elle est de mauvaise foi, et contre son propre titre par un attentat manifeste sur le pape, qu'elle dit être son supérieur immédiat. D'ailleurs, pour ériger un tribunal, avoir des prisons, et le reste, il faudroit des lettres-patentes, et il n'y en a point ici.

Et enfin, l'abbesse ne peut prescrire cette juridiction, parce qu'elle en est incapable. L'abbesse de Montivilliers a quelque juridiction, qui néanmoins lui est contestée, quoiqu'elle soit subordonnée à celle de l'archevêque de Rouen, son diocésain. L'abbesse de Fontevraud exerce aussi quelque juridiction sur ses religieux et religieuses dans l'intérieur de son ordre, subordonnément à un visiteur qu'on lui élit de trois ans en trois ans, hors de son



ordre dans le chapitre général, où il y a des députés de toutes les maisons. Madame l'abbesse de Jouarre est la seule qui ait un clergé et un peuple ; la seule qui ait usurpé la pleine juridiction épiscopale ; qui l'exerce plus indépendamment que les évêques, qui ont sur eux des métropolitains, et que les métropolitains qui ont sur eux des primats. Elle seroit donc un vrai pasteur contre tout droit divin et humain, et contre la sujétion que S. Paul ordonne à son sexe, *Mulieres in ecclesia taceant*. Ainsi, quand on conserveroit tous les autres privilèges, il faudroit anéantir celui-ci le plus excessif et le plus insupportable de tous.

Il y a lieu de le faire par un seul arrêt, puisque tous les faits sont constans. Les pièces essentielles sont entre les mains de tous les juges ; les maximes de droit sont connues et indubitables. Il n'y a plus qu'à apporter un prompt remède à des maux qui en ont besoin, et de renvoyer un évêque dans son diocèse, et des religieuses dans leur retraite.

---

---

# ARRÊT

## DE LA COUR DE PARLEMENT,

*Qui déclare l'abbesse et les religieuses de l'abbaye de Jouarre, le clergé, chapitre, curé, peuple et paroisse dudit lieu sujets à la juridiction et visite de l'Evêque de Meaux.*

Du 26 janvier 1690.


*Extrait des registres de parlement.*

ENTRE dame Henriette de Lorraine, abbesse de l'abbaye de Jouarre, ordre de saint Benoît, diocèse de Meaux, demanderesse aux fins de l'exploit fait aux requêtes du palais le 17 juin 1689, à ce qu'elle ait acte de la complainte par elle formée par ledit exploit contre l'official et promoteur de Meaux : ce faisant, il soit dit qu'elle sera maintenue et gardée en la possession et jouissance en laquelle elle est de l'exemption de toute juridiction de l'évêque de Meaux, avec défenses de l'y troubler, à peine de tous dépens, dommages et intérêts, et à fin de dépens, intimée, défenderesse et opposante à l'exécution de l'arrêt du 22 juillet 1689, suivant sa réponse à la signification dudit arrêt du 4 août ensuivant, d'une part. Et messire Jacques-Bénigne Bossuet, évêque de Meaux, conseiller du roi en ses conseils, ci-devant précepteur de monseigneur le Dauphin, premier aumônier de madame la Dauphine, prenant le fait et cause de ses official et promoteur en l'évêché de Meaux, défendeur à ladite demande et opposition, et appelant de la sentence obtenue sur requête judiciaire par ladite dame abbesse de Jouarre, auxdites re-

quêtes du palais le 2 dudit mois de juillet 1689, portant cassation de la procédure extraordinaire contre elle faite en ladite officialité de Meaux, citation et tout ce qui s'en est ensuivi; et demandeur en requête présentée à la cour le 12 novembre 1689, à ce qu'en infirmant ladite sentence de cassation, il lui fût donné acte de ce qu'il emploie le contenu en sadite requête pour défenses à la demande en complainte formée aux requêtes du palais par l'abbesse de Jouarre. Ce faisant, qu'il plût à la cour évoquer le principal différend des parties pendant auxdites requêtes du palais; et y faisant droit, sans avoir égard à ladite demande en complainte, le maintenir et garder au droit de la juridiction épiscopale sur le monastère, abbesse et religieuses de Jouarre; ensemble sur le collège et chanoines, curés et prêtres habitués dudit Jouarre, et faire défenses à ladite abbesse de plus l'y troubler; et pour l'avoir fait, la condamner aux dépens, d'autre part. Et entre ledit sieur évêque de Meaux, appelant comme d'abus de la sentence rendue par le cardinal Romain en l'année 1225, en ce que par icelle le monastère, le clergé et le peuple de Jouarre sont déclarés exempts de la juridiction de l'évêque de Meaux, d'une part; et ladite dame abbesse de Jouarre intimée, d'autre part. Et encore entre ladite abbesse de Jouarre, demanderesse en requête du 9 janvier 1690, à ce qu'en déclarant ledit sieur évêque de Meaux non recevable en son appel comme d'abus et en sa complainte, et en adjugeant à ladite dame abbesse les autres fins et conclusions par elle prises, il fût ordonné que le bref du pape Innocent XI, du 7 février 1680, qui a établi l'archevêque de Paris supérieur et visiteur de ladite abbaye de Jouarre, et l'arrêt du conseil d'Etat du 27 avril ensuivant, qui en a ordonné l'exécution, seroient, en tant que de besoin, exécutés de l'autorité de la cour, d'une part; et ledit sieur évêque de Meaux, défendeur, d'autre, sans que

les qualités puissent nuire ni préjudicier aux parties. Après que Nouet le jeune, pour l'évêque de Meaux, et Vaillant, pour l'abbesse de Jouarre, ont été ouïs pendant sept audiences; ensemble Talon, pour le procureur général du roi, qui a dit qu'il y a lieu, en tant que touche l'appel simple, mettre l'appellation et ce dont est appel au néant. A l'égard de l'appel comme d'abus, dire qu'il a été mal, nullement et abusivement statué et ordonné. Faisant droit sur les complaints, sans s'arrêter aux requêtes de ladite dame abbessse de Jouarre, maintenir l'évêque de Meaux aux droits de juridiction et visite sur l'abbaye, sur le clergé et sur le peuple de Jouarre, laquelle juridiction sera par lui exercée aux mêmes clauses et conditions portées par la transaction passée entre lui et l'abbesse de Faremoutier le 21 février 1682. Ce faisant, l'abbesse de Jouarre demeurera à l'avenir déchargée de la redevance de dix-huit muids de grain mentionnée dans la sentence de 1225, sans restitution des arrérages du passé. La cour ordonne qu'elle en délibérera sur le registre; et après en avoir délibéré, ladite cour, en tant que touche l'appel interjeté par la partie de Nouet de la sentence rendue aux requêtes du palais le 2 juillet 1689, a mis et met l'appellation, et ce dont il a été appelé, au néant. Emendant, évoque le principal, et y faisant droit, ensemble sur l'appel comme d'abus, dit qu'il a été mal, nullement et abusivement procédé, ordonné et exécuté; et en conséquence, et suivant les saints canons et les ordonnances, maintient la partie de Nouet et ses successeurs évêques de Meaux, au droit de gouverner le monastère de Jouarre et d'y exercer leur juridiction épiscopale tant sur l'abbesse et religieuses, que sur le clergé, chapitre, curé, peuple et paroisse dudit lieu; de faire dans leurs visites et autrement les statuts et réglemens qu'ils estimeront les plus propres pour maintenir la discipline régulière dans ledit

monastère, suivant la règle de son institution, et de les y faire garder et exécuter. Ordonne que la partie de Nouet sera tenue de rapporter dans trois mois les titres, même ceux antérieurs à la sentence de l'année 1225, si aucun il a, en vertu desquels il prétend que la redevance de dix-huit muids de grain à prendre sur ladite abbaye, appartient à son évêché, pour, après qu'ils auront été communiqués à la partie de Vaillant, y être fait droit ainsi qu'il appartiendra; et sur le surplus des demandes des parties, les met lors de cour et de procès; condamne la partie de Vaillant aux dépens. Fait en parlement, le vingt-sixième janvier mil six cent quatre-vingt-dix. Collationné. *Signé* DU TILLET.



---

## PROCÈS-VERBAL DE VISITE.

*Extrait du registre des visites du diocèse de  
Meaux.*

L'AN mil six cent quatre-vingt-dix, le samedi 25 février, nous Jacques-Bénigne, par la permission divine, Evêque de Meaux, sommes parti de la ville de Meaux sur les huit heures du matin, accompagné de M.<sup>re</sup> Jean Phelipeaux, prêtre, docteur de Sorbonne, chanoine et trésorier de notre église; de M.<sup>re</sup> Jean Corvisart, prêtre, curé de Mareuilles-Meaux, promoteur de notre cour épiscopale, et de M.<sup>re</sup> François Ledieu, prêtre chanoine de notre église, notre aumônier ordinaire, ensemble de nos autres officiers et gens de notre suite : nous nous sommes transportés au bourg de Jouarre, pour y faire la visite, tant du monastère que de la paroisse dudit lieu, conformément à l'indication de ladite visite par nous ordonnée être faite sur les lieux, et à cette fin nos mandemens et ordonnances signifiés par Crétien, huissier royal audit Meaux. Et étant arrivés à la croix hors des portes du bourg dudit Jouarre, aurions rencontré le clergé de Jouarre, revêtu de surplis et camail, venu processionnellement avec croix et eau bénite, et suivi d'un grand peuple. Ledit clergé, tant chanoines de l'abbaye dudit Jouarre que le curé, vicaire et autres ecclésiast-

tiques de la paroisse dudit lieu ; à savoir : M.<sup>re</sup> Gilles Lepreux , ancien desdits chanoines , M.<sup>re</sup> Pierre de Verse , Henri de Belloy , Thomas Davanécourt , Jacques Bernage et Denis Pinart , tous prêtres et chanoines de ladite abbaye ; desquels ledit M.<sup>re</sup> Gilles Lepreux , ancien , nous auroit déclaré tant en son nom qu'en celui de sesdits confrères présens , faisant la plus grande partie d'entre ceux qui étoient actuellement résidens audit Jouarre , qu'ils nous recevoient avec joie et consolation , parce qu'ils trouvoient en nous leur véritable pasteur et supérieur , dont jusqu'alors ils avoient été privés au mépris de leur caractère , protestant qu'ils étoient prêts de nous rendre en cette qualité toute sorte de soumissions et obéissances ; ce que lesdits chanoines ses confrères auroient tous unanimement déclaré être leurs véritables sentimens. Après quoi M.<sup>re</sup> Jacques Bernage , l'un d'iceux , et curé de la paroisse dudit Jouarre , s'étant avancé , suivi de son vicaire et maître d'école , revêtu d'une étolle , qu'il auroit à l'instant quittée en se prosternant à nos pieds , puis nous en auroit revêtu , disant qu'il remettoit en même temps tout son pouvoir entre nos mains , et qu'il ne désiroit l'exercer désormais qu'après l'avoir reçu de nous et sous nos ordres. Sur quoi nous lui aurions répondu , en présence de tout le peuple , que nous lui rendions tous ses pouvoirs , et lui enjoignons de continuer comme il avoit fait ci-devant , d'administrer les saints sacremens , et annoncer la parole de Dieu , persuadé qu'il en useroit selon les saints canons et les ordres qu'il recevoit de nous. Puis nous nous serions acheminés proces-

sionnellement vers l'église de la paroisse, au chant du répons *Benedictus*, et de l'hymne *Te Deum laudamus*, et au carillon des cloches, suivi d'une grande multitude de peuple, et les rues bordées de la plupart des habitans à genoux pour recevoir la bénédiction épiscopale. Arrivés à l'église paroissiale, nous y aurions été reçu par lesdits curé, vicaire et chapelains, ensemble lesdits chanoines toujours présens, avec les cérémonies accoutumées. Le *Te Deum* achevé, les versets et oraisons marquées à cet usage auroient été chantées par ledit curé, tandis que nous faisons notre prière sur le prie-dieu préparé au pied du grand autel, où nous serions ensuite monté pour le baiser, et aurions donné la bénédiction solennelle. Puis assis sur un fauteuil aurions expliqué au peuple les raisons de la visite épiscopale, et exposé succinctement quel est le gouvernement ecclésiastique établi par Jésus-Christ, le souverain pasteur des ames, et réglé par les saints canons, leur indiquant au surplus, que le jour suivant, huit heures du matin, nous commencerions la visite, et la continuerions les jours suivans, avec toutes les fonctions de notre ministère; exhortant les pères et mères d'envoyer leurs enfans au catéchisme, auquel nous assisterions en personne, afin qu'étant assuré de leur capacité, nous leur puissions donner le sacrement de confirmation. Le peuple ainsi renvoyé en paix, nous sommes descendu au presbytère de ladite cure, où nous avons pris notre logement : où étant nous serions informé du nombre des chanoines dudit Jouarre; sur quoi nous aurions appris qu'ils sont



en tout treize titulaires; six actuellement présens et ci-dessus nommés, plus deux jeunes clercs étant aux études, et enfin cinq autres prêtres, savoir : M.<sup>re</sup> Louis de la Vallée, qu'on nous a dit être de présent à Paris; M.<sup>re</sup> Jean-Baptiste Riché, dont la prébende est en litige, absent pour cette raison; M.<sup>re</sup> Raphaël Gallot, M.<sup>re</sup> Nicolas Rassicod, et M.<sup>re</sup> Daniel de la Vallée, dit Laburie, lesquels trois derniers on nous a assuré être dans le bourg; sur quoi nous aurions donné ordre que lesdits Gallot, Rassicod et Laburie fussent avertis de se rendre auprès de nous, aujourd'hui cinq heures de relevée.

Et ledit jour, quatre heures de relevée, nous nous serions transporté, revêtu de camail et rochet, accompagné de nosdits ecclésiastiques et autres officiers comme dessus, au monastère dudit Jouarre, dont la première porte nous auroit été ouverte par un suisse habillé de vert. Arrivés à la porte du tour, aurions enjoint à la tourrière du dehors d'avertir la mère prieure, la dame abbesse absente, que nous venions faire la visite conformément à nos ordonnances et mandemens signifiés à cet effet; que pour cette cause on eût à nous ouvrir les portes de l'église et assembler la communauté au parloir pour recevoir nos ordres. Mais après avoir attendu quelque temps sans qu'on nous rendît autre réponse, sinon que personne du dedans ne paroissoit au tour, nous aurions fait frapper à la porte de clôture dudit monastère, et par la petite grille de ladite porte la prieure dudit monastère auroit paru : à laquelle nous aurions déclaré que, conformément aux saints canons, et

notamment aux décrets du saint concile de Trente, nous venions faire la visite, et lui aurions réitéré les ordres ci-dessus. A quoi elle auroit répondu, qu'elle ne pouvoit nous reconnoître, attendu que ledit monastère ne dépendoit d'autre supérieur ecclésiastique que de N. S. P. le pape, dont elle et ses sœurs attendoient la volonté; que quant à l'arrêt de la cour de parlement que nous leur aurions fait signifier audit monastère, il n'avoit pas été rendu avec la communauté. Sur quoi lui ayant demandé si la communauté avoit d'autres moyens à alléguer ou titres à produire que ceux allégués et produits par ladite dame abbesse, elle nous auroit dit que non à la vérité, mais qu'elles attendoient la volonté du pape. Lui ayant ensuite demandé si ladite communauté étoit avertie de notre arrivée et présence, elle auroit répondu que oui. Toutes lesquelles réponses ayant pris pour refus, et icelle prieure interpellée une, deux et trois fois, de nous obéir, sans en recevoir autre réponse que celle ci-dessus, notre promoteur présent nous auroit requis qu'il nous plût ordonner qu'incessamment les portes nous fussent ouvertes pour procéder à ladite visite, sur les peines de droit, dont nous lui aurions donné acte. En même temps ladite prieure s'étant retirée sans attendre de nouveaux ordres, nous serions aussi retourné à notre logement, pour de tout ce que dessus délibérer; dont et de quoi nous avons fait et dressé le présent procès-verbal pour servir et valoir, en temps et lieu, ainsi que de raison. Puis nous aurions ordonné que la procédure par nous commencée seroit continuée, et lesdites prieure et

religieuses admonestées de nous obéir; et cependant, attendu leur désobéissance et contumace, nous aurions recours à la cour de parlement et imploration du bras séculier.

Et ledit jour, sur le soir, nous aurions mandé M.<sup>re</sup> Barthélemi de Rémond, prêtre, confesseur en ladite abbaye, et F. Basile, prêtre, religieux de saint Dominique, prêchant le carême en l'église de ladite abbaye, pour venir recevoir nos ordres sur les fonctions de leur ministère. Lesquels s'étant rendus auprès de nous, nous leur aurions déclaré, qu'attendu la résistance et opposition à nos ordres de la part des prieure et religieuses dudit monastère, ne les jugeant pas en état de s'approcher des sacrements, nous leur défendions, auxdits de Rémond et F. Basile, de confesser lesdites prieure et religieuses sans notre permission spéciale et par écrit, laquelle nous accorderions volontiers à celles par lesquelles nous en serions requis; qu'au surplus nous leur laissions la liberté de dire et chanter la sainte messe, ne voulant pas que le service de Dieu cessât; et que quant à la prédication, nous permettions audit F. Basile de la faire, à condition que ce fût publiquement, les portes de l'église ouvertes, à ce que le peuple et nous-même y puissions assister comme nous le désirions. A quoi lesdits de Rémond et F. Basile nous auroient promis d'obéir avec protestation de toute sorte de soumission.

Seroit pareillement venu vers nous M.<sup>re</sup> Jean-Baptiste Richer, prêtre, chanoine dudit Jouarre, ne résidant point à cause qu'il est en procès pour sa prébende; lequel informé de notre visite audit Jouarre,

y seroit venu pour nous y rendre ses soumissions et recevoir nos ordres comme de son légitime supérieur, lequel nous aurions reçu avec affection.

Quant à M.<sup>re</sup> Raphaël Gallot, prêtre, chanoine dudit Jouarre, cité à comparoir devant nous, sous peine d'interdiction, par exploit signifié en sa maison audit Jouarre, du 26 février audit an, sur ce que les chanoines ses confrères nous auroient assuré qu'il seroit sorti dudit Jouarre, et nous supplioient de surseoir à prononcer contre lui. Inclinant à leur prière, nous aurions bien voulu surseoir toute procédure contre ledit Gallot, espérant, comme ils nous le disoient, que de lui-même il viendrait à l'obéissance; ce qu'il a fait, étant revenu audit Jouarre depuis notre départ, avec protestations de soumissions pareilles à celles de ses confrères, entre les mains dudit sieur Phelipeaux.

Pour M.<sup>re</sup> Nicolas Rassicod et M.<sup>re</sup> Daniel de la Vallée, dit Laburie, aussi prêtres et chanoines audit Jouarre, attendu leur désobéissance et contumace, après avoir été cités par trois fois de comparoir par-devant nous, par exploits à eux signifiés à la requête de notredit promoteur en trois jours consécutifs, nous les aurions déclarés interdits de toutes les fonctions de leurs saints ordres, par notre ordonnance du mardi 28 février audit an, à eux signifiée le mercredi 1.<sup>er</sup> mars suivant, à ce qu'ils n'eussent à faire aucunes fonctions de leurs saints ordres au préjudice de l'interdit prononcé contre eux, sur les peines portées par les saints canons, ainsi qu'il paroît plus amplement par les actes séparés du présent procès-verbal.

Le jeudi 2 mars audit an , l'arrêt de la cour de parlement du 28 février 1690, portant qu'il sera fait ouverture des portes de ladite abbaye de Jouarre en présence du sieur lieutenant-général de Meaux , commis par la cour à l'exécution dudit arrêt , fut signifié au monastère dudit Jouarre, par Regnault, huissier à Meaux.

Et ledit jour 2 mars audit an, une heure de relevée, nous évêque susdit, accompagné de M.<sup>re</sup> Hugues Janon, prêtre; de M.<sup>re</sup> Jean Phelipeaux, docteur de Sorbonne, chanoine et trésorier de notre église; de messire Jean Corvisart, curé de Marcuil-les-Meaux, et promoteur de notre cour épiscopale; de M.<sup>re</sup> François Ledieu, chanoine de notre église, et notre aumônier ordinaire, tous prêtres; et de M.<sup>re</sup> Pierre Royer, secrétaire ordinaire de notre évêché, et nos autres officiers, nous nous serions transporté, revêtu de camail et rochet, et pareillement nos ecclésiastiques susdits, à la porte de l'abbaye dudit Jouarre, avec le sieur lieutenant-général de Meaux, commissaire en cette partie, nommé par ledit arrêt, pour faire notre visite audit monastère, dont la première porte nous auroit été ouverte par un suisse vêtu de vert. Et arrivés à la porte du tour, nous aurions enjoint à la tourrière du dehors d'avertir la mère prieure, la dame abbesse absente, que nous venions faire notre visite, conformément à nos ordonnances et mandemens signifiés, tant à ladite dame abbesse, qu'aux prieure et religieuses dudit monastère de Jouarre, par Crétien, huissier à Meaux, le 23 février der-

nier, et que pour cet effet la prieure eût à nous faire ouvrir les portes de l'église et assembler la communauté au parloir pour nous venir recevoir et obéir à nos ordres.

Est comparu M. Cheverry, procureur fiscal de la dame abbessse et religieuses de Jouarre, lequel assisté des autres officiers de ladite abbaye, conformément à la signification à nous faite du jour d'hier, auroit protesté au nom desdites prieure et religieuses, sans néanmoins nous pouvoir montrer aucun acte capitulaire, ni ordre par écrit de faire lesdites protestations, encore qu'il en eût été requis, que notre entrée audit monastère ne pourroit nuire ni préjudicier aux privilèges et exemptions de l'abbaye. Sur quoi nous aurions ordonné que nous continuerions de faire notre visite, conformément aux saints canons, et en particulier aux décrets des saints conciles de Vienne et de Trente, dont l'exécution auroit été ordonnée tant par l'ordonnance de Blois que par les arrêts susdits, et ce nonobstant toute opposition ou appellation quelconque, comme en matière de discipline et correction de mœurs. Aurions en outre requis ledit sieur lieutenant-général, en cas qu'on continuât de nous faire les empêchemens et troubles déjà commencés, en refusant d'assembler les religieuses devant nous, comme on a fait jusqu'ici, d'exécuter l'arrêt dont il est porteur, en ordonnant que les portes dudit monastère nous fussent ouvertes, afin que nous parlions auxdites religieuses, et procédions à la visite des lieux réguliers; ce qu'il auroit

en même temps ordonné et fait exécuter, ainsi qu'il est plus au long porté au procès-verbal fait par ledit sieur lieutenant-général.

Et après que les ouvriers amenés par ledit sieur lieutenant-général se seroient mis en devoir de faire ouverture de la porte de clôture dudit monastère, elle nous auroit été ouverte en dedans par deux religieuses. Et nous évêque susdit, serions entré dans ledit monastère, accompagné de nos ecclésiastiques susdits et officiers, ensemble ledit sieur lieutenant-général avec ses officiers. Puis la porte refermée par lesdites religieuses qui l'avoient ouverte, elles se seroient retirées à l'instant avec précipitation, sans même vouloir nous dire leurs noms et offices. Ce fait, nous nous serions acheminés vers le dortoir, et en chemin aurions rencontré une religieuse, laquelle nous auroit dit être sœur Marie Gobelin, dite des Archanges, et qu'elle se retiroit dans sa cellule, suivant l'ordre qui en avoit été donné; à laquelle nous aurions ordonné de nous suivre, et de nous conduire audit dortoir et cellules; ce qu'elle auroit fait. Où étant, nous aurions été de cellule en cellule dans les deux dortoirs, et aurions parlé aux religieuses qui y étoient demeurées en plus grand nombre, les autres s'étant retirées ailleurs, et ayant laissé leurs cellules fermées pour la plupart, la prieure elle-même s'étant absentée du dortoir, sa cellule ouverte: et sur ce que nous aurions ordonné aux religieuses présentes de la faire venir devant nous, toutes nous auroient déclaré ne savoir où elle étoit, non plus que les autres religieuses. Aurions dit auxdites re-

ligieuses que notre intention étoit de tenir le chapitre, où nous leur aurions ordonné de nous suivre, et à quoi elles auroient obéi. Mais avant cela, nous étant fait conduire à l'église, au chœur des religieuses, nous nous serions contenté d'y adorer le saint Sacrement, sans y faire autre cérémonie ni visite, désirant d'apporter un prompt remède aux besoins les plus pressans. De là étant allés à la porte du chapitre, afin que les absentes n'en pussent ignorer, nous aurions fait sonner le timbre, comme il se pratique en cas pareil. La porte dudit chapitre s'étant trouvée fermée, aurions tenu l'assemblée dans une salle voisine, dite la salle de communauté; où se seroient trouvées vingt-trois religieuses; savoir, sœur Catherine de Fiesque, seconde prieure, sœur Henriette de Luzancy, dite de Sainte-Hélène, troisième prieure, etc., ensemble nos ecclésiastiques et officiers: puis la prière et invocation du Saint-Esprit préalablement faite suivant la coutume, aurions fait lire en français auxdites religieuses, par l'un desdits ecclésiastiques, les décrets susdits des saints conciles de Vienne et de Trente, leur faisant voir que nous aurions été troublés dans l'exécution d'iceux, par la sentence que madame leur abbesse auroit obtenue aux requêtes du palais, par laquelle la procédure de notre official, quoique régulière et canonique, auroit été cassée, et défenses faites à nous et à nos officiers de passer outre. Ce qui nous auroit forcé, pour réparer un tel attentat, d'avoir recours à l'autorité de la cour de parlement, où nous aurions obtenu l'arrêt bien connu des religieuses, puisqu'il leur a été signifié, et qu'elles y



sont comprises. Leur aurions pareillement remontré, que c'étoit à tort qu'on tâchoit de leur faire entendre que ledit décret du saint concile de Trente n'étoit pas reçu dans le royaume, puisqu'il étoit accepté par l'ordonnance de Blois, dont lecture leur fut pareillement faite; et que ladite cour de parlement, à qui il appartient d'exécuter les ordonnances, l'avoit ainsi jugé par ledit arrêt, qui ne faisoit autre chose que d'ordonner l'exécution de ladite ordonnance de Blois et des saints canons, en sorte qu'il ne leur restoit que l'obéissance qu'elles nous auroient aussi toutes promis de nous rendre. Après quoi nous aurions fini le chapitre par la prière. Ensuite notre promoteur nous auroit remontré que l'entrée des tours n'étoit pas libre, que les clefs ni du monastère, ni desdites tours n'étoient point en notre disposition; et que les officiers qui en étoient chargés, ne nous avoient point encore rendu obéissance; en sorte que si nous procédions au scrutin et audition des religieuses à la grille, selon la coutume, lesdites religieuses n'auroient point un libre accès auprès de nous, mais en seroient empêchées, tant par la prieure qui ne nous avoit pas obéi, ni paru devant nous, que par les autres officières désobéissantes; ajoutant que nous retirant hors du monastère, nous perdrions l'occasion de parler aux religieuses qui ne vouloient pas nous reconnoître ni se ranger à leur devoir; nous requérant qu'à ces causes et autres que notre prudence pourroit suppléer, il nous plût à cette fois, et sans tirer à conséquence, procéder audit scrutin et audition des religieuses au dedans : ce que nous

aurions ordonné, et à l'instant y aurions procédé jusqu'environ six heures du soir, après quoi nous nous serions retiré du monastère, et retourné au presbytère dudit Jouarre.

Le vendredi 3 mars audit an, nous aurions mandé à l'abbaye dudit Jouarre, qu'on eût à nous ouvrir les portes de l'église, lesquelles jusqu'alors se tenoient soigneusement fermées, attendu que nous désirions y célébrer la sainte messe, visiter le saint Sacrement, et faire les autres fonctions de notre ministère, à quoi on n'avoit pas obéi. Ce qui nous auroit obligé, contre notre attente, d'avoir recours audit sieur lieutenant-général, avec lequel, revêtu et accompagné comme ci-dessus, nous nous serions transporté à la principale porte de ladite église, à laquelle nous aurions trouvé ledit Cheverry, qui sous les protestations plus amplement énoncées au procès-verbal dudit sieur lieutenant-général, auroit offert de nous faire ouvrir les portes, après qu'on auroit fait effort à ladite porte : ce que nous aurions refusé par la révérence des saints lieux ; mais aurions ordonné que lesdites portes seroient ouvertes incessamment, et demeureroient ensuite ouvertes à toutes les heures accoutumées, afin que le peuple pût assister au service divin et prédication qui se faisoient en ce saint temps, défendant de plus tenir ladite porte fermée, comme si l'église eût été interdite, et déclarant que nous aimions mieux nous retirer que de faire aucun effort à ladite porte : admonestant au surplus lesdites religieuses en la personne dudit Cheverry, de ne pas commettre un si grand scandale : et à l'instant ladite porte avoit été ouverte,

par laquelle étant entré dans ladite église avec nosdits ecclésiastiques et officiers, nous aurions fait d'abord notre prière et autres préparations au saint sacrifice, sur un prie-dieu préparé au bas du maître-autel ; puis aurions visité le saint Sacrement reposant au tabernacle dans un ciboire de vermeil, et en aurions fait ostension au peuple, sans toutefois chanter les antiennes, versets et oraisons accoutumées, à cause de la division des religieuses, et évitant tout ce qui pouvoit donner scandale au peuple. Aurions ensuite célébré la sainte messe, finissant à l'ordinaire par la bénédiction pontificale. Après les actions de grâces, nous aurions visité la sacristie où nous aurions trouvé toutes choses en fort bon ordre ; et enfin nous nous serions retirés audit presbytère.

Et ledit jour deux heures de relevée, ayant envoyé notre dit promoteur audit monastère, y déclarer que nous désirions continuer notre dite visite, et qu'on eût à nous en ouvrir les portes et faire venir les religieuses pour nous parler, il nous auroit rapporté qu'il n'auroit trouvé personne à qui parler ; en sorte que nous aurions été contraint d'avoir recours de nouveau audit sieur lieutenant-général, avec lequel, ensemble nos ecclésiastiques et officiers revêtus comme dessus, nous nous serions transporté à ladite abbaye, où personne ne se présentant pour nous recevoir, ni même pour nous parler, nous aurions requis ledit sieur lieutenant-général de faire sa charge. Et après l'effort fait à la petite grille et à la serrure de la porte de clôture, ladite porte nous auroit été ouverte par deux religieuses, qui se seroient nommées sœur Anne de Marle, dite de Sainte-

Foy, et sœur Anne de Menou, dite de la Visitation, portières. Après quoi notre promoteur nous auroit remontré qu'il y avoit lieu d'espérer que la prieure et les religieuses qui lui adhèrent, se contenteroient de leur première résistance, et ne pousseroient pas la contumace jusqu'à nous contraindre d'appeler toujours la justice séculière; qu'il n'étoit pas juste de nous exposer à de pareils inconvéniens et irrévérences, et que parmi les divisions qui paroisoient dans le monastère, et la résistance de celles qui ne vouloient pas nous obéir, il pouvoit arriver au dedans de grands désordres et scandales, sans que nous puissions y apporter de remède, si nous ne nous rendions maîtres de la porte et ne mettions les religieuses qui nous obéissent, en état d'avoir recours à nous dans le besoin : partant, requéroit que nous eussions à nous faire remettre en main les clefs du monastère par les portières ici présentes, et leur donner tels ordres que nous trouverions à propos. Requérant de sa part ledit sieur lieutenant-général de donner les ordres nécessaires aux ouvriers par lui amenés, de faire par notre ordre ce qui seroit nécessaire à ce que nous fussions assuré de l'entrée du monastère, et libre accès desdites religieuses par devers nous. Sur quoi nous, évêque susdit, aurions ordonné auxdites sœurs de Marie et de Menou de nous remettre présentement entre les mains toutes les clefs, tant de la porte qu'autres lieux dudit monastère, comme c'étoit la coutume dans les visites; et leur aurions pareillement enjoint, sous peine de désobéissance, d'aller trouver de notre part ladite prieure, pour lui enjoindre de venir elle-

même nous rendre compte du monastère et recevoir nos ordres. Lesquelles nous auroient répondu, qu'elles ne donnoient pas les clefs, mais qu'elles les laissoient-là; et quant à la prieure, qu'elles ne savoyent où elle étoit; ce qu'ayant dit, elles auroient pris la fuite, sans même vouloir signer leur dire comme elles en étoient requises. Et après les ordres donnés par ledit sieur lieutenant-général aux ouvriers qu'il avoit amenés pour faire ce que nous ordonnerions pour la sûreté de la clôture, il se seroit retiré; et nous évêque susdit, aurions défendu, sous peine d'excommunication, à toutes personnes d'entrer dans le monastère, hors à ceux à qui nous l'ordonnerions expressément, nous serions entré dans ledit monastère, commettant la garde de ladite porte de clôture à l'un de nos ecclésiastiques, à l'huissier dudit sieur lieutenant-général, et à deux de nos domestiques; aurions ensuite continué l'audition desdites religieuses, jusqu'environ six heures du soir.

Et lorsque nous étions sur le point de sortir, notredit promoteur nous a remontré que la serrure de ladite porte de clôture étoit fort endommagée, en sorte que la fermeture de la porte ne seroit pas assurée, s'il n'y étoit par nous pourvu : qu'il y auroit même à craindre que si nous nommions des officiers à qui nous commissions les clefs, elles ne leur fussent enlevées par force dès que nous nous serions retirés, ce qui nous feroit retomber dans les inconvéniens qu'il nous avoit ci-dessus remontrés, nous requérant d'y pourvoir. Sur quoi nous, évêque susdit, aurions ordonné que ladite serrure seroit levée

et raccommodée, et la clôture fermée par le dehors avec une chaîne et un cadenas, dont nous aurions emporté la clef, et donné les ordres nécessaires pour la sûreté de la clôture; après quoi nous nous serions retirés.

La samedi 4 mars audit an, nous évêque susdit, nous nous serions transporté dès le matin à l'église dudit monastère, où nous aurions célébré la sainte messe avec les ornemens les plus beaux de l'abbaye, qui nous auroient été préparés; à l'issue de laquelle nous serions entré audit monastère, revêtu et accompagné comme ci-dessus, dont nous aurions visité les lieux réguliers que nous aurions trouvés ouverts, sans vouloir faire aucun effort à l'égard de ceux qui se seroient trouvés fermés. Aurions ensuite continué l'audition des religieuses, que nous aurions achevée l'après-dînée. Et le soir nous nous serions retiré, après avoir fait remettre la serrure de la porte de clôture, dont nous confiâmes les clefs à la sœur de Saint-Nicolas, portière, qui étoit dans l'obéissance et entroit en semaine.

De là rentrant au presbytère, le susdit M.<sup>re</sup> Nicolas Rassicod, prêtre, chanoine dudit Jouarre, se seroit présenté à nous, lequel nous auroit demandé pardon de sa désobéissance, nous suppliant humblement de le vouloir rétablir dans toutes les fonctions de ses saints ordres; ce que nous aurions bien voulu faire aussitôt, en considération de la repentance sincère qu'il nous témoignoit, comme il paroît par un acte séparé.

Le dimanche 5 mars audit an, nous nous serions transporté à l'église de l'abbaye sur les huit heures

du matin, revêtu et accompagné comme dessus, où, après les préparations accoutumées, nous aurions administré le sacrement de confirmation à plusieurs enfans et quelques personnes d'âge, leur en ayant préalablement expliqué les cérémonies et les effets, à la grande grille du chœur en présence d'un grand peuple. Puis nous aurions célébré la sainte messe au grand autel, avec les ornemens et vaisseaux les plus riches de l'abbaye. Et après notre communion, aurions aussi administré le saint Sacrement à plusieurs religieuses et à plusieurs autres personnes séculières de l'un et de l'autre sexe préparées à cet effet; et toute la cérémonie finie, nous nous serions retiré audit presbytère.

Où étant, nous nous serions fait rapporter notre ordonnance donnée ledit jour, laquelle nous aurions fait remettre ès-mains de M.<sup>re</sup> Jacques Bernage, curé de l'église paroissiale de Saint-Pierre dudit Jouarre, pour être par lui lue et publiée au prône de la messe paroissiale, qu'il alloit célébrer et chanter : de laquelle ordonnance la teneur s'ensuit.

JACQUES-BÉNIGNE, par la permission divine, Evêque de Meaux : aux abbesses, religieuses et convent, clergé, peuple et paroisse de Jouarre, salut et bénédiction. Comme messire Louis de la Vallée, maintenant absent dudit Jouarre, et messire Daniel de la Vallée, dit Laburie, prêtres, chanoines et chapelains de l'église abbatiale, se sont ingérés de faire les fonctions de vicaire-général, official, vice-gérent et promoteur, en vertu des

prétendues lettres, commissions ou pouvoirs à eux donnés par l'abbessé de ce monastère, bien que ladite abbessé ni eux n'en aient reçu aucun pouvoir ni du saint Siège, ni de nos prédécesseurs, ou de nous; nous leur défendons, et à tous autres, de procéder, ordonner ou exécuter auxdites qualités en vertu desdits pouvoirs, ni d'exercer aucune commission où la juridiction ecclésiastique soit requise, sans en avoir auparavant reçu de nous ou de nos vicaire - général et official, un pouvoir spécial et par écrit, sur toutes les peines portées contre les usurpateurs de la juridiction ecclésiastique et intrus en icelle. Défendons sur mêmes peines à ladite abbessé et à celles qui lui succéderont, et à tout autre officier de l'abbaye, le siège abbatial vacant ou non vacant, de donner de pareils pouvoirs ou commissions. Déclarons nul et de nul effet tout ce qui sera dorénavant attenté au préjudice de la présente ordonnance, sans néanmoins donner atteinte à ce qui auroit été ci-devant géré, ordonné et exécuté selon les canons, quoiqu'en vertu desdits pouvoirs et commissions, tant que nos prédécesseurs et nous l'avons toléré, et sans que pour raison de ce, il soit permis de troubler et inquiéter les consciences. Défendons en outre auxdites abbessé et toute autre officière de l'abbaye, d'instituer à l'avenir, vacance arrivant, les curés de Jouarre, ou de les mettre en possession et exercice de cette charge, sans qu'ils reçoivent auparavant de nous et de nos successeurs, la cure des ames et tout ce qui y est annexé, sans préjudice de ce qui a été fait et sera fait à l'avenir en ladite qualité par le curé de



de Jouarre, auquel même, et en tant que besoin seroit, nous avons continué et continuons tous ses pouvoirs. En conséquence de ce que dessus, avons déclaré et déclarons que nul autre que ledit curé n'a pouvoir dorénavant de prêcher la parole de Dieu, et d'administrer les sacremens, notamment celui de pénitence, dans toute l'étendue de la paroisse de Jouarre, à moins de l'avoir reçu par notre permission et approbation spéciale et par écrit dans le cours de la présente visite, et ci-après en la même forme, par nous ou notre vicaire-général. Déclarons que les confessions qui se feront dorénavant au préjudice de ce que dessus, seront nulles et de nulle valeur, et qu'il les faudra réitérer à des prêtres approuvés comme dessus. Et afin que le peuple sache à qui il peut s'adresser, déclarons que ce sont tous ceux qui exerceront cette fonction dans l'église paroissiale, attendu que le curé aura vu leurs pouvoirs, selon l'ordre qu'il en a de nous. Mais d'autant que les confesseurs des religieuses doivent être revêtus de qualités dont nous nous sentons obligé de faire un examen particulier, pour cette considération et autres à nous connues, déclarons que les permissions et approbations par nous données, même par écrit, ne vaudront pour les religieuses, et notamment pour celles de Jouarre, à moins qu'elles y soient spécialement comprises et dénommées. Défendons expressément à tous prêtres séculiers et réguliers, d'entreprendre de confesser et absoudre lesdites religieuses au préjudice de la présente, à peine d'interdiction encourue *ipso facto*, révoquant tout pouvoir à ce contraire,

ainsi que nous l'avons déjà déclaré et dénoncé auxdites religieuses, à ce qu'elles ne s'exposent à faire des confessions nulles et sacrilèges. Donné à Jouarre, dans la maison presbytérale, durant le cours de notre visite, ce jourd'hui cinquième jour de mars mil six cent quatre-vingt-dix. *Signé* † J. BÉNIGNE, évêque de Meaux. *Et plus bas* : Par monseigneur, ROYER.

*La présente ordonnance a été lue et publiée au prône de la messe paroissiale de Jouarre, le dimanche cinquième jour de mars audit an, par moi Jacques Bernage, prêtre, curé de ladite paroisse de Jouarre, soussigné. Signé* J. BERNAGE.

Ledit jour, sur les deux heures après-midi, nous évêque susdit, revêtu de camail et rochet, et accompagné de nos ecclésiastiques et des chanoines dudit Jouarre en leurs habits d'église, serions allé en l'église de l'abbaye, où après notre prière étant monté en chaire, aurions expliqué le mystère de la providence divine, à l'occasion de l'évangile de ce quatrième dimanche du carême, où est rapportée la multiplication des cinq pains, à laquelle prédication auroient assisté toutes les religieuses et un grand concours de peuple, tant de la paroisse de Jouarre que des paroisses voisines. A l'issue de laquelle, et tout le service de l'église étant achevé, nous serions entré dans ledit monastère, revêtu comme dessus, et accompagné de nosdits ecclésiastiques et officiers, où étant, aurions fait sonner le timbre qui est à la porte du chapitre, lequel nous aurions trouvé ouvert, et y aurions assemblé la plus grande partie des reli-

gieuses, auxquelles nous aurions donné les avis nécessaires par rapport à l'état présent du monastère, les assurant qu'avec la grâce de Dieu et le secours du temps, elles recevroient des fruits plus abondans de nos soins; et aurions aussi écouté ce qu'elles nous auroient proposé sur les besoins les plus pressans pour y apporter l'ordre convenable; après quoi nous nous serions retiré au presbytère, où nous seroit venu trouver le susdit M.<sup>re</sup> Daniel de la Vallée, dit Laburie, prêtre, chanoine dudit Jouarre, lequel nous auroit demandé pardon de sa désobéissance, et nous auroit humblement supplié de le vouloir rétablir dans toutes les fonctions de ses saints ordres. Auquel, après lui avoir donné en particulier les avertissemens que nous jugeâmes nécessaires, nous aurions bien voulu accorder à l'instant la grâce de le relever de l'interdiction, en considération de la grande repentance qu'il nous auroit fait paroître, ainsi qu'il est plus au long porté dans notre acte séparé.

Le lundi 6 mars, audit an, sur les sept heures du matin, nous nous serions transporté audit monastère dans lequel nous serions entré revêtu et accompagné comme dessus, et de plus, de messire Barthélemi de Rémond, prêtre, confesseur de ladite abbaye, approuvé de nous, et de F. Basile, aussi prêtre, religieux de l'ordre de saint Dominique, aussi pareillement par nous approuvé, et aurions fait sonner le timbre pour assembler les religieuses au chapitre. Où étant toutes les religieuses soumises, et lesdits confesseurs présens, aurions fait faire lecture et publication par notre secrétaire susdit, de

nos réglemens et ordonnances de visite, dont la teneur s'ensuit.

### ORDONNANCE DE VISITE.

Nous, Evêque de Meaux, après avoir ouï dans notre présente visite celles des religieuses de Jouarre, qui se sont soumises, selon leur devoir et les saints canons, à notre obéissance; lesquelles se sont trouvées composer la plus grande et la meilleure partie des religieuses dudit monastère, avons ordonné et ordonnons, statué et statuons ce qui s'ensuit :

#### I.

Que lesdites religieuses demeureront dans l'obéissance qu'elles nous doivent et qu'elles nous ont rendue, se souvenant de la parole de notre Seigneur, que *celui qui met la main à la charrue et regarde en arrière, n'est pas propre au royaume de Dieu* <sup>(1)</sup>; et de celle de saint Pierre <sup>(2)</sup>, qu'*il vaudroit mieux n'avoir pas connu la voie de la justice, qu'après l'avoir connue, se retirer de nouveau du saint commandement qui leur a été donné.*

#### II.

Qu'elles se comporteront avec charité envers leurs sœurs qui sont encore désobéissantes, leur remontrant les vérités que nous avons représentées, et les décrets des conciles œcuméniques et des papes, en vertu desquelles nous agissons, en toute douceur;

(1) *Luc* ix. 62. — (2) *II. Petr.* ii. 21.

patience et humilité : leur donnant aussi, comme elles font, l'exemple de régularité et observance.

### III.

Nous déclarons aux prieure, religieuses, convent et monastère de Jouarre, comme nous avons déjà fait plusieurs fois, et par toutes les manières les plus authentiques, que nous avons défendu et défendons, sous peine d'interdiction encourue *ipso facto*, à tous prêtres séculiers et réguliers de confesser lesdites prieure et religieuses sans notre permission spéciale et par écrit : laquelle nous accorderons à celles desdites prieure et religieuses qui nous l'ont demandée et nous ont reconnu pour supérieur, ou le feront à l'avenir, dont nous donnerons les noms aux confesseurs ; jugeant et déclarant les autres qui refusent de nous obéir, incapables de recevoir les sacremens, et révoquant tout pouvoir contraire à la présente défense, à ce qu'elles n'en ignorent et ne s'exposent à faire des confessions nulles et sacrilèges.

### IV.

Nous leur déclarons pareillement que nous laissons en ce lieu jusqu'à notre prochain retour, notre très-cher en notre Seigneur, M.<sup>re</sup> Jean Phelipeaux, prêtre docteur de Sorbonne, chanoine et trésorier de notre église cathédrale, avec tout pouvoir de nous, de donner les permissions et approbations nécessaires par écrit, pour confesser celles qui auront recours à nous, et nous reconnoîtront pour supé-

rieur, et non les autres, quelque titre et office qu'elles aient dans la maison, même celui de prieure.

## V.

Bien que la mère de la Croix, première prieure, soit des plus coupables envers nous et envers l'obéissance, puisque dûment avertie de nos intentions par messire Hugues Janon, prêtre, que nous avons envoyé avant la visite, et par nous-même dès le moment de notre arrivée, elle nous a néanmoins obligé depuis d'implorer jusqu'à deux fois le bras séculier pour nous faire ouvrir le monastère, sans vouloir se présenter devant nous, nonobstant tous les commandemens que nous lui en faisons par tous les moyens possibles, ni permettre à celles qui lui adhéroient, de s'y présenter, pendant qu'à l'exemple du bon pasteur, nous les cherchions de tous côtés avec un esprit de douceur et de charité : nous ordonnons néanmoins qu'on lui rendra l'obéissance requise, tant que nous trouverons à propos de la tolérer dans sa charge ; non toutefois dans les choses qui seroient contraires aux ordres par nous donnés verbalement ou par écrit.

## VI.

Et d'autant qu'il se pourroit faire que ladite première prieure refuseroit à ses sœurs les permissions nécessaires en certains cas, nous les renvoyons, en cas de refus, aux autres prieures, officières et anciennes successivement, auxquelles nous donnons à cet effet tous les pouvoirs nécessaires.

## VII.

D'autant aussi qu'il est nécessaire que toutes les religieuses dudit monastère aient une libre communication avec nous, de vive voix ou par lettres, et pareillement avec ledit sieur Phelipeaux et autres par nous commis, sans quoi tout le monastère tomberoit dans des troubles et inconvéniens trop à craindre pour n'être pas prévus avec toute la sévérité des canons, nous défendons à ladite mère de la Croix, première prieure, aux autres prieures, portières, tourrières et autres officières et non officières, d'empêcher directement ou indirectement ladite communication, sous peine d'excommunication encourue par le fait même, et nonobstant toutes défenses à ce contraires, que nous déclarons nulles et attentatoires.

## VIII.

Leur défendons pareillement, sous la même peine, d'empêcher celles qui voudront se soumettre à nous, de nous en donner les marques qu'elles trouveront à propos.

## IX.

Admonestons ladite mère de la Croix, première prieure, et celles qui lui adhèrent, de nous rendre une prompte obéissance, à peine d'être incessamment procédé contre elles par toutes censures ecclésiastiques.

## X.

Nous nous réservons à statuer pour le surplus sur

ce qui sera nécessaire au bon ordre du monastère, tant au spirituel qu'au temporel, lorsque nous en aurons pris une connoissance plus particulière. Ordonnons que la présente sera affichée à la porte du chœur des religieuses, à ce que personne n'en ignore, et qu'elle sera exécutée comme en matière de discipline et correction de mœurs, nonobstant toutes oppositions et appellations quelconques, et sans préjudice d'icelles. Ce fut fait, ordonné et statué en la clôture de la visite, les religieuses ci-dessus capitulairement assemblées au son du timbre dans ce chapitre. Lu et publié en icelui en présence de M.<sup>re</sup> Barthélemi de Rémond, prêtre, confesseur de ladite abbaye, et F. Basile, religieux de l'ordre de saint Dominique, aussi prêtre par nous approuvé, pour être exécuté en ce qui les touche, à peine d'interdiction encourue *ipso facto*. Et en fut laissé copie signée de nous, et une autre affichée comme ci-dessus est ordonné, ce jourd'hui sixième jour de mars mil six cent quatre-vingt-dix, avant midi.

Après quoi nous retirant dudit monastère, aurions fait donner copie des noms desdites religieuses et sœurs converses soumises auxdits confesseurs, à ce qu'ils n'ignorassent de celles qu'ils avoient pouvoir de confesser; et serions sorti accompagné de nos ecclésiastiques et officiers revêtus comme dessus, ensemble desdits confesseurs. Et à l'instant nous étant transporté à l'église dudit monastère, y aurions célébré la sainte messe avec les cérémonies accoutumées, et nous serions retiré à la maison presbytérale; où étant, nous aurions fait et dressé l'ordonnance dont la teneur ensuit :



Nous, Evêque de Meaux, ouï et ce requérant notre promoteur, avons ordonné et ordonnons que la dame abbesse de Jouarre, ensemble les sœurs de Baradat et de Gauderon, religieuses absentes de leur monastère, y retourneront incessamment, à moins de nous apporter une excuse et empêchement canonique, et prendre notre congé sur ce nécessaire, huit jours après la signification de la présente, sur toutes les peines de droit. Donné à Jouarre dans le cours de notre visite, le sixième mars mil six cent quatre-vingt-dix. *Signé* JACQUES-BÉNIGNE, évêque de Meaux: *Et plus bas*, Par monseigneur, ROYER.

Et l'après-midi dudit jour, accompagné de nos-dits ecclésiastiques et officiers, et suivi des gens de notre suite, serions parti pour retourner à Meaux, après avoir laissé audit Jouarre ledit M.<sup>re</sup> Jean Phelipeaux, docteur de Sorbonne, chanoine et trésorier en l'église de Meaux, pour régler les affaires dudit monastère en notre absence. Et sur le soir serions heureusement arrivé audit Meaux, et descendu en notre palais épiscopal.

Le jour du Vendredi saint 24 mars audit an, ladite mère de la Croix, prieure, et avec elle six autres religieuses, auroient humblement déclaré audit sieur Phelipeaux, qu'elles nous reconnoissoient pour leur évêque et légitime supérieur, et promettoient de nous rendre une obéissance sincère conformément aux saints canons, et notamment aux décrets des saints conciles de Vienne et de Trente; ce qui auroit obligé ledit sieur Phelipeaux à donner permis-

sion auxdits confesseurs de les recevoir, comme aussi toutes les sœurs converses, lesquelles l'auroient fait assurer de leur obéissance par ladite mère prieure et par les autres officières préposées à leur conduite.

Et le samedi de *Quasimodo*, premier avril audit an, tout le reste des religieuses dudit monastère auroient fait pareille déclaration, et auroient été reçues de même manière à la participation des saints sacremens.



# CLERI GALLICANI

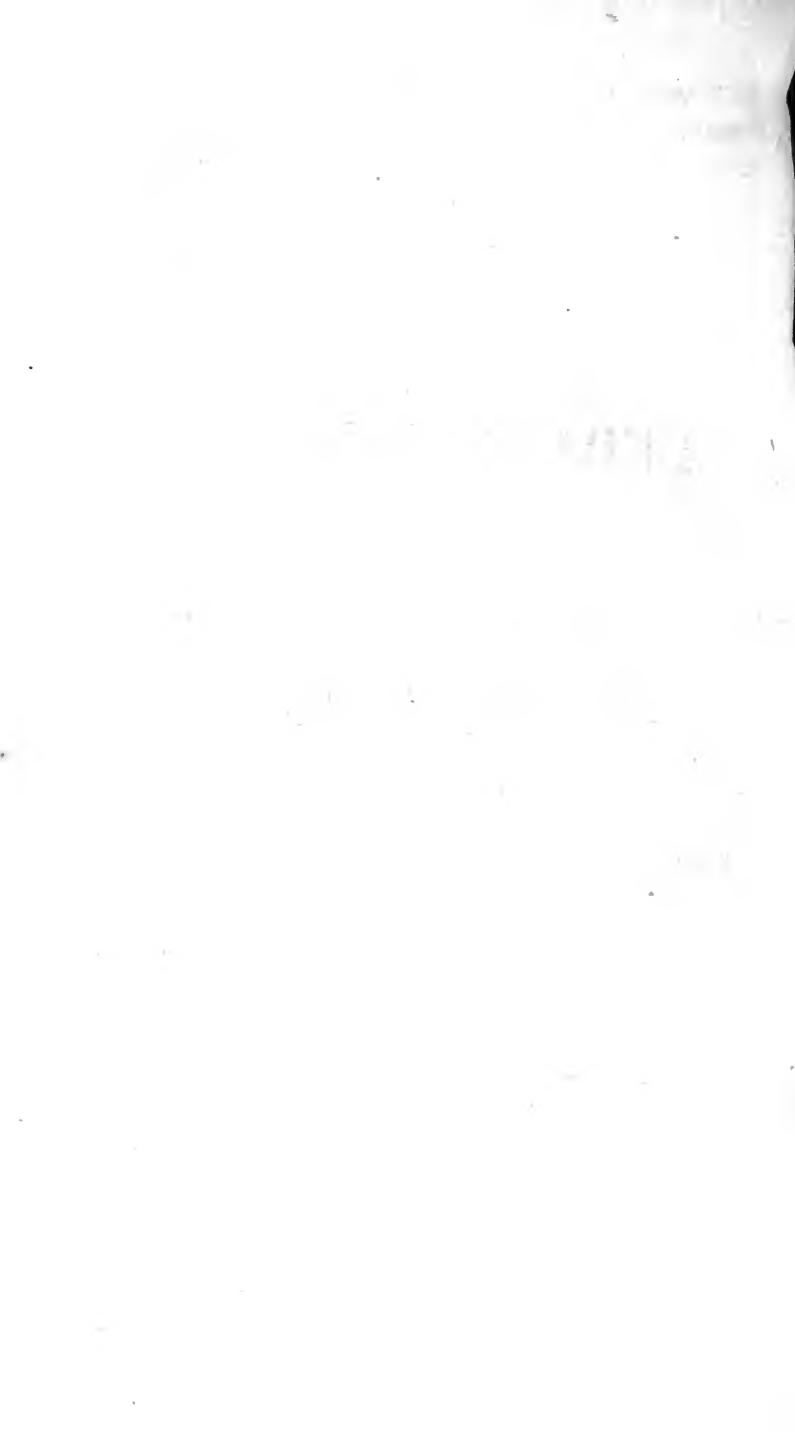
DE

ECCLESIASTICA POTESTATE

DECLARATIO,

UNA CUM

EPISTOLIS ET CÆTERIS AD EAM SPECTANTIBUS.



---

---

# CLERI GALLICANI

DE

ECCLESIASTICA POTESTATE

DECLARATIO,

DIE DECIMO-NONO MARTII 1682.

---

**E**CCLESIAE Gallicanae decreta et libertates à majoribus nostris tanto studio propugnatas, earumque fundamenta sacris canonibus et patrum traditione nixa multi diruere moliuntur; nec desunt qui earum obtentu primatum beati Petri ejusque successorum Romanorum pontificum à Christo institutum, iisque debitam ab omnibus christianis obedientiam, sedisque apostolicæ, in quâ fides prædicatur, et unitas servatur Ecclesiae, reverendam omnibus gentibus majestatem imminuere non vereantur. Hæretici quoque nihil prætermittunt, quo eam potestatem quâ pax ecclesiae continetur, invidiosam et gravem regibus et populis ostentent, iisque fraudibus simplices animas ab Ecclesiae matris Christique adeo communione dissocient. Quæ ut incommoda propulsemus, nos archiepiscopi et episcopi Parisiis mandato regio congregati, ecclesiam Gallicanam repræsen-

tantes, unà cum cæteris ecclesiasticis viris nobiscum deputatis, diligenti tractatu habito, hæc sancienda et declaranda esse duximus.

## I.

Primùm : beato Petro ejusque successoribus Christi vicariis ipsique Ecclesiæ rerum spiritualium et ad æternam salutem pertinentium, non autem civilium ac temporalium, à Deo traditam potestatem, dicente Domino, *Regnum meum non est de hoc mundo* (1), et iterum, *Reddite ergo quæ sunt Cæsaris Cæsari, et quæ sunt Dei Deo* (2); ac proinde stare apostolicum illud : *Omnis anima potestatibus sublimioribus subdita sit : non est enim potestas nisi à Deo : quæ autem sunt, à Deo ordinatæ sunt. Itaque qui potestati resistit, Dei ordinationi resistit* (3). Reges ergo et principes in temporalibus nulli ecclesiasticæ potestati Dei ordinatione subjici, neque auctoritate clavium Ecclesiæ, directè vel indirectè deponi, aut illorum subditos eximi à fide atque obedientiâ, ac præstito fidelitatis sacramento solvi posse; eamque sententiam publicæ tranquillitati necessariam, nec minùs Ecclesiæ quàm imperio utilem, ut verbo Dei, patrum traditioni et sanctorum exemplis consonam omnino retinendam.

## II.

Sic autem inesse apostolicæ sedi ac Petri successoribus Christi vicariis rerum spiritualium plenam potestatem, ut simul valeant atque immota consi-

(1) Joan. xviii. 36. — (2) Luc. xx. 25. — (3) Rom. xiii. 1, 2.

stant sanctæ œcumenicæ synodi Constantiensis à sede apostolicâ comprobata, ipsoque Romanorum pontificum ac totius Ecclesiæ usu confirmata, atque ab ecclesiâ Gallicanâ perpetuâ religione custodita decreta de auctoritate conciliorum generalium, quæ sessione quartâ et quintâ continentur, nec probari à Gallicanâ ecclesiâ, qui eorum decretorum, quasi dubiæ sint auctoritatis ac minùs approbata, robur infringant, aut ad solum schismatis tempus concilii dicta detorqueant.

## III.

Hinc apostolicæ potestatis usum moderandum per canones spiritu Dei conditos et totius mundi reverentiâ consecratos: valere etiam regulas, mores et instituta à regno et ecclesiâ Gallicanâ recepta, patrumque terminos manere inconcussos; atque id pertinere ad amplitudinem apostolicæ sedis, ut statuta et consuetudines tantæ sedis et ecclesiarum consensione firmata, propriam stabilitatem obtineant.

## IV.

In fidei quoque quæstionibus præcipuas summi pontificis esse partes, ejusque decreta ad omnes et singulas ecclesias pertinere, nec tamen irreformabile esse judicium, nisi Ecclesiæ consensus accesserit.

Quæ accepta à patribus ad omnes ecclesias Gallicanas atque episcopos iis Spiritu sancto auctore præsidentes, mittenda decrevimus; ut idipsum dicamus omnes, sinusque in eodem sensu et in eadem sententiâ.

- † FRANCISCUS, archiepiscopus Parisiensis, præses.  
 † CAROLUS-MAURITIUS, arch. dux Remensis.  
 † CAROLUS, Ebredunensis archiepiscopus.  
 † JACOBUS, archiepiscopus dux Cameracensis.  
 † HYACINTHUS, archiepiscopus Albiensis.  
 † MI. PHELYPEAUX, P. P. archiep. Bituricensis.  
 † LUDOVICUS DE BOURLEMONT, archiepiscopus Burdigalensis.  
 † JACOBUS-NICOLAUS COLBERT, archiepisc. Carthaginiensis, coadjutor Rothomagensis.  
 † GILBERTUS, episcopus Tornacensis.  
 † HENRICUS DE LAVAL, episcopus Rupellensis.  
 † NICOLAUS, episcopus Regiensis.  
 † DANIEL DE COSNAC, episcopus et comes Valentignensis et Diensis.  
 † GABRIEL, episcopus Æduensis.  
 † GUILLELMUS, episcopus Vasatensis.  
 † GABRIEL-PH. DE FROULLAY DE TESSÉ, episcopus Abrincensis.  
 † JOANNES, episcopus Tolonensis.  
 † JACOBUS-BENIGNUS, episcopus Meldensis.  
 † SEBASTIANUS DE GUEMADEUC, episcopus Macloviensis.  
 † L. M. AR. DE SIMIANE DE GORDES, episcopus dux Lingonensis.  
 † FR. LEO, episcopus Glandatensis.  
 † LUCAS D'AQUIN, episcopus Forojuliensis.  
 † J. B. M. COLBERT, episcopus et D. Montis-Albani.  
 † CAROLUS DE PRADEL, episcopus Montis-Pessulani.  
 † FRANCISCUS-PLACIDUS, episcopus Mimatensis.  
 † CAROLUS, episcopus Vaurensis.

† ANDREAS



- † ANDREAS, episcopus Antissiod.  
 † FRANCISCUS, episcopus Trecensis.  
 † LUD. ANT. episcopus, Comes Cathalaunensis.  
 † FRANC. IG. episcopus, Comes Trecorensis.  
 † PETRUS DU LAURENS, episcopus Bellicensis.  
 † GABRIEL, episcopus Conseranensis.  
 † LUDOVICUS ALPHONSUS, Alectensis episcopus.  
 † HUMBERTUS, episcopus Tutelensis.  
 † J. B. D'ESTAMPES, Massiliensis episcopus.

PAUL. PHIL. DE LUSIGNAN.

DE FRANQUEVILLE.

LUDOVICUS D'ESPINAY DE SAINT-LUC.

COCQUELIN.

A. Faure.

C. F. DE GUENEGAUD.

GERBAIS.

LAMBERT.

DE VIENS.

P. DE BERMONT.

A. H. DE FLEURY.

FR. DE CAMPS.

DE MAUPEOU.

DE LA BOREY.

FRANCISCUS FEU.

CLEMENS DE POUDEUX.

LE FRANC DE LA GRANGE.

J. F. DE L'ESQUIRE.

DE SENAUX.

M. DE RATABON.

BIGOT.

DE VILLENEUVE DE VENCE.

BOSSUET. VII.

194 CLERI GALLICANI DECLARATIO.

PARRA, decanus Bellicensis.

LA FAYE.

DE BOCHE.

PETRUS LE ROY.

DE SOUPETS.

A. ARGOUD, decanus Viennæ.

DE BAUSSET, præpositus Massiliensis.

G. BOCHARD, DE CHAMPIGNY.

DE S. GEORGES, comes Lugdunensis.

COURCIER.

DE GOURGUES.

F. MAUCROIX.

CHERON.

J. DESMARETS, Cleri Gallicani agens generalis.

ARMANDUS BAZIN DE BESONS, Cleri Gallicani agens  
generalis.



---

---

EPISTOLA  
CLERI GALLICANI,

PARISIIS CONGREGATI,

ANNO 1682,

AD SANCTISSIMUM DD. NOSTRUM  
INNOCENTIUM PAPAM XI.

---

BEATISSIME PATER,

Quam consecrandi fecimus apostolicæ sedi canonicæ obedientiæ professionem, ea nos impellit, ut quæ Parisiis jussu regio congregati gessimus, ad apostolatam vestrum referamus, gravesque metus nostros paternum in sinum effundamus: *Cum enim te Dominus, gratiæ suæ præcipuæ munere, in sede apostolica collocaverit, talemque nostris temporibus præstiterit, ut nobis potius ad culpam negligentiae valeat, si apud venerationem tuam quæ pro Ecclesia suggerenda tacuerimus, quàm ea possit Sanctitas vestra, vel fastidiosè, vel negligenter accipere; non ambigimus quin magnis periculis nostris pastorem diligentiam adhibere digneris* (1).

(1) *Epistola concilii Milevitani ad papam Innocentium: inter epistolas S. August. epist. CLXXVI.*

Sanè, beatissime Pontifex, à majoribus nostris, sanctis, gravibusque viris accepimus, regni et sacerdotii tutâ piâque concordîâ res humanas niti, *dum unum ab altero impugnatur, periclitari utrumque; eâ occasione et de regno tolli justitiam et de Ecclesia pacem, schismata et scandala suscitari, et fieri animarum perditionem simul et corporum; sine horum concordia res humanas nec incolumes esse posse, nec tutas* (1). Hæc Goffridus Vindocinensis; hæc Ivo Carnotensis, sanctissimi, gravissimique Ecclesiæ Gallicanæ præsulles immortalibus scriptis testata reliquerunt; hos in medium afferre et ad vestram Sanctitatem allegare juvat, quos pro ecclesiastica libertate, atque apostolica auctoritate multa perpressos sancti vestri decessores, non tantùm ut probabiles magistros, sed ut præcipuos, singularesque filios semper habuerint. His accedat tertius Clarævallis abbas, non Gallicanæ tantùm, sed universæ Ecclesiæ lumen, sanctus Bernardus, ille canonum propugnator, ac fortissimæ cujusque sententiæ gravissimus auctor: ubi nimio rigore regnum et sacerdotium dividi, atque *inconsutilem Christi tunicam* (2) scindi animadvertit, utili condescensione temperari canones supplicavit, ac pacem utriusque potestatis, quæ utramque fulciat, retineri, præsertim in Gallia, ubi *nul- lam unquam regnum inter et sacerdotium divisionem fuisse* (3), antiquiores episcopi gloriati erant; ubi denique, ipso teste Bernardo, toto orbe colliso, ipsisque pontificibus gravi toties tempestate jactatis,

(1) *Goffridus Vindocinensis, Opusculo IV. Ivo Carnot. Ep. LX.* —

(2) *S. Bernard. Epist. CCXIX.* — (3) *Ivo Carnot. Ep. CCXXXVIII.*

non modò nullæ scissuræ factæ essent, sed etiam *solerint scissuræ aliæ resarciri* (1).

Nec minore studio apostolici præules, vestræ Sanctitatis antecessores (2), eam concordiam commendarunt, cùm geminâ potestate res humanas regi ex sacris litteris accuratissimè tradidere; quarum proinde concordiam publicam pacem, totiusque generis humani statum contineri certissimum sit, dicente prophetâ: *Ecce vir oriens nomen ejus, Zorobabel in persona, in figura Christus, certè populi Dei dux et princeps; et ipse extruet templum Domino; et ipse portabit gloriam, et sedebit, et dominabitur super solio suo: et erit sacerdos super solio suo; et consilium pacis erit inter illos duos* (3). Stet ergo utrumque solium, alterum principis, alterum sacerdotis, auxilio mutuo, mutuâ consensione munitum: hinc populi salus, hinc non tantùm corporum, sed etiam animarum lucra proveniant: hinc denique res humanæ stabili, ac Deo pariter hominibusque placitâ tranquillitate decurrant.

Quæ cùm ex patrum traditione, ipsâque adeo propheticâ ac divinâ auctoritate descenderint, ubi eam pacem nostris temporibus occasione regaliam sollicitari vidimus, cœpimus cogitare quid majores nostri, quid antiqui sedis apostolicæ antistites præscriberent; pro certo habituri quod verbo pariter et exemplo docuissent. Sic autem comperimus quæ evangelicâ auctoritate, quæ æternâ lege sancita essent, manere inconcussa, quæ ecclesiasticâ prohibitione constarent, in his ecclesiarum principes

(1) S. Bernard. Ep. CCXIX. — (2) Gelasius papa. Epist. VIII, ad Anastasium imperatorem. — (3) Zachar. VI. 12 et 13.

multa pro tenore canonum districtiùs judicasse, multa pro temporum necessitate tolerasse, ubi non periclitatur fidei veritas aut morum honestas, quædam instituta temperari; non cæcâ tamen et indiscretâ relaxatione disciplinæ, sed si adesset necessitas, ex qua leges quoque mutari contingeret; sanctos enim pontifices antecessores vestros ita præcepisse, *ubi necessitas non est, sanctorum patrum decreta manere inconvertibilia* (1): eadem ergo decreta ex necessitate interdum temperanda; eam verò necessitatem esse, si graves dissensiones, si turbulenti motus, tumultusque imminerent, quam *populorum stragem* sancti patres vocant (2); tunc enim caritatem, quæ summa Ecclesiæ lex sit, alias emollire ac temperare leges, ac *detrahendum aliquid canonum severitati; ut majoribus morbis sanandis caritas sincera subveniat* (3): hinc nempe profectam à sanctis patribus, ipsâque apostolicâ sede toties celebratam moderationem canonum, quæ utili dispensatione et providâ compensatione librata Ecclesiam ædificet, propulset dissidia, regnum et sacerdotium firmâ pace componat.

Hæc ex sancto Augustino, aliisque patribus; hæc ex sanctis pontificibus Leone, Gelasio, cæterisque majores nostri didicerunt, nobisque tradiderunt: *Salvo scilicet fidei fundamento et communi morum regulâ, toleranda quædam, quædam etiam faciendâ quæ infirma videantur; hæc enim facit caritas, quæ operit multitudinem peccatorum, quæ cum infirmantibus infirmatur, cum scandalizatis*

(1) S. Bernard. Tract. de Præcep. et Dispensat. cap. iv. —

(2) S. August. Epist. CLXXXV. n. 45. — (3) Ibid.

uritur, et omnibus omnia fit, ut omnibus prodesse mereatur (1). Quod si jus illud regium, quam regiam dicimus, aut fidei fundamentis, aut morum regulis esset adversum, non illud utique sancti pontifices doctrinâ et pietate conspicui, Alexander III, Innocentius III atque alii comprobassent: non illud denique sacrum generale Lugdunense concilium (2), tot personis, totque sub titulis suâ auctoritate firmasset. At enim extendi vetuit ad eas ecclesias, quæ primævâ atque innatâ libertate gauderent: sed ut hanc interim quæstionem omittamus, neque minutatim verba concilii variosque sensus, quæque antegressa, quæque consecuta sint, expendamus; id sanè liquidò constat nullum esse periculum, ut extensum fidei moribusque noceat, quod illæsâ fide, salvâque morum regulâ, longè latèque propagatum, plurimas jam regni ecclesias occuparit: ex quo illud efficitur, regalix causam non ad fidei morumque regulam, quæ immobilis et irreformabilis sit (3); sed ad disciplinam, quæ pro locis ac temporibus subinde mutetur, quæque temperamenta, ac salubrem illam moderationem admittat, omnino pertinere.

Jam ergo constituto quæstionis statu, beatissime Pater, quantum intelligimus, rem totam expediri haud difficile fuerit; cum id unum inquirendum restet, justane causa fuerit cur post ecclesiarum quarumdam libertatem totis sexaginta annis strenuè propugnata, victi in eo tribunali, quod ipsi antiquo more regni appellavimus, acquiescere potius quàm omnia commovere, regiam potestatem

(1) Ivo Carnot. Ep. CCXIV. — (2) Cap. XII. — (3) Tertullian. de Virginib. veland.

cum pontificali committere, nova denique bella ciere vellemus. Nos pacem anteponimus, nec in simili causa piget imitari Vindocinensem abbatem, non minùs fortitudine, quàm prudentiâ clarum, cujus verbis dicimus: *Habeat Ecclesia suam libertatem; sed summopere caveat, ne dum nimis emunxerit, eliciat sanguinem; et dum rubiginem de vase conatur eradere, vas ipsum frangatur* (1).

Neque verò publicam pacem, ac sub tanto rege prosperum rerum ecclesiasticarum cursum turbatum oportebat. Adhibe pias aures; sanctissime Pontifex, et tantisper cogita quem regem habeamus: non invictam bello dexteram, ac decora victoriarum prædicaturi sumus pacifici sacerdotes; habent illæ laudem suam universis gentibus celebratam, ac pacis gloriâ cumulatam. Utinam, beatissime Pater, rebus nostris interesse et coram intueri posses; paternis sanè oculis dignum spectaculum, quàm benignissimè optimus princeps episcopus audiat, quàm rebus Ecclesiæ faveat, quàm bonos fulciat, quàm invictâ auctoritate frangat contumaces, quàm cœlestem illam nobis à Domino traditam potestatem intemeratam velit! Eo protegente, jurisdictio episcopalis propemodum profligata emergit è tenebris; nostris jam decretis, nostræ auctoritati parlamenta obsecundant, ac regia decreta canonicæ disciplinæ ancillantur. Jam verò hæresis quot accipit subinde salutare plagas? quot edictis comprimitur? quot amissa templa luget? quantas nobilium, plebeiorumque turbas ad Petri, hoc est, Christi ovile re-

(1) *Goffridus Vindocin. Opusc. iv.*



vocatas? Quid deinde referemus, ut regius animus exosas habeat novitates omnes, nulloque regni loco consistere patiatur? Est profecto Ludovicus Magnus alter ille Mauritius à sancto Gregorio antecessore vestro toties commendatus, *cujus temporibus hæreticorum ora conticescunt; quia etsi eorum corda in insaniam perversi sensûs ebulliunt, catholici tamen principis tempore, prava quæ sentiunt, eloqui non præsumunt* (1).

Hæc coram admiramur; hæc luculentiùs vestra quoque Sanctitas ab altissima illa, cui totus orbis subest, Petri sede commemorat; his apostolicum vestrum pectus exultat. Si quid fortasse tot inter prospera emergit incommodi, non omnia proinde ad juris apices exigimus; magno enim Cyrillo Alexandrino præsule docente (2), didicimus œconomiâ rerum plerumque cogi nos, etiam à stricto et confesso Ecclesiæ jure discedere. Quanti verò æstimamus illa privilegia aliquot ecclesiarum, si emolumentis damna contendimus? Quidquod illud onus vix ecclesiæ sentiunt, vacantium ecclesiarum fructibus, quos reges vindicare fisco in ecclesiarum longè maximâ parte non dubiâ consuetudine poterant, successoribus reservatis, rebusque ad canonum auctoritatem Ludovici XIII augustæ memoriæ edicto redactis? Quidquod in quibusdam præbendis ac dignitatibus conferendis, si quid erat asperius, nobis supplicanti-bus, à rege mollitum tanti principis pietatem, largitatemque commendat? Quidquod capitulis sua jura servata, certique iudicibus præscripti limites,

(1) *Lib. XI. Epist. XLVI.* — (2) *Epist. ad Gennadium presbyterum et archimandritam.*

ne regaliæ nomine omnia invadantur? Id subjuncta his litteris gesta testantur, certoque indicio sunt quàm bene illi aliqua conceduntur, qui multa jam sibi possessione vindicata ultro concedat.

Sed enim exprobrabunt qui votis suis omnia metiuntur, leve illud quoque, sic enim sentiunt, quod rex christianissimus tanto studio assertum coronæ suæ velit, nobis auctoribus ac flagitantibus potuisse dimitti: næ illi falsi sunt, rerumque nostrarum imperitissimi. Liceat verò nobis, beatissime Pater, quando eo in cardine totius negotii summa versatur, paulò liberiùs interturbare graves illas curas apostolicæ mentis, ac jus regaliæ Francorum regibus, totique regno infixum, prout nostris hominibus insitum, inditumque est, ab ortu repêtere.

Sic nempe inclamant regii magistratus, christianissimos reges jam inde à Clodovæo, ac primis christianæ regionis exordiis, ecclesiarum omnium ut pietate filios, ita effusissimâ liberalitate nutritios, et regiâ defensione propemodum patronos ac tutores exitisse: ea verò quæ ecclesiæ in fundis haberent, teste Augustino, jure Cæsareo, hoc est, regio obtineri, supremamque eorum omnium potestatem penes reges esse: hinc à priscis temporibus, vacantium ecclesiarum regiâ manu occupata bona, mox redita successoribus; nec à sede apostolica reprobata, quæ huic juri tuendo antiquissimis etiam temporibus reges Francorum fecissent; præbendas quoque, hoc est, nativo sensu, stipendia clericorum, partem ecclesiasticæ possessionis ac proventûs, nec dum à toto discretas, si vacarent ecclesiæ, eodem quoque jure à principibus collatas; quarum quippe collatio

et antiquo jure à solida massa decidi non posse, et recentioribus quoque juris pontificiî institutis in fructu haberetur: hæc omnia ab antiquo regibus de se bene meritissimis concessisse Ecclesiam, sanè consensisse, jusque illud utriusque potestatis consensione firmatum, regiæ majestati proprium atque congenitum ita coaluisse, ut distrahi nequeat: neque verò fas esse ut ecclesiæ, primis Francici imperii temporibus, diverso jure haberentur, quas eâdem regiâ protectione fulciri, eâdem libertate ditari, ejusdem majestatis reverentiâ ac potestate contineri certum esset: si quid ergo tristioris diversitatis exortum sit, id esse referendum ad illa tempora queis scissum regni corpus, ducumque et comitum olim innocuo, tunc infausto nomine avulsa ac discerpta membra vix inter se cohærerent; hos enim principes, regalibus occupatis, sæpe etiam sine regum conscientia relaxatis, omnia perturbasse: at postquam regia potestas distractas provincias ad sese revocavit, et afflictum diu dissipatumque regnum suam demum integrè sub uno capite nobilissimo pariter ac valentissimo sanitatem intellexit, tunc oblitterandam, quæ laceros artus olim dehonestabat, fœdam diversitatem, nec regio juri, ex antiquissimis receptissimisque regni Francici legibus, nocere potuisse possessionem intermissam, quam et per principes sibi subditos diu retinuisent, nec ipsi unquam animo dimisissent; universasque ecclesias, non tantùm ad decorem, sed etiam ad robur, firmamquè compagem, eodem denique jure componendas: neque verò obstare Lugdunense concilium, quippe quod nec reges nominet, ex pontificiis quo-

que decretis pro sua majestate specialiter appellandos, nec de præbendis loquatur, et aliò verti possit; neque à pontificibus, regibusve in quæstione regaliam, cùm de ea maximè ageretur, memoratum aut leviter saltem indicatum fuerit.

Hæc utcumque se habent, neque enim lubet commemorare quæ antecessores nostri reposuerint, aut litigare est animus coram vestra Sanctitate pacis negotium tractaturis; hæc, inquam adeo regis magistratibus infixæ menti sedent, ut à se avelli nullâ ratione patiantur, causâque ceciderimus, eorum quoque sententiâ qui et æquitatis laude florerent, et in nostrum ordinem essent propensissimi: quâ consensione victus rex maximus, satisque sibi conscius quàm ab invadendis ecclesiarum juribus abhorreret, jus regium putat, quod in universum regnum pene diffusum, suo velut cursu undique protendatur, rerum similitudine, parique ecclesiarum conditione, velut in proclive ductum.

Quid hîc nobis mentis, sanctissime Pontifex, planè, simpliciterque dicemus. Hæc neque omnia ut certa proponimus, nec ut erronea et fidei regulis adversa propulsamus; ac dispensationi providæ locum esse censemus, gravissimos scilicet auctores secuti apostolicos viros antecessores vestros.

Prodeat sanè vir maximus, non minùs in sacris litteris quàm in canonum disciplina versatus, Innocentius III; atque in simili causa quid agendum sit, doceat: de regalibus agebatur; jure autem regalium multa contineri quæ jam ecclesiis regum liberalitate remissa sint, certò certius est: primùm jus procurationis, sive hospitii, quo episcopi, abbates-

que regem domo excipere, totamque cum ipso curiam, publicasque personas alere certis temporibus; tum jus exercitûs, quo certos milites ad regium exercitum ducere, eosque alere deberent; et quidem occupari à rege ecclesiarum bona, non modò si illæ vacassent, verùm etiam si episcopi consueta, quæ vocabant, servitia omisissent, eaque omnia ab eodem fonte regalium existere, et perspicuum ex sese est, et ipse Innocentius profitetur. Duo ergo episcopi à rege accusati, quòd illius injussu milites abduxissent, eorum regalia manu regiâ confestim invaduntur, nullâ judicii formâ; nec tantùm regalia, sed etiam alia bona quæcumque possiderent; id enim juris regii esse rex contendebat: episcopi id negare, tum factum excusare, vim illatam conqueri, gravissimasque expostulationes deferre ad Innocentium.

Quid ergo tantus pontifex? susceptâ, ut decebat, episcoporum causâ, Philippum Augustum aggreditur multa interminatus, multisque adhortatus, *ne inter regnum et sacerdotium scandalum oriretur* (1); intentato quoque apostolicæ censuræ metu, nisi episcopis regalia, aliaque omnia præter jus fasque, sic enim ferebat, occupata relaxaret. Gravis sanè causa, in qua rex maximus *censurâ colibendus* esse videretur (2). Sed interim Innocentius ad episcopos scribit: *Fraternitati vestræ consulimus bonâ fide, quatenus cum carissimo filio nostro rege, quantò meliùs poteritis, componere studeatis; quoniam arcus qui semper est tensus vires amittit, et nonnunquam reges meliùs vincuntur mansuetudine quàm rigore* (3).

(1) Lib. i. Epist. cxc. — (2) Lib. iii. Epist. xl. — (3) Ibid. Epist. cvii.

Præclarè ille quidem ubi nullum fidei, nullum morum regulæ creatum periculum est. Sed particulare factum, inquierit, nec in exemplum trahendum. Et tamen agebatur, uti prædictum est, non tantùm de episcoporum facto, sed etiam de regalium jure, quousque pateret, quæ bona complecteretur, quâ formâ exerceri posset: sed hæc omittamus. Quid Benedictus duodecimus, unus omnium pontifex et constantiæ et prudentiæ laude ornatissimus? Is Philippum Valesium regem, editâ Philippinâ, multa regaliam juri ab antiquo more diversa velut inserentem, gravissimis monitis ab ea tutanda lege deterruit (1): sed præclarè functus officio, ab negotio destitit; neque enim omnia urgenda pontifici, nec exactè semper ad minutos quosque apices res ecclesiasticas deducendas; Philippinaque ad nostra usque tempora stetit incolumis.

Sed ne vestræ Sanctitati molesti simus, postremum commemoramus Bonifacium octavum; nec tamen refricamus infausta illa dissidia, quæ nec sine lacrymis legi queant: abeant illa in tenebras æterno sepelienda silentio: id de Bonifacio referre lubet, quod ad pacem conducat, quod dignitatem pariter atque clementiam summæ sedis deceat. Grave erat Bonifacio à Philippo Pulchro pleno etiam jure conferri præbendas, seu regaliam, seu quovis alio titulo; nec tamen negabat pontifex, imò profitebatur id fieri posse *Ecclesiæ consensu tacito vel expresso*. Rex interim se possessione tuebatur; eo enim jure

(1) Raynaldus ad ann. 1337. n. 17.

à se conferri præbendas, quo à majoribus et à sancto Ludovico avo datæ essent (1).

Rectè ille et ordine, ut videtur : satis enim constabat, reclamante nemine, eo jure usos, neque fraudi esse poterat optimis regibus, quòd ad jus regium ea revocabant : id enim jus regium esse, quod coronæ regiæ ab antiquo insitum coalitumque sit. Atque, ut ex simili rem conficiamus, an non patronatus, quos vocant laicos, ipsis quoque terris atque dominiis ex possessione inhærere, ac quasi temporalis juris loco esse constat ; cùm tamen id juris ex ecclesiasticæ potestatis fonte profluere nemo non fateatur ? Quantò ampliora regibus et beneficentia et propria majestas conciliare potuit ? Neque id Bonifacium juris consultissimum fugiebat : sed cùm in ancipiti esse videretur, quatenus juri regio præbendas conferendi Ecclesiæ consensus accessisset, quod dubium, quod illicitum reputabat pontifex, de potestatis plenitudine concedebat, ac licitum faciebat. Quid enim litigamus, inquit ? *Volumus ut rex faciat, licitè quod facit illicitè : volumus super hoc sibi facere gratiam omnem quam poterimus* (2). Sic quem nodum solvere, ex pontificis sensu, antiqua monumenta juraque non poterant, apostolicæ potestatis gladio amputabat.

Atque id Bonifacius octavus, tot inter similtates conferre ultro voluit in Philippum Pulchrum ; quanta Innocentius undecimus, benevolentissi-

(1) Histoire du différend de Boniface VIII et de Philippe-le-Bel, p. 78 et 93. — (2) *Ibid.* p. 78.

mus et propensissimus in Ludovicum Magnum? Nèque verò ambiguum quid orbis christianus expectet, si pontifici pontificem, regem denique regi componamus : id tantùm postulamus ne plus æquo audiantur, qui in jure coronæ novas hæreses fingunt, nimisque intelligendo faciunt, nihil ut intelligant præposterii homines, qui quem exsufflant pulverem, ut præclarè sanctus Augustinus<sup>(1)</sup>, in suos aliorumque excutiunt oculos. Vestra verò Sanctitas hæc omnia supergressa, christianique orbis intenta commodis, tantas contentiones ex tenui ortas, sed in gravissima mala, nisi Deus avertat, aliquando erupturas apostolicâ auctoritate componat. Pacem expetimus, pacem flagitamus, pacem quæ vestrum nomen tantâ pietatis ac sanctitatis laude omnibus gentibus, ipsisque adeo Ecclesiæ hostibus clarum, venerandumque immortalitati consecratura sit. Satis jam superque parens optimus devotissimusque filius, repugnante animo, altercantur.

Nos quidem, beatissime Pater, ut gratias agimus quas possumus maximas, quòd jura quarundam ecclesiarum, quæ nobis omnibus communia facit ipsa fraternitas, sarta, tecta que esse vultis; ita nostrâ causâ concuti orbem, pacemque christianam conturbari nolumus : quare eo quoque, quidquid inerat, jure decessimus; id in regem optimum atque beneficentissimum ultro contulimus. *Et si fortè propter canonum rigorem minùs licebat, factum est tamen, quia ecclesiasticæ paci sic expe-*

(1) *Confess. lib. XII. cap. XVI.*



*diebat : cùm enim plenitudo legis sit caritas, in hoc legibus obtemperatum esse credimus, in quo caritatis opus impletum esse cognovimus (1).*

Quæ à nobis acta, si vestra Sanctitas dignetur inspicere, probaturam esse pro sua æquitate confidimus : sanè summâ consensione, pronâque omnium nostrum voluntate gesta esse testamur : cùm præsertim nemo sit, qui, rebus nostris intellectis ac perpensis omnibus, quæ recens nobis supplican- tibus à rege maximo statuta sunt, non ultro fateatur plura et ampliora concessa quàm dimissa, atque Ecclesiæ causam regiâ æquitatè ac liberalitate, meliore nunc omnino conditione esse. Quamobrem obsecramus ut quæ à nostra humilitate, non modò publicæ pacis intuitu, sed maximo Ecclesiæ emolumento gesta sunt, quæque rex maximus tanto religionis studio, tantâque omnium nostrum ob- tatione concessit, regiis magistratibus necquicquam reclamantibus, sic vestra Sanctitas complectatur, ut sacerdotii regnique concordiam æternum firmet et sanciat.

Quid enim luctuosius, quàm sub tanto pontifice ac tanto rege, quorum consensione tot in Eccle- siam bona redundatura sint, per invisa et impor- tuna dissidia eludi expectationem orbis, et publica commoda retardari? Sanè ex quo Ecclesia est, sede apostolica regnoque Francorum nihil con- junctius fuisse, et maximo honori ducimus, et vestri antecessores libentissimè prædicant : hanc verò perpetuam conjunctionem animorum, nostris quo-

(1) *Ivo Carnotensis. Epist. cxc.*

que temporibus auctam oportuit. Quid enim videt orbis Magno Ludovico majus? quem Turcæ sævienti graviolem hostem? quam expeditiorem manum? quem animum promptiorem? quem idoneum magis quicum ea quæ vos assiduè pulsant, coercendi hostis atque amplificandæ Ecclesiæ, communicare consilia? quem ad ardua quæque jam sponte currentem incitare possitis?

Ne verò prohibeat vestram Sanctitatem ecclesiarum aliquarum, haud tantis sanè motibus digna, libertas. Solet Ecclesia Christi quædam omittete, ut alia eaque potiora servet, multa quoque in melius, ferendo, commutare. Ipsa regalia quantum imminuta est, cùm pii principes à potiundis fructibus jam abstinerint, et gravissima onera alendorum militum ac procurationum sponte remiserint, ut jam illi à nobis, si necesse sit, memorem animum suo quodam jure repossere videantur?

Quid attinet commemorare in episcopis atque abbatibus eligendis, in investituris, in jussionibus, permissionibus, assensionibus regiis, in episcopatum et abbatiarum concessione et dono, in hominibus quoque et sacramentis fidelitatis, quàm multa primùm censuris gravissimis reprobata, mox ultro concessa sint? Ipsa apostolica sedes, arx ecclesiasticæ libertatis, quàm multa principum in se ipsam quoque jura tolerarit, imò aliquando concesserit, ipsâ temporum morâ excussa cervicibus, et in optimum statum sponte restituta? An ergo Ecclesia *levitate usa est, fuitque in illa est et non* <sup>(1)</sup>? Absit;

(1) II. Cor. I. 17.

sed satis sibi conscia æternitatis suæ, ipsique veritati semper immobili animo adhærescens, aliquâ sui parte humanis se rebus utcumque accommodat, nec tam temporibus quàm animarum saluti servit. *Hæc dicendo doctam Paternitatem vestram non docemus, sed eamdem consulendo et rogando monemus; ut ibi consilii et pietatis studeatis visceribus abundare, ubi fas non est fortitudinem exercere* (1).

Quare, beatissime Pater, ad sacros vestros pedes ritè provoluti, atque apostolicam benedictionem expectantes, summum illum Ecclesiæ, vestrique unici primatûs auctorem oramus, obsecramus; uti mentem vestram ad pacis consilia inflectat; et quæ pacis studio, exemplo majorum, Sanctitas vestra gesserit, ea in vestram gloriam, quam in Christo habetis, totique Ecclesiæ utilitati vertat.

Obsequentissimi et devotissimi filii ac servi vestri, archiepiscopi, episcopi, et alii ecclesiastici viri in comitiis generalibus Cleri Gallicani Parisiis congregati.

FRANCISCUS, archiepisc. Parisiensis, præses.

De mandato illustrissimorum et reverendissimorum archiepiscoporum, episcoporum, totiusque cætûs ecclesiastici in comitiis generalibus Cleri Gallicani Parisiis congregati.

MAUCROIX, canonicus Remensis, à secretis.

COURCIER, theolog. eccl. Parisiensis, à secretis.

*Datum Parisiis, tertio nonas mensis februarii, ann. 1682.*

(1) *Ivo Carnot. Ep. cxc.*

INNOCENTII XI  
AD CLERUM GALLICANUM

RESPONSA.

---

INNOCENTIUS PAPA XI.

Venerabiles fratres ac dilecti filii, salutem et apostolicam benedictionem. Paternæ caritati quâ carissimum in Christo filium nostrum Ludovicum regem christianissimum, ecclesias vestras, vos ipsos et universum istud regnum amplectimur, permolestum accidit ac planè acerbum cognoscere ex vestris litteris, die tertiâ februarii ad nos datis, episcopos clerumque Galliæ, qui corona olim et gaudium erant apostolicæ Sedis, ita se erga illam in præsens gerere, ut cogamur multis cum lacrymis usurpare propheticum istud : *Filii matris meæ pugnauerunt adversum me* <sup>(1)</sup>. Quanquàm adversus vos ipsos potiùs pugnatís, dùm nobis in ea causa resistitis, in qua vestrarum ecclesiarum salus ac libertas agitur, et in qua nos pro juribus, et dignitate episcopali in toto regno tuenda, ab aliquibus ordinis vestri piis et fortibus viris appellati, absque mora insurreximus, et jam pridem in gradu stamus, nullas privatas nostras rationes secuti, sed debitæ ecclesiis omnibus sollicitudini, et intimo amorì erga vos nostro satisfacturi.

(1) *Cant.* 1, 5.

Nihil sanè lætum et vestris nominibus dignum eas litteras continere, in ipso earum limine intelleximus. Nam præter ea quæ de norma in comitiis convocandis peragendisque servata afferebantur, animadvertimus eas ordiri à metu vestro, quo suasore nunquam sacerdotes esse solent in ardua et excelsa pro religione et ecclesiastica libertate, vel aggrediendo fortes, vel perficiendo constantes. Quem quidem metum falsò judicavistis posse vos in sinum nostrum effundere. In sinu enim nostro hospitari perpetuò debet caritas Christi, quæ foras mittit timorem; quâ caritate erga vos regnumque Galliæ paternum cor nostrum flagrare, multis jam ac magnis experimentis cognosci potuit, quæ hîc referre non est necesse. Sed quid est autem in quo bene merita de vobis sit caritas nostra, esse imprimis putamus ob ipsum regale negotium, ex quo, si seriò res perpendatur, omnis ordinis vestri dignitas atque auctoritas pendet.

Timuistis ergo ubi non erat timor. Id unum timendum vobis erat, ne apud Deum hominesque redargui jurè possetis, loco atque honori vestro, et pastoralis officii debito defuisse. Memoriâ vobis repetenda erant quæ antiqui patres illi sanctissimi et præsules, quos quàm plurimi postea quâlibet ætate sunt imitati, episcopalis constantiæ et fortitudinis exempla in hujusmodi casibus, ad vestram eruditionem ediderunt. Intuendæ imagines prædecessorum vestrorum, non solùm qui patrum, sed qui nostrâ quoque memoriâ floruerunt; et qui Ivonis Carnotensis dicta laudatis, debuistis facta etiam, cùm res posceret, imitari. Nostis quæ

is fecerit, passusque sit in turbulenta illa ac periculosa contentione inter Urbanum pontificem, et Philippum regem, muneris sui arbitratus contra regiam indignationem stare, bonis spoliari, carceres et exilia perferre: deserentibus aliis causam meliorem.

Officii vestri erat sedis apostolicæ auctoritati studia vestra adjungere; et pastorali pectore, humilitate sacerdotali causam ecclesiarumstrarum apud regem agere, ejus conscientiam de tota re instruendo, etiam cum periculo regium in vos animum irritandi; ut possetis in posterum sine rubore, in quotidiana psalmodia Deum alloquentes, Davida verba proferre: *Loquebar de testimoniis tuis in conspectu regum, et non confundebar* (1).

Quantò magis id vobis faciendum fuit, tam perspectâ atque exploratâ optimi principis justitiâ et pietate, quem singulari benignitate episcopos audire, ecclesiis favere, et episcopalem potestatem intemeratam velle vos ipsi scribitis, et nos magna cum voluptate legimus in vestris litteris. Non dubitamus, si stetissetis ante regem pro causæ tam justæ defensione, neque defutura vobis verba quæ loqueremini, neque regi cor docile quo vestris annueret postulatis.

Nunc cùm muneris vestri et regiæ æquitatis quodam modo obliti, in tanti momenti negotio silentium tenueritis, non videmus quo probabili fundamento significetis, vos ad ita agendum adductos, quòd in controversia victi sitis, quòd causâ cecideritis. Quomodo cecidit qui non stetit? quomodo

(1) Ps. cxviii. 46.

victus est qui non pugnavit? et quis vestrum tam gravem, tam justam causam, tam sacrosanctam oravit apud regem? Cùm tamen prædecessores vestri eam in simili periculo constitutam, non semel apud superiores Galliæ reges, imò apud hunc ipsum liberâ voce defenderint, victoresque à regio conspectu discesserint, relatis etiam ab æquissimo rege præmiis pastoralis officii strenuè impleti. Quis vestrum in arenam descendit, ut opponeret murum pro domo Israel (1)? quis ausus est invidiæ se offerre? quis vel vocem unam emisit, memorem pristinæ libertatis? Clamarunt interim, sicuti scribitis, et quidem in mala causa, pro regio jure clamarunt regis administri, cùm vos in optima pro Christi honore silueritis.

Neque illa solidiora quòd reddituri nobis rationem, seu veriùs excusationem allaturi rerum in hujusmodi comitiis per vos actarum, exaggeratis periculum ne sacerdotium et imperium inter se collidantur, et mala quæ exinde in Ecclesiam et rempublicam consequi possent: proinde existimasse vos ad officium vestrum pertinere aliquam inire rationem tollendi de medio gliscentis dissidii, nullam verò commodiorem apparuisse remedio ab Ecclesiæ patribus indicato, utili condescensione canones temperandi pro temporum necessitate, ubi neque fidei veritas, neque morum honestas periclitentur; deberi ab ordine vestro, deberi à Gallicana, imò ab universa Ecclesia plurimùm regi tam præclare de catholica religione merito, et in dies

(1) *Ezech.* XIII. 5.

magis mereri cupienti ; propterea vos jure vestro decedentes, illud in regem contulisse.

Mittimus hîc commemorare quæ significatis de appellato à vobis sæculari magistratu, à quo victi discesseritis : cupimus enim hujus facti memoriam aboleri ; volumus ea vos verba è litteris vestris expungere, ne in actis Cleri Gallicani resideant, ad dedecus vestri nominis sempiternum.

Quæ de Innocentio III, Benedicto XII, Bonifacio VIII, in vestram defensionem adducitis, non defuere qui doctis lucubrationibus ostenderint quàm frivola atque extranea sint huic causæ ; et magis notum est, quàm ut opus sit commemorare quo zelo, quâ constantiâ eximii illi pontifices Ecclesiæ libertatem defenderint adversùs sæculares potestates ; tantùm abest ut eorum exempla possint errori vestro suffragari.

Cæterùm ultrò admittimus et laudamus consilium relaxandi canonum disciplinam pro temporum necessitate, ubi fieri id possit sine fidei et morum dispendio : imò addimus cum Augustino <sup>(1)</sup>, toleranda aliquando pro bono unitatis, quæ pro bono æquitatis odio habenda sunt ; neque eradicanda zizania, ubi periculum sit ne simul etiam triticum eradiceatur. Id ita tamen accipi oportet, ut in aliquo tantùm peculiari casu, et ad tempus, et ubi necessitas urget, licitum sit, sicuti factum est ab Ecclesia, cùm Arianos et Donatistas episcopos ejurato errore suis ecclesiis restituit, ut populos qui secuti eos fuerant in officio contineret.

(1) *Epist. XLIII.*



Aliud est ubi disciplina Ecclesiæ per universum amplissimi regni ambitum; sine temporis termino, et cum manifesto periculo ne exemplum latiùs manet, labefactatur; imò evertitur ipsius disciplinæ et hierarchiæ ecclesiasticæ fundamentum, sicuti evenire necesse est, si quæ à rege christianissimo in negotio regaliæ nuper acta sunt, conniventibus, imò etiam consentientibus vobis, contra sacrorum canonum, et præsertim generalis concilii Lugdunensis auctoritatem, contra notam jampridem vobis in ea re mentem nostram, et contra ipsam jurisjurandi religionem, quâ vos Deo, Romanæ, vestrisque Ecclesiis obligatis, cùm episcopali characterè imbueremini.

Hæc sancta sedes executioni mandari, et malum invalescere diutius differendo permitteret; si non ea nos pro tradita divinitus humilitati nostræ supremâ in Ecclesiam universam potestate, solemnî more, prædecessorum nostrorum vestigiis inhærentes, improbaremus: cùm præsertim per abusum regaliæ, non solùm everti disciplinam Ecclesiæ, res ipsa doceat; sed etiam fidei ipsius integritatem in discrimen vocari, facilè intelligatur ex ipsis regionum decretorum verbis, quæ jus conferendi beneficia regi vindicant, non tanquam profluens ex aliqua Ecclesiæ concessione, sed tanquàm ingenitum et coævum regiæ coronæ.

Illam verò partem litterarum vestrarum, non sine animi horrore legere potuimus, in qua dicitis, vos jure vestro decedentes, illud in regem contulisse; quasi ecclesiarum, quæ curæ vestræ creditæ fuere, essetis arbitri, non custodes; et quasi Eccle-

siaè ipsaè et spiritualia earum jura possent sub potestatis sæcularis jugum mitti ab episcopis, qui se pro earum libertate in servitum dare deberent. Vos sanè ipsi hanc veritatem agnovistis et confessi estis, dum alibi pronuntiastis jus regalìaè servitum quamdam esse, quæ, in eo præsertim quod spectat beneficiorum collationem, imponi non potest, nisi Ecclesiã concedente, vel saltem consentiente. Quo jure vos ergo jus illud in regem contulistis? Cùmque sacri canones distrahi vetent jura ecclesiarum, quomodo ea vos distrahere in animum induxistis, quasi eorundem canonum auctoritati derogari liceat vobis?

Revocate in memoriã quæ inclytus ille conterraneus vester Clarevallensis abbas, non Gallicanæ modò, sed etiam universalis Ecclesiæ lumen à nobis meritò nuncupatus, Eugenium pontificem officii sui admonens, reliquit scripta præclarè : meminisset se esse *cui claves traditæ, cui oves creditæ sunt : esse quidem et alios cœli janitores et gregum pastores ; sed cùm habeant illi assignatos greges, singuli singulos, ipsi universos creditos, uni unum ; non modò ovium, sed et pastorum Eugenium esse pastorem ; adeoque juxta canonum statuta alios episcopos vocatos fuisse in partem sollicitudinis, ipsum in plenitudinem potestatis* (1).

Ex quibus verbis, quantùm vos admoneri par est, de obsequio et obedientia quam debetis huic sanctæ sedi, cui nos, Deo auctore, quamquam immeriti præsidemus, tantundem pastoralis nostra sollici-

(1) *De Considerat. lib. II. c. VIIII.*

tudo excitatur ad inchoandam tandem aliquando in hoc negotio, quam nimia fortasse longanimitas, vestrae dum poenitentiae spatium damus, hactenus distulit, apostolici muneris executionem.

Quamobrem per praesentes litteras, tradita nobis ab omnipotenti Deo auctoritate improbamus, rescindimus et cassamus quae in istis comitiis acta sunt in negotio regaliae, cum omnibus inde secutis, et quae in posterum attentari continget, eaque perpetuo irrita et inania declaramus: quamvis cum sint ipsa per se manifeste nulla, cassatione aut declaratione non egerent.

Speramus tamen vos quoque, re melius considerata, celeri retractatione consulturos conscientiae vestrae et cleri Gallicani existimationi. Ex quo clero, sicuti huc usque non defuere, ita in posterum non defuturos confidimus, qui boni pastoris exemplo libenter animam ponere parati sint pro ovibus suis, et pro testamento patrum suorum. Nos quidem pro officii nostri debito parati sumus, Dei adjutrice gratia, sacrificare sacrificium justitiae, et Ecclesiae Dei jura ac libertatem, et hujus sanctae sedis auctoritatem dignitatemque defendere: nihil de nobis; sed omnia de eo praesumentes qui nos confortat et operatur in nobis, et qui jussit Petrum super aquas ad se venire: *Præterit enim figura hujus mundi* (1), et dies Domini appropinquat.

Sic ergo agamus, venerabiles fratres, ac dilecti filii, ut cum summus paterfamilias et princeps pastorum rationem ponere voluerit cum servis suis,

(1) I. Cor. vii. 31.

sanguinem pessumdatæ ac laceratæ Ecclesiæ, quam suo acquisivit, de nostris manibus non requirat.

Vobis interim omnibus apostolicam benedictionem, cui cœlestem accedere optamus, interno paterni amoris affectu impertimur.

Datum Romæ, apud sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris, die 11 aprilis 1682, pontificatûs nostri anno sexto.

MARIUS SPINULA.

Venerabilibus fratribus archiepiscopis et episcopis, ac dilectis filiis aliis ecclesiasticis viris, nomine Cleri Gallicani, Parisiis congregatis.



---

**EPISTOLA**  
**CLERI GALLICANI,**

ANNO 1682,

IN COMITIIS GENERALIBUS CONGREGATI,

AD OMNES PRÆLATOS

PER GALLIAS CONSISTENTES, ET UNIVERSUM CLERUM.

---

PERVENIT ad nos, totâ jam Galliâ, toto fere christiano orbe vulgatum Breve apostolicum, quo sanctissimus Papa nostris respondet litteris, die tertiâ february ad se datis. Quis noster fuerit in eo perlegendo, quis in considerando sensus, quanta sollicitudo pro ecclesiastica pace, quid denique tanto in discrimine cogitemus, significare nos oportet, et causæ communis nobis delegatæ reddere rationem. Quo in officio peragendo nihil poterat tristius contigisse, quàm ut opposito nobis Innocentii XI tanti pontificis nomine, adhuc tueri nos necesse haberemus. Tacere enim, et orare, et expectare in silentio salutare Dei, nec pontificis epistolæ ullâ ratione vel leviter obluctari, ut pacatius ex se et plerumque religiosius; ita nobis jucundius et præstabilius esse videretur, si aut pacis curam à vobis demandatam, et utilissimi consilii defensionem abjicere licuisset, aut personarum vestrarum nobis impositam vilem habere dignitatem.

Et quidem testamur cordium inspectorem Deum, nullâ nos nostri nominis injuriâ permoveri. Etsi enim permolestum fuit parentem optimum in nos exacerbatum, rescissa, nec sine gravi ignominia nota, quæcumque pacis studio magnâque Ecclesie utilitate in negotio regaliæ gessimus; quin ea pontifici horrore fuisse, nosque reprehensos, ut qui metu et ignaviâ Ecclesie libertatem, hierarchiæ disciplinam, salutem quoque ipsam, omnemque ordinis nostri dignitatem atque auctoritatem prodidissimus, fidem denique ipsam, quo nihil in episcopos gravius dici potuit, in discrimen adduci; æquo animo passi simus; solatio enim erat apostolicum illud: *Gloria nostra hæc est, testimonium conscientiaæ nostræ* (1).

Scrutamur enim vias nostras coram Domino; et quò vehementiora sunt quibus incessimur, eò magis constat iis non lædi nos, à quibus nihil gestum quod non è re Ecclesie esset, et appellata conscientia renuntiet, et omnes regni ordines profiteantur. Quod verò pontificem adeò gravem et infensum habeamus, admiretur nemo qui vel cogitaverit quàm ei omnia nostra dicta gesta que tetris, sed non suis, picta coloribus, exhibita fuerint: adverterunt omnes et obstupuerunt.

Quis ille sit demum qui in ipso initio Brevis apostolici toti nostro cœtui exprobetur metus? Nempe metuebamus ne, ruptâ concordia sacerdotii et imperii, pax ecclesie turbaretur atque inde illa emergerent mala quæ nostri antecessores, viri fortissimi, metuissent. Inde verò exorsi nostram epistolam, statim significavimus, adhibitis etiam patrum Afri-

(1) II. Cor. 1. 12.

canorum verbis, et quis ille metus foret, et quanta pericula ex ea dissensione Ecclesiæ imminerent, quàmque illa nostra essent propter susceptam Ecclesiæ curam, et quantùm nos juvaret graves illas curas in sinum pontificis optimi parentis effusas quodammodo deponere, et collaborante nobiscum apostolicâ caritate veluti partito onere sublevari. Hic nos incusatos, quasi indigno et præpostero metu dissoluti, pontificii quoque pectoris robur infringere aggrediamur; quàm ab Innocentio XI alienum est, tam aliunde suggestum intelligere nos oportet; et hæc omnia leviter transilire, neque his immorari quæ tanto nomini haud congrua in Brevi pontificio scripta doleremus; quæ nec memoraremus, nisi et solatio et præsidio esset pontificis animus, non nisi instigatum et omni arte deceptum, in nos adeo exarsisse.

Ex illo epistolæ pontificis initio, statim intelleximus secuturas graves iras et infausta fore omnia; nec tamen caritatem optimi pontificis defuisse; sed ei occultata esse nostra consilia, eaque maxime in quibus totum negotium, totaque rerum à nobis gestarum ratio versaretur. Id ita se habere qui literas pontificis legerit et cum nostris contulerit, inficiari nemo poterit.

Et quidem rectè et ordine factum, quòd rescriberet pontifex ad episcopos, ipsum negotium more majorum, pensatis undique rationum momentis, copiosè tractatum. Sed cùm duo sint quibus hæc causa nititur, eaque in epistola ad ipsum pontificem diligentissimè explicata: primum quod jure nostro ita discesserimus, ut majore emolumento damnum

sarciretur; tum quòd ejusmodi esset regaliæ negotium, quod temperamenta ac salubrem illam canonum moderationem admitteret, imò pro temporum necessitudine postularet. Primum illud totum in Brevi apostolico prætermissum est; alterum ita involutum, ut pateret omnibus nihil magis extimuisse sancti pontificis in hoc quidem negotio consiliarios, quàm ne is agnitâ veritate anteferret eos, qui in re non summa æquiora et mitiora suasissent.

Et quidem cùm edictum à nobis postulatum, mense januario in publicum prodiit, quanta ordinis nostri lætitia et gratulatio fuerit, meministis, sanctissimi et religiosissimi consacerdotes. Omnes admirari sublatum à regalia quo maximè Ecclesiæ gravarentur per quingentos annos revocatas ad Ecclesiæ auctoritatem sive præbendas sive dignitates, quibus singulari titulo cura animarum vel aliqua jurisdictionis ecclesiasticæ pars annexa esset; tantam rem per tot sæcula, nescio quo casu; nullo certè reclamante, non clero, non episcopis, non ipsis etiam pontificibus, imò his ultro assentientibus, regiæ potestati relatum, atque optimis regibus, sancto etiam Ludovico usitatam, à Ludovico Ecclesiæ restitutam; ad hæc lites infinitas uno edicto præcisas, plerisque capitulis redditam libertatem, inventum denique quo, post perditam integro fere sæculo propugnata causam, victa Ecclesia meliore conditione: laudare consilium omnes; efferre meritum optimi principis, qui antecessores inclytos belli pacisque artibus supergressus, sancti quoque Ludovici celebratissimam omnibus gentibus pietatem aliquâ parte vicisset: nos quoque beatissimos prædicare



prædicare, qui, regiis magistratibus tanto studio reluctantibus, id impetrassemus: nobiles et plebes in gratulationem effundi: nemini dubium esse quin regis prudentia tanto ecclesiarum bono faceret, ac pacem ecclesiasticam his conditionibus stabilitam vellet. Nec immeritò: satis enim ostendimus pietate regum nostrorum eo demum redactum regaliam negotium, ut jam una quæstio superesset, ea scilicet quæ in conferendis beneficiis versaretur.

Neque verò quidquam in regalia gravius quàm decanatus, archidiaconatus, pœnitentiarias ac theologatus, etc. sive præbendas sive dignitates quæ ex suo titulo singulari, novo vel antiquo jure, curam animarum gererent, vel aliquam partem ecclesiastici muneris obirent, vacantibus ecclesiis ita in regia potestate esse; ut non modò nulli canonico et ecclesiastico examini subderentur, sed etiam nullam aut missionem aut approbationem ecclesiasticam obtinerent. Id verò ejusmodi est ad eò alienum à canonica disciplina, et ita Ecclesiæ grave et intolerandum; ut quâ arte in mores nostros irreperit, vel tot sæculis servari potuerit, vix ipsi intelligamus. Etsi enim satis constabat non nisi aliquâ Ecclesiæ consensione potuisse id juris transferri in principes; primùm quidem tantam rem, tam ecclesiasticam ad laicos translata minimè oportuit; tum illud Ecclesiæ periculosissimum, ne hujus quidem concessionis ullum in actis publicis, ullum in annalibus esse vestigium, ac necesse recurri ad tacitum consensum, quo nihil est infirmius aut inhonestius. Quamvis esset id ex se grave; quæ deinde incommoda futuris temporibus meritò timeremus? quantam gli-

scente licentiâ ecclesiastici muneris occupationem? cùm res obvia sit, commemorare nil attinet. Hæc sublata penitus edicto januarii mensis à nobis impetrato, et à gravi morbo, graviore periculo liberata Ecclesia est.

Jam illud liquidò constat earum ecclesiarum ad quas extensa sit maximam partem, ex recentiore edicto, ejusmodi esse, nihil ut in eis juris regi relinquatur: ac profectò si placeat initâ ratione vel subductis calculis numerare ecclesias vel præbendas, et quæ ex nostra cessione et edicto 1673, regaliam attributæ essent, et quæ novo edicto ab ea vindicatæ; has numero vincere, et eâ quoque parte profecisse Ecclesiam certum perspectumque est: ut regi quidem honestius visum sit communi lege extendi regaliam ad omnes provincias, nobis verò è re Ecclesiæ visum quàm plurimas ecclesias et præbendas præstare liberas. Quæ minutiora licet, neque comparanda iis quæ ad jurisdictionem spectant, hîc quoque à nobis excuti oportuit; ut intelligat universa Ecclesia quàm ad tenues res tantam controversiam, tantos animorum motus, tantamque expectationem christiani orbis redire necesse sit, si negotium urgeatur.

His ita constitutis, non tantùm æquus æstimator, sed rigidus quoquẽ ecclesiastici juris exactor fateatur à nobis diligentissimè ac religiosissimè tractatam Ecclesiæ rem; idque planè evinceremus si res integra esset, et æquo adhuc jure, nullo judicio victi disceptaremus; non potuisse tamen meliore conditione transigi; imò, si optio detur, id magis eligendum quod victi impetravimus, quàm id quod victores

jure nostro obtinere potuissemus. Hæc nobis evenisse, in eam nos temporum necessitudinem incidisse, ab optimo principe tam fausta impetrasse, tam exigua, inò verò tam nullâ jam concessisse, tanta verò recuperasse, victosque quàm victores meliore omnino conditione esse; quis demum præstitit nisi Deus noster, in cujus manu et temporum vices et corda regum sunt. Ipse enim humiliat et exaltat, nec deficere unquam, sed in spem contra spem proficere jubet Ecclesiam suam.

Nec in tanto Ecclesiæ bono sanctissimus pontifex conticesceret; sed pro sua pietate effunderet cor suum ante Dominum, et lacrymas in gaudium verteret, si vel id advertere dignaretur quod ea de re in epistola nostra accuratissimè pertractavimus: neque horrori fuisset, sed potiùs voluptati nostra illa non jam cessio, sed optima et saluberrima et maximè necessaria permutatio. Verùm eum locum epistolæ nostræ, nescio quo animo, sanctissimo pontifici tacuerunt harum turbarum auctores: qui si id quoque ut cætera nostra improbabant, quin apertè et liberè, ut reliqua omnia quæ scripsimus et gessimus, confutare aggrederentur? Sin autem occultè approbabant, viderint æquone animo hoc prætermiserint, ipsique pontifici dissimulaverint quod se causa nostra maximè tueretur; ut omissâ scilicet optimâ defensione, in episcoporum famam liberior ac plenior, ne dicam violentior, animadversio desæviret.

Atque utinam prætermisso maximo hujus causæ præsidio, quæ pontifici exhibenda senserunt, ea saltem integra protulissent. Sed enim metuebant ne

meritò conquereretur æquissimus pontifex se in regem maximum Ecclesiæ primogenitum ejusque amantissimum, in Galliam universam clerumque Gallicanum, sedi apostolicæ obsequentissimum, plusquam ipsa causæ ratio pateretur, incitatum atque exasperatum fuisse. Quo enim pertinebat tantâ vehementiâ, tam exquisitis verbis atque sententiis exaggerari gravitatem hujus causæ : ab ea pendere salutem Ecclesiæ et omnem episcopalis ordinis reverentiam, everti disciplinam, imò disciplinæ atque hierarchiæ ecclesiasticæ fundamenta, fidei quoque ipsius integritatem in discrimen vocari? Usque adeone à quingentis annis, ne vetustiora sectemur, atque in maxima certè christianissimi regni parte profligata Ecclesia est, ac fidei integritas in discrimen adducta? Non id advertisse tot reges optimos, nec religiosissimos fidei defensores antecessores nostros, à Romanis pontificibus toties commendatos, non ipsos etiam pontifices Innocentium III, Alexandrum III, innumerabiles alios qui regaliâ consensione approbarunt; quin ipsum etiam sacrum generale Lugdunense concilium, roboratâ regaliâ ubicumque viguisset, errori favisse ac tantum malum tantâ auctoritate firmasse?

An verò regalia anteactis temporibus innocua erat, cùm fructus vacantium Ecclesiarum occuparet omnes; cùm abbates, cùm episcopos ad arma cogeret; cùm gravissimo procurationum <sup>(1)</sup> onere pre-

(1) On appelloit procuration la réception que les vassaux étoient obligés de faire à leurs seigneurs, lorsqu'ils venoient sur leurs terres. Ces procurations qu'on appelloit aussi gîtes, se commuoient quelquefois en une certaine somme d'argent. Dans les monastères où l'abs-

meret Ecclesias; cùm beneficia omnia, etiam quæ jurisdictionem ecclesiasticam proprio nomine exercerent, nullo ecclesiastico examine, nullâ approbatione conferret? Nunc verò evertit Ecclesiæ libertatem, hierarchiæ disciplinæque fundamenta, ac fidem ipsam infandum aggreditur; cùm his amotis ac velut abstersis omnibus, nihil jam sibi reliquit unde vel nostris vel secuturis temporibus noceat. Sed nimirum nisi ista dicerentur, nec irritari pontifex, nec illa rejici quam suadebamus moderatio canonum, nec increpari nos clerumque Gallicanum tam immitibus verbis, nec tanto fragore Romana facundia detonare posset.

Nobis quidem tot inter minacia et aspera quæ in Brevis legebamus, aliqua tamen, ut in magna tempestate, spes serenitatis illucescere visa est ex his verbis: *Cæterum ultro admittimus et laudamus consilium relaxandi canonum disciplinam pro temporum necessitate, ubi fieri id possit sine fidei et morum dispendio* (1). Quo semel admissio, quis jam non speraret exortam aliquam conciliandi haud sanè inexpiablem dissidii rationem, et pontificis epistolam in aliquid tandem lætius desituram, cùm et gravis necessitas urgere videretur, satisque constaret regalæ causam non ad fidem illam quâ christiani sumus, aut ad fidei conjunctam certissimam morum regulam pertinere; sed in ea parte versari disciplinæ quæ variari possit pro temporum ac locorum con-

tinence de la chair étoit établie, on étoit expressément dispensé d'en servir à ceux qui avoient droit de procuration. Voyez le Glossaire de du Cange. (*Edit. de Déforis.*)

(1) *Bre. pag. 216.*

ditionibus, quæque temperamenta ac salubrem canonum moderationem admitteret? Sed postea advertimus ita esse laudatam apud pontificem saluberrimam illam et conciliatricem animorum prudentiam, ut simul demonstraretur nullum ei relinqui in hac causa locum. Sic enim concedit temperamenta canonum accipi oportere, *ut in aliquo peculiari casu, et ad tempus, et ubi necessitas urget, licitum sit* (1); quæ hîc scilicet locum non habeant.

Hîc consistamus oportet, suo deinde loco cætera exequemur. Ergone parum gravis illa necessitas ubi de concordia sacerdotii et imperii in amplissimo regno agitur, ubi Galliarum regi ac magistratibus, episcopis quoque conciliandæ pacis viam aggressis extrema omnia pontifex minitatur? An verò moderandorum canonum ratio tantùm valet in peculiari casu et ad tempus? Pudet verò eorum qui hæc suggerere pontifici non verentur, coguntque nos, aliis exemplis prætermisissis, vel illud revolvere quod Leo X, Lateranensis approbatione concilii, Ecclesiis nostris Gallicanis abstulerit, quod in reges contulerit. Nunc post amplissimas Ecclesiæ dignitates in regum potestate positas, de aliquot canonicatibus litigabitur, nec jam ullus relinquetur compositioni locus; et regi, quotquot sunt, non tantùm maximo, sed etiam optimo et in Ecclesiam longè beneficentissimo ea intentabuntur, quæ referre horret animus. Cujus consilii auctores quantò æquiùs considerarent quæ nos in extrema epistolæ parte

(1) *Bre. pag. 216.*

velut conglobatim posita, ne in immensum quæstio excurreret, tantùm indicavimus. Et ne ab hac regaliæ causa discedamus; an non eam, ubicumque invaluerat, Lugdunense concilium contra priscam Ecclesiæ disciplinam retinuit et in perpetuum confirmavit; ut in eo quoque decreto, quo vel maximè pontifex nititur, exemplum habeatur illius, quam duce caritate suadebamus, paternæ canonum moderationis. Neque verò minus tum regalia protendebatur; cùm è contra, si universam spectemus Ecclesiam, se quoque protenderet latiùs, quippe quam non modò Gallicani, verùm etiam Anglicani et alii reges, et multi principes inferioris ordinis sibi vindicarent; nunc verò certum sit uno fere Galliæ regno contineri. Quare nec illud metuendum erat quod ut pontificem à pace averterent memorarunt, *manifestum esse periculum, ne exemplum latiùs manet* (1); quasi ullum aliud jam præter Gallicanum in Ecclesia catholica regnum esset, ubi jus illud valeret; aut non reges singuli præter communia jura regnorum, peculiaria quædam, nec in exemplum trahenda, possiderent.

Quàm ergo vana sint quæ paci opponuntur, et vos advertitis, sapientissimi præsules, nec ipsos fugiebat qui maximè in nos pontificis animum instigarunt. Quare decurrendum tandem fuit ad illud extremum, nempe per regaliæ convelli ipsa Ecclesiæ fundamenta, ipsamque adeo fidem, quam immobilem et irreformabilem, nec per ulla temperamenta umquam inflexam esse nostra quoque epi-

(1) *Bre. pag. 217.*

stola prædicaret. Quæ accusatio quàm gravis ex sese est, tam potest à nobis facilè propulsari; neque aliud postulandum quàm ut ipsa Brevis apostolici verba perlegantur, ut quantum deceptus sit optimus pontifex omnibus pateat. Sic ergo scriptum legitur: *Per abusum regalæ, non solum everti disciplinam Ecclesiæ, res ipsa doceat; sed etiam fidei ipsius integritatem in discrimen vocari, facile intelligatur ex ipsis regiorum decretorum verbis, quæ jus conferendi beneficia regi vindicant, non tanquam profluens ex aliqua Ecclesiæ concessione, sed tanquam ingenitum et coævum regiæ coronæ* (1).

Liceat simpliciter dicere summa cum reverentia apostolici nominis quod ipsa necessitas exprimit. Decretum illud regium anni 1673 hîc allegatum non negat jus profluere ab aliqua Ecclesiæ consensione; non asserit ingenitum coronæ regiæ, non denique ei coævum; id tantùm dicit, jus illud unum esse ex antiquissimis regiæ coronæ juribus: quo non significatur ipsi coronæ ac regiæ potestati ex sese ingenitum, nec aliunde profluens; sed ex his esse juribus quæ, labente tempore, potestati regiæ accrescere et coalescere soleant, utcumque se habeant et undecumque sint. Verba perpendite, sanctissimi consacerdotes; quid Gallicanis auribus sonent æstimate; et nobiscum dolete optimo regi aliena et perversa imputari pontificis nomine, qui et dubia quoque in conquirendo sensum paterno animo interpretari debuisset, et suo ingenio fecisset.

Sanè ab antiquissimis regibus Ludovico VII et

(1) *Brc. pag. 217.*



Philippo Augusto totum id quod regaliâ dicimus, antiquis regni sui, hoc est alio nomine coronæ suæ juribus accenseri solitum : nec ab eo jure destitisse sanctum Ludovicum, imò à se quoque more majorum exercitum ad nepotes transtulisse annales nostri produnt : quæ post tot sæcula Ludovico Magno culpæ imputari, aut tanquam adversantem fidei accusari; nec Deo nec hominibus placeat.

Neque abs re monueramus in epistola nostra, non esse audiendos qui in illo coronæ jure novas hæreses fingerent. Id enim ad jus regium pertinere, non tantùm quod regiæ coronæ ex sese innatum, ut belli pacisque jus; sed quod undecumque insitum coalitumque sit, ab Ecclesia licet profluat, ratione et exemplis abunde firmavimus : quæ omnia, quanquam in his causa versaretur, Breve apostolicum prætermisit.

Hîc autem ad cumulum probationis addimus; reges nostros adeo non movisse litem Ecclesiæ de hujus origine juris, ut advocatus regius quo Philippus Pulcher, hujus quidem juris vehemens assertor, ad illud tuendum usus est, ultro profiteatur ab Ecclesiæ concessione profectum : ut planè ac liquidò constet optimos principes id tantùm persuasum habuisse, à se optimo jure ac debitâ concessione gestum, quod ab antecessoribus manasse ad se intelligerent.

Quod si Ludovicus Magnus id quoque judicavit, jus illud ab antiquo in universum regnum regibus convenisse, neque adeo unquam ex communi lege regni alienari potuisse, aut ullâ temporum præscriptione violari : sit illud sanè dubium; sit pon-

tifici manifestè falsum ; sit , si lubet , iniquum : ad fidem pertinere quâ christiani sumus nec ullus dixerit ; nec nostri antecessores , cùm teste pontifice tam strenuè hanc causam agerent , id unquam in medium attulere ; aut reges fidem apostolico ore laudatam ad hæc levia quoque et minuta descendere vel suspicati sunt.

Nos verò aliquid amplius egimus ; et si quid dubii in illo coronæ jure latere potuisset , planè sustulimus clarè et apertè professi cùm in congregationibus nostris , quod ipse quoque pontifex attestatur , tum in ipsa epistola ad pontificem data , regalix onus eâ maximè parte quæ beneficiorum collationem spectat , non potuisse imponi nisi Ecclesiâ concedente vel saltem consentiente : quod à nobis pronuntiatum , ac per totam Galliam totumque christianum orbem divulgatum , neque rex ægrè tulit , neque tam apertâ juris ecclesiastici declaratione jus suum lædi aut imminui queritur. Quin nostra illa cessio , à summo pontifice tam acerbè vexata , clamat quàm certum haberemus illud jus regium ab Ecclesiæ auctoritate originem ducere , quod , vel amissâ causâ , nostrâ quoque concessione et consensione firmari , et extra omnem litis aleam poni potuisse judicaremus. An verò sineret rex suorum jurium scientissimus ac fortissimus vindex , ut quod plenè et absolutè juris regii esset , id quâcumque ratione in eum à nobis transferri jactarem , ac non eam cessionem ut regiæ majestati contumeliosam aversaretur ?

An verò quis meritò vel suspicari possit ab eo rege invadi ullam partem ecclesiasticæ potestatis , aut juri regio plenè et absolutè vindicari potuisse ,

qui edicto januarii tot ac tanta dimiserit, quod nobis agentibus ecclesiastico et episcopali juri nocitura intelligeret? Quare quisquis ille est qui in illo coronæ jure latere hæresim pontifici persuasit, metum deponat ille tandem, neque fateri erubescat ab eo errore tutam Ecclesiam, et antiquâ Gallorum declaratione, et pietate regis, et nostrâ quoque operâ, nostrâque doctrinâ, nostrâ etiam episcopali cessione præstari.

Quæ cum ita sint, jam Ecclesiæ fidem ac fidei conjunctam certissimam morum regulam in tuto collocatam; atque adeo hanc causam in ea parte versari disciplinæ quæ variari possit, quæque temperamenta non tantum admittat, sed etiam postulet, certò ac liquidò constat; illudque fundamentum totius epistolæ institutique nostri inconcussum manet; quo quidem necesse est non modò corruant, sed etiam, audenter dicimus, nobis laudi vertantur quæcumque immerentibus ingesta sunt probra. Neque enim quidquam in Brevi apostolico aut vehementius allatum est, aut etiam plausibilis, quàm ut Ivonis Carnotensis, cujus dicta laudavimus, facta imitemur. Nos verò propositum à sanctissimo pontifice exemplum admittimus, ac nobis gratulamur probari pontifici eum quem maximè secuti sumus temperandorum canonum et conciliandæ pacis auctorem. Hujus gesta præclara, hujus exilia et carceres in illa turbulentissima contentione inter Urbanum II ac Philippum I fortiter toleratos, in mentem nobis à summo pontifice revocatos grato animo accipimus, quos et in epistolæ nostræ principio retuleramus. Suspecta enim fuisset in homine molli

illa prudentia canonum moderatrix, nec profectò à nobis laudari oportebat pacificè condescendentes auctores, nisi antea rebus pro Ecclesia fortiter gestis, non tantùm æquo et modesto, sed etiam magno et erecto animo fuisse constitisset.

Sed tamen cogitandum est quæ causa illa fuerit. Quid enim? An non constat à Philippo I, Evangelii legem apertè violatam, neque tantùm nullâ versâ causâ repudiatam uxorem suam, sed etiam alienam, eamque cognatam, et indignissimè raptam, et publicè ductam; regem nec admonitum, nec increpatum ab infando facinore cohibere potuisse, et omnem morum regulam exemplo solvisse; cùm in eodem facinore et adulterium, et raptus, et incestus, et sacrilegium, et immane scandalum, omnia denique flagitia pariter et scelera concurrerent. Tum verò Evangelii causam suscipiente Urbano, si episcopi defuissent, et commaculari sinerent tali dedecore virginitatem Ecclesiæ; si condescendentes præposterè laudassent, et contra Evangelii legem ac necessarium disciplinæ vigorem indigna et impia temperamenta quæsissent; si denique bonorum damna, aut etiam exilia et carceres formidassent, quid jam impedimenti obstaret quominus in evangelicam disciplinam humana licentia impunè grassaretur? Meritò in ea causa episcopus Carnotensis non jam prudentiam canonum moderatricem, sed executricem evangelici præcepti sequitur auctoritatem: quippe cùm de lege Dei ageretur, ubi nulla relaxatio, nulla dispensatio est. Et id ultro profitetur: *Omnia enim*, inquit <sup>(1)</sup>, *perferam pro lege Dei mei. Atten-*

(1) *Epist. xxxv.*

dite verba, sancti consacerdotes. Ideo nullam dispensationem admittit, quòd nimirum agatur de ipsa lege Dei, quam infractam invictamque, ac pleno robore constare necesse sit.

Jam verò videamus quid in iis causis cogitet, ubi non de lege Dei, sed de ecclesiastica auctoritate ageretur: neque à Philippi I exemplo discedendum. Ubi enim hujus regis uxore mortuâ, res eò devenerat ut pellicem suam jam in legitimum conjugium posset adsciscere, si Ecclesiæ auctoritas accessisset; Ivo Carnotensis erga impium regem dispensandi auctor fuit (1); et quod divina lex jam in tuto esset, canonum temperamenta ultro proposuit; non sanè mutatus, sed mutatâ personarum rerumque conditione alia consilia executus.

Sed quandoquidem Ivonis exempla et dicta placeant, quid in alia causa, eâque nostræ simillimâ, idem Ivo gesserit, tantisper consideremus. Nempe idem Urbanus II in Claromontano concilio, utique in Galliis facto cum ducentis episcopis fere Gallicanis, nemine repugnante, sanxerat, *Ne episcopus vel sacerdos regi, vel alicui laico in manu ligiam fidelitatem faceret* (2); quam quidem fidelitatem fontem regalæ esse harum rerum periti sciunt. Cùm rex et optimates postea contradicerent, et sub Paschali II Urbani successore ab archiepiscopo Remensi sacramentum exigent; Ivo Carnotensis, quo in aliis causis nemo fidelior aut disciplinæ studiosior extitisset, idem in hac causa condescendendi auctor fuit; et archiepiscopum ad regem ipse deduxit, et

(1) *Epist.* CXLIV. — (2) *Lab. tom. x. Can. XVII. col. 508.*

sacramentum præstari voluit; et præclaram illam ad Paschalem epistolam à nobis commemoratam scripsit <sup>(1)</sup>; et quæ non evangelicâ sed ecclesiasticâ tantùm prohibitione constarent, quantâcumque canonum auctoritate firmata, omittere non dubitavit ob publicam pacem: nec tum discedi à lege; sed super ecclesiasticam legem observari caritatem, multis Scripturæ et Patrum testimoniis affirmavit. Quod si præter pacem alia quoque maxima bona retulisset; et remisso canonum rigore, majorem Ecclesiæ gloriam libertatemque peperisset, ejusque conditionem meliorem præstitisset, uti nos, non judiciorum nostrorum, sed temporum opportunitatibus à Deo prævisis et dispositis factum satis demonstravimus; quantâ fiduciâ ab æquo pontifice non jam veniam, sed laudem postulasset? Hujus dicta laudamus, hujus in re simili facta imitamur; imò singulari Dei beneficio superamus: hujus denique exemplo ab ipso pontifice comprobato, gesta quoque nostra tandem aliquando probanda confidimus; ac si res potiùs quàm verba attendantur, jam probata gloriamur.

Silentium nobis objicit sanctissimus pontifex; nec tantùm in hoc Brevi, sed etiam in aliis antecessorum nostrorum, meritis sanè laudibus, extollit fortitudinem: illos quidem hanc causam in simili periculo constitutam non semel apud superiores reges, imò apud hunc ipsum liberâ voce defendisse, et à regio conspectu victores discessisse, relatis etiam ab æquisimo rege præmiis pastoralis officii strenuè impleti;

(1) *Epist. cxc.*

nos verò indecores, sine pugna, sine defensione victos, nec causâ cecidisse qui nec unquam stetissemus. Multa hîc prætermittimus, quæ non tam id antecessorum nostrorum commendationem, quàm ad nostram invidiam dicta videantur.

Neque enim antecessores nostri causam hanc in simili periculo defenderunt, cùm illi eam integram, nos verò iudicio perditam desperatamque haberemus; nec victores unquam à regis conspectu recesserunt, qui dilato iudicio ea tantùm impetrassent, quæ indefinito decreto nocitura potiùs quàm profutura essent: id actis probare, nullo operæ pretio, non aggredimur. Quod autem præclari viri ab æquissimo rege pastoralis officii bene gesti præmia reportarint, nihil sanè ad hanc causam, nisi quod vel eo constet et causam summâ libertate actam, et æquo animo auditam, postea tandem esse amissam; adeo jus regium ipsi regi regioque consilio certum est visum; et auditis omnibus nulla jam clero spes, prolato iudicio, relicta erat.

Hæc verò omnia, si lubet, omittamus; graviora enim urgent: nempe quod scripsimus, datis ad pontificem litteris, sæcularem magistratum à nobis appellatum, à quo victi discesserimus. Id ita abominatur pontifex optimus, ut è litteris nostris expungi jubeat, *ne, inquit* (1), *in actis resideant ad nostri nominis dedecus sempiternum*. O nos miseros, quibus dedecori antecessorum quoque nostrorum gesta imputentur! Sanè ad pontificem scripsimus nos causâ cecidisse, et hâc quidem causâ totis sexa-

(1) *Bre. pag. 216.*

ginta annis strenuè propugnatâ, in eo tribunali victos quod ipsi, antiquo regni more, appellassemus, in regio scilicet consistorio et apud regem ipsum : quæ à nobis prolata non præsentis cœtûs nostri peculiari nomine, sed cleri totius assumptâ quam gerimus personâ, res ipsa clamabat. Neque enim nos ipsi, sed nostri antecessores totis sexaginta annis hanc causam defenderunt : illi profectò non nos à parlamento Parisiensi ad regis consistorium rem totam detulimus ; idque factum ab ipsis ipso anno 1608, cùm primùm de Parisiensis parlamenti decreto ad regem questi sunt ; neque deinde illam causam apud alium judicem egerunt. Si tanta hæc culpa est, ut consciis inferat dedecus sempiternum, non nostra illa fuit. Nos tamen perscindimur atrocibus dictis : nostri sanè antecessores fortitudinis nomine commendantur ; nos ipsorum quoque laudibus premimur ; ac si eos ad invidiam nostram laudari oporteret, nec tam ut ipsi clari honestique haberentur, quàm ut splendore suo nos urerent, et infra se positos prægravarent. Quæ quò magis absunt à pontificis majestate et Innocentii mente, eò magis non in nos sed in pontificem peccarunt, qui tanto nomine ista scripserunt.

Jam si curæ graves et sollicitudo omnium ecclesiarum sinunt à summo pontifice et nostra et antecessorum gesta penitus introspecti, satis apparebit et nos et illos gessisse quæ temporibus congruebant. Illi enim non immeritò regalæ causam ad regem detulerunt, quam intelligerent jam inde ab initio in regia curia fuisse tractatam ; et à trecentis annis innumera ejusdem curiæ decreta suppetebant, qui-

bus



bus ecclesiæ vel ab ea liberæ vel eidem addictæ pronuntiarentur. Neque unquam pontificem ea de re interpellatum prodebant annales; sed potius pontifices ultro fatebantur, auctoritate et appellatione regno consuetis, regaliæ causas à regia curia solere decidi: atque hæc ipsa causa sexaginta annis toto regno celebrata, et publicè toties coram rege acta, neque per nuntios, neque per legatos apostolicæ sedis, neque per pontifices ad apostolicum tribunal revocata unquam fuit; neque antecessores nostri cum sede apostolica conjunctissimi, et rerum ecclesiasticarum strenui defensores, animum induxerunt ut hoc in negotio pontificiam implorarent opem; adeo infixum erat hæc in ipsa Gallia disceptari oportere.

Quid igitur victis faciendum fuit? Cùm sexaginta annis nihil prætermisissent quo causam tuerentur, an iterum litigare frustra et clamoribus agere, ac totum regnum, totamque adeo Ecclesiam commovere oportebat; neque ut loquendi, ita etiam tacendi tempus agnoscere, aut unquam audire illud, *tempus belli, et tempus pacis* (1)? An non è re ecclesiastica magis erat ab infausta litigatione convertere animum ad consilia pacis; et captatâ opportunitate, ab optimo rege recuperare quæcumque licuisset? Quid verò aliud noster cœtus præstitit? An igitur præstabat incendere clamoribus pontificium animum et concitare, quàm conciliare regem à quo meliora reportaremus; ac fortitudinis gloriam aucupari, negligere prudentiæ, et

(1) *Eccle.* III. 8.

Ecclesiæ commoda, ubi locus esset, omittere? Non id postulabat credita Ecclesiæ dispensatio et vestræ nobis delegatæ vices, non in regem noster amor propensissimus et fides, non ipsa regis magnanimitas et pietas singularis, quem intelligeremus nihil unquam Ecclesiæ (1) malo animo sustulisse, et ultro etiam, si fandi tempora modumque nosceremus, potiora redditurum. Non id suadebant nostri antecessores invictâ fortitudine multa ausi, multa lucrati, sed interdum quoque temporibus servientes. Non id denique docebat ille fortissimus Ivo Carnotensis, cujus inter alia præclarè dicta illud etiam laudavimus: *Salvo fidei fundamento et communi morum regulâ, toleranda quædam, quædam etiam facienda quæ infirma videantur* (2); neque adeo tantum enitendum episcopis, ut fortitudinis gloriâ commendati, sed etiam ut christianâ prudentiâ utiles esse possint.

Nec minus nobis favent in epistola nostra relati Innocentius III, Benedictus XII, Bonifacius VIII: quorum quidem pontificum verba et exempla in epistola nostra diligenti et optimâ fide tractata qui consideraverit, an extranea causæ sint facilè judicabit. Certè constabit illud, à pontificibus ultro remissa pacis intuitu, quæ à regibus quoque intentato anathematis metu repositenda censuissent; adeo gravia et necessaria videbantur. Cæterum tanta res in Brevi pontificio uno verbo transigitur, memoratâ breviter lucubratione quam nec factam audivimus. Quod autem additur eximios illos pontifices

(1) M. Bossuet a mis ici en marge de son manuscrit ces mots : « Préoccupé par une opinion universelle sur son droit ». (*Edit. de Déforis.*) — (2) *Epist. cccxiv.*

in tuenda contra principes sæculares ecclesiastica libertate, constantiores fuisse quàm ut eorum exempla possint errori nostro suffragari; primùm à pontifice parente optimo, sed in nos exasperato, postulamus, liceat nobis quærere summa cum reverentia apostolici nominis: Ecquid necesse fuerit episcopos Gallicanos gravi erroris notâ dedecorari apud plebem gregesque commissos, quod in re controversa, nullo catholicæ fidei ac sanæ doctrinæ periculo, compositionem utilem exitiosissimæ dissensionis anteponan? Deinde obtestamur ne contra sæculares principes Innocentio XI, tantâ modestiâ, tantâ benignitate pontifici, Bonifacii quoque VIII consilia placeant, aut ut ea magis placeant, quæ, pacis ac publicæ utilitatis intuitu, talis quoque pontifex indulgere voluit. Rogamus denique, ut cùm pontifex viderit quos etiam episcopos summosque pontifices fortitudinis laude commendaverit, eos ex rigore canonum tanta relaxasse, ne pax necessaria sacerdotium inter et imperium scinderetur; nos eodem metu ad pacis consilia inflexos, neque tantùm pacem, verùm etiam alia ingentia commoda ex eo consilio reportantes, in paternum sinum lætus recipiat.

Posteaquam satis constitit utilia esse nostris ecclesiis cleroque universo, quæ vestro nomine et ejusdem cleri auctoritate gessimus, nec potuisse meliore conditione transigi hanc causam, quæ et ejusmodi esset et loco posita, ut æqua et ad pacem communemque utilitatem temperata consilia postularret; nemini dubium esse potest quin eam inire viam componendæ litis necesse haberemus, si id in nostra potestate esset.

Sed, inquit, superest an clerus Gallicanus nosque ejus nomine id agere potuerimus, quod adeo necessarium et è re nostra esset. Nostræ quidem potestati hæc obstare videbantur : primum quod Ecclesiæ res, idem enim de cæteris juribus statuendum, alienare non liceat episcopis sine Romani pontificis licentia et consensu : alterum, quod hæc à concilio generali Lugdunensi olim definita in dubium à nobis revocari non licebat : tertium, quod in hac causa pontifex appellatus ; quare in negotio ad eum devoluto nihil nobis juris aut cognitionis jam relictum esset.

Primum ergo inquiramus quid ad commutandas Ecclesiæ res antiquis decretis requiratur. Hoc sanè à magno Leone olim promulgatum, et juri quoque insertum : *Ne episcopus de ecclesiæ suæ rebus audeat quidquam vel donare, vel commutare, vel vendere, nisi ut meliora prospiciat; et cum totius cleri tractatu atque consensu, id eligat, quod non sit dubium ecclesiæ profuturum* (1) Cùm hîc à Leone duo decernantur ; primum illud ad res ipsas spectat, *ut meliora prospiciant* : alterum ad agendi formam, *ut totius cleri consensus habeatur*. Primum illud à nobis præstitum satis demonstravimus : alterum profectò, de consensu cleri ; nec in dubium revocatur.

Sanè additum esse postea decreto, *Ne quid episcopi de ecclesiarum jure concederent absque Romano pontifice* ; adeo non negamus ut è re ecclesiæ, nostraque omnino esse ultro fateamur. Verùm ista

(1) *Epist. xvii ad univers. Episc. per Sicil. constit.*

imprimis in hoc negotio notari postulamus : primò in permutationibus quæ evidentè essent utiles , qualis hæc nostra est , hanc formam non exactè esse servatam , et plerasque per sese ex totius cleri consensu valuisse ipso decreto Leonis , ubi absque dubio esset Ecclesiæ profuturas : deinde aliam esse rationem eorum jurium quæ confessa essent , aliam eorum quæ in litem vocata et adversùs maximas potestates , totoque adversante regno , tuenda , et iudicio quoque summâ auctoritate prolato essent amissa : has enim temporum necessitudines et extraordinarios casus consuetis legibus non esse comprehensos ; sed semper licuisse quàm optimâ conditione transigere , cùm non eo discedatur ab Ecclesiæ jure , sed potiùs sit jus læsum , aut potiùs nullum , restituere in integrum , ac deinceps tutum præstare. Tertiò , in his spectandam casibus ipsam necessitatem , et magnis negotiis utiles opportunitates et occasiones nunquam impunè neglectas ; neque committendum , ut cùm statim maxima impetrare possis , ea longo tractatu ac solitis negotiorum ambagibus involvi ac periclitari sinas : sed tunc pro lege sit ipsa necessitas , ipsaque Ecclesiæ utilitas maturo consilio et communi deliberatione perspecta. Quæ qui attenderit , præclarè profectò à nobis gestam Ecclesiæ rem ultro fateatur.

Postremò si ad ipsos juris apices redigamur , nec quidquam peccasse nos fidenter asserimus. Sit enim additum Leonis decreto à nobis memorato , non posse quidquam è re ecclesiastica sine pontifice Romano concedi aut permutari : hoc quidem sic additum , ut duo illa priùs à Leone sancita robur

obtineant, ut et cleri consensus sit necessarius, et id omnino fiat quod non sit dubium Ecclesiæ profuturum. Cùm ergo et noster et pontificis consensus stricto illo jure sit necessarius, quid nos peccavimus qui et consensum præstitimus, et quantum in nobis fuit rem ipsam transegimus, et ad pontificem acta transmisimus, et his approbatis firmari Ecclesiæ pacem efflagitavimus? Quæ si minùs probarentur, non ea ut malè gesta et attentata temerè, rescindi oportebat; sed simpliciter rejici, ac ne rejici quidem si Ecclesiæ profutura essent; nam nec pupilli acta rejici aut improbari, si rem suam bene gesserit.

Quare pontificis approbationem nos quodam jure nostro et canonum auctoritate repositum potuimus, quos manifestâ Ecclesiæ utilitate transegisse res ipsa demonstret, nec ipse pontifex in Brevi apostolico negaverit. Cùm enim epistolam nostram ad ipsum datam tam atrocibus verbis ubique insectetur, eam sanè partem intactam reliquit quâ professi sumus plura et majora nos retulisse quàm concessisse. Quod nisi verum agnoscerent qui pontificem in nos tanto studio instigarunt, quâ hîc eloquentiâ insurgerent? quàm nos exagitarent? quàm fervida et vehemens sese efferret oratio? Cùm enim tam graviter reprehensi simus quòd ea egerimus quæ à nobis fieri non potuisse contendunt, pontificis scilicet invisâ auctoritate, quantò acriùs inveherentur si nec utilissimè egissemus, si frustra jactaremus concessionem nostram, edictò januarii impetrato nixam, maximo Ecclesiæ emolumento fuisse? Quòd profectò cùm taceant, rem ipsam à nobis bene gestam, canonicam tantùm agendi formam omis-

sam fuisse profitentur. Id et purgavimus, et quod jam à pontifice canones postulent, demonstravimus, et concessionem nostram undique tutam præstitimus.

Neque nobis obsunt decreta concilii Lugdunensis, sive illud XII in hac quidem causa toties celebratum, sive XXII, pontificiis litteris, ut videtur, indicatum. Ut enim omittamus quæ de XII in epistola ad pontificem scripta diximus, id nobis sufficit quod ita rem gessimus, ut non tam extensa quàm restricta regalia sit; nec tam sæculari potestati subjecerimus Ecclesiam, quàm majore et meliore parte, eâ scilicet quæ jurisdictionem spectat, absolutam præstaremus.

Neque jam valet illud quod appellatione factâ, reque ad pontificem delatâ, ejus judicium expectare deberemus, non autem ei causam etiam maximam suscipienti repugnare. Quid enim judici appellato nocet, si partes componant? An verò appellatio unius episcopi prohibere potuit quin universus clerus, cujus causa maximè agebatur, optimis conditionibus cum rege convenire, ecclesiasticam jurisdictionem asserere, seque à tanto periculo expedire posset? Pontifici verò causam nostram suscipienti adeo non obstitimus, ut publicè gratis actis quòd eam suscepisset, ejus quoque consilia juvaremus. Quid enim cogitabat pontifex, nisi ut opitularetur Ecclesiæ laboranti? Quid autem nos <sup>(1)</sup> egimus, nisi ut Ecclesia magnis se difficultatibus exsolveret; ac

(1) On lit ici en marge du manuscrit ces mots également écrits de la main de M. Bossuet: « Remarquez que le pape ne dit rien de tout » ceci dans ses brefs: nous, mieux instruits, avons touché là où est » le grand mal ». (*Édit. de Déforis.*)

projectis quibusdam, maxima recuperaret, libertatemque suam ac jurisdictionem optimâ sui parte vindicaret? An verò pontifici decorum eum fructum esse interventionis suæ, ut nostrâ scilicet concessione rescissâ, rex ea reposcat à nobis quæ edicto concessit, quæque ab antiquo, nullis pontificibus imò nec Innocentio XI reclamantibus, possidebat: præclarum verò facinus si amittantur iterum, tanto studio nostro, tantâ pietate optimi regis tot ac tantæ ad Ecclesiæ auctoritatem revocatæ dignitates? An verò iis retentis quæ à rege concessa sunt, jam de concessione nostra litigandum erit, ac ludibrio habendæ maximæ ac beneficentissimæ in Ecclesiam potestates? Quæ non eò dicimus tanquam ab optimo rege aliquid metuamus: neque enim eum unquam rectè facti pœniteat, aut Ecclesiæ sanctè pièque reddita ad se revocare placeat; sed quò demonstremus deveniendum esse tandem ad consilia pacis, et à nobis gesta, quoquo id modo fiat, omninò firmanda.

Quæ cùm ita sint, sanctissimi præsules, magna nos spes tenet pacis Ecclesiæ: neque ab ea spe Brevis apostolici quantumvis aspera verba nos abducunt: ad quæ intelligamus summum pontificem, non nisi occultatâ rerum veritate, adduci potuisse. Et quidem videtis quid de Brevis sentiendum, quàmque irritum cadat ex se, quo vel solo constet optima hujus causæ præsidia, et gestorum seriem pontifici optimo, non modò involutam, verùm etiam omninò tectam. Sed unde malum exortum, inde spes illucescit. Satis enim apparet habere nos pontificem, qui occultatâ veritate aliquanto tempore



exasperari possit ; cæterùm tantæ caritatis, tam apostolici pectoris, tam paterni animi, ut non omnia semper turbidis ingeniis permissa esse videantur. Qui sanè homines, sive inimico animo in nos agunt, vel privatis studiis, vel ab hujus regni hostibus occultè instigati, sive rem semel aggressos ad æquiora se referre pige pudetque ; certè intelligant et opus fuisse dissimulatâ veritate ut tantas iras commoverent, et eam aliquando ad pontificiam sedem vel nostris clamoribus perrupturam.

Cæterum in cathedra Petri tantæ fortitudinis sedere pontificem, assiduè vigilantem, et in gradu stantem pro ecclesiastica libertate ; ac semper paratum, jubente Domino, ambulare super aquas quantumvis turbidas et elatas, Ecclesiæ gratulamur : cui obedire omnia, ac sub ejus pedibus incurvari altitudinem sæculi vanè intumescens, summa votorum est : sed tantam fortitudinem gravioribus malis objicere sese, nec pontificatum tantæ sanctitatis atque expectationis in impare negotio occupari totum, ex animo cupimus. Dabimus sanè operam, quantum in nobis erit, ut opportunissimo tempore summa cum reverentia ad sese prolatam veritatem intelligat, et ad consilia pacis pius ac paternus animus inflectatur.

Adjuvate nos orationibus vestris, pro pace Ecclesiæ mandato vestro assiduè laborantes. Pax enim à Christo est, pax nostra ipse Christus : ipse increpabit ventos, et imperabit mari, et repente fiet tranquillitas magna ; ut pontifex quoque frustra trepidasse videatur. Neque verò dubitamus quin et

preces publicas indicturi sitis et plebem hortaturi, ut in regis maximi ac religiosissimi consiliis, uti facit, acquiescat : neque quidquam metuant unquam in sedem apostolicam moliendum. Hæret enim tantæ sedi intimo corde Gallicana ecclesia ; et quò magis eam potestatem ad antiquos canones et Christi instituta exigendam putat, eò magis animo atque visceribus infixam habet. Dabit Deus vestris plebisque catholicæ precibus, ut in apostolico ordine quàm maxima apostolicæ sedis reverentia vigeat, nulloque decreto tantæ potestatis communem dignitatem pacemque tueamur. Quâ sanè reverentiâ, more majorum, pro ecclesiæ Gallicanæ et episcopatus juribus decertaverimus, missa nuper ad vos acta testantur. Eo ab obsequio nunquam discessuros, nihil nos necesse est dicere, cùm à nemine in dubium revocetur. Quare, ut egimus, ita porrò agemus, et regi pacis cupidissimo summâ fide obsecundabimus ; idque eventurum speramus, ut ejus auspiciis et promoveamus sanctum pacis opus, neque deveniamus unquam ad extrema illa remedia juris, quæ nec unquam dimitti, nec nisi summâ necessitate adhiberi par est.

Quod autem sanctus pontifex metuit, ne de manibus nostris pessumdatæ et laceratæ Ecclesiæ sanguis requiratur ; sanè recordetur quod sanctus Irenæus unus ex antecessoribus nostris antecessori ejus sancto Victori scripserit : *Laceratur Ecclesia non tantum ab iis qui mala obstinatè, sed etiam ab iis qui bona quædam plus æquo urgeant* ; nedum abjicere liceat quæ non modò nullo Ecclesiæ malo, sed etiam maximo fuerint commodo comparata.

---

---

EPISTOLA  
CONVENTUS CLERI GALLICANI

ANNI 1682,

AD UNIVERSOS PRÆLATOS

ECCLESIE GALLICANÆ.

---

*Archiepiscopi et episcopi cæterique ecclesiastici viri  
à Clero Gallicano deputati, mandato regio Parisiis  
congregati, archiepiscopis et episcopis in toto  
Galliarum regno constitutis, salutem.*

REVERENDISSIMI AC RELIGIOSISSIMI CONSACERDOTES.

Non vos latet concussam aliquatenus nuper fuisse  
Ecclesie Gallicanæ pacem, quandoquidem nos mi-  
sit vestræ fraternitatis caritas ad illud periculum  
propulsandum.

Fidenter cum beato Cypriano pronuntiamus,  
carissimi collegæ, *Christum, ut unitatem manifes-  
taret, unam cathedram constituisse, et unitatis ori-  
ginem ab uno incipientem suâ auctoritate dispo-  
suisse; eumque qui cathedram Petri, super quam*

*fundata est Ecclesia, deserit, in Ecclesia non esse; qui verò Ecclesiae unitatem non tenet, nec fidem habere* (1). Quare nihil nobis antiquius fuit statim atque *congregati sumus in nomine Christi* (2), quàm ut *unius corporis* (3), quod nos omnes esse inclamat apostolus, *unus esset spiritus, nec essent in nobis schismata* (4), nedum vel minima cum totius Ecclesiae capite dissensionis suspicio. Hoc autem eò magis pertinuimus, honoratissimi præsules, quòd eum pontificem inpræsentiarum nobis providit Deus optimus maximus, quem ob eximias, quibus abundè præditus est, omnium pastoralium virtutum dotes, non modò Ecclesiae petram; sed etiam tanquam *fidelium* atque *in omnibus exemplum bonorum operum* (5), debemus jure merito venerari.

Hanc nostræ concordiae, et ad tuendam Ecclesiae unitatem conspiracy ideam, tam piè, tam doctè, tam facundè in omnium nostrum animis præformavit illustrissimus orator, qui primus quasi nostrorum comitiorum os aperuit, dum Spiritûs sancti gratiam et auxilium communibus votis, sacrificante illustrissimo Parisiensi archiepiscopo, nostro dignissimo præside, invocavimus; ut inde nostri conventus felicissimum exitum ominati sint universi.

Non dubitamus equidem, consacerdotes reverendissimi, quin pergratum vobis fuerit, quod à regis nostri christianissimi pietate obtinuimus, quodque vicissim ad pacem servandam, ac tanti principis gratiam conciliandam, simul et ad memo-

(1) *S. Cypr. lib. de Unit. Eccl.* — (2) *Matt. xviii.* — (3) *Ephes. iv.* — (4) *I. Cor. i.* — (5) *I. Tim. iv. Tit. ii.*

ris nostri animi testificationem rependimus; quodque tandem scripsimus ad sanctissimum pontificem. Sed operæ pretium esse duximus aliquid ulterius explicare, ne quid unquam contingat, quod possit Ecclesiæ quietem ordinisque tranquillitatem tantisper commovere.

Sanè, cùm vel ad levissimam discordiæ umbram unusquisque nostrum exhorruerit, existimavimus maximè nos Ecclesiæ unitati profuturos si certas regulas conderemus, vel potiùs antiquas in fidelium memoriam revocarem, quibus tota Ecclesia Gallicana, quam *nos regere posuit Spiritus sanctus* (1), ita segura esset; ut nemo unquam vel deformi assentatione, vel abruptâ falsæ libertatis cupiditate, *terminos transgrederetur quos posuerunt patres nostri* (2); sicque nos ab omni dissensionis periculo explicata veritas liberaret.

Quandoquidem verò non modò tenemur catholicorum paci studere, sed etiam procurandæ eorum reconciliationi, qui à *Christi sponsa segregati adulteræ conjuncti sunt, et à promissis Ecclesiæ separati* (3); adhuc ea ratio nos impulit, ut eam aperiremus quam veram esse arbitramur catholicorum sententiam: sic enim factum iri speravimus, ut *nemo amplius fidelium fraternitatem mendacio fallat, aut fidei veritatem perfidâ prævaricatione corrumpat*. Et qui in Romanam Ecclesiam, erroris nobis afficti specie, velut in reprobata Babylonem hactenus debacchati sunt, quia mentem nostram vel ignorarunt, vel se ignorare simularunt, detractâ

(1) *Act. xx.* — (2) *Prov. xxii.* — (3) *S. Cypriani lib. de Unit. Eccl.*

tandem falsitatis larvâ, à calumniis suis in posterum temperent, et in suo schismate, quod *tanquam ipsâmet idololatriâ detestabilius crimen* (1) execratur Augustinus, diutius non perseverent.

Profitemur itaque, illustrissimi præsules, quamvis *duodecim, quos elegit Jesus et apostolos nominavit* (2), sic ad regendam *in solidum* suam Ecclesiam constituerit, ut essent *pari*, sicut loquitur sanctus Cyprianus, *honoris et potestatis consortio præditi* (3), primatum tamen Petro divinitus fuisse concessum; quod et ab Evangelio discimus, et tota docet ecclesiastica traditio. Quare in Romano pontifice, Petri successore, *summam, licet non solam*, cum beato Bernardo (4), à Deo institutam *apostolicam potestatem* venerati, servato crediti nobis Christi sacerdotii honore, claves primùm uni traditas esse, ut unitati servarentur, cum sanctis patribus, Ecclesiæque doctoribus prædicamus; sicque summorum pontificum, seu quoad fidem, seu quoad generalem disciplinæ morumque reformationem, decretis fideles omnes censemus esse obnoxios, ut supremæ illius spiritualis potestatis usus per canones totius orbis observantiâ consecratos, determinandus moderandusque sit: si qua autem ex ecclesiarum dissensione gravis difficultas emergerit, *major*, ut loquitur Leo Magnus (5), *ex toto orbe sacerdotum numerus congregetur, generalisque synodus celebretur, quæ omnes offensiones ita aut repellat aut mitiget, ne ultra aliquid sit vel in fide dubium, vel in caritate divisum.*

(1) S. Aug. Ep. XLIII. — (2) Lucæ VI. — (3) S. Cypr. de Unit. Eccl. — (4) S. Bern. lib. III. de Cons. — (5) S. Leo, Ep. XXXIX. ad Th. Aug.

Cæterùm, fratres religiosissimi, cùm respublica christiana non sacerdotio tantùm, sed etiam regum et sublimiorum potestatum imperio gubernetur; ita quoque ut prospeximus, ne schismatibus dividatur Ecclesia, sic et debuimus omnibus imperii tumultibus, populorumque motibus obviam ire, in eo præsertim regno, in quo tot olim, specie religionis, perduelliones exortæ sunt, ac propterea regiam auctoritatem, quoad temporalia, à pontificia liberam esse pronuntiavimus; ne si fortè ecclesiastica potestas crederetur aliquid moliri quod temporalem minueret, christiana tranquillitas turbaretur.

Rogamus porrò fraternitatem pietatemque vestram, reverendissimi præsules, ut quondam concilii Constantinopolitani primi patres rogabant Romanæ synodi episcopos, ad quos synodalia sua gesta mittebant; ut de iis, quæ ad Ecclesiæ Gallicanæ perpetuò sartam tectam conservandam pacem explicuimus, nobis congratulemini (1); et idem nobiscum sentientes, eam, quam communi consilio divulgandam esse censuimus, doctrinam in vestris singulis ecclesiis, atque etiam universitatibus et scholis vestræ pastoralis curæ commissis, aut apud vestras dioceses constitutis, ita procuretis admitti, ut nihil unquam ipsi contrarium doceatur. Sic eveniet ut quemadmodum, Romanæ synodi patrum consensione, Constantinopolitana universalis et œcumenica synodus effecta est, ita et communi nostrùm omnium sententiâ noster consessus fiat nationale totius regni concilium; et quos ad vos mittimus doctrinæ

(1) *Epist. Synod. Conc. Const. 1, ad Conc. Rom.*

nostræ articuli, fidelibus venerandi et nunquam intermorituri Ecclesiæ Gallicanæ canones evadant.

Optamus vos semper in Christo bene valere, precamurque Deum immortalem, ut vestram fraternitatem, ad Ecclesiæ suæ bonum, florentem et incolumem servet.

Vobis addictissimi collegæ archiepiscopi, episcopi et cæteri ecclesiastici viri à Clero Gallicano deputati.

**FRANCISCUS**, archiepisc. Parisiensis, præses.

De mandato illustrissimorum et reverendissimorum archiepiscoporum, episcoporum, totiusque cœtus ecclesiastici in comitiis generalibus Cleri Gallicani Parisiis congregati.

**MAUCROIX**, canonicus Remensis, à secretis.

**COURCIER**, theolog. eccl. Parisiensis, à sectis.

*Parisiis, 14 kalend. april. ann. 1682.*





# DECRETUM

DE

## MORALI DISCIPLINA,

*Quod erat à Clero Gallicano publicandum in comitiis  
generalibus anni 1682.*

• H. J. ... ..

A. ... ..

... ..

---

---

# DECRETUM

DE

## MORALI DISCIPLINA.

---

**M**ORALEM theologiam decus maximum ac præcipuum fructum evangelicæ prædicationis, his posteris temporibus pravâ ingeniorum licentiâ ac subtilitate corruptam, *mutatumque in scoriam argentum optimum* <sup>(1)</sup> ac probatissimum christianæ disciplinæ, dudum boni omnes, totaque Ecclesia ingemiscit. Quo animarum periculo permotæ doctissimæ ac celeberrimæ theologiæ facultates, maximè verò Parisiensis, pro officio suo gliscentem in dies novandi libidinem represserunt. Fratres quoque nostri Presbyteri ecclesiarum, vocem suam exaltaverunt in viis Sion, atque episcopos in altiore speculâ constitutos assiduis efflagitationibus excitarunt. Qui quidem, pro loci sui auctoritate, valentiore manu *gladium spiritûs assumpserunt, quod est verbum Dei* <sup>(2)</sup>, *ad dirumpenda cervicalia et pulvillos inani arte consutos sub omni cubito manûs* <sup>(3)</sup>: ne infelices animæ in morte obdormiscerent, ac per falsæ pacis somnium, ad æterna supplicia traherentur, ubi jam *vermis eorum non moreretur, et ignis non extingueretur* <sup>(4)</sup>.

(1) *Is. I. 22.* — (2) *Ephes. VI. 17.* — (3) *Ezech. XIII. 18. et seq.* —

(4) *Marc. IX. 43.*

Neque tantùm episcopi, præsertim Gallicani, in suis diœcesibus ascenderunt ex adverso, sed et plenitudo exercitûs Israel, clerus scilicet universus Parisiis congregatus, gravissimo judicio suo damnavit perversam ac falsi nominis scientiam, quâ instructi homines, *non jam accommodarent mores suos ad evangelicæ doctrinæ normam, sed et ipsam potiùs regulam ac sancta mandata ad cupiditates suas inflecterent ac detorquerent, novâque et inani philosophiâ christianam disciplinam in academicas quæstiones ac dubias fluctuantesque sententias vertèrent* (1).

Illud verò judicium sancti Caroli Borromæi commonitionibus ad confessarios datis præfixum, ad collegas suos sanctos Ecclesiarum Gallicanarum episcopos transmiserunt, ac deploratâ sæculi cæcitate, id quoque indoluerunt, quod in ipso comitiorum exitu, oppressi negotiis, congruâ medicinâ pestiferam doctrinam excindere non potuerint. Quibus sanè verbis ea remedia non omisisse, sed in opportunitiora tempora distulisse, eamque provinciam secuturis conventibus demandasse visi sunt.

Neque in eo discrimine Romana Ecclesia omnium Ecclesiarum mater, ac sanæ doctrinæ magistra conticuit. Nullius est enim tam ferreum pectus, cui lacrymas non excutiat paterna illa oratio felicis memoriæ Alex. VII, quâ *magno animi sui mœrore testatur complures opiniones christianæ disciplinæ relaxativas, atque animarum perniciem inferentes,*

(1) *Conv. Cleri Gallic. 1655. Epist. ad Episcop. etc. præfixâ editioni libelli cui titulus: Instruct. de saint Charles aux confesseurs.*

*partim antiquatas iterum suscitari, partim noviter prodire, ac summam illam luxuriantium ingeniorum licentiam in dies magis excrescere, per quam in rebus ad conscientiam pertinentibus modus opinandi irrepsit alienus omnino ab evangelicâ simplicitate sanctorumque patrum doctrinâ, et quem si pro rectâ regulâ fideles in praxi sequerentur, ingens eruptura esset christianæ vitæ corruptela* (1). Neque verò satis fuit sanctissimo pontifici, novam hanc methodum ludificandæ conscientiæ atque involvendæ veritatis, hoc est, ipsum mali detexisse fontem; sed exitiabilis doctrinæ rivulos insectatus, complures propositiones, *ut minimum tanquam scandalosas*, non probatis aliis quæ occurrere possent, *sub interminatione divini judicii, atque excommunicationis pœnâ, à quâ nemo posset præterquam in articulo mortis, nisi à Romano pontifice absolvi, damnavit et prohibuit*. Quod salubre opus Innoc. XI pro suâ pietate prosecutus, alias longè plures, parique doctrinæ ac diligentiæ laude selectas, nec probatis aliis, sub iisdem pœnis damnavit et prohibuit; dumque eas omnes *ut minimum tanquam scandalosas et in praxi perniciosas* damnandas censuit, non tantùm à libris ac prædicatione, sed ab omni etiam vitâ christianâ procul amandandas judicavit.

Atque utinam sanctissimi pontifices decretum formulis nostro usu receptis, quæque ad universas Ecclesias pertinerent, infandam doctrinam proscripsissent. Sed dum speramus fore, ut Innoc. XI tantum opus, tanto pontifice dignum, more majore

(1) *Decret. Alex. VII, 24 sep temb. 1665, in præfat.*

rum, sedis apostolicæ plenâ auctoritate perficiat, et adversus perniciosissimas novitates gladio Petri dextras omnium armet antistitum, nos archiepiscopi et episcopi Parisiis permissu regio congregati, Ecclesiam Gallicanam repræsentantes, unâ cum cæteris ecclesiasticis viris nobiscum deputatis, ne dirum virus serperet, ac Satanæ laqueis incautæ animæ caperentur, rei gravitate, totque episcoporum, et quod est maximum, summorum pontificum exemplo atque auctoritate permoti, has propositiones à prædictis pontificibus damnatas, primùm, ut magis in promptu essent, in certa capita redigendas; tum, ad ampliorem cleri et christianæ plebis informationem, suis quasque censuris notandas esse duximus. Absit autem cæteras haud leviori notâ dignas, approbare credamur, præsertim verò eas quas censuris pontificiis reprobatis, quòd ad mores nostros minùs pertinerent, aut in his partibus minùs pervulgatæ essent, hîc commemorare nihil necesse habuimus. Addidimus aliquas unde gregibus nostris certam perniciem meritò timeremus; atque ut errores non tantùm notarentur, sed etiam suppeteret certa doctrina quâ coargui possent, nos quædam selegimus, quæ et illustria maximè essent et præsentî corruptelæ sanandæ cohibendæque opportunissima esse viderentur. Sequuntur autem damnatæ propositiones.

---

## PARS PRIMA DECRETI,

CONTINENS DAMNANDAS PROPOSITIONES (1).

---

### I. *De virtutibus theologis.*

1. Homo nullo unquam suæ vitæ tempore tenetur elicere actum fidei, spei et caritatis, vi præceptorum divinorum ad eas virtutes pertinentium. 7.

2. Fides non censetur cadere sub præceptum speciale et secundùm se.

3. Satis est actum fidei semel in vitâ elicere. 8.

### *De fidei professione.*

4. Si à potestate publicâ quis interrogetur, fidem ingenuè confiteri, ut Deo et fidei gloriosum consulo; tacere, ut peccaminosum per se non damno. 10.

### *De assensu supernaturali in rebus fidei.*

5. Voluntas non potest efficere ut assensus fidei in seipso, sit magis firmus quàm mereatur pondus rationum, ad assensum impellentium.

(1) Numerus margini appositus eas indicat propositiones quas Clerus Gallicanus, in comitiis anni 1700, censurâ notavit, et quo sint ordine damnatæ, duabus quandoque in unam coactis.

6. Hinc potest quis prudenter repudiare assensum quem habebat supernaturalem.
9. 7. Assensus fidei supernaturalis et utilis ad salutem, stat cum notitiâ solùm probabili revelationis, imò cum formidine quâ quis formidat ne non sit locutus Deus.

*De rebus explicitâ fide credendis.*

13. 8. Non nisi fides unius Dei necessaria videtur necessitate medii, non autem explicita remuneratoris.
14. 9. Fides latè dicta ex testimonio creaturarum similive motivo ad justificationem sufficit.
15. 10. Absolutionis capax est homo, quantumvis laboret ignorantia mysteriorum fidei, et etiam si per negligentiam etiam culpabilem nesciat mysterium sanctæ Trinitatis et Incarnationis Domini nostri J. C.
11. Sufficit illa mysteria semel credidisse.

*II. De Dei dilectione.*

17. 12. An peccet mortaliter qui actum dilectionis Dei semel tantùm in vitâ eliceret condemnare non audemus.
18. 13. Probabile est ne singulis quidem rigorosè quinquenniis per se obligare præceptum charitatis erga Deum.
19. 14. Tum solùm obligat quando tenemur justificari, et non habemus aliam viam quâ justificari possumus.



15. Præceptum amoris Dei per se tantum obligat in articulo mortis. 20.
16. Præceptum amoris Dei et proximi non est speciale, sed generale, cui per aliorum præceptorum adimpletionem satisfit. 21.

### III. *De proximi dilectione.*

18. Non tenemur proximum diligere actu interno et formali. } 22.
19. Præcepto proximum diligendi satisfacere possumus per solos actus externos. }
20. Si cum debitâ moderatione facias, potes absque peccato mortali, de vitâ alicujus tritari et de illius morte naturali gaudere, illam inefficaci affectu petere et desiderare, non quidem ex displicentiâ personæ, sed ob aliquod temporale emolumentum. 23.
21. Licitum est absoluto desiderio cupere mortem patris, non quidem ut malum patris, sed ut bonum cupientis; quia nimirum ei obventura est pinguis hæreditas. 24.
22. Licet matri optare mortem filiarum, quas dotare non possit.

### IV. *De festis.*

23. Præceptum servandi festa non obligat sub mortali, seposito scandalo, si absit contemptus. 26.

### V. *De homicidio.*

24. Licitum est filio gaudere de parricidio pa- 27.

rentis à se in ebrietate perpetrato, propter ingentes divitias inde ex hæreditate consecutas.

28. 25. Est licitum religioso vel clerico, calumniatorem gravia crimina de se, vel de suâ religione spargere minitantem occidere, quando alius modus defendendi non suppetit, uti suppetere non videtur, si calumniator sit paratus vel ipsi religioso vel ejus religioni, publicè et coram gravissimis viris prædicta impingere, nisi occidatur.
29. 26. Licet interficere falsum accusatorem, falsos testes, ac etiam judicem à quo iniqua certò imminet sententia, si aliâ viâ non potest innocens damnum evitare.
30. 27. Non peccat maritus occidens propriâ auctoritate uxorem in adulterio deprehensam.
31. 28. Fas est viro honorato occidere invasorem qui nititur calumniam inferre, si aliter hæc ignominia vitari nequit. Idem quoque dicendum si quis impingat alapam, vel fuste percutiat, et post impactam alapam, vel ictum fustis fugiat.
34. 29. Regulariter possem occidere furem pro conservatione unius aurei.
30. Non solùm licitum est defendere defensione occisivâ quæ actu possidemus, sed etiam ad quæ jus inchoatum habemus et quæ nos possessuros speramus.
35. 31. Licitum est tam hæredi quàm legatario, contra injustè impediendem ne vel hæreditas adeatur, vel legata solvantur lethaliter defendere, sicut et jus habenti in cathedram vel præben-

dam, contra eorum possessionem injustè impedi-  
dientem.

32. Licet procurare abortum ante animatio- 32.  
nem fœtus, ne puella deprehensa gravida occi-  
datur aut infametur.

33. Videtur probabile omnem fœtum quam- 33.  
diu in utero est, carere animâ rationali, et tum  
primùm incipere eandem habere cum paritur,  
ac consequenter dicendum erit in nullo abortu  
homicidium committi.

34. Vir equestris ad duellum provocatus, po- 40.  
test illud acceptare, ne timiditatis notam apud  
alios incurrat.

35. Potest etiam duellum inferre, si non aliter 41.  
honori consulere possit.

#### VI. *Circa castitatem.*

36. Est probabilis opinio quæ dicit esse tan-  
tùm veniale osculum habitum ob delectationem  
carnalem et sensibilem quæ ex osculo oritur,  
secluso periculo consensûs ulterioris et pollu-  
tionis.

37. Non est obligandus concubinarium ad eji- 90.  
ciendam concubinam, si hæc nimis utilis esset ad  
oblectamentum concubinari, dum deficiente  
illâ, nimis ægrè vitam ageret, et aliæ epulæ  
concubinarium tædio magno afficerent, et alia fa-  
mula nimis difficilè inveniretur.

38. Tam clarum videtur fornicationem secun- 42.  
dùm se nullam involvere malitiam et solùm esse

malum, quia interdicta, ut contrarium omnino rationi dissonum videatur.

39. Mollities jure naturæ prohibita non est, unde, si Deus eam non interdixisset, sæpe esset bona et aliquando obligatoria sub mortali.

43. 40. Copula cum conjugatâ, consentiente marito, non est adulterium, adeoque sufficit in confessione dicere se esse fornicatum.

VII. *De furto, turpi lucro, et judicium corruptelis.*

45. 41. Permissum est furari, non solùm in extremâ necessitate, sed etiam in gravi.
46. 42. Famuli et famulæ domesticæ possunt occultè heris suis surripere ad compensandam operam suam, quam majorem judicant salario.
47. 43. Potest uxor viro surripere pecuniam, etiam ad ludendum, si mulier talis sit conditionis, ut ludus honestus pari loco cum alimentis et victu habeatur.
48. 44. Non tenetur quis sub poenâ peccati mortalis restituere quod allatum est per pauca furta quantumcumque sit magna summa totalis.
49. 45. Qui alium movet aut inducit ad inferendum grave damnum tertio, non tenetur ad restitutionem illius damni illati.
50. 46. Etiam si donatario perspectum sit bona sibi donata à quopiam eâ mente ut creditores frustretur, non tenetur restituere, nisi eam donationem suaserit, vel ad eam induxerit.

47. Incantatores, aliique ejusmodi deceptores, et pessimis quibusque artibus captantes lucrum, licitè servare possunt bona iis mediis acquisita. 51.

48. Quando litigantes habent pro se opiniones æquè probabiles, potest judex pecuniam accipere pro ferendâ sententiâ in favorem unius pro alio. 52.

49. Possunt judices accipere munera à litigantibus, nec tenentur restituere quæ acceperint ad pronuntiandam sententiam. 53.

### VIII. De usurâ.

50. Contractus Mohatra, (*id est, ille contractus quo à mercatore res majore pretio ad certum tempus solvendo distrahuntur, ac statim ab eodem, stante eo contractu, minore pretio, præsentem pecuniâ redimuntur*) licitus est, etiam respectu ejusdem personæ et cum contractu redivenditionis præviè inito, cum intentione lucri. 54.

51. Cùm numerata pecunia pretiosior sit sperandâ, et nemo sit qui non majoris faciat pecuniam præsentem quàm futuram, potest creditor aliquid ultra sortem à mutuataro exigere, et eo titulo ab usurâ excusari. 55.

52. Usura non est dum ultra sortem aliquid exigitur tanquam ex benevolentia et gratitudine debitum, sed solùm si exigatur tanquam ex justitiâ debitum. 56.

53. Licitum est mutuanti aliquid ultra sor- 57.

tem exigere, si se obliget ad non repetendam sortem usque ad certum tempus.

58. 54. Tam licet ex alienatione per aliquot annos censum annum exigere, quàm licet exigere censum perpetuum ex alienatione perpetuâ.

55. Promissiones obligatoriæ quibus supra sortem certo tempore solvendum aliquod lucrum exigitur, majori animositate quàm ratione condemnantur.

56. Usura est recipere aliquid ratione mutui, non autem ratione periculi recuperandæ sortis, neque ullus potest ita esse securus, quin possit aliquod intervenire periculum, vel saltem aliqua difficultas vel labor in re habendâ.

57. Datâ pecuniâ ex certo contractu, altero contractu licet de certo emolumento pacisci: tum tertio contractu minore emolumento pacisci, ut sibi de periculo caveatur; neque id est usurarium, etiam si posteriores contractus in ipso exordio ineundæ societatis intenti sint, nec ulla ratio reddi potest cur non liceat statim inire hunc postremum contractum.

#### IX. *De falso testimonio, mendacio et perjurio.*

58. Vocare Deum in testem mendacii levis, non est tanta irreverentia propter quam velit aut possit damnare hominem.

60. 59. Cum causâ licitum est jurare, sine animo jurandi, sive res sit levis, sive sit gravis.

64. 60. Si quis vel solus, vel coram aliis, sive interrogatus, sive propriâ sponte, sive recreationis

causâ, sive quocumque alio fine juret se non fecisse aliquid, quod reverâ fecit, intelligendo intra se aliquid aliud quod non fecit, vel aliam viam ab eâ, in quâ fuit, vel quodvis aliud additum verum, reverâ non mentitur, nec est perjurus.

61. Causa justa utendi his amphibologiis est, quoties id necessarium aut utile est ad salutem corporis, honorem, res familiares tuendas, vel ad quemlibet alium actum virtutis, ita ut veritatis occultatio censeatur tunc expediens et studiosa. 65.

62. Qui mediante commendatione, vel munere, ad magistratum vel officium publicum promotus est, poterit cum restrictione mentali præstare juramentum quod de mandato regis à similibus solet exigi, non habito respectu ad intentionem exigentis, quia non tenetur fateri crimen occultum.

### X. *De calumniâ.*

63. Quidni nonnisi veniale sit detrahentis auctoritatem magnam sibi noxiam falso crimine elidere.

64. Probabile est non peccare mortaliter, qui imponit falsum crimen alicui, ut et suam justitiam et honorem defendat; et si hoc non sit probabile, vix ulla erit opinio probabilis in theologia. 67.

### XI. *De adjuvantibus ad scelera.*

65. Famulus qui submissis humeris scienter adjuvat herum suum ascendere per fenestras ad 68.

stuprandam virginem, et multoties ei subservit deferendo scalam, aperiendo januam, aut quid simile cooperando, non peccat mortaliter, si id faciat metu notabilis detrimenti, puta ne à domino malè tractetur, ne torvis oculis aspiciatur, ne domo expellatur.

XII. *De simoniâ et beneficiis conferendis.*

69. 65. Non est contra justitiam beneficia ecclesiastica non conferre gratis, quia collator conferens illa beneficia ecclesiastica, pecuniâ interveniente, non exigit illam pro collatione beneficii, sed veluti pro emolumento temporali quod tibi conferre non tenebatur.
70. 67. Dare temporale pro spirituali non est simonia, quando temporale non datur tanquam pretium, sed duntaxat tanquam motivum conferendi, vel efficiendi spirituale, vel etiam quando spirituale sit solùm gratuita compensatio pro spirituali, aut è contra.
71. 68. Et id quoque locum habet, etiam si temporale sit principale motivum dandi spirituale, vel etiam si sit finis rei spiritualis, sic ut illud pluris aestimetur quàm res spiritualis.
72. 69. Cùm dicit concilium Tridentinum eos alienis peccatis communicantes mortaliter peccare, qui non quos *digniores* et Ecclesiæ *magis utiles* ipsi judicaverint, ad ecclesias promovent; concilium vel primò videtur per hos *digniores*, non aliud significare velle nisi dignitatem eligendorum, sumpto comparativo pro positivo; vel  
secundò



secundò, locutione minùs propriâ, ponit digniores ut excludat indignos, non verò dignos; vel tantùm loquitur tertìò, quando fit concursus.

XIII. *De simulatâ sacramentorum administratione.*

70. Urgens metus gravis est causa justa sacramentorum administrationem simulandi.

XIV. *Circa sacrum Eucharistiæ sacramentum et Missæ sacrificium.*

71. Satisfacit præcepto Ecclesiæ de audiendo sacro, qui duas ejus partes, imò quatuor simul à diversis celebrantibus audit. 73.

72. Eidem præcepto satisfit per reverentiam exteriorem tantùm, imò licet voluntariè in alienâ, imò et pravâ cogitatione defixo. 74.

73. Præcepto communionis annuæ satisfit per sacrilegam Domini manducationem. 75.

74. Frequens confessio et communio, etiam in his qui gentiliter vivunt, est nota prædestinationis. 76.

XV. *Circa confessionem sacramentalem.*

75. Qui habuit copulam cum solutâ, satisfacit confessionis præcepto, dicens: Commisi cum solutâ grande peccatum contra castitatem.

76. Peccata in confessione omissa seu oblita ob instans periculum vitæ, aut ob aliam cau- 80.

sam, non tenemur in sequenti confessione exprimere.

81. 77. Qui facit confessionem voluntariè nullam, satisfacit præcepto Ecclesiæ.

78. Qui beneficium curatum habent, possunt sibi eligere in confessarium simplicem sacerdotem non approbatum ab ordinario.

82. { 79. Mandatum concilii Tridentini, factum sacerdoti sacrificanti ex necessitate cum peccato mortali, confitendi quamprimùm, est consilium, non præceptum.

80. Illa particula *quamprimùm* intelligitur, cùm sacerdos suo tempore confitebitur.

83. 81. Non tenemur confessario interroganti fateri peccati alicujus consuetudinem.

84. 82. Si confessarius petat quantitatem furti, pœnitens potest dicere: Non teneor ad hoc confitendum.

83. Licet sacramentaliter absolvere dimidiatè tantùm confessos, ratione magni concursûs pœnitentium, qualis, verbi gratiâ, potest contingere in die magnæ alicujus festivitatis aut indulgentiæ.

84. Tenetur sacerdos in confessione judicare secundùm opinionem pœnitentis.

XVI. *Circa pœnitentium absolutionem et dispositiones pœnitentis, maximè circa occasiones proximas.*

85. Pœnitens potest propriâ auctoritate sibi

substituere alium qui loco ipsius pœnitentiam adimpleat.

86. Absolvi potest pœnitens nullâ satisfactione impositâ, sed in purgatorium dilatâ.

87. Probabile est sufficere attritionem naturalem, modò honestam. 85.

88. Pœnitenti habenti consuetudinem peccandi contra legem Dei, naturæ aut Ecclesiæ, etsi emendationis spes nulla appareat, nec est deneganda, nec differenda absolutio, dummodo ore proferat se dolere et proponere emendationem. 88.

89. Potest aliquando absolvi, qui in primâ occasione peccandi versatur, quam potest et non vult omittere, quinimo directè et ex proposito quærit aut ei se ingerit. 89.

90. Proxima occasio peccandi non est fugienda, quando causa aliqua utilis aut honesta non fugiendi occurrit. 90.

91. Licitum est quærerere directè occasionem proximam peccandi, pro bono spirituali vel temporali nostro, vel proximi. 91.

92. Nemo tenetur vitare occasionem proximam cum magno suo detrimento.

### XVII. Circa jejunium.

93. Frangens jejunium Ecclesiæ ad quod tenetur, non peccat mortaliter, nisi ex contemptu vel inobedientiâ hoc faciat, puta quia non vult se subicere præcepto. 92.

94. In die jejunii qui sæpius modicum quid 93.

comedit, etsi notabilem quantitatem in fine comederit, non frangit jejunium.

94. 95. Omnes officiales qui in republicâ corporaliter laborant, sunt excusati ab obligatione jejunii, nec debent se certificare an labor sit compatibilis cum jejunio.

95. 96. Excusantur absolute à præcepto jejunii omnes illi qui iter agunt equitando, utcumque iter agant, etiam si iter necessarium non sit, et etiam si iter unius diei conficiant.

97. Non est evidens quòd consuetudo non comedendi ova et lacticinia in quadragesimâ obliget.

#### XVIII. *De intemperantiâ et matrimonii usu.*

96. 98. Comedere et bibere usque ad satietatem ob solam voluptatem non est peccatum, modò non obsit valetudini; quia licitè potest appetitus naturalis suis actibus frui.

99. Opus conjugii ob solam voluptatem exercitum omni penitus caret culpâ ac defectu veniali.

#### XIX. *De horis canonicis.*

97. 100. Restitutio à Pio V imposita beneficiariis non recitantibus, non debetur in conscientiâ ante sententiam declaratoriam judicis, eò quòd sit pœna.

101. Habens capellaniam collativam, aut quodvis aliud beneficium ecclesiasticum, si stu-

dio litterarum vacet, satisfacit suæ obligationi, si officium per alium recitet.

102. Restitutio fructuum ob omissionem horarum suppleri potest per quascumque eleemosynas, quas antea beneficiarius de fructibus beneficii sui fecerit.

103. In die Palmarum recitans officium Paschale satisfacit præcepto.

104. Unico officio potest quis satisfacere duplici præcepto pro die præsentis et crastino.

105. Qui non potest recitare Matutinum et Laudes, potest autem reliquas horas, ad nihil tenetur, quia major pars trahit ad se minorem. 98.

106. Præcepto satisfacit, qui voluntariè labiis tantùm, non autem mente orat. 99.

## XX. De regularibus.

107. Mendicantes possunt absolvere à casibus reservatis, non obtentâ ad id episcoporum facultate. 101.

108. Satisfacit præcepto annuæ confessionis qui confitetur regulari episcopo præsentato, sed ab eo injustè reprobato. 102.

109. Regulares possunt in foro conscientiae uti privilegiis quæ sunt expressè revocata per concilium Tridentinum. 103.

## XXI. De legibus principum.

110. Populus non peccat, etiam si absque 109.

ullâ causâ non recipiat legem à principe promulgatam.

110.

111. Subditi possunt justè tributa non solvere.

XXII. *De censuris Ecclesiæ.*

112. Quoad forum conscientiaë, reo correcto, ejusque contumaciâ cessante, cessant censurae.

XXIII. *De eleemosynâ.*

111.

113. Vix in sæcularibus invenies, etiam in regibus, superflua statui, et ita vix aliquis tenetur ad eleemosynam, quando tenetur tantum ex superfluis statui.

XXIV. *De regulâ morum et probabilitate.*

117.

114. Doctrina fidei à veteribus, doctrina morum magis à junioribus petenda.

115. Puto omnia esse hodie melius examinata, et hanc ob rem in omni materiâ et præcipuè in morali libentiùs juniores quàm antiquiores lego et sequor.

116. Non ergo opinio improbanda, eò quòd ab antiquioribus non fuerit tradita.

117. De sententiâ doctorum antiquorum verum sciri non poterit, nisi ipse Thomas aut Augustinus, aut alii excitentur à mortuis. Præstat igitur adire vivos quàm recurrere ad mortuos qui nequeunt mentem suam explicare.

118. Hæc objectio, *Opinio nova videtur*, doctum urgere nequit. Nam tota moralis theologia nova est. Quis enim negare audebit esse hodie

in Dianâ centenas opiniones probabiles quæ Augustino et antiquis patribus ignotæ erant.

119. Licet ex solo rationis lumine dijudicare quando quis privatus possit pro tuendâ vitâ, vel bonis, vel honore aliquem occidere.

120. Omnem probabilitatem, sive extrinsecam, sive intrinsecam, in conscientiâ satisfacere putamus, nec exemplis urgebimur. Ubique enim eodem omnino modo philosophamur.

121. Auctoritas unius probi et docti reddit opinionem probabilem.

122. Hæc positio, *sexdecim ad probabilitatem requiruntur*, non est probabilis. Si sufficiunt sexdecim, sufficiunt quatuor, si sufficiunt quatuor, sufficit unus.

123. Ad probabilitatem sufficiunt quatuor : sed quatuor, imò viginti et supra testantur unum sufficere : ergo sufficit unus.

124. Ex auctoritate unius tantum potest quis opinionem amplecti, licet à principiis falsam et improbabilem existimet.

125. Si liber sit alicujus junioris et modernî, debet opinio censi probabilis, dum non constet rejectum esse à sede apostolicâ tanquam improbabilem.

126. Non sunt scandalosæ aut erroneæ opiniones quas Ecclesia non rejicit.

127. Generatim dum probabilitate, sive intrinsecâ, sive extrinsecâ, quantumvis tenui, modò à probabilitatis finibus non exeatur, confisi aliquid agimus, semper prudenter agimus.

119.

118.

120.

121.

122.

128. In quæstionibus de bono vel malo, licito vel illicito, jure divino vel humano, judicium fundatum in opinione tantùm probabili, semper est prudens, et in praxi tutum.

129. In iisdem quæstionibus de bono vel malo, licito vel illicito, jure divino vel humano, potest quis sequi opinionem minùs probabilem minùsque tutam, relictâ probabiliore et magis tutâ, etiamsi notâ ut tali.

130. Licet consultori consilium dare secundùm eam opinionem quæ ipsi minùs probabilis minùsque tuta videatur.

123. 131. Si quis vult sibi consuli secundùm eam opinionem quæ sit faventissima, peccat qui non secundùm eam consulit.

132. Hæc regula, *in dubiis tutius eligendum*, perfectionis est, non obligationis, seu consilii, non præcepti.

133. In dubiis de bono vel malo, licito vel illicito, jure divino vel humano, nullo præponderante argumento quo dubitare cessemus, licet utramlibet partem amplecti, nec tenemur anteferre eam in quâ constet nullum esse peccatum.

134. Omnes opiniones probabiles sunt per se æquè tutæ et securæ. Benigniores etsi aliquando sint minùs probabiles, per accidens sunt semper utiliores et securiores.

135. Homo non est suarum opinionum mancipium, ideoque probabiles quasvis sententias potest ad libitum mutare.

136. Potest etiam ad libitum consulere, modò



secundùm unam, modò secundùm aliam sententiam, dummodo caveat ne incurrat levitatis notam.

137. Non est illicitum in sacramentis conferendis sequi opinionem probabilem de valore sacramenti relictâ tutiore, nisi id vetet lex, conventio, aut periculum gravis damni incurrendi. Hinc sententiâ probabili tantùm utendum non est in collatione baptismi, ordinis sacerdotalis, aut episcopalis. 124.

138. Probabiliter existimo judicem posse judicare juxta opinionem etiam minùs probabilem. 125.

139. Ab infidelitate excusabitur infidelis non credens ductus opinione minùs probabili. 126.

140. In morte mortaliter non peccas, si cum attritione tantùm sacramentum suscipias, quamvis actum contritionis tunc omittas liberè. Licet enim unicuique sequi opinionem minùs probabilem, relictâ probabiliori. 127.

---

## PARS SECUNDA DECRETI,

CONTINENS DOCTRINAM OPPOSITAM DAMNANDIS  
PROPOSITIONIBUS.

---

Quæ condemnandis propositionibus recta dogmata opponamus hæc maximè sunt. Ac de nega-

tivis mandatis, cùm ea in censuris non obscurè explicata videantur, pauca subjungimus. In affirmativis, quorum executio à novis doctoribus involuta magis fuit, diligentius versari nos oportet; tum ipsam morum regulam accuratiùs pertractari, ut non tantùm sciant à quibus abstinere, sed etiam quæ amplecti ac docere debeant.

I. *De affirmativis præceptis, ac primùm de fide, spe, et charitate generatim.*

Doceantur fideles affirmativis præceptis vitæ christianæ partem maximam contineri, dicente Psalmistâ : *Declina à malo et fac bonum* (1), atque Apostolo attestante, apparuisse Dominum, *ut mundaret sibi populum acceptabilem, sectatorem bonorum operum* (2), ipsoque Domino pronuntiante : *Inutilem servum ejicite in tenebras exteriores* (3), et : *Ut quid etiam terram occupat* (4)? toto denique Evangelio proclamante non esse regnum cœlorum, nisi eorum qui justitiæ fructibus abundarint.

Inter affirmativa præcepta, præcipua esse, de fide, spe, et charitate, quibus Deo adhærescimus (5), et novi Testamenti cultum exhibemus in spiritu et veritate; quas proinde virtutes non tantùm haberi, sed etiam excoli atque exerceri necesse sit : ne nostræ negligentiae pertæsus, ab ingratis abscedat spiritus, ac desidi servo commissum ta-

(1) *Psal.* xxxiii. 14. — (2) *Tit.* ii. 14. — (3) *Matt.* xxv. 30. — (4) *Luc.* xiii. 7. — (5) *Part.* i. c. 1, II et III.

lentum auferat (1), eo solo nomine quòd sit infrugiferum.

Harum virtutum actus, quòd magis sunt ad pietatem christianam necessari, eò minùs certis præcisè temporibus ac circumstantiis alligari, sed in universam vitam christianam diffundi oportebat(2), dicente Psalmistâ: *in lege Domini voluntas ejus, et in lege ejus meditabitur die ac nocte* (3). Non ergo propterea negligendos illos actus, quòd certo præcisè tempore fortè non obligent; sed è contra tanto studio frequentandos, ne ullum negligentiae vel etiam contemptùs periculum subeat.

Neque sibi blandiantur, quòd hujus negligentiae peccatum, quo præcisè tempore, quâve occasione commissum sit, definiri vix possit; hæc enim occulta et tamen gravissima esse peccata, propter quæ maximè inclamandum: *Delicta quis intelligit? ab occultis meis munda me* (4): et: *nihil mihi conscius sum, sed non in hoc justificatus sum: qui autem judicat me Dominus est* (5).

Quare vanas esse plerumque, imò et noxias ejusmodi quæstiones, quo præcisè tempore, quâ circumstantiâ, ad fidei, spei, charitatis actus, aut ad vigilandum, aut ad orandum obligemur; cùm verè christianus, tales tantosque actus magis ingemiscat vitæ necessitatibus intermissos, quàm eorum studium relaxandum putet, quòd certo tempori addicti non sint.

(1) *Matt. xxv. 26, 28.* — (2) *Part. 1. loc. citat. et speciatim advers. prop. 1, 2, 3, 12, 13, 14, 139.* — (3) *Psal. 1. 2.* — (4) *Psal. xviii. 3.* — (5) *I. Cor. iv. 4.*

Sic ergo omnino non ex contentione, sed bonâ fide agendum, quemadmodum in rebus humanis fit. Cùm enim quis uxorem, liberos, familiam, rem denique suam curare, ipsâ rectâ ratione, ac naturali lege jubetur; non id sanè jubetur ut huic curæ certum præcisè tempus adscribat, vel si non certum, nullum; sed omnino, sic agat, sic tempore utatur, sic universam vitæ rationem instituat, ut hæc ei curæ sint, utque quàm optimè se habeant. Quantò magis christianus quocumque modo ac tempore sic agat, ut in ipso fides, spes, et charitas quàm maximè vigeant; idque ab ipso fiat, quod toto corde, toto intellectu, totisque viribus facere jubeatur.

## II. *De fide.*

Fidem divinâ revelatione niti, ideoque esse firmissimam atque certissimam <sup>(1)</sup>: quæ humanis tantùm ratiociniis, non ipsâ Dei revelatione nitatur, non esse eam fidem quâ christiani sumus, dicente Domino: *Beatus es, Simon Barjona, quia caro et sanguis non revelavit tibi, sed Pater meus qui in cælis est* <sup>(2)</sup>?

In fide christianâ quædam esse capitalia, quæ, qui ratione utantur, sine periculo salutis ignorare non possint, eaque esse, Deum unum, Patrem, Filium et Spiritum sanctum, Filii incarnationem, passionem, mortem pro nobis toleratam, resurrectionem quoque et ascensionem, resurrectionem carnis, et futurum judicium et æternam vitam. Neque verò christianum esse qui nesciat in ipso baptismo, hoc

<sup>(1)</sup> *Advers. prop.* 5, 6, 7, 9. — <sup>(2)</sup> *Matt.* XVI. 17.

est, in ipso initio vitæ christianæ, quo nomine consecratus, quo sanguine sit lotus, quam in spem regeneratus. Horum enim summam esse, Deum creatorem, bonorum remuneratorem et malorum vindicem, tum mediatorem ac redemptorem Christum: alienos ergo à vitâ christianâ, christianisque sacramentis esse, qui non ea explicitè crediderint. His enim comprehendi vitæ humanæ et christianæ finem, ejusque adipiscendi unicum viam, Christum, à quo et dictum est: *Ego sum via, veritas et vita*: et: *Nemo venit ad Patrem nisi per me*: et: *Creditis in Deum et in me credite* (1): et: *Hæc est vita æterna ut cognoscant te solum Deum verum, et quem misisti Jesum Christum* (2).

Hæc assiduè in prædicationibus inculcanda: hæc præsertim in pœnitentiæ sacramento, ab omnibus, maximè verò à rudioribus requirenda, secundùm eam formam dominicæ et apostolicæ interrogationis: *Tu credis in Filium Dei* (3)? et: *Si credis ex toto corde licet baptizari*: et: *Credo Filium Dei esse Jesum Christum* (4). Non ergo sine eâ fide etiam actuali, quemquam justificari posse, dicente Apostolo: *Sine fide impossibile est placere Deo* (5): et: *Justus ex fide vivit*: et: *Per fidem ambulamus* (6), ac meritò prædicatur à Gregorio papâ VII neminem in pœnitentiâ justificari, *qui non ad fidei recurrat originem*. In quo enim nomine baptizamur, in eo et pœnitentiam agimus, et per pœnitentiæ lacry-

(1) *Joan.* XIV. 1. 6. — (2) XVII. 3. — (3) IX. 35. — (4) *Act.* VIII. 36, 37. — (5) *Hebr.* XI. 6. — (6) *II. Cor.* V. 7.

mas ac labores, secundi baptismi recipimus gratiam.

### III. *De spe et charitate.*

Pari quoque studio spem esse excolendam (1), hoc est, eam virtutem quâ speramus vitam æternam, quia eam *repromisit Deus diligentibus se* (2); *Deus*, inquam, *qui non mentitur* (3); eâque mercede, hujus vitæ, quæ militia est et tentatio, ærumnas consolamur: quam sanè mercedem Deum ipsum esse maximè, intelligere debeamus, et cum Psalmistâ dicere: *Quid mihi est in cœlo, et à te quid volui super terram? Deus cordis mei, et pars mea Deus in æternum* (4).

Eâ spe incitari et inflammari nos ad amorem Dei, dum eum in hâc vitâ desideramus, et amamus, quem æternâ charitate dilecturi sumus; quoniam scriptum est: *Charitas nunquam excidit* (5).

Hoc ergo *mandatum primum et maximum* (6), ac beatæ æternitatis initium, iis verbis à Deo ipso est traditum, quibus non jubeatur unus aut alter actus; sed tota christiana vita atque ipsa mentis intentio in unum Deum transferatur (7). Scriptum est enim: *Audi Israel: intentos nos vult ad rem omnium maximam: Dominus Deus tuus, Deus unus est.* Hoc est caput; tum hæc consectanea: *Et diliges Dominum Deum tuum ex toto corde tuo, et ex totâ animâ tuâ, et ex toto intellectu tuo, et*

(1) *Advers. prop.* I. — (2) *Jac.* I. 12. — (3) *Tit.* I. 2. — (4) *Psal.* LXXII. 25, 26. — (5) *I. Cor.* XIII. 8. — (6) *Matt.* XXII. 38. — (7) *Advers. prop.* 12, 13, 14, 15, 16, 17, 140.

*ex omnibus viribus tuis , et ex totâ fortitudine tua* (1) : quibus sententiis sapientia divina vim omnem suam non tantùm exeruisse, sed etiam exhausisse videatur, ut imponeret nobis tam necessarium quàm suave diligendi jugum, quo non graventur animæ, sed potiùs releventur : *Jugum enim meum suave est , et onus meum leve* (2).

Eum amoris actum, non conceptis formulis, sed vèro corde exercendum, dum Deum cogitamus, in Deo oblectamur, sicut scriptum est : *Delectare in Domino* (3) ; Deum invocamus castæ dilectionis auctorem, idque sedulò agimus, ut maximè et præ omnibus Deus nobis cordi sit, non semper tenero illo pietatis sensu, sed sanè vehementi, firmoque mentis affectu. *Hunc enim*, teste B. Augustino (4), *rectum esse et simplicem oculum , quo totum corpus nostrum , hoc est omnia opera nostra sunt lucida* (5), *cùm illud aspiciamus quod aspiciendum est , atque intelligimus omnia opera nostra tunc esse munda et placere in conspectu Dei , si fiant simplici corde , id est intentione supernâ , sine illo charitatis , QUIA ET PLENITUDO LEGIS EST CHARITAS* (6). Hanc veram observantiam mandatorum Dei : *Ama , inquit , Dominum Deum tuum , et observa præcepta ejus* (7) : et : *Si quis diligit me sermones meos servabit : et : Qui non diligit me , sermones meos non servat* (8) ; ut qui non diligit, tot divinis constrictus vinculis, quò se vertat nesciat.

(1) *Deut.* VI. 7. *Marc.* XII. 29, 30. *Luc.* X. 27. — (2) *Matt.* XI. 30. —

(3) *Psal.* XXXVI. 4. — (4) *Aug.* II. *de serm. Dom. in monte* 13. —

(5) *Matt.* VI. 22. — (6) *Rom.* XIII. 10. — (7) *Deut.* XI. 1. — (8) *Joan.* XIV.

Hâc etiam charitate, divina mandata, non tantùm observari, sed etiam diligere: *Mandata, enim, tua dilexi: et, servus tuus dilexit illa* (1); cùm pius animus non tam minis legis territus, quàm justitiâ ac veritate delectatus, est amicus legis, et mandata recogitat et scrutatur, fitque illud quod dicitur: *Liga ea in corde tuo jugiter, et circumda gutturi tuo: cùm ambulaveris gradientur tecum, cùm dormieris custodiant te, et evigilans loquere cum eis* (2). Quæ dicta Salomonis ex ipso legis præscripto manasse intelliget quisquis hæc legerit: *Eruntque verba hæc, quæ ego præcipio tibi hodie, in corde tuo, et meditaberis in eis sedens in domo tuâ, et ambulans in itinere, dormiens atque consurgens* (3); atque hæc ab ipso Dei amore proficisci docet de amando Deo præfixa sententia: *Diliges Dominum Deum tuum ex toto corde, cui deinde reliqua ut consecutanea attexantur.*

Cùmque omnes actus vitæ christianæ charitas complectatur, tum habet illa quidem singulares actus suos, quibus ad amandum Deum mens ipsa se excitet, sicut à sanctis dictum legimus: *Diligam te, Domine, fortitudo mea* (4); et: *Cor meum et caro mea exultaverunt in Deum vivum* (5): et: *Mihi vivere Christus est, et mori lucrum* (6): et: *Desiderium habens dissolvi, et esse cum Christo, multò magis melius* (7), et alia, quibus divini amoris ignis vel excitetur vel erumpat.

Quod autem quidam eò se ab actu amoris excu-

(1) Ps. CXVIII. — (2) Prov. VI. 21. — (3) Deut. VI. 6. etc. — (4) Ps. XVII. 1. — (5) Ps. LXXXIII. 3. — (6) Philip. I. 21. — (7) Ibid. 23.



satos putant<sup>(1)</sup>, quòd habituali infusâ charitate in-  
formentur, atque ita, habitu ipso, legi satisfaciant,  
longè est absurdissimum. Cùm enim adsint habitus,  
ut actus faciliùs, promptiùs, constantiùs, frequen-  
tiùs; atque omnino, ut aiunt, connaturaliùs exer-  
ceri possint, vanissimum juxta ac turpissimum est  
aueupari cessandi occasionem, unde profluere actus  
ipse, ipsum exercitium debeat. Neque enim habitus  
ad supplendos actus, sed ad incitandos eos instigan-  
dosque institutus, aut præcepti exercendi obliga-  
tionem tollit, sed quòd faciliorem ac promptiorem,  
tantò strictiorem atque arctiorem facit.

Quàm verò familiaris ipse actus amoris esse de-  
beat, ipsa quotidiana oratio docet, cùm nihil aliud  
nisi amorem spiret illud: *sanctificetur nomen tuum:*  
*et: adveniat regnum tuum: et: fiat voluntas tua;* ip-  
sum denique patris nomen amorem eliciat atque  
advocet.

Quis verò adeo in amando segnis ac frigidus<sup>(2)</sup>,  
ut communionem dominici sacramenti ad amorem  
non inardescat, cùm Christus adveniens, suum il-  
lud ingeminare et inculcare videatur: *Sicut misit*  
*me vivens Pater, et ego vivo propter Patrem, sic*  
*qui manducat me et ipse vivet propter me*<sup>(3)</sup>? Sed  
nec existiment communionis actu coerceri præcepti  
vim, cùm vivere propter Christum, non unum ac-  
tum sonet, sed totius animi stabilem ac perpetuam  
conversionem in Deum.

Occurrat etiam incentivum divini amoris: *Hoc*

<sup>(1)</sup> *Speciatim advers. prop. 16, 140.* — <sup>(2)</sup> *Ibid. 72, 73, 74, 140.* —

<sup>(3)</sup> *Joan. vi. 58.*

*facite in meam commemorationem* (1) : quo quidem verbo ipsa ratio, ipse finis, ipsa vis dominici sacramenti et à Christo traditur et fidelium animis inculcatur. Dum enim Christus jubet meminisse nos suû, amantem se testatur qui redamari velit. Neque enim frigidus et amoris expertes esse sinit illa suavissima Christi morientis recordatio. Quare manducatio victimæ salutaris ita mentem nostram in mortis dominicæ cogitatione defigat, ut assiduè hæreat illud : *Sic Deus dilexit mundum ut filium suum unigenitum daret* (2), fiatque id quod ab Apostolo dicitur : *Charitas Christi urget nos, æstimantes hoc, quoniam si unus pro omnibus mortuus est, ergo omnes mortui sunt, et pro omnibus mortuus est Christus, ut et qui vivunt jam non sibi vivant, sed ei qui pro ipsis mortuus est et resurrexit* (3).

Sanè non est dubium in excitandâ charitate, cùm languescere ac deficere videatur, majorem operam impendi ac veluti oleum deficienti lucernæ adhiberi oportere, ne à sponso audiatur illud : *Nescio vos* (4), et à nuptiali convivio fatuæ et improvidæ animæ arceantur; sed cùm id viderint quàm propè, ex negligentia, extincta charitas sit, id agant profectò necesse est, ut ipso periculo magis evigilent, *ne deterius illis aliquid contingat* (5).

Nemo ergo christianus quærat, quando et quibus circumstantiis, actum amoris elicere teneatur. Hoc enim ipsa unctio, hoc ipse amor docet, nec se otiosum esse sinit. Hoc quærant qui non amant;

(1) *Luc. xxii. 19. I. Cor. xi. 24.* — (2) *Joan. iii. 16.* — (3) *II. Cor. v. 14, 15.* — (4) *Matth. xxv. 12.* — (5) *Joan. v. 14.*

nam *qui spiritu Dei aguntur* (1), qui verè *filii Dei sunt*, et, Christum imitati, credunt *in his quæ Patris sunt se esse oportere* (2) magis profectò quærunt, amorem ultro interrumpendo quantum peccent, quàm, quomodo et quando interrumpendo non peccent.

Qui verò modum amori ultro imponat, is nec præcepti vim, nec ipsum amoris nomen attendit: *Diliges enim Dominum Deum tuum ex toto corde tuo, et ex omnibus viribus tuis* (3); quas sanè vires constat amando crescere, neque esse christianos qui non eò enitantur, ut quàm maximè Deum diligant, et *veritatem facientes in charitate, crescânt in illo per omnia qui est caput Christus* (4).

Nec tamen charitatis perfectionem arbitrentur statim exigendam esse, nec infirmos à Christo repellendos; sed eorum charitatem etiam incipientem, sacramentis alendam, atque ad ulteriora provehendam esse, neque enim rejici qui cum Psalmista dicat: *Concupivit anima mea desiderare justificationes tuas* (5). Nam et *ægrotus*, teste Augustino (6), *qui fastidio laborat et vult evadere hoc malum, concupiscit utique desiderare cibum, dum concupiscit non habere fastidium.*

Quare à concilio Tridentino meritò admitti ad baptismum, *qui Deum tanquam omnis justitiæ fontem diligere incipient, ac propterea moveantur adversus peccata per odium aliquod ac detestationem* (7). Deus enim non tantùm justus et rectus,

(1) Rom. VIII. 14. — (2) Luc. 11. 49. — (3) Ibid. x. 27. — (4) Ephes. IV. 15. — (5) Psalm. CXVIII. 20. — (6) Aug. serm. VIII. in Ps. CXVIII. — (7) Sess. VI. c. 6.

sed etiam ipsa reetitudo, ipsaque justitia est; atque eâ rectitudine et justitiâ quâ ipse rectus et justus est, fons justitiæ omnibus qui recti justique fiunt, gratuitâ scilicet bonitate suâ justificans impium. Sanè qui in Deo diligere incipit, aversatur peccatum, ei reetitudini ac justitiæ, quæ Deus est, aversans, atque ex eo bonæ voluntatis ac sanctæ dilectionis initio, Deo inspirante, accepto, fit idoneus ut gratis justificetur, jamque inter Dei filios numeretur.

Divinæ verò justitiæ ac gehennæ timor et viam dilectioni paret, et jam cordi insitam firmet ac muniat, donec adolescat, *et perfecta charitas foras mittat timorem* (1).

Bonus ergo ille timor et à bono Domino cõmendatus: *Ita dico vobis hunc timete* (2); et à bono datus spiritu, nondum licet inhabitante, sed tamen movente et impellente (3), ut scilicet inhabitet, et inspiratâ charitatis suavitate, novis subinde incrementis totum ad se hominem rapiat.

#### IV. De charitate proximi.

Primo huic et maximo præcepto de diligendo Deo (4), annectitur *secundum simile huic: Diliges proximum tuum sicut te ipsum* (5). Quia enim verè jam se ipsum diligit, qui diligit Deum, restat ut proximum sicut se ipsum diligat, et eâdem secum donatum gratiâ, fraterno animo complectatur.

Hæc est autem charitas, *ut fratres diligamus non verbo neque linguâ, sed opere et veritate. In hoc*

(1) *I. Joan.* VI. 18.—(2) *Luc.* XII. 5.—(3) *Conc. Trid. sess. XIV. c. 4.*  
—(4) *Advers. prop.* 1. 16, 18, 19, 20... 28, 32, 34, 35. —(5) *Matt.*  
XXII. 35.

*enim cognoscimus quoniam ex veritate sumus* (1). Neque tantum adsint externa obsequia, sed purus et germanus charitatis affectus, ad quem attentos nos esse jubet Apostolus dicens: *Animas vestras castificantes in obedientiâ charitatis, in fraternitatis amore, simplici ex corde invicem diligite attentius: ἐκτενῶς* (2).

Charitas ergo ad omnes pateat, etsi non ad omnes charitatis officia pertinere possunt. Quare ordine quodam administranda illa sunt, ipso charitatis agente spiritu: ac præclare Augustinus: *Omnes homines æquè diligendi sunt, sed cum omnibus prodesse non possis, his potissimum consulendum est, qui locorum et temporum, vel quarumlibet rerum opportunitatibus constrictius tibi, quasi quâdam sorte junguntur* (3). Quo intelligimus, ex communi quodam charitatis fonte, suum ad singulos manare rivulum, et in singulis quibusque ipsam fraternitatem communemque naturam, Deum denique ipsum et Christum diligere, cujus omnes membra sumus.

Quare nullo cujusquam odio, nullâque injuriâ extinguere debere christianam charitatem, neque christianum esse qui non ita sit animo comparatus, ut injuriam perferre quàm inferre, imò referre malit, et eos qui per cædes et infanda facinora famam asseri posse vel speculativè doceant, nec philosophos esse, nedum Christum audiant.

(1) *I. Joan.* III. 18, 19. — (2) *I. Pet.* I. 22. — (3) *Aug. de Doctri. Christ.* l. I. c. XXVIII. n. 29.

V. *De oratione et eleemosynâ.*

Fidei, spei et charitatis præcepto adjungendum illud quod cætera Dei dona custodiat (1). *Vigilate et orate; ut non intretis in tentationem* (2), quod orandi studium, non tantùm in tentatione necessarium, cùm Christus non dixerit: orate in tentatione, sed, *orate ne intretis in tentationem*; et quotidie rogare Deum doceamur, *ne nos in tentationem inducat* (3). Quædam enim non oranti esse impossibilia, probat illud celebre dictum sancti Augustini, à sacrâ œcumenicâ Tridentinâ synodo consecratum: *et facere quod possis, et petere quod non possis* (4). Ne ergo vigilandi et orandi negligentia ulla subrepat, ex quâ meritò deseramur variis tentationibus subvertendi; *quoniam adversarius noster assiduè vigilat* (5), et dies tentationum dies isti, et omnes creaturæ sunt in tentationem et in muscipulam: quod qui non attenderint; gravis lapsus docebit quàm et antea graviter, occultius licet, negligendo vel superbiendo peccaverint.

Nec minore periculo negligitur orationis adjutrix eleemosyna (6): *Judicium enim sine misericordiâ illi qui non fecit misericordiam* (7): et ex neglectâ eleemosynâ damnari homines clamat Evangelium. Quare omnino eleemosyna spectat ad præceptum fraternæ charitatis, suo tamen loco, suoque tempore pro pauperum necessitatibus, et largientium facul-

(1) *Advers. prop.* 71, 72, 73, 77, 106, 113. — (2) *Matt.* xxvi. 41. —

(3) *Ibid.* vi. 13. — (4) *Conc. Trid. sess. vi. cap.* iv. — (5) *I. Petr.* v. 8.

— (6) *Advers. prop.* 113. — (7) *Jac.* ii. 13.

tate, aliisque opportunitatibus facienda. Quod cum pertineat ad eas res, quæ certâ regulâ, certâque ratione determinari non possint, rectè committitur prudentiæ et fidei dispensantis; adhibito, ubi necesse fuerit, prudente earum arbitro et consiliario. Sic agendum sub oculis Dei ut quisque actum suum Domino judici sed misericordi probare se posse confidat. Quòd verò nonnulli tam fautores cupiditatis quàm fraternæ charitatis impij contemptores, in amplissimâ fortunâ vix superfluum inveniri posse docent, quod pauperibus erogetur, meritò detestandum; et è contra statuendum, quemadmodum, in amplissimâ quoque ac lautissimâ re, nihil supersit, si cupiditatibus omnia permittantur, ita in exiguâ quamvis ac tenui, facilè inveniri quo fraterna inopia sublevetur, si adhibeatur cupiditati modus. *Est enim quasi dives cum nihil habeat, et est quasi pauper cum in multis divitiis sit* (1); et iterum: *Mutuabitur peccator et non solvet, justus autem miseretur et tribuet* (2). Talem pauperibus proventum parat magis magisque in dies crescente charitate circumcisa cupiditas et compressa superbia, et in rebus administrandis diligentia et modus.

#### VI. De Pœnitentiæ sacramento.

Jam quid à peccatoribus requirendum ex ante dictis patet (3), et synodus Tridentina apertè prædicat; nempe ut credant, ut timeant, ut sperent, *ut diligere incipiant* (4). Hæc sacerdos admoneat,

(1) *Prov.* XIII. 7. — (2) *Psal.* XXVI. 21. — (3) *Advers. prop.* 1, 2, 3, 8, 10, 11, 12, 14, 73, 74, 87, 107, 108. 109. — (4) *Conc. Trid. sess.* VI. c. 6.

quæ nec ipse impune omittere, nec verè pœnitentes recusare aut negligere possint. Nec minorem arbitrentur in reparandâ gratiâ quàm in comparandâ dilectionis sensum esse oportere, aut plura donaturum Dominum minùs diligendum, cùm ipse dixerit Dominus: *Cui minùs dimittitur minùs diligit* (1). An ergo minùs diligatur optimus Dominus, qui et prioris gratiæ objectæ et contemptæ dimittat injuriam, aut amorem non eliciat ac postulet tam impetrati beneficii sensus quàm spes impetrandi? Qui ergo est sanctificatus ac spiritu plenus, purè jam ac perfectè Deum diligit: qui sanctificandus et à spiritu motus, saltem diligere incipiat.

Quibus verò etiam confessis absolutionem dare non liceat, hos commemoramus (2).

Qui, proximas quamvis, peccandi occasiones, hoc est, eas quibus in peccatum induci soleant, non statim dimittant, neque attendere velint, quàm temerè et contumeliosè Deo supplicantes dicant: *Ne nos inducas in tentationem, sed libera nos à malo* (3), qui se in maximam tentationem immittant, seque ipsi inducant in Satanæ laqueos.

Qui consuetudine peccati victi, nullo vel penè nullo pœnitentiæ fructu sacramenta perceperint, nec sibi caverint, neque operam dederint, ut à peccato peccandique periculo quàm longissimè absint, quo experimento nullam spem probabilem emendationis præbeant. Nemo verò illis temeranda sacramenta commiserit, *ne de dominicâ communionè*

(1) *Luc. vii. 47.* — (2) *Advers. prop. 81, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92.*  
— (3) *Matt. vi. 13.*



*ludant* (1), *contingatque eis*, vetante apostolorum principe, *illud veri proverbii, Canis reversus ad suum vomitum, et sus lota in volutabro luti* (2): *Nolite enim*, ait ipse Dominus, *dare sanctum canibus, neque mittatis margaritas vestras ante porcos* (3).

Qui gravissimorum scelerum consciï congruam satisfactionem à sacerdote injunctam non accipiant. Neque enim sanari velit qui remedia respuat.

Dè injuriis dimittendis et restitutione sive honoris sive fortunarum (4), aliisque hujusmodi omittimus; quia pervulgatum et vix etiam à corruptissimis in dubium revocantur.

Audiant sanè Domini sacerdotes ipsique pœnitentes sanctam œcumenicam synodum Tridentinam graviter admönentem (5): *Debent sacerdotes Domini, quantum spiritus et prudentia suggesserit, pro qualitate criminum et pœnitentium facultate, salutare et convenientes satisfactiones injungere, ne si fortè peccatis conniveant et indulgentiùs cum pœnitentibus agant, levissima quædam opera pro gravissimis delictis injungendo, alienorum peccatorum participes efficiantur. Habeant autem præ oculis, ut satisfactio quam imponunt, non sit tantum ad novæ vitæ custodiam, et infirmitatis medicamentum sed etiam ad præteritorum peccatorum vindictam et castigationem. Nam claves sacerdotum non ad solvendum duntaxat, sed et ad ligandum concessas, etiam antiqui patres et credunt et docent. Quare ad contemptum clavium pertinere, si vel à sacerdotibus*

(1) *Conc. Illib. c. 2.* — (2) *II. Petr. 11. 22.* — (3) *Matt. VII. 6.* — (4) *Advers. prop. 44, 45, 46, 49, 63, 64.* — (5) *Conc. Trid. sess. XIV. de Pœnit. c. 8.*

vel à pœnitentibus necessaria illa et congrua delictorum vindicta negligatur; neque adeo prudentiam à synodo commendatam, humanam esse prudentiam, sed à spiritu gubernatam, quæque omnino non carnis, sed spiritûs prudentiâ sit; et ita consulet infirmitati ne desidiam foveat, ac negligat regulam.

Hæc ergo nec Dei sacerdotes omittant, nec ex eâ regulâ agentibus succensere audeant pœnitentes. Etsi enim refrigescente charitate pridem canonum est emollitus vigor, non propterea evangelica disciplina, aut ecclesiastica penitus soluta censura est.

Hæc autem sacerdotes non affectatione severioris instituti aut atrocioris ingenii acerbitate, sed ex verâ charitate, et certâ medicinæ administrandæ ratione faciant; et quos necessitate, dolentes illi quidem et gementes, sine absoluteione; non eos certè sine paternâ consolatione dimittant, aut eorum curam abjiciant. Quibus enim graviora ex artis præscripto adhibenda remedia sint, his major diligentia magisque sollicita curatio impendatur, ne peccatum desperatione cumulent, *et absorbeantur à Satanâ* (1)!

Quæ hic desint, facilè addiscent pœnitentiæ ministri, ex sancti Caroli Borromæi admonitionibus, quas ipso tanti viri nomine commendatas, et Clerus Gallicanus et vigilantissimi quique episcopi per universam Ecclesiam suis presbyteris commendaverint (2), et nos majorem in modum in Christi nomine commendamus.

(1) II. Cor. II. 7, 4. — (2) *Conv. Cler. Galli. 1655, de quo in præf.*

VII. *De cultu Dei et festis observandis.*

Meminerint sanè fideles, festos dies institutos ut divina beneficia recolamus <sup>(1)</sup>, Christi mysteriis et sanctorum exemplis provocati. Eos ergo dies credendo, sperando, amando, orando sanctificent, non ut his finibus hos coerceant actus, sed ut ad eos promptiores exercitatioresque facti, secutis quoque diebus, totoque vitæ tempore his se dedant.

Hos omnes actus sacrosancto Missæ sacrificio potissimum contineri cogitent. Ibi enim et fidei mysterium, et spes consequendæ per novum et æternum Christi testamentum hæreditatis et ex memoriâ dominicæ passionis amoris incentivum; atque ex his omnibus et preces et obsecrationes et gratiarum actiones Christi corpore et sanguine consecratæ; quæ si quis omiserit nulloque religionis sensu in Deum se erexerit, et animum ultro ad prava, vel etiam ad vana detorserit, is nec sacro verè interfuisse, aut ullam partem christiani sacrificii attigisse, nec Ecclesiam audisse, cùm Christum contemnat, et præcepto satisfacisse putandus est.

Quantò minùs ii qui aperti contemptores tremendo sacrificio interesse videantur, ut tanti mysterii sanctitatem, et testes angelos et christianæ plebis conscientiam, et Christum præsentem ac vindicem videant.

De parochiali Missâ, et conventu totiùs christianæ fraternitatis dominicis maximè diebus fre-

(1) *Advers. prop.* 1, 2, 3, 8, 11, 12, 13, et seq. 23, 71, 72, 73, 74, 77, 106, 107, 108, 140.

quentando, quid episcopi ex apostolicis canonicisque institutis et ex sacræ synodi Tridentinæ decretis moneant, diligenter audiendum faciendumque est. Omnino enim ad episcopalem providentiam, et christianæ plebis officium ac disciplinæ observantiam pertinere, ut sacrè ille cœtus et christianorum collecta, et unâ voce dictum AMEN, et communibus votis oblatio celebrata, et prædicatio pastoralis, et doctrinæ panis cum eucharistico pane conjunctus, et communione cœlestium sacramentorum sancita fraternitas quàm decentissimè à clero, à populo verò quàm religiosissimè frequentetur.

De confessione item præsertim annuali et paschali sacramento, et feriis observandis, diligenter advertant et opere præsent, quid divina mandata præscripserint <sup>(1)</sup>, quid episcopalis cura per synodica constituta, sive diœcesana, et rituales libros ad salutem animarum et disciplinæ ordinem sancendum tuendumque decreverit. Scriptum est enim: *Obedite præpositis vestris et subjacete eis; ipsi enim pervigilant tanquam rationem pro animabus vestris reddituri* <sup>(2)</sup>: et: *Omnia honestè et secundùm ordinem fiant* <sup>(3)</sup>: et: *Spiritu vobiscum sum, gaudens et videns ordinem vestrum et firmamentum ejus quæ in Christo est fidei vestræ* <sup>(4)</sup>: et: *Cætera cum venero disponam* <sup>(5)</sup>.

Hæc ferè de affirmativis præceptis. Summa est, idque iterum iterumque inculcandum, eorum præ-

<sup>(1)</sup> *Con. gen. Later.* — <sup>(2)</sup> *Hebr.* XIII. 17. — <sup>(3)</sup> *I. Cor.* XIV. 41. — <sup>(4)</sup> *Coloss.* II. 5. — <sup>(5)</sup> *I. Cor.* XI. 34.

ceptorum non modò contemptum, sed etiam negligentiam periculosissimam et exitiosissimam esse, et, si diuturna et gravis, præsentem animæ pestem inferre, et omnino mortiferum, licet fortè occultum, esse peccatum. Nec levius esse periculum minoremque culpam in iis omittendis præceptis, quod eorum exercendorum locus et tempus christianæ prudentiæ relinquatur. Imò inde graviter conscientiam onerari, si ea, quòd hoc fortè tempore potiùs quàm alio non obligent, in universum omittantur, aut quod in idem recidit, differantur; idque ad manifestum divini nominis contemptum et injuriam pertinere. Neque verò singularem esse difficultatem de præcepto charitatis, cùm nihilo magis certum adscribatur tempus, quo credere, sperare, orare, vigilare, curare familiam et enutrire liberos in timore Domini, de Deo denique ipso cogitare aut divinorum etiam judiciorum metu cupiditates coercere jubeamur. Ac si infandæ excusationi detur locus, id necesse sit consequatur, ut vita christiana, non vita, sed stupor et sopor lethalis esse videatur. Quin et per eam negligentiam negativa præcepta pessumdari, cùm non eò verè observentur, quòd quis fortè non occidat, nec adulteretur, nec furetur; sed quòd obfirmato animo et constanti voluntate ab his abhorreat. Cùm ergo nec singulare tempus addicatur quo sit animus adversùs illa obfirmandus, atque id omnino ad affirmativa præcepta pertineat, eum quoque actum pari excusatione in longum duci aut etiam omitti consectaneum est; quæ non quæstionibus theologicis, sed diabolicis commentis accensenda nemo pius non videat.

VIII. *De præceptis negativis, præsertim secundæ tabulæ.*

In præceptis negativis secundæ præsertim tabulæ, haud minùs quàm in affirmativis relaxandis, prava recentiorum se industria exeruit; quo fit, ut alia multis casibus eluserint, ut cædes, furta, mendacia, quamvis nocentissima, imò et perjuria; aliis verò, quæ excusare nullo casu licuit apud christianos, quales sunt impuditiæ aut fornicationes, et ipsa etiam libidinum monstra, vel aperuerint januam, permissis occasionibus etiam proximis, vel reliquerint illecebras, vel detraxerint odium, hoc est, eam, quæ metum incuteret animis, fœdam et horridam faciem, imminutâ scilicet flagitii gravitate et sublatis præsiidiis quæ adversùs blanda et insidiosa vitia ex naturali quoque ratione ducantur; tanta corruptela incessit! Quo magis necesse est, legum divinarum ex ipsis Scripturis ac traditione patrum causas expromamus, atque hæc præcipuè paucis commemoremus.

Primum (1): humani generis procreatorem Deum, quo inspirante vitæ spiritum accepimus, quo proinde ut auctore, ita defensore ac vindice vita humana gaudeat, tum, ne cædes fierent, non modò privatam ultionem, sed etiam odia et simultates prohibuisse, *nec malum pro malo, aut maledictum pro maledicto* (2), et contumeliam pro contumeliâ reddi-

(1) VII Mandat. *Advers. prop.* 20, 21, 22, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, et seq. — (2) *I. Petr.* 111. 9.

voluisse, nedum pro maledicto, vel contumeliâ et injuriâ, cædem.

Eâdem providentiâ futuris quoque cavisse fœtibus <sup>(1)</sup>, quique iis vitam quam daturus esset creator optimus inviderent, parricidii condemnasse.

Idem humani generis parens, ut homines non modò honestiùs, verùm etiam certiùs nascerentur, suosque agnoscerent, et agnoscerentur à suis, communique ac perpetuâ parentum curâ et educerentur in lucem et adolescerent, et traditâ per manus vivendi regulâ ad pietatem bonosque mores informarentur, vagam et promiscuam libidinem in matrimonii leges ac jura contulit, virumque ac fœminam jam inde ab initio individuâ societate conjunxit; quippe qui duo licet jam in unam carnem essent, et arctiùs quoque per communes liberos coalescerent. Quare post diuturna, nec tamen tam permissa, quàm *ad cordis duritiam* <sup>(2)</sup> aliquanto tempore tolerata (divortia) et post plures fœminas uni etiam viro patriarcharum legisque Mosaicæ temporibus, ex certâ dispensatione et propagandi populi quem Deus elegisset ratione, concessas, æquum erat ut Christus illuminator antiquitatum et orbis instaurator, nuptiarum fœdus ad p̄fima et originalia jura revocaret, duosque nec plures in idem jugum cogeret, fidemque devinciret insolubili vinculo dicens: *Quod Deus conjunxit homo non separet* <sup>(3)</sup>; eo denique ritu consignaret *magnum* et jam iade à mundi initio præformatum *sui et Ecclesiæ sacramentum* <sup>(4)</sup>. Quo tanto nuptiarum bono, mala concupiscentia,

<sup>(1)</sup> *Advers. prop.* 33. *Tertul. in Apolog.* — <sup>(2)</sup> *Matt.* XIX. 8. —

<sup>(3)</sup> *Ibid.* — <sup>(4)</sup> *Ephes.* v. 32.

non modò humani generis ipsiusque Ecclesiæ servir-  
ret incrementis, sed et ipsa quoque remedium acci-  
peret, et in nonnullis veniam, hoc est ex Apos-  
tolo et patrum traditione, quidam ejus excessus,  
propter nuptiarum bonum, veniali delicto jam de-  
putarentur, intentato deinceps mortis æternæ metu,  
si honestissimâ et saluberrimâ lege constitutâ, extra  
eum ordinem et sacra connubii jura libido vagaretur.  
Hæc christianorum regula, quæ regnare non  
sinat effrænes voluptates, neque eis animum ad Dei  
imaginem conditum, contaminandum enervandum-  
que tradat, magno generis humani non tantùm de-  
decore verùm etiam damno; sed edomitas et casti-  
gatas ad optimum finem redigat, moresque reformet  
ad verecundiam. Hæc verò argumenta, quibus  
impudicitia revincatur, castè quidem et modestè,  
sed interim graviter et luculenter, etiam datâ occa-  
sione explicari debent, ne perditii homines ac pravis  
libidinibus dediti, insuper bono Domino succen-  
seant, quod actus per se innoxios nimiâ acerbitate  
damnarit, nihil tale postulante verâ ratione; tan-  
quam oporteret legislatorem Christum id quidem  
præscribere, quid jam nati homines facerent, id  
autem prætermittere, unde nascerentur et existe-  
rent. Quæ errorum blandimenta à privatis etiam  
arcenda colloquiis, in scholis theologorum atque  
ab ipsis doctoribus audiri nefarium est. Quin fallax  
malum omni ratione expugnandum; adeoque non  
ferendi, qui peccati periculum præsens, et ipsa cu-  
piditatum incitamenta non horreant, ut è contra  
doceantur in eo tentationum genere, ubi, Augus-  
tino teste, tam continua pugna et tam rara victoria  
est



est, vix ullum peccatum non esse lethiferum, vix ullum periculum non esse præsens ac proximum, unicum denique in fugâ esse præsidium, quemadmodum scriptum est: *Fugite fornicationem*; mulierum quoque ornatus castigandos, nedum excusentur, quæ scientes volentesque ipso habitu venena præbeant.

Quæ furtis ac turpibus lucris faveant, fere in censuris notata (1). Addimus aliquid singulari capite de usurâ, et altero de simoniâ, quæ singulares fraudes habeant.

Restrictiones mentis (2), quibus id quod reverè ac planè dicitur occulto murmure, vel tacitâ etiam cogitatione, in alienum et contrarium sensum trahitur, in privatis sermonibus, turpe ludibrium; in negotiis, dolus; in legitimâ interrogatione, contemptus legum ac publicæ potestatis; Dei adhibito nomine, quantumcumque fucatum, verum perjurium est: cùmque Christus tam veracem ac simplicem christianum esse voluerit, ut ei vel injurato credatur, id agunt hujusmodi fallaciarum auctores, ut nec jurato credi possit. *Sit ergo sermo vester, est, est; non, non* (3); neque nomina permutentur ut in ipso *est* lateat *non*; et ipso *non* designetur *est*, præsertim in publico judicio, ubi et meminisse debeant Christum Jesum, cùm sæpe missionem quoque suam certâ dispensatione tacuerit, et Herodem nullâ auctoritate interrogantem silentio eluserit (4), adjuratum à Caiphâ pontifice respondisse, *Tu*

(1) 7. *Mandat. Advers. prop.* 41, 42, et seq. — (2) 8. *Mand. Advers. prop.* 58, 59, 60, et seq. — (3) *Matt.* v. 37. — (4) *Luc.* xxiii. 9.

*dixisti* <sup>(1)</sup>, et *jussum sub Pontio Pilato, reddidisse testimonium bonam confessionem* <sup>(2)</sup>.

Qui dixit : *Non concupisces* <sup>(3)</sup>, is, et quæ concupiscentiam alerent, quæri universa prohibuit, et crescere in dies magis magisque charitatem voluit, quâ concupiscentia minueretur; ac præclarè sanctus Augustinus : ne fiat malum excedendi, resistendum malo concupiscendi.

### IX. *De usurâ.*

Usuram sive fœnus <sup>(4)</sup>, hoc est ex mutuo lucrum, Mosaicis, prophetis et evangelicis Scripturis universim inter fratres vetitum, Ecclesia catholica semper intellexit, eaque constans et perpetua patrum omnium et sæculorum omnium traditio est.

Heterodoxi scripsere Mosaicum de usurâ interdictum antiquæ legis finibus coerceri, nec permansisse ad populum christianum, magnâ christiani nominis contumeliâ, quòd in moralibus, ipsâque fraternâ charitate exercendâ, justitia Pharisæorum plus quàm christianorum abundare intelligatur; cùm Christus dixerit : *Nisi abundaverit justitia vestra plusquàm Scribarum et Pharisæorum, non intrabitis in regnum cœlorum* <sup>(5)</sup>. In eo ergo abundaverit justitia christiana, quòd à christianâ fraternitate nemo sit alienus, sed omnes homines pro fratribus habeantur.

Frustra iidem heterodoxi, aut gravem tantùm

<sup>(1)</sup> *Matt.* xxvi. 63, 64. — <sup>(2)</sup> *I. Tim.* vi. 13. — <sup>(3)</sup> 9 et 10. *Mand. Ex.* xx. 17. *Deut.* v. 21. — <sup>(4)</sup> *Advers. prop.* 50, 51, 52, et seq. — <sup>(5)</sup> *Matt.* v. 20.

usuram, aut tantum erga pauperes, vetitam docent, cum usuram definiri, *quod est ultra sortem*, idque universim et adversus omnes vetitum, eadem Scripturarum et catholicae traditionis auctoritate constet, contrariamque sententiam Ecclesia catholica haereticam declaraverit.

Hæc heterodoxis in testimonium. Catholici verò quidam doctores, nil ausi repugnare tam perspicuis Ecclesiae decretis, id egerunt, ut, sublato usuræ nomine, res ipsa valeret, nihilo consultius. Neque enim Domino verba et voces, sed res ipsa displicet; hoc est ipsum profectum et intentum ex mutuo lucrum. Scrutatur enim corda Dominus, nec eum fallit malus animus, quibuscumque falsorum contractuum ambagibus se involvat. Quare nec placeat pecuniam accipi pro periculo amittendæ post mutuum sortis, cum per eam fraudem deterrimum quoque et invidiosissimum usuræ inducatur genus; id scilicet, quo pauperrimi quique maximè opprimantur.

Sanè pro damno emergente vel lucro cessante, cum id, non ad mutuum, sed ad id quod interest, spectet, liceat accipere ex æquo bonoque, quo legitima damna vel lucra sarciantur, duplici tamen conditione: primùm, ut verum, reale, præsens damnum vel lucrum sit, ne figmenta avaræ ac trepidæ mentis, spesque incertæ, aut vagi pretio redimantur et compensentur metus, atque ita è medio tollatur usuræ interdictum: tum verò, ut serventur ecclesiasticæ ac civilis legis cautiones contra palliatam ac fucatam usuram. Scriptum est enim: *Ab omni spe-*

*cie malâ abstinete vos* (1): et : *Ne licentia vestra of-  
fendiculum fiat infirmis* : (2) et : *Quæ pacis sunt  
sectemur, et quæ ædificationis sunt invicem custo-  
diamus* (3).

Absit autem ut christiani metuant, ne christiana  
lex, adversùs usuræ malum exactè observata, rei-  
publicæ noceat; cùm è contra nihil sit humanæ  
vitæ exitiosius, quàm ut ipsa liberalitas, ipsaque  
charitas venalis habeatur; tum ut per usurariæ non  
minùs otiosæ quàm fraudulentæ artis promptiora  
compendia, non modò veræ artes ac vera langues-  
cat industria, sed etiam pereant ipsa naturæ bona,  
et hominum altrix agricultura sordescat.

#### X. *De simoniâ.*

Quæ adversùs usuram adhibitæ cautiones, eò  
magis valent adversus execrandum simoniæ vi-  
tium (4), quò magis necesse est divina et ecclesiastica  
beneficia purè ac liberaliter dari. Sit ergo simonia  
omnibus detestata legibus, quoties res spiritalis vel  
ecclesiasticum beneficium cujuscumque rei tempo-  
ralis intuitu vel impetratur vel datur, sive illud  
temporale adhibetur tanquam pretium, sive tan-  
quam motivum, sive tanquam debitæ benevolentiae  
merces; manu, linguâ, obsequio, expresso vel ta-  
cito aut interpretativo contractu; cùm nullo possit  
artificio decipi qui dixit : *Gratis accepistis, gratis  
date* (5); et Petro inspiravit : *Pecunia tua tecum sit  
in perditionem* (6).

(1) *I. Thess.* v. 22. — (2) *I. Cor.* viii. 9. — (3) *Rom.* xiv. 19. —  
(4) *Advers. prop.* 66, 67, 68. — (5) *Matt.* x, 8. — (6) *Act.* viii. 20.

Quare qui aliquid pro ingressu religionis exigunt et paciscuntur simoniaci sunt. Non tamen simonia est aliquid exigere ad sustentationem recipiendæ personæ, si monasterio desint necessariae facultates: sin autem, sufficienter etiam dotatis monasteriis, aliquid sponte offeratur, ut munus Deo placitum et voluntarium cordis, Deo teste ac iudice, accipere licet; non autem sibi applaudere, si pecuniâ pessimis artibus corrodendâ, suam quoque conscientiam luserint.

In his atque ejusmodi, ubi fallax intentio, quasi occultato capite per actus se exerit; ne sibi blandiatur quocumque nomine tecta cupiditas; cum non ad ejus excusationem, sed ad certissimam damnationem pertineat, si usuræ, simoniæ aliisque vitiis addatur hypocrisis, eò damnatior, quòd sibi quoque ipsa imponere nititur, et conscientiaè repugnantis etiam recursantes curas non sanare sed premere. Neque enim unquam esse vitium detestabilius aut nocentius, quàm cum speciem quoque et auctoritatem virtutis assumit, et *semper in illis*, teste Innocentio III, *magis plectibilis est offensa per quos ad excusandas excusationes in peccatis delinquendi auctoritas usurpatur* (1).

### XI. De regula morum et probabilitate (2).

Nemo potest ponere aliam regulam præter eam

(1) *Cap. Inter dilectos. de excess. præl.*

(2) Extat quidem in autographo ipsâ auctoris manu exaratus *Titulus XI. de Ecclesiæ præceptis non externo tantum actu adimplendis*. Verùm, cum constet articulum nequidem ab auctore tentatum fuisse, titulum etiam omittimus.

quæ posita est (1), quod est verbum Dei scriptum et non scriptum, à primis sæculis perpetuâ patrum doctrinâ et traditione per universam Ecclesiam prædicatum : *Sermo enim quem locutus sum, ille iudicabit in novissimo die* (2).

Hanc verò christianis exponendæ fidei et informandæ vitæ datam esse regulam, et Ecclesia catholica semper intellexit, et synodus Tridentina in ipsis principiis declaravit (3), professa, scilicet hâc doctrinâ statim positâ : *Omnibus innotescere quo ordine et viâ progressura esset, et quibus potissimum usura esset testimoniis ac præsiidiis in confirmandis fidei dogmatibus, et instaurandis moribus.*

Lex verò naturalis insita quidem illa est humanæ menti ab eo *qui illuminat omnem hominem venientem in hunc mundum* (4) : ejusque prima saltem et simplicissima principia, nemini qui attenderit, ignota esse possunt. Scriptum est enim : *Signatum est super nos lumen vultus tui, Domine* (5) : et : *Gentes legem non habentes ipsi sibi sunt lex* (6). Cùm tamen per peccatum et concupiscentiam eadem lex naturalis obscurata fuerit, fatendum est eam et copiosius et luculentius verbo Dei explicari.

His accedunt ad sancierendam Ecclesiæ disciplinam, jura positiva, hoc est recepta et approbata Ecclesiæ usu decreta, conciliorum, Romanorum pontificum et episcoporum, et Ecclesiæ consuetudines atque instituta patrum, quæ pro locorum ac temporum ratione variantur; quanquam in iis decretis multa

(1) *Advers. prop.* 114. et seq. usq. ad 140. — (2) *Joan.* XII. 48. —

(3) *Sess.* IV. *sub fin.* — (4) *Joan.* I. 9. — (5) *Ps.* IV. 7. — (6) *Rom.* II. 14.

ad divini naturalisque juris interpretationem faciunt, et ipsa ecclesiastica jura divinis legibus muniendis constituta, ad divinam quoque revocantur auctoritatem, dicente Domino: *Qui vos audit, me audit* (1): et: *Si quis Ecclesiam non audierit, sit tibi sicut ethnicus et publicanus* (2).

Recta quoque ratio consulenda (3). Sed tunc certissimè sana et recta est, cùm non sibi relictæ, sed Dei verbo, patrum traditione et Ecclesiæ aut regulis aut moribus regitur: *Ego enim Dominus Deus tuus docens te utilia, gubernans te in viâ quâ ambules* (4): et iterum: *Erunt oculi tui videntes præceptorem tuum, et aures tuæ audient verbum post tergum monentis: Hæc est via, ambulate in ea, et non declinetis neque ad dexteram neque ad sinistram* (5). Hinc dictum de hominibus sapientiæ quoque nomine commendatis: *Exquisitores prudentiæ et intelligentiæ, viam sapientiæ nescierunt, neque commemorati sunt semitas ejus* (6): de Deo autem additum: *Hic adinvenit omnem viam disciplinæ, et tradidit illam Jacob puero suo et Israel dilecto suo: post hæc in terris visus est, et cum hominibus conversatus est* (7). Usque adeo nulla est vera sapientia, nisi à Deo et Christo ejus tradita.

Hinc etiam arbitra morum conscientia ejusque censorium lumen, neque unquam sine peccato contemptum judicium: *Omne enim quod non est ex fide peccatum est* (8): et: *Finis præcepti charitas de corde puro et conscientiâ bonâ et fide non fictâ* (9):

(1) *Luc. x. 16.* — (2) *Matt. xviii. 17.* — (3) *Advers. prop. 119.* — (4) *Is. xlviii. 17.* — (5) *Ibid. xxx. 20. 21.* — (6) *Bar. iii. 23.* — (7) *Ibid. 37, 38.* — (8) *Rom. xiv. 23.* — (9) *I. Tim. i. 5.*

et : *Bonam conscientiam repellentes circa fidem naufragaverunt* (1).

Certa ergo et firma per se christianæ vitæ forma, et doctrina morum stabilis, et simul cum fidei doctrinâ, eodem modo, eâdem auctoritate est tradita, Christo scilicet doctore et Ecclesiâ servante verbi depositum. Quo enim modo, quâ auctoritate mysteria fidei, eodem sanè modo, eâdem auctoritate de usuræ peccato, exempli gratiâ, est traditum et definitum.

Probabiles rationes (2), hoc est, eæ quæ cogitantes nos, ac veritatem diligenter inquirentes in aliquam partem inducunt et inclinant, non tamen planè convincunt, adhibentur illæ quidem, cùm ad illustrationem agnitæ veritatis, tum ex ignorantia ipsius veritatis, ubi aliqua pars moralis doctrinæ à quibusdam ignoratur, necdum plenè eliquata est et asserta Ecclesiæ auctoritate et consensu. Cæterùm in iis fere versantur quæ per se contingentia incertaque sint, quæque ex factis, locis, temporibus, personis, earumque affectibus pendeant. Esto enim exemplum : Animarum curam viro ad eam gerendam maximè idoneo committi oportet, ne tanto pretio, Christi scilicet sanguine acquisitæ pereant; vel nemini christiano licet in occasione peccandi proximâ seu incerto ac præsentis peccandi periculo permanere. Hæ fixæ regulæ. Quis sit ille vir optimus, et huic plebi regendæ maximè idoneus : an ita ille homo sit affectus, et in illâ occasione illisve circumstantiis peccaturus sit, probabili tantùm ratione concluditur.

(1) *I. Tim.* 1. 19. — (2) *Advers. prop.* 124, 127, 128.



In juribus quoque ecclesiasticis figendis, refingendis, interpretandis et enucleandis, eorumque dispensatione, probabiles rationes valent: de consuetudine autem, quâ ea jura positiva, quatenus positiva sunt, abrogari constet, diligenter advertant non omni consuetudini eam vim inesse, multasque esse etiam in positivis ac facti rebus consuetudines quæ *corruptelæ* potiùs et *vetustas erroris* in jure appellentur: tum ergo consuetudine abrogatam intelligi ecclesiasticam vel etiam civilem legem, cùm omisam à plebe scientes videntesque præpositi publicè nil reclamant; non autem cùm judiciis aut decretis, vel aliâ publicâ obtestatione in gliscentem corruptelam nituntur, ac veluti fugientem legem revocare tentant: quæ probabilibus rationibus fere confici et decidi solent.

Jam innatum est cupiditati, ut regulam quoque obscuret et torqueat; sed longè periculosius in probabili ludit ac latebras quærit. Cæterùm vir bonus et Deum quærens in veritate et simplicitate cordis, sequentibus regulis facilè se expedire et tutam salutis viam inire potest.

Prima: Nemo rationis compos, totius legis naturalis prætexat ignorantiam, cùm illius saltem prima et simpliciora decreta ultro se ingerant ratione utentibus, multaque paulatim sese aperiant iis qui notiora diligenter attenderint. Quare attendant in moralibus quid pudorem incutiat, quid metum aut etiam horrorem injiciat conscientiæ, et ubi conscios homines, ibi maximè testem conscientiam Deumque vereantur. *Omne enim crimen aut*

*horrore aut pudore natura perfudit*, inquit Tertulianus (1).

Secunda : Nemo se ignorantiam juris divini vel humani in Ecclesiâ Christi, ubi tam patenter veritas prædicatur universim excusatum putet, cum plerumque addiscendi negligentia subsit, ac tum valeat illud: *Si quis ignorat, ignorabitur* (2) : et : *Servus qui non cognovit voluntatem domini sui, vapulabit paucis* (3).

Tertia : Nemo ignorantiam universim prætexat, ubi suborta est dubitatio, cum vel ipsa admoneat tranquillandæ conscientiæ et stabiliendæ, atque assecurandæ salutis assectandam viam.

Quarta : in eâ viâ assectandâ christianus id quàm maximè curet, ut quoad rei natura fert, inveniat quod certum est (4) : *Satagite*, enim, *ut per bona opera certam vestram electionem et vocationem faciatis* (5).

Quinta : Hinc illa est toties inculcata regula juris : *in dubiis debemus sententiam eligere tutiorem* ; hoc est, in dubiis, an quid verbo Dei scripto vel non scripto, legique sit adversum, nullâ præponderante ratione quâ dubitare cessemus, eam anteferri partem oportere, in quâ certissimum sit, nihil esse illicitum aut lege vetitum, atque omnino malum ; neque commitendum, ut ab eo gradu in quo tuti simus ab omni peccandi Deoque displicendi periculo, ullis illecebris, ullove commodo dimoveri nos sinamus, atque animæ saluti quidquam anteponamus. *Quid enim prodest homini si mundum*

(1) *In Apol.* — (2) *I. Cor.* XIV. 38. — (3) *Luc.* XII. 48. — (4) *Advers. prop.* 120, 124, 127, 128, etc. — (5) *II. Pet.* I. 10.

*universum lucretur, animæ verò suæ detrimentum patiatur? aut quam dabit homo commutationem pro animâ suâ* (1)?

Sexta: In merè probabilibus, liceat sanè id negare cupiditati quod probabilius, te ipso iudice, negare jubearis. Danda enim opera ut ad Deum quoad fieri potest *vero corde accedamus* (2); neque veritatem diligit qui non eò tendit, ubi major ei lux veritatis affulget: *ubi potius lux veritatis assistit.* (3).

Ea verò ratio non tantùm ubi agitur de lege divinâ, verùm etiam in juribus ecclesiasticis valeat; atque omnino in conscientiæ negotiis, ubi periculum est displicendi Deo, fiat apostolicum illud, *ut probemus quæ sit voluntas Dei* (4): *et quid sit beneplacitum Deo* (5). Frustra autem probaveris, nisi etiam id sequare quod verè cogitanti atque omnia exploranti sit probatissimum, cùm eidem Apostolus dixerit: *Omnia probate, quod bonum est tenete* (6); et iterum: *ut probetis potiora, ut sitis sinceri et sine offensâ in diem Christi* (7).

Cogitemus sanè nec sæculi principes (8), si corda inspicerent, probaturos ut ministri faciant quod ipsius principis rationibus ac voluntati adversari iidem ministri probabiliùs putent. Quin ergo christiani cordium scrutatorem extimescamus Deum.

An quia beato et potenti Deo, ejusque imperio ac felicitati nullâ nostrâ culpâ detrahi quidquam potest, ideo minus seduli in illius exquirendâ vo-

(1) *Matt. xvi. 26.* — (2) *Hebr. x. 22.* — (3) *Licet causam de preb. in nostra. de Test. et attest.* — (4) *Rom. xii. 2.* — (5) *Ephes. v. 10.* — (6) *I. Thess. v. 21.* — (7) *Philip. 1. 10.* — (8) *Advers. prop. 120, 124, 126, etc.*

luntate simus, eòque minùs metuendum eum putamus, quòd illius inconcussum solium, æternumque imperium, et invicta potentia sit ?

Vani omnino sunt qui hæc comminiscuntur ; vani qui inexcusabiles quidem arbitrentur minùs probabilia simulque minùs tuta sectatos, si ex ipsorum actu res ita immutetur ut alteri quoque creatum sit periculum ; nullam autem culpam esse, si tantùm de ipso vero ac falso atque inde secuto licito vel illicito periculum sit. Vana sanè hæc omnia, cùm illud liquidò constet, in plerisque casibus, in iis scilicet quibus de usurâ deque simoniâ, seu de adulterio ac fornicatione, deque honore ac fòrtunis proximo restituendis, eique debitâ charitate vel justitiâ, aliisque innumeris privatis ac publicis rebus agatur, ex opinionibus atque inde secutâ praxi, certum vel privatis vel etiam publico creati periculum atque etiam damnum ; nec minùs certum sit, nullo etiam aliis creato periculo, id advertendum esse maximè quantùm ipsi periclitemur, si minùs quàm oporteat mente ac opere veritatem diligamus.

Neque verò prudentia et cautio quam terrenis quoque rebus adhibere soleamus id ferat, ut in iis sectemur quæ minùs probabilia simulque minùs tutâ sentiamus <sup>(1)</sup> : neque committendum ut à justo iudice exprobetur illud : *Filii hujus sæculi prudentiores filiis lucis in generatione suâ sunt* <sup>(2)</sup> ; dum illis sectantibus quæ ad rem suam probabiliùs conducere putant, hi contrà amplectantur quod Dei voluntati suoque adeo ultimo fini adversari putant

(1) *Advers. prop.* 129, 130, 133. — (2) *Luc.* XVI. 8.

probabiliùs; atque id insuper prudentiam vocent, ex eâ opinione vitam instituere quam minùs probaverint; cui proinde assentiri in eo sanè statu recta ratio non sinat.

Neque eo se consolentur subdoli homines, atque in suam perniciem subtiles et acuti, quòd quæ Dei quoque adversa voluntati ex probabili ratione fecerint, ignorantia invincibilis excuset, ideoque suum istud, stricto etiam jure, sit materiale tantùm, ut aiunt, non autem expressum et formale peccatum. Nec cogitant quàm parum invincibilis ea sit ignorantia quæ minùs probabili ratione nitatur; ad hæc quàm ignorantia parum suffragetur iis qui nec id satis metuunt, ne ex ignorantia peccent.

Nec magis audiendi qui in hâc regulâ ludant: promptiora esse jura ad absolvendum quàm ad condemnandum. Hæc enim valere in humanis judiciis, ubi latente scelere, vel sceleris pœnâ non satis constitutâ, perplexus animus ex fraternâ charitate innocentia favet aut humanæ naturæ parcit. Sint et aliæ ejusmodi, cùm in criminalibus, tum etiam in civilibus causis præsumptiones humani juris: Deum verò cui et criminum et pœnarum aliarumque rerum omnium certissima ratio constet, ex his præsumptionibus judicare, quis vel insipiens dixerit? Quod verò eo quoque vertunt pervulgatum illud: *Odia restringenda, favores ampliandi, et libertati favendum*; quasi favorabilis cupiditas, lex verò odiosa sit, aut sit ulla christianis quærenda libertas præterquam eam quâ *nos ipsa veritas liberaverit* (1);

(1) *Joan.* VIII. 32.

id verò non modò absurdum; verùm etiam impium blasphemumque est; et omnino cavendum apostolicum illud : *In libertatem vocati estis , tantùm ne libertatem in occasionem detis carnis* (1).

Hæc de peritioribus. Si qui ita imperiti sunt (2), ut rerum veritatem in obscuris et dubiis nec moniti intelligere possint, seque aliorum iudicio permittant, hi sanè quem noverint *operarium inconfusibilem* (3) rectè tractantem verbum veritatis, vitæque et doctrinâ probatum sic adeant, ut vera sibi verisque proxima, non placentia responderi petant. Pastores præsertim suos, quos etiam potissimum audire jubeantur; his enim singularem datam pro gregibus suis regiminis gratiam, et suavis ratio providentiæ divinæ, et ipse divinâ auctoritate constitutus et promissione servatus Ecclesiæ ordo declarat. Nec dubitent si rectâ intentione sint, salutis suæ consulturum Deum, qui neminem in necessariis, nisi justissimâ peccati pœnâ decipi patiatur. Deceptus enim Achab, sed qui decipi vellet, et vera dicentem odisset Michæam (4) : *et erant falsi prophetæ, mentientes, inquit, populo meo, sed credenti mendaciis* (5) : *et prophetæ prophetabant mendacium, et sacerdotes applaudebant manibus* (6). Sed et erroris causa subjungitur, *et populus meus dilexit talia* : et seducentibus traditi, *sed qui dicerent Videntibus, Nolite videre, loquimini nobis placentia, videte nobis errores* (7) : denique, *Hoc est iudicium, quia lux venit in mundum, et dilexerunt ho-*

(1) Gal. v. 13. — (2) Advers. prop. 130, 131, 135, 136. — (3) II. Tim. II. 15. — (4) II. Paral. xviii. 7. — (5) Ezech. xiii. 19. — (6) Jer. v. 31. — (7) Is. xxx. 10.

*mines magis tenebras quàm lucem ; erant enim eorum mala opera* (1), ait ipse Dominus.

Esto ergo in obscuris consultor optimus et probatissimus, conscientia bona, et recta intentio et veritatis amor : *Principium enim sapientiæ, postula sapientiam* (2) : et ipsius sapientiæ vox est : *Ego diligentes me diligo, et qui manè vigilant ad me, invenient me* (3).

Sic sanè, ut ordine in Ecclesiâ constituto ince-  
dant, quæ maxima pars christianæ sapientiæ est ;  
unde in obscurioribus episcopi consulentur, qui si  
tanta res sit, more patrum ad sedem apostolicam  
referant, unde lux et doctrina præsto sit.

Neque ideo quòd vir bonus et simplex, et quærens  
Deum, ubi res dubia et perplexa est, in unius sæpe  
responso meritò acquiescat, ideo consequens est,  
ut unius auctoritas quancumque sit nominis, ad  
statuendum dogma sufficiat. Tunc enim profectò ca-  
vendum quod dicitur : *Tentat enim vos Dominus  
Deus vester, ut palam fiat utrùm diligatis eum an  
non, in toto corde vestro et in tota animâ vestrà* (4).

Sed nec conspirantium in unam sententiam mul-  
titude pro decreto semper habeatur : *Non enim  
sequeris turbam ad faciendum malum, nec in iudicio  
plurimorum acquiesces sententiæ ut à vero devies* (5).

Cæterùm scitum illud ac pervulgatum : quæ doc-  
trina ubique, quæ semper sit tradita, eam ab apo-  
stolis et à Christo esse : quæ secus habeat, non per-  
tinere ad Ecclesiam. Nec Dominus, cùm ad judi-

(1) *Joan.* III. 19. — (2) *Prov.* IV. 7. — (3) *Ibid.* VIII. 17. — (4) *Deut.*  
XIII. 3. — (5) *Exod.* XXXIII. 2.

candum venerit, ex plurium qui unâ fortè ætate scripserint, decreto, promisit aut statuit se prolaturum sententiam. Est enim illius certa et tremenda iterumque commemoranda sententia : *Sermo quem locutus sum , ille judicabit in novissimo die* (1).

Quare in hoc postremo sæculo, in quo tot scriptores cupiditatum adultores ecclesiasticâ censurâ notati sint (2), qui et probabile putent quod nec probabile est, et ipsum probabile quam vim habeat ignorent, diligenter attendant Domini sacerdotes, ut verum ac probum à falso secernant, nec facillè auctoribus recentioribus credant, quòd alii alios adducant in medium; sed diligentissimè pensent quid verbo Dei, patrum testimoniis, et Ecclesiæ canonum auctoritate, atque ex his firmatâ ratione constituent ac robovent.

Ac si proficere volunt in morali disciplinâ (3), præ omnibus libris Scripturam ipsam legant, ei se totâ mente submittant, eam assiduo labore versent, *in eâ meditentur die ac nocte* (4) : eam non ex ingenio suo, sed ex certissimâ Ecclesiæ catholicæ methodo, juxta patrum sententiam interpretandam putent : adhibeant optimam sancti Augustini regulam, quâ intelligant in Scripturâ nihil præcipi nisi charitatem, nihil vetari nisi cupiditatem (5) : tum in eâ perlegendâ supra spem omnem magis magisque veritas illucescet, dubia et incerta morum sese ultro in dies aperient et evolvent, *et erunt prava in directa et aspera in vias planas* (6) : denique non jam

(1) Joan. XII. 48. — (2) *Advers. prop.* 114, 118, 123, 127, 128. —

(3) *Advers. universam probabilitatem.* — (4) *Psal.* 1. 2. — (5) *Aug. de Doctr. Chr. l. III. c. X.* — (6) *Is.* XL. 4.



tantùm monente Apostolo, sed magistrâ experientiâ comprobabunt, quàm sit *omnis Scriptura utilis ad docendum, ad arguendum, ad corripiendum, ad erudiendum in justitiâ* (1); hoc est planè ad expediendas omnes difficultates, *ut perfectus sit homo Dei ad omne opus bonum instructus.*

Id verò generatim omni dubitanti imprimis cordi sit, ut Deum quàm maximè oret, ut cupiditates quàm maximè comprimat. Sic enim fiet ut et fidei lumen et conscientiæ sensus quàm maximè se exerat et pleraque dubia statim evanescant.

Hæc teneant, hæc sectentur qui viam vitæ volunt. Admonemus autem compresbyteros nostros, sive sæculares, sive regulares, quicumque episcopali auctoritate, vel verbum Dei prædicant, vel sacramenta administrant, *ne ullo unquam tempore viam salutis quam suprema veritas Deus, cujus verba in æternum permanent, arctam esse defini- vit, in animarum perniciem dilatari, seu veriùs perverti sinant, plebemque christianam ab ejusmodi spatiosâ latâque, per quem itur ad perditionem, viâ, in rectam semitam evocent* (2). Quæ verba Alexandri seu potius Christi ab ipso pontifice inculcata altè animis insidere optamus et oramus, speramusque in Domino fore ut quicumque hactenus laxiores illas sententias nullâ certâ ratione, sed alii aliossecuti docuerunt, docere jam desinant; quippe quas et episcopi, ipsique adeo Romani pontifices detestentur; hæretici verò, immeritò illi quidem,

(1) *II. Tim. III. 16. 17.* — (2) *Alex. VII. in præf. Dec. 24 septembris 1665. sup. cit.*

sed tamen pro more suo Ecclesiæ imputent atque invidiæ vertant : sæculi quoque homines ut vanas rideant. Quare vanam illam, Deoque et hominibus exosam sophisticen aliquando aversati, auctore sancto Hieronymo, ad recta se conferant, *ut qui priùs populum blandimentis decipiebant, postea vera annuntiando deterreant, et ad rectam revocent viam, et qui causa erroris fuerant, incipiant mederi vulneribus quæ intulerant, et esse occasio sanitatis* (1).

Datum Parisiis, in comitiis generalibus Cleri Gallicani, die... anno M. DC. LXXXII.

(1) *Hier. in Mich. c. III. ad illa verba : Hæc dicit Dominus, etc.*

# CENSURA ET DECLARATIO

CONVENTUS GENERALIS

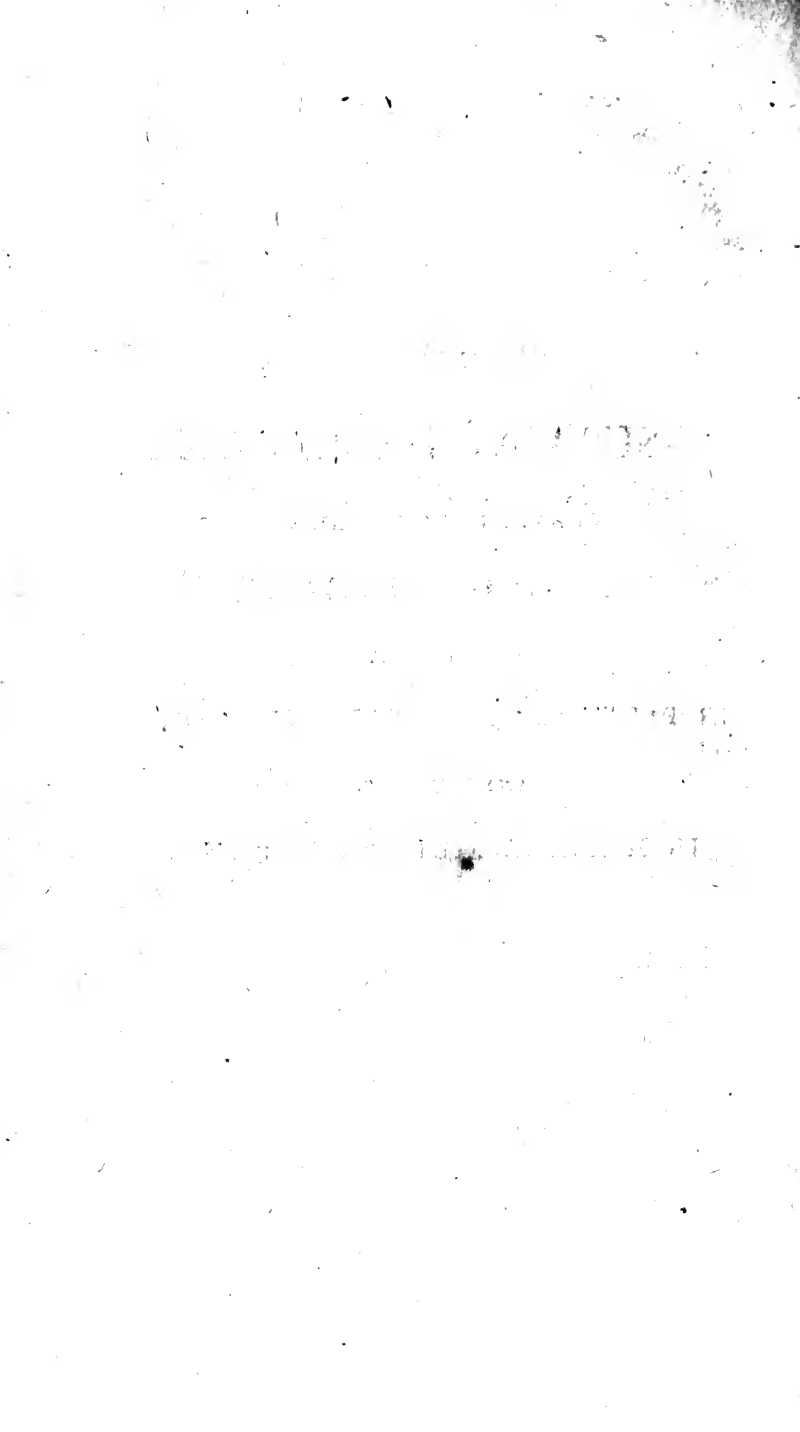
CLERI GALLICANI,

CONGREGATI

IN PALATIO REGIO SAN-GERMANO,

ANNO M. DCC.

IN MATERIA FIDEI ET MORUM.



---

---

# EXTRAITS

## DES PROCÈS-VERBAUX

DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU CLERGÉ DE FRANCE,  
DE 1700.

---

Du jeudi 26 août, à huit heures du matin.

*Monseigneur le cardinal de Noailles , président.*

**M**ONSEIGNEUR l'évêque de Meaux, chef de la commission, après avoir imploré l'assistance du Saint-Esprit dans une matière si importante, a dit que, pour entrer dans l'esprit de l'assemblée qui avoit établi cette commission, il falloit également attaquer les erreurs, même opposées, qui mettoient la vérité en péril : que, si l'on n'avoit à consulter que la sagesse humaine, on auroit à craindre de s'attirer trop d'ennemis de tous côtés ; mais que la force de l'épiscopat consistoit à n'avoir aucun foible ménagement : *Arma militiæ nostræ non carnalia sunt, sed potentia Deo* (1) : et à détruire également toute hauteur qui s'élève contre la science de Dieu : que la victoire par ce moyen étoit assurée à l'Eglise : qu'on devoit enfin croire que Jésus-Christ seroit au milieu de nous, selon sa promesse, puisque nous

(1) II. Cor. x. 4.

étions assemblés en son nom ; qu'au reste, on doit regarder comme un malheur la nécessité de rentrer dans les matières déjà tant de fois décidées, et d'avoir à nommer seulement le jansénisme ; mais puisqu'on ne se lassoit point de renouveler ouvertement les disputes par des écrits répandus de toutes parts avec tant d'affectation, en latin et en français, l'Église devoit aussi se rendre attentive à en arrêter le cours : que l'autre sorte d'erreurs qui regardent le relâchement de la morale, n'étoit pas moins digne du zèle des évêques ; que chacun savoit le dessein de l'assemblée de 1682, et qu'on ne pouvoit rien faire de plus utile que d'en reprendre les projets : qu'au surplus on ne devoit point s'étonner du grand nombre des propositions de morale, puisque l'expérience même avoit fait voir dans la commission combien il étoit aisé de tomber d'accord des censures nécessaires : qu'il falloit seulement observer qu'il y avoit deux points importans sur lesquels la commission par sa prudence avoit jugé à propos, sous le bon plaisir de l'assemblée, de procéder plutôt par une déclaration de la saine doctrine, que par des qualifications expresses, comme il paroîtroit par le compte que l'on en rendroit à la compagnie, lorsqu'on traiteroit cette matière.

Après l'explication de ce dessein de l'assemblée, lecture faite des quatre premières propositions et de leurs qualifications, monseigneur l'évêque de Meaux a ajouté, que sans qu'il fût besoin de répéter des choses que l'assemblée avoit si présentes par l'usage qu'on en avoit fait pour l'acceptation de la constitution sur le quiétisme, il suffisoit de se sou-

venir de la relation de l'assemblée de 1655, et en particulier de la lettre du 28 mars 1654, à notre très-saint père le pape Innocent X, et de celle du 10 mai 1655, aux archevêques et évêques, où les difficultés qu'on renouveloit à présent dans les quatre propositions, étoient prévenues; qu'il n'y avoit donc qu'à s'arrêter uniquement aux constitutions apostoliques et aux jugemens des évêques : *Nullus, ad aures vestras perniciosis mentibus subrependi, pandatur accessus; nulla retractandi quippiam de veteribus constitutis, fiducia concedatur* : qu'ainsi les qualifications proposées ne recevoient aucun doute, et qu'aussi elles avoient été approuvées par l'avis unanime de la commission.

Du vendredi 27 août, à huit heures du matin.

*Monseigneur le cardinal de Noailles, président.*

En procédant au rapport des cinquième et sixième propositions, sous le titre *De Gratia*, et des qualifications y apposées, monseigneur l'évêque de Meaux a cité le passage du Deutéronome, chap. vii, v. 7, et chap. ix, v. 4, 5, 6 et suiv. où Dieu dit expressément aux Israélites, qu'il ne les a choisis ni pour leur nombre, ni pour leurs justices et leurs mérites, puisqu'au contraire ils étoient le moins nombreux et le plus rebelle de tous les peuples; mais à cause qu'il lui a plu par sa seule bonté de les aimer : que Jésus-Christ avoit tranché la question encore plus brièvement par ces paroles : *Non vos me elegistis, sed ego elegi vos* (1) : que c'étoit sur

(1) *Joan. xv. 16.*

ce fondement et sur les autres passages qu'il a marqués, que l'Eglise avoit décidé contre les pélagiens, que la grâce n'étoit pas donnée selon les mérites, ce qui excluait précisément les mérites naturels, et tout ce qui pouvoit faire croire que le discernement entre les justes et ceux qui ne l'étoient pas, se rapportât finalement aux dispositions ou aux œuvres naturelles, contre ces paroles de l'Apôtre, *Quis te discernit* <sup>(1)</sup>? Qu'à la vérité on ne pouvoit disconvenir qu'il n'y eût quelques anciens scolastiques qui établissent un mérite *de congruo* dans des œuvres purement naturelles par rapport à celles de la grâce; mais que c'étoit une opinion généralement abandonnée comme demi-pélagienne, et qu'on s'en tenoit à la décision de S. Thomas, 1.<sup>a</sup> 2.<sup>a</sup> *quæst.* 109, *art.* 6, *ad secundum*, et *quæst.* 112, *art.* 3, où ce saint docteur ne recevoit l'axiôme *facienti quod in se est, etc.* qu'à l'égard de celui qui faisoit *quod in se est secundum quod est motus à Deo.*

Et quant au prétendu pacte entre Dieu et Jésus-Christ, dont il est parlé dans la sixième proposition, par lequel les nouveaux théologiens disent que Dieu s'oblige à donner sa grâce selon les dispositions purement naturelles; que l'Écriture et la tradition ne connoissent point de tel pacte : que le seul pacte connu dans l'Écriture est celui dont parle saint Paul aux Hébreux, chap. VIII, v. 8, et chap. X, v. 16, après Jérémie, au chap. XXXI, v. 31 de sa prophétie, où Dieu promet la rémission gratuite des péchés, sans que jamais il soit parlé d'œuvres natu-

(1) *I. Cor. iv. 7.*



relles; et que le sang du nouveau Testament n'avoit point été versé pour faire valoir de telles œuvres, ou les faire entrer dans le pacte de la nouvelle alliance; de sorte que sans chercher dans la nature des causes et des occasions de la grâce, il ne restoit plus qu'à s'écrier avec saint Paul : *O altitudo!* et encore, *Quis prior dedit illi* : et enfin, *Quoniam ex ipso, et per ipsum, et in ipso sunt omnia* <sup>(1)</sup>; sans que la gloire qui lui appartient aux siècles des siècles, dans la sanctification de ses élus puisse être en aucune sorte partagée avec les œuvres de la nature; après quoi il n'y avoit qu'à conclure, suivant le sentiment de la commission, si l'assemblée l'avoit agréable, à la condamnation et qualification des deux propositions, ainsi qu'elles venoient d'être lues. Mondit seigneur l'évêque de Meaux a continué son rapport depuis la septième proposition *De Virtutibus theologicis*, où commencent les questions sur la morale, jusqu'à la quarante-unième inclusivement du titre *De Homicidio*, où, après avoir parlé en peu de mots sur chaque proposition et qualification, il s'est arrêté à remarquer avec quelle facilité toutes ces propositions pouvoient être décidées, puisque la commission n'y avoit formé aucun doute, et qu'apparemment l'assemblée n'y trouveroit pas plus de difficulté.

Du samedi 28 août, à huit heures du matin.

*Monseigneur le cardinal de Noailles, président.*

Monseigneur l'évêque de Meaux a continué son

(1) *Rom. xi. 33, 35, 36.*

rapport, et a remarqué sur la cinquante-unième proposition, qui commence *Incantatores*, la distinction entre les arts corrompus et criminels dont le fondement est réel, et ceux qui sont faux, nuls pour ainsi dire, et qui ne consistent qu'en tromperies et déceptions; que de ce nombre sont les enchantemens, l'astrologie judiciaire et les autres de même nature, dont l'Écriture prononce la fausseté et la nullité, *Irrita faciens verba divinatorum*, Isaïe, chapitre XLIV, v. 25. *Stent et salvent te augures cæli, qui contemplantur sidera*, dans le même prophète, chap. XLVII, v. 13, qu'on lit aussi dans les Proverbes, chap. XXIII, v. 7. *In similitudinem arioli et conjectoris, æstimat quod ignorat*. Ce sont ces sortes d'arts, si on les peut appeler de ce nom, qui ne peuvent rendre ceux qui les exercent légitimes possesseurs du salaire qu'ils exigent, parce qu'ils ne sont que des trompeurs.

Mondit seigneur l'évêque de Meaux étant venu à l'article de l'usure, après avoir supposé par le droit civil et canonique les définitions du prêt et du profit qui en provient, avec la distinction d'entre ces contrats et ceux de société, de vente, d'aliénation et autres semblables, il a remarqué en premier lieu, les condamnations des conciles, des papes, et de tous les Pères unanimement, des facultés de théologie, et en particulier de l'assemblée de 1655, qui ne laissoit aucun doute sur cette matière.

En second lieu, que la règle pour connoître la nature des contrats étoit d'en regarder l'intention et l'effet; Dieu en défendant l'usure, défend en même temps tout ce qui est équivalent; ainsi tout

ce qui dans le fond fera tout l'effet de l'usure, que Dieu défend, doit être regardé comme également défendu, quelque nom qu'on lui donne, le dessein de Dieu n'étant pas de condamner ou des mots, ou des tours d'esprit et de vaines subtilités, mais le fond des choses, que ces contrats frauduleux laissent dans leur entier.

En troisième lieu, il a observé qu'il ne falloit point s'étonner de quelque diversité dans les lois civiles; puisque les SS. Pères avoient décidé qu'elles ne pouvoient préjudicier à la loi de Dieu. Saint Augustin le dit expressément dans la lettre à Macédonius (1); on trouve la même vérité dans saint Chrysostôme, qui remarque entr'autres choses, que la loi civile permettant l'usure au commun des citoyens, la défendoit aux sénateurs; d'où il concluoit qu'elle étoit réputée honteuse, et par-là encore plus indigne des chrétiens, que la loi civile ne la réputoit indigne des sénateurs. Il en étoit de même des divorces que la loi civile permettoit; et quoique ces lois, qui avoient été faites dans le paganisme, subsistassent encore sous les princes chrétiens, l'Eglise ne laissoit pas de les rejeter.

En quatrième lieu, que ces lois qui autorisoient l'usure, dans la suite des temps avoient été corrigées par les empereurs, dont le premier fut Léon le philosophe, qui avoit été suivi par Charlemagne dans ses Capitulaires, par les autres empereurs français, et par tous nos rois, aussi bien que par les autres rois chrétiens.

(1) *Epist. lxxxv. ad Maced. n. 15.*

En dernier lieu, qu'il étoit vrai que dans quelques provinces on avoit introduit des pratiques contraires; mais qu'outre qu'elles étoient contre les ordonnances, elles ne pouvoient prescrire contre la loi de Dieu qui étoit expresse; qu'il ne falloit pas néanmoins pousser le zèle trop avant en procédant par censures contre les contrevenans, à cause de leur grand nombre, et que c'étoit le cas de garder la règle de saint Augustin : *Severitas exercenda erga peccata paucorum.*

Que sur le même sujet de l'usure, le conseil de Gerson dans le traité des Contrats, étoit que l'Eglise se contentât d'enseigner la vérité dans les prédications et les confessions, sans en venir aux peines ecclésiastiques.

Que la condamnation de la proposition cinquante-neuvième ôtoit toute excuse aux chrétiens sur l'usure, en combattant Grotius, Calvin et les autres hérétiques, qui soutenoient que la loi donnée aux Juifs contre ce péché étoit abolie dans la nouvelle alliance, et que leur erreur avoit été renouvelée par l'auteur du Traité des Billets; après quoi il n'y avoit qu'à conclure avec la commission contre les propositions rapportées.

Du lundi 30 août, à huit heures du matin.

*Monseigneur le cardinal de Noailles, président.*

Monseigneur l'évêque de Meaux a dit, que la plupart des qualifications sur les propositions qui avoient été lues, portoient leurs raisons avec elles; mais qu'il y en avoit quelques-unes dignes d'une at-

tion plus particulière, entr'autres celles où l'on osoit attribuer des équivoques et des restrictions mentales, non-seulement aux prophètes et aux anges, mais encore à Jésus-Christ même : que pour condamner cette impiété, il ne faut qu'entendre d'abord, qu'user d'équivoques ou de restrictions mentales, c'est donner aux mots et aux locutions d'une langue une intelligence arbitraire, forgée à sa fantaisie, entendue seulement de celui qui parle, et qui est opposée à la signification ordinaire que leur donnent les autres hommes.

Qu'on a vu dans la condamnation des propositions précédentes, soixante-troisième et soixante-quatrième, que c'est-là un vrai mensonge; mais qu'il n'y a rien de plus faux que d'attribuer, par exemple, un tel langage à Abraham, lorsqu'il appela Sara sa sœur; puisque bien loin que cette expression fût faite à plaisir, il est certain au contraire, que dans le langage usité, on donnoit le nom de frère et de sœur, à ceux qui descendoient d'un père ou aïeul commun, comme Abraham prend soin lui-même de l'expliquer; Genèse, chap. xx, v. 2 et 12. *Indicavit sororem, non negavit uxorem*, comme dit saint Augustin (1).

Que personne n'ignore ce que le même Père a enseigné si doctement sur la bénédiction de Jacob, dans le sermon quatre, *de Jacob et Esau*, au livre premier des Questions sur la Genèse, question quatre-vingt, et dans le livre du Mensonge. Il suffit seulement de remarquer, selon la doctrine de ce grand

(1) *S. Aug. l. xxii. cont. Faust. cap. xxxiv.*

homme, que Jacob ne s'étoit point attribué à lui-même le nom et la qualité d'aîné; que la chose avoit été préparée dès la Genèse, chap. xxv, v. 22 et 23; que dès-lors et avant leur naissance, Esaü et Jacob avoient été désignés à Rébecca, comme portant la figure de deux peuples, à savoir, les Iduméens et les Israélites, dont les derniers, quoique les cadets, devoient prévaloir sur les autres, comme la suite de l'histoire le fit paroître : que dans une signification encore plus haute, ces deux enfans figuroient, dès le sein de leur mère, l'ancien peuple et le nouveau; et encore en un sens plus haut, selon saint Paul, les élus et les réprouvés : que Rébecca destinée de Dieu pour être en cette occasion la figure de l'Eglise, savoit tout le mystère et conduisit tout l'ouvrage : que ce ne fut pas sans raison qu'elle fit prendre à Jacob le nom et la qualité de l'aîné, qui lui avoit vendu son droit d'aînesse, Genèse, chap. xxv, v. 25, 31 : que pour accomplir la figure, c'étoit sous le nom d'Esaü que Jacob devoit recevoir la bénédiction paternelle, parce que le nouveau peuple devoit être béni sous le nom et sous la figure du peuple ancien : qu'il n'y avoit rien là d'arbitraire, mais que tout avoit été préparé de loin par un ordre exprès de Dieu : que c'étoit donc ici une grande prophétie, non par discours, mais par faits, ou, comme l'appelle saint Augustin, un grand sacrement, un grand mystère, *magnum sacramentum, magnum mysterium*; mais ce qu'il y a de plus manifeste et de plus certain, c'est qu'Isaac ne fut point trompé; car encore qu'il semblât hésiter selon les sens, une lumière intérieure lui faisoit sentir que Jacob devoit être béni : *Bene-*

*dixique ei, et erit benedictus*; Genèse, chap. xxxvii, v. 23: que la bénédiction lui devoit demeurer, qu'il la devoit confirmer, et que Dieu l'avoit ratifiée: *Nam ille doloso homini benedictionem non confirmaret, cui debebatur justa maledictio*: sanct. August. de *Jacob et Esau*, sermon. iv, cap. xxii, num. 23. Théodoret, le plus savant interprète qui soit parmi les Pères grecs, enseigne aussi la même chose sur la Genèse. Il paroît donc qu'Isaac avoit entendu tout le secret, et il est fort à remarquer que l'Écriture donne à Jacob le caractère d'homme simple, comme traduisoient les Septante, *sine dolo*, Genèse, chapitre xxv, v. 27, par où elle éloignoit toute idée de conduite frauduleuse: qu'ainsi cette fraude apparente étoit un véritable mystère: *Dolus hic, non est dolus*, dit saint Augustin, *ibid.* num. 22. Il n'est pas jusqu'à la qualité de chasseur que Jacob s'attribue, qui ne soit mystérieuse. Il figuroit ces pêcheurs et ces veneurs spirituels qui sont promis; Jérémie, chap. xxi, v. 16. *Mittam piscatores... Mittam venatores, et venabuntur eos de omni monte... et de cavernis petrarum*: que saint Ambroise avoit remarqué que Jacob devoit à son père, *non venatu aspero prædam agrestem, sed mitium cibos -morum et teneræ mansuetudinis atque pietatis, pio patri dulces epulas*. Ambros. lib. ii de *Jacob*, cap. ii. Qu'il seroit inutile de raconter toutes les circonstances de cette histoire prophétique, puisqu'on n'en a que trop dit pour une compagnie si savante, et qu'on voit manifestement qu'il n'y a ici ni équivoque, ni restriction arbitraire, ni personne qui soit trompé, mais une vérité pure, enveloppée de mystères qui

la rendent plus vénérable à ceux qui savent la chercher avec respect.

Quant à l'ange de Tobie, il n'y a rien de plus grossier que de lui attribuer des équivoques ou des restrictions mentales. Ce n'étoit point par une signification arbitraire qu'il se disoit Azarias, fils du grand Ananias. Outre le mystère qui est dans ces mots, il n'y a rien de plus naturel que d'entendre qu'il a parlé au nom de celui dont il avoit véritablement revêtu la figure.

Que pour Jésus-Christ, qui étoit la vérité même, toute cette assemblée a témoigné de l'horreur à lui entendre attribuer des équivoques trop indignes de lui. On sait assez qu'il parle souvent, ou en sa personne, comme chef de son Eglise, ou en celle de ses membres, avec une diversité qu'il faut adorer : que les prophètes ont parlé de lui avec les mêmes figures : qu'au reste, on n'est pas obligé de garantir toutes les paroles des saints hommes, à qui il peut avoir échappé quelques mensonges ; mais qu'il vaudroit mieux les appeler tout simplement de leur nom, comme des foiblesses humaines, que de les vouloir excuser sous les artificieuses expressions d'équivoques et de restrictions mentales ; où le déguisement et la mauvaise foi seroient manifestes : qu'ainsi il concluoit, avec la commission, à condamner la proposition soixante-sixième, où l'on attribuoit l'équivoque aux discours et aux actions prophétiques, allégoriques et mystérieuses, sans épargner la majesté de Jésus-Christ même.

Le rapport a été continué jusqu'à la septante-deuxième proposition, qui commence, *Cum dixit concilium,*



*concilium*, et monseigneur l'évêque de Meaux a dit, que le dessein du concile étoit manifeste par les deux chapitres, premier et dix-huitième de la session vingt-quatrième, *De reformatione*; que dans le premier, où il est parlé des évêques, le concile décide nettement qu'on est obligé, à peine de péché mortel, de choisir les plus dignes; ce qu'il explique par ces mots, *les plus utiles à l'Eglise*, afin d'ôter tout scrupule: que dans le chapitre dix-huit, où il vient au choix des curés, il n'avoit pas pu établir des moyens particuliers pour obliger ceux qui ont quelque droit dans la promotion des évêques, à choisir les plus dignes, à cause de la qualité des personnes, où il falloit s'en remettre à leur bonne foi, en leur montrant seulement leur obligation; mais comme il avoit toujours la même fin d'obliger au choix des plus dignes, il choisit la voie du concours, comme la meilleure, pour parvenir à l'exécution de ce dessein: qu'ainsi on voyoit, par les paroles du concile, qu'il veut établir en toute manière l'élection du plus digne et du plus propre, comme également nécessaire, toute proportion gardée, pour tous les bénéfices à charge d'ames.

Que le pape Innocent XI, qui a connu cette intention du concile, a condamné la proposition qui en éludoit le sens, et que tout cela ensemble tend à accomplir la parole de Jésus-Christ, qui a dit à saint Pierre: *Simon Joannis, diligis me plus his?* par où il montre, qu'on doit chercher la plus grande perfection dans ses ministres, à mesure qu'ils sont chargés plus particulièrement du soin des ames.

La lecture des propositions étant continuée jusqu'à la quatre-vingt-sixième et quatre-vingt-septième, monseigneur de Meaux a dit, qu'on a expressément qualifié ces deux propositions, où il est parlé de l'amour de Dieu commencé dans le sacrement de pénitence, tant à cause de la manière outrée dont la première l'exclut, qu'à cause de ce que la seconde avance scandaleusement et témérairement sur les anathèmes du concile : qu'au surplus il y aura un autre lieu, où on traitera plus expressément cette matière.

Du mardi 31 août, à huit heures du matin.

*Monseigneur le cardinal de Noailles, président.*

Monseigneur l'évêque de Meaux a commencé par la centième proposition, *De jurisdictione et regularibus*, et a marqué d'abord son étonnement, sur ce que dans une matière si clairement décidée par le concile de Trente, par les papes, et même par des arrêts solennels, il se trouve encore des contredisans, qu'il étoit nécessaire de réprimer par une sévère censure, pour maintenir l'ordre hiérarchique et la paix de l'Eglise.

Il a ajouté qu'il n'y avoit rien de particulier à remarquer sur les propositions 109, 110 et 111.

Que l'affinité de la cent douzième avec la cent treizième, condamnée par Alexandre VIII avec le péché philosophique, étoit manifeste, et que c'étoit un aveuglement déplorable de chercher une excuse

au crime, dans l'endurcissement du pécheur. Il a passé à la cent quatorzième et la cent quinzième proposition, où il a marqué en peu de paroles l'égarément de l'auteur, qui avoit causé de l'horreur à tout le monde.

Du mercredi premier de septembre, à huit heures du matin.

*Monseigneur le cardinal de Noailles, président.*

Monseigneur l'évêque de Meaux a dit, qu'après avoir expliqué la censure des propositions particulières, il étoit temps de venir à la source de tout le mal, qui étoit les opinions sur la probabilité : que la commission avoit qualifié certaines propositions, et qu'en même temps sous le bon plaisir de l'assemblée, elle en avoit réservé quelques autres, sur lesquelles on s'expliqueroit par forme de déclaration : qu'il auroit à rendre compte des dernières à la compagnie, quand il lui plairoit de l'ordonner, et qu'à présent il s'agissoit des propositions qualifiées ; mais qu'afin de faire voir la fausseté et le venin, il falloit reprendre la chose de plus haut.

Que le grand inconvénient de la probabilité consistoit dans la manière d'examiner les questions de morale : que par cette nouvelle méthode, on ne cherchoit plus ce qui étoit vrai ou faux, juste ou injuste, par rapport à la vérité et à la loi éternelle ; mais seulement ce qui étoit probable ou non probable, c'est-à-dire, que sans plus se mettre en peine de ce que Dieu avoit ordonné, on cherchoit uniquement ce que les hommes pensoient de ses ordon-

nances, ce qui conduisoit insensiblement à réduire la doctrine des mœurs, à l'exemple des pharisiens, à des commandemens et à des traditions humaines, contre la parole expresse de notre Seigneur : que c'étoit aussi ce que déplorait le docte et pieux cardinal d'Aguire, dans la dissertation qu'il a mise à la tête de son édition des conciles d'Espagne : qu'il y avouoit son erreur, en ce que laissant à part la question du vrai et du faux, il ne s'attachoit qu'à la probabilité, et se reposoit, dit-il, sur le probabilisme : *In probabilismo, sicut in pulvino molliter quiescebam* (1) : il loue Dieu d'être revenu de cet égarement par la lecture des savantes censures des évêques de France, et des autres écrits publiés dans ce royaume : il y allègue aussi un beau passage du cardinal Bellarmin, dans une lettre à son neveu, nouvel évêque, qu'il vouloit instruire de ses devoirs : *Si quis velit in tuto salutem suam collocare, is omnino debet certam veritatem inquirere, et non respicere, quid multi hoc tempore dicant aut faciant, etc.* ; d'où Bellarmin concluait, qu'on devoit prendre le plus sûr en matière de salut : que le P. Thyrsus Gonzalez rapporte le même passage et la solennelle rétractation du cardinal Pallavicin, autrefois prévenu de la même doctrine, mais qui depuis l'avoit rétractée publiquement : qu'ainsi il faut regarder cette opinion comme décriée, et abandonnée par les plus grands hommes et les plus pieux ; les qualifications suivantes faisant voir que tous les fonde-

(1) *T. 1. Conc. Hisp. Edit. noviss. Præf. p. 6.*

mens en sont renversés : que la cent dix-septième proposition préfère les nouveaux auteurs aux anciens, contre l'autorité de l'Écriture : *Interroga majores tuos , et dicent tibi* (1) : *Non te prætereat narratio seniorum , ipsi enim didicerunt à patribus suis* (2) , etc. Mais dès-là que cet amour de la nouveauté est condamné, il faut que le probabilisme tombe, puisque ce n'est en soi qu'une opinion nouvelle, dont on sait la date, qui est de 1577, et l'auteur certain, qui est Barthelemi Medina. C'est ce que le P. Thyrsus Gonzalez a démontré, et les plus zélés probabilistes confessent eux-mêmes que leur opinion n'a qu'un siècle ; ce qui fait qu'on peut leur appliquer ce passage de Tertullien : *Aliquos Valentinianos liberanda veritas expectabat* (3) ? et que le P. Gonzalez leur applique celui du vénérable Guigues, prieur de la Chartreuse : *O infelicia apostolorum tempora , qui hæc compendia nesciebant !* que la condamnation des cent dix-huit et cent dix-neuvième propositions renverse un autre fondement du probabilisme, qui est la probabilité extrinsèque : que c'est à celle-ci que se réduit la nouvelle doctrine ; et ces auteurs n'ont point d'autres principes pour établir la probabilité des opinions, sinon qu'on ne doit pas présumer que des docteurs graves les embrassent sans fondement ; or est-il que cela se dit sans raison, la proposition cent dix-neuvième prouvant très-bien qu'il n'y en a point à demander, pour la probabilité, plutôt seize docteurs

(1) *Deuter.* xxxii. 7. — (2) *Eccli.* viii. 11. — (3) *Tertull. lib. de Præscr. hæc. c. 29.*

que douze, ni douze plutôt que quatre, ni quatre plutôt qu'un seul; ce qui rend la chose arbitraire, contre ce passage de saint Jérôme sur le chapitre douze de l'Ecclésiaste: *Nec auctoritati unius, sed consilio atque consensu magistrorum omnium, sententia proferatur.*

Que c'est un troisième fondement de la probabilité, d'argumenter par le silence de l'Eglise, ou du saint Siège apostolique; comme si ce qu'on laisse passer durant quelque temps sans censure, induisoit une approbation; mais le saint Siège lui-même a remédié à cette induction, en condamnant la proposition cent vingtième.

Enfin, que c'est un fondement du probabilisme, de croire qu'on agit toujours avec prudence, lorsqu'on agit par la probabilité, quelque petite qu'elle soit; mais cette fausse prudence est rejetée par la condamnation de la cent vingt-deuxième proposition, qui est la vingt-septième parmi celles d'Alexandre VII. Au surplus c'est une chose arbitraire, et où il n'y a point de règle, d'appeler la probabilité petite ou grande. Il y a une règle pour fixer la vérité; mais pour la probabilité, il n'y a que la fantaisie. Sur quoi monseigneur l'évêque de Meaux a remarqué, que recherchant dans les auteurs quelle règle ils établissoient pour la probabilité, petite ou grande, il n'en avoit pu trouver d'autre que la distinction de *probablement probable*, *probablement improbable*, *certainement probable*, *certainement improbable*; mais que cela même est imaginaire, et qu'on ne peut établir cette distinction

sur aucun principe ; que par ce moyen les fondemens du probabilisme sont renversés , et la condamnation des six propositions qu'on vient d'entendre , est établie ; que la fausseté de cette doctrine paroît encore plus évidemment par les inconvéniens qui sont marqués dans les cinq dernières propositions : car dans la cent vingt-troisième , les directeurs et les confesseurs sont réduits à refuser à leurs pénitens l'instruction nécessaire , et on les force à les conseiller suivant les préventions qu'ils trouvent dans leurs esprits ; ce qui est contraire à la qualité de juges et de docteurs , qui leur appartient par leur caractère. D'ailleurs , si la moindre probabilité a lieu dans la conduite ordinaire de la vie humaine , on ne peut alléguer aucune bonne raison pour l'exclure de l'administration des sacremens et de la fonction de juge , car chacun est son juge à soi-même , comme les juges le sont des autres. C'est ce qu'on peut remarquer sur les propositions 124 et 125. A l'égard de la cent sixième , si le probabilisme avoit lieu , rien ne pourroit empêcher celui qui seroit parvenu à croire que la religion catholique est du moins la plus probable , de suivre néanmoins l'autre , quoique moins probable selon lui ; ce qui mettroit un obstacle manifeste au progrès de la grâce de Dieu. Enfin , l'autorité et la préférence de la moindre probabilité est poussée au dernier excès par la cent vingt-septième et dernière proposition , puisqu'elle va à faire omettre l'amour de Dieu jusqu'à l'article de la mort.

Après quoi monseigneur l'évêque de Meaux a

remarqué en général les longues et fréquentes conférences que la commission avoit tenues pour préparer les censures, selon les ordres de l'assemblée; mais que ce seroit l'assemblée elle-même qui par ses sages réflexions et décisions y ajouteroit non-seulement la force et l'autorité, mais encore la perfection et la précision.

Il a dit enfin qu'il restoit encore à rendre compte à la compagnie de ce que la commission avoit jugé à propos d'expliquer par forme de déclaration; ce qu'il étoit prêt à faire le lendemain, ou quand l'assemblée l'ordonneroit.

Du jeudi 2 septembre, à huit heures du matin.

*Monseigneur le cardinal de Noailles, président.*

Monseigneur l'évêque de Meaux a fait le rapport de la proposition cent sixième, tirée du même livre, d'où l'on avoit extrait les deux propositions, et dont la compagnie lui avoit ordonné de dresser la censure; elle a été lue et approuvée. Ensuite, monseigneur le président a dit, que la censure étant achevée, il restoit à examiner le projet du discours qu'on devoit mettre à la tête, et la déclaration qui devoit terminer l'ouvrage. Ce fait, monseigneur l'évêque de Meaux qui avoit été chargé de ce travail, a mis le tout sur le bureau. Lecture faite du commencement du discours préliminaire, dont il a rendu raison en peu de mots, il a dit que la conclusion étoit ce qu'il y avoit de plus important,



puisqu'elle devoit contenir la déclaration de deux points de doctrine très-essentiels, dont l'un regardoit la nécessité de l'amour de Dieu dans le sacrement de pénitence; et l'autre, la matière de la probabilité. Pour ce qui regarde l'amour de Dieu, il a supposé qu'on ne devoit pas demander une moindre disposition pour le sacrement de pénitence, que pour celui du baptême, puisque même la pénitence étoit appelée par les saints Pères et par le concile de Trente, un baptême laborieux. Il paroît par la comparaison que fait le concile, de ces deux sacremens, dans la session VI, chap. XIV, et XIV.<sup>e</sup> sess. chap. II, que les dispositions devoient être les mêmes dans les deux sacremens, et que la différence entre les deux ne venoit point de ce côté-là. Ce fondement supposé, comme il n'étoit pas permis de douter que l'amour de Dieu, du moins commencé, ne fût requis dans le baptême; il falloit faire le même jugement de la pénitence; il a rapporté les paroles célèbres du concile de Trente, chap. VI, sess. VI, où il est clairement expliqué, qu'outre les actes de foi et d'espérance, il faut encore commencer à aimer Dieu, *tanquam omnis justitiæ fontem*; il a ajouté qu'il y avoit ici deux écueils à éviter; l'un, d'exclure des dispositions de ce sacrement le commencement d'amour; et l'autre, d'y requérir un amour justifiant: que le concile s'étoit expliqué sur le premier point, dans les paroles qu'on venoit d'entendre, et avoit décidé le dernier, en ajoutant ces mots, *hanc dispositionem seu præparationem, justificatio ipsa consequitur.*

En la même session , chap. VII , le même concile avoit pareillement décidé , à l'égard du sacrement de pénitence , qu'il n'y falloit point requérir la contrition qu'il appelle *contritionem charitate perfectam* ; car encore , dit ce saint concile , qu'elle puisse se trouver dans le pénitent , avant qu'il reçoive actuellement le sacrement , néanmoins il ajoute expressément , que ce n'est que quelquefois , *aliquando* , et non pas toujours que cela arrive , *aliquando contingat*. Il n'est pas ici question d'examiner comment cela se fait , et la discussion en seroit trop longue ; il suffit que l'expression du concile ne laisse aucun doute de son intention , qui consiste à bien faire entendre , que ce n'est point un amour parfait , mais un amour commencé , qui est ici nécessaire. Il a exposé qu'il y avoit plusieurs siècles que la nécessité de l'amour de Dieu pour le baptême avoit été déterminée ; et il a apporté le décret du concile d'Orange , où il est dit , que Dieu nous inspire son amour pour nous préparer à demander le baptême , ce qui montre qu'il y étoit nécessaire : *Ipse nobis et fidem , et amorem suū prius inspirat , ut et baptismi sacramenta fideliter requiramus , et post baptismum cum ipsius adjutorio , ea quæ sibi placita sunt , implere possimus* (1). Que s'il étoit besoin de remonter plus haut , il rapporteroit cent témoignages de saint Augustin (2) , par lesquels il est constant que le cœur humain ne peut être sans amour ; de sorte que , s'il n'a pas du moins

(1) *Conc. Araus. II. cap. XXV. in fine.* — (2) *In Ps. XXXI. n. 5. enarr. 2. et in XXXII. n. 6. enarr. 2.*

l'amour de Dieu commencé, il s'ensuit qu'il est livré à l'amour de la créature. Il a fait encore quelques remarques sur cette matière, qui sont suffisamment expliquées dans la déclaration. Ensuite, il est venu à la matière de la probabilité, qu'il s'est proposé de décider par trois déterminations expresses du droit; la première consiste en cette maxime, *in dubiis tutius*. Le cas de cette règle est précisément celui dont il s'agit. Une chose est véritablement douteuse, quand les raisons de part et d'autre paroissent également probables à celui qui doit agir, sans qu'il y ait rien qui le détermine à un côté plutôt qu'à l'autre. C'est donc aux probabilistes une manifeste contravention à cette règle, que de choisir en ce cas ce qui n'est pas le plus sûr; mais il faut bien remarquer que cette règle est établie par rapport à la nécessité du salut. Il y a beaucoup de cas où il est prescrit de suivre l'opinion la plus douce, *benigniorum sententiam*, comme en cas de causes criminelles, et autres qu'il n'est pas besoin de rapporter, parce qu'elles sont trop communes; mais quand il s'agit du salut et de la conformité nécessaire de nos actions avec la loi de Dieu, c'est le cas, où dans le doute on se rend coupable, en ne prenant pas le plus sûr. Ceux qui prennent cette maxime pour un conseil, vont directement contre le dessein, et de la règle, et des papes qui s'en servent; de la règle, puisque l'obligation de la conscience y est spécifiée, *attendentes quòd in his quæ animæ salutem respiciunt: Clementina, Exivi, de verborum significatione*; des papes, parce que,

dans les Décrétales où cette règle est employée, on ne leur demandoit pas un conseil de perfection ; mais une décision sur l'obligation du précepte. Que, s'il falloit entendre cette règle au sens des probabilistes, il eût fallu dire dans le doute, non pas, Prenez le plus sûr, mais, Faites ce que vous voudrez. Que si dans le doute on est obligé de suivre le plus sûr, à plus forte raison ne peut-on pas suivre le moins sûr, quand il paroît en même temps le moins probable. C'est aussi la seconde détermination tirée du droit, qu'on avoit promis de rapporter. Monseigneur de Meaux a lu en ce lieu la décision de la Clémentine unique, de *Summa Trinitate*, où le concile œcuménique de Vienne détermine une question par la plus grande probabilité. Il ne faut pas dire qu'il s'agissoit de matière spéculative, telle qu'est celle des vertus infuses, puisque la nécessité de la suivre dans la doctrine des mœurs est encore plus forte et plus concluante : il faut donc demeurer d'accord, qu'en embrassant l'opinion qu'on croit la moins probable, on s'éloigne de la conduite et de la décision d'un concile œcuménique.

La dernière décision est tirée du chapitre *Inquisitioni*, etc. de *sententiâ excommunicationis*, que monseigneur de Meaux a rapporté tout entier, et a fait voir que la conscience étoit liée, non-seulement par la croyance que le pape Innocent III appelloit évidente et manifeste, mais encore par celle qu'il appelloit probable et discrète : *Ex credulitate probabilis et discretâ, licet non evidenti et manifestâ*. Or c'est là précisément notre cas, puisqu'on y présup-

pose en termes formels une croyance probable et discrète, et que le pape décide que tant qu'elle dure, si on agit au contraire, on péche contre la loi ou contre sa conscience: *Vel contra legem, vel contra iudicium conscientiae committit offensam*; ce qui a rapport au chapitre, *Litteras de restitutione spoliatorum*, du même pape, et au chapitre, *Per tuas, ij. de simonia*, encore du même pape, où il faut remarquer que ce grand pape appuie son sentiment du passage de saint Paul: *Omne quod non est ex fide, peccatum est* <sup>(1)</sup>; ce qui achève de démontrer que toutes les fois qu'on agit contre ce qu'on croit plus probable, on péche contre sa foi, c'est-à-dire, selon ce pape, contre sa conscience et sa persuasion. Après des décisions si expresses, cette question ne peut plus souffrir aucun doute. Il ne faut point s'arrêter aux casuistes, ni au grand nombre de sectateurs de cette nouvelle opinion, puisqu'ils ont manifestement innové contre la règle, *Quod ubique, quod semper, quod ab hominibus*, qui n'est pas seulement de Vincent de Lérins, *Commonitorio 1, cap. 3*, mais encore de saint Augustin, livre premier et second contre Julien, de Tertullien *de Præscriptionibus*, et de tous les Pères. Ainsi l'autorité de tous ces docteurs est fort foible. Il ne faut donc pas s'étonner si l'opinion de la probabilité a été censurée par nos prédécesseurs. Elle l'est précisément dans le diocèse où nous sommes; elle l'est dans la province de Sens, dans la province de Bourges et dans beaucoup d'autres. On ne peut se dispenser de rapporter ici

(1) *Rom. xiv. 23.*

le sentiment d'un grand personnage, qui est le P. Mutius Vitelleschi, général des Jésuites, qui écrit ainsi à sa compagnie le quatrième de janvier 1617. *Nonnullorum ex societate sententiæ in rebus præsertim ad mores spectantibus plus nimio liberæ, non modò periculum est, ne ipsam evertant, sed ne Ecclesiæ etiam Dei univversæ insignia afferant detrimenta: omni itaque studio perficiant, ut qui docent, scribuntve, minime hæc regulâ et normâ in delectu sententiarum utantur: TUERI QUIS POTEST; PROBABILIS EST; AUCTORE NON CARET; verùm nostri ad eas sententias accedant, quæ tutiores, quæ graviorum, majorisque nominis doctorum suffragiis sunt frequentatæ, quæ bonis moribus conducunt magis, quæ denique pietatem alere et prodesse queunt, non vastare, non perdere.*

Le P. Thyrsus Gonzalez suit encore aujourd'hui les vestiges de son pieux et savant prédécesseur, et démontre que la prudence, qui dans la matière du salut préfère le moins probable, quand il est en même temps le moins sûr, ne peut être que la prudence de la chair. Car, dit-il, que pourront répondre dans le jugement de Dieu, ceux qui, par exemple, auront passé un contrat qu'ils jugent plus probablement être illicite? Diront-ils, pour s'excuser, qu'ils ont suivi l'opinion de tels et tels? Mais le juge leur répondra, que leur autorité qui n'avoit pu leur faire changer de sentiment, ne devoit pas être la règle de leur conduite. Répondront-ils qu'ils ont été touchés de leurs raisons? Mais il leur sera dit par le juge: Tu seras jugé par ta propre bouche,

mauvais serviteur ; et puisque tu croyois les raisons de ton sentiment les meilleures et les plus probables, tu les devois suivre plutôt que les autres. Ainsi toute iniquité aura la bouche fermée , *Omnis iniquitas oppilabit os suum* (1). Car aussi pourquoi tant chercher le plus probable dans la matière des mœurs, si après qu'on a cru le trouver , tout le fruit de cette recherche est de le mépriser ouvertement ? Que servent ici les réflexions sur les opinions et sur les raisons des autres, puisqu'on sent en sa conscience qu'elles ne peuvent prévaloir sur notre esprit ? Que sert aussi de demander à Dieu la connoissance de la vérité, et de dire avec David : *Da mihi intellectum, et scrutabor legem tuam* (2), si après avoir reçu une plus grande lumière favorable à la loi de Dieu, on n'en fait que ce qu'on veut contre sa propre pensée ? C'est ainsi que ce savant homme a traité le probabilisme.

Si quelques docteurs de l'ordre de saint Dominique l'ont proposé au commencement, tout le même ordre l'a abandonné depuis les savans écrits des PP. Mercorus et Baron, conformément à l'exhortation faite à leur chapitre général par le pape Alexandre VII, de s'opposer au relâchement de la morale. Cette exhortation est rapportée par Fagnani. Ainsi il y a raison de conclure, que comme on doit improuver l'excès de ceux qui rejettent les opinions, même celles qui sont les plus probables entre les plus probables, il ne faut pas

(1) *Ps.* CVI. 42. — (2) *Ps.* CXVIII. 34.

moins s'opposer à l'autre excès, qui est celui où dans le doute on suit le moins sûr en matière de salut ; où , ce qui est encore plus dangereux, on suit le moins probable et le moins sûr tout ensemble.





---

# MANDATUM

ILLUSTRISSIMI AC REVERENDISSIMI

D. D.

EPISCOPI MELDENSIS,

*Ad Censuram ac Déclarationem conventús Cleri Gallicani anni 1700, promulgandam in synodo diœcesanâ, die 1 septembris anni 1701.*

---

**J**ACOBUS-BENIGNUS, permissione divinâ, episcopus Meldensis, etc., clero Meldensi in synodo ordinariâ congregato, SALUTEM ET BENEDICTIONEM.

Posteaquam conventus Cleri Gallicani, anno 1700, in palatio San - Germano jussu regio celebratus, gravissimâ censurâ proscripsit diversi generis errores qui per Ecclesiam serperent, et quorundam articulorum veritatem perspicuè declaravit, nihil fuit nobis optatius quàm ut dictam Censuram, eique conjunctam Declarationem promulgaremus, earumque auctoritati diœcesani auctoritatem adderemus. Ut autem tanta res solemnîus atque utiliùs ageretur, visum est nobis synodi nostræ generalis et annuæ celebritatem expectari oportere. Vobis igitur in eadem synodo, feriâ quintâ quæ est prima

dies septembris, pro more congregatis, easdem Censuram ac Declarationem publicâ promulgatione notas facimus; districtè prohibentes sub pœnis adversùs inobedientes in jure contentis, aliisque pro rei gravitate nostro judicio infligendis, ne quis è clerò tam seculari quàm regulari, etiamsi immunem et exemptum sese contenderit, earundem Censuræ ac Declarationis auctoritatem infringere, aut quidquam quod in illa sit Censura damnatum, verbo vel scripto docere præsumat.

His addimus epistolam ab eodem conventu ad universum clerum per Gallias consistentem : eaque acta monumentaque simul edi, vobisque præsentibus observanda tradi, absentibus verò capitulis, congregationibus, ac religiosis cœtibus, nostri promotoris operâ in manus consignari jussimus.

Agite igitur, dilectissimi fratres, his instructi disciplinis, ductuque et auspiciis tanti conventûs ac nostris, oppugnete omnem doctrinam undecumque insurgentem adversùs scientiam Dei, non declinantes neque ad dexteram, neque ad sinistram, neque quidquam detrahentes doctrinæ veritatis, et jugo dominico, aut ei quidquam specie pietatis, aut disciplinæ sanctioris, addentes.

Vobis etiam impensissimè commendamus id quod nobis præluxit, eminentissimi ac reverendissimi D. D. cardinalis de Noailles, archiepiscopi Parisiensis, metropolitani nostri Mandatum, ad promulgandas easdem Censuram ac Declarationem, datum Lutiæ Parisiorum, tertio nonas octobris, anno salutis M. dcc, quo nihil est doctius ac sanctius.

Speramus autem fore, ut antecessorum exemplo,

quo quisque majore studio veritatis ac morum disciplinæ tenebitur, eo promptiùs atque alacriùs hujus Censuræ ac Declarationis tutelam suscipiat, ad gloriam Christi, et collegii sacerdotalis unitatem ac dignitatem.

Omnes verò, quotquot rem theologiam tractant, adhortamur in Domino, ut omittant adulatricem scientiam, nec modò singulares, verùm etiam novas quasque fluctuantesque sententias, quæ cupiditatibus faveant, vimque et stimulos conscientiæ reclamantis obtundant, aut à sanctis patribus, eisque adhærentium optimorum magistrorum probatissimis decretis atque sententiis, imò verò ab unius magistri Christi mundum condemnantis et vincentis, præceptis et exemplis, christianorum animos amoveant. Meminerint autem Ecclesiastæ dicentis<sup>(1)</sup>: « Verba sapientium sicut stimuli, et quasi clavi in » altum defixi, quæ per magistrorum consilium data » sunt à pastore uno ». Quo loco sanctus Hieronymus : « Dicit verba sua verba esse sapientium, quæ » in similitudinem stimulorum corrigant delinquentes, et pigros mortalium gressus aculeo pungente » commoveant ; sicque sint firma, quasi clavi in » altum solidumque defixi : nec auctoritate unius, » sed consilio atque consensu magistrorum omnium » proferantur ». Subdit : « Simul et hoc notandum » est, quod dicantur verba sapientium pungere : non » palpare, nec molli manu attrahere lasciviam : sed » errantibus, et, ut suprâ diximus, tardis, pœnitentiæ dolores et vulnus infigere..... Hæc autem et

(1) *Eccles. XII. 11.*

» firma sunt , et à consilio sanctorum data , atque  
» ab uno pastore concessa , et solidâ radice fundata  
» sunt ». Datum Meldis , in synodo nostrâ ordina-  
riâ , die primâ septembris , anno Domini millesimo  
septingentesimo primo. Subscripsit.

† J. BENIGNUS , Episcopus Meldensis.

Et infrâ :

*De mandato præfati illustrissimi ac  
reverendissimi Domini mei D. Epis-  
copi Meldensis :*

ROYER, Notarius.

~~~~~

CENSURA ET DECLARATIO

CONVENTUS GENERALIS

CLERI GALLICANI,

CONGREGATI

IN PALATIO REGIO SAN-GERMANO,

ANNO M. DCC,

IN MATERIA FIDEI ET MORUM.

RELIGIONEM christianam fide et moribus constare, dogmatum autem tum fidei, tum morum eundem esse fontem, ac bene vivendi regulam ad ipsum fidei caput pertinere, Ecclesia catholica semper intellexit. Nec minùs certum est, illud omnino esse depositum, quod à Christo et apostolis episcopi horum successores ad finem usque sæculi custodiendum receperunt. Cùm igitur hisce temporibus, fides dogmatum, et regula morum vitæque christianæ, variis erroribus impetatur, ac resecta licet mala subinde repullulent : nos cardinales, archiepiscopi, et episcopi, permissione regiâ, in palatio San-Germano congregati, assistentibus aliis eccle-

siasticis viris nobiscum deputatis, loci nostri memores, atque antecessorum nostrorum, in comitiis quoque generalibus, monitis et exemplis permoti, his Ecclesiæ laborantis incommodis occurrere, quantum Dominus ex alto concesserit, omni ope decrevimus; atque unanimiorem nostram tot tantisque dissidiis opponendam duximus, in spiritu charitatis, nulli personæ graves, nullis, quoad ratio temporis sinet, erroribus parcituri.

Sanè recentissimè, quippe hoc ipso anno M. DCC, prodiit huic cœtui dedicatus (1), et à censore legitimo approbatus liber, quo, tractatui, cui titulus: *Nodus prædestinationis dissolutus*, graves notæ incurruntur, Semipelagianismo quoque sæpius imputato. Sed cùm interim in præfatione libri (nobis dedicati) quædam occurrerent, quæ constitutionum apostolicarum de quinque famosis propositionibus infirmerent auctoritatem, hæc et alia ejusmodi variis libellis sparsa et ad nos delata, coercenda decrevimus, nec probatis reliquis quæ in eisdem occurrunt; neque patimur, ut spes ulla cuiquam superesse possit, nostri cœtûs pertrahendi in ullas veritati contrarias partes.

Neque propterea tolerari volumus importunos ac malevolos homines, qui viris bonis doctisque et ecclesiasticæ rei studiosis, vagam et invidiosam Jansenismi accusationem inferunt, eo quoque nomine, quod morum corruptelas acriter insectentur; cùm nos pro candore, et æquitate episcopalis ordinis, neminem pro suspecto habituri simus, nisi eum qui

(1) *Augustiana Ecclesiæ Romanæ doctrina: etc. Colonia 1700.*

aut constitutionibus apostolicis detrahat, aut aliquam ex damnatis propositionibus tueatur: quod etiam ab antecessoribus nostris sæpe sancitum, et regiâ auctoritate firmatum⁽¹⁾, et ab optimo maximoque pontifice Innocentio XII, applaudente totâ Ecclesiâ, constitutum est⁽²⁾.

De cardinali verò Cœlestino Sfondrato *Nodi dissoluti* auctore, quid est quod solliciti simus; cùm ad sedem apostolicam atque ad optimum verèque sanctissimum pontificem ejus causa delata sit, quam et pontifex pro apostolicæ potestatis officio judicandum suscepit, et id ipse perscripserit ad quinque è nostris, dato Breve die 6 maii, sui pontificatûs anno sexto; quo nihil erat optatius? Quare et à libro examinando nos abstinere par est; nec interim oblivisci doctrinæ adversùs Semipelagianos à sancto Augustino traditæ, quam et Ecclesia Romana suam fecit, et Ecclesiæ Gallicanæ jam inde ab initio commendavit.

Nunc, ut ad aliud fidei caput veniamus, ad moralem scilicet theologiam, his postremis temporibus pravâ ingeniorum licentiâ ac subtilitate corruptam, præmittenda putamus verba felicitis memoriæ Alexandri VII, quibus *magno animi sui dolore* testatur⁽³⁾, *complures opiniones christianæ disciplinæ relaxativas, atque animarum perniciem inferentes, partim antiquatas iterum suscitari, partim noviter prodire: et summam illam luxuriantium ingeniorum licentiam in dies magis excrescere, per quam in*

(1) Arrêts du conseil d'État des 13 avril 1661, et 28 octobre 1668.

(2) Breve 6 feb. 1694. Breve 24 nov. 1696, 1697.

(3) Decr. Alex. VII. 24 sept. 1665, in præf.

rebus ad conscientiam pertinentibus modus opinandi irrepsit alienus omnino ab evangelicâ simplicitate, sanctorumque Patrum doctrina, et quem si pro recta regula fideles in praxi sequerentur, ingens eruptura esset christianæ vitæ corruptela. Quâ sententiâ non modò errores increvisse queritur, verùm etiam, quod caput est, adnotari voluit ipsam rei tractandæ rationem eam introductam esse, unde videremus corruptelam morum non modò secuturam, verùm etiam facto velut impetu irrupturam, quam vix cohibere possimus.

Neque verò satis fuit sanctissimo pontifici novam hanc methodum ludificandæ conscientiæ et involvendæ veritatis, hoc est ipsum mali detexisse fontem: sed exitiabilis doctrinæ rivulos insectatus, complures propositiones, *ut minimùm tanquam scandalosas*, (non probatis aliis quæ occurrere possent) *sub interminatione divini judicii, atque excommunicationis pœnâ, à qua nemo posset, præterquam in articulo mortis, nisi à Romano pontifice absolvi, damnavit et prohibuit* (1). Quod salubre opus Innocentius XI pro sua pietate prosecutus, plures alias parique doctrinæ ac diligentiae laude selectas (nec probatis cæteris) sub iisdem pœnis damnavit et prohibuit: dumque eas omnes, *ut minimùm tanquam scandalosas, et in praxi perniciosas, damnandas statuit et decrevit* (2), non tantùm à libris ac prædicatione, sed ab omni etiam vita christiana procul amandas judicavit.

(1) *Decret. Alex. VII. 24 sept. 1665, et 18 martii 1666 in fine,*

(2) *Decret. Innoc. XI, 2 mart. 1679.*

Atque utinam sanctissimi pontifices decretorum formulis antiquo ac nostro usu receptis, quæque ad universas Ecclesias pertinerent, infandam doctrinam proscripsissent : sed dum expectamus, fore ut tantum opus more majorum et canonico ordine perficiant : Nos interim cardinales, archiepiscopi et episcopi in unum congregati, ne dirum virus serperet, has propositiones à prædictis pontificibus, uti memoravimus, applaudente toto orbe christiano condemnatas, earum præcipuis expressè adnotatis, primùm ut magis in promptu essent, ad certa capita redigendas ; tùm censoriè notandas, et ad ampliorem cleri et christianæ plebis informationem, suis quasque censuris configendas esse duximus.

Sed enim incredibile dictu est, ex pessimis principiis, totâ licet Ecclesiâ reluctantante, quanta malorum incrementa pervenerint ; subtilioribus ingeniis in id unum intentis, ut eò quisque se vel maximè theologum videri velit, quò plura ejusmodi inventa in probabilitatis auctoritatem adduxerit. Verùm hæc constabilire, aut per eam speciem mentes infirmorum in falsam et noxiam securitatem inducere, nihil est aliud quàm animas perdere, ac *doctrinas et mandata hominum* (1), vanasque traditiones, exemplo Pharisæorum, divini mandati loco obtrudere. Quare tot errorum experienciâ victi, necesse habuimus ipsam malorum radicem excindere, eam scilicet opinandi rationem, quæ ignota SS. Patribus, tanta de rebus maximis dissidia peperit, ut iisdem in parochiis, iisdem in templis passim cerne-

(1) *Matt. xv. 9.*

remus ab aliis teneri et ligari, quæ ab aliis solverentur, ac plebem christianam in varia atque incerta discerpi, nec scire quibus credat; magno dedecore ecclesiasticæ auctoritatis, magnâque apertâ januâ ad salutis incuriam et indifferentiam, quam vincere non episcopi singulares, sed sola episcopalis unanimitas et auctoritas possit, dicente Apostolo: *Obsecro vos, fratres..... ut idipsum dicatis omnes, et non sint in vobis schismata* (1). Sequuntur autem damnatæ propositiones, nec probatis aliis propositionibus aut erroribus, quos pro angustiâ temporis prætermisimus.

(1) *I. Corinth. 1. 10.*

CENSURA

PROPOSITIONUM.

I.

*De observandis Innocentii X et Alexandri VII
Constitutionibus circa quinque propositiones dam-
natas.*

1. JAM tandem Ecclesiæ et regnorum principes ex hoc clarissimo argumento agnoscant, phantasma Jansenismi quæsitum ubique, sed nusquam repertum, præterquam in laboranti quorundam phantasiâ. *Præfat. libri cui titulus: Augustiniana Ecclesiæ Rom. doctrina, etc.*

2. Constitutione Innocentii X nihil aliud actum, quàm ut renovarentur, atque exacerbarentur disputationes..... In eandem viam pertractus est Alexander VII, ut homo ab hominibus facilè impellendus in eas res, quæ parum ejus officio convenirent.... Innocentius quoque XII cùm ex officio teneretur claram proferre sententiam, generalibus æquivocisque verbis adhibitis, dat locum existimandi, se non ausum esse clariùs loqui, tanquam errare metuentem;... atque illud, *in sensu obvio*, ejusdem pontificis, magis adhuc generale est et vagum, quàm verba Alexandri VII, *in sensu à Jansenio intento*.... Episcopi denique Gallicani libertates Ecclesiæ Gallicanæ sub earum asserendarum specie labefactarunt, super recipiendâ constitutione Innocentii X contra Jansenium.

3. Aliquam huic malo medicinam attulisse videbatur Innocentius XII in Brevi suo 6 feb. 1694... Verùm mitigationem illam præsumptam non parum extenuavit Brevi

24 novembr. 1696, ubi pontifex disertè negat, constitutionem aut formularium Alexandri VII Brevi suo alterata aut reformatam..... in aliqua minima ejus parte..... Nec placet eorum opinio, quæ ex ipso primo Brevi 6 feb. 1694 edito, aliquid mitigationis circa factum tentavit exculpere:.... sed et nihilo majorem in quæstione juris progressum factum esse, jam quoque convenit ostendere.

4. Circa condemnationem *Augustini Jansenii*, opus esset collatione regulari habitâ, vel coram judicibus à Romano pontifice, vel à rege datis..... Nondum omnes interierunt qui sciunt deliberationes (de Janseniano negotio) quas nunc episcopi ut regulas suarum hodiernarum deliberationum (circa novum Quietismum) sumunt, cleri Gallicani æternùm fore propudia.

CENSURA.

Hæ quatuor propositiones, quibus inquieti homines Innocentii X et Alexandri VII Constitutiones, Innocentii quoque XII Brevia æquissima, et ab omnibus approbata apertè contemnunt, episcopos Gallicanos rebus judicatis adhærentes incessunt maledictis, et causam hanc de integro retractari postulant, tanquam tot Constitutionibus apostolicis, etiam accedente Ecclesiarum consensione, causa nondum finita fuerit: falsæ sunt, temerariæ, scandalosæ, contumeliosæ in clerum Gallicanum, summos pontifices, et in universam Ecclesiam, schismaticæ, et erroribus condemnatis faventes.

II.

De gratiâ.

5. Axioma illud theologicum, *facienti quod in se est Deus non denegat gratiam*, non solum verissimum est,

atque doctrinæ Scripturæ, conciliorum, et Patrum maximè consentaneum : verùm etiam per illud significatur obligatio, quam Deus habet dandi gratiam facienti quod in se est, nec solùm facienti quod est ex se viribus gratiæ; sed etiam illi, qui cùm non habeat gratiam, FACIT QUOD EST IN SE VIRIBUS NATURÆ.

6. Quia tamen opera viribus solius naturæ elicitæ omnino sterilia sunt, atque incapacia merendi dona intrinsicè et theologicè supernaturalia : ideo dicimus obligationem, quam Deus habet conferendi gratiam facienti quod est in se viribus naturæ, seu viribus gratiæ purè naturalis, sive non theologicè supernaturalis, non oriri ex bonitate talium operum, aut ex ullo merito sive condigno, sive congruo, quod insit in illis operibus in ordine ad gratiam, sed EX PACTO inter Christum fidejussorem nostrum et Patrem inito, ad gratiam hominibus conferendam propter Christi merita; respiciendo ea naturalia opera ut purum terminum, non ut meritum ullum aut rigorosam conditionem.

CENSURA.

Hæ duæ propositiones, quâ parte, causam discernendi inter justos et non justos, in opera merè naturalia referunt, Semipelagianismum instaurant, mutatis tantùm vocibus. Pactum autem quod inter Deum et Christum asseritur, commentum est temerarium, erroneum, nec solùm tacente, sed etiam adversante Scripturâ et SS. Patrum traditione prolatum.

III.

De virtutibus theologicis.

De fide.

7. Homo nullo unquam vitæ suæ tempore tenetur eli-

cere actum fidei, spei, et charitatis, ex vi præceptorum divinorum ad eas virtutes pertinentium. 1 *Alex. VII.*

8. Satis est actum fidei semel in vitâ elicere. 17 *Innoc. XI.*

CENSURA.

Hæ duæ propositiones sunt scandalosæ, in praxi perniciosæ, erroneæ, fidei et Evangelii oblivionem inducunt.

9. Assensus fidei supernaturalis et utilis ad salutem, stat cum notitia solùm probabili revelationis, imò cum formidine, quâ quis formidet, ne non sit locutus Deus. 21 *Innoc.*

CENSURA.

Hæc propositio scandalosa est, perniciosa, et apostolicam fidei definitionem ⁽¹⁾ evertit.

De fidei professione.

10. Si à potestate publica quis interrogetur, fidem ingenuè confiteri, ut Deo, et fidei gloriosum consulo; tacere, ut peccaminosum per se non damno. 18 *Innoc.*

CENSURA.

Hæc propositio scandalosa est, præceptis evangelicis et apostolicis apertè contraria, et hæretica.

De motivis credibilitatis.

11. Religio christiana est evidenter credibilis; nam evidens est prudentem esse, quisquis eam amplexatur: non evidenter vera: nam aut obscure docet, aut quæ docet obscura sunt. Imò qui aiunt religionem christianam esse evidenter veram, fateantur necesse est falsam evi-

(1) *Hebr. xi. 1.*

denter esse. Infer hinc evidens non esse : 1.^o Quod existat nunc in terris aliqua vera religio : unde enim habes , non *omnem carnem corrupisse viam suam* ? 2.^o Quod omnium quæ in terris existunt veræ simillima sit christiana : an enim terras omnes aut peragrasti , aut peragratas ab aliis esse nosti ? 3.^o Quod et apostolis et dæmonibus manifesta fuerit divinitas Christi ; id enim si doces , docere te oportet Christum manifestè Deum esse. 4.^o Quod afflante Deo fusa sint prophetarum oracula ; quid enim mihi opponas , si vel negem illa fuisse vera vaticinia , vel affirmem fuisse conjecturas ? 5.^o Quod vera fuerint , quæ à Christo edita fuisse commemorantur miracula , quanquam negare hæc nemo prudenter potest.

CENSURA.

Doctrina hæc propositione contenta , impia est , blasphema , erronea , et inimicis christianæ religionis favet.

12. Evidens non est evidentiam morali , propriè dictam , et physicam , religionem catholicam esse veram.

CENSURA.

Hæc propositio doctrinam superiori propositioni consentaneam continens , temeraria est , et in errorem inducens.

De rebus explicitâ fide credendis.

13. Non nisi fides unius Dei necessaria videtur necessitate medii , non autem explicita remuneratoris. 22 *Innoc.*

14. Fides latè dicta ex testimonio creaturarum similive motivo ad justificationem sufficit. 23 *Innoc.*

15. Absolutionis capax ex homo quantumvis laboret ignorantiam mysteriorum fidei , et etiamsi per negligentiam

etiam culpabilem nesciat mysterium sanctissimæ Trinitatis, et incarnationis Domini nostri Jesu-Christi. 64 *Innoc. Cens. Lovan. 1653. Prop. 17.*

CENSURA.

Hæ tres propositiones in Deum remuneratorem, et in Christi mediatoris nomen ⁽¹⁾ contumeliosæ sunt, erroneæ, et hæreticæ.

IV.

De Dei dilectione.

16. Sufficit ut actus moralis tendat in finem ultimum interpretativè : hunc homo non tenetur amare, neque in principio neque in decursu viæ suæ moralis. *Decretum Alex. VIII. 24 Aug. 1690.*

CENSURA.

Hæc propositio est hæretica.

17. An peccet mortaliter qui actum dilectionis Dei semel tantum in vita eliceret, condemnare non audemus. 5 *Innoc.*

18. Probabile est, ne singulis quidem rigorosè quinquenniis, per se obligare præceptum charitatis erga Deum. 6 *Innoc.*

19. Tunc solum obligat, quando tenemur justificari, et non habemus aliam viam, quâ justificari possimus. 7 *Innoc.*

20. Præceptum amoris Dei per se tantum obligat in articulo mortis.

21. Præceptum affirmativum amoris Dei et proximi non est speciale, sed generale, cui per aliorum præcep-

(1) *Hebr. xi. 6. Actor. iv. 12.*

torum adimpletionem satisfit. *Censura Guimen. Edit. Paris. 1665, pag. 6.*

CENSURA.

Hæ propositiones sunt scandalosæ, perniciosæ, piarum aurium offensivæ, erroneæ, impiæ, primum et summum mandatum irritum faciunt, atque evangelicæ legis spiritum extinguunt.

V.

De proximi dilectione.

22. Non tenemur proximum diligere actu interno et formali.... Præcepto proximum diligendi satisfacere possumus per solos actus externos. *Innoc. 10 et 11.*

23. Si cum debitâ moderatione facias, potes absque peccato mortali, de vitâ alicujus tristari, et de illius morte naturali gaudere, illam inefficaci affectu petere et desiderare, non quidem ex displicentia personæ; sed ob aliquod temporale emolumentum. 13 *Innoc.*

24. Licitum est absoluto desiderio cupere mortem patris, non quidem ut malum patris, sed ut bonum cupientis, quia nimirum ei obventura est pinguis hæreditas. 14 *Innoc.*

24. Injuriarum condonatio commendatur nobis ut quid perfectius, sicut commendatur virginitas præ conjugio.

CENSURA.

Harum propositionum doctrina scandalosa et perniciosa est, piarum aurium offensiva, et secundo charitatis præcepto contraria, respectivè hæretica, et omnem vel in ipsis parentibus et liberis humanitatis sensum extinguens.

VI.

De festis.

26. Præceptum servandi festa non obligat sub mortali, seposito scandalo, si absit contemptus. 52 *Innoc. Cens. Lovan.* 1653. *Prop.* 8.

CENSURA.

Hæc propositio est scandalosa, ad violandas leges tum civiles, tum ecclesiasticas, vel etiam apostolicas viam aperit, ac proinde superiorum auctoritate prohibenda.

VII.

De homicidio.

27. Licitum est filio gaudere de parricidio parentis à se in ebrietate perpetrato, propter ingentes divitias inde ex hæreditate consecutas. 15 *Innoc.*

CENSURA.

Hæc propositio est falsa, scandalosa, execranda, pietati erga parentes contraria, viam crudelitati et avaritiæ aperiens.

28. Est licitum religioso vel clerico, calumniatorem gravia crimina de se vel de sua religione spargere minantem occidere, quando alius modus defendendi non suppetit, uti suppetere non videtur, si calumniator sit paratus vel ipsi religioso, vel ejus religioni, publicè, et coram gravissimis viris prædicta impingere, nisi occidatur. 17 *Alex. Cens. Lovan.* 1653. *Prop.* 7.

29. Licet interficere falsum accusatorem, falsos testes, ac etiam judicem, à quo iniqua certò imminet sententia,

si aliâ viâ non potest innocens damnum evitare. 18 *Alex. Cens. Lovan. 1657. Prop. 5.*

CENSURA.

Hæ duæ propositiones sunt scandalosæ, erroneæ; Decalogo apertè repugnant, cædibus patrocinantur, et magistratibus, ipsique humanæ societati perniciem intentant.

30. Non peccat maritus occidens propriâ auctoritate uxorem in adulterio deprehensam. 19 *Alexand.*

CENSURA.

Hæc propositio est erronea, crudelitatem, privatamque vindictam approbat.

31. Fas est viro honorato occidere invasorem qui nititur calumniam inferre, si aliter hæc ignominia vitari nequit: idem quoque dicendum, si quis impingat alapam vel fuste percutiat, et post impactam alapam vel ictum fustis fugiat. 30 *Innoc. Cens. Lovan. 1657. Prop. 4.*

CENSURA.

Hæc propositio est scandalosa, erronea, mundano honori servit, ultionem et homicidia excusat.

32. Licet procurare abortum ante animationem fœtûs, ne puella deprehensa gravida occidatur, aut infametur. 34 *Innoc. Cens. Lovan. 1657. Prop. 9.*

33. Videtur probabile omnem fœtum, quandiu in utero est, carere animâ rationali, et tunc primùm incipere eandem habere cùm paritur; ac consequenter dicendum, in nullo abortu homicidium committi. 35 *Innoc. Cens. Lovan. 1657. Prop. 6.*

CENSURA.

Hæ propositiones sunt scandalosæ, erroneæ, infandis homicidiis et parricidiis procurandis aptæ : *homicidii enim festinatio est prohibere nasci ; nec refert natam quis eripiat animam , an nascentem disturbet* (1).

34. Regulariter occidere possum furem pro conservatione unius aurei. 31 *Innoc.*

35. Licitum est tam hæredi quàm legatario, contra injustè impediens, ne vel hæreditas adeatur, vel legata solvantur, se taliter defendere (defensione occisivâ); sicut et jus habenti in cathedram vel præbendam, contra eorum possessionem injustè impediens.

36. Non solùm vitam, sed etiam bona temporalia, quorum jactura esset damnum gravissimum, licitum est defensione occisivâ defendere... Fatemur rariùs licitum esse ecclesiasticis... Si tamen aliquando futurum contingat tale malum, (id est gravissimum damnum) etiam ipsis licitum erit bona ista cum occisione furis defendere. 33 *Innoc. Cens. Lovan.* 1653. *Prop.* 13.

CENSURA.

Hæ propositiones legi Dei et ordini charitatis divinitus instituto (2) contrariæ sunt, perniciosæ et erroneæ.

37. Quando quis decrevit te occidere, et hoc alicui manifestavit, sed nondum cœpit id exequi, potes eum prævenire (occidendo) si aliter non potes effugere : ut si maritus pugionem habeat sub cervicali ad occidendam noctu conjugem ; si quis venenum tibi propinandum paraverit ; si rex unus adversùs alium classem adornarit.

(1) *Tertull. Apolog. c.* 9. — (2) *Exod. xxii.* 2, 3.

38. Si arma quidem necdum paravit, sed habet tantum decretum firmum et efficax te occidendi, quod tibi vel revelatione divinâ, vel manifestatione confidenter amicis factâ innotescat, potes prævenire; quia per istud decretum etsi purè internum, sufficienter censetur esse aggressor.

CENSURA.

Doctrina his duabus propositionibus contenta, juri naturali, divino, positivo, et gentium contraria est, nefandis cædibus et fanaticismo viam sternens, societatis humanæ perturbativa, regibus quoque præsentissimum periculum creat.

39. Ubi est scripta expressa permissio à Deo, ut reges et republicæ possint interficere reos? An est in Scriptura? an in traditione? Estne fidei articulus? Si solo lumine naturali eò ducimur, patere ut ex eodem lumine naturali judicemus, quid cuique privato liceat in occidendo aggressore non solum vitæ, verum etiam honoris et rei.

CENSURA.

Doctrina hæc propositione contenta et illata, scandalosa est, erronea et hæretica, regibus et rebuspublicis injuriosa, vanis ratiociniis et regulis vitæ hominum et morum decreta subjiciens.

VIII.

De duello.

40. Vir equestris ad duellum provocatus potest illud acceptare, ne timiditatis notam apud alios incurrat. 2 *Alex. Cens. Lovan.* 1653. *Prop.* 15. *Cens. Guimen.* pag. 5.

41. Potest etiam duellum offerre, si non aliter honori consulere possit.

CENSURA.

Doctrina his propositionibus contenta, falsa est, scandalosa, contraria juri divino et humano, tam ecclesiastico quàm civili, imò et naturali.

IX.

Circa castitatem.

42. Tam clarum videtur fornicationem secundùm se nullam involvere malitiam, et solùm esse malam, quia interdicta, ut contrarium omnino rationi dissonum videatur. 48 *Innoc.*

43. Copula cum conjugatâ, consentiente marito, non est adulterium, adeoque sufficit in confessione dicere, se esse fornicatum. 50 *Innoc. Cens. Lovan. 1653. Prop. 3.*

CENSURA.

Doctrina his propositionibus contenta, scandalosa est, perniciosa, castarum et piarum aurium offensiva et erronea.

44. In hac vi et metu infamiæ mortisque, poterat Susanna dicere: Non consentio actui, sed patiar et tacebo, ne me infametis, et adigatis ad mortem.... Fortè Susannâ id vel non sciebat vel non cogitabat: sic enim honestæ castæque virgines putant se esse reas, seque consensisse lenonibus, si non clamore, manibus totisque viribus resistant.... Potuisset Susanna in tanto periculo infamiæ et mortis, negativè se habere, ac permittere in se eorum libidinem, modò interno actu in eam non consensisset, sed eam detestata et execrata fuisset; quia majus bonum est vita et fama, quàm pudicitia; unde hanc pro illâ exponere licet.

CENSURA.

Hæc propositio temeraria est, scandalosa, castarum aurium offensiva, erronea, et legi Dei contraria (1).

X.

De furto, turpi lucro, et iudicum corruptelis.

45. Permissum est furari non solum in extremâ necessitate, sed etiam in gravi. 36 *Innoc. Cens. Lovan.* 1657. *Prop. 8. Cens. Guimen. p. 19.*

CENSURA.

Hæc propositio, quatenus furtum permittit in gravi necessitate, falsa est, temeraria, et reipublicæ perniciosa.

46. Famuli et famulæ domesticæ possunt occultè heris suis surripere ad compensandam operam suam, quam majorem iudicant salario quod recipiunt. 37 *Innoc. Cens. Lovan.* 1657. *Prop. 9.*

CENSURA.

Hæc propositio falsa est, furtis viam aperit, et famulorum fidem labefactat.

47. Potest uxor viro surripere pecuniam, etiam ad ludendum, si mulier talis sit conditionis, ut ludus honestus pari loco cum alimentis ac victu habeatur. *Vic. Gen. Paris. Cens. Apol. p. 18.*

CENSURA.

Hæc propositio temeraria est, scandalosa, et fami-

(1) *Deut. xxii. 23, 24, 25, 26, 27.*

liarum pacem perturbat. Quod autem de ludo alimentis æquiparando additur, furti iniquitati pessimas fallendi artes adjungit; et in vitam humanam necessitates inducit à christiana simplicitate et honestate abhorrentes.

48. Non tenetur quis sub pœnâ peccati mortalis restituere quod ablatum est per pauca furta, quantumcumque sit magna summa totalis. 38 *Innoc. Cens. Lovan.* 1653. *Prop.* 16.

CENSURA.

Hæc propositio est falsa, pernicioſa et furta etiam gravia approbat.

49. Qui alium movet aut inducit ad inferendum grave damnum tertio, non tenetur ad restitutionem istius damni illati. 39 *Innoc. Cens. Lovan.* 1657. *Prop.* 12.

50. Etiamſi donatario perspectum sit bona sibi donata à quopiam, eâ mente ut creditores frustretur, non tenetur restituere, nisi eam donationem suaserit, vel ad eam induxerit. *Vic. gen. Paris. Cens. p.* 16.

CENSURA.

Hæ propositiones falsæ sunt, temerariæ, fraudibus et dolis patrocinantur, et justitiæ regulis repugnant:

51. Incantatores, alique ejusmodi deceptores (magi, astrologiæ judiciariæ professores, arioli, conjectores) ex pessimis quibusque artibus captantes lucrum, licitè servare possunt bona his mediis acquisita. 26 *Alex. Cens. Lovan.* 1657. *Prop.* 11.

CENSURA.

Hæc propositio intellecta de prædictis falsis ac deceptoriiis artibus, falsa est, temeraria, fovendis fallaciis etiam diabolicis idonea.

52. Quando litigantes habent pro se opiniones æquè probabiles, potest iudex pecuniam accipere pro ferendâ sententiâ in favorem unius præ alio.

53. Possunt iudices accipere munera à litigantibus, nec tenentur restituere quæ acceperint ad pronuntiandam sententiam injustam. *Vic. Paris. Cens. p. 13. Senon. p. 14. num. 10 et 11.*

CENSURA.

Hæ propositiones falsæ sunt, perniciosæ, verbo Dei contrariæ, et iudicum corruptelas inducunt.

XI.

De usura.

54. Contractus Mohatra (*id est, ille contractus quo à mercatore res majore pretio ad certum tempus solvendo distrahuntur, ac statim ab eodem, stante eo contractu, minore pretio, præsentè pecuniâ redimuntur*) licitus est etiam respectu ejusdem personæ, et cum contractu retrovenditionis præviè inito, cum intentione lucri. 40 *Innoc. Cens. Lovan. 1657. Prop. 14. Cens. Vic. Gen. Paris. p. 13, 14 et seq. Cens. Apol. Fac. Paris. 1658. p. 15. Cens. Guimen.*

55. Cùm numerata pecunia pretiosior sit numerandâ, et nullus sit, qui non majoris faciat pecuniam præsentem quàm futuram, potest creditor aliquid ultra sortem à mutuuario exigere, et eo titulo ab usura excusari. 41 *Innoc. Cens. præd.*

56. Usura non est, dum ultra sortem aliquid exigitur tanquam ex benevolentia et gratitudine debitum, sed solum si exigatur tanquam ex justitia debitum. 42 *Innoc. Præd. Cens. Lovan.* 1657. *Prop.* 13.

57. Licitum est mutuanti aliquid ultra sortem exigere, si se obliget ad non repetendam sortem usque ad certum tempus. 42 *Alex. Præd. Cens. et Bituric.* 1659. *tit.* 7.

58. Tam licet ex alienatione per aliquot annos census annuum exigere, quàm licet exigere census perpetuum ex alienatione perpetuâ.

CENSURA.

Hæ propositiones, in quibus mutato tantùm mutui et usuræ nomine, licet res eòdem recidat, per falsas venditiones et alienationes, simulatasque societates, aliasque ejusmodi artes et fraudes, vis divinæ legis eluditur; doctrinam continent falsam, scandalosam, cavillatoriam, in praxi perniciosam, palliativam usurarum, verbo Dei scripto ac non scripto contrariam, jam à clero Gallicano reprobata (1), conciliorum ac pontificum decretis sæpe damnata.

59. Usura etsi esset prohibita Judæis, non tamen Christianis, lege veteri in judicialibus præceptis abolitâ per Christum.

CENSURA.

Hæc propositio verbo Dei contraria est, novæ legis perfectionem, et gentium omnium in Christo adunatarum fraternitatem tollit.

(1) *Procès-verbal du clergé en 1657, pag.* 1268.

XII.

De falso testimonio, mendacio, et perjurio.

60. Cum causâ licitum est jurare sine animo jurandi, sive res sit levis, sive sit gravis. 25 *Innoc.*

61. Qui jurandi intentionem non habet, licet falsò juret, non pejerat, etsi alio crimine tenetur, puta mendacii alicujus.

62. Qui jurat cum intentione non se obligandi, non obligatur ex vi juramenti.

CENSURA.

Hæ propositiones sunt temerariæ, scandalosæ, perniciosæ, bonæ fidei illudentes, et Decalogo contrariæ.

63. Si quis vel solus, vel coram aliis, sive interrogatus, sive propriâ sponte, sive recreationis causâ, sive quocumque alio fine juret se non fecisse aliquid, quod reverâ fecit, intelligendo intra se aliquid aliud quod non fecit, vel aliam viam ab eâ, in quâ fecit, vel quodvis aliud additum verum, reverâ non mentitur, nec est perjurus. 26 *Innoc. Cens. Lovan. 1653. Prop. 5.*

64. Causa justa utendi his amphibologiis est, quoties id necessarium, aut utile ad salutem corporis, honorem, res familiares tuendas, vel ad quamlibet alium virtutis actum; ita ut veritatis occultatio censeatur tunc expediens ac studiosa. 27 *Innoc.*

CENSURA.

Hæ propositiones temerariæ sunt, scandalosæ, perniciosæ, illusoriæ, erroneæ; mendaciis, fraudi-

bus, et perjuriis viam aperiunt, et sacris scripturis adversantur.

65. Qui mediante commendatione, vel munere, ad magistratum vel officium publicum promotus est, poterit cum restrictione mentali præstare juramentum, quod de mandato regis à similibus solet exigi, non habito respectu ad intentionem exigentis; quia non tenetur fateri crimen occultum. 28 *Innoc. Cens. Lovan.* 1657. *Prop.* 19.

CENSURA.

Hæc propositio scandalosa est, perniciosa, patrocinatur humanæ ambitioni, perjuriam excusat, publicæ potestati contra Dei mandatum adversatur.

66. Patriarchæ et prophetæ, angeli, ipse Christus, nedum viri justi et sancti, æquivocationibus, sive amphibologiis, et restrictionibus mentalibus usi sunt.

CENSURA.

Hæc propositio scandalosa est, temeraria: mysticè, parabolicè, sive œconomicè ad insinuandam altiùs veritatem dicta, vel tacita, cum vulgaribus gestis confundit: SS. Patrum acta ludibrio vertit, ipsis etiam angelis injuriosa, erga Christum contumeliosa et impia.

XIII.

De calumniâ.

67. Probabile est non peccare mortaliter, qui imponit falsum crimen alicui, ut suam justitiam et honorem defendat; et, si hoc non sit probabile, vix ulla erit opinio probabilis in theologia. 44 *Innoc. Cens. Præd. Apolog. Lovan.* 1657. *Prop.* 3.

CENSURA.

Hujus propositionis doctrina falsa est, temeraria, scandalosa, erronea, spatiosam calumniatoribus et impostoribus portam aperit, et clarè detegit, quàm nefaria placita probabilitatis nomine inducantur.

XIV.

De adjuvantibus ad flagitia.

68. Famulus, qui submissis humeris scienter adjuvat herum suum ascendere per fenestras ad stuprandam virginem, et multoties eidem subservit deferendo scalam, aperiendo januam, aut quid simile cooperando, non peccat mortaliter, si id faciat metu notabilis detrimenti, puta ne à domino malè tractetur, ne torvis oculis aspi-ciatur, ne domo expellatur. 51 *Innoc. Cens. Vicar. Gener. Paris. adversùs Apol. pag. 15.*

CENSURA.

Hæc propositio scandalosa est, perniciosa, verbis dominicis et apostolicis apertè contraria, et hæretica. *Quam enim dabit homo commutationem pro anima sua* (1)? et, *Digni sunt morte, non solùm qui ea faciunt, sed etiam qui consentiunt facientibus* (2).

XV.

De simoniâ, et beneficiis conferendis.

69. Non est contra justitiam beneficia ecclesiastica non conferre gratis, quia collator conferens illa beneficia ecclesiastica, pecuniâ interveniente, non exigit illam pro

(1) *Matth. XVI. 26.* — (2) *Rom. I. 32.*

collatione beneficii, sed veluti pro emolumento temporali, quod tibi conferre non tenebatur. 22 *Alex. Cens. Præd. Apol. et Guim. pag. 7.*

70. Dare temporale pro spirituali non est simonia, quando temporale non datur tanquam pretium, sed duntaxat tanquam motivum conferendi, vel efficiendi spirituale; vel etiam quando temporale fit solum gratuita compensatio pro spirituali, aut è contrario. 45 *Innoc. Cens. Lovan. 1657. Prop. 15.*

71. Et id quoque locum habet, etiamsi temporale sit principale motivum dandi spirituale, imò etiamsi sit finis ipsius rei spiritualis, sic ut illud pluris æstimetur, quàm res spiritualis. 46 *Innoc. et prædicta Censura.*

CENSURA.

Hæ propositiones temerariæ sunt, scandalosæ, perniciosæ, erroneæ; hæresim simoniacam, sacrâ scripturâ, canonibus et pontificiis constitutionibus reprobata, mutato tantum nomine per fallacem mentis sive intentionis directionem inducunt.

72. Cùm dixit concilium Tridentinum, eos alienis peccatis communicantes mortaliter peccare, qui non, quos *digniores* et Ecclesiæ *magis utiles* ipsi judicaverint, ad ecclesias promovent: concilium, vel primò videtur per hoc, *digniores*, non aliud significare velle nisi dignitatem eligendorum, sumpto comparativo pro positivo: vel secundò, locutione minùs propriâ, ponit *digniores*, ut excludat indignos, non verò dignos: vel tantum loquitur tertio, quando fit concursus. 47 *Innoc. Conc. Trid. Sess. 24. cap. 1 de Refor.*

CENSURA.

Hæc propositio concilio Tridentino contraria est,

Ecclesiæ utilitati, ac saluti animarum, quæ à pastorum delectu præcipuè pendet, adversatur.

XVI.

De Missæ sacrificio, et sacra communione.

73. Satisfacit præcepto Ecclesiæ de audiendo sacro, qui duas ejus partes, imò quatuor, simul à diversis celebrantibus audit. 53 *Innoc. Cens. Lovan.* 1657. *Prop.* 17. et *Senon. pag.* 19.

CENSURA.

Hæc propositio absurda est, scandalosa, illusoria, communique christianorum sensui repugnat.

74. Eidem præcepto satisfit per reverentiam exteriorem tantum, animo licet voluntariè in alienâ, imò et pravâ cogitatione defixo. *Cens. Vic. Gen. Paris. pag.* 18 et 19.

75. Præcepto communionis annuæ satisfit per sacrilegam corporis Domini manducationem. 55 *Innoc.*

CENSURA

Doctrina his duabus propositionibus contenta, temeraria est, scandalosa, erronea, impietati et sacrilegio favet, et præceptis Ecclesiæ illudit.

76. Frequens confessio et communio, etiam in his qui gentiliter vivunt, est nota prædestinationis. 56 *Innoc.*

CENSURA.

Hæc propositio temeraria est, scandalosa, erronea, impia, et sacris litteris contraria.

XVII.

De Missa parochiali.

77. Nullus in foro conscientiae parochiae suae interesse tenetur, nec ad annuam confessionem, nec ad Missas parochiales, nec ad audiendum verbum Dei, divinam legem, fidei rudimenta, morumque doctrinam, quae ibi in catechesibus annuntiantur, et docentur. *Prop. 4 inter sex damnatas in Comitiis generalibus Cleri Gallicani an. 1656, pag. 412 du Procès-Verbal.*

78. Talem legem in hac materia, nec episcopi, nec concilia provinciarum nec nationum sancire; nec delinquentes aliquibus poenis, aut ecclesiasticis censuris mulctare possunt. *Prop. 5 ex sex praed.*

79. Plebs virtute concilii Tridentini cogi non potest censuris et poenis ecclesiasticis, ut eat ad suam parochiam diebus dominicis ad audiendam missam (parochialem scilicet.)

CENSURA.

Harum propositionum doctrina falsa est, temeraria, scandalosa, jam à clero Gallicano graviter condemnata, sacris canonibus, concilio Tridentino ⁽¹⁾, et apostolicæ traditioni contraria, dicente Apostolo: *non deserentes collectionem nostram, sicut consuetudinis est quibusdam* ⁽²⁾.

XVIII.

Circa confessionem sacramentalem.

80. Peccata in confessione omissa seu oblita ob instans

⁽¹⁾ *Concil. Trid. Sess. xxii. Decret. de observ. etc. Sess. xxiv. cap. iv.* — ⁽²⁾ *Heb. x. 25.*

periculum vitæ, aut ob aliam causam, non tenemur in sequenti confessione exprimere. 11 *Alex.*

CENSURA.

Hæc propositio est temeraria, erronea, et confessionis integritati derogat.

81. Qui facit confessionem voluntariè nullam, satisfacit præcepto Ecclesiæ. 14 *Alex.*

CENSURA.

Hæc propositio temeraria est, erronea, sacrilegio favet, et præceptis Ecclesiæ illudit.

82. Mandatum concilii Tridentini factum sacerdoti sacrificanti ex necessitate cum peccato mortali, confitendi quamprimum, est consilium non præceptum.... Illa particula, *quamprimum*, intelligitur, cum sacerdos suo tempore confitebitur. *Alex.* 38, 39. *Sess. XIII, cap. 17.*

CENSURA.

Hæc propositio est falsa, perniciosa, apertum concilii Tridentini decretum intervertit.

83. Non tenemur confessario interroganti fateri peccati alicujus consuetudinem. 58 *Innoc.*

84. Licet sacramentaliter absolvere dimidiatè tantum confessos, ratione magni concursus pœnitentium, qualis v. g. potest contingere in die magnæ alicujus festivitatis, aut indulgentiæ. 59 *Innoc. Cens. Lovan. 1653. Propos. 4.*

CENSURA.

Doctrina his duabus propositionibus contenta, falsa est, temeraria, in errorem inducit, sacrilegiis

favet, christianæ simplicitati, ministrorum Christi judiciariæ potestati, confessionis integritati, atque ipsius sacramenti institutioni ac fini derogat.

XIX.

Circa dispositiones et absolutionem pœnitentis.

Circa occasiones proximas.

85. Probabile est sufficere attritionem naturalem modo honestam. 57 *Innoc.*

CENSURA.

Hæc propositio est hæretica.

86. Attritio ex metu gehennæ sufficit, sine ullâ dilectione Dei, sive sine ullo ad Deum offensum respectu; quia talis honesta et supernaturalis est.

CENSURA.

Hæc propositio, quâ à dispositionibus necessariis ad absolutionem excluditur quilibet ad Deum offensum respectus, temeraria est, scandalosa, pernicioiosa, et in hæresim inducit.

87. Concilium Tridentinum adeo expressè definivit; attritionem quæ non vivificet animam, quæque supponatur sine amore Dei esse, sufficere ad absolutionem, ut anathema pronuntiet adversùs negantes. 8.^o *des onze propositions censurées par quarante-six docteurs de la faculté de Paris, le 26 mai 1696.*

CENSURA.

Hæc propositio falsa est, temeraria, concilio Tridentino contraria, et in errorem inducit.

88. Pœnitenti habenti consuetudinem peccandi contra legem Dei, naturæ, aut Ecclesiæ; etsi emendationis spes nulla appareat, nec est deneganda, nec differenda absolutio, dummodo ore proferat se dolere, et proponere emendationem. 60 *Innoc. Cens. Lovan.* 1653. *Prop.* 1. *Præd. Cens. Paris. Bitur. Senon. etc.*

CENSURA.

Hæc propositio est erronea, et ad finalem impœnitentiam ducit.

89. Potest aliquando absolvi, qui in proximâ occasione peccandi versatur, quam potest et non vult omittere; quin imò directè et ex proposito quærit, aut ei se ingerit. 61 *Innoc. Cens. Lovan.* 1651. *Prop.* 2; et *præd. Cens. Apol.*

90. Proxima occasio peccandi non est fugienda, quando causa aliqua utilis aut honesta non fugiendi occurrit: Unde non est obligandus concubinarium ad ejiciendam concubinam, si hæc nimis utilis esset ad oblectamentum concubinari, dum deficiente illâ nimis ægrè vitam ageret, et aliæ epulæ concubinarium tædio magno afficerent, et alia famula nimis difficilè inveniretur. 62 *Innoc. Præd. Cens.* 41 *Alex. Cens. Lovan.* 1657. *Prop.* 2.

91. Licitum est quærere directè occasionem proximam peccandi, pro bono spirituali, vel temporali, nostro vel proximi. 63 *Innoc. Præd. Cens. et Lovan.* 1657. *Prop.* 1.

CENSURA.

Hæc propositiones scandalosæ sunt, perniciosæ, hæreticæ, apertè repugnantes præcepto Christi jubentis manum, pedem, oculum quoque dextrum scandalizantem abscindere et projicere (1).

(1) *Matt.* v. 29, 30. *xviii.* 8, 9.

XX.

De jejunio.

92. Frangens jejunium Ecclesiæ ad quod tenetur, non peccat mortaliter, nisi ex contemptu vel inobedientia hoc faciat, puta quia non vult se subicere præcepto. 23 *Alex.*

93. In die jejunii, qui sæpius modicum quid comedit, etsi notabilem quantitatem in fine comederit, non frangit jejunium. 29 *Alex. Cens. Guim. pag. 11.*

94. Omnes officiales qui in republica corporaliter laborant, sunt excusati ab obligatione jejunii, nec debent se certificare, an labor sit compatibilis cum jejunio. 30 *Alex. Cens. Lovan. 1657. Prop. 23.*

95. Excusantur absolute à præcepto jejunii omnes illi qui iter agunt equitando, utcumque iter agant, etiamsi iter necessarium non sit, et etiamsi iter unius diei conficiant. 31 *Alex.*

CENSURA.

Doctrina his quatuor propositionibus contenta, falsa est, temeraria, scandalosa, perniciosa, ecclesiasticorum mandatorum incuriam inducit, jejunii leges pravis artibus eludit.

XXI.

De intemperantiâ.

96. Comedere et bibere usque ad satietatem, ob solam voluptatem, non est peccatum, modò non obsit valetudini; quia licitè potest appetitus naturalis suis actibus frui. 8 *Innoc. Cens. Vic. Gen. Paris. pag. 17.*

CENSURA.

Hæc propositio temeraria est, scandalosa, perniciosa, erronea, et ad Epicuri scholam ableganda.

XXII.

De horis canonicis.

97. Restitutio à Pio V imposita beneficiatis non recitantibus, non debetur in conscientia ante sententiam declaratoriam iudicis, eò quod sit pœna. 20 *Alex.*

98. Qui non potest recitare Matutinum et Laudes, potest autem reliquas horas, ad nihil tenetur; quia major pars trahit ad se minorem. 54 *Innoc.*

CENSURA.

Hæ propositiones falsæ sunt, temerariæ, cavillatoriæ, ac præceptis ecclesiasticis illudunt.

99. Præcepto satisfacit, qui voluntariè labiis tantùm non autem mente orat?... Respondeo me totâ hebdomadâ, toto mense, toto anno legisse (horas) sine culpa veniali; et me non peccavisse venialiter tam certo scire, ut possim juramento firmare.... Homo sum..., distractiones non evito, involuntarias millies, interdum etiam voluntarias; et nihilominus nullo crucior scrupulo, nullo dubio angor; quia prudenter suppono, me ad actionem internam non teneri; eam habere bonum esse, et eâ carere ne quidem levem esse culpam, me ad lectionem tantùm et attentionem externam obligari.

CENSURA.

Hæc propositio est absona, verbo Dei contraria, hypocrisim inducit à prophetis et Christo damnatam, his verbis: *Populus hic labiis me honorat; cor autem eorum longè est à me* (1).

(1) *Matth.* xv. 8.

XXIII.

De jurisdictione, et regularibus.

100. Qui beneficium curatum habent, possunt sibi eligere in confessarium simplicem sacerdotem non approbatum ab ordinario. 16 *Alex.*

CENSURA.

Hæc propositio est falsa, temeraria, concilio Tridentino contraria (1).

101. Mendicantes possunt absolvere à casibus episcopis reservatis, non obtentâ ad id episcoporum facultate. 12 *Alex. et in causâ Andeg. Prop. 3.*

102. Satisfacit præcepto annuæ confessionis qui confitetur regulari, episcopo præsentato, sed ab eo injustè reprobato. 13 *Alex.*

103. Regulares possunt in foro conscientiae uti privilegiis suis, quæ sunt expressè revocata per concilium Tridentinum. 36 *Alex.*

104. Non possunt episcopi restringere vel limitare approbationes, quas regularibus concedunt ad confessiones audiendas: neque illas ex causâ revocare: quin imò ordinum mendicantium religiosi ad eas approbationes obtinendas non tenentur: et si ab episcopis religiosi non probentur, rejectio illa tantum valet ac si approbatio concessa fuisset. *Alex. VII. Decr. 30 Jan. 1659. Prop. 2. in causâ Andeg. apud Fagn. de probab. pag. 328. Edit. Bruxell. 1657. Cler. Gallic. in Com. gen. an. 1656. pag. 412 du Procès-Verbal. Cens. Fac. Paris. an. 1641. tit. 11.*

CENSURA.

Doctrina his propositionibus contenta, falsa est,

(1) *Sess. xxiii, de Reform. c. 15.*

temeraria , scandalosa , erronea , in hæresim et schisma inducens , concilio Tridentino contraria , ecclesiasticæ hierarchiæ destructiva , invalidis confessionibus viam aperit , jam olim à summis pontificibus , et à clero Gallicano damnata.

105. In ministro pœnitentiæ requiritur etiam approbatio ordinarii , quæ potest limitari , sed non revocari sine causâ.

106. Minister pœnitentiæ approbatus in unâ diœcesi , etiamsi habeat suam jurisdictionem immediatè à Papa , non potest tamen in alterâ , sine diœcesani episcopi approbatione , audire pœnitentes , saltem in loco ubi adest diœcesanus episcopus.

CENSURA.

Doctrina his propositionibus contenta , quatenus negat approbationem revocari posse sine causâ , eamque esse necessariam in loco unde abest diœcesanus episcopus , falsa est , temeraria et episcoporum jura labefactat.

107. Vi concilii Tridentini , approbatio unius episcopi sufficit pro universa Ecclesia , id est , approbatus ab uno episcopo potest ubique absolvere , modò jurisdictionem habeat ; et ad eam accipiendam sufficit , vi concilii Tridentini , unius episcopi approbatio.

108. Religiosæ exemptæ possunt absolvi à sacerdote non approbato ab episcopo , sive sacerdos ille sit sæcularis , sive regularis.

CENSURA.

Hæ propositiones falsæ sunt , temerariæ ; à concilii

Tridentini mente alienæ, jurisdictioni episcoporum et ecclesiasticæ disciplinæ contrariæ.

XXIV.

De legibus principum, eorumque potestate.

109. Populus non peccat, etiamsi absque ulla causa non recipiat legem à principe promulgatam. 28 *Alex.*

110. Subditi possunt justa tributa non solvere. *Cens. Guimen. pag. 10.*

CENSURA.

Hæ propositiones seditiosæ sunt, apostolicæ doctrinæ, ac dictis dominicis apertè contradicunt.

XXV.

De eleemosynâ.

111. Vix in sæcularibus invenies, etiam in regibus, superfluum statui: et ita vix aliquis tenetur ad eleemosynam, quando tenetur tantùm ex superfluo statûs. 12 *Innoc. Cens. Lovan. 1657. Prop. 20.*

CENSURA.

Hæc propositio est temeraria, scandalosa, pernicioiosa, erronea, evangelicum de eleemosynâ præceptum pessumdat.

XXVI.

De obduratis.

112. Si peccatores consummatæ malitiæ, cum blasphemant et flagitiis se immergunt, non habent conscientiæ

stimulos, nec mali quod agunt notitiam, cum omnibus theologis, propugno eos hisce actionibus non peccare. *Cens. Senon. pag. 11.*

CENSURA.

Hæc propositio falsa est, temeraria, pernicioſa, bonos mores corrumpit, blasphemias, aliaque peccata excusat, et ut talis à clero Gallicano jam damnata est.

XXVII.

De peccato philosophico.

113. Peccatum philosophicum seu morale, est actus humanus disconveniens naturæ rationali et rectæ rationi. Theologicum verò et mortale, est transgressio libera divinæ legis. Philosophicum quantumvis grave, in illo qui Deum vel ignorat, vel de Deo actu non cogitat, est grave peccatum, sed non est offensa Dei, neque peccatum mortale dissolvens amicitiam Dei, neque æternâ pœnâ dignum. *Cler. Gal. in Com. gen. an. 1641. 12 Aprilis. Alex. VIII Decret. 24 Augusti 1690.*

CENSURA.

Hæc propositio scandalosa est, temeraria, piarum aurium offensiva, et erronea.

XXVIII.

De peccato mortali.

114. Pleraque peccata, de quibus ait Apostolus, quod qui talia agunt, regnum Dei non possidebunt, et quæ expressè adversantur præceptis Decalogi, mortalia dici possunt, ... quoniam... horum facinorum rei aut amisere

omnem charitatis sensum, aut exiguum retinent, ita ut ipsis omnino dominetur cupiditas.

115. Id tamen intelligi posset, adhibito eo temperamento, ut qui planè repugnantes ac velut inviti ista perpetrassent, aut gravis mali impendentis metu, aut æstu libidinis abrepti, ita ut ab istis angustiis liberati acri dolore tangerentur ob commissum peccatum; tam certò affirmari non potest, excidisse illos gratiâ, aut incurrisse pœnam damnationis; quanquam enim hoc momento dominata sit cupiditas brevis et transitoria, potuit esse ejusmodi dominatio, quâ voluntatis intima dispositio non mutatur... Hoc temperamentum naturaliter consequitur ex doctrina sancti Augustini.

CENSURA.

Hæ propositiones, quæ divinæ charitatis habitum docent, aut significant posse consistere cum peccatis adversùs Decalogum, ac de quibus ait Apostolus, quòd qui talia agunt regnum Dei non possidebunt, falsæ sunt, perniciosæ, erroneæ, verbo Dei contrariæ: *Quæ enim participatio justitiæ cum iniquitate;..... aut quæ conventio Christi ad Belial* (1)? Ad excusanda et imminuenda cujusvis generis peccata viam aperiunt, et imponunt sancto Augustino.

XXIX.

De cogitationibus sive delectationibus morosis.

116. Hinc inferre debemus, eum consensum qui præbetur suggestionibus pravis, cum tendit ad delectationem cogitandi tantum de re illicita, puta de ulciscenda injuria;

(1) II. Corint. vi. 14, 15.

secundum sanctum Augustinum, non aliud esse quam veniale peccatum, licet ipse ultionis actus, cujus cogitatione animus delectatur, sit pessimus et certissimum mortale peccatum.

CENSURA.

Hæc propositio quaslibet cogitationes et delectationes, quas morosas vocant, regulariter imputans peccato veniali tantum, falsa est, temeraria, scandalosa, in praxi perniciosa, concupiscentiam fovet, in tentationem, et in gravius peccatum inducit, contraria et injuriosa sancto Augustino (1).

XXX.

De regula morum et probabilitate.

117. Puto omnia esse hodie melius examinata, et hanc ob rem in omni materia et præcipuè in morali libentiùs juniores quam antiquiores lego et sequor... Doctrina fidei à veteribus: doctrina morum magis à junioribus petenda.
Cens. Guimen. pag. 6.

CENSURA.

Hæc propositio temeraria est, scandalosa, perniciosa, erronea, SS. Patribus et antiquis doctoribus contumeliosa; spretâ in moribus christianorum componendis necessariâ Scripturarum ac traditionis auctoritate et interpretatione, moralem theologiam arbitrariam facit, viamque parat ad humanas traditiones et doctrinas, Christo prohibente, stabiendas.

(1) *Lib. XII de Trin. cap. XII, n. 18.*

118. Ex auctoritate unius tantum potest quis opinionem in praxi amplecti, licet à principiis intrinsecis falsam et improbabilem existimet. *Cens. Guimen. pag. 6.*

119. Hæc positio, sexdecim ad probabilitatem requiruntur, non est probabilis. Si sufficiunt sexdecim, sufficiunt quatuor: si sufficiunt quatuor, sufficit unus... Ad probabilitatem sufficiunt quatuor: sed quatuor, imò viginti et suprâ testantur unum sufficere: ergo sufficit unus. *Ibid.*

CENSURA.

Hæ propositiones falsæ sunt, scandalosæ, perniciosæ, spretâ veritate quæstiones morum ad numerum auctorum exigunt, et innumeris corruptelis viam aperiunt.

120. Si liber sit alicujus junioris ac moderni, debet opinio censeri probabilis, dum non constet rejectam esse à sede apostolicâ tanquam improbabilem. 27 *Alex.*

121. Non sunt scandalosæ aut erroneæ opiniones, quas Ecclesia non corrigit. *Prefatio Cens. Guimen. pag. 3.*

CENSURA.

Hæ propositiones, quatenus silentium et tolerantiam pro Ecclesiæ vel sedis apostolicæ approbatione statuunt, falsæ sunt, scandalosæ, saluti animarum noxiæ, patrocinantur pessimis opinionibus quæ identidem temere obtruduntur, atque ad evangelicam veritatem iniquis præjudiciis opprimendam, viam parant.

122. Generatim dum probabilitate, sive intrinsecâ,

sive extrinsecâ, quantumvis tenui, modò à probabilitatis finibus non exeat, confisi aliquid agimus, semper prudenter agimus. 3 *Innoc.*

CENSURA.

Hæc propositio falsa est, temeraria, scandalosa, perniciosa, novam morum regulam, novumque prudentiæ genus, nullo Scripturarum aut traditionis fundamento, cum magno animarum periculo statuit.

123. Si quis vult sibi consuli secundùm eam opinionem quæ sit faventissima, peccat qui non secundùm eam consultit. *Cens. Guimen. pag. 6.*

CENSURA.

Hæc propositio, quæ docet blanda et adulatoria consilia et contra jus exquirere, et contra conscientiam dare, falsa est, temeraria, scandalosa, in praxi perniciosa, viamque deceptionibus aperit.

124. Non est illicitum in sacramentis conferendis sequi opinionem probabilem de valore sacramenti, relictâ tutiore; nisi id vetet lex, conventio, aut periculum gravis damni incurrendi: hinc sententiâ probabili tantùm utendum non est in collatione Baptismi, Ordinis sacerdotalis, aut episcopalis. 1 *Innoc.*

125. Probabiliter existimo, judicem posse judicare juxta opinionem etiam minùs probabilem. 2 *Innoc.*

126. Ab infidelitate excusabitur infidelis non credens, ductus opinione minùs probabili. 4 *Innoc.*

127. In morte mortaliter non peccas, si cum attritione

tantum sacramentum suscipias, quamvis actum contritionis tunc omittas liberè ; licet enim unicuique sequi opinionem minus probabilem, relictâ probabiliori.

CENSURA.

Doctrina his propositionibus contenta, est respectivè falsa, absurda, perniciosa, erronea, probabilitatis pessimus fructus.



DECLARATIO

DE DILECTIONE DEI

IN POENITENTIÆ SACRAMENTO REQUISITA.

Post absolutas propositionum censuras, supersunt quædam pro rei gravitate enucleatius exponenda, et ab ipsis principiis in apertam lucem deducenda.

Et quidem de dilectione Dei, sicut ad sacramentum Baptismi in adultis, ita ad sacramentum Pœnitentiæ, quæ est laboriosus baptismus ⁽¹⁾, requisita, ne necessariam doctrinam omittamus, hæc duo imprimis ex sacrosancta synodo Tridentina monenda et docenda esse duximus. Primum, ne quis putet in utroque sacramento requiri, ut præviam contritionem, eam quæ sit charitate perfecta, et quæ cum votó sacramenti, *antequam actu suscipiatur, hominem Deo reconciliet* ⁽²⁾. Alterum, ne quis putet in utroque sacramento securum se esse, si præter fidei et spei actus, non *incipiat diligere Deum tanquam omnis justitiæ fontem* ⁽³⁾.

Neque verò satis adimpleri potest utrique sacramento necessarium vitæ novæ inchoandæ, ac servandi mandata divina propositum, si pœnitens primi

⁽¹⁾ Sess. XIV. c. 2. — ⁽²⁾ Sess. XIV. c. 4. — ⁽³⁾ Sess. VI. c. 6.

ac maximi mandati, quo Deus toto corde diligitur, nullam curam gerat; nec sit saltem animo ita preparato, ut ad illud exequendum, divinâ opitulante gratiâ, sese excitet ac provocet.

Placet etiam caveri à sacramenti Pœnitentiæ administris, ne in hoc Pœnitentiæ sacramento, aliisque sacramentis conferendis, sequantur opinionem probabilem de valore sacramenti, relicta tutiore (1), neve pœnitentes ipsorum fidei animam suam committentes admonere cessent, ut in pœnitendo inchoatæ saltem dilectionis Dei ineant viam, quæ sola segura sit, graviter peccaturi in hoc salutis discrimine, *vel eo solo quòd certis incerta præponant* (2).

DE OPINIONUM PROBABILIVM USU.

Absit verò ut probemus eorum errorem, qui negant *licere sequi opinionem vel inter probabiles probabilissimam*: sed ad rectum usum probabilium opinionum; has regulas à jure præscriptas agnoscimus. Primùm, ut in dubiis de salutis negotio, ubi æqualia utrinque animo sese offerunt rationum momenta, sequamur id quod tutius, sive quod est eo in casu unice tutum: neque id consilii sed præcepti loco habeamus, dicente Scripturâ: *Qui amat periculum in illo peribit* (3): hæc prima regula. Altera, ut circa probabiles de christiana doctrina sententias, sequamur id, quod Viennense œcumenicum concilium circa infusas tam parvulis quàm adultis in Baptismo virtutes decrevit his verbis: *Nos hanc opinio-*

(1) 1 Prop. Inn. xi. — (2) S. Aug. lib. contra Donatist c. 3 et 7. —

(3) Eccli. iii. 27.

nem... tanquam probabiliorem, et dictis sanctorum ac doctorum modernorum theologiæ magis consonam et concordem... duximus eligendam (1). Quod concilii iudicium eò magis ad regendos mores pertinere constat, quò magis ex ipsis fidelium sanctitas ac salus pendet.

Ex hac igitur regula sit consequens; primùm, ut in rebus theologicis ad fidei et morum dogmata spectantibus, theologos quidem etiam modernos audiamus, si tamen consonas sanctis patribus tradant sententias. Deinde, ut si ab eis recedant, harum opinionum inhibeatur cursus, nedum earum aliqua ratio habeatur, aut ulla eis tribuatur auctoritas. Denique, ut nemini liceat eligere eam sententiam, quam non veritati magis consentaneam duxerit.

Quod ergo in praxi eam nobis liceat sequi sententiam, quam nec ipsi ut probabiliorem eligendam iudicemus, hoc novum, hoc inauditum, hoc certis ac notis auctoribus postremo demum seculo proditum, et ab iisdem pro regula morum positum, repugnat huic effato à Patribus celebrato, *quod ubique, quod semper, quod ab omnibus* (2); nec habere potest christianæ regulæ securitatem.

Hoc initium malorum esse atque omnium antè dictarum corruptelarum caput, et doctrinæ consecutio et series temporum ostendit. Hoc ab antecessoribus nostris viris fortibus ac religiosis censoriè notatum (3), hoc sæpe reprehensum, hodieque re-

(1) *Clem. Un. de sum. Trin. et sed. Cathol.* — (2) *Vincentius Lirin. Common. 1. c. 3.* — (3) *In Censuris Apolog. Casuist.*

prehendi nullo incusante, imò bonis probantibus, diffiteri nemo potest.

Nos quoque iis de causis, has novas sententias, in salutis negotio periculosas, re diligenter inspectâ, summâ ope caveri, ac prohiberi oportere censuimus ac censemus. Placeat autem illa prudentia, ut ante omnia custodiamus, et in tuto collocemus, id quod *unum est necessarium* (1), fiatque illud dominicum, *Estote prudentes sicut serpentes* (2), qui protecto, quod præcipuum est, capite sibi consulunt: neque quisquam in dubio salutis ad actum prosiliat, nisi ipso dubio, non ad nutum voluntatis, aut ex cupiditatis instinctu, sed ex rectâ ratione deposito, dicente Scripturâ: *Rationabile obsequium vestrum* (3): et iterum: *Sapiens timet et declinat à malo, stultus transilit et confidit* (4); postremò audiatur apostolicum illud: *Omnia probate, quod bonum est tenete* (5): et iterum: *Omne quod non est ex fide, id est ex conscientiâ, sive ex persuasionem, peccatum est* (6): denique, *testimonium reddente illis conscientiâ ipsorum* (7), non aliorum utique sed ipsorum et suâ.

ADMONITIO ET CONCLUSIO.

Admonemus autem compresbyteros nostros, sive sæculares, sive regulares, quicumque episcoporum auctoritate, vel verbum Dei prædicant, vel sacramenta administrant; *ne ullo unquam tempore viam salutis, quam suprema veritas Deus, cujus verba*

(1) *Matth. x. 16.* — (2) *Luc x. 42.* — (3) *Rom. xii. 1.* — (4) *Prov. xix. 16.* — (5) *I. Thessalonic. v. 21.* — (6) *Rom. xiv. 3.* — (7) *Ibid. 11. 16.*

in æternum permanent, arctam esse definivit, in animarum perniciem dilatari, seu veriùs perverti sinant, plebemque christianam ab ejusmodi spatiosâ latâque per quem itur ad perditionem viâ, in rectam semitam evocent (1). Quæ Christi verba ab Alexandro VII inculcata, altè animis insidere optamus, et oramus; speramusque in Domino fore, ut quicumque hactenus laxiores illas sententias, nullâ certâ ratione, sed alii alios secuti docuerunt, docere ipsas jam desinant; quippe quas et episcopi, ipsique Romani pontifices reprehendant; hæretici verò, immeritò illi quidem, sed tamen pro more suo Ecclesiæ imputent, atque invidiæ vertant, filii quoque sæculi ut vanas rideant. Quare inanem, Deoque et hominibus exosam sophisticen aliquando aversati, auctore sancto Hieronymo, ad recta se conferant: *Ut qui priùs populum blandimentis decipiebant, postea verò annuntiando deterreant, et ad rectam revocent viam; et qui causa erroris fuerant, incipiant mederi vulneribus quæ intulerunt, et esse occasio sanitatis* (2).

Datum in palatio regio San-Germano, in comitiis generalibus Cleri Gallicani, die quartâ mensis septembris, anno millesimo septingentesimo.

Sic signatum in originali.

L. A. CARD. DE NOAILLES, arch. Paris. Præses.

Infrà subscripserunt deputati utriusque ordinis.

(1) *Alex. VII in præf. Decr. 24 sept. 1665.* — (2) *Hieron. in Mich. cap. 3. ad illa verba: Hæc dicit Dominus, etc.*

CARDINALES,
 ARCHIEPISCOPI, EPISCOPI,

Aliique ecclesiastici viri, permissione regiâ, in regio
 palatio San-Germano congregati,

*Cardinalibus, Archiepiscopis, Episcopis, et uni-
 verso Clero per Gallias consistenti, salutem in
 Christo.*

FUIT is pridem decor christianæ disciplinæ, quem beatus Apostolus commendaret his verbis : *De cætero, fratres, quæcumque sunt vera, quæcumque pudica, quæcumque justa, quæcumque sancta, quæcumque amabilia, quæcumque bonæ famæ; si qua virtus, si qua laus disciplinæ, hæc cogitate* (1). Hæc enim illa est pulchritudo justitiæ : hoc veri studium : is splendor sanctitatis : hæc amabilitas morum : hæc christiani nominis fama, quæ ad Christum omnia facile pertraheret : neque aliud fuit, quo scandalum crucis, quo prædicationis stultitia magis nobilitari posset. Quare, cùm ad extrema ventum est tempora, in quibus decor pristinus, imminutâ fide, refrigerante charitate, labente disciplinâ, morum corruptelis, ac denique, ut fit, fallacium opinionum

(1) *Phil. iv. 8.*

illuvie deteri videbatur; id egerunt omnes pii, atque ipsa præsertim Ecclesia Gallicana, ut moralis theologiæ dignitatem vindicarent. Huic igitur operi ut jam vel maximè salutare admoveatis manus, et nostra judicia vestrâ consensione firmetis, communis officii ratio; et charitatis vinculum¹, et collegii nostri unitas, et auctoritas, suo quodam jure postulant.

Et quidem doctissimæ ac celeberrimæ theologicæ Facultates, maximè verò Parisiensis cum Lovaniensi conjuncta, etiam interrogantibus episcopis, pro officio suo gliscentem novandi libidinem represserunt. Compresbyteri quoque nostri parochialium Ecclesiarum rectores, cæterique doctores in amplissimis civitatibus constituti, ad nostra usque tempora non cessarunt exaltare vocem suam in plateis Sion, atque episcopos in altiore speculâ collocatos assiduis efflagitationibus incitarunt: qui quidem eorum vocibus et ipsâ rei necessitate commoti, pro loci sui auctoritate, valentiore manu *gladium spiritûs* assumpserunt *quod est verbum Dei* ⁽¹⁾, ad dirumpenda *cervicalia et pulvillos* inani arte consutos *sub omni cubito manûs* ⁽²⁾: ne infelices animæ in morte obdormiscerent, ac per falsæ pacis somnium ad æterna supplicia raperentur. Neque tantùm fratres nostri, apostoli Ecclesiarum, gloria Christi, in suis quique diœcesibus ascenderunt ex adverso, sed et plenitudo exercitûs Israel, ipsi nempe conventus cleri Gallicani, in Christi nomine ritè adunati, de fide et moribus ediderunt præclara constituta, gra-

(1) *Eph.* vi. 17. — (2) *Ezech.* xiiii. 18.

vesque censuras, quarum haud exiguam partem commemorandam repetendamque censuimus.

Nec tacere possumus, religiosissimi patres, memorabilem sententiam quâ maximus ac doctissimus cœtus, anno 1655 et sequentibus, Parisiis congregatus, gravissimo judicio suo damnavit perversam ac falsi nominis scientiam, quâ instructi homines *non jam accommodarent mores suos ad evangelicæ doctrinæ normam, sed et ipsam potiùs regulam, ac sancta mandata, ad cupiditates suas inflecterent, et detorquerent, novâque et inani philosophiâ christianam disciplinam in academicas quæstiones, ac dubias fluctuantesque sententias verterent* (1). Hæc illi: quâ sententiâ, versatilem illam ac noxiam opinionum flexibilitatem, hoc est, ipsum mali caput conterebant. Illud verò judicium, sancti Caroli Borromæi Commonitionibus ad ministros pœnitentiæ datis, præfixum, ad collegas suos sanctos Ecclesiarum Gallicanarum episcopos transmiserunt, ac deploratâ sæculi cæcitate, id quoque indoluerunt, quod in ipso comitiorum exitu, oppressi negotiis, congruâ medicinâ grassantes morbos propellere non potuerint. Quibus sanè verbis ea remedia non omisisse prorsus, sed in opportuniora tempora distulisse, eamque provinciam secuturis conventibus demandasse visi sunt.

Hanc paternam velut hæreditatem cleri Gallicani cœtus anno 1682, Parisiis congregatus exceperat, sed conventu interrupto, ne salutaris con-

(1) *Conventus 1655 Epist. ad Episc. etc. præfixa editioni libelli cui titulus: Instructions de saint Charles aux confesseurs.*

silii memoria intercideret, sapientissimi patres pravarum propositionum indiculum, anteaquam discederent, edi, ac per Ecclesias mitti voluerunt, ut futuris conventibus velut digito indicarent, quid tum Gallicana pararet Ecclesia, aut quid à posteris expectari par esset.

Ex his profectò liquet, episcopis Gallicanis, ad Dei gloriam semper intentis, non animum unquam sed opportunitatem defuisse, quam nãcti, occultâ quâdam divini numinis providentiâ, opus in manus resumpsimus, hoc vel maximè tempore, quo fratres nostros à fide catholica devios, maximo rege præeunte, revocare nitimur ad Ecclesiam, cùm nihil sit quo magis optimi ac religiosissimi principis studia adjuvare possimus, quàm si demus operam, ut christianæ de moribus regulæ castitas et honestas, magis magisque in dies, nec tantùm decretis atque sententiis, verùm etiam factis et executione enitescat: quippe quâ vel maximè ad Christum omniã trahi, atque etiam infideles ab extremo orbe ad fidem converti solere diximus.

Nec defuturam speramus Ecclesiæ laboranti eam, quæ semper adfuit, regiam auctoritatem. Exstant nostris temporibus (1), rege ipso præsentè regii consilii suprema judicia de coercendis erroribus, qui ad Ecclesiæ ac reipublicæ exitium publicè docerentur, castigatis quoque ac repressis eorum auctoribus. Neque quidquam est boni, utilisque consilii, quod Ludovici Magni temporibus non expectari possit; aut est quidquam hujus regni gloriæ ac splendori

(1) *An.* 1644.

congruentius, quàm ut religionis ac disciplinæ puritas sanctitasque floreat.

Hujus ergo rei gratiâ, nos in Spiritu sancto et in Christi nomine adunati, ejusque ope freti, non tam novum opus aggredimur, quàm sancta decreta, quoad fieri potuit, colligimus, ordinamus, adhibitis notis, certisque principiis indicatis, quibus instructi cooperatores nostri sacramentorum administri, errores subinde in Ecclesiâ renascentes non modò perspicere, verùm etiam facile confutare possint. Hoc opus non tam nostrum quàm vestrum, vestris quippe auspiciis, vestro spiritu gestum, sanctissimi ac religiosissimi consacerdotes, vestræ pietati, vestræ fidei commendamus, hoc in tutelâ præsidioque vestro ponimus: hoc fidele depositum cum cæteris egregiis monumentis vestrorum cœtuum componendum, et in communes Ecclesiarum usus adhibendum relinquimus; ut in Christo Jesu, quo uno confidimus; Ecclesiæ Gallicanæ, imò etiam catholicæ gloria inclarescat. Valete in Domino.

Datum in palatio regio San-Germano, kal. octobris M. DCC.

Et subscripserunt iidem qui suprâ.

Acta fuerunt hæc, statuta et ordinata, lecta et publicata in synodo generali Meldis celebratâ, in palatio episcopali, die et anno prædictis: Et subscripsit ROYER, notarius.

MÉMOIRES

AU SUJET DE L'IMPRESSION

DES

OUVRAGES DE DOCTRINE

COMPOSÉS PAR LES ÉVÊQUES.



EXTRAIT DES LETTRES

DU CHANCELIER DE PONTCHARTRAIN,

Dans lesquelles il déduit les raisons qu'il prétend avoir, pour obliger les évêques à prendre des privilèges même pour leurs censures, avec des réflexions de BOSSUET, en réponse.

~~~~~  
LE CHANCELIER.

Monsieur le cardinal dira qu'une censure, en un point de doctrine, ne peut être soumise à l'examen de ceux qu'emploie un chancelier sur le fait des livres qu'on veut faire imprimer. Je contesterois fort cette réponse, si je voulois : je lui dirois, et dirois par principe, qu'il a droit sans doute de faire tant de censures qu'il lui plaira ; mais qu'il n'a pas droit pour cela de les faire imprimer sans privilège. Qu'il fasse faire, si bon lui semble, mille et mille copies de ses censures dans son secrétariat, qu'il les rende publiques... ; ce n'est point mon affaire, c'est son droit : mais veut-il imprimer, c'est mon affaire, c'est mon droit... ; peut-être ne l'étendrois-je pas jusqu'à faire discuter sa censure, etc.

BOSSUET.

On voit par-là que la censure, dès qu'on la voudra imprimer, deviendra soumise à son jugement,

et qu'il en pourra refuser le privilège; ce qui s'étendra pareillement aux Catéchismes, Missels, Rituels, etc.

LE CHANCELIER.

Ma peine ne roule que sur l'impression des maximes avancées par M. l'archevêque, dans le manifeste de sa censure.

BOSSUET.

Il y a de l'affectation à distinguer ce qu'il appelle le manifeste, c'est-à-dire, le préparatoire à la censure, d'avec la censure même.

LE CHANCELIER.

Le nom de l'auteur du nouveau Testament de Trévoux, me paroissant fort suspect..., le privilège fut accordé le 26 mars 1702, mais sous la condition de faire une infinité de corrections dans la nouvelle édition.

BOSSUET.

Ainsi dans le fond, il est constant que le livre en question méritoit la censure en l'état où il étoit, ne s'agissant point d'un livre à venir dans la censure de M. le cardinal, mais de celui dont l'auteur est fort suspect, et qui avoit besoin d'une infinité de corrections.

LE CHANCELIER.

Que M. l'archevêque trouve mille choses à reprendre dans le livre, tel qu'il est imprimé à Trévoux, il ne fait que ce que j'ai fait moi-même. Qu'il

me donne là-dessus ses avis... : qu'il attende ensuite que le livre soit imprimé... ; s'il trouve encore des erreurs, qu'il se plaigne, etc.

BOSSUET.

Par ce moyen le livre où M. le chancelier, comme M. l'archevêque, trouve mille choses à reprendre, et même des erreurs, passera sans répréhension ; et l'erreur demeurera entre les mains de tout le monde, sans qu'il reste autre chose à un archevêque, que de se plaindre à M. le chancelier.

LE CHANCELIER.

La seule question est de savoir si quelque loi me défend d'accorder des permissions d'imprimer toutes sortes de livres, même des versions de l'Écriture, sans m'être préalablement muni de l'approbation des ordinaires ; et s'il est permis à un prélat d'avancer..... des maximes qui ne tendent qu'à cette fin.

BOSSUET.

Les prélats n'ont jamais seulement songé que pour accorder son privilège, M. le chancelier dût se munir de l'approbation des ordinaires. Il donne son privilège indépendamment, et suppose que les auteurs font leur devoir. Il n'y a point de lois qui défendent aux évêques de faire exécuter aux particuliers les règles de la discipline établie dans les conciles ; et si l'auteur l'eût fait, il auroit évité l'inconvénient où il est tombé, en sorte que visiblement il est dans son tort.

## LE CHANCELIER.

M. l'archevêque d'Auch s'assujettit à cette règle, il y a dix-huit mois. Il me présenta l'exemplaire de son Rituel, pour être examiné à l'ordinaire. Il en fut dispensé, attendu son mérite personnel : le titre en fait foi.

BOSSUET.

C'est ainsi que sous prétexte de dispense, on voudroit engager les évêques à soumettre à l'examen ordinaire, c'est-à-dire, au jugement d'un docteur, jusqu'à leurs rituels et tous les autres livres ecclésiastiques.

## MÉMOIRE DE BOSSUET

## AU CHANCELIER,

*Sur la conduite que ce magistrat tenoit à son égard*(1).

LE fait est que depuis trente à quarante ans que je défends la cause de l'Eglise contre toutes sortes

(1) Tandis qu'on imprimoit l'ordonnance de M. de Meaux contre le nouveau Testament de Trévoux, le chancelier de Pontchartrain fit dire à Anisson, imprimeur du prélat, de porter son ouvrage à M. Pirot, docteur de Sorbonne, qu'il en nommoit censeur, et en même temps l'abbé Bignon, intendant de la librairie, envoya à ce docteur la formule ordinaire dont on se sert pour commettre à un censeur royal l'examen d'un ouvrage. M. de Meaux, qui pour

d'erreurs , cinq chanceliers consécutifs , depuis M. Séguier jusqu'à celui qui remplit aujourd'hui cette grande place , ne m'ont jamais soumis à aucun examen pour obtenir leur privilège. Ils ont voulu honorer par-là la grâce que sa majesté m'avoit faite de me confier l'instruction de monseigneur le Dauphin , et si je l'ose dire , le bonheur que ma doctrine , loin d'avoir reçu aucune atteinte , a toujours eu d'être approuvée par tout le clergé de France , et même par les papes.

Après cela , quand on verra dorénavant paroître mes écrits avec l'attestation d'un examen , cette nouvelle précaution fera dire que ma doctrine commence à devenir suspecte , et je ne serai pas long-temps sans en essayer les reproches des protestans.

Par ce moyen , le privilège avantageux dont j'ai été honoré , et l'exemption perpétuelle de tout examen sous cinq chanceliers consécutifs , me tournera à confusion , et on croira que je m'en suis rendu indigne. Il est malheureux pour moi d'être le premier des évêques , au livre duquel paroisse cette attestation d'examen. La première fois qu'on la verra dans mes écrits , arrivera justement au sujet du pernicieux livre de M. Simon ; et je n'ai pas besoin d'expliquer que cela pourra faire dire qu'on m'impute à faute de l'avoir attaqué.

Enfin sous un chancelier qui m'honore publi-

lors étoit dans son diocèse , informé de ce traitement , qu'il n'avoit jamais éprouvé , dressa le mémoire suivant , qu'il envoya au chancelier.

quement de son amitié depuis si long-temps, j'aurai reçu un traitement qui jamais ne me sera arrivé sous les autres, qui auront été élevés à cette charge.

Quand il plaira à celui qui la remplit si dignement d'user de quelque distinction à mon égard, il ne fera pour moi que ce qu'il a déjà fait pour d'autres évêques; et j'ai peine à croire que cette grâce soit tirée à conséquence.

Ce premier mémoire n'ayant produit aucun effet, M. Bossuet en composa un autre, qu'il envoya à M. le cardinal de Noailles pour le présenter au Roi, comme on le verra par la lettre suivante.

---

## LETTRE

### A M. LE CARDINAL DE NOAILLES.

Il lui fait sentir l'injustice de la conduite que tient à son égard M. le chancelier, et les funestes suites que peuvent avoir les obstacles qu'il met à la publication de son instruction contre Simon.

---

LA réponse, monseigneur, que j'ai reçue me fait voir qu'il n'y a rien à espérer de M. l'abbé Bignon, qui, à quelque prix que ce soit, veut faire des difficultés à ceux qui sont en état de découvrir les erreurs cachées de M. Simon, plus dangereuses encore que celle qu'il débite à découvert. Ainsi il est temps que votre éminence fasse les derniers efforts pour la défense de la religion et de l'épiscopat.

J'envoie



J'envoie à votre éminence, par cet exprès, le mémoire que j'ai dressé pour sa majesté : ce sera à votre éminence à le faire valoir ; et je l'en supplie par toute l'amitié dont elle m'honore depuis si longtemps, et par tout le zèle qu'elle a pour la religion.

Il me sera bien douloureux d'être le premier qu'on assujettisse à un traitement si rigoureux : mais le plus grand mal est que ce ne sera qu'un passage pour mettre les autres sous le joug. Il est vrai qu'il y a un règlement de l'an passé, fondé sur lettres-patentes, pour obliger ceux qui ont des privilèges généraux à remettre leurs manuscrits à M. le chancelier, pour être examinés : mais il est vrai aussi qu'il ne s'est point pratiqué, du moins à mon égard et à celui des évêques. Celui qu'on a ajouté, de mettre l'attestation du docteur à la tête de l'impression, est tout nouveau, et fait à cette occasion : ainsi il est tout visible qu'il est fait en faveur de M. Simon et en haine de notre censure.

Quand on a dit à M. le chancelier, qu'il étoit étrange d'assujettir les évêques à ne pouvoir enseigner que dépendamment des prêtres, et à subir un examen sur la foi ; il a répondu qu'il falloit être attentif à ce qu'ils pourroient écrire contre l'Etat. Mais les évêques sont gens connus, et, pour ainsi dire, bien domiciliés ; et c'est une étrange oppression, sous prétexte qu'il peut arriver qu'il y en ait quelques-uns qui manquent à leur devoir pour le temporel ( ce qui néanmoins est si rare et n'arrive point ), d'assujettir tous les autres, et de leur lier les mains en ce qui regarde la foi, qui est l'essentiel de leur ministère et le fondement de l'Eglise. Le

roi ne le souffrira pas, et notre ressource est toute dans sa piété.

Surtout, monseigneur, il faut tâcher de faire entrer dans l'esprit du roi, par combien d'artifices l'esprit socinien sait s'introduire, par combien de détours et par combien de dangereuses insinuations; en sorte que nous sommes tous obligés à lui dire qu'il n'a jamais eu et ne peut avoir pour la religion d'affaires plus périlleuses. Peu de personnes connoissent cette dangereuse hérésie, parce qu'elle met toute sa finesse à se cacher, et qu'elle a pour elle tous les libertins. J'ai cru être obligé de m'appliquer à découvrir ses finesses, appréhendant avec raison d'avoir quelque jour à les combattre. Le temps en est venu, et voilà qu'on m'arrête dès le premier pas, faute d'être instruit sur ce sujet, et parce qu'on n'a pas voulu nous en croire.

J'ai averti M. le chancelier avec toute la sincérité que je devois : je l'ai trouvé, je l'oserai dire, si prévenu sur les droits de sa charge, qu'il n'écoutoit rien autre chose, et sembloit prêt à abandonner l'Écriture à ceux qui s'affranchiroient de l'autorité des évêques, à qui l'interprétation en est confiée, comme étant le fondement du salut. Faute de s'assujettir à cette règle, l'Évangile deviendra ce qu'on voudra, et bientôt on ne le connoîtra plus.

J'implore le secours de madame de Maintenon, à qui je n'ose en écrire. Votre éminence fera ce qu'il faut; Dieu nous la conserve. On nous croira à la fin, et le temps découvrira la vérité : mais il est à craindre que ce ne soit trop tard, et lorsque le mal aura fait de trop grands progrès : j'ai le cœur

percé de cette crainte. Dieu vous a mis où vous êtes pour y obvier. Respect, obéissance et soumission.

† J. BÉNIGNE, Ev. de Meaux.

*A Germigny, ce 25 octobre 1702.*

J'ai cru qu'il seroit utile de joindre au mémoire une copie de mon privilège. J'ai voulu tout dire dans le mémoire ; afin que votre éminence choisisse ce qu'il y aura de plus utile.

### PRIVILÈGE DU ROI.

Louis, par la grâce de Dieu, etc. : le sieur Jacques-Bénigne Bossuet, etc., nous a fait remontrer qu'outre plusieurs ouvrages qu'il a ci-devant donnés au public, et dont les privilèges sont expirés ou prêts à expirer, il travaille encore à d'autres ouvrages, tant pour l'instruction de son diocèse que pour le bien général de l'Eglise, lesquels il désireroit faire imprimer, s'il nous plaisoit lui en accorder la permission et nos lettres sur ce nécessaires : et voulant donner moyen audit sieur évêque de continuer à communiquer au public des lumières qui ont toujours été si nécessaires au salut des ames, et si avantageuses au bien de notre sainte religion, nous lui avons permis, etc., pour l'espace de dix années, etc.

Donné à Versailles, le vingt-sixième jour de février 1701.

---

---

## I.<sup>ER</sup> MÉMOIRE

*Sur les difficultés qu'éprouvoit Bossuet, de la part du chancelier,*

Présenté à SA MAJESTÉ, le 2 novembre 1702.

---

L'ÉVÊQUE de Meaux se croit obligé de représenter très-humblement à sa majesté le nouveau traitement qu'on lui fait, au sujet d'un livre qu'il se croit obligé d'imprimer contre la version et les notes du nouveau Testament de Trévoux.

Cette version et ces notes sont pernicieuses, et tendent à l'entière subversion de la religion; et la censure de M. le cardinal de Noailles ne pouvoit être ni plus juste ni plus nécessaire.

L'ouvrage de l'évêque de Meaux donne aussi des instructions très-nécessaires sur cette nouvelle version, et explique les erreurs de ce livre, d'une manière encore plus particulière que ne peut faire une censure.

Cependant on lui fait des incidens, sur lesquels il ne croit pas devoir passer outre, sans les avoir exposés à sa majesté, en toute humilité et respect.

Cet évêque écrit depuis trente à quarante ans pour la défense de l'Eglise contre toutes sortes d'erreurs; et cinq chanceliers de France consécutifs, depuis M. Séguier, y compris celui qui remplit si bien aujourd'hui cette charge, lui ont toujours fait

expédier le privilège, sans le soumettre jamais à aucun examen.

Cette confiance qu'on lui a marquée doit être attribuée, premièrement à son caractère d'évêque; secondement, à ce que sa doctrine a été connue, non-seulement dans tout le royaume, mais encore, s'il ose le dire, dans toute la chrétienté, sans jamais avoir reçu aucune atteinte; et au contraire elle a été approuvée, non-seulement par tout le clergé de France, mais encore par les papes: en troisième lieu, à l'honneur que lui a fait sa majesté de lui confier l'instruction de monseigneur le dauphin, et de le tenir toujours en divers emplois près de sa personne, ce qui est le plus certain témoignage d'une doctrine irréprochable.

C'est aussi ce qui a donné lieu à M. le chancelier d'aujourd'hui de lui accorder un privilège général.

Il en usoit de bonne foi, en découvrant les erreurs de ce livre pernicieux, quand au commencement de ce mois il est venu un ordre de M. le chancelier de porter le manuscrit de cet évêque à M. Pirot, pour en subir l'examen.

Quoique jamais l'évêque de Meaux n'ait été assujetti à rien de pareil; comme en de semblables rencontres, il a pris ordinairement de lui-même le conseil de ce docteur, il lui a tout remis; et M. Pirot donne sans hésiter son témoignage.

Il est encore venu un nouvel ordre et règlement de M. le chancelier, pour faire imprimer à la tête du privilège l'attestation du docteur; ce qui seroit un témoignage public de l'assujettissement des évêques à la censure des docteurs.

C'est ce que cet évêque croit tout-à-fait opposé à son honneur, et à celui de son caractère

Premièrement, parce que cela n'a jamais été pratiqué à son égard. Il a imprimé, même sous M. le chancelier d'aujourd'hui, en 1700 et 1701, deux livres pour l'instruction des nouveaux catholiques, sans qu'il y ait paru rien de semblable.

Secondement, non-seulement cela n'a jamais été pratiqué à son égard, mais encore ne l'a jamais été à l'égard d'aucun ouvrage imprimé par les évêques, et même par leur ordre. Il y en a un exemple bien récent dans un livre imprimé par ordre de M. l'évêque de Montpellier, le 6 juillet dernier, sans qu'il y paroisse rien de pareil.

Troisièmement, il n'est pas besoin d'entrer dans les réglemens qu'on a pu faire sur les examens des livres à imprimer, puisqu'on a toujours distingué les évêques dans l'exécution des réglemens les plus généraux; paroissant tout-à-fait extraordinaire qu'eux, qui ont reçu de Jésus-Christ le dépôt de la doctrine, ne la puissent enseigner que dépendamment des prêtres qui leur sont soumis de droit divin.

Quatrièmement, cette nouvelle formalité dans les ouvrages de l'évêque de Meaux, fera dire que sa doctrine commence à devenir suspecte, et il aura bientôt à essuyer sur ce sujet le reproche des protestans.

Cinquièmement, cette précaution extraordinaire, qu'on prend à l'occasion d'un livre si justement flétri par M. le cardinal de Noailles, sera bien remarquée, et fera dire à tout le monde qu'on lui a voulu donner de l'appui; ce qui est d'une périlleuse conséquence.

Sixièmement, cet auteur fut déjà flétri par l'arrêt du conseil d'en-haut, le 19 juin 1678, signé COLBERT, où son livre intitulé : *Histoire critique du vieux Testament*, fut supprimé, avec défenses de le réimprimer, même sous prétexte de changer de titre, ou de corrections. Le lieutenant de police, à qui l'exécution de l'arrêt fut renvoyée, étoit alors M. de la Reynie, qui pourroit, en cas de besoin, rendre compte à sa majesté de ce qu'on craignoit alors de ce dangereux auteur.

Pour ces considérations, et en attendant que sa majesté ait fait justice aux évêques, sur le droit qui leur est donné par leur caractère d'être les premiers docteurs de la vérité dans l'Eglise ; l'évêque de Meaux espère de la bonté et de la justice de sa majesté, qu'elle voudra bien ordonner que le livre en question passe comme ses autres ouvrages, sans qu'il soit rien innové dans la manière de l'imprimer et débiter, afin de laisser la réputation saine et entière à un évêque qui a blanchi dans la défense de la vraie foi, et dans le service de sa majesté, en des emplois d'une si grande confiance.

---

## LETTRE

A M. LE CARDINAL DE NOAILLES.

Il lui représente combien il est injurieux aux évêques d'exiger que l'attestation d'un censeur soit mise à la tête de leurs ouvrages sur la doctrine, et exhorte le cardinal à soutenir la cause de l'épiscopat.

---

COMME je crois, monseigneur, votre éminence présentement de retour de ses visites, et que le moment approche où elle verra le roi, il est temps que j'aie l'honneur de lui parler sur le traitement qu'on me fait. J'ai dissimulé la première injure, de me donner un examinateur; ce que cinq chanceliers de suite, à commencer par M. Séguier, n'ont jamais songé: j'ai, dis-je, dissimulé dans le dessein d'avancer l'impression. Elle est achevée; cela va bien de ce côté-là: mais on passe à une autre injure, de vouloir que l'attestation de l'examineur soit à la tête. C'est, monseigneur, à quoi je ne consentirai jamais; parce que c'est une injure à tous les évêques, qu'on veut mettre par-là sous le joug, dans le point qui les touche le plus, dans l'essentiel de leur ministère, qui est la foi.

En vérité, monseigneur, s'il ne s'agissoit que de moi, je pourrois encore m'y soumettre, dans l'es-



pérance que le roi nous feroit justice : mais si j'abandonnois la cause, on la croiroit finie par mon consentement et par mon exemple.

J'ai mandé à M. Anisson ce qu'il avoit à dire sur cela, pour empêcher qu'on n'en vînt à l'efflet. J'attends la réponse ; et je ne l'aurai pas plutôt que je prendrai mon parti.

J'espère tout, après Dieu, du secours et de la protection de votre éminence, que Dieu n'a mise dans une si grande place, avec tant de lumières, de piété et de crédit, que pour soutenir l'Eglise. Je m'aiderai de mon côté, et j'espère en Dieu qu'il nous tirera de cette oppression, si nous ne perdons point courage : si j'en manquois, votre éminence seroit la première à me redresser. Il faut éviter l'examen aux évêques. Je dresserai une requête, que je prierai votre éminence de présenter et d'appuyer. J'attends, pour la dresser, que j'aie une réponse précise, afin d'en régler la conclusion et les paroles. J'espère que votre éminence prévendra le roi, qu'on n'aura pas manqué de bien préparer contre nous. Je compte demain avoir réponse, et écrire plus précisément à votre éminence par mon neveu, que je suivrai, si je puis.

Je crois que mon livre sera utile, principalement parce que se conformant en tout point à votre censure, il fera voir l'esprit socinien dans l'ouvrage qu'elle a condamné. Cela paroît devoir avoir un grand effet pour faire revenir les plus prévenus, et faire sentir à tout le monde le grand péril de l'Eglise. Dieu nous aidera ; et pour moi, je combattrai sous

426 MÉMOIRES SUR L'IMPRESSION  
vos ordres jusqu'au dernier soupir. Vous savez mon  
obéissance, monseigneur.

† J. BÉNIGNE, Ev. de Meaux.

*A Germigny, ce 24 octobre 1702.*

---

## II.<sup>E</sup> MÉMOIRE,

ou

### REQUÊTE AU ROI,

PRÉSENTÉE PAR M. L'ÉVÊQUE DE MEAUX,

*Pour répondre aux difficultés de M. le chancelier.*

SIRE,

CE qui se passe en votre ville royale, dans votre cour, à vos yeux, est d'une si grande conséquence pour la religion, que je me sens obligé, par les devoirs les plus étroits de la conscience, de me jeter à vos pieds, pour supplier votre majesté, en toute soumission et respect, de vouloir s'y rendre attentive.

Le nouveau Testament de Trévoux, justement flétri par la plus savante censure qui ait été faite depuis plusieurs années, non-seulement se débite impunément dans Paris, où la censure en a été publiée; mais encore on ôte aux évêques mêmes tous les moyens de combattre l'erreur par une saine

doctrine. Cette censure à la vérité se soutient par sa propre force : mais comme il n'est pas possible de tout dire dans un ouvrage de cette nature, j'ai cru devoir découvrir par un petit livre les artifices dont l'auteur de cette version a coutume de se servir, pour imposer à ceux qui le lisent sans précaution, ou qui ne le connoissent pas assez ; et on arrête mon livre dès le premier pas.

J'ai déjà eu l'honneur de représenter humblement à votre majesté, que jusqu'ici mes ouvrages n'ont jamais été soumis à aucun examen, sous cinq chanceliers consécutifs ; et encore l'année passée, j'en ai publié deux, l'un pour l'instruction des nouveaux catholiques, et un autre à l'occasion du dernier jubilé, qui a pour titre : *Méditations sur la rémission des péchés*. On n'a commencé à me faire des difficultés pour l'examen de ma doctrine, que lorsque je me suis élevé avec toute sorte de modération et de vérité contre un livre qui tend à l'entière subversion de la religion, en la corrompant dans sa source, c'est-à-dire, dans les paroles sacrées de Jésus-Christ et de ses apôtres. Alors, pour la première fois, non-seulement j'ai été contraint de subir l'examen d'un docteur particulier, mais encore on a voulu que le témoignage en fût mis à la tête de mon livre ; ce qui n'a jamais été pratiqué ni pour mes écrits, ni même pour ceux d'aucun évêque.

Au lieu de me continuer le traitement qui m'avoit toujours été fait, on m'astreint encore à des lois plus dures, et on ne me laisse pas la liberté de défendre dans mon diocèse, par une ordonnance publique, la lecture de la nouvelle version, ni de

donner ce témoignage authentique de ma conformité avec la doctrine de mon métropolitain ; c'est-à-dire , qu'on veut ôter aux évêques le droit d'enseigner leurs peuples par écrit , comme ils le font de vive voix ; et c'est par moi que l'on veut commencer à établir cette servitude.

S'il y avoit quelque chose dans mon ordonnance qui blessât les lois du royaume , je serois le premier à la corriger ; mais , sire , ce qu'on improuve dans un évêque , c'est d'avoir blâmé l'auteur de la version ; parce qu'il a osé la publier sans l'approbation de l'ordinaire. Je n'ai pourtant fait que suivre l'exemple de mon métropolitain , qui , comme ses prédécesseurs et tous les autres évêques , a enseigné la même vérité. C'est un métropolitain si distingué en dignité et en mérite , et enfin si appliqué par lui-même à la piété et à la doctrine , que l'on attaque en ma personne. On me veut faire désavouer ses saintes maximes ; sinon toute la liberté d'enseigner mon peuple et de résister à l'erreur , me sera ôtée ; ce que votre majesté ne souffrira pas.

Ce ne fut jamais l'intention de votre majesté ni celle des rois vos prédécesseurs , que les décrets des évêques , leurs statuts , leurs mandemens , leurs ordonnances , dépendissent de vos magistrats ; et tous les évêques de votre royaume sont et ont toujours été dans une possession incontestable de les publier , selon la règle de leur conscience.

Il nous est fâcheux , sire , d'avoir à importuner votre majesté de la lecture de nos raisons : mais à qui l'Eglise aura-t-elle recours , sinon au prince de qui seul elle tient toute la conservation de ses droits

sacrés, sans lesquels il n'y auroit point de religion sur la terre, et par conséquent point de stabilité dans les royaumes? Votre majesté a toujours daigné nous entendre par elle-même; et nous ne craignons pas de lui déplaire, en la suppliant à genoux, comme nous faisons, que notre jugement parte de son trône, et vienne immédiatement de sa bouche.

Dans cette espérance, nous osons dire aux yeux du ciel et de la terre, et en la présence sacrée de votre majesté, qui nous représente celui dont nous sommes les ministres, qu'on n'a rien ici à nous reprocher. Quand nous disons « qu'il est dangereux » d'exposer au public des versions de la sainte » Ecriture, sans la permission et l'approbation des » évêques de France », nous ne faisons que répéter la maxime fondamentale qui a servi de motif à cet arrêt solennel de 1667, sorti de la propre bouche de votre majesté, et que M. le cardinal de Noailles a inséré dans son ordonnance.

Mais peut-être qu'on blâmera les évêques d'alléguer le concile de Trente, même dans les cas où ce concile ne fait autre chose que d'appuyer les coutumes inviolables du royaume. Il n'y a qu'à voir les décrets du concile de Sens, tenu à Paris en 1528, sous les yeux d'un de nos rois, et par un archevêque chancelier de France, pour y lire de mot à mot la défense de publier les traductions des saints livres sans l'autorité de l'ordinaire. C'est un des plus vénérables monumens de l'Eglise gallicane dans les derniers temps, qui a servi de préliminaire au concile de Trente, et qui a été suivi par les conciles

des autres provinces, sans que personne ait jamais songé à les contredire.

On dit qu'il n'est point parlé dans l'ordonnance de Blois de cette permission de l'ordinaire, pour publier les livres sacrés. Qu'avoit-on besoin de confirmer, par une ordonnance expresse, ce qui étoit la règle publique de tout le royaume, et en particulier celle de la province de Sens, dont la ville et la province de Paris est obligée plus que toutes les autres de garder les salutaires décrets, comme l'héritage de ses pères ?

Qu'il soit donc permis, sire, aux évêques de cette province de conserver une si sainte institution, et qu'on ne leur fasse point un crime de s'y conformer.

Quand il en faudroit venir à l'ordonnance de Blois, on en connoît la disposition dans l'art. xxxvi, touchant l'Eglise, où il est expressément défendu d'exposer en vente aucuns almanachs ou pronostications, que premièrement ils n'aient été vus et visités par l'archevêque, évêque, etc. Cette ordonnance n'a fait que répéter l'article xxvi de celle d'Orléans.

Si le moindre rapport à la religion, tel qu'il peut être dans ces almanachs et pronostics, a obligé les rois vos prédécesseurs à les renvoyer aux ordinaires, par des ordonnances si authentiques; combien plus leur faut-il renvoyer la connoissance des versions, où il s'agit de conserver la substance même du testament de Jésus-Christ ?

Si cette loi n'est inviolable, on publiera donc sans les évêques des catéchismes et des formules de

prières publiques et particulières? ce qui à la vérité est de la dernière importance; mais qui est encore beaucoup au-dessous des versions de l'Écriture sainte et de celles de l'Évangile, où consiste le fondement et l'essence même de la religion.

On objecte, et je le confesse, que les particuliers n'ont pas toujours observé cette règle aussi soigneusement que le méritoit son importance. Mais, sire, la négligence, ou même l'inadvertance ne sont pas un titre pour prescrire contre la loi. Il suffit de bien connoître une fois quel est l'esprit de la règle: elle subsiste dans les bons exemples. Le P. Amelotte fit sa version par l'ordre du clergé de France, et ne se crut pas assez autorisé sans la permission de l'ordinaire. M. de Vence étoit évêque, et s'autorisa dans la sienne par une permission semblable. Ces deux exemples sont du temps de M. de Péréfixe, archevêque de Paris, il y a trente à quarante ans. Les PP. jésuites ont attendu long-temps la permission de M. l'archevêque d'aujourd'hui, et ont suspendu la publication de leur nouveau Testament, jusqu'à ce qu'ils l'eussent obtenue.

Lorsqu'on envoya aux réunis dans les provinces, par les ordres charitables de votre majesté, un si grand nombre de nouveaux Testamens, celui du P. Amelotte fut choisi seul, comme approuvé par l'ordinaire; et votre majesté se fit elle-même une loi de n'employer aucune autre version, que celle où elle trouva ce caractère d'approbation de l'évêque.

La même chose s'est observée dans les catéchismes et dans les formules de prières. M. l'évêque de

Montpellier vient d'imprimer à Paris un catéchisme ; mais il a pris la permission de l'ordinaire. Sous feu M. l'archevêque , le P. Brossamin publia , pour les nouveaux convertis , un formulaire de prières ; mais pour agir dans la règle , il en prit l'ordre de ce prélat. Ce seroit une trop légère remarque , de dire que les évêques ont laissé passer tant d'ouvrages de piété sans en prendre connoissance. Ils demeurent en possession dans les grands actes , dans les versions principales , dans les catéchismes et dans les œuvres de cette nature , qui servent de règle aux autres.

J'oserai dire , avec un profond respect , à votre majesté , sire , que bien loin de nous empêcher d'exécuter cette règle , si elle n'étoit pas faite , ou qu'elle eût perdu quelque chose de sa vigueur , il la faudroit faire ou renouveler , et obliger les évêques à la pratiquer plus sévèrement que jamais , sans en négliger l'observance en quelqu'occasion que ce soit ; et la conjoncture où nous sommes en fait voir la nécessité.

La version du nouveau Testament de Trévoux fait aujourd'hui dans Paris une espèce de schisme sur la doctrine. Les vrais enfans de l'Eglise écoutent la voix de leur pasteur ; les autres ne craignent pas de s'attacher à un livre qu'il a défendu.

Votre parlement de Paris , par son arrêt du 29 d'août 1685 , rendu en exécution de vos ordres , et à la requête de votre procureur général , invita l'archevêque de cette ville royale à dresser une liste des mauvais livres. Feu M. l'archevêque de Paris , en conformité de cet arrêt , en fit l'état dans son ordonnance du premier de septembre suivant ; laquelle



quelle ayant été portée au parlement, il intervint un arrêt du 6 de septembre de la même année; et les mauvais livres furent défendus par le concours unanime des deux puissances, après le jugement de l'Eglise : et maintenant on débite un livre flétri par une censure juridique; ce que l'auteur auroit évité, en le soumettant dès l'origine au jugement de l'évêque diocésain.

Il paroît encore en cette occasion quelque chose de plus étrange : l'auteur condamné imprime dans Paris contre la censure, sous le titre de *Remontrance*. Il y met son nom, et couvre sa désobéissance de vains prétextes. Mais j'ose dire qu'il seroit déjà confondu, si l'on n'arrêtoit nos réponses. Oui, sire, après cinquante ans de doctorat, et plus de trente ans employés dans l'épiscopat à défendre la cause de l'Eglise sans reproche, votre majesté aura la bonté de me pardonner, si je parle avec quelque confiance; puisqu'enfin je ne la mets qu'en Dieu, qui m'a toujours aidé jusqu'ici.

Pour ces raisons, sire, il plaira à votre majesté d'ordonner que le placard de mon ordonnance me sera incessamment délivré par l'imprimeur; afin qu'elle soit publiée dans mon diocèse, selon que me l'a dictée ma conscience, et comme le Saint-Esprit, que j'ai invoqué avec foi, me l'a fait juger nécessaire.

Je supplie pareillement votre majesté d'ordonner que mon livre, qui est imprimé, verra le jour sans autres formalités que celles qui ont toujours été pratiquées à mon égard; puisque, Dieu merci, je n'ai rien fait qui me rende digne d'un plus rude traitement; et que dans cette occasion, la doctrine que

j'enseigne se trouvera plus irréprochable et plus nécessaire que jamais.

Je vous demande pareillement, sire, en toute humilité et respect, que la liberté dont je n'ai jamais abusé, me soit rendue pour mes autres écrits, qui tourneront, s'il plaît à Dieu, à l'édification de l'Eglise; puisque au reste je suis toujours sous les yeux de votre majesté, en état de lui rendre compte de ma conduite. Aussi puis-je ajouter, sire, que je n'ai jamais rien écrit sans le conseil des plus grands prélats, et des plus habiles docteurs de votre royaume.

Je n'entreprends pas de plaider la cause des autres évêques : j'ose espérer toutefois que votre majesté croyant avec toute l'Eglise catholique, comme un article de sa foi, que les évêques sont établis de Jésus-Christ les dépositaires de la doctrine et les supérieurs des prêtres, elle ne voudra pas les assujettir à ceux que le Saint-Esprit a mis sous leur autorité et gouvernement.

Pour les mandemens, censures et autres actes authentiques des évêques, on convient qu'ils les peuvent faire indépendamment de la puissance temporelle, à condition de les faire écrire à la main; et ce n'est qu'à raison de l'impression qu'on les y veut assujettir. Si cela est, il faut, sire, de deux choses l'une, ou que l'Eglise soit privée seule du secours et de la commodité de l'impression, ou qu'elle l'achète en assujettissant ses décrets, ses catéchismes, et jusqu'aux missels et aux bréviaires, et tout ce que la religion a de plus intime, à l'examen des magistrats; ce qui n'entre pas dans la pensée. Chacun fait

imprimer ses *factums* pour les distribuer à ses juges : l'Eglise ne pourra pas faire imprimer ses instructions et ses prières, pour les distribuer à ses enfans et à ses ministres !

Quant au livre du sieur Simon, votre majesté est très-humblement suppliée de se souvenir que c'est le même auteur, qui, ayant écrit il y a vingt-cinq ans sur l'ancien Testament, fut noté par un arrêt solennel de votre conseil d'en-haut, du 19 de juin 1678. Il attaque présentement, avec une pareille hardiesse, la pureté du nouveau Testament, comme s'il avoit entrepris de ne laisser aucune partie de la religion en son entier. C'est le témoignage sincère et véritable que notre caractère nous oblige à rendre à votre majesté : nous ne pouvons le dissimuler, sans nous attirer de votre part le plus juste de tous les reproches, et sans nous charger de la plus honteuse prévarication.

Nous ne doutons point, sire, que votre majesté ne nous écoute avec sa bonté et sa piété ordinaire. Ainsi votre majesté, sire, continuera de mériter l'éloge immortel de protecteur de la religion, qu'elle s'est acquis au-dessus de tous les princes du monde, et verra prospérer ses justes desseins sous la puissante assistance de Dieu.

† J. BÉNIGNE, Ev. de Meaux.

### III.<sup>e</sup> MÉMOIRE

*Sur la censure d'un docteur, à laquelle on voudroit assujettir les évêques (1).*



SA majesté est très-humblement suppliée de considérer la formule dont on se sert pour commettre les docteurs à l'examen des livres.

La voici de mot à mot, ainsi qu'elle est imprimée.

M. \*\*\* prendra, s'il lui plaît, la peine d'examiner ce (le nom du livre), avec le plus de diligence qu'il lui sera possible, pour en donner incessamment son jugement à M. le chancelier. Ce.... 170...

*Signé l'abbé BIGNON.*

On voit qu'il s'agit d'un jugement que doit donner le docteur.

On s'est servi de cette formule envers l'évêque de Meaux, en remplissant les blancs du nom de M. Pirot et du titre du livre, pareillement signée l'abbé Bignon. Ainsi c'est le jugement d'un prêtre que les évêques ont à subir.

Le jugement de ce prêtre est celui qu'on veut faire imprimer à la tête du livre. Sa majesté est

(1) La requête précédente étoit accompagnée de ce petit mémoire, destiné à faire voir au roi, par la formule même qui commet un censeur, que le livre qu'on lui donne à examiner est soumis à son jugement.

très-humblement suppliée de considérer s'il convient que tout le royaume, et toute la chrétienté, voie à la tête des livres, même des évêques, un semblable assujettissement.

La dispense qu'on nous offre est captieuse ; parce qu'elle suppose la loi, qu'on sera toujours en état de faire exécuter aux évêques quand on voudra.

---

## LETTRE

### A M. LE CARDINAL DE NOAILLES.

Il déplore les tracasseries qu'on lui fait éprouver, et propose un expédient pour faire paroître son livre contre Simon.

---

LA lettre du 26, pleine de bontés, que je reçois de votre éminence, me console dans les mauvais traitemens qu'on me fait, et que je ressens d'autant plus que le contre-coup en retombe sur l'épiscopat. Il semble à présent que ce soit une des affaires des plus importantes que de nous humilier. Il ne nous reste d'espérance du côté du monde, qu'au roi, et à votre médiation auprès de sa majesté.

Je vous ai envoyé, monseigneur, un mémoire : votre lettre m'assure déjà que vous prendrez soin de le faire valoir. Si le roi ne vouloit rien décider d'abord au fond, il suffiroit, en attendant, que sa majesté trouvât bon qu'on laissât passer mon livre à l'ordinaire ; ce qui pourroit être regardé, si M. le chancelier le vouloit, comme une dispense verbale.

Ce qui me donne cette vue, c'est qu'il en a ainsi usé avec M. d'Auch, ainsi que M. Pirot me l'a écrit.

† J. BÉNIGNE, Ev. de Meaux.

*Ce 27 octobre 1702.*

J'aurois de la peine à une impression hors du royaume, et que le livre pût être défendu et saisi comme de contrebande.

---

## LETTRE AU MÊME.

Il le remercie de son zèle pour défendre dans sa personne la cause de l'épiscopat, et lui rend compte de son entretien avec M. l'intendant.

JE reçois, monseigneur, la lettre du 28, de votre éminence, et je vois les remerciemens que je lui dois, et pour l'épiscopat en général, et pour moi en particulier. Je ne manquerai pas de me rendre auprès de vous après la fête, à peu près dans le même temps qu'on reviendra de Marly, c'est-à-dire, vers le 8 novembre.

Vous croyez bien, monseigneur, que je ne suis pressé de voir mon livre paroître que par son utilité, pour faire connoître le dangereux caractère de l'auteur; car du reste je différerai tant qu'il sera utile et selon vos ordres.

M. Phelippeaux notre intendant, étant arrivé à Meaux samedi dernier, je n'ai pas cru pouvoir me dispenser de lui parler du mauvais traitement que

M. le chancelier me faisoit. Je n'ai point cru devoir lui parler d'autre chose que de ce que j'aurois dû attendre en particulier d'un chancelier ami, en suivant l'exemple de ses prédécesseurs : du reste j'ai évité exprès de dire un mot de la cause de l'épiscopat, que nous avons à traiter devant un tribunal plus haut et moins prévenu. Quoique je n'aie prétendu autre chose que de donner à M. Phelippeaux, qui agissoit bonnement avec moi, une ouverture pour M. le chancelier à me faire un commencement de justice ; j'avoue pourtant que j'aurois parlé avec plus de circonspection, si j'eusse reçu votre lettre. Mais après tout, n'ayant point parlé de la cause de l'épiscopat, je l'ai réservée toute entière, et je prendrai garde à ne mollir point sur l'intérêt commun, quand on me donneroit satisfaction en particulier pour cette occasion : car aussi bien, si on ne va à la source, ce sera à recommencer. J'ai donné un mémoire à M. Phelippeaux, conforme à cette intention, et je vous rendrai compte de tout ce qui pourra en arriver, vous assurant que je ne ferai rien qui affoiblisse la cause. Respect, soumission et obéissance.

† J. BÉNIGNE, Ev. de Meaux.

*A Meaux, ce 30 octobre 1702.*



## LETTRE AU MÊME,

*Sur la défense qu'avoit reçue Anisson, et les raisons alléguées par M. le chancelier pour empêcher que l'ordonnance du prélat ne parût.*

---

POUR rendre compte de tout à votre éminence, j'aurai, monseigneur, l'honneur de lui dire qu'outre tout ce qui s'est passé, Anisson a eu une nouvelle défense de laisser sortir une seule feuille de mon ordonnance et de mon livre, jusqu'à ce que M. le chancelier en eût conféré avec moi : il n'y avoit plus qu'à tirer le placard qui est composé. On a poussé la défense jusqu'à ôter la faculté de m'en envoyer à moi un imprimé. On me considère beaucoup, dit-on; mais c'est qu'il y a quelques termes dans le préambule de l'ordonnance, qui le regardent et qui le blessent. Ce ne peut être autre chose que ce que j'ai dit, conformément à votre ordonnance, sur la prohibition du concile de Trente, d'imprimer sans la permission de l'ordinaire. Ainsi M. le chancelier entrera dans l'intime de nos ordonnances, et il faudra lui en rendre compte. Je n'ai fait que répéter en abrégé ce que porte votre ordonnance : on n'ose s'en prendre à vous, on retombe sur la partie foible, et vous serez censuré en ma personne. Il faut donc, monseigneur, plus que jamais avoir recours à Dieu, et espérer que celui qui tourne, comme il lui plaît, les cœurs des rois, fera trouver



à l'Eglise, si violemment attaquée, un protecteur dans le nôtre, qui est si disposé à lui rendre justice.

Je prendrai garde, monseigneur, plus que jamais, à tout concerter avec votre éminence, jusqu'aux moindres demandes; et je me rendrai à Paris, le plus tôt qu'il me sera possible, pour avoir le loisir de convenir de tout. Vos sentimens que la piété et la prudence inspirent, seront des ordres pour moi. Je finis, monseigneur, en vous assurant de mon obéissance.

Si votre éminence voit le roi avant Marly, elle saura bien ce qu'elle aura à lui dire. Quoi, il ne nous sera pas permis d'alléguer le concile de Trente! Cela est dur et inconcevable.

Je ne doute point du secours de madame de Maintenon.

† J. BÉNIGNE, Ev. de Meaux.

*A Meaux, ce 31 octobre 1702.*

Je sais que les magistrats flattent M. le chancelier, sur ce que l'endroit du concile dont il s'agit, n'est pas reçu dans l'ordonnance de Blois. C'est sur cela qu'il faut combattre de toute sa force, pour ne point abandonner l'Evangile à la fantaisie des Simon et des docteurs qui leur passent tout.

---

## LETTRE A M.\*\*\*

Il lui témoigne ses dispositions sur la conduite qu'on tient à son égard, et lui montre la nécessité de son livre, pour réprimer l'audace de Richard-Simon.

JE reçois votre lettre du 31 octobre, et j'avois appris la même chose de M. Anisson par une lettre reçue hier. Je n'ai pas tardé un moment à en donner avis à M. le cardinal. Enfin, monsieur, on se déclare : nos ordonnances seront sujettes à l'examen, comme nos autres ouvrages, et on me fera un crime d'avoir suivi les sentimens de mon métropolitain : ce sera lui qui sera censuré sous mon nom. Dieu soit loué ; et puisqu'on pousse tout à bout contre nous, c'est le temps d'attendre le secours d'en-haut contre l'Eglise oppressée. Je sais le fait de M. de Châlons-sur-Saône : mais c'est autre chose de supprimer un livre de statuts, quand il y a quelque chose contre l'ordonnance, ce qui pourroit être arrivé à M. de Châlons ; ce que pourtant je ne sais pas : autre chose, que pour exercer nos fonctions il nous faille prendre l'attache de M. le chancelier, et achever de mettre l'Eglise sous le joug. Pour moi j'y mettrois la tête : je ne relâcherai rien de ce côté-là, ni je ne déshonorerai le ministère dans une occasion où la gloire de mon métropolitain, autant que l'intérêt de l'épiscopat, se trouve mêlée.

Je ne doute pas que M. Simon ne trouve de la protection dans les Etats protestans, où l'on ne demande pas mieux que de voir exercer une liberté sans bornes. Au lieu de se juger indigne d'écrire, il ne songe plus qu'à donner une version corrigée : mais le service de Dieu demande qu'on lui ôte le moyen de nuire, en lui ôtant celui d'écrire. Il faut pour cela le faire connoître : c'est à quoi mon livre et mon ordonnance sont bons, et c'est aussi la seule raison qui m'obligeoit d'en presser la publication : mais il faut prendre les momens propres, et souffrir avec patience le retardement. Je vous remercie de tous vos soins. Je suis à vous, comme vous savez, de tout mon cœur.

† J. BÉNIGNE, Ev. de Meaux.

*A Meaux, ce 1.<sup>er</sup> novembre 1702.*

---

## LETTRE

A M. LE CARDINAL DE NOAILLES,

*Sur l'écrit de Simon contre l'ordonnance de M. le cardinal,  
et l'injustice des procédés de M. le chancelier.*

---

JE reçois, monseigneur, votre lettre du 3, de Conflans. L'Eglise est attaquée dans le plus intime ; Dieu nous aidera. J'avois commencé un mémoire ; mais il a fallu l'interrompre par quelques remèdes, plus par précaution que par maladie. L'écrit est

d'une insolence parfaite, et mériteroit une animadversion publique. Il se vante des lois du royaume : mais ce n'est pas la loi du royaume qu'on s'élève ouvertement contre la doctrine du prélat ; les arrêts y sont contraires. M. de la Reynie disoit autrefois que de telles gens devoient être renfermés comme des pestes publiques : c'étoit au sujet de la critique du vieux Testament. Pour joindre l'instruction à l'autorité, je médite une préface à mon livre, qui ne laissera aucune réplique ; mais il faudroit auparavant la main-levée : on permet aux moindres parties d'imprimer un *Factum*. Il faut toujours parler avec respect d'un magistrat de cette importance : mais l'état de l'Eglise seroit bien triste, si elle ne pouvoit pas même se défendre. C'est un scandale public, qu'on ose publiquement écrire contre une censure d'un prélat de votre autorité ; au lieu qu'il n'y auroit qu'à se soumettre. Je compte être jeudi à Paris, s'il n'arrive quelque accident. Respect et obéissance.

† J. BÉNIGNE, Ev. de Meaux.

*A Germigny, ce 5 novembre 1702.*



## LETTRE

## A MADAME DE MAINTENON.

Il lui envoie ses mémoires en réponse à M. le chancelier, et les lettres de ce magistrat à M. le cardinal de Noailles, et lui recommande son affaire.

---

Voici, madame, les deux mémoires : le premier, qui est très-court, est celui qui fera connoître au roi la manière de juger des livres, si sa majesté daigne y jeter les yeux.

Le second contient les extraits des lettres de M. le chancelier, que M. le cardinal de Noailles souhaite que vous voyiez.

J'y joins en tout cas les pièces entières pour un plus grand éclaircissement, si vous croyez, madame, en avoir besoin.

Je dois, madame, vous avertir que ces lettres sont un secret que M. le cardinal vous recommande.

Il est pourtant bien nécessaire que vous vous donniez la peine d'entendre les prétentions et procédures inouïes de M. le chancelier, pour en rendre au roi le compte que vous trouverez à propos, n'y ayant rien au fond de plus convaincant. Respect et obéissance.

† J. BÉNIGNE, Ev. de Meaux.

*A Versailles, ce jeudi 16 novembre 1702.*

## LETTRE

AU CARDINAL DE NOAILLES,

*Sur la difficulté qu'opposoit M. le chancelier à la publication de son ordonnance contre Simon.*

---

LE roi vient de me dire, monseigneur, que M. le chancelier met à présent la difficulté en ce que nous nous sommes servis du terme de permission; ce qui ne convient qu'à l'autorité royale; les évêques peuvent examiner et approuver; le roi seul peut permettre. Ni M. de Péréfixe, ni aucun autre évêque n'ont permis; ils ont seulement examiné et approuvé. C'est une nouvelle chicane, qui réduiroit la question à une dispute de mots.

Venez, monseigneur; votre présence, s'il plaît à Dieu, déterminera. Prenez la peine de vous munir de la censure première de M. de Péréfixe contre Mons, pour voir de quel terme il s'est servi. Il faut aussi avoir les versions d'Amelotte, de Godeau et de Bouhours, pour voir pareillement quels termes on a employés. Je vous supplie de faire chercher les formules où nous nous servons du mot de *permettre*.

J'ai bien dit au roi que nos permissions ne faisoient aucun tort aux siennes. Nous permettons selon la conscience, et lui selon le temporel: nous permettons de faire les fonctions de vicaires en telle paroisse, de lire les livres défendus, de manger des

viandes défendues, d'absoudre de l'hérésie et des autres cas réservés; cela s'entend pour la conscience.

Le roi m'a commandé de faire un mémoire : je le tiendrai prêt, si votre éminence me fait la grâce de m'envoyer les censures et permissions de M. de Péréfixe : si je puis les avoir dès aujourd'hui, votre éminence trouvera le mémoire fait. Je la supplie de n'oublier pas la permission donnée par votre éminence au catéchisme de Montpellier.

Le roi ne croira qu'aux faits constans. J'espère que se réduisant à ces chicanes, M. le chancelier sera confondu. Respect et obéissance.

† J. BÉNIGNE, Ev. de Meaux.

*A Versailles, samedi matin, 18 novembre 1702.*

Il faudroit l'arrêt de 1667, cité dans l'ordonnance de son éminence, pour voir si le mot de *permission* y est formel, comme il paroît.

## LETTRE AU MÊME,

*Sur le même sujet.*

JE viens, monseigneur, de trouver l'équivalent de la censure de Mons, et il ne manque que la date : ainsi j'espère mettre demain matin le mémoire en état d'être présenté lundi prochain. J'espère en Dieu, et je crois qu'il déterminera le roi, sur qui la vérité et la justice peuvent beaucoup. Plus je recevrai de mémoires, plus je fortifierai le raisonnement. Je rends compte à votre éminence, afin

qu'elle prenne son temps : plus elle sera proche , plus je ferai tôt : mais elle peut venir en assurance qu'elle trouvera , s'il plaît à Dieu , le mémoire. Il faudra le revoir , le fortifier , le polir. Respect et obéissance.

† J. BÉNIGNE , Ev. de Meaux.

*A Versailles , samedi soir , 18 novembre 1702.*

## IV.<sup>E</sup> MÉMOIRE

SUR LES ORDONNANCES DES ÉVÈQUES,

*Pour répondre à la difficulté principale que faisoit M. le chancelier.*



IL plut au roi , par sa grande bonté , de m'appeler dans son cabinet , samedi 18 de novembre , pour me dire de sa propre bouche en quoi consistoit la difficulté que formoit M. le chancelier , sur l'ordonnance de M. le cardinal de Noailles et sur la mienne.

Ce sage ministre prétend qu'il n'a innové en rien , et que M. le cardinal de Noailles a innové en se servant des termes dont M. de Péréfixe , archevêque de Paris , ne s'est jamais servi : à quoi il ajoutoit , comme par maxime , qu'il ne convenoit aux évêques que d'examiner et d'approuver ; mais que tout ce qui s'appeloit *permission* ou *permettre* étoit une appartenante de l'autorité royale : et c'est à quoi sa majesté , avec sa justesse et sa précision ordinaire , réduisoit la prétention de M. le chancelier.

Le



Le Roi m'ayant commandé d'avoir l'honneur de lui présenter un mémoire sur ce sujet, je suis obligé de lui dire ce fait constant, que ceux qui ont informé ce grand ministre, sauf respect, ne lui ont pas dit la vérité.

Il n'y a qu'à ouvrir les yeux pour en être convaincu, et à lire l'Ordonnance du 18 de novembre 1667, de M. de Péréfixe, portant censure du nouveau Testament de Mons, pour y voir en termes formels que le fondement de la censure de cette version est, « qu'on y a manifestement contrevenu aux » ordonnances et décrets des conciles, qui ont défendu d'imprimer les livres sacrés sans autorité et » permission spéciale des évêques, dans leurs diocèses » : à quoi l'ordonnance ajoute, qu'il est nécessaire « de réprimer une telle contravention », et que ce prélat « voyoit avec douleur, qu'au préjudice de cet ordre et d'une police si saintement » établie, on débitoit dans la ville métropolitaine, » sans sa permission, une nouvelle traduction du » nouveau Testament en français, imprimée en la » ville de Mons ». Voilà donc déjà le terme de *permission* employé par M. de Péréfixe, en cas pareil à celui-ci.

Si l'on impute à nouveauté à M. de Paris d'aujourd'hui, de s'être appuyé du concile de Trente, il n'y a qu'à lire ces mots dans la censure de M. de Péréfixe : « Le sacré concile de Trente a très-expres- » sément défendu, et sous peine d'anathème, toutes » sortes d'impressions des livres sacrés, sans la permission des supérieurs ecclésiastiques, etc. »

Si M. de Paris d'aujourd'hui s'appuie de l'auto-

rité du concile de Sens, il le fait encore à l'exemple de M. de Péréfixe, son prédécesseur, qui produit ce même concile, où se trouve en termes exprès la nécessité de l'autorité « et permission spéciale des » évêques », répétée deux ou trois fois, pour prévenir les désordres des versions et interprétations arbitraires. C'est ce qui est contenu dans les décrets des mœurs du même concile, chapitres xxxiii et xxxiv.

On n'a pas besoin de remarquer combien fut célèbre ce concile (1), où se trouvèrent en personne tous les évêques de la province, à la réserve de celui d'Orléans, qui fut présent par un vicaire ; et tous ayant à leur tête un archevêque chancelier de France. Mais on ne doit pas oublier que personne n'a jamais repris ce concile, ni quand il a été tenu en l'an 1528, ni quand il a été allégué par M. de Péréfixe en l'an 1667.

Le même M. de Péréfixe cite encore, en confirmation de la même discipline, comme a fait M. de Paris son successeur, les conciles de Bourges de 1584, et de Narbonne de 1609, et ajoute qu'une discipline si sainte et si utile devoit retenir ceux qui font gloire d'être du nombre des enfans de l'Eglise, de rien avancer contre des ordonnances faites avec tant de justice, et souvent réitérées.

Si l'on veut descendre au particulier, on trouvera dans l'Ordonnance de M. de Péréfixe, comme dans

(1) Ce concile fut assemblé contre les erreurs des Luthériens, et pour la réformation des abus introduits dans l'Eglise. Le président étoit le cardinal Antoine du Prat, archevêque de Sens et chancelier de France. (*Edit. de Déforis.*)

celle de M. le cardinal de Noailles, ces trois défenses expresses : la première, « à tous les fidèles de lire » ni retenir cette traduction » ; la seconde, « aux » libraires et imprimeurs de la débiter et imprimer » ; et la troisième, « aux prêtres et directeurs » d'en conseiller la lecture » : et si cette dernière défense est décernée sous peine d'excommunication *ipso facto*, dans l'Ordonnance d'aujourd'hui, M. de Péréfixe avoit usé dans la sienne d'une pareille distinction : de sorte qu'en tout et partout, et comme de mot à mot, son successeur n'a fait que le suivre.

La seule différence qu'on peut remarquer entre l'Ordonnance de M. de Péréfixe et celle de M. le cardinal de Noailles, c'est que la dernière est fondée sur les erreurs particulières de la version de Trévoux ; au lieu que M. de Péréfixe n'appuie sa censure que sur le défaut de sa permission ; ce qui montre mieux combien ce défaut est essentiel.

Voilà donc le droit des évêques bien établi. M. le cardinal de Noailles a pu alléguer la nécessité de la permission des ordinaires ; puisque son prédécesseur l'a établie pour fondement de sa censure. M. Séguier, qui étoit alors chancelier de France, ne crut point que cette maxime donnât atteinte aux droits de sa charge ; et quatre jours après, la censure de M. de Péréfixe fut suivie d'un arrêt du conseil d'en-haut, qui portoit suppression de l'édition de Mons, sur ce fondement dont M. de Péréfixe s'étoit servi, qui est, « qu'il est dangereux d'exposer au public » des versions de la sainte Ecriture, sans la permission et approbation des évêques de France ». L'arrêt se sert du terme de *permission*, ainsi que

fait l'ordonnance de M. de Péréfixe. La procédure de ce prélat est expressément autorisée par le Roi ; et Sa Majesté ne souffriroit pas, ni qu'on affoiblit la censure du nouveau Testament de Mons, ni qu'on flétrit la mémoire de M. de Péréfixe, comme s'il avoit attenté sur les droits du Roi et du royaume.

Il sera donc toujours véritable qu'il est dangereux de ne pas prendre la permission des évêques ; et ce danger ne peut regarder que la foi, puisqu'il s'agit des versions de l'Écriture, qui en est le fondement.

Il n'y eut que les partisans du nouveau Testament de Mons qui formèrent quelques difficultés sur l'allégation des décrets des conciles de Sens et de Trente : ce sont les mêmes difficultés qu'on objecte encore aujourd'hui contre ces mêmes allégations dans l'Ordonnance de M. le cardinal de Noailles.

Il est pourtant remarquable qu'ils s'étoient eux-mêmes munis de la permission de M. l'archevêque de Cambrai, dans le diocèse duquel on supposoit que le livre avoit été imprimé, comme il paroît par acte du 12 d'octobre 1665, signé de cet archevêque ; tant il passoit pour constant que cette permission étoit nécessaire.

Par ce moyen, il demeure plus clair que le jour qu'on a surpris M. le chancelier, et que nous n'avançons rien, sur la censure de M. de Péréfixe, qui ne soit précisément la vérité même.

Ce ministre reproche aux évêques qu'on veut rendre ses privilèges dépendans de leur permission ; mais c'est à quoi on n'a seulement pas pensé. Les privilèges se donnent indépendamment, et on y suppose que les auteurs font ce qu'ils doivent.

Mon Ordonnance, qui ne fait que suivre celle de mon métropolitain, est également irréprochable. J'en dis même beaucoup moins que lui : non que je n'approuve ce qu'il a dit des libraires et imprimeurs, par rapport aux règles de la conscience ; mais parce qu'il n'en est pas question dans la ville de Meaux, où il n'y a point d'imprimeur.

J'ai dit seulement que c'étoit mal fait à l'auteur de la version de Trévoux, d'avoir méprisé les bons exemples de ceux qui avoient pris les permissions des évêques, et que l'affectation d'agir indépendamment de leur autorité, avoit des inconvéniens que j'ai prouvés par l'Évangile ; ce que l'expérience n'a que trop fait voir.

Pourquoi donc faire des difficultés aux évêques, qui n'ont fait que suivre les exemples autorisés ? C'est aussi sans fondement qu'on dit que les permissions n'appartiennent qu'à la seule autorité royale. Qui peut défendre, peut permettre. Tout est plein dans leur secrétariat de permissions à tel et tel d'exercer telle et telle fonction, de lire les livres défendus, de passer outre aux mariages, nonobstant les temps prohibés, et autres choses dépendantes du ministère ecclésiastique. Ces permissions n'ont rien de commun avec celles que donnent les rois. Les évêques lèvent les empêchemens qui proviennent de la religion, comme le prince dispense de ceux qui dépendent de l'ordre public ou de la police : cette distinction est claire et reçue de tout le monde.

Pour me renfermer précisément dans les permis-

sions qui regardent les livres sacrés, le 28 avril 1668, M. de Péréfixe accorda (1) au P. Amelotte la permission de faire imprimer sa traduction de tout le nouveau Testament, dans son diocèse, avec ses notes françaises et latines, et de les exposer au public.

Feu M. l'archevêque de Paris, le lundi 13 de mai 1688, censura plusieurs livres répandus dans son diocèse, parce qu'ils n'étoient pas « autorisés de » la permission des archevêques », et confirma la sentence de son official, qui s'étoit servi, pour les défendre, de l'autorité des conciles de Sens et de Trente. On a toujours agi sans contradiction et de bonne foi sur ces maximes.

Le 15 de septembre 1696, M. l'archevêque d'aujourd'hui accorda, en ces termes, aux Pères Jésuites la permission qu'ils lui demandoient : « Avons permis » le débit et la lecture de cette version française ».

Tout nouvellement, le 15 de juin 1702, il s'est encore servi de ces termes : « Nous permettons le » débit, l'usage et la lecture, dans notre diocèse, » d'un livre intitulé, *Instructions générales*, etc. imprimé par ordre de M. l'évêque de Montpellier ».

On n'imagine pas seulement qu'il y ait en ceci la moindre entreprise sur l'autorité royale, ni que, pour avoir la permission de l'évêque, on en ait moins besoin du privilège du Roi. Chaque puissance permet ce qui est en elle, et il arrive souvent que le bien public consiste dans leur concours.

Je me renferme ici précisément dans les bornes

(1) Il avoit accordé la même permission, le 19 novembre 1665, pour l'impression des quatre Evangiles.

qu'il a plu à Sa Majesté de me prescrire, et auxquelles elle a daigné m'assurer que M. le chancelier se réduisoit.

---

---

## V.<sup>E</sup> MÉMOIRE.

*Sur les réglemens de l'imprimerie* (1).

---

ON objecte aux évêques les réglemens faits sur l'imprimerie, et surtout celui qui fut fait à Fontainebleau le second jour d'octobre 1701, qui ordonne que tous les livres à imprimer, même de ceux qui ont des privilèges généraux, seront portés à M. le chancelier, pour être mis entre les mains d'un censeur qui les examinera, et en portera son jugement, lequel sera imprimé et mis à la tête du livre avec le privilège.

On dit que les évêques étant soumis à la police du royaume, ils doivent pareillement être soumis à cette loi générale.

Mais il est sans doute qu'elle souffre beaucoup d'exceptions.

Il faut d'abord excepter les Catéchismes publiés par l'autorité des évêques, pour ne pas tomber dans l'inconvénient de faire dépendre de leurs inférieurs la doctrine qu'ils proposent authentiquement à leurs peuples, et de la soumettre à l'examen de M. le chancelier.

(1) Le chancelier voulant s'autoriser des réglemens de l'imprimerie, pour empêcher la publication du livre de Bossuet, ce prélat répondit à l'objection par ce mémoire.

Pour la même raison, il faut excepter de la même règle les Mandemens, Ordonnances, Censures, Statuts synodaux et autres actes juridiques, qui n'ont jamais été sujets à l'examen, et ne le peuvent être, sans soumettre la doctrine de la foi et toute la discipline ecclésiastique à la puissance séculière.

Il faut, à plus forte raison, excepter de cette règle les Bréviaires, Missels, Processionnels, Rituels et autres livres contenant les prières publiques de l'Eglise, et les formules d'administrer les sacremens. Autrement, tout le service de l'Eglise sera à la puissance d'un prêtre commis par M. le chancelier, et la religion ne sera plus qu'une politique.

Cette exception doit s'étendre à tous les livres de doctrine qui seront publiés par les évêques, parce qu'ils sont toujours censés écrire pour l'instruction de leur troupeau, et qu'il y auroit un inconvénient manifeste de les soumettre à leurs inférieurs de droit divin, et quelque chose de scandaleux et de mal édifiant de leur faire cette injure à la face de tout le royaume et de toute la chrétienté.

Aussi est-il vrai que cette règle ne fut jamais faite pour eux, ni exécutée à leur égard.

L'évêque de Meaux a fait imprimer deux livres depuis le règlement, en 1701 et 1702, sans qu'on ait seulement songé à le soumettre à aucun examen, bien loin de mettre à la tête de ses livres le jugement et l'approbation d'un docteur.

J'en dis autant d'un Catéchisme de M. de Montpellier, imprimé le 6 de juillet 1702, il y a à peine trois ou quatre mois.

Le Bréviaire de Sens vient d'être imprimé, le pre-



mier d'août de la présente année 1702, sans aucune de ces formalités.

On ne laisse pas d'obtenir des privilèges pour ces impressions ; mais ces privilèges se donnent sans examen, et on les demande pour trois raisons : premièrement, afin que les actes des évêques demeurent toujours éclairés par la puissance publique ; secondement, pour faire foi qu'il n'y a aucune falsification, et que les ouvrages sont véritablement des évêques ; troisièmement, pour empêcher qu'ils ne soient contrefaits, et en danger d'être altérés ; ce qui regarde aussi la sûreté des libraires et la commodité du débit.

On dit, et c'est ici la grande objection, que les évêques ont déjà trop de pouvoir, et qu'il est bon de les tenir dans la dépendance. Mais premièrement, si leur pouvoir est grand pour les affaires du ciel, ils n'en ont aucun pour les affaires de la terre, qui ne soit emprunté des rois, et entièrement soumis à leur puissance.

En second lieu, le pouvoir qu'ils ont d'enseigner la foi, et de faire les autres fonctions de leur ministère, leur étant donné de Jésus-Christ, on ne peut le leur ôter, ni le diminuer sans leur faire injure, et sans mettre en sujétion la doctrine de la foi.

La dispense qu'on leur offre seroit une acceptation de la loi, et un assujettissement de la religion et de l'Eglise.

Pour ces raisons, il plaira à Sa Majesté :

Premièrement, de vouloir bien faire lever les défenses de M. le chancelier, d'imprimer et débiter l'Ordonnance de l'évêque de Meaux, du 29 de sep-

tembre; attendu que cette Ordonnance est conforme à celle du premier de septembre de M. le cardinal de Noailles, qui est conforme elle-même à celles de ses prédécesseurs, et entre autres à celle de M. de Péréfixe, du 18 de novembre 1667, sans qu'il y ait autre chose de changé, que les noms et les titres des livres.

Secondement, il plaira à Sa dite Majesté de faire pareillement lever les défenses de débiter le livre de cet évêque, intitulé : *Instruction contre la version de Trévoux.*

Troisièmement, il plaira encore à Sa dite Majesté d'ordonner que ledit évêque pourra faire imprimer à l'avenir les livres qu'il jugera nécessaires, tant sur cette matière que sur toute autre, sans aucune autre formalité que celles qui ont été pratiquées à son égard depuis quarante ans.

Et pour faire justice aux évêques, Sa dite Majesté est très-humblement suppliée d'empêcher qu'ils ne soient soumis à l'examen et au jugement de leurs inférieurs dans leurs livres de théologie, lesdits évêques demeurant garans envers toute l'Eglise, et même envers le Roi et le public, de la doctrine qu'ils enseigneront selon les droits et obligations de leur caractère.

Le Roi touché des raisons de Bossuet, donna enfin à ce prélat la juste satisfaction qu'il sollicitoit; et ses deux Instructions parurent successivement, sans être munies de l'approbation d'aucun censeur royal.

---

## AVERTISSEMENT

### SUR LES PIÈCES SUIVANTES.

---

L'IMPRESSON de la deuxième classe des OEuvres de Bossuet étoit entièrement achevée, quand la mort enleva M. l'abbé Hémey d'Auberive, éditeur de cette collection. Nous n'avons point trouvé dans ses papiers le détail du plan qu'il se proposoit de suivre pour les autres classes. Il s'étoit borné à faire le dépouillement de ce que contient chacune des éditions déjà existantes, avec des remarques sur leurs défauts : le reste se compose de notes volantes, renfermant des observations sur certains endroits ou certains ouvrages de Bossuet. Nous n'y avons rien vu que M. le cardinal de Bausset n'ait dit amplement dans son *Histoire*.

Chargés de continuer le travail de cette édition, sans avoir de route fixe tracée d'avance, nous eussions désiré employer quelque temps à une étude approfondie des OEuvres de l'évêque de Meaux, afin de les ranger dans une classification plus exacte. Mais pressés par l'Imprimeur, qui avoit à cœur de remplir ses engagemens envers le public, nous avons dû mettre de suite la main à l'œuvre, ne pouvant faire nos remarques qu'à mesure que les matières passaient sous nos yeux, et que l'impression s'avançoit.

En mettant en ordre les classes suivantes, nous avons découvert diverses pièces, qui doivent nécessairement faire partie de la seconde classe, comprenant les écrits composés par Bossuet, soit pour son diocèse, soit au nom du Clergé de France. Elles auront sans doute échappé à l'attention de M. l'abbé Hémey. Mais nous n'avons point hésité à faire une addition au tome VII, auquel elles appartiennent par l'ordre des matières; d'autant plus que ce volume étoit très-inférieur aux autres pour le nombre des pages.

Le premier de ces écrits a pour titre : *DE DOCTRINA CONCILII TRIDENTINI CIRCA DILECTIONEM IN SACRAMENTO POENITENTIÆ REQUISITAM*. Voici à quelle occasion Bossuet le composa. Des théologiens prétendoient qu'un acte de contrition uniquement formé ou par la honte du péché, ou par la crainte des peines de l'enfer, suffisoit pour être réconcilié avec Dieu dans le sacrement de Pénitence. Quelque opposition que ce sentiment paroisse avoir avec la doctrine du concile de Trente, il étoit cependant soutenu par des auteurs assez graves.

Bossuet, pour effacer les impressions que de telles autorités pouvoient faire sur l'esprit de son clergé, invita ses ecclésiastiques à des conférences qu'il tint assidûment pendant quelques années : ce grand évêque y traita amplement les différentes questions qu'on pouvoit faire sur l'amour de Dieu, et il s'appliqua plus particulièrement à les instruire sur la nécessité de cet amour dans le sacrement de Pénitence. Les leçons d'un aussi grand maître, jetèrent de profondes racines dans le cœur de ses disciples ; mais afin qu'ils ne fussent pas les seuls qui profitassent des lumières qu'il leur avoit communiquées, ils lui demandèrent avec instance d'écrire ce qu'il avoit enseigné de vive voix, parce que lui seul étoit capable de mettre l'ordre, la force, et la clarté dans une matière aussi importante.

Bossuet se rendit à leur désir ; et dès qu'il eut quelques momens libres ; il exécuta ce qu'on exigeoit de lui. Cet ouvrage, comme il le dit lui-même au commencement, n'est que l'esprit des conférences qu'il avoit tenues avec ses curés sur cette importante matière.

On peut le regarder aussi comme une esquisse d'un traité plus ample que ce prélat se proposoit de donner, et dans lequel il comptoit faire entrer toute la tradition de l'Eglise. Bossuet se borne dans celui-ci à expliquer les décrets du concile de Trente ; et c'est d'après la doctrine de ce concile, qu'il entreprend de

montrer la part que l'amour de Dieu doit avoir dans la justification du pécheur, et surtout dans le sacrement de Pénitence.

Il n'a pas publié cet écrit de son vivant. L'évêque de Troyes, son neveu, le fit imprimer pour la première fois en 1736, avec une traduction française. En revoyant le texte, nous y avons corrigé plusieurs fautes qui le déparoisent.

La seconde pièce est une ORDONNANCE donnée en 1685, pour réformer des abus scandaleux qui s'étoient introduits à l'occasion d'une foire qui se tenoit chaque année, auprès du couvent de Cerfroid, chef-lieu de l'ordre des Mathurins, et dans laquelle on se livroit à toute sorte d'excès, qui troubloient le service divin. C'est un monument du zèle épiscopal de Bossuet. Cette *Ordonnance* est imprimée dans l'*Histoire de l'église de Meaux*, par D. Toussaint Duplessis, tom. II, pag. 414 et 415. Nous avons tenté tous les moyens pour nous procurer d'autres pièces du même genre; mais nos recherches ont été infructueuses.

Nous plaçons à la suite un *Extrait du procès-verbal de l'assemblée du Clergé de 1700*, qui contient un RÉGLEMENT adopté par cette assemblée, portant que tout Régulier, de quelque ordre que ce soit, qui voudra une approbation pour prêcher ou pour confesser dans un diocèse, devra être muni d'un certificat, signé de son Provincial, qui rendra témoignage de ses vie et mœurs. Ce *Règlement* fut envoyé à tous les évêques du royaume, avec une LETTRE circulaire de l'Assemblée. Bossuet, en qualité de chef de la commission chargée de ce travail, avoit rédigé ces deux pièces, et fait le rapport à l'Assemblée.

Le dernier écrit est une ORDONNANCE ET INSTRUCTION PASTORALE de M. de Noailles, archevêque de Paris, en date du 20 août 1696, dans laquelle il condamne le livre intitulé : *Exposition de la Foi de l'Église romaine, touchant la grâce et la prédestination*. L'auteur de ce livre étoit l'abbé de Saint-Cyran, Martin de Barcos, qui avoit succédé dans cette abbaye, au

fameux Jean du Verger de Haurane, son oncle. Non moins zélé que lui pour la doctrine de Jansénius, il avoit composé cet ouvrage pour l'établir de plus en plus. La première des cinq propositions s'y trouvoit même en termes exprès, présentée comme une vérité de foi. L'archevêque de Paris ne pouvant supporter un tel excès, qui tendoit à remettre en question ce que l'Eglise avoit décidé depuis long-temps, et à exciter de nouveaux troubles, condamna l'*Exposition* avec les qualifications les plus fortes. Mais en même temps ce prélat, pour prémunir son troupeau contre les nouveautés, joignit à son *Ordonnance* un Précis du dogme de l'Eglise sur les matières de la Grâce. Les manuscrits de l'abbé Ledieu nous apprennent que l'évêque de Meaux étoit l'auteur de cette partie dogmatique, quoiqu'il n'en ait pas voulu convenir publiquement dans le temps; mais il en fit l'aveu quelques années après en présence de cet abbé; et on voit par sa correspondance (\*) qu'il mettoit un grand intérêt à ce que cette *Instruction* fût approuvée à Rome. Cette pièce devoit nécessairement être insérée dans les OEuvres de Bossuet, puisqu'il est avéré qu'il y a eu la plus grande part.

Nous ne parlerons point de l'éclat auquel cette *Instruction pastorale* donna lieu, deux ans après, par la publication du fameux *Problème ecclésiastique*. On en trouve le détail dans l'*Histoire de Bossuet*, tom. IV, liv. XI, n. XIII, et dans les *Mémoires* du chancelier d'Aguesseau *sur les affaires de l'Eglise de France*, depuis 1697 jusqu'en 1710, tom. XIII de ses *OEuvres*.

(\*) Lettres des 3 et 4 septembre, 27 octobre, 5 et 18 novembre 1696: tom. XI, ci-après.

DE  
DOCTRINA CONCILII TRIDENTINI  
CIRCA  
**DILECTIONEM**  
IN SACRAMENTO POENITENTIÆ  
REQUISITAM.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

PHYSICS DEPARTMENT



---

---

DE  
DOCTRINA CONCILII TRIDENTINI

CIRCA

DILECTIONEM

IN SACRAMENTO POENITENTIAE  
REQUISITAM.

---

CUM in ecclesiasticis et solemnibus collationibus nostris, per annos proximè elapsos, sæpe multùmque quæsitum sit de dilectione Dei, præsertim eâ quæ ad sacramentum Pœnitentiæ requiratur : nos quidem, rogantibus Fratribus et Compresbyteris nostris, polliciti sumus futurum, ut quæ de tantâ re per diversos conventus vivâ voce responsa protulimus, eadem scripto traderemus, ad rei memoriam. Itaque otium nacti liberamus fidem nostram, et conscientiam gravi onere relevamus. Sanè quæstionem totam, si opus fuerit, ex altissimis traditionis fontibus repetemus : hîc autem, ne nostra in immensum tractatio excurrat, eò omne studium conferemus, ut sacrosancti Concilii Tridentini expressa decreta, quantâ fieri poterit brevitate ac simplicitate sermonis, accuratè exponantur. Sic autem procedimus.

Ac primùm præmonemus quædam, quæ ad rei intelligentiam necessaria videantur, quæque

BOSSUET. VII.

30

I.  
Quædam necessaria præ-

mittantur,  
super obliga-  
tione gene-  
rali mandati  
de diligendo  
Deo.

apud omnes jam in confesso sint : nempe illud, divino de dilectione mandato directè imperari ipsum per se diligendi actum. Sanè non defuerunt, qui docerent imperari tantùm, ut diligendi habitum, charitatis infusæ et habitualis operâ, per dispositiones ad id requisitas, comparare, sive potiùs impetrare studeamus. Sed id stare non potest ; cùm, ut cætera omittamus, sufficiat istud, quod relato illo, summo de charitate mandato : *Diliges Dominum Deum tuum ex toto corde tuo*, subdat ipse Dominus : *Hoc fac, et vives* (1) : quo directè et perspicuè ipse actus, ipsum diligendi exercitium imperatur. Itaque ab Alexandro VIII hæc prolata censura est, quam ad verbum referimus, ut nuperrimè Romæ est typis edita, Innocentii XII, verè optimi ac maximi Pontificis, jussu : « Sufficit ut actus moralis tendat in finem » ultimum interpretativè. Hunc ( finem ultimum » scilicet ) homo non tenetur amare, neque in » principio, neque in decursu vitæ mortalis ». Quâ de re Pontifex sic censuit : *Hæc propositio est hæretica : die Jovis 24 Aug. anno 1690*. Quòd autem quidam, loco vocis *Hunc*, alii reposuerunt *Hinc*, eumdem sensum, eandem censuram effert : neque de hâc re litigare est animus.

In eam hæresim impingunt, qui negant, verbo *Diliges*, respondere specialem dilectionis actum, qui à Deo imperetur. Sanè extiterunt, qui dicerent (2), « præceptum amoris Dei et proximi, » non esse speciale, sed generale, cui per aliorum » præceptorum adimpletionem satisficit ». Quam

(1) *Luc. x. 27, 28.* — (2) *Censura Guimenii, tit. de Charit.*

propositionem alii aliter exprimunt; nempe sic: ut mandato charitatis imperetur tantum illa dilectio, quam *effectivam* vocant, in omnium mandatorum executione contentam: non autem imperetur dilectio *affectiva*, sive specialis actus et affectus diligendi Dei propter suam excellentissimam dignitatem atque bonitatem. Hæc autem doctrina à sacrâ Facultate theologicâ Parisiensi, erroris, impietatis, et repugnantiae cum mandato maximo condemnata, nec defendi, nec tolerari potest. Nam dari aliquem specialem dilectionis actum, vel hæc Davidis probant: *Diligam te, Domine* (1): et in oratione Dominicâ, illud: *Sanctificetur nomen tuum* (2), quo Dei glorificandi studium continetur: et illud: *Adveniat regnum tuum*: quo Deus non tam regnare nos facit, quàm ipse in nobis regnat: denique illud: *Fiat voluntas tua*, quæ est humanæ voluntatis cum divinâ, ut est inter cœlites, mira et perpetua consensio: atque is est ipsissimus dilectionis actus. Neque omittendum illud: *Dimitte nobis..... sicut dimittimus*: qui est expressissimus fraternæ dilectionis actus, cum Dei dilectione necessariò conjunctus. Cùm ergo detur specialis dilectionis actus, eum designari voce, *Diliges*, nemo pius diffitetur. Ac reverâ non potest Deus toto corde diligi, si nullus unquam specialis ac proprius actus dilectionis elicitur, nullaque ejus actûs obligatio agnoscitur. Unde hæc propositio; « In ri- » gore loquendo, non videtur quòd homo teneatur

(1) *Ps.* xvii. 1. — (2) *Matth.* vi. 9, 10.

» unquam per totam vitam suam elicere actum » amoris Dei » ; à sacrâ Facultate Lovaniensi (1), *ut impia, et primam legem christianæ vitæ ever- tens*, proscripta est ; ritè interrogantibus et approbantibus Episcopis : et clarè inducit hæresim ab Alexandro VIII condemnatam, quam memoravimus.

Nec minùs necessariò damnatæ propositiones istæ. Prima : « Præceptum amoris Dei per se tantùm obligat in articulo mortis (2) ». Altera : « An peccet mortaliter, qui actum dilectionis » Dei semel tantùm in vita eliceret, condemnare » non audemus (3). » Denique : « Probabile est, » ne singulis quidem rigorosè quinquenniis per se » obligare præceptum charitatis erga Deum (4) ». Reverâ enim nulla causa subest, cur per quinquennium is actus supprimatur, potiùs quàm semel editus, per totam postea vitam ; aut nec semel editus, omnino prætermittatur. E contrâ, si vel semel obligat, obligat centies, obligat millies, obligat nullo termino numeroque : neque anxie disputandum, quo præcisè tempore et loco, quod ex variis circumstantiis, inspirationibus, ac tentationibus pendet ; sed eò enitendum est, ut tantâ diligentîâ curemus tantæ necessitatis actum elici, ut nullum sit in omittendo aut negligendo periculum.

Eò igitur nos adigunt tot damnatæ à celeberrimis Academiis, imò verò à summis Pontificibus,

(1) *Censura Lov. 1657. Prop. xxiv.* — (2) *Censura Guimen. eod. titulo.* — (3) *Innoc. XI. Prop. v.* — (4) *Ejusd. vi.*

propositiones : nec refert quâ decreti formulâ ; cùm in eam damnationem , et ipsa rei natura , et totius Ecclesiæ consensio nos inducat.

Unde etiam meritò reprobatur hæc propositio (1) : « Tunc solùm obligat de Deo diligendo » mandatum , quando tenemur justificari , et non » habemus aliam viam quâ justificari possimus » : quasi Deus se velit diligi tantùm à peccatoribus , non autem à justis ; aut tanti præcepti observantia ad justificationis gratiam impetrandam tantùm , non autem ad conservandam augendamque pertineat : quo neglecto , ipsâ incuriâ , gratiam justificationis amittant.

Hæc igitur erronea et hæretica procul à fidelium mentibus propulsanda sunt. Quantùm autem et quanto sub discrimine oporteat tantum actum frequentare , ipsa Dominica oratio , quæ quotidiana dicitur , satis docet ; quippe quæ vero et pleno sensu sine actu dilectionis proferri non possit ; cùm hæc ipsa vox , *Pater noster* , si rectè , et ut à Christo pronuntiata est , dicitur , teste Apostolo , inducat *spiritum non timoris , sed adoptionis et charitatis , in cordibus nostris clamantem , Abba , Pater* (2).

- Sin autem objicitur illud æquè impium ac nugatorium de præceptis positivis , non semper iis teneri nos , atque adeo nunquam , vel vix unquam : eò res recidit nobis , ut omnis intercidat fidei et spei exercendæ obligatio ; imò Dei metuendi , cogitandi de Deo , ac de salute suâ aut fide ; ex quo vita christiana oblivioni Dei , atque

(1) *Innoc. XI. Prop. VII.* — (2) *Rom. VIII. 15. Gal. IV. 6.*

inde consecutæ omni injuriæ ac nequitiae relinquatur. Quem in gurgitem jam demersi sunt qui hæc dicunt : « Homo nullo unquam suæ vitæ tempore tenetur elicere actum fidei et charitatis, » ex vi præceptorum divinatorum ad eas virtutes » pertinentium (1). Fides non censetur cadere » sub præceptum speciale secundum se. Satis est » actum fidei semel in vitâ elicere (2) ».

II.  
Partitio hujus opusculi.

His igitur generatim præmissis de mandato diligendi Dei, jam quæ sint ejus partes ad justificandum impium, maximè in sacramento Pœnitentiæ, ex decretis Tridentinis explicare aggredimur. Quam disputationem ita partiemur : ut primùm agamus de sacramentorum, quibus justificamur, efficientiâ ; quo loco demonstrabimus ad illa non requiri eam dilectionem, quæ cum sacramentorum suscipiendorum voto semper justificet. Deinde tractabimus de incipiente dilectione, saltem ad justificationis gratiam in sacramentis impetrandam omnino necessariâ. Denique ex certis principiis difficultates resolvemus : atque is erit hujus tractationis finis.

## PRIMA PARS.

III.  
De sacramentorum quibus justificamur effectusive efficientiâ. Tridentina de-

Ac primùm, sacrosancta Synodus de sacramentorum quibus justificamur effectusive efficientiâ, hæc tradidit : « Hanc dispositionem seu » præparationem justificatio ipsa consequitur (3). » Quæ verba sancta Synodus subdit, post expositionem præcedente capite illam dispositionem seu

(1) *Alex. VII. Prop. 1.* — (2) *Innoc. XI. Prop. XVI, XVII.* —

(3) *Sess. VI, cap. VII.*

præparationem, quæ in fide, atque inde profecto  
 « divinæ justitiæ timore, in spe propter Christum,  
 » atque in ipso incipientis dilectionis » motu re-  
 ponatur : « ex quo peccatorum odium ac detes-  
 » tatio existat, per eam pœnitentiam, quam ante  
 » Baptismum agi oportet : denique, in proposito  
 » suscipiendi Baptismi, inchoandi novam vitam,  
 » et servandi divina mandata (1) ».

Non ergo hæc omnia justificationem includunt ;  
 non fides, non spes, non illa dilectio incipiens,  
 non illud ex dilectione odium ac detestatio pec-  
 catorum ; non illa pœnitentia, aut illud susci-  
 piendi Baptismi propositum ac votum, quamvis  
 cum novæ vitæ proposito, et quâdam etiam in-  
 choatione conjunctum : non illa, inquam, om-  
 nia, optima licet et sancta, justificationem inclu-  
 dunt, sed sunt ejusmodi, ex quibus, teste sacro-  
 sancto Concilio, *ipsa justificatio consequatur.*

Huc accedunt ex eodem capitulo verba sequen-  
 tia : « Instrumentalis item causa ( justificationis )  
 » est ipse Baptismus, quod est sacramentum fi-  
 » dei ». Quibus verbis constat, ipsum sacramen-  
 tum, non acceptæ justitiæ sigillum, ut hæretici  
 volunt, sed ejus accipiendæ atque adipiscendæ  
 causam et instrumentum esse.

Id autem luculentiùs ac firmitùs docet alterum  
 capitulum ex sessionis VII præmio repetitum,  
 quod est ejusmodi : « Ad consummationem salu-  
 » taris de justificatione doctrinæ consentaneum  
 » visum est de sanctissimis Ecclesiæ sacramentis  
 » agere, per quæ omnis justitia vera vel incipit,

(1) *Sess. VI, cap. VI.*

creta refe-  
 runtur : ac  
 primum ex  
 sess. VI cap.  
 VI et VII.

#### IV.

Ex ejusdem  
 sess. VI cap.  
 VII.

#### V.

Ex sess. VII  
 præmio, et  
 canonibus  
 VI, VII, VIII.

» vel cœpta augetur, vel amissa reparatur ». Ex quo constat, quædam sanè sacramenta ea esse, per quæ justitia jam antea per susceptum sacramentum accepta tantùm augeatur; quæ nos sacramenta vivorum sive justorum appellamus: sed alia etiam sacramenta ea esse, per quæ « justitia » incipiat, vel amissa reparètur », sive recuperetur; qualia omnino sunt Baptismi ac Pœnitentiæ sacramenta; quæ sanè peccatoribus dentur et mortuis, sed per eadem sacramenta cum fide suscepta revicturis. Quò etiam pertinent, ex eâdem sessione septimâ, canones VI, VII et VIII, ubi sub anathematis pœnâ prohibetur; ne quis dixerit eadem sacramenta « signa quædam esse ac notas » jam acceptæ justitiæ, non verò in iisdem gratiam contineri, dari, et reipsâ conferri: idque » ex opere operato, quantum est ex parte Dei, » si ritè suscipiant, nec obicem ponant ».

VI.  
Ea dogmata ad sacramentum Pœnitentiæ applicantur, ex sess. XIV cap. IV.

Quæ dogmata atque decreta, sive, ut vocant, principia generalia, ut sacramento Pœnitentiæ applicentur, eadem sacrosancta Synodus docet: « Etsi contritionem hanc, quam describit, aliquando charitate perfectam esse contingat, hominemque Deo reconciliare, priusquam hoc sacramentum actu suscipiatur; ipsam nihilominus reconciliationem ipsi contritioni, sine sacramenti voto, quod in illâ includitur, non esse adscribendam ». Quo liquet, non id semper aut ex naturâ rei fieri, sed tantùm *aliquando contingere*, ut illa contritio *charitate perfecta sit*: unde subdit, quancumque aliam contritionem, eum esse « motum, quo pœnitens adjutus viam



» sibi ad justitiam parat, quique ad Dei gratiam  
 » in sacramento Pœnitentiæ impetrandam dispo-  
 » nit ». Cæterùm contritionem eam quæ statim  
 Deo reconciliet, etiam ante susceptum actu sacra-  
 mentum, eam esse tantùm, « quam aliquando  
 » charitate perfectam esse contingat » : atque  
 adeo alios esse casus, eosque vulgatos atque com-  
 munes, quibus absolutio sacerdotis hominem ad-  
 huc reperiat obligatum lethalibus culpis, neque  
 justificatum supponat, sed faciat.

Huc spectat etiam ejusdem sessionis canon IX.  
 « Ne quis dixerit, absolutionem sacramentalem  
 » sacerdotis non esse actum judicialem, sed nu-  
 » dum ministerium pronuntiandi et declarandi  
 » remissa esse peccata » : quod non satis pro  
 sancti Concilii intentione fixum haberetur, si  
 omnis absolutio actu suscepta hominem jam jus-  
 tum, jamque Deo gratum ac reconciliatum reper-  
 iret, idque ex naturâ rei, sive ex institutione  
 divinâ, fieri oportere, pro certo crederetur. Sic  
 enim sacramenta, quibus justificari credimus,  
 opus justificationis ac remissionis peccatorum jam  
 perfectum supponerent : hominemque nullius al-  
 terius rei indigentem, quàm ut ei jam remissa  
 esse annuntiaretur ac declararetur. Ipsa quoque  
 absolutionis formula, quod absit, mendax esset,  
 si nunquam peccata solveret, sed soluta reperiret;  
 nec ministri Christi verè unquam exercerent con-  
 cessam sibi ligandi ac solvendi, remittendi ac re-  
 tinendi potestatem, si nunquam solverent, atque  
 remitterent; sed semper soluta vincula, semper  
 dimissa peccata supponerent. Et quemadmodum

VII.

Ex ejusdem  
 sess. XIV can.  
 IX.

ad verè exercendam ligandi ac retinendi potestatem, intelligere debemus non supponi ligatos, et actu judiciali sub nexu retentos, sed effici; ut verè ligati, verè et positivè sub nexu retenti habeantur; ita de potestate solvendi ac remittendi peccata credendum est, nec supponi tantùm jam soluta et dimissa, sed verè effici ut actu solvantur ac remittantur.

Quæ omnia in hunc syllogismum concludi possunt. Qui specialis est sacramenti effectus, is ante sacramentum actu susceptum non necessariò supponitur, sed per illud efficitur. Atqui, in Baptismo et Pœnitentiâ, specialis sacramenti effectus est ipsa justificatio, seu remissio peccatorum. Ergo justificatio seu remissio peccatorum, in Baptismo et Pœnitentiâ actu susceptis, non necessariò supponitur, sed per illud efficitur. Ergo ulteriùs, quod *aliquando* id fiat, non est necessarium, sed casuale et accidentarium, nempe *cùm contritionem charitate perfectam esse contingit*, ut ex Tridentino (1) diximus.

VIII.  
Concilii Tridentini doctrinæ summa, omniumque ejus doctrinæ partium consensus: transitus ad secundam hujus disputationis partem.

Hæc ergo dogmata circa sacramentorum efficaciam sive efficientiam, non nisi læsâ fide Tridentinâ, negari possunt. Quare diligentissimè cavit sanctissima et doctissima Synodus, ne quam tantâ auctoritate ac perspicuitate asseruit virtutem ac vim; eandem, quod absit, evertere videretur. Itaque, cùm clarè definierit, uti prædiximus (2), et mox luculentiùs declarabimus, ad justificationem in sacramentis requiri, ut ad eam moveamur non solo timore pœnæ, sed etiam dilectione

(1) *Sess. XIV, cap. IV.* — (2) *Sup. n. 3.*

justitiæ; ne tamen putarent, eam dilectionem saltem cum voto sacramenti statim esse vivificam, sive reconciliatoriam ac justificantem, eam certis characteribus, à vivâ et reconciliatoriâ, sive justificante contritione discrevit; quod hæc quidem sit, ut diximus<sup>(1)</sup>, charitate perfecta; illa autem sit dilectio tantùm *incipiens*, nec ad eum deducta finem, ut charitate perfecta sit: unde etiam fit, ut sit præparatoria, non perficiens, aut justitiam inducens, sed ea quam ipsa justitia consequatur; ut sit denique, non nova vita, quod est opus contritionis charitate perfectæ, sed novæ vitæ propositum, ejusdemque inchoatio quædam. Quos incipientis dilectionis characteres nunc explicare aggredimur: atque hæc erit secunda pars nostræ disputationis, haud obscurioribus aut inferioribus sacrosancti Concilii firmata decretis, et pari utique fide retinenda.

## SECUNDA PARS.

Placet igitur primùm ex sessione VI, cap. VI, sequentia recitare: « Disponuntur autem ad ipsam justitiam, dum excitati divinâ gratiâ,.... » liberè moventur in Deum, credentes vera esse, » quæ divinitus revelata et promissa sunt; atque » illud imprimis, justificari impium per gratiam » ejus;.... et dum peccatores se esse intelligentes, » à divinæ justitiæ timore, quo utiliter concutiuntur, ad considerandam Dei misericordiam » se convertendo, in spem eriguntur; fidentes, » Deum sibi propter Christum propitium fore,

### IX.

De dispositionibus, maxime verò de incipienti dilectione Dei ad consequendam justificationem necessariò requisita: ex sess. VI, cap. VI.

<sup>(1)</sup> *Sup. n. 6.*

» illumque tanquam omnis justitiæ fontem diligere incipiunt ». Quibus verbis, necessariae dispositiones tres distinctè et ordine proponuntur : primùm *fides*; eique conjunctus divinæ justitiæ *timor* : deinde *spes* per Christum : tertio, ipsa *dilectio*, sed tantùm *incipiens*. Quarum dispositionum si quis vel unam detraxerit, tanti Concilii integram perfectamque doctrinam truncasse judicetur.

X.  
Quid sit diligere Deum  
ut omnis justitiæ fontem,  
eodem cap.  
VI sess. VI.

Quid sit autem illud, quòd « Deum tanquam » omnis justitiæ fontem diligere incipiant » faciliè intelliget, qui illam justitiam, quæ Deus est, per se ac propter se diligendam, ac nobis communicandam per Christum, nosque efficienter justificantem consideraverit, quemadmodum ait Paulus : *Ut sit ipse justus, et justificans eum qui est ex fide Jesu Christi* (1). Diligitur ergo *Deus ut fons justitiæ*, cùm diligitur ut justus atque justificans : quam justitiam nos esurire ac sitire oportet, dicente Domino : *Beati qui esuriunt et sitiunt justitiam* (2), atque inde præparari ad justitiam capessendam, cùm eam esurire et sitire pœnitentes incipimus : quod est piæ et sanctæ dilectionis initium, justificandis hominibus penitus necessarium : ne scilicet, quod ait idem Apostolus, *ignorantes justitiam Dei*, quâ ipse justus est atque justificans; *et suam*, id est operum ac meritorum suorum, *volentes constituere, justitiæ Dei non essent subjecti* (3). Quâ voce jubemur veræ justitiæ subjacere liberâ voluntate, et in eam consentire; quod sine aliquo incipientis saltem

(1) Rom. III. 26. — (2) Matt. V. 6. — (3) Rom. X. 3.

dilectionis voluntario ac libero motu esse non poterat.

Stante ergo illo, fideique ac spei distinctè superaddito, incipientis dilectionis sensu, quid inde consequatur sacra Synodus docet his verbis: « Ac » propterea (eo scilicet quòd Deum justitiæ fontem » diligere incipiant) moveantur adversùs peccata » per odium aliquod et detestationem, hoc est » per eam pœnitentiam quam ante Baptismum » agi oportet »; ut inde exoriatur peccati odium et detestatio, quòd auctor justitiæ Deus diligi ac placere incipiat: quâ in re sita est illa pœnitentia, sine quâ præviâ neminem justificari posse, aut unquam justificari potuisse, constat.

Summa autem hujus rei est, quod homo peccator, post peccata commissa, hoc est, post tot dicta, facta, et concupita contra legem æternam, in quo, post beatum Augustinum, omnes theologi rationem peccati constituunt: jam incipiat convertere se ad ipsam justitiam, quæ Deus est; hoc est, ad legem æternam, quæ est super omnia, ac præsidet rebus humanis; nec tamen ei perfectè conjungi, qui est ipse justificationis effectus; sed tamen ad eam assurgere, eamque rebus omnibus velle anteponere: unde incipit quæri et reduci ille ordo, quem, eodem Augustino teste (1), « lex æterna observari jubet, per- » turbari vetat ».

Subdit sancta Synodus: « Denique dum pro- » ponunt suscipere Baptismum, inchoare no- » vam vitam, et servare divina mandata »: quod

XI.  
Continua-  
tio; ex eo-  
dem cap. VI  
sess. VI.

XII.  
Continua-  
tio, ex eodem  
capite: ubi

(1) *Cont. Faust. lib. xxii, cap. xxx; tom. viii, col. 380.*

de proposito  
implendi  
mandata.

confirmat sancta Synodus, etiam relato hoc Christi mandato : *Euntes docete omnes gentes, etc. docentes eos servare omnia quæcumque mandavi vobis* (1) : quò fiat etiam illud : *Præparate corda vestra Domino* (2).

Est igitur, teste Scripturâ sacrâ, Synodo interprete, omnino necessarium quo ad justificationem homines præparentur, ut corde gerant non inane, sed firmum ac verum propositum servandi *omnia* mandata quæcumque Christus imposuit : quibus omnibus maximè comprehendi primum illud ac maximum omnium mandatorum, quo Dominum Deum nostrum diligere toto corde, totâ mente, totis viribus, hoc est propter ipsum ac super omnia jubeamur, nemo sanus negaverit. Hujus ergo tanti præcepti, nisi quis veram ac sinceram executionem et observationem firmo proposito intendat, nec servare mandata, omisso omnium maximo, nec justificari vult : ut profectò constet, justificationis propositum nullum esse posse, nisi cum verâ Dei summè ac super omnia diligendi voluntate conjunctum : quo sanctæ dilectionis saltem aliquod initium continetur : nec frustra Synodus *novæ vitæ inchoandæ propositum* inesse oportere decernit, quod mox, suo loco, ex ejusdem Synodi sententiâ perpendemus. An autem, sine aliquo inceptæ et inchoatæ dilectionis initio, stare possit voluntas implendi divini de summâ dilectione mandati, certissimè credimus dubitare posse neminem.

(1) *Matt.* xxviii. 19, 20. — (2) *I. Reg.* vii. 3.

Hæc ex sexto capite sextæ sessionis. Septimum  
 verò sic incipit : « Hanc dispositionem, seu præ-  
 » parationem, justificatio ipsa consequitur ; quæ  
 » non est sola peccatorum remissio, sed et sanc-  
 » tificatio et renovatio interioris hominis per vo-  
 » luntariam susceptionem gratiæ, et donorum,  
 » unde homo ex injusto fit justus, et ex inimico  
 » amicus ». Nemo ergo vereatur, ne præmissæ  
 à Concilio tot ac tantæ dispositiones ac præpa-  
 rationes justificationem contineant ; cùm eadem  
 Synodus apertè præcaveat ne id sentiamus, ac  
 monitos nos velit, has esse præparationes ac dis-  
 positiones tantùm, *quas ipsa justificatio conse-  
 quatur.*

Jam, illa verba perpendant : « Justificatio non  
 » est sola peccatorum remissio, sed et renovatio  
 » interioris hominis per voluntariam susceptio-  
 » nem gratiæ, et donorum, quibus homo effici-  
 » tur ex injusto justus, et ex inimico amicus ». Quæ si consideraverint, profectò intelligent, in ipso renovationis interioris actu inesse liberum actum, qui sit *voluntaria susceptio gratiæ : addit, et donorum ; unde homo ex injusto fit justus, et ex inimico amicus : ut certum omnino sit, dum justificamur, atque interiùs renovamur, planè consentire nos in ipsam justitiam atque amicitiam ipsâ justificatione reparatam ac redintegratam ; quod nihil aliud esse possit, quàm fructus et actus veræ ac perfectæ dilectionis, ex ipsâ justificationis gratiâ consecutæ : cùm præsertim sancta Synodus illam ipsam justitiam in charitate collocet, « quæ, inquit, diffunditur in*

XIII.

Idem ex  
 cap. VII ejus-  
 dem sessio-  
 nis VI, et ex  
 can. XI.

» cordibus eorum, atque ipsis inhæret » : quod etiam clarè ac sub anathematis pœnâ repetitum et inculcatum, ejusdem sessionis canone XI.

XIV.  
Expenditur  
præcedens  
doctrina  
Concili ex-  
ponentis in-  
cipientem di-  
lectionem,  
quæ in verum  
firmumque  
charitatis ac-  
tum, in ipsâ  
justificatione  
desinat.

Hanc doctrinam ex sancto Thomâ depromptam esse, imò ex ejus verbis penè contextam, postea demonstrabimus. Nunc, ne distrahatur animus, mox relata verba Concilii notatu dignissima paulùm pensitanda sunt. Nam respiciunt animam sub ipsâ gratiæ infusione, in ipso justificationis ac renovationis instanti constitutam; actu enim suscipit gratiam, non modò peccata remittentem, sed etiam interiùs renovantem ac sanctificantem; actu, inquam, hanc suscipit. Quid autem? an mortuo modo? imò, inquit, *voluntariâ susceptione gratiæ*; hoc est, liberâ et actuali consensione in illam ut actu inhærentem. Hæc est enim Concilii mens, hoc est fidei catholicæ ab hæreticorum perversâ credulitate discrimen. Nec tacet Concilium. Est enim illa *susceptio voluntaria gratiæ et donorum*. Cujus autem gratiæ, quorumve donorum? horum certè quibus homo fit *ex injusto justus, et ex inimico amicus*. Hæc est ergo illa actualis et voluntaria consensio in amicitiam Dei, hoc est profectò in ipsam inter nos et Deum mutuam charitatem. Nihil enim est aliud ista amicitia, ex consensu theologorum, quàm mutua charitas. Fit ergo consensio in ipsam inter nos et Deum mutuam charitatem. An sine ullo charitatis actu? Quis hoc vel cogitare possit? Addit verò Synodus, esse consensionem in gratiam, ex quâ *homo fit de injusto justus*. Quomodo autem justus? Nempe, ut ex Synodo



nodo diximus <sup>(1)</sup>, *diffusâ intus charitate per Spiritum sanctum*, atque animis *inhærente*. Consensus autem libera et actualis in illam habitualemente *inhærentemque charitatem*, est ipse elicitus charitatis actus. Quare justificatio non sine habituali et actuali simul charitate transigitur.

An igitur necesse est, ut omnes justificati *inhærentem et habitualemente charitatem distinctè cogitent*; cum tot sint veri pœnitentes, qui ne has quidem voces intelligant? Rectè, si de vocibus, non autem de ipsis rebus ageretur. Non enim si tam multi sunt, qui nesciant propè *inhære*re quid sit; ideo ignorare oportet pœnitentes, fieri aliquid in eis operatione divinâ per Spiritum sanctum, quo immutetur animus intus, fiatque verè sanctus ac justus, non imputatâ ab extrinseco Christi justitiâ, ut hæretici somniant, sed verè communicatâ et infusâ, imò etiam stabili ac permanente; unde habitualis dicitur. Non ergo voces illæ theologicæ, sed ipsa summa rerum cogitanda est pœnitentibus, *ut sciamus quæ à Deo donata sunt nobis* <sup>(2)</sup>: ne cæcam, infructuosam, totque acceptorum in ipsâ justificatione donorum ac beneficiorum immemorem agamus pœnitentiam.

Verùm ulterius procedendum est. Neque enim statim, ac nullâ congruâ dispositione præviâ, fit transitus ad ipsam charitatem habendam et exercendam; imò verò necesse est, ipsum habitum aliquid antecedit per modum disponentis atque transeuntis; quæ est ipsa dispositio à Sy-

<sup>(1)</sup> *Sup. n. 13, sub fin.* — <sup>(2)</sup> *I. Cor. 11. 12.*

nodo agnita dilectionis illius incipientis supra memoratæ : sic sanè, ut illud disponens atque incipiens, in verum, fixum, perfectumque actum desinat connaturali progressu, fiatque simul in nobis et exerceatur charitas, quam ultro et liberè justificati ac renovati suscipimus.

## XV.

Libera electio et consensus in futuram justitiam atque charitatem inhærentem, à Synodo sess. vi, cap. v et vi constituta, quid importet?

Hæc sanè vera sunt, et ex Concilii clarâ definitione certa. Verùm profectò nobis hic id vel maximè cogitandum est, non quòd justificationem comitetur aut consequatur, sed quòd antecedit ac præparet ; hoc est ipse consensus liber ac voluntarius in futuram justitiam et charitatem in cordibus diffundendam eisque inhæsuram. Quàm autem sit libera illa consensus, jam quidem ex cap. vi sessionis vi retulimus, dicente Concilio, *disponi ad justitiam, dum liberè moventur in Deum*. Verùm id ex capitis v antecedentis adhuc clariore et expressiore doctrinâ repetendum. Verba autem sanctæ Synodi hæc sunt : nempe, inquit, « ipsius justificationis exordium in adultis à Dei per Christum Jesum præveniente gratiâ sumendum esse, hoc est ab ejus vocatione, quâ, nullis eorum existentibus meritis, vocantur : ut qui per peccata à Deo aversi erant, per ejus excitantem et adjuvantem gratiam ad convertendum se ad suam ipsorum justificationem, eidem gratiæ liberè assentiendo et cooperando, disponantur : ita ut, tangente Deo cor hominis per Spiritûs sancti illuminationem, neque homo ipse nihil omnino agat, inspirationem illam recipiens ; quippe qui illam et abjicere potest, neque tamen sine gratiâ Dei movere se ad justi-

» tiam coram illo liberâ suâ voluntate possit ». Quod item ejusdem sessionis canone IV et IX confirmatum omnes norunt.

Sic quàm libera fuit ac voluntaria susceptio gratiæ actu justificantis atque renovantis, tam liberam et voluntariam esse oportet *conversionem* hominis *ad suam justificationem futuram*, tam libero motu *ad justitiam*, hoc est, ex antedictis, ad amicitiam atque charitatem *movere se*, Deique vocationi *liberè assentiri et cooperari*, necesse est. Hæc sancta Synodus claris verbis decernit. His autem actibus illud comprehenditur, ut pœnitentis animus vocanti *ad gratiam*, *ad justitiam*, *ad amicitiam*, *ad ipsam charitatem*, Deo se præparet liberrimo motu, verâ electione, et Spiritui sancto ad justitiam, hoc est, ad ipsam charitatem moventi et excitanti, se totum liberè subdat. His etiam efficitur, animam pœnitentem eidem Spiritui sancto adducturo justitiam, ac diffusuro intus in cordibus charitatem, ultro occurrere, et assentiendo cooperari; venturam charitatem arripere, inhæsuræ aptare se; invitantem et oblatam eligere, acceptare, complecti: quæ sine aliquo jam incipientis sive transeuntis ac disponentis dilectionis motu non fiunt.

Huc accedit aliud ex ejusdem sessionis VI cap. VII repetitum: nempe ut ii qui se ad justificationem præparatos volunt, *petant fidem*, non illam *mortuam et otiosam*, quam Jacobus memorat (1), sed vivam et actuosam, de quâ dicit

XVI.  
Aliud ex  
sess. VI cap.  
VII.

(1) Jac. II. 17.

Paulus (1), *in Christo Jesu neque circumcisionem aliquid valere, neque præputium; sed fidem, quæ per charitatem operatur*. Hoc enim attestatur idem Concilium Tridentinum, cum, his recitatis Apostoli verbis, subdit: « Hanc fidem » ante Baptismi sacramentum, ex Apostolorum » traditione, Catechumeni ab Ecclesiâ (docente » et orante) petunt, cum petunt fidem vitam » æternam præstantem » : petunt, inquam, fidem eam quæ per charitatem operatur vivam et salvificam : quam petere et expectare non nisi ex quodam ejusdem initio possumus; quod est illud à Synodo prædicatum, piæ, post fidem ac spem, præparatoriæ dilectionis initium.

XVII.  
Idem ex  
canone III  
sessionis VI.

Hæc igitur nobis ex sextâ sessione deprompta sint, maximè ex capite sexto, cui respondet canone III, his verbis : « Si quis dixerit sine præve- » niente Spiritûs sancti inspiratione, atque ejus » adjutorio, hominem credere, sperare; diligere » aut pœnitere posse, sicut oportet, ut ei justifi- » cationis gratia conferatur; anathema sit ». Sanè constat, ex perpetuâ sacri Concilii consuetudine, ita canones institutos, ut singuli ad singula quædam decreta referantur. Hunc ergo canonem ad caput hoc sextum referri oportere, et confitentur omnes, et ipsa verborum demonstrat series. Ecce enim hujus capituli decreto distinctè et ordine memorantur, ut vidimus, primum fides, deinde spes, tertio ipsa dilectio, quâ *incipimus diligere Deum, ut omnis justitiæ fontem* : ex quâ denique *ea pœnitentia* consequa-

(1) Gal. v. 6.

tur, *quam ante Baptismum agi oportet*. Hæc ergo quatuor eodem ordine recensita canone III, pro more Concilii in pauca contrahit, et solitâ brevitate complectitur; decernitque, ut cui-cumque *justificationis gratia conferatur*, eum-dem *oporteat* credere, sperare, diligere; his tribus actibus in unum pœnitentiæ actum recol-lectis, neque unquam à se in ipsâ justificationis præparatione divulsis.

Dicent, hæc tam plana, tam liquida, tam ex intimo Concilii spiritu prompta, de Baptismo quidem esse tradita, nec pertinere ad Pœnitentiam; quasi ad hanc minora requirantur: sed hoc stare non potest. Primùm enim, quâ ratione id statuunt? nullâ prorsus. Quid enim? an quòd ex parte Dei major sit Pœnitentiæ quàm Baptismi virtus, ut propterea ad illam, quàm ad hunc minor ex parte nostrâ dispositio requiratur? Sed contrà; virtus Baptismi ex parte Dei major et uberior; quippe cùm simul omnem et culpæ et pœnæ reatum absorbeat: quod Pœnitentiæ non est concessum. Est sanè Pœnitentia secundus Baptismus, ad quem minora requiri, quàm ad primum, nulla vel levis conjectura suadet. Unde sacra Synodus utriusque sacramenti differentiam bis assignans, sess. VI cap. XIV, et adhuc expressiùs sess. XIV cap. II, de hoc discrimine, ex obligatione incipientis dilectionis orto, ne quidem cogitat. Clarum istud. Extant duo capita, alterum sub hoc titulo: *De lapsis, et eorum reparatione*, sess. VI; in quo utriusque sacramenti discrimen traditur: alterum sess. XIV, sub hoc titulo:

## XVIII.

Solvitur ob-  
jectio refe-  
rentium su-  
predicta ad  
solum Bap-  
tismum, non  
autem ad  
Pœnitentiæ  
sacramen-  
tum.

*De differentiâ sacramenti Pœnitentiæ et Baptismi.* Utraque accuratè relegendur : circa dispositiones nullum discrimen invenies : cùm id eo loco vel maximè memorari oporteret. At si in alterutro sacramento majora requirerentur, pro Pœnitentiâ judicandum esset, in quâ jam violato Baptismo major injuria, majore proinde studio reparanda.

Huc accedunt verba Christi pronuntiantis, *cui plura donantur, eum magis diligere* (1). In Pœnitentiâ autem plura dimittuntur, cùm ipsum violati Baptismi facinus dimittenda augeat. Eo ergo major exoritur diligendi obligatio, nedum ex parte dilectionis aliquid imminutum esse intelligatur. Quanquam enim allegata Christi sententia ad consequentem dilectionem directè pertinet; æquo jure referenda est ad præparatoriam; cùm petentis et expectantis remissionem, haud alia sit ratio, quàm de impetratâ gratiâ agentis.

Denique, quid causæ esset, cur à Pœnitentiâ potius quàm à Baptismo dilectionem illam abesse oporteret? An quia illa dilectio per sese justificationem inferret, vacuo postea sacramento, aut saltem suum effectum jam supponente? Atqui de Baptismo idem dicendum esset, cui remissionis et justificationis effectus haud minùs efficacibus verbis à Scripturâ, Patribus, Conciliisque, adeoque ab ipso Tridentino tribuatur. Quare hæc opinionum ludibria procul à Scholæ gravitate et auctoritate amandari deceret; ac reverâ certum, responsionem hanc, ne quid dicam gravius, ha-

(1) *Luc. vii. 43.*

beri improbabilem ac temerariam, nullo quem sciam hujus auctore nominato.

Quærent, quare igitur sancta Synodus, sess. XIV, de Pœnitentiæ sacramento tractans, dicta de Baptismo circa dilectionis initium, non iterat? In promptu causa est, ideo factum quòd semel dicta sufficiant: neque metuendum videbatur, ne de Baptismo dicta ad Pœnitentiæ sacramentum prono velut ac suo cursu deduci non possent. Quin ipsa Synodus, in præmio sessionis XIV, id ultro præmonuit his verbis: « Quamvis in decreto de Justificatione multus » fuerit de Pœnitentiæ sacramento,<sup>1</sup> propter lo- » corum cognationem, necessariâ quâdam ra- » tione sermo interpositus; tanta nihilominus » circa illud, nostrâ hâc ætate, diversorum er- » rorum est multitudo, ut non parum publicæ » utilitatis retulerit, de eo exactiorem et plenio- » rem definitionem tradidisse ». Quibus verbis duo videmus: primum, illud ipsum de Justificatione decretum communis fundamenti loco esse positum: deinde, propter multiplices errores, è re videri, ut de eo argumento plenior tractatio habeatur, ad errores scilicet detegendos, ut ipsa Synodus profitetur, communi, ut diximus, fundamento stante: quod etiam à nobis mox ordine perpendetur, ubi ad eum locum nostra disputatio devenerit.

Id interim observabimus, in utrisque decretis et sess. VI et XIV, æquo jure postulari *vitæ novæ propositum et inchoationem* (1). Id autem ita ex-

XIX.

Cur sess.

XIV non re-  
petitur doc-  
trina de in-  
cipiente di-  
lectione, quæ  
sess. VI tra-  
ditur.

(1) Sess. VI, cap. VI. Sess. XIV, cap. IV.

plicatur sess. VI, ut in illo proposito expressè intelligatur contineri voluntatem, quâ quisque proponat *servare divina mandata* : quod licèt sess. XIV prætermissum, tamen in Pœnitentiâ valere nemo negaverit ; ut profectò clarum sit, duo illa decreta non inter se opponenda, quod absit, sed alteri ex altero quærendam lucem ; et sessionem VI pro sessionis XIV certo ac stabili fundamento habendam.

## XX.

Doctrina  
sess. XIV pro-  
ponitur ; ac  
primum ex  
procœmio, et  
cap. I, II, III.

Jam absolutâ sessione VI, veniamus ad sessionem XIV, ubi de sacramento Pœnitentiæ specialis tractatio instituitur. In hâc autem statim notavimus, ex ipso procœmio, id quod ad sessionis VI, quæ fundamenti loco ponitur, commendationem pertinet. Nunc autem in decretis observamus primum illud, ex cap. I. « Fuit quidem pœnitentia universis hominibus, qui se mortali aliquo peccato inquinassent, quovis tempore ad gratiam et justitiam assequendam necessaria ». Quo ex loco claret, præire omnino in hoc quoque sacramento eam pœnitentiam, quam, ex sess. VI, ante Baptismum agi oportet, ut suprâ memoravimus : cui quidem pœnitentiæ inesse necesse sit, illud credere, illud sperare, illud diligere, atque inde profectam peccati detestationem eam, in quâ, ex eâdem sessione VI, præeuntis pœnitentiæ ratio collocetur.

Deinde, ex capite secundo, notamus *differentiam sacramenti Baptismi et Pœnitentiæ*, nullâ mentione discriminis circa antedictas dispositiones, ut profectò easdem in utroque sacramento pariter retineri ac requiri necesse sit,



quemadmodum suprâ memoravimus. Interim de utriusque sacramenti æquâ necessitate, ita est definitum : « Ut sit hoc Pœnitentiæ sacramentum » lapsis post Baptismum æquè necessarium, ut » nondum regeneratis ipse Baptismus » : hoc est necessarium non modò necessitate præcepti, verùm etiam necessitate medii.

Postea ex capite tertio : « Rem et effectum » hujus sacramenti, quantum ad ejus vim et efficaciam attinet, reconciliationem esse cum Deo ». Quare hoc sacramentum meritò definire possis, redintegratæ gratiæ ac reconciliatæ amicitiae sacramentum, quod nemini, nisi optanti et volenti Dei amicitiam, et cum eo gratiam, concedi posse liquet, ut suprâ diximus : unde etiam addidimus, huic sacramento demi efficaciam, si quid his detraxeris, neque in pœnitente Dei amicitiam, hoc est, charitatem ipsam efflagitante, aliquid agnoveris, unde Deum ipsius gratiæ et justificationis auctorem amare jam cœperit.

Hactenus apparuit sessionem XIV sessioni VI veluti fundamento superstructam esse. Sed res erit clarior, si caput quartum, hoc est illud ipsum, quod vel maximè nobis objicitur, diligenter perpenderit. Sic autem habet : « Contritio, » quæ primum locum inter pœnitentis actus habet, animi dolor ac detestatio est de peccato » commisso, cum proposito non peccandi de » cætero ». Ac paulò post : « Declarat sancta » Synodus, hanc contritionem non solùm cessationem à peccato, et vitæ novæ propositum » et inchoationem, sed veteris etiam odium con-

XXI.

Doctrina  
cap. IV ejusdem  
sessionis XIV.

» tenere ». Quis autem negaverit novæ vitæ firmo validoque proposito contineri firmam de observando primo et maximo diligendi ex toto corde, hoc est, super omnia, Domini Dei nostri, voluntatem? De quo præcepto dicit Dominus: *Hoc fac et vives* <sup>(1)</sup>: ne quis novam vitam absque charitate esse posse præsumat. Unde sacra Synodus in novæ vitæ proposito, nihil minùs quàm Dei super omnia diligendi propositum potuit intelligere: neque tantùm exigit *vitæ novæ propositum*, sed etiam *inchoationem*; eo quòd amaturus Deum, idque jam firmiter apud se proponenti ac volenti, ipsum illud propositum non nisi vitæ novæ inchoatio quædam atque initium sit: cum quo, teste Synodo, antea vitæ turpis illius, ac vero pioque amore destitutæ, simul inordinato amore laborantis, odium conjungatur.

Sanè observavimus, hanc vitæ novæ inchoationem in sacramento Pœnitentiæ requisitam, præcessisse in Baptismo, ex sessione VI, cap. VI; atque ita esse constitutam, ut conjuncta intelligatur cum proposito servandi omnia mandata divina, adeoque vel maximè illud primum. Quod sanè propositum implendi omnia mandata, nisi altè ac firmiter animo constitutum atque infixum geras, nulla justificatio est.

Ex his igitur verbis facilè intelligimus, quàm fuerit illud necessarium, fidei ac spei superadditum, secundùm Synodum, dilectionis initium: cum absque illo, in Baptismo ac Pœnitentiâ æquo

(1) *Luc. x. 28.*

jure requisitum observandi omnia mandata, et omnia peccata detestandi propositum, nec intelligi possit.

Fixum ergo firmumque est, verè pœnitenti ac justificationem expectanti id inesse propositum, quo Dei amorem velit; item amicitiam Dei quærat et velit, eamque cuius amicitia anteponat; ejusdem justitiæ se subdat, Deumque ejus fontem diligere incipiat <sup>(1)</sup>: reconciliatam cum Deo gratiam plus omnibus bonis optet: Dei charitatem animo suo inhæsuram ultro advocet et accersat, eamque petat fidem quæ per charitatem operatur. Quæ si quis negaverit cum voluntate quâdam Dei toto corde et super omnia diligendi esse conjuncta, ibique omnino inesse aliquid charitatis, atque actum aliquem qui in eam virtutem et ex sese tendat, et ad eam necessariò reducatur, etsi nondum sit illa contritio, quam *charitate perfectam*, atque adeo justificantem esse contingat: ille se absurdum, atque à seipso dissentientem, et ab omni charitatis officio alienissimum se præbeat.

Anteaquam ulteriùs progredimur, hic tantisper sistamus gradum, ut seriò consideremus jam totam hanc absolutam esse quæstionem, nisi quodam litigandi studio teneamur. Rogo enim, an illud propositum vitæ novæ inchoandæ, à sanctâ Synodo in sacramento Pœnitentiæ requisitum, non sit illud ipsum in Baptismo requisitum propositum, quod in sessione VI, cap. VI, complectatur voluntatem omnia implendi divina

XXII.

Ilic quæstionem totam omnino absolutam esse unâ interrogatiunculâ.

(1) Sess. VI, cap. VI.

mandata, juxta illud Dominicum (1): *Euntes docete omnes gentes, baptizantes eos;... docentes servare omnia quaecumque mandavi vobis.* Rem planè putamus suprâ jam à nobis clarè esse confectam, neque quemquam existimamus futurum, qui negare possit per illud propositum in Pœnitentiâ æquè ac in Baptismo requisitum, haberi expressissimam implendi omnia Christi mandata, neque unquam adversùs illa peccandi voluntatem. Hoc firmum, hoc fixum est. Tota ergo quæstio jam in eo versabitur, an inter mandata quæ implere volumus, ac firmâ voluntate proponimus, contineatur illud mandatum, quod est omnium primum; quod si negaverint, credo bonâ fide, ipsi sibi erubescant.

## XXIII.

Quid sit illa distinctio impliciti et expliciti, quam hic adhibent.

Nec tamen dissimulandum est quid reponant. Quærunt enim et ipsi à nobis; an igitur nulla futura sit Pœnitentiæ, nulla Baptismi vis, quantum ad justificationem attinet, nisi de omnibus singulatim præceptis actu et expressè cogitetur? Non ita, inquiunt, sed sufficit confusè et implicitè velle servare mandata: ac si de aliquibus specialiter cogitandum, sanè de iis tantùm contra quæ peccaveris.

Mirum autem illud, quia possibile non sit de singulis quibusque mandatis cogitari semper, ex eo inferre nec de illo primo distinctè cogitandum, cùm è contra sic potiùs argumentandum esset: Ex eo quod omnia et singula divina mandata simul cogitare, nec sæpe possibile sit, nec necessarium; ideo requiri saltem ut illud præceptum

(1) *Matt. xxviii. 19, 20.*

animo et voluntate complectamur; quo, teste Domino, ipsa præceptorum summa consistat.

Quod autem fateris, ea saltem expressè cogitanda præcepta adversùs quæ peccaveris, arripio ut meum, cùm planè nemo peccet, nisi ex eo fonte, quòd non dilexerit.

Dices : Peccatores omnes violare illud de dilectione mandatum implicitè tantùm, eo quòd cætera mandata contempserint, quibus implendis illa continetur dilectio Dei, quam effectivam dicunt.

Contrà : Illa, ut vocant, effectiva dilectio facit observari mandata propter ipsum Deum, tanquam propter finem ultimum, non interpretativè, sed propriè; et id negare est hæreticum, ut ab initio, Alexandro VIII auctore, diximus (1). Ergo in eo peccas vel maximè, quòd mandata propter Deum implere nolueris, sive neglexeris. Quam sanè injuriam resarcire non potes, nisi firmiter statuas, propter ipsum Deum implere mandata : hoc est effectivam exercere dilectionem.

Jam attentè considerantibus compertum erit nobis, æquè fide certam obligationem nostram ad specialem ac proprium dilectionis actum. Nam pro explorato ac fide certo posuimus (2), ita ut contrarium hæreticum haberetur, vi mandati hujus, *Diliges*, omnino teneri nos ad illum specialem ac proprium dilectionis actum : ad id, inquam, teneri nos, nec semel in vitâ, nec per solidum saltem quinquennium, sed per annos,

(1) *Sup. n. 1.* — (2) *Ibid.*

per dies, ita ut ejus usus sit frequentissimus, imò verò tam frequens, ut familiaris nobis, ac velut quotidianus esse videatur : cùm absque illo nec orationem Dominicam, quæ velut quotidiana esse debeat, vero suoque sensu intelligere aut proferre possimus. Quo posito, si rem altiùs scrutemur, atque intimos reseceamus tantæ veritatis sensus; certum item erit nobis, inde exortam esse ipsam effectivæ, sive mandata propter Deum adimplentis dilectionis cessationem, quod affectivam suo loco et tempore æquè necessariò servandam omiserimus. Hinc tota mali labes. Hinc peccandi principium; ac rectè Augustinus <sup>(1)</sup> : « Per hanc dilectionem peccata solvuntur. Hæc si non teneatur, et grave peccatum » est, et radix omnium peccatorum ». Nec immeritò; ex hoc enim debent solvi peccata, ex cujus defectu orta sunt. Si enim, ut fieri oportebat, debitum affectum in Deum provocasses, neque omisisses tam necessarium sanctæ dilectionis exercitium, profectò nec effectivæ et mandata propter Deum adimplentis dilectionis officium intercidisset. Peccas ergo, quisquis es, contra ipsum debitæ dilectionis affectum; quod ut resarcias, ipsam voluntatem, ipsum propositum specialis et propriæ sive affectivæ dilectionis exercendæ excitari oportet.

Dices : id nimis subtilitatis esse, neque vulgaribus hominibus venire in mentem. Contrà : Nam has voces, *affectivum*, *effectivum*, alias-

(1) *In Ep. Joan. tract. v, n. 2; tom. III, part. II, col. 857.*

que similes vulgares homines nesciunt; sed rem ipsam, hoc est, et præcepta omnia implenda esse propter Deum, et ipsam quoque dilectionem singulari studio in Deum incitandam, idque divino de dilectione mandato cautum esse, tenere omnes, omnes doceri debent; nec omitti potest tanta res ab iis, qui Deo placere volunt.

Ac reverâ, si quis attendat tot post pœnitentiam lapsus, facilè deprehendet horum esse fontem, quòd de Deo diligendo nec in frequentandâ pœnitentiâ cogitent, frigidamque et exsuccam agant pœnitentiam. Hæc illa est pœnitentia, quam *indifferenter*, nulloque vero ac sincero affectu *actam* Synodus Nicæna improbavit (1), fontem et altricem peccatorum, non verum ac firmum eorum remedium.

Jam ut accuratiùs perpendamus distinctionem impliciti et expliciti: illa ipsa est, quâ præceptum charitatis absolutè eluditur ab iis quos inter hæreticos computari diximus (2). Nempe, aiunt, ipsum diligere nihil aliud esse, quàm impleri singula divina præcepta; quibus impletis, præcepto charitatis ibidem implicitè contento satisfacias, ac nihil necesse sit, ut de illo explicitè cogites. Sic eludunt præcepti vim, cujus erroris gratiâ ab Ecclesiâ meritò condemnantur. Quare distinctionem illam suspectam ac periculosam habere nos oportet, cùm in illâ distinctione errorem exitiosissimum, quique ad tollendam præcepti maximi obligationem pertineat, latere constiterit.

XXIV.

Rursus de  
implicito et  
explicito.

(1) *Conc. Nic. can. xi; tom. II Concil. col. 48.* — (2) *Sup. n. 1.*

Ut ergo is error in ipso Pœnitentiæ sacramento retegatur, rogo quid sit illud quod voluntate ac proposito implendi mandata, ipsum dilectionis mandatum comprehendere quidem, sed tantùm implicitè velis? Rogo, inquam, quid sit illud implicitum? Nempe, inquires, illud vocamus implicitum in aliquo actu contineri, cùm, verbi gratiâ, rogati an volendo implere divina mandata, eâ voluntate contineri intelligamus ipsum de Dei dilectione mandatum, statim respondeamus omnino id velle nos. Sic enim interpretari solent illud implicitum. Aiunt omnes uno ore philosophi ac theologi, ideo nos in omni actu velle beatitudinem saltem implicitè, quod roganti quid velimus in unoquoque actu, statim respondeamus nos velle esse beatos, idque à nobis maximè intendi. Esto, si velis, aliud exemplum familiarius ac magis obvium. In profectione Romanâ, etsi non semper, nec omni, ut aiunt, passu, Romam actu expresso cogites, tamen certum omnino est ipsam Romam implicitè velle te, cùm rogatus quò pergas, nihil nisi Romam retuleris. Itaque quod implicitè volumus, reverâ et summè volumus, tametsi non eam voluntatem reflexè et formaliter exprimamus. Ergo sic interpretandum, cùm in Pœnitentiâ implicitè volumus implere præceptum de diligendo Deo, illud reipsâ et summè velle nos, licet non exprimamus, aut ullum eâ de re actum reflexum aut expressum elicere cogitemus; quod rectè intellectum fortasse sufficiat.

Quid quòd si illud implere ita velis, ut rogatus



gatus an velis, statim respondeas velle te : nihil est quod confessionis minister id rogare gravetur, aut quod pœnitentem se ipsum rogare pigeat. Cur enim verearis idipsum clarè confiteri, quod jam intus mente conceptum geras? aut quis est Christianus, qui de Christo amando non se admoneri gaudeat? vel usque adeo alieno est animo à Christo, ut nec admonitus amare nitatur? Et hunc christianum aut pœnitentem vocas? Absit. Cur ergo hic taces, et ab amore suadendo cessas? Quasi metuas ne citiùs amet quàm oporteat, aut ne justificetur ante susceptum actu sacramentum. Quo vel uno argumento litigantium, ac in re gravissimâ tam vana respondentium, ora concludere ac velut opprimere possis.

Sed fortassis alio modo illud implicitum intelligas; quo sensu nimirum dicuntur antiqui ante Christum justî, Deo misericordi ac remuneratori credentes, pariter credere in Christum, sed implicitè tantùm, cùm ipsum nesciant. Huc ergo recidet omnis ratiocinatio, ut Christianus, isque pœnitens ac professus se recuperandæ divinæ amicitiae studiosum, haud magis de Dei amicitia cogitet, quàm antiqui justî de Christo cogitabant, quem nondum noverant.

Verùm id et per sese est absurdissimum, et quocumque te vertas, frustra eris. Semper enim occurret illud ex sessione VI, cap. VI, ut credas, ut speres, ut diligere incipias : neque aliter quàm à Synodo explicetur, distinctè et expressè, distinctis et expressis actibus; neque magis dilectionem habebis implicitam, quàm ipsam fidem ac

XXV.  
Rursus eadem de re.

spem. Illud etiam ex sess. VI, canone III, certum erit, quemdam esse modum quo credere, sperare, diligere oporteat justificationis gratiam adepturos : quibus verbis distinctos actus, ut credendi ac sperandi, ita diligendi esse necessarios, luce meridianâ est clarius.

Neque illud minùs clarum, à quovis pœnitente disertè postulari, ut Dei amicitiam, reconciliatam gratiam, hoc est, ipsam in cordibus diffusam charitatem, denique fidem eam quæ per charitatem operatur, optet ac velit : quæ si quis implicita tantùm esse contenderit, jam eò nobis redibit res, ut in pœnitentiâ nihil actuale, nihil vividum verumque habeatur, sed confusa omnia et interpretativa : quo etiam fiat, ut passim peccatores inani aut etiam noxiâ, nec tollente aut eradicante, sed potiùs alente peccatum, pœnitentiâ perfungantur : quibus profectò credimus causam esse finitam.

XXVI.  
De attritionis naturâ ac vi, quid sancta Synodus decreverit.

Ne tamen objiciant à nobis prætermisam Tridentinorum decretorum potissimam partem, quæ est de Attritione; eam integram referimus, et ex antedictis jam esse explicatam ostendimus. Sic autem habet (1) « Illam verò contritionem imperfectam, quæ Attritio dicitur, quoniam vel ex » turpitudinis peccati consideratione, vel ex gehennæ metu communiter concipitur, si voluntatem peccandi excludat, cum spe veniæ : » declarat non solùm non facere hominem hypocritam, et magis peccatorem, verùm etiam » donum Dei esse, et Spiritûs sancti impulsam,

(1) *Sess. XIV, cap. IV.*

» non adhuc quidem inhabitantis, sed tantum  
 » moventis, quo pœnitens adjutus, viam sibi ad  
 » justitiam parat ». Quæ planè valeant adversus  
 Lutheranos, qui pœnarum metum non modò ut  
 inutilem rejicere solebant, sed etiam ut noxium  
 et ex carnali sensu, non ex Spiritùs sancti motu  
 et impulsu venientem. Fixum ergo immotumque  
 sit, ex pœnarum metu attritionem ortam, à Spi-  
 ritu sancto movente et impellente esse, eâdem  
 adjuvari non gravari pœnitentes, eâdem parari  
 viam ad justitiam : neque quidquam ampliùs :  
 quod et Synodus decernit, et omnes confitentur.

At enim vim faciunt maximam in sequentibus  
 verbis : « Et quamvis sine sacramento Pœnitentiæ  
 » per se ad justificationem perducere nequeat,  
 » tamen eum ad Dei gratiam in sacramento Pœ-  
 » nitentiæ impetrandam disponit ». Hic ergo sis-  
 timus : attritionem illam ad justitiam disponere  
 profitemur, sanctæque Synodi verbis atque sen-  
 tentiis, ut nihil detrahi, ita nihil addi volumus.

Fateamur ergo hoc timoris metu adjuvari nos ;  
 viam parari nobis ad ipsam justitiam ; ad eam-  
 dem nos disponi : hoc firmum, hoc stabile. Ad-  
 damus, si placet, eodem auctore Concilio, *pœ-  
 narum timore utiliter concuti pœnitentes* ; ex  
 sess. VI : eodem timore *utiliter concussos esse Nini-  
 vitas* ; ex sess. XIV ; atque ex cognatis locis selecta  
 ac studiosè repetita verba pensemus, neque ultrà  
 prosilire conemur. Adstringunt enim nos toties  
 inculcata, imò etiam selecta verba *utilitatis*,  
*adjumenti, præparationis ac dispositionis* : ubi

illud *sufficere*, quod erat obvium, si Patres Tridentini ita sensissent, non modò ubique tacetur, sed etiam studiosè devitatur, ut ostendit ipse verborum tenor, et gesta Concilii mox referenda pendent.

Nec dicant illud *disponere*, esse vocabulum, quod *sufficienciæ* æquivalet : non enim vocem tam obviam, tam necessariam, Synodus refugisset, si suæ intentioni respondere, suis verbis æquipollere videretur.

Quin ipsa Synodus mentem suam et intentum, ut vocant, jam inde à procæmio sess. XIV, palam profitetur, nempe propter multiplices errores exactiorem et pleniorum definitionem tradi oportuisse, ut suprâ retulimus (1). Quos autem errores? Illos Lutheranorum scilicet, qui malum, qui noxium, qui carnalem putarent esse pœnarum metum. Eum autem errorem Tridentini Patres, stabilitâ ejusdem timoris utilitate, pietate ex Spiritu sancto profectâ, ipsâque præterea tam utili, tam necessariâ ad justitiam impetrandam præparatione ac dispositione ita confutant, ut nihil aliud requiratur. Sin autem ad illud decurrunt, hinc omissam dilectionem, ac tantùm expressam *spem veniæ* : jam respondimus, non proinde exclusam, sed potiùs supposita fuisse cætera ex sess. VI. An enim exclusam putant ibi requisitam servandi omnia præcepta voluntatem, cujus hinc nulla mentio est? An verò ipsam fidem, quam Synodus non magis expressit? Absit. Hæc ergo

(1) *Sup. n. 19.*

supposita ut aliundè certa et alibi definita. *Spes* autem *veniae* exprimitur, quippe quæ pertineat ad exprimendam timoris illius naturam, qui absque spe *veniae*; tristis omnino esset, et anxius nimis, ac desperationi quàm timori propior.

Synodi autem exponendæ rationem ac regulam tradimus eam primùm, quæ hæreat proprietati ac simplicitati verborum: cui scilicet, *parare*, *disponere*, sit *parare*, *disponere*; non autem sufficere. Tum, quæ Synodi mentem intentumque respiciat, ut modò fecimus. Tertiò, quæ Synodi dicta non disjungere, et inter se collidere, sed coaptare et conciliare intendat; quod huc usque præstitimus. Quartò, quæ ejusdem Synodi gestis per optimos relatores, sede apostolicâ probante, digestis fidem adhibeat; quod mox præstabimus, teste doctissimo cardinale Pallavicino. Denique, quæ exempla ab eâdem Synodo proposita, quidve ex iis elici velit, diligenter attendat; neque supponat, verbi gratiâ, *Ninivitas solo timore concussos*, aut *per pœnitentiam solis terroribus plenam*, nullo interveniente actu charitatis, *ad Jonæ prædicationem misericordiam à Domino impetrasse*: quod eorum temporum ratione cogitari quidem sinit.

Hactenus ex tenore verborum: nunc ipsa Synodi gesta ex prædicti Cardinalis Historiâ regamus. Neque necesse est, ut hujus auctoritatem commendemus, cùm id abundè sufficiat, quod sedis apostolicæ jussu hanc Historiam susceperit, ejusdem approbatione ediderit, visis perpensisque actis synodalibus munierit; eo præsertim

## XXVII.

Quam intelligendæ et explicandæ Synodi sequamur regulam.

## XXVIII.

Sanctæ Synodi gesta sessionis VI, ex Historiâ cardinalis Pallavicini: ubi etiam quæritur de amore justitiae

tiæ ad amorem amicitiae, non autem ad amorem spei, ut vocant, et concupiscentiae, referendo.

consilio, ne falsa et aliena tantæ Synodo supponerentur, atque imputarentur : qui etiam futurus est hujus tractationis fructus.

Quo in argumento ita versari nos oportet, ut à Cardinalis sententiâ ipsa Synodi gesta diligentissimè secernamus, cùm illa sit, magni licet, sed tamen privati doctoris, hic ipse Concilii sensus.

Ergo ad sessionis VI cap. VI hoc dignum observatu refert : timore et fiduciâ constitutis, eò processum esse à Patribus, ut hoc adderent, quod nempe, his positis, « incipiunt diligere Deum » tanquam omnis justitiæ fontem, et propterea » moventur adversùs peccata per odium aliquod » et detestationem ». Cæterùm narrat Cardinalis (1), « quod ad Dei dilectionem attinet, » in primâ formulâ nullam hujus actûs mentionem factam : sed admonitos Patres à quatuor gravissimis auctoribus, ut adderetur » etiam aliquis charitatis actûs, idque ita approbatum et confectum fuisse ». Ex quo planè constat, voces illas de diligendo Deo ut justitiæ fonte, *ad quemdam charitatis actum apponendum*, ex Patrum instituto fuisse additas : adeo non refugerunt, quod nunc recentiores faciunt, quin in justificationis dispositionibus aliquem actum charitatis agnoscerent, ut eum potius studiosè apponendum curarent.

Quam sententiam à viginti tribus Patribus expressè approbatam, cùm aliis non placeret, memorat Cardinalis acriter « à theologis fuisse defensam, qui hoc etiam scriptum reliquerint, non

(1) *Lib. VIII, cap. 13 : edit. Romæ, 1656, p. 714, 715.*

» ibi actum de ipso habitu charitatis; sed quia in  
 » illâ parte ubi de pœnitentiâ (disponente ad jus-  
 » tificationem) agebatur, nulla erat amoris facta  
 » mentio, visum esse, cum actis fidei et spei, ad-  
 » dendum etiam dilectionis actum aliquem, cùm  
 » pœnitentia, si tota timoris esset sine amore  
 » justitiæ, aut dolor de peccatis totus esset ex  
 » metu, et non ex Dei offensâ», infructuosa esset.  
 Certum ergo est, studiosè additum *de amore*  
*justitiæ*, qui ad actum charitatis pertineret, ac  
 sine illo actu irritam ac sterilem pœnitentiam fu-  
 turam fuisse: quo quid est clarius?

Quin etiam Cardinalis id firmat ex actis in cas-  
 tello Sancti Angeli diligenter asservatis, in quibus  
 hæc verba reperiuntur (1): « Similiter propositum  
 » est, an peccatorum detestatio in præparatione  
 » spem præcedat? et post accuratissimum rei exa-  
 » men, fuit conclusum: Quantumvis aliqua pec-  
 » catorum detestatio spem præcedat, nihilominus  
 » sequi postea eam peccatorum detestationem,  
 » quæ ad justificationem disponat, de quâ sess. vi,  
 » cap. vi, eo quod sine aliquâ spe ac dilectione  
 » fieri non possit ».

His ergo clarè liquet, in ipsâ Tridentinâ Sy-  
 nodo nemini dubium fuisse, quin actus ille dilec-  
 tionis in Deum ut omnis justitiæ fontem, ad ali-  
 quem charitatis actum per sese referretur, idque  
 omnino constare ex intento Patrum, et theologo-  
 rum defensionibus, atque ex ipsius Concilii gestis.

Procul ergo facessant illa recentiorum theo-

(1) *Lib. VIII, cap. 13: edit. Romæ, 1656, p. 714, 715.*

logorum objecta ; dilectionem illam ad amorem concupiscentiæ seu spei ablegandam esse, imò Tridentini Patres aliquem dilectionis actum ab ipsâ spe contradistinctum decernunt et agnoscunt. Ac reverâ theologi, cùm de dilectione absolutè loquuntur, nihil aliud quàm illam in charitatis actu repositam intelligunt. Quin Patres Tridentini nullâ unquam amoris illius spei et concupiscentiæ mentione dilectionem agnoscunt, non eam quam cum spe confundant, sed eam quam spei addant ac distinctè superponant.

Facessat etiam illud à quibusdam inventum, de dilectione Dei, ut est fons justitiæ, non posse pertinere ad charitatem; cùm hæc spectet Deum ut in se perfectum, nullo respectu ad nos. Quod ita à theologis intelligi constat, ut nos ipsos propter Deum, non autem Deum propter nos diligamus, omniaque nostra ad eum, ut in se est absolutè et propter se, referamus : non autem ut ab amandi causis sive motivis excludamus ea quæ nos adjungunt Deo, Deumque nostrum faciunt. Nam nemo negaverit, ad Deum ex charitate diligendum pertinere illud Davidicum <sup>(1)</sup> : *Diligam te, Domine, fortitudo mea : Dominus firmiter meum et refugium meum, Deus meus.* Quas voces ex intimo sensu mandati charitatis : *Diliges Dominum Deum tuum* <sup>(2)</sup>, depromptas esse constat : ac proinde ab amandi causis non nisi per manifestum errorem secludi ea quæ ad nos etiam spectent : quasi etiam istud : *Deum*

(1) Ps. xvii. — (2) Luc. x.



*tuum*, in ipso dilectionis mandato tam expressè, tam directè, ab ipso initio positum, non referatur ad nos : quæ tam absurda sunt ac toties confutata, ut jam nec memoratu digna sint.

Quin ex antedictis constat, Tridentinos Patres ad ipsum charitatis actum retulisse celebratissimum illum ex sancto Augustino *amorem justitiæ*, quo nempe diligatur Deus ut ipsa justitia : attestante Prophetâ : *Et hoc est nomen, quod vocabunt eum, Dominus justus noster*<sup>(1)</sup>, sive justitia nostra. Et iterum : *Benedicat tibi Dominus, pulchritudo justitiæ*<sup>(2)</sup>. Esto fortè de templo, propter inhabitantem Deum : quantò magis de ipso Deo dictum. Denique illud : *Nomen meum Sol justitiæ*<sup>(3)</sup> ; hoc est profectò fons luminis ; lumen ipsum idemque illuminans, justus atque justificans, ut suprâ ex Apostolo retulimus<sup>(4)</sup>.

De sessionis XIV actis, primum illud ex doctissimo Cardinale referemus : inter articulos sive hæreticorum errores de quibus deliberandum esset, istum recenseri<sup>(5)</sup> : « Contritionem quæ dis-  
» ponitur per examen, per recollectionem, aut  
» per peccatorum detestationem, non disponere  
» ad gratiam Dei, nec remittere peccata, sed  
» potiùs facere hominem hypocritam, et magis  
» peccatorem, eamque contritionem esse dolorem  
» coactum, non liberum ». Hic igitur diligentissimè observandus est ipse hæreticorum error, quem Synodus damnare voluit, ut scopo quò tendebat cognito, totam ejus mentem faciliè assequamur.

(1) *Jer.* XXIII. 6. — (2) *Ibid.* XXXI. 23. — (3) *Mal.* IV. 2. — (4) *Sup.* n. 10. — (5) *Lib.* XII, cap. 10, p. 399.

XXIX.  
Gesta sess.  
XIV, cap. IV,  
ex eodem  
Cardinali.

Id autem alterâ observatione firmamus, ex ipsis Cardinalis verbis; nempe ita memorat <sup>(1)</sup>: « Re-  
 » verâ, quantum ex actis comperit, theologorum  
 » intentum fuisse, ut damnarent hæreticorum  
 » sententiam, qui pœnæ metum ut malum repro-  
 » barent, non autem ut deciderent quæstionem  
 » scholasticam, an talis timor non solùm sine  
 » contritione perfectâ, de quâ vix ulla contentio  
 » fuerit, verùm etiam sine ullo studio excitandi  
 » amorem imperfectum, sufficiat ad impetran-  
 » dam in ipso sacramento remissionem peccato-  
 » rum ». Unde constat in hâc sessione XIV à Sy-  
 nodo vixdum esse tractatam, nedum definitam  
 putemus eam de quâ nunc agimus quæstionem.

Tertiò observamus, ex iisdem gestis <sup>(2)</sup>, in ea  
 sessione adeo temperatum fuisse « ab eo arti-  
 » culo, ut vix aliqua hujus significatio fuerit in  
 » duabus singularibus et oppositis opinationibus :  
 » altera quæ amorem negabat necessarium; altera  
 » ad aliud extremum opposita, quæ contritio-  
 » nem perfectam necessariam statueret ». Quo  
 perspicuum est procul à vero aberrare eos, qui suæ  
 de sufficientiâ ortæ ex metu attritionis opinioni,  
 hujus decreti auctoritatem obtendunt. Quartum  
 et ultimum, idque manifestissimum ex eodem  
 Cardinale accipimus istud : in decreto de doc-  
 trinâ primùm fuisse posita duo : alterum, « con-  
 » tritionem eam quam theologi attritionem di-  
 » cerent, eo quod imperfecta esset, conceptam  
 » esse ex solâ consideratione turpitudinis peccati,  
 » aut gehennæ metu <sup>(3)</sup>; alterum eamdem attritio-

<sup>(1)</sup> *Lib. XII, cap. 10, p. 1003.* — <sup>(2)</sup> *Ibid.* — <sup>(3)</sup> *Ibid.*

» nem esse sufficientem ad Pœnitentiæ sacramen-  
 » tum (1) » : quæ duo in ipsâ Synodi definitione  
 sublata sunt : cùm, loco illius sententiæ : « ex solâ  
 » consideratione turpitudinis peccati aut gehennæ  
 » metu concipi attritionem » : ipsa Synodus non  
 ex eâ consideratione *sola*, sed ex eâ *communiter*  
 concipi in suâ definitione reposuerit. Quod au-  
 tem attritionem *sufficere* esset positum, id à  
 sanctâ Synodo adeo esse rejectum, ut illud *suffi-*  
*cere* in ipsum *disponere* fuerit commutatum.

Ex his ergo perspicuè demonstrantur duo,  
 quæ jam asseruimus : primum, ut mentem atque  
 intentionem Synodi assequamur, spectandos esse  
 errores Lutheranos, quos Patres condemnare vo-  
 luerunt : alterum, studiosè evitatum fuisse ipsum  
*sufficienciæ* in attritione vocabulum : quæ qui-  
 dem manifesta erant ex tenore decreti : nunc  
 autem, ex actis à doctissimo Cardinale relatis, ad  
 certissimam et ineluctabilem demonstrationem  
 adducta sunt.

Verùm ad majorem rei evidentiam placet re-  
 ferre quasdam sententias in ipsâ Synodo dictas.  
 Prima est Jacobi Lainez, ad sacramentum requi-  
 rentis, *pœnitentiam, timorem, dilectionem, con-*  
*tritionem, absolutionem* (2) : quo satis indicat  
 dilectionem timori additam, et inde profectam  
 contritionem, quippe ex aliquâ dilectione con-  
 ceptam.

Clariùs à Ferrusio Hispano, Episcopi Segovi-  
 ensis theologo, dilectio requisita ex verbis Do-

XXX.

Referuntur  
 quædam Pa-  
 trum ac Doc-  
 torum sen-  
 tentiæ in sess.  
 XIV, ex eo-  
 dem Pallavi-  
 cino : utræ-  
 que sessiones  
 inter se con-  
 feruntur.

(1) Sess. XIV, cap. IV. Pallavicini, *ibid.* pag. 1006. — (2) *Ibid.*  
 pag. 1003.

minicis : *Remittuntur ei peccata multa, quoniam dilexit multum* (1) : Ubi vox illa, *dilexit*, præterito tempore, antecedentem dilectionem infert. Addebat Ferrusius eòdem pertinere illam Pauli *secundùm Deum*, hoc est secundùm Deum amatum, *tristitiam*; « unde, inquebat, Augustinus » negaret absque amore dari gratiam : primam » occurrere fidem ipsam : ex quâ peccati detes- » tatio, mox erectus animus in spem, tum amare » incipiat; unde prima gratia », seu prima justitiæ infusio. Hæc summa doctrinæ Ferrusii.

Aiebat alius, « primùm dolere homines pro- » pter pœnam, exinde propter Deum, postea con- » fiteri ». Alius requirebat, « ut rem necessariam, » primò pœnæ timorem, detestationem, fidem, » ex quâ spes oriatur, et ex hâc dilectio ». Cæteri in eundem ferè morem. Et quidem duæ tantùm extitere suprâ memoratæ (2) sententiæ singulares; quarum altera amorem excludebat omnem, altera perfectum necessariò resposcebat. Queis constat, uno fortè dempto, requiri ab omnibus ipsam timori, fidei ac spei dilectionem superadditam, eam assiduè in ore Theologorum ac Patrum haberi; ejus frequentissimam, imò perpetuam in hâc quoque sessione, ut etiam in sextâ, fuisse mentionem.

Quæ cùm ita sint, ex optimo actorum relatore constat quod de dilectione in sessionis XIV decreto taceatur, non inde ortum esse, quòd ea præmitteretur, sed quòd supponeretur; nec opus fuisse, ut hìc de eâ specialis quæstio sive tractatio

(1) *Luc. VII. 47.* — (2) *Sup. n. 29.*

haberetur, nempe alibi transactâ re : neque ex pœnitentiæ naturâ, sed ex communioribus de justificatione decretis ac principiis repetenda.

Nec Patres metuerunt, ne, si dilectionem præparatoriam ut necessariam admitterent, justificatione jam per illam inductâ, sacramentorum efficientiæ detrahère viderentur, aut eam, hæreticorum more, ut acceptæ gratiæ pignus, non ut accipiendæ causam agnoscerent. Non id, inquam, metuebant, qui dilectionem illam ubique sonarent, atque inculcatam vellent. Quo metu si tenerentur, primum ipsi Baptismo metuendum esset, pari utrinque incommodo, parique futuro errore, si Pœnitentiæ tantùm, non autem ipsi Baptismo consulerent. Atque hæc sunt, quæ ex gestis Pallavicini Cardinalis repetenda esse duximus.

Auditis Synodi decretis, ac perquisitis gestis, ad introspectendam penitus sancti Concilii mentem, Catechismi quoque Romani ad Parochos, ejusdem jussu editi, sententiam recensemus; nec immeritò, cùm ipse titulus Catechismi satis indicet doctrinam vel maximè necessariam ibidem esse traditam. Hæc igitur habet sub titulo, *de Pœnitentiæ Sacramento* : quæ nos ex editione Romanâ exscripsimus, eâ quæ post confectam Synodum prima est edita.

XXXI.  
Ex Catechismo Romano ad Parochos quædam recensentur.

1. Ac primùm fundamenti loco ponit ipsam nominis notionem, ubi illud legitur : Pœnitentiam eam, quam *tertiam* vocat, haberi « cùm, » inquit, non solùm admissi sceleris causâ, in » timo animi sensu dolemus, vel ejus doloris ex-

» ternum etiam aliquod signum damus; verum  
 » unius Dei causâ in eo mœrore sumus ». Atque,  
 hanc, inquit, « tertiam (Pœnitentiam) tum ad  
 » virtutem pertinere, tum sacramentum esse di-  
 » cimus ». Ubi notanda illa verba, *unius Dei*  
*causâ*, quæ ex sequentibus declarantur.

2. His ergo generatim de Pœnitentiæ et virtute  
 et sacramento dictis, jam illud de Pœnitentiâ, ut  
 est virtus, secundò statuit : « Quia hujus virtutis  
 » actiones tanquam materiam præbent, in quâ  
 » Pœnitentiæ sacramentum versatur, ideò nisi  
 » priùs quæ sit Pœnitentiæ virtus rectè intelli-  
 » gatur, sacramenti etiam vim ignorari necesse  
 » est ».

3. Unde tertiò docet : « Intimam animi pœni-  
 » tentiam, quam virtutem dicimus, esse illam,  
 » cùm ad Deum nos ex animo convertimus ».

4. Quid sit autem illud, « ex animo converti,  
 » et quibus gradibus ad hanc divinam virtutem  
 » liceat ascendere », quarto loco commemorat.  
 Primùm nos præveniri à Deo corda nostra con-  
 vertente. Tum adesse fidem; « quâ ad Deum animo  
 » tendimus ». Hinc « motum timoris consequi,  
 » suppliciorum acerbitate propositâ ». Deinde,  
 « accedere spem impetrandæ à Deo misericordiæ ».  
 Quibus constitutis subdit : « Postremò charitate  
 » corda nostra accenduntur, ex quâ liberalis ille  
 » timor probis et ingenuis filiis dignus oritur :  
 » atque ita illud unum vereri, ne quâ in re Dei  
 » majestatem lædamus, peccandi consuetudinem  
 » omnino deserimus ». Unde concludit : « Hisce  
 » quasi gradibus ad hanc præstantissimam pœni-

» tentiæ virtutem perveniri ». Huc ergo pœnitentem contendere necesse est; ut profectò constet, ex mente Catechismi, non nisi horum conjunctione haberi integram veramque pœnitentiam, quam præire oportet ad sacramenti fructum.

5. Sic ergo explicatâ illâ quam dixit *intimâ pœnitentiâ*, sive *animi conversione*, quintò pergendum erat « ad externam, in quâ, inquit, » sacramenti ratio consistit », docendumque per eam « haberi externas quasdam res sensibus sub- » jectas, quibus declarantur ea quæ interiùs in » animâ fiant », hoc est profectò *illud intimum* anteriùs positum, quod fide, spe, et charitate constaret. Quod confirmat his verbis : « Deinde » quod caput est, cùm illa quæ extrinsecus tum » à pœnitente, tum à sacerdote fiunt, declarent » ea quæ interiùs efficiantur in animâ » : nisi ergo verè insunt uti declarentur, fides, spes, charitas, vanam et falsam pœnitentiam esse constitit.

6. Neque propterea credendum est, ante absolutionem vi contritionis semper condonata esse peccata : imò sextò statuendum est hanc formulam, *Ego te absolvo*, non minùs verè pronuntiarî à sacerdote de illo etiam homine, « qui » ardentissimæ charitatis vi, accedente tamen » confessionis voto, peccatorum veniam à Deo » consecutus sit » : ubi notandum est illum ex voto sacramenti justificationis effectum referri *ad ardentissimam charitatis vim* : ut profectò constet, aliis qui non statim ex ipsâ contritione gra-

tiam consequuntur, defuisse, non contritionem cum incipiente *charitate sive dilectione* conjunctam; sed tantum *ardentissimam contritionis illius vim*, quam non *incipientem* sed *charitate perfectam* à Synodo appellatam sæpe vidimus.

7. Hinc septimò subdit : « Quanquam si id » minùs consequi nobis liceat ut perfecta sit, » vera tamen et efficax contritio esse potest » : ubi vera contritio à perfectâ perspicuè distinguitur.

8. Et ultimò illud concluditur : « Ex fidei ca- » tholicæ doctrinâ omnibus credendum et con- » stanter affirmandum ; si quis ita animo affectus » sit ut peccata admissa doleat, simulque in » posterum non peccare constituat, etsi ejusmodi » dolore non afficiatur, qui ad impetrandam ve- » niam satis esse possit; ei tamen, cùm peccata » sacerdoti ritè confessus fuerit, vi clavium sce- » lera omnia remitti ac condonari » ; quod et Patrum traditione certâ, et Concilii Florentini decreto sancitum sit.

Hæc igitur Catechismi Romani summa doctrinæ est : unde liquet in eo diligentissimè esse versatum, ut sacramento sua constaret efficientia, idque sedulò actum, ne in Pœnitentiæ sacramento requiri videretur illa completa ac perfecta contritio quæ statim justificet : quare charitas ea, quam scilicet cum virtute pœnitentiæ præire voluit, incipiens, inchoata, non proinde necessariò perfecta sit. Cæterùm de attritionis ex solo timore conceptæ sufficientiâ nullum verbum, in quo nunc  
omnem



reponunt sacramenti efficaciam : et tamen prætermissum in eâ tractatione ; in quâ ea quæ essent populo prædicanda ut maximè necessaria , tradi oportuisse vidimus.

Hæc igitur doctrina est, quam in Catechismis christianæ plebi tradi necesse sit : præire oportere cum fide et spe motum propter Deum ex ipsâ charitatè ; non tamen necessariò perfectâ illâ et ardentissimâ quæ sola justificet cum sacramenti voto, sed quæ tamen ad Deum summè et unicè diligendum impellat ; et ideo quoque peccata detestetur, quòd, ipso Catechismo teste, « ut » maximè diligendus est Deus, ita quæ nos alienant à Deo, maximè detestari debeamus ».

Hic autem ultro confiteor non omnes Catechismos ita esse compositos, ut hanc doctrinam explicent : nec deesse, qui solo terrore contenti, spem etiam prætermittant, à Synodo Tridentinâ, sessione quoque XIV, tam diligenter expressam, his vocibus, « cum spe veniæ <sup>(1)</sup> ». Quare negare non possumus in ipsis Catechismis interdum prætermisssa quædam imprimis necessaria, neque tantùm in hoc argumento, sed in aliis vel maximis : eo quòd in illâ doctrinæ summâ puerilibus animis vulgaria quæque et capitata tradenda susciperent, quibus intenti quædam reservarent, aliis, iisque ampliõribus tractanda documentis. Nec pudeat confiteri quamdam fortè indiligentiam accuratiore operâ sarciendam. Nunc autem diligentiores Episcopi hæc etiam addunt, eam

(1) *Sess. XIV, cap. IV.*

formam secuti, quam Romanus ille, ac totius velut Ecclesiæ Catechismus, auctore Concilio, ad ejus mentem ediderit.

XXXII.  
Contrariæ  
sententiæ  
duo incom-  
moda propo-  
nuntur.

Contraria verò sententia, quæ in suscipiendo Pœnitentiæ sacramento nihil doceat intervenire charitatis, sive castæ dilectionis propter Deum ejusque justitiam sempiternam, præter alia, quæ diximus, duobus insuper laborat incommodis. Primum, ut Christianus non modò nullo unquam vel semel edito charitatis actu, sed etiam nullâ Dei toto corde diligendi curâ, nullo vero conatu, nullâ hujus rei consequendæ voluntate, possit fieri non modò justus, verùm etiam salvus : quo omnis omnino, et in sacramento, et extra sacramentum obligatio diligendi Dei solvitur ; tantumque mandatum, non ad vitæ christianæ necessitatem, sed ad consilium et ad perfectionis memoriam, in lege et in Evangelio remaneat. Alterum incommodum : « ut non sit illicitum in » sacramentis conferendis, sequi opinionem pro- » babilem de valore sacramenti, relictâ tutiore » : quod utrumque, et ex sese est pessimum, et decretis pontificiis (1) ex adverso pugnat.

Ecce enim quæritur, quisnam dolor de peccatis sit materia necessaria sacramenti Pœnitentiæ : an ille ex solo gehennæ metu : an ille etiam ex incipiente saltem dilectione ortus, unde, teste Synodo Tridentinâ, exoriatur motus *adversus peccata per odium aliquod ac detestationem* ? Ergo de ipsâ sacramenti materiâ quæritur. Se-

(1) *Alex. VIII. Sup. n. 1. Innoc. XI. prop. 1.*

quenda ergo pars tutior. Tutius autem est diligere incipere : nullum in eo periculum. Ergo vel id sequendum : vel in Innocentiani decreti perspicuam condemnationem incurris.

De primo autem incommodo, circa ipsum de Dei summâ dilectione mandatum, hæc subjungimus. Quæ doctrina illius mandati obligationem solvit, aut etiam eam ad paucos actus redigit, eam vidimus, ex Alexandro VIII, non modò esse falsam, sed etiam hæreticam. Atqui huc tendit sententia, quæ à Pœnitentiæ sacramento omnem etiam incipientem dilectionem excludit. Quod ut perspicuè pateat, placet hanc unam proponere quæstiunculam : an ab obligatione communi diligendi Dei eximantur ii, qui per peccata mortui, gratiâ exciderunt.

Si eximi putas, rogo iterum paucis, quo jurè? quo titulo? An eo quòd peccaverint, non sunt Christiani, non sunt saltem res Dei, non sunt opus Dei, creaturæ Dei, ad eum diligendum à Deo institutæ? Absit. Ergo lege teneri, necesse est ut dicas.

An fortè respondebis, teneri quidem ex sese; sed peccatis irretitos ad tam sublimem actum non posse consurgere? Atqui tum locum habet Tridentinum illud ab Augustino, atque ab omni Patrum traditione repetitum : « Et facere quod » possis, et petere quod non possis, et adjuvat » ut possis ».

Ne verò suspiceris nullos occurrisse casus, quo positivum amoris actum exercere teneretur, id velim cogites, laxissimos auctores concessisse

XXXIII.

De præcepto amoris ad Pœnitentiam maximè pertinente, ubi tractatur locus Concilii Tridentini :  
*et facere quod possis, etc. Sess. VI, cap. XI.*

saltem, ne ultra totum rigorosè quinquennium ab amore cessaretur (1). Atqui ille peccator tot annis obduruit, ut nihil ex Evangelio tenere videatur præter illud Apocalypsis: *Qui in sordibus est, sordescat adhuc* (2): et illud: *Sus lota involutabro luti* (3). Ergo dum huic luto hæret, vel centies adfuerit oportet casus obligationis ad amandum Deum. Ergo et casus et tempus vel amandi Dei, vel petendi amorem. Ac si ad extremum urgeas illud de præcepto positivo, nempe id fiet, ut nec credere, nec sperare, nec judicia divina contremiscere, nec horrere seipsum, aut de pœnitentiâ curare debeat: nisi positivos inter actus unum amorem seligas ad quem liceat nobis esse tardissimos, cùm contra sit. Rogo autem, cùm illa obligatio semper incumbat, cur tempus illud excipias, quo ad Ecclesiæ claves et ad Pœnitentiæ sacramentum accedit, et pro peccato suo cogitare cœpit? Non potest, inquires. Potest ergo magis excitare gehennæ metum: nec in eo provehendus est Spiritûs sancti motu et impulsu speciali, ut est à Tridentinâ Synodo definitum? Nempe, inquires, impellit Deus ad illum terrorem cui resisti sine gravi culpâ non potest. Non ergo Deus ad amorem ipsum impellit pœnitentes? non corda intus ciêt? aut verò pœnitens ad id unum obsurduit? Quin ipsi doctores, nedum ad amandum erigant, magis deprimunt mentes, cùm docent lege amoris non teneri. Id quidem, quid est aliud quàm cæci cæco ducatum præsent (4)?

(1) *Sup. n. 1.* — (2) *Apoc. xxii. 11.* — (3) *II. Petr. ii. 22.* —

(4) *Mat. xv. 14.*

Quod cùm sit absurdissimum, iterum inculco : vel amet vel amorem petat, et petendo amare incipiat, ut Synodus statuit.

At nimis laboriosum est. Ad id respondere piget. Sed ultro respondent omnes : hoc actu nihil dulcius, quo omne jugum leve, omne onus suave fiat. Imò cùm Pœnitentia laboriosus sit Baptismus, ideoque primis sæculis Ecclesia catholica tot ac tantos labores, tamque diuturnos imponeret pœnitentibus; eò magis necessarius, qui tantum onus levaret, sanctæ dilectionis fructus.

Nunc, ne quid effugiat inquisitionem nostram, diligentius considerandum est, quid sit illa quam sæpe memoravimus incipiens dilectio, et quomodo secernatur ab eâ contritione quam Synodus vocat *charitate perfectam*. Multum enim inter illas interesse discriminis, vel hinc constat, quod incipiens illa dilectio ad justificationem *præparare* dicatur tantùm; quæ per contritionem *charitate perfectam* jam plena et tota inducatur.

Sanè incipit diligere qui desiderat, qui petit, qui enititur ut dilectionem habeat. Neque enim quis fidem aut petit aut desiderat, aut ad eam enititur, nisi ex quibusdam fidei initiis : ita de dilectione dicendum est. An autem jam habeat dilectionem, qui cupit, vult, et petit : quis sapiens, et intelliget hæc? habet enim suo modo, quippe desiderans, petens, et enitens ex quibusdam sanè dilectionis initiis. Nondum autem habet, ut habere oportet ad justificationem actu obtinendam. Nondum enim plenè habet, qui desiderat, qui petit, qui enititur ut habeat. Quis

XXXIV.

De incipiente dilectione, comparatâ cum eâ contritione quam Synodus dixit *charitate perfectam*.

ergo ejus status? nempe is quem ex sacro Concilio delineavimus. Nam et petit quod nondum potest, nempe ut diligat : et facit quod potest; desiderare enim optat, enititur : necdum plenè fruitur amore justitiæ, sed ad eam tamen præparatur.

An autem is impleat summum illud de dilectione mandatum? implet, et non implet; sed diverso sensu. Implet sanè suo modo, qui, cùm omnes adhibeat quas tunc habet vires, et jam totis viribus diligit, et tamen non plenè diligit, cui vires ad id præstandum desint. Is ergo et intelligit præcepti necessitatem; et ideo conatur, ut impleat; et suo modo implet, qui quod potest jam incipit, et ad justitiam capiendam se accingit ac præparat. At is qui nihil tale cogitat, solo pœnarum timore concussus, nec se ad implendum summum de dilectione mandatum disponit ut debet, qui nec desiderat, nec conatur, nec petit; adeoque nec se præparat, ut in eo fiat illa, quam à Synodo postulari vidimus (1), « voluntaria susceptio donorum quibus homo efficitur » ex injusto justus, et ex inimico amicus ».

An ergo vult ille noster dilectionem summam? Vult planè, ad quam enititur totis quas tunc habet viribus; non vult autem, qui adhuc et deesse sentit, et habere desiderat. Denique in motu est ad amandum, potiùs quàm ab ipso amore possidetur, qui firmo licet amorem habendi et exequendi proposito, eum et vult et habet per modum cujusdam transeuntis dispositionis, non-

(1) *Sup. n. 11, 12, 13, 14, 15.*

dum autem per modum fixi jam stabilisque habitûs, quæ plena justitia est. Etsi enim, quod diligentissimè observari volumus, illa diligendi et mandatum charitatis implendi voluntas suo quodam modo firma sit, non tamen ad eam pervenit firmitudinem, quæ sit habitualis. Unde firma est, sanè in ratione propositi, desiderii, nisûs, sive incipientis voluntatis; non autem in ratione jam comparati et constabiliti habitûs. Quo loco valere videtur illa Scholæ distinctio; aliud esse virtutem quamdam, puta dilectionem, in fieri, sive in motu, ut diximus; aliud in facto esse. Quo etiam pertinet illud Dominicum: *Si quis diligit me, diligetur à Patre meo, et ego diligam eum* (1): quod sanè sit illius jam factæ dilectionis, quæ ipsam justificationem, hoc est, summam cum Deo conjunctionem inducat per charitatem illam, quæ, Apostolo teste, *nunquam excidit* (2): quippe quæ in ratione habitûs firmissima, ad id valet, ut nos in æternum conjungat Deo, nisi ab eâ sponte deficiamus.

Contingit autem, ut volens, et enitens, et petens, rem ipsam interdum nescius assequatur: contingit, inquam, ut *concupiscens desiderare justificationes* (3), prono velut cursu reverâ desideret: et ut hîc quoque valeat notum illud ac tritum Gregorii Magni (4), nempe ut « dilata » desideria crescant, et crescentia capiant ». Sic autem ex igniculis occultè serpentibus, ac velut hîc illâc discurrentibus, flammescit verus ignis,

(1) *Joan.* XIV. 21. — (2) *I. Cor.* XIII. 8. — (3) *Ps.* CXXVIII. 20. —

(4) *Hom.* XXV in *Evang.* tom. 1, col. 1546.

qui jam intima corda corripiat, his insideat, hæc possideat, solo Deo teste : atque hæc illa contritio est vera, et stabili charitate perfecta, quæ statim justificet cum solo sacramenti voto. Quando autem id contingat, aut quomodo, quàm expedito à concupiscentiâ et inolitis cupiditatibus animo, aut quàm intenso, quàm fixo dilectionis gradu, sciri nec potest nec expedit. Sufficit autem ut fieri certâ fide credamus, neque ulterius progredi cæci et curiosi conemur.

Sic, teste Joanne (1), *perfecta charitas foras mittit timorem, eum qui pœnam habeat, sive inquietudinem et anxietatem quamdam : certum istud. Quo autem et quàm intenso gradu is effectus consequatur, nos fugit, ac Deo suum opus inspicienti relinquendum.*

XXXV.  
Sancti Thomæ doctrina Concilioconformis, de dilectione in sacramento Pœnitentiæ requisitâ : primùm ex Supplemento.

Hanc doctrinam ante Synodum Tridentinam sanctus Thomas tradidit. Primùm, in Supplemento Summæ, ex IV in Sententias repetito. Tum in ipsâ Summâ, 1, 2. Denique in tertiâ parte.

Ergo in Supplemento hæc tria statuit : primùm, in sacramento Pœnitentiæ contritionem amoris expertem esse non posse, probatur ex his locis : Primus, « attritionis principium est timor ser- » vilis : contritionis autem, timor filialis », quem charitatis esse constat. Q. 1, art. 3, *Sed contra.* Quin etiam suprâ inter objectiones dicit, et in responsione supponit *attritionem non esse actum virtutis* : subditque, *ut ab omnibus dicitur* : ut hæc sententia, nemine discrepante, ut certa va-

(1) I. Joan. IV. 18.



leat : at verò, q. 1, art. 2, objectione 2, *Contritio est actus virtutis* ; ibid. *Sed contrà*.

Secundus locus, q. 2, art. 1, *Sed contrà*. « Pœnitens... non dolet de pœnâ ; et sic contritio, » quæ est dolor pœnitentialis, non est de pœnâ ». Et in corpore : « De malis pœnæ potest esse dolor, » sed non contritio », pœnitentialis illa, et ad virtutem pœnitentiæ pertinens ; alio ergo motivo concepta.

Esse autem charitatis hæc probant tertius et quartus locus. « Omnis dolor in amore fundatur : » sed amor charitatis, in quo fundatur dolor » contritionis, est maximus ». Q. 3, art. 1 : *Sed contrà*. Et iterum, art. 3, object. 3 : « De peccato præcipuè est contritio, secundùm quod » avertit à Deo », quod est charitatis, et in responsione concessum manet.

Hoc primum ex Supplemento. Alterum : non omni contritione, quæ sit ex amore, remitti peccata. Primus locus, isque evidentissimus : « quòd intensio contritionis potest attendi dupliciter : uno modo ex parte charitatis : ... et sic » contingit tantùm intendi charitatem in actu, » quòd contritio inde sequens merebitur non » solùm culpæ remissionem, sed etiam absolutionem ab omni pœnâ ». Q. 5, art. 2, in corp. Item q. 10, a. 5, c. « Contingit autem quandoque, quòd per contritionem præcedentem peccatum aliquod deletum est, quoad culpam » ; ergo iterum atque iterum *contingere* docet, id quod non semper eveniat. Quâ etiam voce in eundem finem usos esse Tridentinos suo loco

observavimus (1) : sed ex sequentibus maximè stabilitur, inter sanctam Synodum et sanctum Thomam, doctrinæ cognatio.

Sit ergo hoc tertium ex sancto Doctore constitutum : inde contingere ut non omnis contritio justificet ; quòd amor in eâ contentus ad perfectionem non pervenerit : pro quo est hic locus evidentissimus ac longè certissimus : « Dolor » potest esse adeo parvus, quòd non sufficiat ad » actum contritionis, ut si minùs displiceret ei » peccatum, quàm debeat displicere separatio à » fine : sicut etiam amor potest ita esse remissus, » quòd non sufficiat ad rationem charitatis ». Q. 5, a. 3, c. En amor non justificans, nec conterens, eo quòd ad rationem charitatis non devenit : non quidem quòd sit alterius generis aut alterius objecti, sed quòd in eodem genere et eodem objecto, sit remissus. Ergo non perfectus, sed tantùm incipiens : quæ nostra, imò sacri Concilii sententia est.

Sic ergo omnia constant : nempe et contritionem charitate fundari ; et peccata remittere : non aliter tamen quàm si tantus sit amor, ut ad rationem charitatis, adeoque et contritionis devenit. Mitto alios locos, eod. art. ad 1 ; et q. 10, art. 1, c. et alibi passim.

XXXVI.  
Idem ex 1.  
2. q. 113, art.  
3, c.

Jam ex 1. 2. q. 113, ubi de justificatione agitur, pauca sed illustra sumimus, imprimis illud : « Ita infundit donum gratiæ justificantis, quod » etiam simul cum hoc movet liberum arbitrium » ad donum gratiæ acceptandum, in his qui

(1) *Sup. n. 7, etc.*

» sunt hujus motûs capaces ». Art. 3, c. En illa acceptatio sive susceptio libera gratiæ, quam Tridentina Synodus decernebat (1) Gratia autem justificans, de quâ hic agitur, necessariò cum charitate conjuncta est, sine quâ non potest esse justitia. Ergo illa susceptio est actualis et libera susceptio et acceptatio charitatis, in eamque consensio : qui motus charitatis est.

Sed ne ratiociniis sit opus, sanctus Doctor clarè exprimit charitatem, his verbis : « Quòd » motus fidei non est perfectus, nisi sit charitate » informatus : unde simul in justificatione impii, » cum motu fidei, est etiam motus charitatis ». Art 4, ad 1. Subdit : « Movetur autem liberum » arbitrium in Deum, ad hoc quod ei se sub- » jiciat : unde etiam concurrit actus timoris » filialis, et actus humilitatis ». Sic actus charitatis, et ex eâ profectus actus timoris filialis, cum actu fidei concurrit ad justificandum hominem.

Tertius locus : « Quòd per cognitionem naturalem homo non convertitur in Deum, in quantum est objectum beatitudinis et justificationis » causa ». Ibid. ad 2. Ad charitatem autem pertinet moveri in Deum, ut est objectum beatitudinis, ut sanctus Doctor asserit, 2. 2. q. 23, quæ est de charitate : et in eâ quæstione centies. Nec minus est charitatis respicere Deum *in quantum est justificationis causa*, hoc est, in quantum est *fons omnis justitiæ*, ut sancta Synodus loquitur. Quod etiam incidit in illud Apostoli (2),

(1) *Sup. n. 10, 11, etc.* — (2) *Rom. III. 26.*

in quantum est justus, atque justificans eum qui ex fide est, ut suprâ diximus (1).

Denique, eâdem q. 113, art. 5, quæritur « utrum ad justificationem impii requiratur » motus liberi arbitrii adversus peccatum ». Respondetur autem : requiri expressissimum motum charitatis, « eo quòd ad eundem actum pertinet, » prosequi unum oppositorum, et refugere aliud : » et ideo, sicut ad charitatem pertinet diligere » Deum; ita etiam detestari peccata, per quæ » anima separatur à Deo ». Ibid. ad 1. Hactenus ex 1. 2.

XXXVII.  
Idem ex 3<sup>a</sup>  
parte.

Jam ex tertiâ Parte, quo loco expressè tractatur de sacramento Pœnitentiæ, deque pœnitentiâ ut est virtus prævia ad illud sacramentum, hæc habemus : Primùm, « quòd Pœnitentia est » virtus specialis (2) » : in quâ quippe sit « specialis ratio actûs laudabilis, scilicet operari ad » destructionem peccati præteriti in quantum est » Dei offensa (3) » : ac postea, « quòd pœnitens » dolet de peccato commisso, in quantum est offensa Dei (4) » : id autem est charitatis. Unde, art. 5, in corp. enumerantur sex actus pœnitentis. *Primus* est animi cooperantis cum Deo *convertente* : « secundus est fidei : tertius, timoris » servilis : quartus, spei, sub spe scilicet veniæ : » quintus, charitatis, quo alicui peccatum displicet secundùm seipsum, et non jam propter » supplicia : sextus, timoris filialis propter reverentiam Dei ». Ergo, ex sancto Doctore, in

(1) *Sup. n. 9 et 10.* — (2) *III. part. q. 84, a. 7. c.* — (3) *Q. 85, art. 2. c.* — (4) *Ibid. a. 3. c.*

Pœnitentiæ virtute, actus charitatis eique conjunctus filialis timoris actus intervenit. Atqui sine Pœnitentiæ virtute, Pœnitentiæ sacramentum esse non potest. Ergo sine charitate, eique conjuncto timoris filialis actu, sacramentum illud esse non potest. Unde subdit, ad 1 : « quòd peccatum prius incipit displicere peccatori propter » supplicia, quæ respicit timor servilis; quàm » propter Dei offensam vel peccati turpitudinem, » quod pertinet ad charitatem ». Ergo iterum Pœnitentiæ virtuti, adeoque sacramento actus quidam charitatis adjungitur : non autem ille actus perfectæ charitatis, qui statim justificat, ut dictum est (1). Ergo incipiens et præparatorius, qualem sæpe memoravimus.

Hinc articulo 6, in corp. idem sanctus Thomas docet, « quòd actus et habitus charitatis simul » sunt tempore cum actu et habitu pœnitentiæ ». Subdit : « Nam, ut in secundâ Parte habitum » est (2), in justificatione impiï simul est motus » liberi arbitrii in Deum (qui est actus fidei per » charitatem formatus) et motus liberi arbitrii in » peccatum (ut est offensa Dei, ut vidimus) qui » est Pœnitentiæ actus ». Ergo iterum ac tertio, non est sacramentum istud sine charitatis actu.

Quæstione verò 86 ejusdem tertiæ Partis, art. 3, in c. « Peccatum mortale non potest sine verâ pœnitentiâ remitti, ad quam pertinet deserere peccatum, in quantum est contra Deum » : et quidem « contra Deum super omnia dilectum » ; ut habetur in sequentibus.

(1) *Sup. n. 34.* — (2) *1. 2. q. 113, a. 3 et 8.*

Denique ejusdem quæstionis 86 art. 6, item in c. « Sicut remissio culpæ fit in Baptismo, non » solùm virtute formæ, sed etiam virtute mate- » riæ, scilicet aquæ; principaliùs tamen virtute » formæ, ex quâ et ipsa aqua virtutem recipit : » ita etiam remissio culpæ est effectus Pœnitent- » tiæ, principaliùs quidem ex virtute clavium, » quashabent ministri, ex quorum parte accipitur » id quod est formale in hoc sacramento; (ut suprâ » dictum est) secundariò autem, ex vi actuum » pœnitentis », quos inter enumeratus est pœni- » tentiæ virtutis actui conjunctus charitatis actus.

Idem autem ad 1 : Nempe, inquit, in justifi- » catione « non solùm est gratiæ infusio et remis- » sio culpæ; sed etiam motus liberi arbitrii in » Deum, qui est actus fidei formatæ, et motus » liberi arbitrii in peccatum, qui est actus Pœ- » nitentiæ ».

Ex his igitur patet, concurrere ad justifica- » tionem, liberi arbitrii actum ex charitate pro- » ductum, eique tribui minùs quidem principaliter, » sed tamen conjunctim et necessariò, remissionem » peccati, ut dictum est.

Sanè fatendum est videri sanctum Doctorem » de iis actibus locutum; qui justificationis actum » comitentur, non qui antecedant, et præparent. » Verùm id sufficit. Nam primum certum erit, sine » actu charitatis justificationem non posse transigi, » quod illi refugiunt. Deinde ex illo actu veræ ac » plenæ charitatis cum justificatione conjuncto, » certa erit consecutio ad anteriorem actum, quo » anima præparetur, ne fiat tam subita sine con-

gruâ dispositione mutatio. Denique illa dispositio congrua in eo est, quod amor imperfectus, necdum ad rationem perveniens charitatis, antecedit ac præparet perfectum in ipsa justificatione futurum charitatis actum, ut superiori capite ex sancto Doctore retulimus.

Non ergo immeritò diximus (1) tantam esse sacrosanctæ Synodi Tridentinæ cum sancto Thoma doctrinæ consensionem, ut ex hâc illa quodam modo contexta esse videatur. Nam, ut alia omitamus, quæ non sunt ad hunc locum necessaria, quæque diligens lector per sese facilè recognoscet, in id concinunt: ut cum sacramento Pœnitentiæ simul pœnitentiæ virtutis actus conjungendus sit, in quo actu pœnitentiæ inesse necesse sit aliquid charitatis, quo anima pœnitens, et ad gratiam se moveat, et eam voluntariè suscipiat et acceptet: neque tamen propterea omnis illius dilectionis actus statim justificet, etiam cum sacramenti voto, sed id contingat tantùm, cùm perfecta est charitas. Itaque, ex sancto Thomâ, in justificatione impii necessariò intervenit et voluntaria illa ex libero arbitrio per motum charitatis susceptio gratiæ, et prævius quidam, nec statim justificans imperfectioris dilectionis sensus; quæ sunt præcipua, quantum ad hunc attinet locum, fidei Tridentinæ capita.

Hactenus sanctum Thomam cum Synodo contulimus; neque difficilis esset ejusdem sancti Doctoris cum Catechismo Tridentino collatio: sed nobis ea suprâ indicasse (2) suffecerit. Cæterùm

(1) *Sup. n. 14.* — (2) *Sup. n. 37.*

de varietate quâdam operis in Sententias ac Summæ, locutione magis quàm re, non est hic disse-  
rendi locus.

XXXVIII.  
Corollaria  
quædam.

Nunc ex antedictis aliquot corollaria, quæ huic operi lucem afferant, colligemus.

Primum illud : Omnia quæ communi theologorum sententiâ ad justificationem in sacramento Pœnitentiæ impetrandam disponunt, sanctum et castum spirare amorem.

Incipimus autem ex fide, cujus hæc summa est : *Sic Deus dilexit mundum, ut Filium suum unigenitum daret, ut omnis qui credit in eum non pereat, sed habeat vitam æternam* (1). Hæc ergo fides Christianorum : hæc fides in Jesum Christum, quam totam magister diligendi Joannes Apostolus recollegit ac instauravit in hoc verbo : *Et nos credidimus charitati, quam habet Deus in nobis* (2). Hæc igitur fides ex sese in Dei charitatem provocat : dicente eodem Apostolo : *Nos ergo diligamus Deum, quoniam Deus prior dilexit nos* (3). Quare jubemur Christiani, non tantùm credere Deo, et credere Deum, quod et *dæmones credunt* (4), et *contremiscunt*, quæ est fides mortua : sed credere in Deum, qui, omni theologiâ attestante, post sanctos Augustinum et Thomam, est affectus pius animæ ex dilectione tendentis in Deum, seque conjungentis Deo : ut ipsa fidei ratio ex se apta nata sit ad inspirandam dilectionem castam.

Nec minùs ad eundem affectum concitandum

(1) Joan. 111. 16. — (2) I. Joan 17. 16. — (3) Ibid. 19. — (4) Jac.



spes apta nata est : parique, imò etiam majore affectu speramus in Deum, atque in illum credimus.

Hæc igitur omnia charitatem spirant, ut profectò qui nullam piæ dilectionis, idem nullam quoque fidei ac spei rationem habeat; sterili et infructuosâ pœnitentiâ.

Ipsa etiam oratio, quam fideles omnes peccata confitentes in ipsum sinum sacerdotis effundunt, pium ubique ac vehementissimum ex sanctâ dilectione dolorem sonant. Hoc enim dolore percita fidelis anima primùm advocat suorum gravissimorum peccatorum testes, non modò ipsum Deum cordium scrutatorem; sed etiam sanctos omnes, imprimis autem cum Paulo electos Angelos <sup>(1)</sup>, totamque cœlestem aulam, Mariâ ipsâ duce: quod facit et ad verecundiam et ad opem, mox eosdem adhibitura apud Deum optimos precatores: tum ad illud devenit: *quia peccavi nimis, meâ culpâ*: bis terque illud ingeminans tunso simul pectore. Sic autem imitatur *Peccavi* illud Davidicum, quo statim ejus peccata translata sunt: tanquam cum eodem Davide diceret <sup>(2)</sup>: *Quoniam iniquitatem meam ego cognosco, et peccatum meum contra me est semper: tibi soli peccavi, et malum coram te feci*. Sic enim explicatur, et in Dei amorem vertitur illud ipsum *Peccavi*. Nec minùs imitatur dolorem Publicani illius percutientis pectus, Deumque exorantis, ac statim justificati, quo nos etiam eniti par est:

(1) *I. Tim. v. 21.* — (2) *Ps. l. 5, 6.*

nec minùs propterea fisos Ecclesiæ clavibus, quæ quod desit suppleant. Hæc igitur, nullâ licet dilectionis expressæ mentione, tamen dilectionem insinuant. Hic enim agi omnia non vocibus, sed rebus et affectibus, et David, et Publicanus ille, et illa peccatrix ad Domini pedes, et alii verè pœnitentes testantur : nec ullum in Scripturis reperitur exemplum peccatoris absque dilectione reconciliari Deo.

Quin etiam fateri nos oportet, ad amorem excitandum, terroris gehennæ maximam esse vim : imminutâ quippe per inconcussos terrores concupiscentiæ vi, faciliùs justitia diligitur. Ergo ipse peccator, quò vehementiùs agente et impellente Spiritu sancto, per metum commovetur, tantò est aptior ad concipiendos dilectionis actus. Hoc enim illud est à sancto Augustino dictum, nempe ut ipse timor pœnæ, tanquam seta linum (1), amorem justitiæ introducat. Quare cùm hi terrores invalescunt, tum tempus est opportunissimum, concussis jam peccati radicibus, insinuandi dilectionem, quæ tum prono cursu in animum influat. Quare ista cognata sunt, et gehennæ metus et amandi cupido, nec à se dividenda : verumque est illud ejusdem Augustini de Deo, « qui solus timeri sine amore non potest (2) » : amore timorem proximè insecuto, atque ejus veluti extrema premente vestigia.

Ipsa denique synodus Tridentina id suadet, et

(1) *Aug. in Ep. Joan. tract. ix, n. 4; tom. III, part. II, col. 888.*  
 — (2) *Lib. de quæst. LXXXIII; quæst. XXXVI, n. 1; tom. VI, col. 13.*

attritionem ad charitatem trahit : cùm statuit eam ex duobus « communiter concipi, nempe ex » turpitudinis peccati consideratione, vel ex gehennæ pœnarumque metu<sup>(1)</sup> ». Atqui turpitudine peccati, præter innatam sibi probrosam infamiam, quam animus ex sese horreat, alio quoque motivo odio haberi potest; nempe opposito illi turpitudini pulchri et honesti studio, cujus Deus et fons et regula est. Gehennæ quoque et pœnarum metus, si quantus esse possit elicitur, id habet luctuosissimum, quod nos alienet à Deo, quod ipsa per se charitas reformidat. Unde fit illud jam ex Catechismo Romano recensitum<sup>(2)</sup>, ut quemadmodum debemus illud Deo, ut illum diligamus, ita peccata quæ à Deo alienant, eique adversantur, maximè detestari debeamus; quâ parte nulla est attritio quæ non in se habeat causas dilectionis admixtas.

Quod autem nunc affectant quidam, ut inter attritionis motiva sive incentiva et causas, etiam referant salutis, beatitudinis, gloriæ desiderium; primùm quidem id faciunt nullâ Concilii Tridentini auctoritate fulti, cùm non alia ejus motiva commemoret quàm peccati turpitudinem et pœnarum metum : cæterùm gloriæ desiderium suo velut cursu ad charitatem ducit : attestante Concilio, id recti sanique moris esse, si Christiani « suam ipsi socordiam excitando, et sese ad cur- » rendum in stadio cohortando, cum hoc, ut » imprimis glorificetur Deus, mercedem quoque

(1) *Sess. XIV, cap. IV.* — (2) *Sup. n. 30.*

» intuentur æternam (1) » : qui finis expressissimè ad charitatem spectat.

Addamus et istud, ex sancti Thomæ expressâ doctrinâ (2), fidem ac spem ab ipsâ dilectione præcisas, ac per mortale peccatum *informes* jam factas, nec esse virtutes. Eundem Angelicum Præceptorem mox docentem audivimus (3), *attritionem non esse virtutis actum*, idque *ab omnibus dici*: nec dolorem ex pœnarum metu ortum *pœnitentialem esse*. Ergo ex illis præcisè motivis, secluso diligendi studio, stare non potest virtus pœnitentiæ, quam tamen in sacramento præire oportere, et omnes theologi sentiunt, et sacrosancta Synodus sæpius definivit, ut diximus (4).

Denique in animo semper habere debemus Apostolicum illud, *Finis præcepti charitas* (5): quo constat, omnia præcepta ut reginæ suæ ac fini ultimo charitati servire: quare ex omni parte causis amandi circumdati, amandi studium omittere non possumus. Hæc doctrina quam tradimus: jam verò procedamus ad tertiam partem hujus opusculi, atque objecta solvamus.

### TERTIA ET POSTREMA PARS.

XXXIX.  
Objectiones  
tres: prima

Objiciunt, primò sic: Attritio ea est quæ ex solo metu concepta voluntatem peccandi excludit.

(1) *Sess. VI, cap. XI.* — (2) *I. 2. q. 65, a. 4, c. et ad 1: q. 71, a. 4, c.* — (3) *Sup. n. 35. S. Thom. Supplem. q. 1, art. 2, obj. 2. Ibid. q. 2, a. 1.* — (4) *Sess. VI, cap. VI; et sess. XIV, cap. 1. Sup. n. 19, 20.* — (5) *I. Tim. 1. 5.*

dat. Atqui ea exclusio ad justificationem in sacramento Pœnitentiæ impetrandam sufficit. Ergo ad eam sufficit attritio.

Majorem probant ex ipsius Concilii Tridentini verbis; 2<sup>o</sup> ex auctoritate sancti Augustini sæpe id asserentis : puta cùm dicit (1) : « Non bona de- » sideras, sed mala caves. Sed ex eo quòd mala » caves, corrigis te, et incipis bona desiderare. » Cùm bona desiderare cœperis, erit in te timor » castus » : multaque in hunc sensum. 3<sup>o</sup> Ex ratione certâ, nempe ex discrimine inter metum ab hominibus, et metum ex Deo sive divini judicii. Cùm enim homines non penetrent arcana cordis, non nisi externos actus cohibere possunt : Deus autem omnia cordis arcana pervadit. Ergo metus ex Deo cordis quoque motus occultissimos et intimas cogitationes cohibet ; ac peccati voluntatem in ipso fonte extinguit, hoc est in ipsis intimis cordis penetralibus. Sic majorem probant : minorem verò sic : Sublato enim obice, sua remanet sacramento efficacia, cùm ex Tridentino « gratiam conferant non ponentibus obicem, et » quantum est ex parte Dei » : sess. VII, can. VI et VII. Atqui exclusâ voluntate peccandi obex tollitur : *Iniquitates enim vestræ diviserunt inter vos et Deum vestrum* (2). Et iterum : *Considerans enim et avertens se ab omnibus iniquitatibus suis, quas operatus est, vitâ vivet* (3). Ergo sua constat sacramentis efficacia : adeoque plenus per sacramentum justificationis effectus.

ex eo quòd attritio voluntatem peccandi excludat, ex Concilio Tridentino.

(1) *Tr. IX in Ep. Joan. n. 2, 5, 7, 8; tom. III, part. II, col. 887 et seq.* — (2) *Is. LIX. 2.* — (3) *Ezech. XVIII. 28.* —

XL.  
Responsio :  
ubi de aver-  
sione et con-  
versione per-  
versâ, eo-  
rumque re-  
mediis.

Magna mihi copia est disserendi de attritionis naturâ, et secundùm antiquiores theologos, et secundùm recentiores; et quærendi imprimis, an ut metu concipitur ex suâ solâ vi, an ex comitantibus et adjunctis, peccandi voluntatem excludat : an tantùm ex ejus vi id fiat quod ait Augustinus (1), ut *volentem peccare*, hoc est profectò ex ipsâ jam voluntate peccantem, *interiorem animum non sinat* : hoc est, non sinat in actus exteriores seu magis expressos prorumpere; et an, si excludat peccandi voluntatem, id efficere possit durabili statu sine eâ tristitiâ quæ *secundùm Deum stabilem*, ex Apostolo (2), ac firmam *pœnitentiam operetur* : an tantùm dispositione mobili et fluxâ, peccantibus in vitia prono ac prompto animo relapsuris. Sed ne eat in longum nostra disputatio, quam brevem et præcisam esse, et ex Concilii Tridentini decretis constare volumus, utcumque habeat major propositio, minorem negamus; nempe sufficere exclusam peccandi voluntatem, cùm ipsa Synodus talem exclusionem *non sufficere*, sed *disponere ac viam parare* dixerit (3); ut toties præmonuimus (4), nec tantùm ex gestis, verùm et ex ipso tenore verborum quibus decreta contexta sunt.

De obice quod dicunt, vanum est. Duplex enim obex in peccato : primus ex aversione à Deo, alter ex conversione ad creaturam : et hanc quidem exclusa peccandi voluntas fortè sustulerit : aversionem verò à Deo non nisi conversio

(1) *Aug. Serm. CLXI, n. 8; tom. v, col. 779.* — (2) *II. Cor. VII. 9, 10.* — (3) *Sess. XIV, cap. IV.* — (4) *Sup. n. 26, 28.*

ad Deum, hoc est ipsa dilectio. Non ergo exclusa peccandi voluntas tollit omnem obicem, quin imò non tollit maximum: est enim obex maximum aversio Dei sive peccatum in quantum est offensa Dei: quod sic probat sanctus Thomas<sup>(1)</sup>: « Quia homo debet magis Deum quàm se ipsum » diligere; ideo plus debet odire culpam in » quantum est offensa Dei, quàm in quantum » est nociva sibi ». Quare ad tollendum verum et maximum obicem, necesse est ut aliquid dilectionis interveniat.

Instabis: exclusâ peccandi voluntate, manere sanè aversionem à Deo, sed habitualement, ad quam tollendam dilectio habitualis per sacramentum infundenda sufficit. Respondeo: Sufficit non in quantum est habitus, sed in quantum certis actibus sanctæ dilectionis comitata procedit. Si enim charitas tantùm daretur ut habitus, daretur mortuo modo, qualis est in dormientibus. Atqui non sic datur in justificationis actu: nam ibi debet esse voluntaria susceptio sive acceptatio infusæ charitatis, ut suprâ ex Tridentino et ex sancto Thomâ diximus<sup>(2)</sup>; ex quodam actuali motu liberi arbitrii se convertentis ad Deum. Ergo charitas habitualis, non ut est habitualis, sed ut est conjuncta cum actu, sufficit ad tollendam aversionem à Deo.

Jam ad Scripturæ locos: Solæ iniquitates dividunt inter nos et Deum: sanè. Ergo sufficit excludi peccandi voluntatem: quatenus quidem dividit, et est offensa Dei dissolvens amicitiam,

(1) *Supp. q. 3, a. 1, ad 4.* — (2) *Sup. n. 13, 14, 36.*

quod ex antedictis sine aliquo dilectionis motu esse non possit : fatemur ; et sic objectus Scripturæ locus nobis commodo vertit.

Ex Ezechiele autem : *Avertens se ab omnibus iniquitatibus quas operatus est, vitâ vivet.* Fa-  
teor ; si et illud adjungat ibidem positum ;  
atque à Tridentinâ Synodò allegatum (1) :  
*Projicite à vobis iniquitates vestras, et facite  
vobis cor novum et spiritum novum* ; inducto quo-  
dam saltem dilectionis initio.

Cùm vero, teste Psalmistâ (2), his duobus justitia christiana constet : si *declinemus à malo, et faciamus bonum* : ad illud quidem voluntas non peccandi fortè sufficiat : ad hoc autem requiritur ut saltem incipiamus diligere justitiam, ejusque fontem Deum.

XII.  
Altera ob-  
jectio, ex na-  
turâ et vi di-  
lectionis,  
jam sæpe re-  
soluta.

Neque verò metuendum est, ne evacuetur sa-  
cramenti efficacia, si præmitti oporteat aliquem  
incipientis licet, fidei tamen et spei superadditæ  
dilectionis actum : neque enim id metuit Syno-  
dus Tridentina, ejusdem efficacix et simul inci-  
pientis illius dilectionis assertrix. Frustra ergo  
objiciunt illud de sacramentorum efficacîâ, et  
Synodum cum Synodò pugnare faciunt, magno  
veritatis ac ecclesiasticæ dignitatis damno.

At enim, inquiunt, habet charitatis actus non  
ex gradu, sed ex naturâ, ut et peccatum expellat,  
et animum conjungat Deo. Sic Patres, ipse Au-  
gustinus pro justis habet indistinctè qui amore  
justitiæ teneantur. Nos autem ad ea objecta ex  
antedictis facilè respondemus ; imò etiam sæpe

(1) *Sess. XIV, cap. IV.* — (2) *Ps. XXXIII. 15.*



respondimus. Neque enim sanctus Thomas voluit justificari peccatorem ex eâ dilectione, quæ quidem, eo quòd sit remissa, ejusdem licèt generis, non tamen ad rationem charitatis et perfectæ contritionis assurgat : neque, quod majus est, Concilium Tridentinum peccatorem statim justificatum docet per incipientem dilectionem illam, sed profectò per eam quæ sit charitate perfecta. Etsi enim dilectio ex sese ad id tendit, ut nos conjungat Deo, non proinde omnis id efficit ad dilectionem nisus, licèt ille nisus sit aliqua dilectio, sed incipiens, non justificans; inchoata et præparatoria, non consummans, ut sæpe diximus <sup>(1)</sup> : imò verò, ut sancta Synodus decernit. Ac si res aliùs perscrutanda esset, non equidem crediderim omnis dilectionis expertem fuisse eum, qui vitæ æternæ cupidus, ac de mandatis à Domino interrogatus, magnâ fiduciâ respondit : *Magister, hæc omnia observavi à juventute meâ* <sup>(2)</sup>. Neque id ab eo ficto animo dictum fuisse satis indicant verba Evangelii : *Jesus autem intuitus eum, dilexit eum* : videbat enim in illo aliquod piæ ac sanctæ dilectionis initium : interrim quàm suis pecuniis jam tum animo inhæreret, quippe his prohibitus ne vocantem Dominum sequeretur, sequentia declarant. Procul ergo à justitiâ abesse videbatur. Quid ille, qui tantâ vi, tanto affectu dixit : *Bene, magister, in veritate dixisti, quia unus est Deus; et ut diligatur ex toto corde, et ex toto intellectu, et ex totâ*

<sup>(1)</sup> *Sup. n. 8, 14, 33, 34.* — <sup>(2)</sup> *Marc. x. 20, 21.*

*animâ*, et ex totâ fortitudine : et diligere proximum tanquam seipsum, majus est omnibus holocaustibus et sacrificiis <sup>(1)</sup>? Hic ergo veritatem illam tenebat mente penitus comprehensam, et in illam inclinabat animus : cui tamen nihil aliud Dominus respondebat, nisi illud : *Non longè es à regno Dei* <sup>(2)</sup> : ut accessisse tantùm, non tamen pervenisse videatur. Nec si quis alicujus studio tenetur ob ejus merita et præclaras virtutes, ideo amicus ejus aut est aut futurus est. Etsi enim illud studium ejusdem generis est ac ipsa amicitia jam pectori infixâ, nondum eam firmitatem et stabilitatem obtinuit quæ amicitia nomine commendetur. Atque, ut alia ejus ferè generis exempla referamus, non si quis castæ virginis honesto quodam amore accendi cœpit, eam propterea deperire, aut connubio stabili jungi sibi velit. Nec si sanctus Augustinus pro justis habet eos, qui amore, qui delectatione justitiæ teneantur, propterea necesse est, statim atque incipit Deus placere, dulcescere, delectare, ut idem Doctor loqui amat, uno velut ictu confectam esse rem, ac perfectum opus justificationis nostræ ; habent enim ista quamdam latitudinem et pro actuum perfectione et gradu suos effectus. Quin in omni virtute aliud est ejus actus transiens ac disponens, aliud actus firmus et stabilis, tantæque virtutis, ut statim in habitum vertat. Homo autem justificatus non est tantùm homo justè agens dispositione et actu mobili, sed sta-

(1) *Marc.* XII. 32, 33. — (2) *Ibid.* 34.

bili modo : nec statim uno actu ad habitum motus, nisi sit ille actus eâ vi præditus, quâ aptus natus sit, Deo bene vertente, ut transeat in habitum justitiæ; cujus generis actus nec philosophia ignorat, nec theologia refugit. Sit ergo dilectionis actus statim justificans, is qui est ejusmodi, ut quasi suo jure postulet habitum charitatis infundi; non autem id postulat quivis dilectionis actus, sed is tantum qui firmo et valido consistit gradu.

At enim, inquires, is actus quem ponimus, validus ac firmus est, quippe cum, ut sæpe diximus, validum ac firmum inducat propositum implendi mandata ac diligendi Dei. Certè : sed distinximus (1) : firmum ac validum in ratione propositi ac desiderii : non proinde in ratione habitus consistentis. Est enim ille amoris actus prævius sive incipiens, per sese et in ratione amoris, exilis et tenuis, ac facilè mutabilis; sed fide sustentatus, ac timore vallatus, fractis cupiditatibus ac vitiosis habitibus, velut illis fluctibus, se tuetur, et ipsi charitati habituali et perfectæ libereque acceptandæ viam parat.

Atque hæc quidem alibi diligentius expendemus, quæremusque quid sit illud à beato Augustino toties inculcatum (2) : *Omnes amare aliquid* : quo proinde necesse sit, ut nullo vel tenui momento interposito, aut in amore creaturæ tanquam in luto hæreamus, aut ad diligendum Deum saltem initiali quodam amore adsurgere incipiamus. Nunc autem cum in eo simus, ut

(1) *Sup. n. 34.*—(2) *Serm. xxxiv, n. 2; tom. v, col. 171, et alibi.*

Tridentina decreta certa per sese et firma pensamus, ab aliis abstinemus, nec necesse habemus hic quidem recludere traditionis fontes.

Quòd autem dicatur omnis charitatis actus ex sese et naturâ seu vi suâ nos Deo conjungere, ex eodem Concilio ita interpretamur, ut præter vim naturâ insitam charitati, simul ex speciali institutione Christi adjungendum intelligatur Pœnitentiæ sacramentum, idque non tantùm necessitate præcepti, sed etiam necessitate sacramenti et medii: resque ita ex Concilii decretis temperanda, ut incipienti dilectioni providerit Deus per necessarium sacramenti actu suscepti præsidium; contritioni verò charitate perfectæ reservavit, ut adjuncto sacramenti voto, statim hominem Deo reconciliaret.

XLII.  
De loquendi modo: et an sit necessarium, ut præparatoria et incipiens dilectio, charitatis nomine absolutè appetatur.

Ne tamen, vetante Paulo, contendamus verbis ad subversionem audientium: si quis recusarit aliam vocare charitatem quàm eam quæ diffusa sit in cordibus nostris per Spiritum sanctum, atque his inhæreat, sitque habitualis, quæ faciliè ex habitu, gratiæ concomitantis auxilio, actus perfectæ charitatis eliciat: haud iniquo animo ferimus. Sanè admonuimus (1) ex Concilii gestis, plurimos è Patribus atque Theologis in explicando illo prævio incipientis dilectionis actu non reformidasse charitatis vocem. Nec prætermisimus (2) sancti Thomæ locum in quo abstinere ab eâ voluisse visus. Utcumque est, certum illud, ne de vocibus litigetur: modò ne extinguant in pœnitentibus per gratiam revicturis illos actus

(1) *Sup. n. 28, etc.* — (2) *Sup. n. 35.*

quos post sanctam Synodum memoravimus, aut eos, incipientes licèt ac præparatorios sive dispositivos, ad Deum summè ac super omnia diligendum ferri, idque omnino velle, atque adeo ad ipsam reduci charitatem, ut suprà est expositum, nemo negaverit.

Postremò quidam objiunt Alexandri VII decretum, feriâ v, die 5 maii 1667, quo, auditis votis sacræ Inquisitionis, ad conservandam pacem, hæc habet. Primùm exponit sententias duas, quarum altera « attritioni ex metu gehennæ » conceptæ, ac excludenti voluntatem peccandi » cum spe veniæ, in sacramento Pœnitentiæ requirat insuper aliquem actum dilectionis Dei, » asserentibus quibusdam et negantibus aliis, » et invicem adversam sententiam censuranti- » bus ».

2º Vetat, ne quis, etiam Episcopi, imò et Cardinales, si eo de argumento scribant, « præ- » dicent aut doceant, libros aut scripturas edant, » pœnitentes aut scholares erudiant, audeant » alicujus theologicæ censuræ alteriusve injuriæ » aut contumeliæ notâ taxare alteram sententiam » sic negantem necessitatem aliqualem dilectionis » Dei in præfatâ attritione, sive asserentem dictæ » dilectionis necessitatem, donec ab hâc sanctâ » Sede fuerit aliquid hâc in re definitum ».

3º Interserit : « sententiam negantem necessi- » tatem aliqualem dilectionis, hodie inter theolo- » gos communiorem videri ». Hactenus Alexandri VII decretum.

Nos autem nihil hîc agimus de ejus formulâ :

XI. III.

Tertia et  
postrema ob-  
jectio, ex Ale-  
xandri VII  
decreto.

sed tantùm respondemus nihil nocere nobis. Quid enim? vetat Pontifex ne se invicem *censurent*, *taxent*, theologicas censuras, et, ut aiunt, qualificationes inurant; neve injuriis et contumeliis mutuò se proscindant: jubet ut charitatis vinculum servent. Id quidem vel maximè pertinet ad eos coercendos qui quotidie nostram, hoc est Tridentini Concilii, de incipientis dilectionis necessitate doctrinam passim infament, tanquam eam quæ purum putumque Lutheranismum aut Calvinismum inducere, aut redolere videatur. Sanè contrariam partem à talibus quoque abstinere oportet. Hæc quidem Alexander VII, non propterea, quod absit, prohibet Episcopos, ne sanam doctrinam asserant, doceant, suâ auctoritate ac prædicatione confirment, eamque non tantùm libris editis, sed etiam alio quovis scripti genere commendatam, tutam ac munitam præsentent.

At enim indicat Pontifex, « sententiam negantem necessitatem aliqualis dilectionis Dei » hodie interscholasticos communiorem videri ». *Videri* sanè, non esse: *opinionem*, non autem Scholæ decretum aut dogma: *communiorem*, non proinde stabilem ac certam: *hodie*, non ab antiquo: *inter scholasticos*, hodiernos certè, non Patres: quid tum postea? Melchior Canus, vir doctissimus, libro de Locis Theologicis, de loco ab opinione eâque communi tractans, clarè pronuntiat, nemine repugnante, aliud esse Scholæ decreta ac firma dogmata; aliud opiniones mobiles ac fluctuantes. Nunc autem confitendum est

multas invaluisse opiniones, quæ ab anteaetæ ætatis auctoritate deficiant, pronis ad laxiora ingeniis, et ad nova prurientibus auditorum auri- bus. An propterea putemus, illi nunc quidem forsitan communiore opinioni aliquam concilia- tam esse vel tenuissimæ probabilitatis auctori- tatem? absit : alioqui non satis caveremus ab extrinsecâ illâ probabilitate, qui nunc inter no- vitios Casuistas omnis laxitatis et corruptelæ fons est. Quin ipse Alexander VII, in celeberrimo illo et omnibus acceptissimo decreto feriæ v, die 24 septembris 1665, de illis corruptelis ita fatur : « Summam illam luxuriantium ingenio- rum licentiam in dies magis excrescere, per quam in rebus ad conscientiam pertinentibus modus opinandi irrepsit alienus omnino ab evangelica simplicitate, sanctorumque Patrum doctrinâ : et quem si pro rectâ regulâ fideles sequerentur, ingens irruptura esset vitæ chris- tianæ corruptela ». En subinde *et in dies ex- crescentem summam luxuriantium ingeniorum licentiam*. En non tantùm reprehensas aliquot laxiores sententias; *sed modum ipsum opinandi alienum ab evangelicâ simplicitate, sanctorumque Patrum doctrinâ irrepsisse*. En ex hoc fonte in- gentem christianæ vitæ corruptelam, non secu- turam tantùm, verùm etiam facilè, ac facto ve- lut impetu irrupturam, quam cohibere vix possis. Hæc Alexander VII. An, hoc rerum statu, com- muniore hodie in Scholâ opinionum habere nos aliquam rationem is Pontifex velit? Absit,

inquam, absit. Non enim tantum à perversis aliquot opinionibus, sed ab ipso opinandi modo cavendum est : ubi nempe non quæritur de vero et falso, deque justo et injusto, quod erat rei caput; sed de probabili, quod novis quotidie commentis augeatur.

Ne ergo nos moveant communiores hodie, si fortè opiniones, cum etiam liceat oculis intueri, gliscente licentiâ, quot prava quotidie communiora fiant : quæ quidem nobis quasi majoris numeri auctoritate deterritis dissimulanda non sunt : imò verò quo magis invalescunt, eo validius confutanda. Ipsa certè minoris probabilitatis assertio tam nova est, ut ultro confitentibus illius auctoribus, vix demum anteacto sæculo in hâc temporum fæce natam esse constet; antiquioribus ac sanctis scholasticis, Thomæ, Bonaventuræ, Antonino, cæterisque planè ignotam et inauditam. An ergo eo quòd pronis in laxiora ac paradoxa animis communior hodie videatur; an, inquam, propterea eam invalescere sinant Episcopi, non autem omni ope propulsandam ac profligandam curent? Ita de exclusâ incipientis dilectionis necessitate dicendum. Neque enim tantâ in re hominum opinionibus, sed Ecclesiæ fide regi jubemur. Nec si vel maximè felicis memoriæ Alexander VII, decreto validissimo, notâque et omnibus acceptissimâ Sedis apostolicæ auctoritate prolato vetuisset, ne illam sententiam ullâ theologicâ censurâ prohibeamus : ideo nos tantam veritatem, tam clarè, tam perspicuè à sacrosanctâ



sacrosanctâ Tridentinâ Synodo declaratam tacere debemus? imò verò, quo à pluribus impugnatur, tantò magis, modestè quidem ac pacificè, sed interim magno animo asserenda est: ut adversari Concilii Tridentini decretis, si non theologicâ qualificatione, veridicâ tamen assertionem dicatur.

Nec fas est Episcopos, tanto accepto deposito, judicare secundum aliorum communiorem licet fortè sententiam; quod nihil aliud esset, quàm ut illis auctoribus per inanem probabilitatis speciem falsa securitas induceretur, et contra Domini interdictum traditiones ac mandata hominum invalescere sinerentur.

Liceat et illud reverenter addere, utcumque Alexander VII, ab inferendis neganti sententiæ censuris propter bonum pacis continendos existimavit Episcopos, certè noluisse eam opinionem à successorum quoque suorum Innocentii XI et Alexandri VIII decretis ac notis præstare salvam: in quas incidisse, dum amandi obligationem generatim solvunt, dumque in sacramentorum materiâ probabilem tantum, non autem tutam sequuntur sententiam, suprà demonstravimus (1).

Hæc igitur ex antedictis concludimus.

I. Constat Pœnitentiæ sacramentum lapsis æquè ac Baptismum omnibus, etiam adultis nondum regeneratis, esse necessarium, hoc est non tantum necessitate præcepti, verum etiam necessitate medii (cum voto (2).)

XLIV.  
Summa doctrinæ præcedentis, ejusque conclusio.

(1) *Sup. n. 32.* — (2) *Sup. n. 20.*

II. Constat utrumque sacramentum non acceptæ gratiæ aut justitiæ signum, sed accipiendæ causam instrumentalem esse (1).

III. Neutrum eorum sacramentorum dum actu suscipitur, etiam voto sacramenti conjunctum, semper supponit jam acceptam justitiam et gratiam : his contrariæ sententiæ Concilio Tridentino adversantur (2).

IV. Non minores aut inferiores dispositiones requiruntur ad justificationis gratiam in sacramento Pœnitentiæ impetrandam, atque in ipso Baptismo cùm adultis traditur : contraria sententiæ eidem Concilio et sanæ theologiæ repugnat (3).

V. De amore in Baptismo extat canon expressus è Concilii Arausicani cap. xxv. « Hoc etiam » salubriter profitemur, et credimus quod ipse » Deus nobis, nullis præcedentibus meritis, et » fidem et amorem suû priùs inspirat, ut Bap- » tismi sacramenta fideliter requiramus, et post » Baptismum, cum ejus adjutorio, ea quæ sibi » sunt placita implere possimus ». En ad requirendum Baptismum amor necessarius, ad minimum incipiens, ut tradit Concilium Tridentinum.

VI. Supponunt ergo in utroque sacramento distincti actus præparatorii fidei, spei ac dilectionis, quâ Deum ut omnis justitiæ fontem diligere incipimus (4).

(1) *Sup. n. 5, 6, 7, 8.* — (2) *Ibid.* — (3) *Sup. n. 18, 19.* —

(4) *Sup. n. 9, 10, 11, 17.*

VII. In utroque sacramento pariter requiritur propositum firmum ac validum implendi præcepta omnia quæcumque Christus tradidit, adeoque vel maximè primum illud de Deo toto corde ac totis viribus diligendo, hoc est, super omnia (1).

VIII. In utroque sacramento pari necessitate petenda est fides, quæ per dilectionem operatur (2).

IX. In utroque sacramento æquè requiritur voluntaria susceptio gratiæ et donorum, quibus homo efficitur ex injusto justus, et ex inimico amicus : æquè necessarius consensus in justitiam inhærentem, quæ est ipsa charitas : æquè voluntario motu quærenda, volenda, procuranda Dei amicitia. Contrariæ sententiæ ejusdem Concilii decretis adversantur (3).

X. Neque tamen omnis etiam incipiens Dei propter se dilectio statim justificationem inducit, sed ea tantùm contritio, quàm charitate perfectam esse contingat (4).

XI. Qui solvit obligationem Dei super omnia diligendi per speciales actus, aut ad certum numerum redigit, hæresim docet aut inducit (5).

XII. Qui negaret hoc præcepto teneri etiam peccatores, etiam pœnitentes, eandem hæresim induceret (6).

XIII. Neque pœnitentes à conatu saltem exi-

(1) *Sup. n. 12, 18, 19, 21, 22.* — (2) *Sup. n. 16.* — (3) *Sup. n. 13, 18, 19.* — (4) *Sup. n. 3, 8, 21, 34, 41.* — (5) *Sup. n. 23, 24, 25, 32, 33.* — (6) *Sup. n. 23, 24, 25, 33.*

mendi, cùm jubeantur et moneantur, et facere quod possint, et petere quod non possint, Deo adjuturo ut possint (1).

XIV. Qui docent pœnitentes, sufficere attritionem ex solo metu conceptam, non tantùm disponere aut parare viam ad justitiam, Concilio Tridentino addunt, eosque periculosè fallunt (2).

XV. Iidem nisi pœnitentes provocent ad dilectionem præparatoriam, eamque tanquam non necessariam si negligant, in sacramentis conferendis de valore sacramenti sequuntur opinionem probabilem, relictâ tutiore : probabilem autem non ex verâ, sed ex suâ sententiâ (3).

Hæc igitur sunt capita, quæ à Tridentino Concilio accepta, ut vera, ut tutiora, ut certa, ab Episcopis doceri, ab iisdem contraria prohiberi debeant.

Hæc nos, secuti doctissimos ac maximos in Italiâ, Galliâ, aliisque provinciis Episcopos, fratribus et compresbyteris nostris Ecclesiarum rectoribus, aliisque ibidem verbum et sacramenta administrantibus, episcopalis responsi loco, in manus docenda et utenda tradimus : his ab universâ fraternitate obediri oportere admonemus ; ne schismata in Ecclesiis fiant, neve falsâ securitate simplices animæ deludantur.

(1) *Sup. n. 33, 34.* — (2) *Sup. n. 26, 27, 28, 29, 30, 31, 35, 36, 37.* — (3) *Sup. n. 32.*

---

# ORDONNANCE

DE M.<sup>GR</sup> L'ÉVÊQUE DE MEAUX,

*Pour réprimer des abus qui s'étoient introduits à l'occasion  
de la fête du monastère de Cerfroid.*

---

JACQUES BÉNIGNE, par la permission divine, évêque de Meaux, conseiller du Roi en ses conseils, ci-devant précepteur de monseigneur le Dauphin, premier aumônier de madame la Dauphine, à tous les fidèles que le Saint-Esprit a soumis à notre conduite, salut en notre Seigneur. Il nous a été représenté par les prier et religieux de la maison et couvent de Cerfroid, chef de l'ordre de la très-sainte Trinité et Rédemption des captifs, que le jour et fête de la très-sainte Trinité il se tenoit une espèce de marché devant la porte de cette maison, où, bien loin de solenniser cette fête, on commet mille impiétés, on exerce un honteux commerce, on prend des rendez-vous scandaleux, on fait des danses dangereuses; et que par de fréquentes ivrogneries il s'y excite des tumultes et des batteries qui blessent les consciences, scandalisent le peuple, et troublent le service divin: requerroient lesdits prier et religieux qu'il nous plût confirmer l'Ordonnance que nous avons faite l'année précédente pour obvier à ces désordres, de peur qu'un si grand mal, qui n'est pas encore déraciné, ne se renouvelle, si nous ne continuons à le réprimer. Nous, à qui il est enjoint d'en haut de nous

opposer d'autant plus à l'iniquité qu'elle est plus publique et plus scandaleuse, désirant empêcher la perte des âmes dont Dieu nous demandera un compte si rigoureux, déclarons de nouveau à tous ceux qui vendent ou qui achètent à ce marché, y portent et débitent leurs marchandises, à leurs adhérens et auteurs, qu'ils péchent mortellement en profanant le dimanche, jour que Dieu a sanctifié, et encore un dimanche aussi saint que celui où l'on honore la Trinité adorable, qui est le mystère de l'incompréhensible hauteur de Dieu, et le fondement de la foi des Chrétiens : défendons à tous les fidèles par l'autorité du Saint-Esprit, de fréquenter ce marché, y vendre et acheter, y porter et débiter leurs marchandises sous peine de la damnation éternelle : faisons pareille déclaration et défense à tous taverniers et vendans vin; leur dénonçant qu'ils sont d'autant plus coupables, qu'ils ajoutent au crime de la profanation d'un si saint jour, celui de participer aux ivrogneries qui s'y commettent, et aux crimes qui s'en ensuivent : dénonçons pareillement à tous ceux qui profanent ce jour sacré par leurs impuretés, leurs danses scandaleuses, leurs ivrogneries, leurs querelles et leurs blasphêmes, et qui, en quelque manière que ce soit, troublent le service divin et les prières des fidèles, que leur crime est d'autant plus énorme, qu'ils choisissent pour le commettre un jour si célèbre : Permettons auxdits religieux d'avoir recours aux seigneurs et juges des lieux pour empêcher de tels excès : Exhortons lesdits seigneurs et juges à signaler leur piété en cette occasion, et à

faire le devoir de leur charge; leur dénonçant, au nom de notre Seigneur; que, conformément aux lois divines et humaines, même aux ordonnances des rois dont ils sont les exécuteurs, ils sont obligés en conscience d'empêcher de tels excès, à peine de s'en rendre coupables, et d'en rendre compte au sévère jugement de Dieu. Enjoignons aux curés du voisinage, qui en seront requis par lesdits prier et religieux, de publier le présent Mandement les dimanches précédant la fête de la très-sainte Trinité, et de faire entendre au peuple par de graves remontrances, que rien ne provoque tant la juste colère de Dieu, que quand on emploie à l'offenser les jours qu'il a établis pour sanctifier son saint nom, et détourner ses vengeances. Donné à Germigny, le vingt-neuvième de mai MDCLXXXV.

† J. BÉNIGNE, év. de Meaux.

*Par mondit seigneur,*

ROYER.

---

---

## EXTRAIT

### *Du Procès-verbal de l'assemblée du Clergé, tenue à Saint-Germain-en-Laye, en 1700.*

Le 21 août, monseigneur le président (\*) a supplié la compagnie de se souvenir de ce qu'il eut l'honneur de lui dire le 23 du mois de juin, sur le fait de son Ordonnance du vingt-quatrième jour de mai de l'année 1697 (\*\*), pour l'approbation des réguliers dans son diocèse. Il a ajouté que cette Ordonnance, dont l'assemblée a entendu la lecture, ayant été remise, selon son ordre, à la commission des réguliers, il en avoit conféré avec messeigneurs les commissaires, et que, si elle le trouvoit bon, lesdits seigneurs commissaires prendroient le bureau, pour lui rendre compte de ce qu'ils ont résolu de proposer à la compagnie sur ce sujet, et sur le fait de leur commission.

Messeigneurs les commissaires des réguliers ont pris le bureau; et monseigneur l'évêque de Meaux, chef de

(\*) Charles-Maurice le Tellier, archevêque de Rheims.

(\*\*) Cette Ordonnance portoit que tous les prêtres, de quelque corps ou congrégation qu'ils fussent, qui viendroient résider dans son diocèse, seroient tenus, lorsqu'ils demanderoient à y être approuvés, de présenter des lettres testimoniales de leurs provinciaux, et de plus un certificat de l'archevêque ou évêque dans le diocèse duquel ils auroient fait leur dernier séjour, portant témoignage de leur bonne conduite.

Il paroît que Bossuet n'approuvoit pas l'éclat que fit l'archevêque de Rheims; car en envoyant cette Ordonnance à son neveu qui étoit alors à Rome, il lui marquoit: « Je ne me signalerai pas » par de semblables actes. C'est à ceux qui remplissent les grands » sièges, à parler: pour moi, je me contenterai de faire les choses » sans éclat ». Voyez sa *Lettre du 29 juillet 1697*: ci-après tom. XI, pag. 351. (*Edit. de Vers.*)



la commission, a dit que le gouvernement ecclésiastique se régloit ou par le droit étroit et par les canons, ou par la condescendance et par l'équité; qu'à regarder le droit et les canons, il n'y avoit rien de mieux établi que la disposition de l'Ordonnance de monseigneur l'archevêque de Rheims; que les lettres testimoniales se trouvoient dès l'origine du christianisme, et même dans les Epîtres de saint Paul; que c'est pour cela qu'il demandoit aux Corinthiens, *Avons-nous besoin de lettres de recommandation auprès de vous* (1)? que lorsqu'il s'agit de porter à Jérusalem les aumônes des Eglises, le même saint Paul avoit expressément marqué qu'on en chargerait ceux qui seroient approuvés par leurs lettres, *quos probaveritis per epistolas* (2): que s'il falloit avoir un bon témoignage pour porter des trésors temporels, combien plus en avoient besoin ceux qui étoient les dispensateurs des grâces spirituelles: que la coutume des lettres testimoniales venoit même par la tradition de l'ancien peuple; en sorte que le même saint Paul étant arrivé à Rome, les Juifs lui dirent qu'ils n'avoient reçu de Judée aucune lettre ni aucun témoignage contre lui (3): qu'il n'étoit pas nécessaire de marquer, dans toute la suite des siècles, la continuation d'un usage si nécessaire; que les religieux ne doivent point être exempts de cette obligation; et que s'ils devoient recevoir le témoignage de leur régularité par les supérieurs de leur ordre, ils devoient, à plus forte raison, recevoir le témoignage des évêques pour ce qui regarde l'administration des sacrements; qu'ainsi l'Ordonnance de monseigneur l'archevêque de Rheims étoit excellente et très-canonique, et qu'elle contenoit le vrai remède pour empêcher que les évêques ne fussent trompés; que ce prélat en avoit usé avec une bonté paternelle, et avec tous les égards possibles en-

(1) *II. Cor.* III. 1. — (2) *I. Cor.* XVI. 3. — (3) *Act.* XXVIII. 21.

vers les religieux qui ne s'étoient pas soumis à cet ordre : qu'au reste, la compagnie pouvoit se souvenir de ce que mondit seigneur le président avoit dit le 23 du mois de juin dernier, que si elle croyoit qu'il y eût quelque tempérament à prendre, pour concilier la délicatesse des réguliers avec le devoir d'un évêque dans un article si essentiel à la discipline, il se feroit un honneur de marquer à l'assemblée le respect et la déférence qu'il a pour elle ; qu'en effet il a proposé lui-même à la commission assemblée le Règlement qui s'ensuit, dont on a fait la lecture.

### RÈGLEMENT POUR LES RÉGULIERS.

Pour éviter l'inconvénient où les évêques pourroient tomber, en approuvant des réguliers dont les approbations ont été révoquées dans un autre diocèse, ou qui y ont été interdits, ou qui, de concert avec l'évêque diocésain, ont été renvoyés par leurs supérieurs pour des fautes qui ne sont connues que de l'évêque du diocèse duquel ils sortent ; chaque régulier, de quelque ordre, congrégation et société qu'il soit, que son supérieur immédiat jugera à propos de présenter à son évêque, pour recevoir de lui ou de son grand-vicaire une approbation pour prêcher ou pour confesser, sera porteur d'un certificat en bonne forme, signé de son provincial, ou de celui qui dans son ordre fait sous un autre nom les fonctions de provincial ; par lequel certificat ledit provincial rendra un bon témoignage de ses vie et mœurs ; et ce certificat marquera de plus dans quel diocèse ce régulier, qu'on présentera pour être approuvé, aura fait sa dernière demeure pendant un temps considérable.

Lorsque les supérieurs desdits réguliers feront sortir un de leurs inférieurs d'un diocèse, de concert avec l'évêque, pour fautes commises par ledit inférieur et connues par l'évêque; le supérieur immédiat des réguliers sera tenu de déclarer audit évêque, en quel maison ou couvent de son ordre le provincial de cet ordre aura jugé à propos d'envoyer ce régulier; et en ce cas ledit évêque est exhorté d'avertir celui de ses confrères, dans le diocèse duquel il saura que ce régulier aura été envoyé par ses supérieurs.

La lecture du Règlement étant achevée, monseigneur l'évêque de Meaux a ajouté, que l'avis de messeigneurs les commissaires avoit été que ce Règlement seroit très-utile, et devoit être suivi, sous le bon plaisir de la compagnie.

Monseigneur l'évêque de Meaux a dit ensuite, que la compagnie sait qu'il n'y a rien de plus sage que les Réglemens des réguliers faits dans les assemblées de 1625, 1635 et 1645; que messeigneurs les commissaires estimeront qu'il y auroit quelque chose à y ajouter; mais que ces Réglemens ayant été faits dans les assemblées qu'on appelle Grandes, parce qu'elles sont plus nombreuses que celle-ci, on avoit jugé, dans la Commission, qu'on devoit remettre à la prochaine assemblée la revue de ces anciens Réglemens, et exhorter cependant messeigneurs les archevêques et évêques de tenir exactement la main à leur exécution.

L'assemblée, délibération prise par provinces, a approuvé la proposition de messeigneurs les commissaires en tous ses points, et particulièrement le Règlement projeté par monseigneur le président; et en conséquence elle a ordonné qu'il sera imprimé au plus tôt, et envoyé

avec la présente délibération à tous messeigneurs les archevêques et évêques, en conformité de laquelle, l'assemblée leur écrira une lettre : et à l'instant monseigneur le président a prié monseigneur l'évêque de Meaux de faire ladite lettre.

La 17 septembre, de relevée, monseigneur l'évêque de Meaux a lu la lettre qu'il avoit été chargé de faire dans la séance du samedi 21 août, pour accompagner le Règlement que l'assemblée a fait au sujet des réguliers : ladite lettre a été approuvée et signée; et la Compagnie a ordonné à MM. les agens de la faire imprimer et de l'envoyer, avec ledit Règlement, à tous messeigneurs les archevêques et évêques du royaume.

## LETTRE

### AUX ARCHEVÊQUES ET ÉVÊQUES DU ROYAUME.

Nous vous envoyons un Règlement que nous avons cru devoir faire, pour empêcher les évêques d'être surpris dans les permissions qu'ils donnent de prêcher et de confesser dans leurs diocèses, aux religieux qui leur sont présentés par leurs supérieurs. L'Évangile nous apprend que les trésors célestes, tels que sont la prédication de la parole de Dieu et l'administration du sacrement de Pénitence, doivent être mis entre des mains sûres, et distribués à chacun selon sa propre vertu, *secundum propriam virtutem*; de peur que si la dispensation de ces grâces, qui font toute la richesse de l'Eglise, étoit commise indifféremment et sans connoissance, à toutes sortes de sujets, elle n'échût trop facilement, et contre notre intention, au serviteur inutile qui ne sauroit pas les faire valoir. C'est pour éviter cet in-

convénient que plusieurs prélats avoient réglé, depuis quelques années, que les religieux qu'on enverroit pour travailler dans leurs diocèses, n'y paroîtroient pas sans le témoignage non-seulement de leurs supérieurs, par rapport à la régularité; mais encore, et à plus forte raison, sans celui des évêques du lieu où ils auroient servi, par rapport aux fonctions ecclésiastiques. Quoique ce Règlement soit très-sage, quelques ordres religieux ne s'y sont pas soumis (\*), pour des raisons que nous n'avons pas approuvées. La nature du gouvernement épiscopal, qui, pour être tout paternel, doit être rempli de charité et de douceur, nous a engagés à chercher des tempéramens, qui pussent en même temps satisfaire au devoir de nos consciences, et contenter la délicatesse des réguliers que nous chérissons comme nos enfans. C'est ce qui nous a portés à faire un nouveau Règlement, qui, en remédiant à un mal constant et trop commun, ne leur donnera pas le moindre prétexte de dire qu'on veuille entamer leurs privilèges. Nous vous l'envoyons, avec la délibération que nous avons prise sur ce sujet le 21 août dernier. Vous y verrez les raisons pour lesquelles nous avons cru devoir réserver aux assemblées plus nombreuses que celle-ci, la revue des anciens Réglemens faits pour les réguliers dans les assemblées de 1625, 1635 et 1645. Nous avons seulement jugé à propos de vous prier de te-

(\*) Les Jésuites, comme l'archevêque de Rheims le dit à l'assemblée, avoient reçu des ordres de leur général, qui leur défendoit de prendre des lettres testimoniales, pareilles à celles qui étoient portées par son Ordonnance.

nir la main à leur exécution, et de redoubler vos soins pour obliger vos diocésains à fréquenter la messe et l'office paroissial : c'est une pratique où toute l'Eglise, et nos prédécesseurs en particulier, ont fait le plus consister la piété et l'exercice de la communion ecclésiastique. Nous sommes, etc.

A Saint-Germain-en-Laye, ce 17 septembre 1700.

# ORDONNANCE

ET

## INSTRUCTION PASTORALE

DE M.<sup>GR</sup> L'ARCHEVÊQUE DE PARIS,

*Portant condamnation du livre intitulé : Exposition de la Foi, etc. touchant la Grâce et la Prédestination.*

ORDONNANCE

LE MAJESTUEUX

LE ROY

LE SEIGNEUR

ORDONNANCE



---

# ORDONNANCE

ET

## INSTRUCTION PASTORALE

DE M.<sup>GR</sup> L'ARCHEVÊQUE DE PARIS,

*Portant condamnation du livre intitulé : Exposition de la Foi, etc.*

---

LOUIS-ANTOINE, par la permission divine, et par la grâce du saint Siège apostolique, archevêque de Paris, etc. Le premier devoir des évêques est de garder le dépôt de la foi : ils doivent s'opposer avec zèle à toutes les nouveautés capables d'en altérer la pureté, et ne jamais souffrir qu'on y fasse le moindre changement, ni en ajoutant, ni en diminuant, selon la sage maxime de Vincent de Lerins <sup>(1)</sup>. Aussi dès le moment que Dieu a permis que nous fussions chargés de la conduite d'un clergé et d'un peuple si nombreux, nous nous sommes résolus de veiller, avec tout le soin que nous devons, à la conservation de la saine doctrine. Nous savons que l'esprit d'erreur s'élève toujours par quelque *doctrine nouvelle contre la science de Dieu* <sup>(2)</sup>; et, quoiqu'il voie ses conseils renversés par la puissance de l'esprit de vérité, il ne se rebute jamais. Nous espérons néanmoins que les troubles qu'il a excités dans l'Eglise de France pendant une si grande partie de ce siècle

<sup>(1)</sup> *Commonit. c. 32.* — <sup>(2)</sup> *II. Cor. x. 5.*

et dont on ne peut renouveler le souvenir qu'avec douleur, seroient entièrement apaisés par les censures des Papes, reçues et exécutées par tous les évêques, et appuyées de l'autorité et de la piété d'un Roi, qui est si digne, par son zèle pour la foi catholique, de la qualité de Fils aîné de l'Eglise. La cause étant si solennellement finie, nous pouvions nous promettre que l'erreur finiroit aussi, pour user des paroles de saint Augustin, dans une occasion semblable. Mais nous voyons avec un sensible déplaisir, qu'il y a encore parmi nous des esprits inquiets et ennemis de la paix, et qu'on répand dans le public des livres qui pourroient troubler le repos de l'Eglise, et renouveler les longues et fâcheuses disputes qu'elle a eu tant de peine d'arrêter. Tel est le livre intitulé, *Exposition de la foi, touchant la grâce et la prédestination*.

Personne n'ignore le bruit qu'ont excité les cinq fameuses propositions tirées du livre de Cornélius Jansénius, évêque d'Ipres, intitulé, *Augustinus*. Dix ans après que ce livre eut paru, quatre-vingt-cinq évêques de France y voyant des propositions déjà condamnées par le saint concile de Trente, parce qu'elles mettoient des bornes trop étroites à la liberté de l'homme, et ne donnoient pas assez d'étendue à la bonté de Dieu, eurent recours à l'autorité du saint Siège. Le pape Innocent X, qui le remplissoit alors, fit publier une Constitution, en date du dernier mai 1653, où ces cinq propositions de ce livre reçurent la condamnation qu'elles méritoient. Cette première constitution fut interprétée pour un plus grand éclaircissement, et confirmée par deux autres

d'Alexandre VII, l'une du 16 octobre 1656, et l'autre du 15 février 1665, qui contenoit un formulaire dont elle ordonnoit la signature, lequel est de même sens et de même esprit que celui de l'assemblée du clergé de 1656.

Les évêques acceptèrent ces constitutions apostoliques, et y acquiescèrent unanimement avec toute sorte de respect et de soumission; ce qui fut suivi du consentement de toute l'Eglise catholique. C'en étoit assez pour détruire une doctrine si pernicieuse; d'autant plus que Jansénius, qui en étoit l'auteur, en soumettant ses écrits au jugement et à la censure du saint Siége, même dans son testament et près de sa mort, avoit donné à ses disciples un exemple qu'ils devoient suivre. Cependant, comme l'orgueil ne cesse de s'élever quoique abattu, nous voyons avec douleur renaître l'hérésie dans un livre nouvellement imprimé, avec d'autant plus de péril, qu'étant composé en langue vulgaire, il peut être lu des simples et des ignorans, comme des savans.

Ainsi, pour nous acquitter de notre devoir dans une occasion si importante, nous avons fait soigneusement examiner, et nous avons aussi nous-mêmes long-temps examiné cet ouvrage, où il nous a été facile de reconnoître tout le venin du dogme de Jansénius. La première proposition, qui est comme la source et le fondement de toutes les autres, c'est-à-dire, celle où l'on ôte aux justes qui tombent, la grâce sans laquelle on ne peut rien, y est renouvelée comme une vérité de foi. On n'a pas besoin de relever les autres propositions condamnées, que cet

auteur inconnu a répandues dans son livre, non plus que l'abus qu'il y fait du nom de saint Augustin, et de quelques autres docteurs.

Il n'y a point de meilleur remède à ce mal qui s'efforce de revivre, que celui par lequel il a été détruit la première fois, c'est-à-dire, les Constitutions d'Innocent X. et d'Alexandre VII. L'intelligence en est claire : il n'y a qu'à prendre les Constitutions et les propositions qu'elles condamnent dans le sens qui se fait sentir d'abord, et que la lecture présente *in sensu obvio*. C'est la règle que donne aux évêques des Pays-Bas, et à la Faculté de théologie de Louvain, par ses brefs du 6 février 1694, notre saint père le pape Innocent XII, que Dieu veuille conserver long-temps pour le bien de la chrétienté, dont il est véritablement le père commun.

Nous ne pouvons marcher par une voie plus sûre : ainsi, en adhérant aux Constitutions d'Innocent X. et d'Alexandre VII, après une mûre délibération, LE SAINT NOM DE DIEU INVOQUÉ, nous condamnons le livre intitulé, *Exposition de la foi, touchant la grâce et la prédestination, imprimé à Mons, chez Gaspard Migeot*, comme contenant des propositions respectivement fausses, téméraires, scandaleuses, impies, blasphématoires, injurieuses à Dieu, et dérogeantes à sa bonté, frappées d'anathême, et hérétiques ; enfin comme renouvelant la doctrine des cinq propositions de Jansénius, avec une témérité d'autant plus insupportable, que cet auteur ose donner, comme étant de foi, non-seulement ce qui n'en est pas, mais même ce que la foi abhorre, et ce qui est détesté par toute l'Eglise.

Au surplus, nous n'entendons point approuver les autres propositions contenues dans ce livre, nous en défendons la lecture sous peine d'excommunication, et autres peines de droit. Ordonnons, sous les mêmes peines, de remettre les exemplaires entre nos mains ou en celles de nos vicaires-généraux; et nous n'oublierons rien de ce qui dépend de notre charge pastorale, pour faire que la doctrine contenue et renouvelée dans ce livre soit entièrement éteinte et supprimée.

Mais pour ne pas arracher le bon grain avec l'ivraie, après avoir découvert l'erreur de ceux qui ont abusé de la doctrine de la grâce, en tirant de son efficace des conséquences outrées, il est encore de notre devoir d'instruire sur une matière si importante ceux que le Saint-Esprit a commis à notre conduite. Nous le ferons sans entrer dans des questions épineuses, nous contentant de tirer de l'Écriture, des conciles et des saints Pères, ce qui peut éclairer et nourrir la piété, sans entretenir l'esprit de curiosité et de dispute.

Il n'y a point de Chrétien qui ne soit obligé de reconnoître que nous ne pouvons rien pour le salut, sans la grâce de Jésus-Christ. Les bonnes pensées, les saintes actions, *tout don parfait vient d'en-haut, et descend du Père des lumières* (1). C'est Dieu qui opère en nous *le vouloir et le faire*, selon la doctrine expresse de l'apôtre saint Paul (2). Il faut donc nous humilier dans la vue de notre impuissance, et nous relever en même temps par la considération de la bonté toute-puissante de Jésus-Christ. Quel-

(1) *Jac.* 1. 17. — (2) *Philipp.* 11. 13.

que foibles que nous soyons par nous-mêmes, et quelque perfection que Dieu nous demande, « il ne » nous commande rien d'impossible ; mais en nous » faisant le commandement, il nous avertit de faire » ce que nous pouvons, et de demander ce que nous » ne pouvons pas ; et il nous aide afin que nous le » puissions (1) ». Que celui donc qui a besoin de sagesse ne l'attende pas de soi-même, comme faisoient les philosophes orgueilleux ; mais qu'il la demande à Dieu, comme ont toujours fait les humbles enfans de l'Eglise.

Cette sage et pieuse mère, conduite par le Saint-Esprit, nous apprend par ses prières, formées sur le modèle de l'oraison dominicale, la nécessité de la grâce et le moyen de l'obtenir. C'a été en cette matière, dès les premiers temps, une règle invariable des saints Pères, que la loi de la prière établit celle de la foi, et que, pour bien entendre ce que l'on croit, il n'y a qu'à remarquer ce que l'on demande ; *ut legem credendi, lex statuat supplicandi* (2). On demande à Dieu, au saint autel, non-seulement que les infidèles puissent croire, les pécheurs se convertir, et les bons persévérer dans la justice, mais encore que les premiers reviennent effectivement de leurs erreurs ; que le remède de la pénitence soit appliqué aux seconds, et que les derniers conservent jusqu'à la fin la grâce qu'ils ont reçue : ce n'est donc pas le seul pouvoir, mais encore l'effet, que l'on demande ; et pour montrer qu'on ne le fait pas inutilement,

(1) *Concil. Trid. sess. vi, cap. xi.* — (2) *Auctoritates Sedis apostolicæ, post Epistolam Cœlestini Papæ ad Episcopos Galliæ. Concil. tom. II, col. 1616.*

lorsque ces saintes prières sont suivies d'un bon succès, on ne manque point d'en rendre grâces à Dieu, avec une particulière reconnoissance.

Aussi le maître céleste, quand ses apôtres le supplient de leur enseigner à prier Dieu, voulant instruire toute l'Eglise en leur personne, nous apprend à lui demander que son nom soit en effet sanctifié en nous par notre bonne vie, que son règne à qui tout est soumis arrive bientôt, que sa volonté s'accomplisse en nous comme dans le ciel, et que notre pain de tous les jours, c'est-à-dire, la nourriture nécessaire aux esprits et aux corps, nous soit donnée par sa libéralité.

Comme nous lui demandons les biens dont nous avons besoin, nous le prions pareillement de nous délivrer des maux que nous devons craindre : nous le conjurons de ne nous pas laisser succomber à la tentation, et de nous délivrer du mal, c'est-à-dire, de nous défendre à jamais du péché, qui est le seul mal véritable et la source de tous les autres. Cette délivrance emporte avec soi la persévérance finale ; et l'Eglise s'en explique ainsi dans cette prière qu'elle fait faire à tous ses ministres, et qu'elle propose à tous les fidèles dans la communion : « Faites, Seigneur, que je demeure toujours attaché à vos commandemens, et ne souffrez pas que je sois jamais » séparé de vous ».

L'Orient conspire avec l'Occident dans ces demandes ; et il y a plus de mille ans que les défenseurs de la grâce ont rapporté cette prière de la Liturgie attribuée à saint Basile : « Faites bons les méchans, » conservez les bons dans la piété ; car vous pouvez

» tout, et rien ne vous contredit; vous sauvez quand  
 » vous voulez; et il n'y a personne qui résiste à votre  
 » volonté (1) ».

C'est cette toute-puissance de la volonté de Dieu opérante en nous, qui a encore formé cette oraison du sacrifice : « Forcez nos volontés, même rebelles, » à se rendre à vous »; non que nous soyons justifiés et sauvés malgré nous, mais parce que Dieu rend nos volontés soumises, de rebelles qu'elles étoient, et qu'il leur fait aimer ce qu'elles haïssoient auparavant. En faisant passer la volonté du mal au bien, selon l'expression de saint Bernard, il ne force pas la liberté, mais il la redresse et la perfectionne. C'est le Seigneur qui dirige les pas de l'homme, mais c'est en faisant que l'homme entre librement dans la voie. *Apud Dominum gressus hominis dirigentur, et viam ejus volet* (2). C'est Dieu qui tire l'ame après lui; mais c'est en faisant qu'elle suive cet attrait avec toute la liberté de son choix.

Qu'on ne s'imagine donc pas que la puissance de la grâce détruise la liberté de l'homme, ou que la liberté de l'homme affoiblisse la puissance de la grâce. Peut-on croire qu'il soit difficile à Dieu, qui a fait l'homme libre, de le faire agir librement, et de le mettre en état de choisir ce qui lui plaît. L'Écriture, la tradition, la raison même nous enseignent que toute la force que nous avons pour faire le bien vient de Dieu, et notre propre expérience nous fait sentir que nous ne pouvons que trop nous empêcher de faire le bien si nous voulons. Il n'arrive même que trop souvent

(1) *Petr. Diacon. ad S. Fulgent. de Incarn. et Gratia Christi.* —

(2) *Ps. xxxvi. 23.*



que nous résistons actuellement aux grâces que Dieu nous donne, et que *nous les recevons en vain* (1). Mais quelque pouvoir que nous sentions en nous de refuser notre consentement à la grâce, même la plus efficace, la foi nous apprend que Dieu est tout-puissant, et qu'ainsi il peut faire ce qu'il veut de notre volonté, et par notre volonté. Quand donc il plaît à la miséricorde toute-puissante de Jésus-Christ, de nous appeler de cette vocation que saint Paul nomme *selon son propos* (2), c'est-à-dire, selon son décret, les morts mêmes entendent sa voix et la suivent. Les liens par lesquels sa grâce nous attire, nous paroissent aussi doux et aussi aimables que les chaînes du péché nous deviennent pesantes et honteuses, « et la suavité du Saint-Esprit fait que ce » qui nous porte à l'observance de la loi, nous plaît » davantage que ce qui nous en éloigne (3) ».

Par là nous pouvons entendre en quelque manière comment la grâce s'accorde avec le libre-arbitre, et comment le libre-arbitre coopère avec la grâce. La grâce excite la volonté, dit saint Bernard, en lui inspirant de bonnes pensées; elle la guérit en changeant ses affections; elle la fortifie en la portant aux bonnes actions; et la volonté consent et coopère à la grâce en suivant ses mouvemens. Ainsi, ce qui d'abord a été commencé dans la volonté par la grâce seule, se continue et s'accomplit conjointement par la grâce et par la volonté; mais en telle sorte que tout se faisant dans la volonté, et par la volonté, tout vient cependant de la grâce; *totum quidem hoc, et*

(1) II. Cor. VI. 1. — (2) Rom. VIII. 28. — (3) S. Aug. lib. de Spiritu et littera, cap. XXIX, n. 51; tom. X, col. 114.

*totum illa ; sed ut totum in illo , sic totum ex illa* (1).

Dieu nous inspire les saintes prières, avec autant d'efficace qu'il opère en nous les bonnes œuvres. Quand saint Paul dit que *le Saint-Esprit prie en nous* (2), les saints Pères interprètent, qu'il nous fait prier en nous donnant tout ensemble, avec le désir de prier, l'effet d'un si pieux désir, *impartito orationis affectu et effectu* (3) ; et l'Eglise, bien instruite de cette vérité, demande aussi pour être exaucée, *que Dieu lui fasse demander ce qui lui est agréable*.

C'est donc Dieu qui nous fait prier, avec autant de pouvoir qu'il nous fait agir ; il a des moyens certains de nous donner la persévérance de la prière, pour nous faire obtenir ensuite celle de la bonne vie. Il a su, il a ordonné, il a préparé devant tous les temps ces bienfaits de sa grâce : il a aussi connu ceux à qui il les préparoit par son éternelle miséricorde et par un amour gratuit. Il faut poser pour fondement, qu'il n'y a point d'injustice en Dieu, et que nul homme ne doit sonder ni approfondir ses impénétrables conseils. Tout le bien qui est en nous vient de Dieu, et tout le mal vient uniquement de nous. « Dieu couronne ses dons dans ses élus, en couronnant leurs mérites (4) » ; et il ne punit les réprouvés que pour leurs péchés, qui sont l'unique cause de leur malheur. C'est par-là que nous apprenons qu'en concourant avec la grâce, par une humble et fidèle

(1) *S. Bern. lib. de Gratia et libero Arbitrio; cap. xiv, n. 47; tom. 1, col. 622.* — (2) *Rom. viii. 26.* — (3) *Ep. S. Aug. cxxiv, ad Sixtum, n. 16; tom. 11, col. 720.* — (4) *S. Aug. ibid. n. 19; et de Grat. et lib. Arbit. cap. vi, n. 15; tom. x, col. 726.*

coopération, nous devons, avec saint Cyprien et saint Augustin, attribuer à Dieu tout l'ouvrage de notre salut, *ut totum detur Deo*, et nous abandonner à sa bonté avec une entière confiance, persuadés, avec le même saint Augustin, que nous serons dans une plus grande sûreté, si nous donnons tout à Dieu, que si nous nous confions en partie à lui, et en partie à nous; *tutiores igitur vivimus, si totum Deo damus; non autem nos illi ex parte, et nobis ex parte committimus* (1).

Mais que cette confiance, que cet abandon à Dieu ne nous fasse pas croire qu'il n'y ait rien à faire de notre part pour notre salut; puisque saint Pierre nous enseigne, *que nous devons rendre, par nos bonnes œuvres, notre vocation et notre élection certaine* (2); que saint Paul veut que nous courions pour gagner le prix, *sic currite ut comprehendatis* (3); et que saint Augustin nous assure (4) que « nous devons espérer et demander à Dieu tous les » jours la persévérance, et croire que par ce moyen » nous ne serons point séparés de son peuple élu; » puisque si nous espérons, et si nous demandons, » c'est lui-même qui nous le donne »; en sorte que notre espérance et notre prière est un gage de sa bonté, et une preuve qu'il ne nous abandonne pas. Et ce qui doit encore soutenir la confiance, est que les conciles nous répondent que Dieu n'abandonne jamais ceux qu'il a une fois justifiés par sa grâce, s'il n'en est abandonné le premier. Ce sont les termes

(1) De dono Perseverantiæ, c. vi, n. 12; tom. x, col. 827. — (2) II. Petr. 1. 10. — (3) I. Cor. 1x. 24. — (4) De dono Persever. cap. xxii, n. 62; col. 855.

du concile de Trente : *Deus suâ gratiâ semel justificatos non deserit, nisi ab eis prius deseratur* (1); et c'est ce que le second concile d'Orange avoit reconnu plusieurs siècles auparavant, déclarant qu'il est de la foi catholique, que tous ceux qui ont été baptisés peuvent, avec la grâce de Jésus-Christ, accomplir tout ce qui est nécessaire pour leur salut, s'ils veulent travailler fidèlement (2).

Voilà ce que les fidèles doivent savoir de ce grand mystère de la prédestination, qui a tant étonné et tant humilié l'apôtre saint Paul. Le reste peut être regardé comme faisant partie de ces profondeurs qu'on ne doit point mépriser, mais qu'on n'a aussi aucun besoin d'établir (3).

Qu'on se garde bien de penser que les saints Pères qui nous ont donné ces vérités saintes, et en particulier saint Augustin, aient excédé; puisqu'au contraire, les papes déclarent que ce Père, dans sa doctrine, toujours approuvée par leurs saints prédécesseurs, « n'a jamais été atteint du moindre » soupçon désavantageux (4) : et bien loin qu'il y ait rien d'excessif dans ses derniers livres, dont les ennemis de la grâce ont paru le plus émus, ce sont ceux où un savant Pape a voulu principalement que l'on apprît sur la grâce et sur le libre arbitre les sentimens de l'Eglise romaine; c'est-à-dire, ajoute-t-il, ceux de l'Eglise catholique (5).

(1) *Sess. vi, c. ii.* — (2) *Concil. Araus. II, cap. 25; tom. iv, col. 1672.*  
 — (3) *Auctoritates Sedis apostolicæ, post epist. Cœlestini Papæ ad episc. Galliæ; Concil. tom. ii, col. 1617.* — (4) *Nunquam hunc (Augustinum) sinistra suspitionis saltem rumor aspersit. Epist. Cœlestini ad Galliæ episcopos. Conc. tom. ii, col. 1612.* — (5) *Hormisd. Ep. ad Possessorem. Concil. tom. iv, col. 1532.*

Ces paroles du saint pontife Hormisdas, qu'un ancien concile de confesseurs bannis pour la foi a opposées à tous ceux qui, manquant de respect pour les ouvrages de saint Augustin, étoient tombés dans l'erreur, méritent d'être répétées en ce temps où notre saint Père le Pape nous renvoie encore à ce même Père, pour savoir « les sentimens que suit » l'Eglise romaine, selon les décrets de ses prédécesseurs (1). Telle est la saine doctrine de la prédestination et de la grâce de Jésus-Christ. Le principal fruit qu'elle doit produire, est d'inspirer aux fidèles l'humilité et la vigilance chrétienne; de leur faire craindre leur foiblesse; et de réveiller leur attention pour l'accomplissement de leurs devoirs. En leur faisant connoître *qu'ils ne peuvent rien sans le secours de Jésus-Christ* (2), elle leur fait sentir *qu'ils peuvent tout en celui qui les fortifie* (3). Leur crainte est soutenue par la confiance; et ces vertus préparent l'ame à l'amour de Dieu, que le *Saint-Esprit répand dans nos cœurs* (4) avec la grâce; puisque la grâce consiste principalement dans la délectable inspiration de cet amour. C'est à cet amour que la crainte des supplices éternels prépare la voie: le commencement de cet amour ouvre les cœurs à la conversion, comme sa perfection les y affermit. Par l'amour de Dieu toutes les vertus entrent et se perfectionnent dans nos ames; toute la fausse morale s'évanouit, l'amour ne nous rendant pas moins éclairés sur nos devoirs, que fervens pour les remplir. C'est par cet amour que les

(1) Breve ad Facult. theolog. Lovaniensem, 6 febr. 1694. —

(2) Joan. xv. 5. — (3) Philip. iv. 13. — (4) Rom. v. 5.

hommes cessent de chercher de vaines excuses dans leurs péchés, et de toutes ces vaines excuses, dont l'amour-propre se fait un fragile appui, il n'y en a point de plus pernicieuse que celle par où l'on tâche de se décharger de l'obligation d'aimer Dieu, puisque c'est la première et la principale, comme la plus juste et la plus aimable de toutes.

Nous exhortons les prédicateurs et les confesseurs, et leur ordonnons par l'autorité du Saint-Esprit, qui nous a établi pasteur pour gouverner l'Eglise de Dieu, de s'attacher fidèlement à la sainte doctrine que nous leur proposons; puisque dans toutes ses parties elle est tirée de l'Ecriture, et exprimée par les propres paroles des saints, que le saint Siège et toute l'Eglise catholique a reçues et canonisées, nous confiant en notre Seigneur, que ceux qui auroient écrit dans un autre esprit n'attendront pas la correction que nous pourrions faire de leurs erreurs, s'ils y persistoient.

Pour achever d'imiter en cette occasion la sage conduite de notre saint Père le Pape, que nous nous proposons pour modèle, il ne nous reste plus que de recommander, comme Sa Sainteté fait, dans les brefs déjà cités, qu'on ne se serve plus de cette accusation vague et odieuse du Jansénisme pour décrier personne, à moins qu'il ne soit convaincu d'avoir enseigné de vive voix ou par écrit quelque une des propositions condamnées. Nous nous opposerons aussi fortement que nous le devons à tous ceux qui auront la témérité d'en renouveler la doctrine, et de parler ou d'écrire directement ou indirectement contre les constitutions des papes; mais nous

ne souffrirons pas aussi, que des gens sans autorité, comme sans charité, s'ingèrent de juger de la foi de leurs frères, et donnent atteinte à leur réputation sur de légers soupçons. Nous savons trop combien il est préjudiciable à l'Eglise, de recevoir facilement de mauvaises impressions contre ceux à qui Dieu a donné la piété et la science nécessaire pour la servir; et nous ferons tous nos efforts pour arrêter l'inquiétude des esprits remuans, qui pourroient troubler son repos en altérant sa foi par une mauvaise doctrine, ou sa paix par la division de ses ministres, *ut desinat Ecclesiarum quietem inquietudo turbare* (1). C'est ce que recommandoit autrefois aux évêques de France un saint Pape, et ce que celui qui nous gouverne aujourd'hui avec tant de grâce et de bénédiction, ordonne aux églises des Pays-Bas. SI MANDONS aux officiers de notre Cour d'Eglise, de tenir la main à l'exécution de notre présente Ordonnance, de la faire afficher aux portes des églises de cette ville et faubourgs, et partout ailleurs où besoin sera. Donné à Paris, dans notre palais archiépiscopal, le vingtième août mil six cent quatre-vingt-seize.

(1) Cœlestini Papæ Ep. ad Galliarum episcopos. *Loc. cit.*

# TABLE

## DU TOME SEPTIÈME.

---

|                                                                                                                                                                                                |          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <b>STATUTS ET ORDONNANCES SYNODALES. <i>Page</i> 3</b>                                                                                                                                         |          |
| Ordonnances synodales de l'an 1691.                                                                                                                                                            | 5        |
| Ordonnances synodales de l'an 1698.                                                                                                                                                            | 28       |
| <br><b>PIÈCES CONCERNANT L'ÉTAT DE L'ABBAYE DE JOUARRE.</b>                                                                                                                                    |          |
| Fondation du monastère de Jouarre.                                                                                                                                                             | 37       |
| Changement de discipline et modération des exemptions<br>par les conciles de Vienne et de Trente.                                                                                              | 83       |
| Brefs apostoliques pour la visite du monastère de Jouarre.                                                                                                                                     | 90       |
| Arrêt du Conseil d'Etat sur ce sujet.                                                                                                                                                          | 94       |
| Mémoire pour messire Jacques-Bénigne Bossuet, contre<br>dame Henriette de Lorraine, abbesse de Jouarre.                                                                                        | 98       |
| Arrêt du Parlement qui déclare l'abbesse et les religieuses<br>de l'abbaye de Jouarre, le clergé, etc. et paroisse du-<br>dit lieu, sujets à la juridiction et visite de l'évêque de<br>Meaux. | 154      |
| Procès-verbal de visite.                                                                                                                                                                       | 158      |
| Ordonnance de visite.                                                                                                                                                                          | 180      |
| <br><b>CLERI GALLICANI DE ECCLESIASTICA<br/>POTESTATE DECLARATIO. 189</b>                                                                                                                      |          |
| Epistola Cleri Gallicani, Parisiis congregati, anno 1682,<br>ad sanctissimum Dominum nostrum Innocentiam Pa-<br>pam XI.                                                                        | 195      |
| Innocentii XI ad Clerum Gallicanum responsa.                                                                                                                                                   | 212      |
| Epistola Cleri Gallicani, anno 1682, in comitiis generali-<br>bus congregati, ad omnes prælatos per Gallias consi-<br>stentes, et universum Clerum.                                            | 221      |
|                                                                                                                                                                                                | Epistolâ |



Epistola conventûs Cleri Gallicani anni 1682, ad universos  
prælatos Ecclesiæ Gallicanæ. Page 251

DECRETUM DE MORALI DISCIPLINA, quod erat à  
Cleri Gallicano publicandum in comitiis generalibus  
anni 1682. 257

PARS PRIMA DECRETI, continens damnandas propositiones. 263

PARS SECUNDA DECRETI, continens doctrinam oppositam  
damnandis propositionibus. 281

I. De affirmativis præceptis, ac primùm de fide, spe et  
charitate generatim. 282

II. De fide. 284

III. De spe et charitate. 286

IV. De charitate proximi. 292

V. De oratione et elemosyna. 294

VI. De Pœnitentiæ sacramento. 295

VII. De cultu Dei et festis observandis. 299

VIII. De præceptis negativis, præsertim secundæ ta-  
bulæ. 302

IX. De usurâ. 306

X. De simoniâ. 308

XI. De regulâ morum et probabilitate. 309

## CENSURA ET DECLARATIO

CONVENTUS GENERALIS CLERI GALLICANI, CONGREGATI  
ANNO M. DCC. IN MATERIA FIDEI ET MORUM.

Extraits des procès-verbaux de l'assemblée générale du  
clergé de France de 1700. 325

MANDATUM ad Censuram et Declarationem conventûs Cleri  
Gallicani anni 1700, promulgandam in synodo diœce-  
sanâ. 353

CENSURA ET DECLARATIO CONVENTUS CLERI GALLICANI. 357

CENSURA PROPOSITIONUM. I. De observandis Innocentii X  
et Alexandri VII constitutionibus circa quinque propo-  
sitiones damnatas. 363

BOSSUET. VII.

|                                                                                 |              |
|---------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| II. De gratiâ.                                                                  | Page 364     |
| III. De virtutibus theologicis. — De fide.                                      | 365          |
| IV. De Dei dilectione.                                                          | 368          |
| V. De proximi dilectione.                                                       | 369          |
| VI. De festis.                                                                  | 370          |
| VII. De homicidio.                                                              | <i>Ibid.</i> |
| VIII. De duello.                                                                | 373          |
| IX. Circa castitatem.                                                           | 374          |
| X. De furto, turpi lucro, et judicium corruptelis.                              | 375          |
| XI. De usurâ.                                                                   | 377          |
| XII. De falso testimonio, mendacio et perjurio.                                 | 379          |
| XIII. De calumniâ.                                                              | 380          |
| XIV. De adjuvantibus ad flagitia.                                               | 381          |
| XV. De simoniâ, et beneficiis conferendis.                                      | <i>Ibid.</i> |
| XVI. De Missæ sacrificio, et sacrâ communione.                                  | 383          |
| XVII. De Missâ parochiali.                                                      | 384          |
| XVIII. Circa confessionem sacramentalem.                                        | <i>Ibid.</i> |
| XIX. Circa dispositiones et absolutionem pœnitentis, et<br>occasiones proximas. | 386          |
| XX. De jejunio.                                                                 | 388          |
| XXI. De intemperantiâ.                                                          | <i>Ibid.</i> |
| XXII. De horis canonicis.                                                       | 389          |
| XXIII. De jurisdictione et Regularibus.                                         | 390          |
| XXIV. De legibus principum eorumque potestate.                                  | 392          |
| XXV. De eleemosynâ.                                                             | <i>Ibid.</i> |
| XXVI. De obduratis.                                                             | <i>Ibid.</i> |
| XXVII. De peccato philosophico.                                                 | 393          |
| XXVIII. De peccato mortali.                                                     | <i>Ibid.</i> |
| XXIX. De cogitationibus sive delectationibus morosis.                           | 394          |
| XXX. De regulâ morum et probabilitate.                                          | 395          |
| DECLARATIO de dilectione Dei in sacramento Pœnitentiæ<br>requisitâ.             | 399          |
| De opinionum probabilium usu.                                                   | 400          |
| Admonitio et conclusio.                                                         | 402          |

Epistola conventûs Cleri Gallicani anni 1700, ad Cardinales, Archiepiscopos, Episcopos, et universum Clerum per Gallias consistentem. Page 404

## MÉMOIRES

AU SUJET DE L'IMPRESSON DES OUVRAGES DE DOCTRINE  
COMPOSÉS PAR LES ÉVÊQUES.

- Extraits des lettres du chancelier de Pontchartrain, dans lesquelles il déduit les raisons qu'il prétend avoir, pour obliger les évêques à prendre des privilèges même pour leurs censures, avec des réflexions de Bossuet, en réponse. 411
- Mémoire de Bossuet au chancelier sur la conduite que ce magistrat tenoit à son égard. 414
- Lettre au cardinal de Noailles, sur l'injustice des procédés du chancelier, et les suites que peuvent avoir les obstacles qu'il met à la publication de l'Instruction contre Simon. 416
- I.<sup>er</sup> MÉMOIRE AU ROI, sur les difficultés qu'éprouvoit Bossuet de la part du chancelier. 420
- Lettre au cardinal de Noailles, pour lui représenter combien il est injurieux aux évêques d'exiger que l'attestation d'un censeur soit mise à la tête de leurs ouvrages sur la doctrine, et l'exhorter à soutenir la cause de l'épiscopat. 424
- II.<sup>e</sup> MÉMOIRE, ou requête au Roi, pour répondre aux difficultés du chancelier. 426
- III.<sup>e</sup> MÉMOIRE. Sur la censure d'un docteur, à laquelle on voudroit assujettir les évêques. 436
- Lettre au cardinal de Noailles, sur les tracasseries qu'on lui fait éprouver. 437
- Lettre au même, pour le remercier de son zèle à défendre la cause de l'épiscopat. 438
- Lettre au même sur la défense qu'avoit reçue Anisson, et

|                                                                                                                                 |          |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| les raisons alléguées par le chancelier pour empêcher que l'Ordonnance du prélat ne parût.                                      | Page 440 |
| Lettre à M. *** sur la conduite du chancelier, et la nécessité de son livre pour réprimer Richard Simon.                        | 442      |
| Lettre au cardinal de Noailles sur l'écrit de Simon contre l'Ordonnance du cardinal, et l'injustice des procédés du chancelier. | 443      |
| Lettre à M. <sup>me</sup> de Maintenon, en lui envoyant ses Mémoires en réponse au chancelier.                                  | 445      |
| Lettre au cardinal de Noailles, sur les difficultés qu'opposoit le chancelier à la publication de son Ordonnance contre Simon.  | 446      |
| Lettre au même sur le même sujet.                                                                                               | 447      |
| IV. <sup>e</sup> MÉMOIRE. Sur les Ordonnances des évêques, pour répondre à la difficulté principale que faisoit le chancelier.  | 448      |
| V. <sup>e</sup> MÉMOIRE. Sur les réglemens de l'imprimerie.                                                                     | 455      |
| AVERTISSEMENT SUR les Pièces suivantes.                                                                                         | 459      |

## DE DOCTRINA CONCILII TRIDENTINI

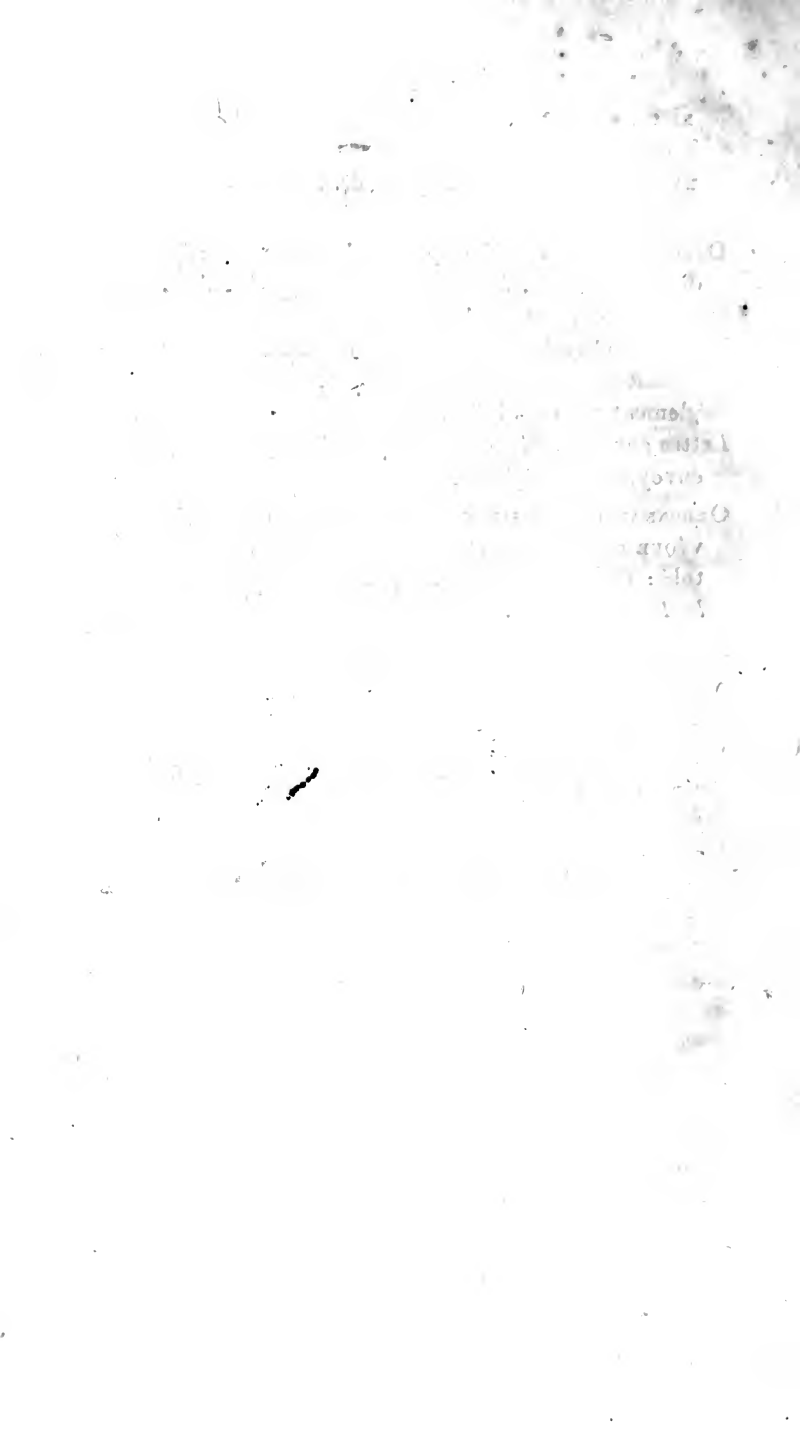
CIRCA DILECTIONEM IN SACRAMENTO POENITENTIÆ REQUISITAM.

|                                                                                                                                           |              |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| I. Quædam necessaria præmittuntur, super obligatione generali mandati de diligendo Deo.                                                   | 465          |
| II. Partitio hujus opusculi.                                                                                                              | 470          |
| III. De sacramentorum quibus justificamur effectu sive efficientiâ. Tridentina decreta referuntur : ac primùm ex sess. VI cap. VI et VII. | <i>Ibid.</i> |
| IV. Ex ejusdem sess. VI cap. VII.                                                                                                         | 471          |
| V. Ex sess. VII præmio, et canonibus VI, VII, VIII.                                                                                       | <i>Ibid.</i> |
| VI. Ea dogmata ad sacramentum Pœnitentiæ applicantur, ex sess. XIV cap. IV.                                                               | 472          |
| VII. Ex ejusdem sess. XIV can. IX.                                                                                                        | 473          |
| VIII. Concilii Tridentini doctrinæ summa, omniumque ejus doctrinæ partium consensio : transitus ad secundam hujus disputationis partem.   | 474          |

- ix. De dispositionibus, maximè verò de incipiente dilectione Dei ad consequendam justificationem necessariò requisitâ : ex sess. vi cap. vi. *Page 475*
- x. Quid sit diligere Deum ut omnis justitiæ fontem, eodem cap. vi sess. vi. *476*
- xi. Continuatio; ex eodem cap. vi sess. vi. *477*
- xii. Continuatio, ex eodem capite : ubi de proposito implendi mandata. *Ibid.*
- xiii. Idem ex cap. vii ejusdem sessionis vi, et ex can. xi. *479*
- xiv. Expenditur præcedens doctrina Concilii exponentis incipientem dilectionem, quæ in verum firmumque charitatis actum, in ipsâ justificatione desinat. *480*
- xv. Libera electio et consensio in futuram justitiam atque charitatem inhærentem, à Synodo sess. vi cap. v et vi constituta, quid importet? *482*
- xvi. Aliud ex sess. vi cap. vii. *483*
- xvii. Idem ex canone iii sessionis vi. *484*
- xviii. Solvitur objectio referentium supradicta ad solum Baptismum, non autem ad Pœnitentiæ sacramentum. *485*
- xix. Cur sess. xiv non repetitur doctrina de incipiente dilectione, quæ sess. vi traditur. *487*
- xx. Doctrina sess. xiv proponitur; ac primum ex præmio, et cap. i, ii, iii. *488*
- xxi. Doctrina cap. iv ejusdem sessionis xiv. *489*
- xxii. Hic quæstionem totam omnino absolutam esse uuâ interrogatiunculâ, *491*
- xxiii. Quid sit illa distinctio impliciti et expliciti, quam hic adhibent. *492*
- xxiv. Rursus de implicito et explicito. *495*
- xxv. Rursus eâdem de re. *497*
- xxvi. De attritionis naturâ ac vi, quid sancta Synodus decreverit. *498*

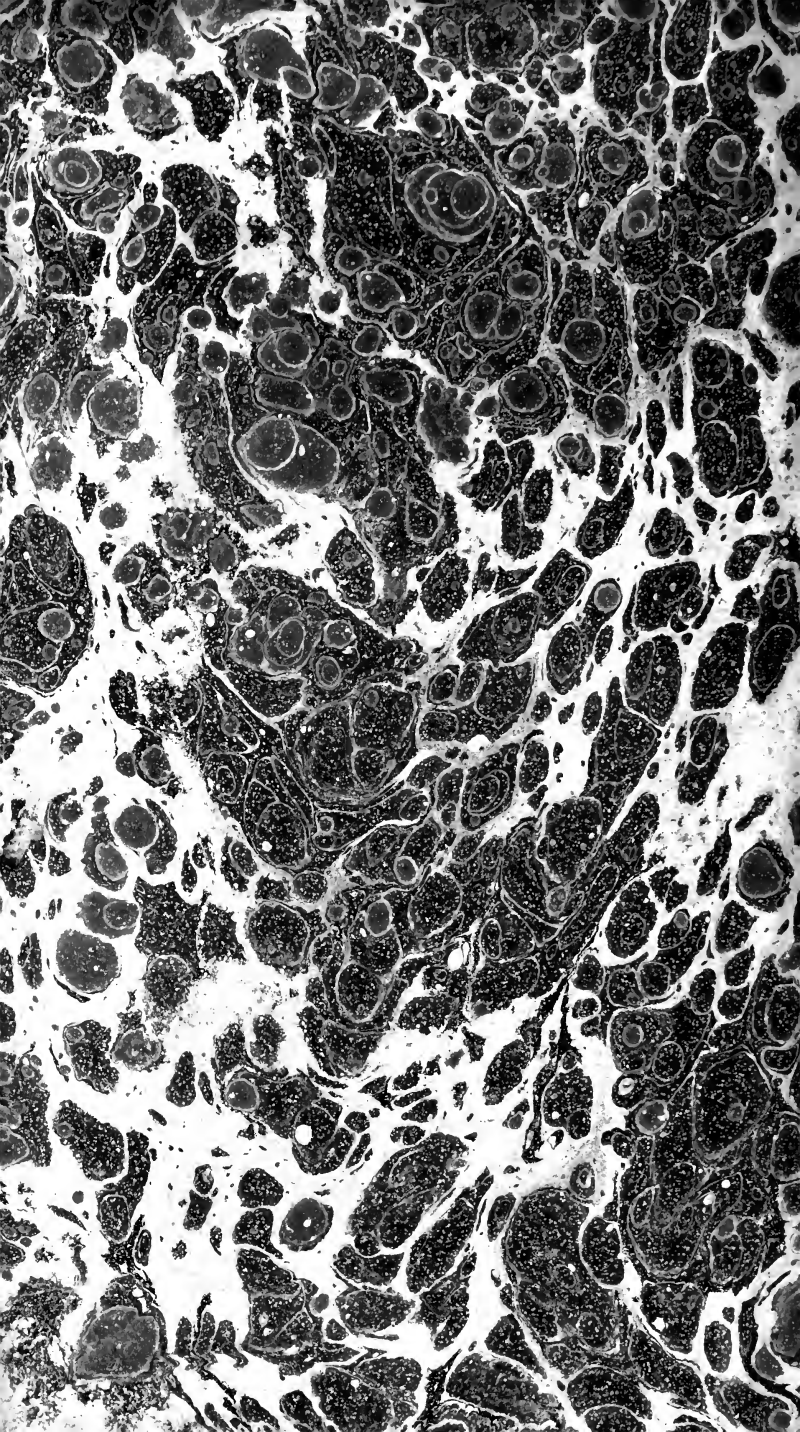
- xxvii. Quam intelligendæ et explicandæ Synodi sequamur regulam. Page 501
- xxviii. Sanctæ Synodi gesta sessionis vi, ex Historiâ Cardinalis Pallavicini : ubi etiam quæritur de amore justitiæ ad amorem amicitiae, non autem ad amorem spei, ut vocant, et concupiscentiæ, referendo. *Ibid.*
- xxix. Gesta sess. xiv, cap. iv, ex eodem Cardinali. 505
- xxx. Referuntur quædam Patrum ac Doctorum sententiæ in sess. xiv, ex eodem Pallavicino : utræque sessiones inter se conferuntur. 507
- xxxi. Ex Catechismo Romano ad Parochos quædam recensentur. 509
- xxxii. Contrariæ sententiæ duo incommoda proponuntur. 514
- xxxiii. De præcepto amoris ad Pœnitentiam maximè pertinente, ubi tractatur locus Concilii Tridentini : *et facere quod possis*, etc. Sess. vi, cap. xi. 515
- xxxiv. De incipiente dilectione, comparatâ cum eâ contritione quam Synodus dixit charitate perfectam. 517
- xxxv. Sancti Thomæ doctrina Concilio conformis, de dilectione in sacramento Pœnitentiæ requisitâ : primum ex Supplemento. 520
- xxxvi. Idem ex i. 2. q. 113, art. 3, c. 522
- xxxvii. Idem ex 3<sup>a</sup> parte. 524
- xxxviii. Corollaria quædam. 528
- xxxix. Objectiones tres : prima ex eo quòd attritio voluntatem peccandi excludat, ex Concilio Tridentino. 532
- xl. Responsio : ubi de aversione et conversione reversâ, eorumque remediis. 534
- xli. Altera objectio, ex naturâ et vi dilectionis, jam sæpe resoluta. 536
- xlii. De loquendi modo : et an sit necessarium, ut præparatoria et incipiens dilectio, charitatis nomine absolutè appelletur. 540

|                                                                                                                                                                                                   |          |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| XLIII. Tertia et postrema objectio, ex Alexandri VII decreto.                                                                                                                                     | Page 541 |
| XLIV. Summa doctrinæ præcedentis, ejusque conclusio.                                                                                                                                              | 545      |
| ORDONNANCE DE M. <sup>GR</sup> L'ÉVÊQUE DE MEAUX, pour réprimer des abus qui s'étoient introduits à l'occasion de la fête du monastère de Cerfroid.                                               | 549      |
| EXTRAIT du Procès-verbal de l'assemblée du Clergé, tenue à Saint-Germain-en-Laye, en 1700.                                                                                                        | 552      |
| Règlement pour les Réguliers.                                                                                                                                                                     | 554      |
| Lettre aux archevêques et évêques du royaume, en leur envoyant ce Règlement.                                                                                                                      | 556      |
| ORDONNANCE ET INSTRUCTION PASTORALE DE M. <sup>GR</sup> L'ARCHEVÊQUE DE PARIS, portant condamnation du livre intitulé : <i>Exposition de la Foi, etc. touchant la Grâce et la Prédestination.</i> | 559      |









PQ  
1725  
A2  
1815  
t.7

Bossuet, Jacques Bénigne  
Oeuvres

PLEASE DO NOT REMOVE  
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

---

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

---

